



General Assembly

Distr.
GENERAL

A/HRC/13/22/Add.1
24 February 2010

ENGLISH/FRENCH/SPANISH
ONLY

HUMAN RIGHTS COUNCIL
Thirteenth session
Agenda item 3

**PROMOTION AND PROTECTION OF ALL HUMAN RIGHTS, CIVIL,
POLITICAL, ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS,
INCLUDING THE RIGHT TO DEVELOPMENT**

**Report of the Special Rapporteur on the situation of
human rights defenders, Margaret Sekaggya**

Addendum

Summary of cases transmitted to Governments and replies received*

* The present document is being circulated in the languages of submission only, as it greatly exceeds the word limitations currently imposed by the relevant General Assembly resolutions.

Contents

Introduction.....	5
Algeria	5
Argentina	8
Azerbaijan.....	16
Bahrain.....	18
Belarus	20
Bolivia.....	34
Brazil.....	36
Burundi	37
Cambodia.....	39
Cameroon.....	45
Chad	47
Chile.....	48
China.....	52
Colombia.....	65
Congo (Republic of the)	96
Cuba.....	97
Democratic People’s Republic of Korea	102
Democratic Republic of the Congo	103
Djibouti.....	110
Ecuador	111
Egypt.....	117
Eritrea	120
Ethiopia.....	121
Fiji	127

France	128
Gabon	130
Gambia	133
Guatemala.....	135
Guinea.....	147
Guinea-Bissau.....	148
Honduras.....	149
India.....	156
Indonesia.....	162
Iran (Islamic Republic of).....	164
Israel	196
Italy.....	200
Kazakhstan	202
Kenya.....	204
Kyrgyz Republic.....	208
Libyan Arab Jamahiriya	214
Lithuania.....	216
Malaysia	219
Mauritania.....	225
Mexico	227
Mongolia.....	261
Morocco.....	262
Myanmar.....	268
Nepal.....	273
Nicaragua.....	276
Niger	278

Nigeria	279
Pakistan.....	281
Peru.....	282
Philippines	288
Republic of Korea.....	294
Russian Federation.....	298
Saudi Arabia	318
Serbia	320
Sierra Leone.....	323
Somalia	324
South Africa.....	326
Spain	327
Sri Lanka.....	328
Sudan	340
Swaziland.....	343
Syrian Arab Republic	344
Thailand	348
Tunisia	355
Turkey.....	373
Uganda	376
Ukraine	380
Uzbekistan	383
Venezuela (Bolivarian Republic of)	390
Viet Nam.....	395
Yemen.....	398
Zimbabwe	402

Introduction

1. The present document is submitted by the Special Rapporteur on the situation on human rights defenders, Ms Margaret Sekaggya, to the Human Rights Council, pursuant to resolutions 5/1 and 7/8 of the Human rights Council. The document provides summaries of the communications on specific cases addressed by the Special Rapporteur to States, as well as summaries of the replies by States received and their observations thereon.
2. The cases raised by the Special Rapporteur in this addendum include communications sent from 10 December 2008 to 15 December 2009. The addendum contains summaries of responses received from States until 10 February 2010. Although received before 10 February 2010, few replies are not included in the present report because translation is awaited. Most of the responses by States refer to cases raised by the Special Rapporteur during the period December 2008 to December 2009; however, some of the responses are to cases addressed by her in earlier reporting periods. While the summaries of these responses are included in this report, the summaries of the cases to which they refer will be found in the Special Rapporteur's reports from preceding years (see A/HRC/4/37/Add.1, E/CN.4/2006/95/Add.1, and A/HRC/10/12/Add. 1 covering the previous three years).
3. For ease of reference, cases have been grouped by country, with countries listed alphabetically according to their names in English.

Algeria

Lettre d'allégations

4. Le 8 janvier 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président du Groupe de travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations sur la situation de M. **Moussa Bourefis**, étudiant en médecine et interne stagiaire au service de gynécologie obstétrique du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Constantine. Selon les informations reçues :

5. M. Moussa Bourefis aurait fait récemment l'objet d'actes d'intimidation suite à sa rencontre avec le Groupe de travail sur les Disparitions Forcées ou Involontaires en novembre 2008 à Genève. M. Moussa Bourefis risquerait d'être recalé de son stage au CHU de Constantine. Selon des informations obtenues, les pressions exercées sur les administrations de la Faculté et du CHU de Constantine le viseraient directement et auraient pour objectif de lui faire cesser ses activités militantes et associatives en faveur des familles de disparus.

Lettre d'allégations

6. Le 31 juillet 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations sur la situation de M. **Hamrani M'Hamed**, citoyen libyen, et M. **Zerrari Khalid**, citoyen marocain, tous deux membres du Congrès Mondial Amazigh (CMA), une organisation non-gouvernementale qui œuvre à la défense et la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple amazigh. MM. Hamrani M'Hamed et Zerrari Khalid

se sont rendus en Algérie pour assister à la réunion du Conseil fédéral (c.à.d. le Conseil d'administration) du CMA qui doit se tenir le 1er août. Selon les informations reçues :

7. Le 29 juillet 2009, M. Hamrani M'Hamed aurait été arrêté par la police de Tizi-Ouzu et interrogé pendant six heures sur les raisons de sa présence en Algérie et ses activités en Libye. Il aurait été relâché en début de soirée.

8. Le 30 juillet en début de matinée, M. Hamrani M'Hamed aurait à nouveau été arrêté par la police, ainsi que M. Zerrari Khalid. Ils auraient été libérés après six heures d'interrogatoire qui portait notamment sur le lieu où se tiendra la réunion du Conseil fédéral du CMA. Les policiers auraient fortement conseillé à MM. Hamrani M'Hamed et Zerrari Khalid de quitter le territoire algérien, sur lequel ils sont entrés légalement.

9. Des craintes sont exprimées quant au fait que les arrestations de MM. Hamrani M'Hamed et Zerrari Khalid soient liées à leurs activités de défense des droits de l'homme du peuple amazigh.

Réponse du Gouvernement

10. Le 8 septembre 2009, le Gouvernement algérien a répondu à la lettre d'allégations du 31 juillet 2009. Le Gouvernement informe que les personnes mentionnées n'ont pas informé qu'elles étaient invitées par une organisation non gouvernementale. Cette dernière, étant une organisation de droit français, ne dispose d'aucun statut légal en Algérie. Par conséquent et selon la législation algérienne, elle ne pouvait pas mener des activités sur le territoire compte tenu du fait qu'elle ne disposait pas d'une accréditation auprès des autorités compétentes.

11. Les personnes objet de la communication ont donc fait l'objet d'un examen de situation conforme à la législation en vigueur dans la mesure où elles avaient contrevenu à la législation sur le séjour des étrangers et qu'elles sont associées à une activité non autorisée par les autorités compétentes.

Appel urgent

12. Le 4 août 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Groupe de Travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de Mme **Zoubida Fdail**, MM. **Lounes Belkacem**, **Hocine Azelf**, **Rabah Issadi**, **Mohamed Meziani**, **Youcef Lekadir**, **M'Hamed Hamrani**, **Mustapha El-Ouaaliti** et **Khalid Zerrari**, tous membres du Congrès Mondial Amazigh (CMA), une organisation non-gouvernementale qui œuvre à la défense et la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels du peuple amazigh. Ils se sont rendus en Algérie pour assister à la réunion du Conseil fédéral (c.à.d. le Conseil d'administration) du CMA qui doit s'est tenue le 1er août. La situation de MM. Khalid Zerrari et M'Hamed Hamrani a fait l'objet d'une lettre d'allégations le 31 juillet 2009 par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Le Gouvernement algérien a envoyé une réponse en date du 8 septembre 2009. Selon les informations reçues :

13. Le 3 août 2009 en fin de matinée, Mme Zoubida Fdail, MM. Lounes Belkacem, Hocine Azelf, Rabah Issadi, Mohamed Meziani, Youcef Lekadir, M'Hamed Hamrani, M. Mustapha El-Ouaaliti et Khalid Zerrari auraient été arrêtés par la police de Tizi-Ouzu suite à la tenue d'une conférence de presse et interrogés pendant plusieurs heures. MM Lounes Belkacem, Hocine Azelf, Rabah Issadi, Mohamed Meziani et Youcef Lekadir auraient été libérés dans la soirée. Mme Zoubida Fdail, MM Khalid Zerrari, Mustapha E-Ouaaliti et Hamrani M'Hamed seraient toujours maintenus en détention.

14. Des craintes sont exprimées quant au fait que les arrestations de MM Lounes Belkacem, Hocine Azelf, Rabah Issadi, Mohamed Meziani, Youcef Lekadir, Khalid Zerrari, M'Hamed Hamrani, Mustapha El-Ouaaliti et Mme Zoubida Fdail soient liées à leurs activités de défense des droits de l'homme du peuple amazigh.

Réponse du Gouvernement

15. Le 8 septembre 2009, le Gouvernement algérien a répondu à l'appel urgent du 4 août 2009. Le Gouvernement informe que les personnes mentionnées ont organisé une manifestation sans autorisation préalable en violation de la législation algérienne. Le Congrès Mondial Amazigh, organisation non gouvernementale de droit français pour le compte de laquelle ces personnes agissaient, ne dispose d'aucun statut légal en Algérie. Par conséquent et selon la législation algérienne, elle ne pouvait pas mener des activités sur le territoire compte tenu du fait qu'elle ne disposait pas d'une accréditation auprès des autorités compétentes.

16. Les personnes mentionnées ont fait l'objet d'un examen de situation conforme à la législation en vigueur dans la mesure où elles ont contrevenu à la législation sur les réunions publiques et qu'elles se sont associées à des étrangers pour mener une activité non autorisée par les autorités compétentes.

Observations

17. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de ses réponses mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 8 janvier 2009, 7 novembre 2008, 26 mai 2008 et 6 mars 2007. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

18. Par ailleurs, concernant la communication en date du 8 janvier 2009, la Rapporteuse spéciale rappelle que la Résolution 12/2 du Conseil des droits de l'homme a « demand[é] instamment aux gouvernements d'empêcher et de s'abstenir de commettre tout acte d'intimidation ou de représailles contre ceux qui: a) Cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements; b) Recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin; c) Soumettent ou ont soumis des

communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin; d) Sont des proches de victimes de violations des droits de l'homme ou de ceux qui ont fourni une assistance juridique ou autre aux victimes ».

Argentina

Llamamiento urgente

19. El 2 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas y serio hostigamiento de la Sra. **María Soledad Laruffa**, militante de la filial Merlo de la Liga Argentina por los Derechos del Hombre (LADH).

20. La LADH es una institución, creada en 1937, dedicada a la defensa, la promoción y la educación para los derechos humanos.

21. Según la información recibida, el 26 de marzo de 2009, la Sra. Laruffa habría sido interceptada por dos desconocidos a bordo de una moto, con los rostros ocultos por los cascos, que habría vuelto a amenazarla ahora de manera personal con el mensaje “que la corte con eso de los derechos humanos”, y evidenciando además la existencia de un “grupo en condiciones de actuar ecuenalmente”.

22. Anteriormente, el 23 de marzo de 2009, la Sra. Laruffa habría recibido una llamada telefónica amenazante en su celular de parte de desconocidos, los cuales habrían proferido insultos y reclamos.

23. Estos actos de hostigamiento habrían coincido con los preparativos del histórico juicio por el asesinato en 1976, de Floreal Avellaneda, militante de 15 años de edad de la Federación Juvenil Comunista.

24. Este juicio, cuyo inicio está previsto para el 27 de abril de 2009 y durante el cual juzgará el Gral. Santiago Omar Riveros y sus cómplices, será el primero en examinar el accionar del terrorismo de Estado en el ámbito de Institutos Militares, entre los cuales estaba el de Campo de Mayo.

25. El 24 de marzo de 2009, se habría realizado un acto de reclamo de justicia para Floreal Avellaneda durante una jornada de conmemoración en el predio de Quinta Seré, organizada por la dirección de derechos humanos de la Municipalidad de Morón, durante la cual la Sra. Laruffa habría obsequiado a la Sra. Iris Avellaneda, la madre de Floreal Avellaneda, una remera estampada con su rostro en nombre de los jóvenes de la LADH.

26. Se expresó temor que la amenaza en contra de la Sra. María Soledad Laruffa podría estar relacionada con su trabajo de investigación de los crimines del pasado y, más en general, en cuestiones de justicia y derecho a la verdad. Asimismo, se expresó preocupación por su integridad física y psicológica.

Respuesta del Gobierno

27. Mediante cuatro cartas fechadas el 9 de abril de 2009, el 16 abril de 2009, el 8 de junio de 2009, el 13 de agosto de 2009 y el 6 de enero de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente.

28. En la carta con fecha el 9 de marzo de 2009, se informó que el llamamiento urgente fue puesto en conocimiento del Chancillería quien informó que estaba llevando a cabo consultas urgentes con las autoridades pertinentes de la Provincia de Buenos Aires.

29. En la carta fechada el 16 de abril de 2009, el Gobierno proporcionó información, brindada por la Secretaría de Derechos Humanos del Gobierno de la Provincia de Buenos Aires. Según la carta, la Secretaría de Derechos Humanos tomó contacto con el Juzgado Federal en lo Criminal y Correccional No 3 de Morón a cargo del Juez Subrogante Dr. Juan Pablo Sala, quien informó que estaba tramitando la denuncia bajo la causa No 1.760.

30. Se informó que, en razón de la gravedad de los hechos, la Secretaría de Derechos Humanos recomendó al magistrado que arbitre los medios conducentes a fin de requerir la incorporación de la denunciante al Programa Nacional de Protección de Testigos del Ministerio de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos de la Nación.

31. Asimismo, la Secretaría de Derechos Humanos solicitó por escrito al Sr. Juez Salas que informe las medidas adoptadas tendientes a determinar a los responsables de los hechos denunciados.

32. Según la carta fechada el 8 de junio de 2009, la Secretaría de Derechos Humanos solicitó informes a diversos organismos gubernamentales tendientes a la obtención y recopilación de información relativa a las gestiones realizadas sobre el caso.

33. Entre otros, se puso en contacto con la dirección de Derechos Humanos del Municipio de Morón quien informó que después de que ocurrieron los hechos, se puso en contacto con el abogado de la Sra. Laruffa para ponerse a su disposición.

34. La mencionada Secretaría informó que no tenía conocimiento de que la autoridad judicial hubiera efectuado el pedido de protección al Ministerio de Justicia, Seguridad y Derechos Humanos.

35. En la carta con fecha el 6 de enero de 2010, se informó en nombre del Sr. Juez Salas que el día 30 de julio de 2009, se resolvió archivar la causa de la Sra. Laruffa, debido a la situación planteado y el resultado de las diligencias instructoras recopiladas en la causa. Asimismo, el testimonio de la Sra. Laruffa no resulta suficiente porque no logró aportar datos relevantes que resultaran de interés para el desarrollo de una pesquisa o siquiera identificar de forma alguna a quienes la habrían intentado coaccionar. No fue vislumbrada que la producción de otras medidas probatorias permitan variar tal cuadro de situación.

36. Así también, las últimas situaciones que denunciara la Sra. Laruffa no encuadran en figura penal alguna y no existiría acción típica punible que pueda aplicarse a tales hechos. No pueda vincular dicha situación con los hechos materia de investigación en la presente pesquisa.

La ausencia de otras evidencias directas o indirectas impidió de momento el avance de la presente investigación.

Llamamiento urgente

37. El 14 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente, señalando a la atención urgente del Gobierno de Argentina la información recibida en relación con el supuesto secuestro de la Sra. **Verónica Vaquel**, una educadora de la organización Pelota de Trapo, y la supuesta intimidación de otros educadores del Hogar Juan XXIII y miembros de la organización Pelota de Trapo.

38. Pelota de Trapo es una fundación que se dedica a la defensa de los derechos de niños y jóvenes. En 1987, Pelota de Trapo fundó el Movimiento Nacional Chicos del Pueblo, una red de más de 300 organizaciones. El Hogar Juan XXIII forma parte de dicha red. El Movimiento Nacional Chicos del Pueblo lanzó una campaña denominada “El Hambre Es un Crimen” en la Parroquia Santa Cruz el 18 de abril de 2008, en Mar de Plata el 18 de julio de 2008, y en Santa Fe el 4 de noviembre de 2008.

39. El 5 de agosto de 2008, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente al Gobierno en relación con el allanamiento de la Escuela Gráfica Manchita de Pelota de Trapo llevado a cabo por ocho hombres armados, y el secuestro de un joven del Hogar Juan XXIII. El 8 de octubre de 2008, dos titulares de mandatos enviaron un llamamiento urgente en relación con el secuestro del Sr. Emanuel San Martín. El 4 de diciembre, dos titulares de mandatos enviaron un llamamiento urgente al Gobierno en relación con los supuestos secuestros de la Sra. María Isabel Almeida y el Sr. Emanuel San Martín, educadores del Hogar Juan XXIII; el Sr. Reymundo Sacca, un voluntario del mismo hogar; la Sra. Viviana Dadario, una educadora de la Red el Encuentro en José C. Paz; y la supuesta intimidación de otros educadores del Hogar Juan XXIII y miembros de la organización Pelota del Trapo. Se agradecieron las respuestas del Gobierno a las otras comunicaciones, recibidas el 28 de octubre de 2008, el 16 de enero de 2009, el 5 de febrero de 2009 y el 9 de marzo de 2009.

40. Según las informaciones recibidas, el 7 de junio de 2009, aproximadamente a las 8:40 horas de la mañana, tres hombres no identificados habrían secuestrado a la Sra. Vaquel, cuando se encontraba en la calle Perú cerca del hogar Juan Salvador Gaviota, en Avellaneda. La Sra. Vaquel, habría estado caminando hacia el hogar Juan Salvador Gaviota cuando un hombre alto con el cabello gris la habría subido violentamente a un vehículo azul con cristales polarizados y la habría llevado a un galpón con portón levadizo. En la parte delantera del vehículo también habrían estado otros dos hombres jóvenes. Aproximadamente a las 2:30 horas de la tarde la habrían puesto en libertad a cien metros del hospital Presidente Perón.

41. A las 9:41 horas de esa mañana, en el hogar San Juan Salvador Gaviota habrían recibido un mensaje de texto en el que se les informaba acerca del secuestro de la Sra. Vaquel, y se les advertía que la fundación no debía seguir con sus actividades. Un rato después, habrían recibido otro mensaje que decía “hoy te la dejo en un hospital, mañana no sé”.

42. En junio de 2009, varios miembros de la fundación Pelota de Trapo y del Hogar Juan XXIII habrían recibido mensajes de texto amenazantes a sus teléfonos celulares que provenían

del número 15-3588-4949, la mayoría con amenazas de muerte contra el educador de la Obra Don Orión, Emmanuel Vicente San Martín, y su novia, Victoria Zabala, que también es hija de la Presidenta de la Fundación Pelota de Trapo.

43. En febrero de 2009, miembros de la fundación habrían notado la presencia de algunos vehículos sospechosos en la fundación.

44. Tras el inicio de la campaña denominada “El Hambre es un Crimen”, en la Parroquia Santa Cruz de Buenos Aires, miembros de la fundación Pelota de Trapo también habrían sido objeto de amenazas e intimidaciones, siendo incluso algunos de ellos secuestrados. En diciembre de 2008, el Ministerio de Justicia de la Nación habría implementado medidas de protección para los miembros de Pelota de Trapo; sin embargo, en enero de 2009, habrían decidido retirárselas. Posteriormente, miembros de Pelota de Trapo habría vuelto a pedir protección pero les habría sido denegada. Cabe mencionar que el mismo día del secuestro, el 7 de julio de 2009, habrían retirado la protección policial en la localidad de José C. Paz.

45. Se expresó temor que el secuestro de la Sra. Vaquel y las amenazas y la intimidación contra los miembros de Pelota de Trapo podrían estar relacionados con las actividades legítimas de la organización en la defensa de los derechos humanos de niños y jóvenes bonaerenses.

Respuesta del Gobierno

46. En tres cartas fechadas el 6 de agosto de 2009, el 21 de agosto de 2009 y el 1 de diciembre de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento urgente. El Gobierno proporcionó información suministrada por la secretaria de derechos humanos de la provincia de Buenos Aires en relación con el informe del Sr. Agente Fiscal Dr. Jorge Q. Hernández, titular de la Unidad Fiscal de Instrucción No. 1 Descentralizada de Avellaneda, donde se investiga el secuestro denunciado bajo la causa I.P.P. No. 1078-09.

47. Se afirmó que los hechos a los que se referían las alegaciones presentadas eran exactos.

48. Según el informe, después del incidente se ordenaron una serie de medidas, tales como confección de identikit mediante dictado de rostros, como así recepción de declaración testimonial al esposo de la denunciante, quien no se habría presentado a tal fin pese a reiteradas citaciones, y se requirió la apertura de antenas del celular desde el cual se mandaron los mensajes de textos aludidos. Como así se comisionó a personal de gabinete específico de la D.D.I. Lomas de Zamora, a fin que se aboque a cumplimentar diligencias investigativas específicas.

49. Los identikit confeccionados fueron remitidos a la Oficina Técnica de Identificación Personal a fin de realizar un cotejo con la base de datos de dicha oficina y en su caso se me informen los resultados.

50. Finalmente, la I.P.P. de marras habría sido devuelta a la Dependencia policial encargada de cumplimentar las diligencias investigativas ordenadas, a los fines de profundizar la pesquisa.’

51. Mediante la segunda carta, fechada el 21 de agosto de 2009, el Gobierno remitió un informe con los avances en las investigaciones relacionadas con el caso.

52. En resumen, el informe proporcionó información elaborada por el Subsecretario de la Procuración General de la Suprema Corte de Justicia de la Provincia de Buenos Aires y confirmó los datos presentados en las comunicaciones relacionadas a los casos de la Sra. Vaquel y el Sr. San Martín.

53. Se informó que el 7 de julio de 2009, se inició la IPP No. Av 10708-09 por Privación Ilegal de la Libertad, en la cual resultó víctima la Sra. Vaquel, que luego fue tramitado junto con las causas 6749, 11306, 14853, 18471 y 18584 en las cuales resultan víctimas miembros del Movimiento nacional Los Chicos del Pueblo.

54. Existen pruebas de que dos mensajes fueron enviados desde el celular de la Sra. Vaquel al teléfono celular del Hogar en momentos que ella se encontraba privada de su libertad y se ha requerido la apertura de antenas del mismo, habiéndose encomendado a personal de la DDI XXIII Lomas de Zamora que se aboque a realizar tareas investigativas.

55. Se informó que tanto personal policial de la provincia de Buenos Aires como así también de Policía Federal Argentina a través de su Delegación Avellanda, se dedica a la custodia dinámica de los distintos domicilios donde tiene asiento la organización como así también de sus integrantes.

56. En la carta fechada el 1 de diciembre de 2009 se informó que habían dispuesto múltiples diligencias judiciales en relación con el caso. Por ejemplo, habían tomado declaraciones testimoniales, realizado la reconstrucción del evento descripto supra, encontrándose asimismo presente el padre Luis Espósito, Director del Hogar Juan XXIII. También el suscripto se había hecho presente en reiteradas oportunidades junto a personal de la Fiscalía en el Hogar Juan XXIII, donde realizó una inspección del lugar y recibió declaraciones testimoniales.

Llamamiento urgente

57. El 31 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el secuestro del Sr. **Emanuel San Martín**, un educador del Hogar Juan XXIII, y la intimidación de otros educadores del Hogar Juan XXIII y miembros de la organización Pelota de Trapo.

58. Pelota de Trapo es una fundación que se dedica a la defensa de los derechos de niños y jóvenes. En 1987, Pelota de Trapo fundó el Movimiento Nacional Chicos del Pueblo, una red de más de 300 organizaciones. El Hogar Juan XXIII forma parte de dicha red. Durante 2008, el Movimiento Nacional Chicos del Pueblo lanzó una campaña denominada “El Hambre es un Crimen - Ni un Pibe Menos”.

59. El 5 de agosto de 2008, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente al gobierno argentino en relación con el allanamiento de la Escuela Gráfica Manchita de Pelota de Trapo, perpetrado por ocho hombres armados, y el secuestro de un joven del Hogar Juan XXIII. El 8 de octubre de 2008, dos titulares de mandatos enviaron un llamamiento urgente en relación con el secuestro del Sr. Emanuel San Martín. El 4 de diciembre, dos titulares de mandatos enviaron un llamamiento urgente al

Gobierno en relación con los supuestos secuestros de la Sra. María Isabel Almeida y el Sr. Emanuel San Martín, educadores del Hogar Juan XXIII; el Sr. Reymundo Sacca, un voluntario del mismo hogar; la Sra. Viviana Dadario, una educadora de la Red El Encuentro en José C. Paz; y la supuesta intimidación de otros educadores del Hogar Juan XXIII y miembros de la organización Pelota del Trapo. El 14 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió otro llamamiento urgente en relación con el secuestro de la Sra. Verónica Vaquel, una educadora de la organización Pelota de Trapo, y la intimidación de otros educadores del Hogar Juan XXIII y miembros de la organización Pelota de Trapo. Se agradecieron las respuestas de su Gobierno a las otras comunicaciones, recibidas el 28 de octubre de 2008, el 16 de enero de 2009, el 5 de febrero de 2009 y el 9 de marzo de 2009.

60. Según las informaciones recibidas, el 24 de julio de 2009, aproximadamente a las 12 horas del mediodía, el Sr. San Martín habría sido secuestrado por cuatro personas no identificadas cuando salió del Hogar Juan XXIII para realizar unas compras.

61. Habría estado regresando de la farmacia, cerca del Hogar Juan XXII, cuando una camioneta tipo Kangoo oscura se habría acercado y las cuatro personas a bordo del vehículo le habrían apuntado con una escopeta. Asimismo, lo habrían llevado a un galpón y lo habrían golpeado.

62. A las 12:46 horas de la tarde habría llegado un mensaje de texto al celular de uno de los dirigentes de la fundación que decía "Tenemos uno de ustedes al que mas queríamos bingo... Ema es un pibe menos".

63. Casi al mismo tiempo otro miembro de la fundación habría recibido un mensaje similar que decía: "Tenemos lo que más buscamos, tenemos a Ema su pibe, respeten...". También llegó otro mensaje a las 14:15 horas que decía "Ojo con lo que dicen la vida de uno de sus pibes está en peligro y con sentencia de muerte". Poco después, habría llegado otro mensaje advirtiendo a los miembros del Hogar Juan XXIII falsamente que el Sr. San Martín había muerto.

64. Sin embargo, aproximadamente a las 18:30 horas, el educador habría sido puesto en libertad en la Capital Federal cerca del Zoológico de Palermo. A pesar de la intervención del Ministerio de Justicia y Seguridad de la Nación, mientras el Sr. San Martín estaba secuestrado no habrían logrado identificar ni detener a los agresores.

65. Tras el inicio de la campaña "El Hambre es un Crimen - Ni un Pibe Menos" miembros de la fundación Pelota de Trapo y el Hogar Juan XXIII habrían sido objeto de una campaña de amenazas e intimidaciones, siendo varios de ellos incluso secuestrados. El Sr. San Martín habría sido víctima de secuestros en dos ocasiones durante dicha campaña en 2008. Recientemente, los miembros de Pelota de Trapo habrían pedido protección policial, pero esta les habría sido negada. Después de este nuevo atentado habrían designado custodia en el Hogar Juan XXIII, pero los integrantes de Pelota de Trapo siguen sin protección.

66. Se expresó temor que el secuestro del Sr. San Martín y las amenazas y los actos de intimidación contra los miembros de Pelota de Trapo y el Hogar Juan XXIII podrían estar relacionados con las actividades legítimas de estas organizaciones en defensa de los derechos humanos de niños y jóvenes bonaerenses.

Respuesta del Gobierno

67. En cartas fechadas el 10 y 26 de agosto de 2009, el 5 de octubre de 2009 y el 1 de diciembre de 2009, el Gobierno respondió al llamamiento urgente.

68. Según la primera carta, se estaba realizando consultas urgentes a nivel de las autoridades nacionales y provinciales.

69. En la carta fechada el 26 de agosto de 2009, el Gobierno proporcionó información elaborada por el Subsecretario de la Procuración General de la Suprema Corte de Justicia de la Provincia de Buenos Aires y confirmó los datos presentados en las comunicaciones relacionadas a los casos de la Sra. Vaquel y el Sr. San Martín.

70. Asimismo, se informó que estaban tramitando la causa I.P.P. No. 12.147 por Privación Ilegal de la Libertad, en la cual resultó víctima el Sr. San Martín. También las causas 6749, 11306, 14853, 18471 y 18584 en las cuales resultan víctimas miembros del Movimiento nacional Los Chicos del Pueblo fue tramitado.

71. El informe proporcionó información sobre el caso del Sr. Emmanuel San Martín. En el informe, confirmaron los hechos presentados en la comunicación relativa al Sr. San Martín.

72. Se informó que tanto personal policial de la provincia de Buenos Aires como así también de Policía Federal Argentina a través de su Delegación Avellanda, se dedica a la custodia dinámica de los distintos domicilios donde tiene asiento la organización como así también de sus integrantes.

73. En la respuesta del Gobierno fechada el 5 de octubre, se proporcionó más información relativa al caso así como las respuestas a las preguntas hechas en el llamamiento urgente elaboradas por la Secretaría de Derechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires. Según la información recibida, el 24 de julio de 2009, el sacerdote Luis Alberto Espósito formuló denuncia penal por los hechos que resultara víctima el educador Sr. San Martín dando origen a la Investigación Penal Preparatoria No. 12.147.

74. Se informó que estas actuaciones se encontraban en plena etapa de investigación, tramitando diligencias de instrucción a fin de dar con los autores de los hechos denunciados.

75. Se subrayó que la investigación se encontraba en pleno trámite en la fecha que se recibió la carta pero que los autores de los hechos no habrían sido identificados.

76. Asimismo, se informó que recibieron declaraciones testimoniales e hicieron una reconstrucción de los hechos denunciados con la presencia personal de la Fiscalía Interviniente y de los peritos de fotografía y video de Fiscalía de Cámaras Departamental, como así también del padre Luis Espósito, Director del Hogar Juan XXIII. El funcionario judicial manifestó que en reiteradas oportunidades el personal de Fiscalía realizó inspección del lugar y recibió declaraciones testimoniales. También se informó que se encontraban realizando análisis de telefonía tanto de base como móvil para esclarecer los hechos.

77. La Secretaría habría expresado al Subsecretario de Derechos Humanos la aspiración de que instructores especializados pertenecientes al Procuración General de la Provincia de Buenos

Aires colaboren en este proceso investigativo, con el fin de lograr un rápido esclarecimiento de los hechos denunciados.

78. En relación con las medidas de protección adoptadas, informaron que el encargado de la pesquisa habría informado que dispuso las consignas fijas de personal policial pertenecientes a la División de Custodia del Policía de la Provincia de Buenos Aires a efectos de custodias la Fundación Pelota de Trapo como así también el Hogar Juan XXIII, para preservar a los jóvenes integrantes de las mismas.

79. Se informó que, con fecha 18 de diciembre de 2008, se convocó a la Policía Federal Argentina a través de su Delegación en la Ciudad de Avellaneda para la realización de tareas investigativas y custodias fijas y dinámicas para brindar seguridad a las víctimas.

80. En la carta fechada el 1 de diciembre de 2009 se informó que habían continuado las investigaciones descritos en las cartas previas. Por ejemplo, habían tomado declaraciones testimoniales y realizado la reconstrucción del evento descripto supra, encontrándose asimismo presente el padre Luis Espósito, Director del Hogar Juan XXIII. También el suscripto se había hecho presente en reiteradas oportunidades junto a personal de la Fiscalía en el Hogar Juan XXIII, donde realizó una inspección del lugar y recibió declaraciones testimoniales.

81. En relación con las medidas adoptadas para garantizar la seguridad de Emanuel San Martín y los demás miembros del Hogar Juan XXIII, le informó que se habían dispuesto consignas fijas de personal policial perteneciente a la División de Custodia de la policía de la Provincia de Buenos Aires a los efectos que custodien la fundación Pelota de Trapo y el Hogar Juan XXIII, a los efectos de preservar a los jóvenes integrantes de las mismas.

82. Posteriormente y más puntualmente desde el día 18 de diciembre de 2008, se había convocado a la Policía Federal Argentina a fin que realice tareas investigativas y se haga cargo de las custodias fijas para darles seguridad. La División de Custodia de la policía de la Provincia de Buenos Aires y la Delegación Avellaeda de Policía Federal Argentina se habían continuado garantizar la seguridad.

83. Se informó que se estaban continuando realizar análisis de telefonía tanto de base como móvil a fin de poder esclarecer los injustos en examen, contando con la colaboración de personal de la Procuración de la Provincia de Buenos Aires.

Observaciones

84. La Relatora Especial agradece la información proporcionada por el Gobierno de Argentina en relación con las tres comunicaciones enviadas. La Relatora Especial insta al Gobierno a realizar todos los esfuerzos para asegurar un ambiente seguro de modo que los defensores de los derechos humanos, particularmente de los derechos de los niños, niñas y jóvenes, puedan realizar su trabajo.

Azerbaijan

Urgent appeal

85. On 17 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning youth activists Mr **Adnan Hajizade** and Mr **Emin “Milli” Abdullayev**. Mr Adnan Hajizade is a prominent video-blogger and coordinator of the OL Youth Organization. Mr Emin “Milli” Abdullayev is the co-founder and coordinator of the Alumni Network (AN) Youth Organization and head of ANTV Online. Mr Abdullayev has previously also worked with the OSCE Office in Baku, the Council of Europe and the Friedrich Ebert Stiftung.

86. According to information received, on 8 July 2009, Mr Hajizade and Mr Abdullayev were assaulted while having dinner at a Lebanese Restaurant in the centre of Baku, by two men in civilian clothing. The two individuals, who had been identified as Mr Babek Huseynov and Mr Vusal Mammadov, addressed them in an aggressive manner and attacked them physically. Following the incident, Mr Hajizade and Mr Abdullayev went to the Sabail police station to file a complaint, and to report the injuries they had sustained. They were interrogated for several hours by the police and subsequently arrested. They were transferred to the Khatai detention centre at police station No 37. Mr Hajizade and Mr Abdullayev were allowed to see their lawyers only in the afternoon of 9 July 2009, and were examined by a doctor afterwards. According to information available, both sustained minor injuries. The assailants were not arrested.

87. On 10 July 2009, Mr Hajizade and Mr Abdullayev were again interrogated at the Sabail police station for several hours. Later that day, a preliminary hearing was held in their case at the Sabail District Court. Mr Hajizade and Mr Abdullayev were charged with hooliganism under article 221 of the Criminal Code of Azerbaijan, and were remanded to two months pre-trial detention pending further investigation of the case. The hearing in their case was held in closed session.

88. Concern was expressed that the arrest, detention, and subsequent remand in detention of Mr Hajizade and Mr Abdullayev may be related to their activities in the defense of human rights, especially to their activism in youth organizations. Further concern was expressed that the assailants of Mr Hajizade and Mr Abdullayev were not arrested, and were present at their hearing only as witnesses.

Urgent appeal

89. On 4 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent an urgent appeal concerning Mr. **Novruzali Mammadov**, Head of the Talysh Cultural Centre and Talysh language expert. Mr. Mammadov was the subject of an earlier communication, sent to your Excellency's Government on 26 August 2008. A response to that communication had been received on 13 March 2009.

90. According to new information received, in June 2009, Mr. Novruzali Mammadov was diagnosed with several serious medical conditions by a doctor in Prison Colony No. 15, including cataract, prostate cancer and thyroid problems. On 28 July 2009, Mr. Mammadov was transferred from Prison Colony to the central hospital for the penitentiary system, which is run by the Ministry of Justice.

91. Mr. Mammadov is allegedly not receiving adequate medical care in the hospital, where his health has further deteriorated. Reports claim that he has been denied pain relief by the hospital staff and has received no treatment for his conditions yet.

92. Concern was expressed that the health of Mr. Novruzali Mammadov may further deteriorate if he does not receive adequate medical care and urgent attention.

Response from the Government

93. In a letter dated 6 October 2009, the Government responded to the communication sent on 4 August 2009. At the time this report was finalized, the translation of the Government's response had not been available yet.

Letter of allegations

94. On 18 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the question of torture, sent a letter of allegations to the Government regarding the death of Mr. **Novruzali Mammadov**. Mr. Mammadov was the Head of the Talysh Cultural Centre, editor of now-defunct Talysh minority language newspaper, Talyshi Sado (Voice of the Talysh) and a Talysh language expert.

95. Mr. Mammadov was the subject of an earlier communication sent to the Government on 26 August 2008. A response to the first communication had been received on 13 March 2009. A second communication was sent on 4 August 2009.

96. According to the information received, on 17 August 2009, Mr. Mammadov died in detention at the hospital of the Ministry of Justice's Penitentiary Service in Baku where he had been transferred on 27 July 2009. Mr. Mammadov's serious health condition reportedly required urgent surgery. However, prison authorities allegedly failed to provide him with adequate medical treatment, as reported by his family who was allowed to visit him on 30 July. Moreover, in the days prior to his death, and despite his alleged aggravated condition and pain, Mr. Mammadov was placed in a common ward, lacking sanitary facilities and bed clothing.

97. Grave concern was expressed that the lack of sufficient medical care and deplorable conditions of detention may have aggravated Mr. Mammadov's health condition leading to his death.

Responses received to communications sent earlier

98. In a letter dated 13 March 2009, the Government replied to the communication sent on 26 August 2008, concerning Mr **Novruzali Mammadov**. In its response, the Government informed that during the examination the information about the physical and psychological pressure on

Novruzali Mammadov did not prove to be accurate. The forensic medical examination revealed no injuries on his body. The Government also provided the following information:

99. “It was found that since 1992 Novruzali Mammadov carried out hostile activities against the Republic of Azerbaijan by helping Special Services of foreign country, providing them with special information, finding and contacting persons having required information, providing that country with information about those persons. It was also proved that by cooperating confidentially with these organizations aimed at carrying out separatist propaganda in the area of the Republic of Azerbaijan where Tallishs live, he accepted money from the organizations for implementing these activities and was involved with these activities since then till his imprisonment.”

100. Novruzali Mammadov Khanmammad oglu was sentenced to 10 years of imprisonment, alongside the confiscation of property according to the judgement dated 27.06.2008 of the Courts of Serious Crimes of the Republic of Azerbaijan, being charged by Article 274 of the Criminal Code”.

Observations

101. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a response to her communications of 17 July 2009 and 18 September 2009. At the same time, the Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response provided to a communications sent on 26 August 2008, which was included in her previous communications report.

102. The Special Rapporteur wishes to remind the Government of the provisions of the Declaration on human rights defenders, specifically article 6 paragraph (a), (b) and (c), which provide that everyone has the right, individually and in association with others to know, seek, obtain, receive and hold information about all human rights and fundamental freedoms, including having access to how those rights and freedoms are given effect in domestic legislative, judicial or administrative systems. Article 6 paragraph (b) and (c) provide that everyone has the right (...) freely to publish, impart or disseminate to others views, information and knowledge on all human rights and fundamental freedoms.

Bahrain

Urgent appeal

103. On 19 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the charges against, and the travel ban imposed on Mr. **Abdulhadi Alkhawaja**. Mr. Abdulhadi Alkhawaja is the former President of the Bahrain Centre for Human Rights (BCHR) and currently protection coordinator at the non-governmental organization Front Line with responsibility for the Middle East and North Africa with the exception of Bahrain. Mr. Alkhawaja was the subject of 2 urgent appeals sent on 2 February 2007 and on 14 December 2005. The Government responded to both communications. According to the information received:

104. On 7 January 2009, Mr. Abdulhadi Alkhawaja delivered a speech during Ashora, an annual gathering commemorating the martyrdom of Imam Hussain, the third historic Imam of Shia. Mr. Alkhawaja had been invited due to his experience as a human rights defender in Bahrain. In his intervention Mr. Abdulhadi Alkhawaja referred to the human rights situation in Bahrain, and denounced instances of corruption and discrimination. He also called for resistance to human rights violations by peaceful means and civil disobedience.

105. On 21 January, the office of the Attorney General ordered prosecution against Mr. Alkhawaja under articles 29(2), 160, 165, and 168(1) of the Penal Code. He was charged with 'propaganda to overthrow or change the political system by force', 'publicly instigating hatred and disrespect against the ruling regime', and 'willfully broadcasting false and malicious news, statements or rumors and spreading provocative propaganda related to the internal affairs of the country that could disturb public security and cause damage to the public interest'. These charges carry the maximum sentence of up to ten years imprisonment.

106. The first hearing in his case was held by the High Criminal Court on 8 February 2009, and subsequently adjourned to 11 March 2009. In the morning of 9 February 2009, Mr. Alkhawaja was prevented from leaving to go to Iraq, where he was scheduled to travel as the Middle East coordinator of Front Line. He was told by passport control officers that there is an official order from the General Prosecution Office to prevent him from leaving the country.

107. Concern is expressed that the charges against Mr. Abdulhadi Alkhawaja may be related to his legitimate activities defending human rights, particularly his defense of freedom of expression in Bahrain.

Observations

108. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 19 February 2009 and 28 July 2008 and to the communication of the then Special Representative, sent on 18 January 2008. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

109. In relation to the urgent appeal sent on 19 February 2009, the Special Rapporteur reiterates her concern regarding the situation of Mr. Abdulhadi Alkhawaja and in particular that the charges against him may still be pending despite the suspension of his trial based on a request by the Prosecution which was based on an amnesty order by the King in April 2009. She wishes to remind the Government of the provisions of the Declaration on human rights defenders, specifically article 6 paragraph (b) and (c), which provide that everyone has the right (...) freely to publish, impart or disseminate to others views, information and knowledge on all human rights and fundamental freedoms.

Belarus

Letter of allegations

110. On 14 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government concerning the judgment of the Supreme Court to maintain a previous decision by the Ministry of Justice not to register the human rights organization **Nasha Viasna (Our Spring)**. Viasna has been working on various human rights issues since 1999, advocating human rights issues through the media, organizing education programs and monitoring elections. In January 2009, Viasna launched a campaign for the abolition of the death penalty in Belarus.

111. According to the information received, Viasna had been registered with the Ministry of Justice since 1999, and was forced to close down in October 2003, as a result of a decision by the Supreme Court, following the demand of the Ministry of Justice. In April 2004, after having exhausted all domestic remedies to challenge the decision of the Supreme Court, the President of Viasna and the Vice-President of FIDH lodged a complaint with the UN Human Rights Committee. In its communication of 24 July 2007 (no. 1296/2004), the Committee concluded that Article 22 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights had been violated, and considered that the co-authors of the complaint were “entitled to an appropriate remedy, including the re-registration of Viasna”, and that “Belarus was under an obligation to take steps to prevent similar violations occurring in the future”.

112. On 15 April 2008, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe reiterated the position of the UN Human Rights Committee regarding the closure of Viasna and urged the Belarusian authorities to “repeal Article 193-1 of the Criminal Code, criminalising activities of non-registered organizations”. (resolution 1606 of 15 April 2008).

113. Despite the opinion of the UN Human Rights Committee, all subsequent attempts by Viasna to register have failed. In January 2009, 67 members of Viasna submitted an application to the Ministry of Justice to register the NGO under the name “Nasha Viasna”, since Belarusian legislation prevents the use of the name of an organization that had been liquidated. On 26 February 2009, the organization was denied registration by the Ministry of Justice due to the violations concerning the holding its constituent congress. An appeal was lodged against this decision, but on 22 April 2009 the court refused to consider it due to defect of form. On 24 April 2009, the Supreme Court also rejected the complaint by the founders of Nasha Viasna against the decision of the Ministry of Justice. The Supreme Court found that the decision by the Ministry of Justice was legal due to certain procedural violations by Nasha Viasna, including inaccuracies in the founders’ list and the organization’s Charter. All other arguments by the Ministry of Justice had been found invalid. The Supreme Court also rejected the argument of the Ministry of Justice which claimed that Nasha Viasna’s constituent congress was not in full conformity with the relevant legislation.

114. On 25 April 2009, Nasha Viasna applied for registration for the third time.

115. Concern was expressed that the refusal to register Nasha Viasna may be connected to its work in the defence of human rights, in particular its campaign for the abolition of the death

penalty in Belarus. Further concern was expressed that the repeated refusal to register the organization contravenes Article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Belarus is a party, and runs counter to the decision by the UN Human Rights Committee, and the resolution of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.

Urgent appeal

116. On 15 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Leanid Svetsik**, a human rights defender from Vitebsk. Since 2006, Mr Svetsik has submitted several complaints to the Human Rights Committee of the United Nations.

117. A previous communication on his situation was addressed to the Government by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 10 June 2008, to which the Government replied on 18 August 2008.

118. According to new information received, a court hearing against Mr Leanid Svetsik commenced on 10 June 2009, in the Vitebsk regional court presided by Judge Mrs. Galina Urbanovich. Mr Svetsik was first named as a witness in a case involving threats against certain individuals from the extreme-right organization Russian National Unity. Mr Svetsik was later declared a suspect in the same case and is now charged under article 130, section 1, of the Criminal Code (Incitement of racial, ethnic or religious enmity or discord). A second charge of libel against the President of Belarus under article 367 of the Criminal Code was dropped as unsubstantiated.

119. In the period between 2006 and 2007, Mr. Svetsik was rendering legal aid to Vitebsk citizens, who received letters with threats on behalf of the extreme-right organization Russian National Unity, and was helping to prepare complaints to prosecutors.

120. During the current trial, several requests were made by Mr Svetsik to obtain relevant evidentiary material with a view to introducing it into the proceedings. These requests all related to the role of Mr Svetsik concerning the letters in question. However, reports indicate that these were all refused by Judge Urbanovich. Among them was a request for a dactyloscopic/fingerprint expert examination to ascertain whether Mr Svetsik was implicated in the writing of the letters. According to article 322, para. 2, of the Criminal Procedure Code, the court is required to examine any petition in which the factual circumstances to be ascertained are relevant to the criminal case.

121. Concern was expressed that the charges laid against Mr. Svetsik may be related to his activities carried out in the defence of human rights. Concern was also expressed that Mr Svetsik might be not afforded a fair trial.

Response from the Government

122. In a letter dated 31 August 2009, the Government responded to the communication sent on 15 July 2009. In its response, the Government transmitted information provided by the Office of the Procurator-General of the Republic of Belarus and the Supreme Court of the Republic of Belarus.

123. The criminal proceedings against Mr. L. Svetik were heard by the Vitebsk Provincial Court in connection with the charge that he had committed an offence under article 130, paragraph 1, of the Criminal Code (Incitement to racial, ethnic or religious enmity or discord).

124. In accordance with a decision by the deputy prosecutor of Vitebsk province of 11 May 2009, one of the charges against Mr. Svetik — committing an offence under article 367, paragraph 2, of the Criminal Code (Defamation of the President of the Republic of Belarus) — was dropped.

125. On 16 July 2009, the criminal division of the Vitebsk Provincial Court sentenced Mr. Svetik under article 130, paragraph 1, of the Criminal Code to pay a fine of 31,500,000 Belarusian roubles (approximately US\$ 11,130).

126. The court found Mr. Svetik guilty of engaging, from July 2006 to January 2008, in premeditated acts aimed at provoking ethnic enmity and discord among the Belarusian, Jewish and Russian ethnic groups, advocating the exclusivity and supremacy of the Russian ethnic group, and demeaning the national honour and dignity of the Belarusian and other ethnic groups. Coming to Vitebsk for this purpose, he posted pamphlets on behalf of an unregistered organization, Russian National Unity (Vitebsk branch), to the Vitebsk Provincial Executive Committee, newspapers, Belarusian theatres, and members of political parties and voluntary associations. The pamphlets contained pictures, statements and slogans aimed at provoking ethnic and religious enmity and discord among the Belarusian, Jewish and Russian ethnic groups, advocating the exclusivity and supremacy of the Russian ethnic group and the Orthodox religion, and demeaning the national honour and dignity of the Belarusian, Jewish and other ethnic groups.

127. The guilt of the accused, Mr. Svetik, was established by the testimony of the injured parties, Mr. T. Gusachenko, Mr. V. Bazan, Mr. Y. Derzhavtsev and others, who stated that they had received and seen the pamphlets, the content of which demeaned the Belarusian, Jewish and other peoples.

128. In addition, the conclusions of expert handwriting analysis indicated that the addresses on the envelopes containing the pamphlets had been written by Mr. Svetik. Forensic analysis established that the pictures and printed text of the pamphlets were produced on a printer using the supplementary toner cartridge and paper that were seized from Mr. Svetik's place of residence. Authorship analysis indicated that the texts of the letters containing the pamphlets sent to the injured parties and witnesses had all been written by the same person.

129. According to the expert academic analysis conducted by the linguistic commission, the Russian National Unity pamphlets under investigation may contain explicit incitement to interethnic enmity and discord aimed at demeaning the national honour and dignity of the Belarusian, Jewish and other ethnic groups.

130. The Vitebsk Province Procurator's Office concurred with the court's judgement. However, the sentence has not been carried out, since Mr. Svetik and his defence counsel, Mr. P. Sapelko, have appealed by way of cassation to the criminal division of the Supreme Court of the Republic of Belarus. The case is scheduled to be heard by the court of cassation on 15 September 2009. Neither Mr. Svetik nor any other persons acting on his behalf have lodged a complaint with the Office of the Procurator-General of the Republic of Belarus. Further information

relating to the trial and the reliability of the facts set out in the petition will be provided after the hearing of the case by the court of cassation.

Urgent appeal

131. On 24 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the judgment of the Supreme Court to maintain a previous decision by the Ministry of Justice not to register the human rights organization ‘**Nasha Viasna**’ (**Our Spring**). Nasha Viasna, previously known as Viasna, has been working on various human rights issues since 1999, advocating for human rights through the media, organizing education programs, preparing alternative human rights reports on Belarus and monitoring elections. In January 2009, it launched a campaign for the abolition of the death penalty in Belarus.

132. The Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders previously sent a joint communication on 14 May 2009, concerning the refusal to register Nasha Viasna.

133. According to the new information received, on 12 August 2009, the Supreme Court of the Republic of Belarus rejected an appeal of Nasha Viasna, confirming the decision by the Ministry of Justice of 25 May 2009, not to register the organization. During the trial before the Supreme Court, which commenced on 10 August 2009, the Ministry of Justice reportedly criticized minor details in Nasha Viasna’s registration application and accused members of including distorted information in the application. In response to this, members of Nasha Viasna argued that what the Ministry referred to as distorted information concerning the identities of the founding members were clerical errors. Also, the legal validity of a letter of guarantee for the organization’s future premises was reportedly called into question by the Ministry of Justice. Representatives for Nasha Viasna highlighted that the Ministry of Justice had not objected to the same letter in previous registration attempts. Despite the fact that the reasons given for non-registration of Nasha Viasna are not listed among those in Article 15 of the Law of the Republic of Belarus on Public Associations which stipulates the grounds on which registration of a public association can be denied, the Supreme Court Judge, Mr. Anatol Tserakh, subsequently agreed with the decision of the Ministry of Justice confirming the denial of registration for Nasha Viasna. The human rights organization was reportedly also denied the possibility of correcting its application so that it might comply with the requirements of the Ministry of Justice, in contradiction with Article 15 of the Law of the Republic of Belarus on Public Associations which allows for such corrections.

134. Considering that participating in the activities of an unregistered organization is a crime in Belarus under Article 193.1 of the criminal code, members of Nasha Viasna now risk being arrested if they continue their work in defense of human rights.

135. Nasha Viasna has previously tried to register on several occasions, both under its original name ‘Viasna’ and more recently under the new name ‘Nasha Viasna’. On 15 June 1999, Viasna was originally registered by the Ministry of Justice. However, in 2003, following an inspection by the Ministry of Justice of the statutory activities of Viasna’s branches, the Ministry of Justice filed for the dissolution of the organization with the Supreme Court of Belarus, based on Article

29 of the Law on Public Associations, and Article 57 paragraph 2 of the Civil Procedure Code. The Supreme Court subsequently ordered the dissolution of Viasna finding that Viasna did not comply with the established procedure of sending its observers to the meetings of the electoral commission and to the polling stations. The Court also found that the breach of the electoral laws was reason enough to warrant the dissolution of Viasna. An appeal by Viasna to the Chairperson of the Supreme Court was rejected on 24 December 2003.

136. In April 2004, the President of Viasna lodged a complaint with the UN Human Rights Committee seeking whether the dissolution of Viasna amounted to a violation of the author and his co-authors' right to freedom of association. The Committee observed that, in accordance with Article 22, paragraph 2 of the International Covenant on Civil and Political Rights, in order for the interference with the freedom of association to be justified, any restriction on its exercise must cumulatively meet the following conditions: (a) must be provided by law; (b) may only be imposed for one of the purposes set out in paragraph 2; and (c) must be "necessary in a democratic society" for achieving one of these purposes. The State party must further demonstrate that the prohibition of an association is necessary to avert a real and not only hypothetical danger to national security or democratic order, and that less intrusive measures would be insufficient to achieve the same purpose. In its communication of 24 July 2007 (no. 1296/2004), the Committee found that the court order which dissolved Viasna was based on perceived violations of the State party's electoral laws. The Human Rights Committee also concluded that the dissolution of the association was disproportionate and did not meet the requirements of Article 22, paragraph 2, thus the authors' rights under Article 22 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights had been violated. The Committee further considered that the author and co-authors of the complaint were "entitled to an appropriate remedy, including the re-registration of Viasna and compensation". It also found that "Belarus was under an obligation to take steps to prevent similar violations occurring in the future".

137. On 15 April 2008, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe reiterated the position of the UN Human Rights Committee regarding the closure of Viasna and urged the Belarusian authorities to "repeal Article 193-1 of the Criminal Code, criminalizing activities of non-registered organizations" (resolution 1606 of 15 April 2008).

138. Despite the opinion of the UN Human Rights Committee, all subsequent attempts by Viasna to re-register under a new name have failed. In January 2009, 67 members of Viasna submitted an application to the Ministry of Justice to register the NGO under the new name 'Nasha Viasna', since Belarusian legislation prohibits the use of the name of an organization that had been liquidated. On 26 February 2009, the Ministry of Justice denied registration to the organization due to violations concerning the holding of its constituent congress. An appeal was lodged against this decision; on 22 April 2009 the court refused to consider it. On 24 April 2009, the Supreme Court also rejected the complaint by the founders of Nasha Viasna against the decision of the Ministry of Justice. The Supreme Court found that the decision of the Ministry of Justice was legal due to several procedural violations by Nasha Viasna, including irregularities found in the founders' list and the organization's Charter. At the same time, the Supreme Court rejected all the other arguments of the Ministry of Justice, including the claim that the constituent congress of Nasha Viasna was not in full conformity with the relevant legislation.

139. On 25 April 2009, Nasha Viasna applied for registration for a third time. However, this application was also rejected on the grounds that some of the information given concerning

certain founding members was “distorted”, that some founding members had been the subject of administrative sentences, and that criminal charges had also been brought against some of them.

140. Concern was expressed that the continuous and sustained refusal to register the human rights organization Nasha Viasna might be related to its activities in the promotion and defense of human rights, in particular its campaign for the abolition of the death penalty in Belarus. Further concern was expressed that this verdict, and repeated refusal to register the organization, is in violation of international standards, in particular Article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Belarus is a party, and runs counter to the decision by the UN Human Rights Committee, and the resolution of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.

Response from the Government

141. In a letter dated 1 October 2009, the Government responded to the communication sent on 24 August 2009. In its response, the Government transmitted information submitted by the competent State authorities regarding the registration of the non-governmental human rights organization Nasha Viasna.

142. On 25 April 2009, the Ministry of Justice received documents applying for State registration of the non-governmental human rights organization Nasha Viasna.

143. On 25 May 2009, the Ministry of Justice took the decision to refuse Nasha Viasna State registration, on the grounds that the documents submitted did not meet legislative requirements.

144. The so-called “minor errors” (clerical errors) in the documents submitted by those wishing to initiate the registration process for Nasha Viasna in fact amount to serious violations of legal requirements. Pursuant to article 13 of the Non-Governmental Organizations Act (hereafter “the Act”), one of the documents required by the registering body is a founders’ list for the NGO. This list must also contain information on the place of work of each of the organization’s founders, and their daytime telephone numbers.

145. The Nasha Viasna founders’ list contains false information on a number of people. In this regard, repeated violations have been committed in the form of the provision of unreliable and falsified information about the founding members. The attention of the registration applicants has already been drawn to similar violations in a previous letter regarding the refusal of State registration for Nasha Viasna, dated 2 March 2009.

146. It follows that the Ministry of Justice has not received the organization’s founders’ list as required under article 13 of the Act. This, according to article 15 (3), paragraph 4, of the Act, constitutes grounds for refusing Nasha Viasna registration. The claim that the Ministry of Justice had previously not expressed any objection to the letter of guarantee regarding the legal address of Nasha Viasna is unfounded.

147. The letter of guarantee, as with the previous set of documents submitted for registration, was signed by Dmitry Sergeevich Solovyev. Of all the information required, the letter contains only his forename, patronymic and family name, which are not sufficient for identifying the owner of the premises.

148. According to the Nasha Viasna founders' list, as on the previous occasion, Mr. Solovyev's place of residence is 5A Ulitsa Sadovaya, Bolshevik Agro-town, in Minsk district. Attached to the letter of guarantee is a copy of the registration certificate relating to the premises covered by the guarantee, which it states are located in Vitebsk province (in the town of Novopolotsk).

149. In this connection, the Ministry of Justice checked the authenticity of the documents regarding Nasha Viasna's legal address. Although a letter of enquiry was sent to Mr. Solovyev's home address, as registered on the founders' list, on 28 January 2009, no reply has been received. The postal services returned the letter to the Ministry of Justice on 5 March 2009, stating that it had not been possible to deliver it to Mr. Solovyev. The Ministry of Justice established in May 2009 that Mr. Solovyev does not live at the address provided by the founders of Nasha Viasna.

150. In these circumstances, and having received new information and documents on 25 April 2009 relating to the State registration of Nasha Viasna, and taking account of the fact that the property belonging to Mr. D. Solovyev is in Novopolotsk, the Ministry of Justice instructed the Novopolotsk municipal executive committee to investigate the possibility of using these premises as a legal address. Mr. Solovyev, however, categorically refused to grant the representative of the Novopolotsk municipal executive committee access to the premises. Furthermore, Mr. Solovyev did not report to the Ministry of Justice to validate his signatures on the letter of guarantee, and did not indicate a convenient date and time when he would be able to show the premises for inspection.

151. Thus, Mr. Solovyev broke the law by deliberately refusing to allow the competent authorities an opportunity to check that the premises indicated in the letter of guarantee are in appropriate operational condition. As a result, the registering body was not presented with the mandatory appropriately drafted document required under article 13 of the Act which would confirm that the NGO has a legal address. This, under article 15 (3), paragraph 4, of the Act, provides grounds for refusing Nasha Viasna State registration.

152. The suggestion of a possible violation of article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights cannot be considered well founded. All citizens of the Republic of Belarus, including all the founders of Nasha Viasna, enjoy the right to freedom of association. However, like all other citizens, the founders of Nasha Viasna had an obligation to present documents for State registration of their organization to the Ministry of Justice in accordance with the law. They failed to do so. Responsibility for the violations of the law in respect of the drafting and provision of those documents lies with the founders of Nasha Viasna.

153. It should also be noted that pursuant to the Act, in the event that the founders of an organization disagree with a decision taken by the Ministry of Justice, they can appeal to the courts, which was how the founders of Nasha Viasna proceeded.

154. Having studied all the facts connected with the Ministry of Justice's consideration of Nasha Viasna's registration documents, the Supreme Court, by decision of 12 August 2009, refused the appeal lodged by A. Belyatsky, V. Stefanovich and V. Labkovich against the decision of the Ministry of Justice, which it found to be lawful.

155. The refusal to register Nasha Viasna is based on the organization's systematic failure to comply with registration requirements and procedures, and is not connected with the organization's human rights activities.

156. It should also be noted that the reference made in the Special Rapporteurs' communication to the decisions of organizations and bodies that are not connected to the United Nations, and of which Belarus is not a member, is inappropriate.

Responses to communications sent earlier

157. By a letter dated 14 February 2008, the Government responded to a communication sent on 19 December 2007, concerning the **Belarusian Congress of Democratic Trade Unions (BKDP)**. The Government transmitted information provided by the authorities of the Republic of Belarus on the activities of the Belarusian law enforcement agencies in connection with members of the Belarusian Congress of Democratic Trade Unions. On 6 December 2007, the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk received information that, in contravention of the Mass Activities in the Republic of Belarus Act, leaflets were being printed at the office of the Belarusian Congress of Democratic Trade Unions (BKDP), 80-80 Yakubov Street, encouraging participation in an unauthorized meeting on Oktyabrskaya Square, Minsk, on 10 December 2007. By a decision of the Minsk Executive of 4 December 2007, the holding of a meeting in the square on 10 December 2007 had been prohibited. Article 8 of the Act states that, until permission to hold a mass meeting has been received, the Organizer or organizers, or any other persons, may not advertise in the mass media the date, place or time of such meeting or prepare or distribute leaflets, posters or other material for such a purpose.

158. Upon entering the address in question, the police established that the occupants of the office premises were not members of BKDP, but N. Sergeenko, unemployed, and A. Makaev, self-employed, both residents of Minsk, who were preparing a printed product encouraging participation in an unauthorized meeting. The persons concerned claimed to be friends of the organizers of BKDP, who were absent from the office. It proved impossible to contact the organizers of BKDP in order to establish the lawfulness of the men's presence in the office and their use of printing equipment. The persons concerned were consequently conveyed to the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk to establish their identity, in accordance with article 82 (Administrative offences) of the Procedural Enforcement Code of the Republic of Belarus and for an explanation of why they were in the office and preparing a printed product.

159. Under questioning, Mr. Sergeenko stated that, having access to the office, he had been preparing, on his own initiative, a printed product on a printing press located in the office containing a call to take part in an unauthorized meeting on Oktyabrskaya Square, Minsk, on 10 December 2007. In accordance with the procedures provided for under article 10.13 of the Procedural Enforcement Code and the rules of the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk governing the inspection of the location of an administrative offence, a search of the office premises was conducted on the authorization of the procurator of the Lenin district of Minsk on 6 December 2007. The search, which was conducted on the basis of article 8.9 of the Code, discovered a total of 5,250 leaflets calling for participation in an unauthorized mass activity, which were confiscated, together with printing equipment (a Riso RP 3 100 EP Digital Duplicator). The results of the search, establishing the unlawful use of printing equipment and the preparation of a printed product containing a call for participation in an unauthorized meeting,

was duly recorded in accordance with normal procedure in the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk. On more than one occasion, the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk called the mobile telephone numbers of the Chairman of BKDP, A. Yaroshuk, and the Vice-Chairman, N. Kannakh, inviting them to attend the Office in order to clarify the discoveries that had been made. The two men refused, however, to come to the Office to provide explanations or to be informed of the results of the search. During the course of the investigation, the police repeatedly went to the BKDP premises at 80-80 Yakubov Street, Minsk, but the persons on the premises stated that the union leaders were out of Minsk on business.

160. It was only on 26 December 2007 that Mr. Yaroshuk was personally summoned to the Internal Affairs Office of the Lenin district, on the basis of article 6.12, paragraphs 1 and 2, of the Code of Procedural Enforcement, to provide documentary evidence of the lawful acquisition of the Riso RP 3 100 EP Digital Duplicator, in pursuance of Decision No. 1376 of the Council of Ministers of Belarus, of 20 October 2003, on regulations for the licensing of publishing and printing operations and Decision No. 29 of the Ministry of Information, of 4 November 2003, on matters relating to publishing and printing operations, which lay down a compulsory procedure for receiving permission to acquire such printing equipment. A request was also sent to the Belarus Ministry of Information with a view to confirming that BKDP had acquired the printing equipment in question lawfully.

161. On 11 January 2008, a reply was received from the Ministry of Information, stating that permission to acquire and install a Riso RP 3 100 EP Digital Duplicator in the BKDP office at 80-80 Yakubov Street, Minsk, had not been granted. On 11 January 2008, in pursuance of article 11.3, paragraph 2, and article 3.30, paragraph 54 (1), of the Code of Procedural Enforcement, the evidence relating to the unlawful use of printing equipment (a digital duplicator) at 80-80 Yakubov Street, Minsk, was despatched to the Belarus Ministry of Information for a decision on the prosecution of the guilty parties for offences under article 22.9 (Infringement of the law on printing and other mass media) and article 23.36 (Infringement of the regulations on the acquisition and sale of printing equipment) of the Belarus Code of Administrative Offences. According to information provided by the Belarus Ministry of Information, an official report on the administrative offence committed by Mr. Yaroshuk, the Chairman of BKDP, was drawn up under article 23.36 of the Code of Administrative Offences and submitted to the Lenin District Court, Minsk, for consideration. According to the Lenin District Court, Minsk, the evidence was submitted to the Court on 7 February 2008. As of 11 February 2008, it had not been considered by the Court. An investigation of the treatment of Mr. Yaroshuk, Chairman of BKDP, conducted by the Director of Public Prosecutions for the Lenin district, reached the conclusion that the claims by the complainant of unlawful conduct by the police were unfounded.

162. It should also be pointed out that, on being conveyed to the Internal Affairs Office of the Lenin district of Minsk on 6 December 2007, Mr. Sergeenko and Mr. Makaev acted provocatively and used obscene language. A formal report relating to administrative offences under article 17.1 (Petty hooliganism) of the Code of Administrative Offences was drawn up by the police for the two men concerned. Having been presented with the administrative evidence, the accused were summoned to appear before the Lenin District Court and released. The administrative evidence was considered by the Lenin District Court on 12 and 17 December 2007. Mr. Sergeenko was sentenced to 10 days' administrative detention and Mr. Makaev fined twice the standard rate (70,000 Belarus roubles, or approximately US\$ 32),

163. In a letter dated 9 January 2009, the Government responded to the communication sent 18 November 2008, concerning Ms. **Yana Paliakova**. A translation of the response was not available at the time the previous communications report was submitted.

164. The Government noted that on instructions from the Office of the Procurator General of the Republic of Belarus, the procurator's office for Minsk province has considered the letter from the Special Rapporteurs of the United Nations Human Rights Council concerning the illegal acts allegedly committed by law enforcement officers of Salihorsk district against Ms. Yana Vitalevna Polyakova. No harassment of Ms. Polyakova for her human rights activities has been established. Since 2000, Ms. Polyakova has been officially unemployed. She has never held, nor does she currently hold, a licence to practise law. Ms. Polyakova is not well regarded at her place of residence. Her neighbours have filed numerous complaints of disorderly conduct with residential board No. 4 and with the internal affairs agencies. For example, on 20 August 2008 Ms. Polyakova attacked her neighbour, Ms. A.D. Medvedeva, for having filed a complaint against her with the internal affairs agencies for walking her dog without a muzzle, as a result of which the dog had bitten Ms. Medvedeva. In this connection, a court heard the case concerning the administrative offence committed by Ms. Polyakova. The case was settled through conciliation between Ms. Polyakova and Ms. Medvedeva and is now closed.

165. Ms. Polyakova's claim that she was arrested by a neighbourhood police officer and two unidentified men and then assaulted by police officers has been investigated by the procurator's office for Salihorsk district.

166. On 1 September 2008, the Salihorsk district procurator's office received a statement from Ms. Polyakova in which she indicated that she had begun receiving threatening calls on her home phone from unidentified persons demanding that she meet with officers of the State Security Committee (KGB) and internal affairs agencies. In her statement, she also reported that she had been arrested on 31 August 2008 in town by Mr. V.A. Pugachev, a neighbourhood police officer, who was accompanied by two unidentified men, and driven to the Salihorsk district internal affairs office (police station). There, in his office, Mr. Pugachev proposed that she sign some documents. When she tried to read them, he hit her on the arm with an elongated cylindrical object, and subsequently another person hit her on the legs.

167. The forensic medical report concluded that when Ms. Polyakova was examined by experts on 2 September 2008 she had bruises on her right palm, her left calf and the outside of her right shin; they were minor injuries and had no short-term health effects. It was impossible to confirm or disprove Ms. Polyakova's statements about the calls to her home phone. For technical reasons, information about incoming calls is not registered at the automatic telephone exchange. According to information from the head of the Salihorsk municipal KGB unit, KGB officers issued no summons, including by telephone, for Ms. Polyakova. Ms. Polyakova's claims that she was arrested on 31 August 2008 by Mr. Pugachev; the internal affairs officer, taken to the Salihorsk district police station and assaulted there were not substantiated.

168. It was established that on 31 August 2008 there were holiday celebrations in the town of Salihorsk, and that internal affairs officers were stationed there between the hours of 9 a.m. and 10 p.m. to maintain order. Mr. Pugachev was at that time on duty in the town's central square. He did not absent himself for any extended periods, as attested by the deployment plan of the

Salihorsk district internal affairs office and by explanations given by internal affairs officers. On that day, Mr. Pugachev did not arrest Ms. Polyakova or summon her to the district police station.

169. Ms. Polyakova was summoned to appear before neighbourhood police officer Pugachev on 1 September 2008 in connection with Ms. Medvedeva's complaint that she had been attacked by Ms. Polyakova. Instead, Ms. Polyakova appeared at the Salihorsk district police station on 31 August 2008 at 11.18 a.m., informing the officer on duty that she had been summoned by Mr. Pugachev. The duty officer duly recorded her visit in the log and informed her that the officer in question was absent. Ms. Polyakova then stated that she had "no intention of chasing him down", and after a short time, she left the building.

170. On examination, the Salihorsk district police station log was found to contain an entry indicating that Ms. Polyakova addressed the duty officer at 11.22 a.m. on 31 August 2008. The police station's video surveillance system shows Ms. Polyakova entering the building unaccompanied at 11.18 a.m. on 31 August 2008. She immediately approached the desk of the duty officer and sat down on a bench next to the officer, who recorded her data in the log. While in the building, Ms. Polyakova did not go to the second floor, where Mr. Pugachev's office is located, nor did she speak with anyone other than the duty officer. At 11.34 a.m., she left the building and did not return. The Salihorsk ambulance station received a call from Ms. Polyakova on 31 August 2008 at 11.41 a.m. An ambulance paramedic, Mr. V.I. Sereda, explained that on 31 August 2008 at around 11.30 a.m. he arrived at the Salihorsk district police station behind an internal affairs officer who was supposed to assist medical workers in transporting a mentally disturbed individual. Near the building, he was approached by a young woman, who turned out to be Ms. Polyakova, and who stated that it was she who had called for an ambulance, as her right arm was hurting. She had swelling and bruises on the back of the hand. Mr. Sereda replied that he had not come in response to her call. Ms. Polyakova said nothing about having been beaten by internal affairs officers. At the instruction of the ambulance dispatcher, Mr. Sereda returned to the district police station at around 12 noon to assist Ms. Polyakova. She began to cry and claimed that she had been beaten by internal affairs officers. She also complained of pain in her legs.

171. The investigation by the Salihorsk district procurator's office concluded that on 31 August 2008 internal affairs officers did not arrest Ms. Polyakova, bring her to the Salihorsk district police station or subject her to violent treatment. Ms. Polyakova's injuries were sustained not in the police station, but in other circumstances, which she is intentionally concealing. On 11 September 2008, the criminal case against Ms. Polyakova was dropped, and she was informed of this in writing. The Minsk provincial procurator's office on 11 December 2008 overturned the decision of the Salihorsk district procurator's office not to bring a criminal case against Ms. Polyakova for intentionally filing a false report. The case file was referred back to the Salihorsk district procurator's office so that criminal proceedings could be instituted against Ms. Polyakova under article 400, part 2, of the Criminal Code (Intentionally filing a false report, with an accusation of a serious crime).

172. An investigation into the injuries sustained by Ms. Polyakova on 9 October 2008 was carried out by the Salihorsk district internal affairs office. It concluded that at around 5 p.m. near the door of the corridor in the apartment building where Ms. Polyakova resided, an unidentified man struck Ms. Polyakova inflicting injuries on her; these were not serious and had no short-term health effects. According to the forensic medical report, a bruise was detected on Ms.

Polyakova's right forehead. It was not possible to identify the man. The investigation by the Salihorsk district internal affairs office resulted in a decision not to open a criminal case, as the actions of the unidentified individual did not constitute a crime. Once the perpetrator is identified, he will be charged with an administrative offence under article 9.1 of the Code of Administrative Offences (Disorderly conduct). There has been no indication that this act is connected with Ms. Polyakova's human rights activities.

173. On 27 October 2008, the Salihorsk district procurator's office received a statement from Ms. Polyakova, copies of which were also sent by her to the embassies of the United States of America, Germany, Poland and France. In the statement, she claimed that on 9 October 2008, at the entry to her place of residence, an unidentified man struck her twice on the head. According to Ms. Polyakova, at the Salihorsk district police station, where she was taken to be interviewed, an internal affairs officer threw her to the floor, as a result of which she was badly hurt in the region of her spine and right leg.

174. An investigation conducted regarding this statement established that on 9 October 2008 at 5.01 p.m. a call had been received from Ms. Polyakova according to which an unidentified person had beaten her in the entry to her apartment house. The ambulance crew brought her to the central district hospital, and once medical assistance had been provided, to the police station for interview. However, during the interview, Ms. Polyakova said that she felt unwell, and so at 7.49 p.m. another ambulance was called for her. Ms. Polyakova did not wait for the ambulance to arrive. She left the building. As a result, she had to be tracked down on the street. When the doctors remarked that she had already received qualified medical assistance, Ms. Polyakova reacted inappropriately; she began swearing at the medical staff and screaming. She did not address the doctors' remarks. She refused medical assistance and attempted to leave the building. A neighbourhood police officer, Mr. A.V. Sindikevich, asked her to return, calm down and take a seat on a bench. He took her by the hand to escort her to the bench. In response, Ms. Polyakova abruptly threw herself to the floor. Sitting on the floor, she began to make calls on her mobile phone, saying that internal affairs officers were beating her, that they had "broken [her] spine" and that her "back hurt". According to the video recordings taken in the entrance hall of the district police station, Ms. Polyakova sat on the floor for at least 35 minutes. During this time, she was on numerous occasions invited to stand up, but she continued to sit there until the arrival of a new ambulance crew, which had been called by the internal affairs officers because of the conflict between Ms. Polyakova and the previous crew. The forensic medical report concluded that apart from the bruise on her forehead referred to above, there were no signs of injury on Ms. Polyakova's body, including in the region of her spine.

175. Because Ms. Polyakova's complaint of the use of violence against internal affairs officers on 9 October 2008 was also not borne out, the Salihorsk district procurator's office on 27 November 2008 decided not to institute criminal proceedings against the officers, for lack of evidence that a crime had been committed. Ms. Polyakova failed to appear at procurators' offices when, on numerous occasions, she was summoned by them. The Office of the Procurator General of the Republic of Belarus agreed with the decisions not to open a criminal case in respect of Ms. Polyakova's complaints.

176. In a letter dated 3 September 2008, the Government responded to the communication sent on 5 August 2008, concerning Ms. **Zhanna Popova**, Mr **Vyacheslav Andreev** and Ms **Olga**

Karatch. A translation of the response was not available at the time the previous communications report was submitted.

177. In its response the Government noted that in September 2005, unidentified individuals set off explosions of home-made devices in Vitebsk; as a result, 54 persons received wounds of various degrees. In this regard, the investigative department of the Vitebsk province procurator's office instituted criminal proceedings (case No. 05023280078); the case is still under investigation.

178. On 4 July 2008, a home-made explosive device was detonated in Minsk near Pobeditelei Avenue, injuring over 50 persons. Earlier, on 3 July 2008, a home-made explosive device was found in the same area and deactivated. One possibility being considered by the investigative bodies is that the same individuals were responsible for detonating or planning the explosions in Vitebsk and Minsk.

179. The investigation established that, on 23 and 24 July 2005, Mr. I.V. Solovyev, who lives in Vitebsk, independently made an explosive substance; Mr. Solovyev's careless handling of the substance resulted in an explosion in which he was seriously injured.

180. The home-made explosive device discovered in Minsk on 3 July 2008 contained an explosive the chemical composition of which is identical to the substance synthesized by Mr. Solovyev. This fact led to the consideration of the possibility that Mr. Solovyev might have been involved in the production of the explosive devices and in the explosions in Vitebsk and Minsk. Mr. Solovyev is an acquaintance of Ms. Z.V. Popova. They live in the same building. Ms. Popova is on friendly terms with Mr. Solovyev's mother. A few minutes after the explosion that took place on 24 July 2005, Ms. Popova was in Mr. Solovyev's apartment, having opened the door with her own key. Ms. Popova has a criminal record. She was diagnosed as suffering from involuntional paranoia and was for a long time under psychiatric treatment.

181. The investigators considered the possible involvement of Ms. Popova or individuals linked to her in the organization of the explosions in Vitebsk and Minsk. It is assumed that such individuals could have taken advantage of Mr. Solovyev's knowledge of chemistry and his ability to make explosives. In order to verify this hypothesis, Mr. D.I. Yanush, the investigator for serious cases of the investigative department of the Vitebsk province procurator's office and who is dealing with the criminal case involving the explosions in Vitebsk, took decisions to search the homes of Ms. Popova and Mr. Solovyev. The decisions were approved by the deputy procurator for Vitebsk province. In both cases, the search was assigned to officers of the Department for Combating Organized Crime attached to the Ministry of Internal Affairs of Belarus. The officers also took comprehensive measures with a view to ascertaining whether or not Ms. Popova and Mr. Solovyev could have been involved in the explosions in Vitebsk and Minsk. Ms. Popova's and Mr. Solovyev's homes were searched on 23 July 2008. The searches were conducted correctly. Neither Ms. Popova nor Mr. Solovyev submitted any complaints about the militia officers involved in the search.

182. On the other hand, for almost three hours prior to the start of the search, Ms. Popova refused to allow the militia officers to enter her apartment, in spite of the fact that they presented the requisite documents. The militia officers entered the apartment only after the arrival of V.A. Shchukin, O.E. Karach and others, who were present during the search. No conflict situations

arose in the course of the search. Neither Ms. Popova nor those present during the search submitted any complaints about the actions of the militia officers. They proposed that Ms. Popova go to the Department for Combating Organized Crime for Vitebsk province for questioning as a witness in the bombing case. At Ms. Popova's request, Mr. V. Andreev and Mr. O. Karach, who had been present during the search, were allowed to accompany her; they agreed of their own accord to ride in the militia vehicle to Zheleznodorozhny district internal affairs office.

183. At the district internal affairs office, Mr. Andreev and Mr. Karach were requested to allow themselves to be fingerprinted and photographed. It was explained to them that, under Belarusian law, they had the right to refuse. Mr. Andreev and Mr. Karach made use of their right and refused to be fingerprinted and photographed, after which they left the militia office. No documents concerning the presence of the aforementioned persons in the militia office were drawn up. Mr. Andreev and Mr. Karach did not make any complaints and expressed their satisfaction with the correct and tactful conduct of the proceedings. They were at the district internal affairs office for no longer than 10 minutes. Mr. Andreev and Mr. Karach then proceeded to the Department for Combating Organized Crime for Vitebsk province, where they waited for the release of Ms. Popova, who was being questioned by an officer from the Central Administration for Combating Organized Crime attached to the Ministry of Internal Affairs. No one detained, searched or questioned the aforementioned persons, and no one confiscated any of their property. No questions were raised about the human rights activities of these persons.

184. The Vitebsk province procurator's office does not have any documents concerning the confiscation from Ms. Popova of copies of the 24 April 2008 edition of the newspaper *Vitebsky kuryer M*. The conduct of the search of Ms. Popova's home was not in any way related to these incidents. The conduct of the search of Ms. Popova's home was in no way related to her human rights activities. During the search of Ms. Popova's apartment on 23 July 2008, diskettes, compact discs and flashcards were confiscated. On 8 August 2008, all confiscated property was returned to Ms. Popova.

185. In general, the investigation into Ms. Popova's involvement in the explosions in Vitebsk and Minsk, including the search of her home, was conducted in strict compliance with legislation currently in force, with due respect for all international norms and standards relating to the right to freedom of opinion and expression, and all the relevant provisions of the Constitution of Belarus. In connection with the aforementioned events, the citizens in question did not appeal to the Supreme Court of Belarus or to any other judicial authority.

Observations

186. The Special Rapporteur thanks the Government of Belarus for the detailed responses provided her communications. The Special Rapporteur remains concerned, however, that the environment in which human rights defenders are able to operate appears to have remained very restrictive. In this connection, the Special Rapporteur wishes to remind the Government of the provisions contained in the Declaration on human rights defenders, in particular articles 1 and 2 which state that "everyone has the right individually or in association with others, to promote and to strive for the protection and realization of human rights and fundamental freedoms at the national and international levels" and that "each State has a prime responsibility and duty to protect, promote and implement all human rights and fundamental freedoms, inter alia, by

adopting such steps as may be necessary to create all conditions necessary in the social, economic, political and other fields, as well as the legal guarantees required to ensure that all persons under its jurisdiction, individually and in association with others, are able to enjoy all those rights and freedoms in practice”.

187. With regard to the right to freedom of association, the Special Rapporteur wishes to draw the attention of the Government to the recommendations contained in her 2009 report to the General Assembly, contained in document A/64/226.

Bolivia

Llamamiento urgente

188. El 25 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el intento de asesinato del Sr. **Miguel Esteben González Bonilla**, director regional del Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social (CEJIS) en el Beni, así como las acciones de intimidación, persecución y violencia perpetradas contra los miembros de esta organización.

189. El CEJIS promueve los derechos de las comunidades indígenas y campesinas y realiza tareas como ayudar a las comunidades a reclamar sus derechos a las tierras comunales.

190. Según la información recibida, el 27 de febrero de 2009, dos hombres que se desplazaban en una motocicleta habrían disparado contra el vehículo de trabajo del Sr. González Bonilla mientras conducía por la ciudad de Trinidad. El disparo habría atravesado el vidrio trasero y por pocos centímetros la bala no habría impactado en su cuerpo.

191. El 24 de febrero al Sr. González Bonilla lo habrían estado siguiendo. Primero lo habría seguido una furgoneta roja y plateada con los cristales tintados, y luego una motocicleta.

192. Cuando se habría dirigida a su casa a las afueras de la localidad, Miguel González Bonilla se habría dado cuenta de que lo seguía la furgoneta. Ésta le habría hecho luces, como si quisiera adelantarlo, pero cuando él se habría detenido para dejarla pasar, se habría quedado detrás de él.

193. Luego la furgoneta habría girado ante la casa de Miguel González Bonilla, quien habría girado en dirección contraria y habría observado que todavía lo habría seguido una motocicleta. Cuando la motocicleta habría tenido que abandonar la persecución a causa de la dificultad del terreno, el conductor lo habría insultado a gritos.

194. En varias ocasiones, individuos no identificados habrían llamado a la casa del Sr. González Bonilla y habrían preguntado a sus familiares por el paradero de éste.

195. Tras el reciente ataque, el Sr. González Bonilla habría presentado una denuncia en la policía y en la Fiscalía de Trinidad. Sin embargo, hasta el momento no se le habría brindado protección.

196. Ante el temor por su seguridad, tanto él como su familia habrían abandonado su casa en Trinidad y se habrían ocultado.

197. Este reciente ataque se habría producido tras una serie de actos de intimidación contra personal del CEJIS en Trinidad.

198. En agosto de 2008, unos motociclistas armados se habrían situados ante las oficinas del CEJIS y se habrían quedados allí esperando a que llegaran los empleados, a los que un vecino habría avisado.

199. Unos días después, a principios de septiembre de 2008, los miembros de la organización de oposición Unión Juvenil Benianista habrían tratado de ocupar las oficinas del CEJIS en Trinidad durante una campaña en la que habrían ocupado instituciones gubernamentales y privadas. En esta ocasión las bandas de jóvenes no habrían podido localizar ni las oficinas del CEJIS ni a su personal.

200. Durante este periodo de violencia, el personal del CEJIS habría trabajado desde su casa, ante el temor por su seguridad. Asimismo, numerosos miembros del personal habrían denunciado haber recibido amenazas e insultos a consecuencia de su trabajo.

201. Tras este incidente, en septiembre la comisión de Derechos Humanos dictó medidas cautelares para proteger a los empleados del CEJIS en Trinidad. Sin embargo, las autoridades no habrían proporcionado protección alguna, y hasta enero de 2009 la policía no habría visitado las oficinas del CEJIS para hacer un seguimiento de su situación en cuanto a la seguridad.

202. Otras oficinas del CEJIS habrían sufrido también amenazas y acoso a consecuencia de su trabajo. El 9 de septiembre de 2008, la sede central en la ciudad de Santa Cruz, Bolivia, habrían sido ocupada y saqueada por estudiantes universitarios y miembros de la organización de oposición Unión Juvenil de Santa Cruz, que habrían asaltado las oficinas, destruido material y mobiliario y saqueado y quemado 30 años de archivos del CEJIS.

203. También habrían atacado otras dos ONG que promueven los derechos de las comunidades indígenas y campesinas, oficinas locales del gobierno y dos sedes de medios de comunicación.

204. Se expresó temor que el intento de asesinato contra el Sr. Miguel Esteben González Bonilla y las acciones de intimidación, persecución y violencia perpetradas contra los miembros del CEJIS podrían estar relacionados con el trabajo del CEJIS de promover los derechos de las comunidades indígenas y campesinas en Bolivia.

Observaciones

205. La Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido una respuesta a la comunicación del 25 de marzo de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los

Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno boliviano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

Brazil

Letter of allegations

206. On 30 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegation to the Government, regarding the killing of Mr **Manoel Mattos**, vice-president of the workers' party in the state of Pernambuco, and member of the local bar association's human rights commission. Mr Manoel Mattos was the subject of a communication sent by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 1 December 2006.

207. According to the information received, on 24 January 2009, Mr Manoel Mattos was reportedly shot dead at his home by two unidentified men. Mr Mattos was the subject of repeated death threats following his testimony at a federal parliamentary enquiry into death squads in the north-east of Brazil, revealing how these armed groups operated in the border area between the states of Pernambuco and Paraíba. He notably produced a document, in collaboration with the prosecutor's office, in which he exposed over alleged 100 homicides by member of local death squads. Mr Mattos also delivered a testimony to Ms Asma Jahangir, the then UN Special Rapporteur on Summary, Arbitrary and Extra-Judicial executions during her visit to Brazil in 2003.

208. It was reported that despite the repeated threats, the protection provided by the federal police to Mr Santos was withdrawn, reportedly because it was deemed to be no longer necessary. Grave concern was expressed that the killing of Mr Manoel Mattos might be linked to his non-violent activities in defence of human rights.

Response from the Government

209. In a letter dated 7 April 2009, the Government of Brazil responded to the communication, informing that Mr Manoel Mattos was receiving death threats because of the denunciations and the investigation that he was conducting regarding a death squad, composed of policemen operational in the cities of Itambé and Pedras de Fogo, on the border between the States of Pernambuco and Paraíba. Mr Mattos then counted on the protection of the Federal Police until 31 March 2004, when the service was suspended due to disagreements between him and the policemen who were protecting him. These policemen alleged that Mr Mattos had disobeyed the protection rules established by the relevant protection scheme. The decision to suspend the protection afforded to Mr Mattos was a result of administrative procedures established by the Federal Police. Therefore, the statement that the protection was suspended because it was deemed unnecessary is not accurate. Furthermore, since 2006, when the Human Rights Defenders Protection Programme was implemented in the State of Pernambuco, Mr Mattos had never requested his inclusion in this Programme.

210. The investigation on this killing is being conducted by the Civil Police of Paraíba, with the cooperation of the Federal Police and the Prosecutor's Office. The inquiry number

002.2009.000127-8 was established before the Paraíba State's Court of Justice (confidential process). The Human Rights Defense Council of the Pernambuco State has filed a request of federalization of the investigation to the Attorney General of the Republic.

211. The main perpetrators involved in the killing of Mr Mattos have been identified and criminally charged. Four of them have been arrested and an arrest warrant has been issued against a fifth one. The Government stressed the efforts that have been made in order to promote more integration between the Federal Police and the State Secretariats for Security and Social Defense of Paraíba and Pernambuco, in order to identify all the members of the "death squad". In this regard, the results of the investigations in the area conducted by the Federal Police include: "Operação Alcaides" which repressed, among other crimes, the involvement of political leaders in the region of Aguas Belas with the hired killing; "Operação Aveloz" which has curbed the activity of the death squads in the city of Caruaru; and the "Operação Exodus" which has dismantled the action of armed militias involving civil and military policemen in robbery and murdering in the city of Olinda.

Observations

212. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of the finalization of this report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 24 September 2008, 28 August 2008, 13 August 2008, 31 July 2008, 29 May 2008, 30 April 2008, 27 March 2008, 7 March 2008, 4 February 2008 (Mr. Joao Tancredo), 10 January 2008, 20 November 2007, 31 October 2007, 26 October 2007, 19 July 2007, 2 July 2007, 22 January 2007, 12 January 2007, 1 December 2006, 29 September 2006, 9 May 2006, 7 April 2006, 28 November 2005, 10 October 2005, 3 August 2005, 16 March 2005, 2 November 2004, 25 October 2004, 13 September 2004, 15 June 2004, 18 March 2004 and 9 February 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken as well as protective measures taken.

Burundi

Appel urgent

213. Le 3 avril 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Burundi et le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, a envoyé un appel urgent concernant une **disposition du projet de code pénal qui criminalisait l'homosexualité** et punissait tout acte sexuel entre des personnes du même sexe consentantes d'une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement. De sérieuses préoccupations avaient déjà été exprimées au sujet de ce projet de loi dans un appel urgent en date du 5 décembre 2008. Selon les nouvelles informations reçues :

214. Le 17 février 2009, le Sénat aurait largement rejeté la disposition dans le projet de code pénal qui criminalisait l'homosexualité. Cependant, l'Assemblée Nationale aurait par la suite voté la restauration de cette disposition dans le projet de code pénal. Une commission parlementaire, composée de membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat, aurait été mandatée

pour produire un rapport sur cette question et aurait entériné ce vote. Le projet de code pénal serait actuellement entre les mains du Président du Burundi pour promulgation.

215. La criminalisation de l'homosexualité aurait un effet préjudiciable sur les efforts du Burundi dans sa lutte contre le VIH/SIDA. Les politiques de la santé publique concernant l'épidémie du VIH/SIDA démontrent clairement que la décriminalisation de l'homosexualité combinée avec des efforts visant à lutter contre la discrimination des homosexuels, lesbiennes, bisexuels et transsexuels, représentent une mesure substantielle pour restreindre la propagation du virus. De plus, si le projet de code en question entre en vigueur, celui-ci aurait pour effet d'entraver l'accès à l'information, aux soins et aux traitements des personnes homosexuelles, atteintes de VIH/SIDA au Burundi, et par conséquent pourrait compromettre la réponse nationale dans la lutte contre le VIH/SIDA.

216. Ce projet de loi aurait également un effet néfaste sur la situation des défenseurs des droits de l'homme qui œuvrent pour la promotion et la protection des droits des homosexuels, bisexuels et transsexuels. En effet, cette loi mettrait ces défenseurs dans une situation de vulnérabilité accrue car ils seraient potentiellement la cible d'attaques et d'actes d'intimidation de la part des autorités et de la population.

217. Lors de l'examen périodique universel du Burundi en date du 2 décembre 2008, le Gouvernement de Votre Excellence a été interpellé sur cette question de la criminalisation de l'homosexualité et qu'il a demandé à disposer de plus de temps pour y répondre convenablement.

218. La Rapporteuse spéciale, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Burundi et le Rapporteur spécial sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint exhortent le Président du Burundi à ne pas promulguer le projet de code pénal dans son état actuel, en conformité avec les obligations internationales du pays en matière de droits de l'homme énoncées précédemment dans la lettre du 5 décembre 2008.

Appel urgent

219. Le 26 novembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent au Gouvernement concernant l'annulation de l'agrément du **Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)** et la situation de MM. **Pacifique Nininahazwe** et **Pierre Claver Mbonimpa**. FORSC est une plateforme regroupant 146 organisations de la société civile burundaise. M. Nininahazwe est le délégué général du FORSC et M. Mbonimpa, le président de l'Association pour la Protection des Droits de l'Homme et des prisonniers (APRODH). Selon les informations reçues :

220. Le 23 novembre 2009, l'agrément du FORSC, délivré en mai 2006, aurait été annulé par le Ministère de l'Intérieur au motif que les agréments de certaines organisations membres du FORSC ne relevaient pas de la compétence du ministère de l'Intérieur. Il est allégué que cette annulation ferait suite à une lettre ouverte signée par le FORSC et adressée au Président de la République le 18 novembre 2009. Ce courrier dénonçait la recrudescence des menaces à l'encontre des défenseurs burundais. La lettre se referait en particulier aux menaces reçues par MM. Nininahazwe et Mbonimpa et à la stigmatisation de leurs organisations.

221. Il est allégué que MM. Nininahazwe et Mbonimpa auraient reçu des menaces de mort suite à la campagne initiée par le FORSC appelant notamment le Président de la République à diligenter des enquêtes sur les décès de M. Ernest Manirumva, vice-président de l'organisation anti-corruption OLUCOME, et de M. Salvator Nsabirihho, qui aurait succombé à ses blessures après avoir été brutalement interrogé par la police. Il est allégué que ces menaces de mort auraient été proférées par des agents du service national de renseignement.

222. Des craintes sont exprimées que la révocation de cet agrément ainsi que les menaces reçues par MM Nininahazve et Mbonimpa soient liées aux activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme du FORSC. Compte tenu des menaces de mort proférées à l'encontre de MM Nininahazve et Mbonimpa, des craintes sont également exprimées quant à leur intégrité physique et mentale.

Observations

223. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 3 avril 2009 et du 26 novembre 2009 et du 4 décembre 2008. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci.

224. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par la révocation de l'agrément du Forum pour le Renforcement de la Société Civile et rappelle au Gouvernement que l'article 5, alinéas b) et c) de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme stipule qu'afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international de former des organisations, associations ou groupes non gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer; de communiquer avec des organisations non gouvernementales ou intergouvernementales.

Cambodia

Urgent appeal

225. On 17 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding criminal charges made against several community representatives, and in particular **Chan Vichet, Ly You Leng** and **Khieu Bunthoeun**, from the Dey Krahorn community in Phnom Penh. In this regard, the Special Rapporteurs recalled the public statement made on 30 January 2009 by the Special Rapporteur on adequate housing regarding the forcible eviction during the night of 23 and 24 January 2009 of over 130 families from Dey Krahorn.

226. According to information received, as at 16 February 2009, six Dey Krahorn community representatives were facing a total of 14 criminal charges, according to their defence lawyers. The community representatives had for long been active in supporting their community to negotiate fair compensation for their homes in the event that they would be evicted from Dey Krahorn. The negotiations were conducted with the Municipality of Phnom Penh and the 7NG Construction company.

227. Following the eviction on 24 January 2009, the Phnom Penh Municipal Court held a hearing on 11 February against Chan Vichet, a community representative leading the evictees' attempts to advocate for fair financial compensation for the loss of their homes due to the eviction, and two other Dey Krahorn community representatives named Ly You Leng and Khieu Bunthoeun. They were charged with destruction of property and physical assault.

228. The charges relate to damages caused in December 2007 to a bulldozer belonging to the 7NG company. Some villagers from Dey Krahorn threw stones at the machine when it was driven on to their land, for fear that it would be used to demolish their homes. Chan Vichet was charged with participating and inciting the violence despite evidence from multiple eyewitnesses that he in fact tried to calm the situation and told villagers not to use violence in any manner.

229. On 16 February 2009, the Phnom Penh Municipal Court announced its verdict on the trial. According to oral reports, the court convicted the three community representatives to one year and a half each of suspended prison sentences under court surveillance for five years. Chan Vicheth and one of the other representatives were jointly sentenced to pay 800,000 riels (USD 200) to the company for destruction of property, while all three representatives were ordered to jointly pay up to 1.2 million riels (USD 300) to compensate medical fees for injuries endured during the incident.

230. Chan Vichet was also summoned to the same court and interviewed on 17 February by an investigating judge on another criminal case against him, alleging forgery and defamation. This case relates to the same charges that were originally filed against Chan Vichet and other villagers in 2005. However, the case against them was closed when another investigating judge decided to drop the charges. Without any new evidence being presented or new investigation being done, the prosecutor filed the same charges again in 2008.

231. Concerns were expressed that charges against the above-mentioned community representatives of Dey Krahorn, similar to those made against many other human rights defenders across the country, were not based on solid evidence but were rather used to intimidate human rights defenders and community activists defending land and housing rights.

Response from the Government

232. In a letter dated 27 May 2009, the Government responded to the urgent appeal, informing that the verdict No. 82C dated 5 November 2008 issued by the relevant Court is based on the legal evidence that Mr. Chan Vichet, Mr. Ly You Leng and Mr. Khiev Bonthoeun have been convicted of committing acts of injuries and damaging the properties of other people, in accordance with the law in Cambodia (art. 41-52 of the Transitional Penal Code adopted during the UNTAC period). There was also the accusation that Mr. Vichet has committed forgery and defamation as regard to the related case No. 1728 issued on 5 September 2008, which is being under the investigation by the Municipal Court. The City Hall (the Phnom Penh Municipality) has not made any ban or prohibition of the meetings or assemblies in which the people can exercise their rights of speech, provided that those acts of gathering or relevant actions shall not be in breach of the rights and the honour of others (including custom, social, order and national security) as stipulated in article 41 of the Cambodian Constitution. It should also be noted that over the past, meetings or assemblies organized by the communities to exercise their rights to freedom of expression have been permitted and protected by the City Hall authorities.

Letter of allegations

233. On 3 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government regarding the upheld conviction of Mr. **Thach Saveth**, also known as Mr. **Chan Sopheak**, for the murder of Mr. Ros Sovannareth, a Steering Committee member of the Free Trade Union of Workers of the Kingdom of Cambodia (FTUWKC) and the union's representative at the Trinuggal Komara factory in Phnom Penh. Mr. Ros Sovannareth was shot dead by two men on a motorbike in Phnom Penh on 7 May 2004. His murder came less than four months after the virtually identical murder of Mr. Chea Vichea, the FTUWKC's national president. The mission of the FTUWKC is to protect the legitimate rights and interests of workers and staff members. FTUWKC, in accordance with the regulations of the labour and other relevant laws of the Kingdom of Cambodia, actively safeguards workers' political rights, their right to work and their cultural rights; participates in coordinating labor relations and makes efforts to promote the economic development and a long-term social stability of the country.

234. According to the information received, on 18 February 2009, the Court of Appeal upheld the Phnom Penh Municipal Court conviction of Mr. Sopheak in February 2005 in which he was found guilty of the murder of Mr. Sovannareth and sentenced to 15 year's imprisonment. On 11 February 2009, an appeal hearing on Mr. Sopheak's case took place which lasted less than an hour. One of the witnesses of the assassination of Mr. Sovannareth was present in court in order to testify, at the request of the defence lawyer. However, presiding Judge Um Sarith refused to give him the floor, and preferred to rely upon written statements of witnesses, that were gathered by the police. According to reports received, there were a number of irregularities with the hearing, including the fact that again the prosecution witness statements were read out and there was no cross-examination.

235. At the original trial in 2005, the conviction of Mr Chan Sopheak by the Municipal Court was based on prosecution witnesses who did not appear in court, and therefore could not be cross-examined by defence lawyers. Defence witnesses who provided alibi testimonies, acknowledging the fact that Mr. Chan Sopheak was travelling between Anlong Veng and Siem Reap on the day of Mr. Ros Sovannareth's murder, were ignored. Mr. Chan Sopheak was convicted on the basis of written statements, prepared by the police, by four eyewitnesses to Mr Ros Sovannareth's murder who allegedly identified him. None of these witnesses were interviewed by the court prosecutor or investigating judge who examined the case. The witnesses' written statements contained a glaring inconsistency: some of the witnesses reportedly said that Sopheak resembled the gunman, while others said he looked like the shooter's accomplice, his motorcycle driver.

236. It is worth noting the similarities of the case of Mr. Sopheak and the case of Messrs. Born Samnang and Sok Sam Oeun, who were unjustly convicted of killing Mr. Chea Vichea, FTUWKC National President. The latter were finally released on bail on 31 December 2008 upon a ruling of the Cambodian Supreme Court. The Supreme Court acknowledged the lack of evidence against them and the need for further investigation. Mr Chan Sopheak was arrested by the same Toul Kork district police as Messrs. Born Samnang and Sok Sam Oeun, led by deputy chief Hun Song, who arrested Born Samnang and Sok Sam Oeun. Mr Hun Song was reportedly involved in the framing of the two men for Chea Vichea's murder, including by allegedly forcing

an initial confession to the killing by Born Samnang. More recently, in 2006, Mr Hun Song was fired from his position after being accused of ordering the execution of a robbery suspect.

237. Concern was expressed for Mr. Chan Sopheak's right to a fair trial. In this regard, the mandate-holders recalled the findings of the ILO's Committee on Freedom of Association, which stated in its 351st report that Chan Sopheak "was sentenced to 15 years in prison for the murder of Mr. Ros Sovannareth, in a trial lasting one hour that was characterized by breaches of procedural rules and the absence of full guarantees of due process of law" (para. 251). The Committee deplored "the fact that Mr. Thach Saveth has been sentenced to prison for the murder of Mr. Ros Sovannareth, in a trial closely mirroring that of Born Samnang and Sok Sam Oeun in that it had been characterized by the absence of full guarantees of due process. In these circumstances, the Committee must once again stress the importance of ensuring full respect for the right to freedom and security of person and freedom from arbitrary arrest and detention, as well as the right to a fair trial by an independent and impartial tribunal" (para. 252).

Urgent appeal

238. On 26 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government received regarding Mr. Kong Sam Onn, lawyer of Ms. Mu Sochua.

239. According to the information received, on 24 April 2009, Ms. Mu Sochua, an opposition member representing Kampot Province for the Sam Rainsy Party in the National Assembly, alleging criminal defamation filed a law suit against Prime Minister Hun Sen before the Phnom Penh Municipal Court. She claimed that a speech the Prime Minister had given on 4 April, in which he had referred to a woman from Kampot behaving in a "provocative way", who "lunged towards a man to kiss him, so much so that the buttons [of her blouse] popped out", had been directed at her. Allegedly, the speech used the term "strong legs" to describe the woman, an offensive derogatory term in Khmer. Earlier, on 23 April, Ms. Mu Sochua and her lawyer, Mr. Kong Sam Onn, held a press conference to explain the legal case against the Prime Minister, during which Ms. Mu Sochua stated her intention to file a suit, and where her lawyer provided information on the legal grounds for bringing the action in court.

240. On 24 April 2009, the Prime Minister, represented by his lawyer, Mr. Ky Tech, filed a counter-complaint before the same court in Phnom Penh. He alleged that both the politician and her lawyer, had defamed him during the press conference. The Prime Minister is seeking ten million riels (2,500 USD) in compensation from each of the concerned persons. Mr. Kong Sam Onn was summoned to appear before an investigating judge for questioning with regard to the Prime Minister's counter-complaint on 7 May 2009.

241. The Prime Minister's lawyer, Mr. Ky Tech, who is a former President of the Bar Association, also lodged a complaint against Mr. Kong Sam Onn before the Bar Council, for an alleged breach of the lawyers' code of conduct in accordance with the Law on the Bar. The current President of the Bar has formed an ad-hoc committee to investigate the allegations. This committee has summoned the concerned lawyer to answer questions at the Bar on Monday, 25 May 2009. It will then report back to the Bar President who will subsequently refer the matter to the Bar Council to decide on any disciplinary action.

242. There is serious concern that Mr. Kong Sam Onn will be excluded from the Cambodian Bar Association as a result of providing legal advice to Ms. Mu Sochua and representing her in public. Mr. Kong Sam Onn has represented the Sam Rainsy Party over many years, having acted for both Mr. Sam Rainsy and Mr. Dam Sith in previous legal cases. This is, however, the first time he himself has been threatened with disciplinary and legal action for discharging his functions. Both the legal case and the disciplinary investigation are likely to have a chilling effect on the legal profession, particularly in cases involving high-ranking politicians.

243. Concern was expressed that the proceedings taken against Ms. Mu Sochua's lawyer might constitute acts of harassment and intimidation in order to prevent the lawyer from providing legal advice to her and representing her in public.

Urgent appeal

244. On 26 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Representative on the situation of human rights in Cambodia, sent an urgent appeal to the Government regarding **recent instances of defamation and disinformation lawsuits** filed mostly against journalists, opposition members of parliament, lawyers and other persons expressing their views in a peaceful manner on matters of public interest.

245. According to information received, on 8 June 2009, Mr. Soung Sophorn, a 22-year old law student and local leader of the SRP youth wing was charged, arrested and sentenced with US \$1,250 for defamation after he wrote slogans criticising the government on the walls of his private house. It has been reported that he belongs to one of the hundreds of families embattled with the Shukaku company and Phnom Penh Municipality to defend their rights to their lands and housing in the disputed Boeng Kak lake case where 4,000 families are under threat of eviction.

246. On 22 June 2009, the National Assembly voted to lift the parliamentary immunity of Mr. Ho Vann, a member of the opposition Sam Rainsy Party (SRP). Mr. Ho Vann is facing charges of defamation following a complaint lodged against him on 27 April by 22 Royal Cambodian Air Force (RCAF) military officers, who were allegedly offended by a comment Mr. Ho Vann made in relation to post-graduate degrees given to RCAF officials by a Vietnamese military institution. Mr. Ho Vann had allegedly questioned the authenticity of those degrees in an interview given on 20 April to reporters. The Municipal Court of Phnom Penh began an initial hearing of his case on 17 July 2009, when in addition to Mr. Ho Vann, Mr. Neou Vannarin, a reporter from the Cambodia Daily who covered comments allegedly made by Ho Vann in an article, also faced charges of defamation.

247. On 26 June 2009, a Phnom Penh court sentenced Mr. Hang Chakra, editor-in-chief of the newspaper Khmer Machas Srok (Khmer Landowner), one of the only two remaining opposition affiliated newspapers, to one year in prison on charges of disinformation after the newspaper published articles concerning alleged corruption in the office of the Deputy Prime Minister Sok An.

248. On 5 July 2009, a lawsuit was filed against Mr. Dam Sith, editor-in-chief of Moneaksekar Khmer newspaper, by Mr. Long Dara, a government lawyer, for publishing articles between February and May 2009 which included stories about civil servants and the removal of former RCAF Commander-in-Chief Mr. Ke Kim Yan. Mr. Dam Sith has reportedly been accused of using false information, and has closed the newspaper on 10 July 2009 allegedly to avoid criminal prosecution. At the same time, Mr. Dam Sith defected to the ruling Cambodian People's Party.

249. On 14 July 2009, Mr. Moeun Sonn, president of the Khmer Civilization Foundation, a nonprofit organisation, was sentenced in absentia to two years in prison on charges of disinformation after he raised concerns that a new lighting system in the Angkor Wat temple complex could damage the site.

250. Concern was expressed that the recent increase in the number of defamation and disinformation lawsuits filed mostly against politicians, journalists and other persons expressing their views in a peaceful manner on matters of public interest might represent an attempt to stifle freedom of expression in Cambodia. Without prejudging the outcomes of the trials of Ms. Mu Sochua and Mr. Ho Vann, further concern was expressed that should they be convicted of disinformation rather than defamation, they might permanently lose their seats in the National Assembly, which would undermine the rule of law and democracy in Cambodia.

Response from the Government

251. In a letter dated 15 September 2009, the Government responded to the communication, informing that Cambodia is a multi-party pluralistic society, where democracy and human rights are fully guaranteed by its 1993 Constitution. The Cambodian Constitution recognizes the individual rights, freedom of expression and other fundamental rights. Since 1993, Cambodia's state of democracy and the overall human rights situation have continuously been observed in a significant progress. At present, Cambodia has thousands of civil society organizations, as well as free press and trade unions which have been operating in the country. Out of that number, Cambodia has at least eleven foreign human rights organizations, including the National Democratic Institute (NDI) and the International Republican Institute (IRI), which are working mainly on human rights-related issues. Cambodia has also the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the regular visits of the United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Cambodia. Moreover, with regard to freedom of the press, Cambodia has almost 600 newspapers, journals and magazines, 40 radio stations, and seven television channels. If this is not enough, the people of Cambodia also have unobstructed access to all kinds of foreign media, such as the Voice of America and Radio Free Asia, Cable News Network, just to name a few. Local media supporting or leaning to the opposition party are allowed to have a complete freedom to publish and flourish it in the country. Some of the media have been critical of the Government on a daily basis. The people of Cambodia, therefore, enjoy largely freedom of the press and freedom of expression in the country.

252. With respect to the recent courts verdicts on defamations and disinformation, it is the Court's view that they are delivered in compliance with the law established by the United Nations Transitional Authority in Cambodia (UNTAC), as provided for in art. 61 on "Incitement to Discrimination", art. 62 on "Disinformation", and art. 63 on "Defamation and Libel". The sentences delivered by the Court are aimed at protecting the individual rights, as well as the

security and stability of the country. Like any other democratic country in the world, Cambodia cannot let the proliferation of voluntary public defamation and disinformation to create social disorder, which is detrimental to the well-being of the society and the dignity of all citizens. In a democratic society, freedom of expression shall be exercised with responsibilities. Therefore, the rule of law is fundamental, particularly in ensuring that people's dignity and honour are well respected and protected. Freedom of expression is not absolute and it should not allow one person to defame another person. It also does not permit a campaign of disinformation to take place repeatedly. In the face of this growing defamation and disinformation campaign to smear the reputation of the leaders, the Royal Government of Cambodia has the right to resort to justice and due process of law, such as in the cases of Ms. Mu Sochua's defamation against Prime Minister Samdech Hum Sen and Hang Chakra's engagement in the campaign of disinformation. The recent verdicts by the Cambodian Court on both cases are carried out in compliance with the existing laws in relation to those offences. The prevailing laws and regulations concerning defamation and disinformation exist worldwide, particularly in developed countries, in order to protect and guarantee the rights and honour of everyone alike. Therefore, democracy, respect for human rights and freedom of expression must be in compliance with the rule of law. The Government, on its part, is aware of the democratic process in the country, including the practice of freedom of expression that it has strived for with greater tolerance. All of the facts mentioned above clearly demonstrate that Cambodia has and, remains to, full commitments to the promotion and protection of human rights and respects for other fundamental freedoms in the country.

Observations

253. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 3 April 2009, 26 May 2009, 21 July 2008, 2 August 2008, 31 July 2007, 19 July 2007, 7 July 2007, 12 March 2007, 1 December 2006, 13 July 2006, 26 June 2006, 24 May 2006, 28 February 2006, 6 January 2006, 8 October 2005, 1 June 2005 and 30 June 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

254. She urges the Government to make every effort to ensure a safe environment conducive to the work of all defenders in the country.

Cameroon

Lettre d'allégations

255. Le 7 janvier 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement concernant la situation de M. **Bernard Njionga**, président, M. **Isaac Difakoué**, vice-président et MM. **Nono Théophile et Mowha Franklin**, membres de l'Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs (ACDIC). L'ACDIC est un

mouvement citoyen qui défend les droits des citoyens au Cameroun. M. Njionga est aussi Directeur du Journal 'La Voix du Paysan' et l'ex président de SOS Faim Belgique. Selon les informations reçues :

256. Le 10 décembre 2008, vers 6h00, MM. Njionga, Théophile et Franklin auraient été arrêtés à Yaoundé. L'ACDIC avait prévu d'organiser une manifestation pacifique devant le Ministère de l'Agriculture à Yaoundé, le jour du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, afin de protester contre la corruption alléguée au sein du gouvernement. Quand les premiers membres de l'ACDIC se seraient rassemblés dans les bureaux de l'organisation, un groupe de policiers serait arrivés et aurait bloqué l'entrée des bureaux alors que plusieurs autres membres étaient en train d'arriver. Une heure plus tard, la police anti-émeute du Groupe Mobile d'Intervention (GMI), serait arrivée sur les lieux. Alors que la tension commençait à monter entre la police et les membres de l'ACDIC, la police aurait demandé à tous les membres qui se trouvaient à l'intérieur des bureaux de l'ACDIC de sortir, et elle aurait demandé à parler à M. Njongang.

257. Par ailleurs, alors que certains manifestants auraient tentés de rester dans les bureaux, la police aurait agressée certains d'entre eux. MM. Théophile et Franklin auraient été sévèrement passés à tabac et leur état aurait nécessité une assistance médicale et des points de suture. Il est allégué que MM. Théophile et Franklin auraient été violentés au moment où ils entraient dans le véhicule de police pour être interrogés. La police aurait saisi dans les bureaux de l'ACDIC du matériel destiné à la manifestation.

258. Neuf manifestants, parmi lesquels les membres de l'ACDIC cités ci-dessus, auraient été arrêtés et conduits au poste de police central n°1. Ils auraient tous été libérés dans la soirée du 11 décembre et auraient reçu l'ordre de comparaître devant le tribunal dans la matinée du 12 décembre. Suite à cette comparution, tous les défenseurs auraient été libérés, mais les charges pour « manifestation illégale » seraient toujours pendantes. Ils seraient sommés de comparaître à nouveau le 31 janvier 2009.

259. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'arrestation de M. Njionga ainsi que le passage à tabac de MM. Théophile et Franklin soient liés à leurs actions légitimes en faveur des droits de l'homme au Cameroun.

Observations

260. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 7 janvier 2009, du 14 octobre 2008 et du 28 avril 2008. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

261. Par ailleurs, la Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par les condamnations à deux ans de prison avec sursis et 26500 CFA d'amende de MM. Njionga, Difakoué, Théophile et Franklin et rappelle au Gouvernement que l'article 5 dispose qu' « afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement

ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international : a) De se réunir et de se rassembler pacifiquement ; b) De former des organisations, associations ou groupes non-gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ; c) De communiquer avec des organisations non-gouvernementales ou intergouvernementales ».

Chad

Appel urgent

262. Le 17 novembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de MM. **Michel Barka**, président de l'Union syndicale du Tchad (UST), et **Massalabaye Ténébaye**, président de la Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH).

263. Selon les informations reçues, le 13 octobre 2009, M. Barka aurait été suivi par plusieurs voitures banalisées et une moto. Le motard aurait brandi une arme en direction de M. Barka avant que ce dernier ne prenne la fuite. Les 13 et 14 octobre 2009, M. Ténébaye aurait été suivi jusqu'à son domicile.

264. Le 20 octobre 2009, le ministre tchadien de l'Intérieur et de la sécurité publique, les directeurs de la Police Nationale, de la Sécurité Publique et des Renseignements Généraux auraient reçu M. Ténébaye et lui auraient assuré qu'une enquête serait ouverte sur les faits susmentionnés. Ils auraient également assuré que des mesures seraient prises pour assurer sa sécurité ainsi que celle de M. Barka. Cependant, selon plusieurs sources, aucune enquête n'aurait été diligentée à ce jour et les dispositifs de sécurité qui avaient été mis en place par les autorités auraient été rapidement retirés.

265. Il est allégué que ces incidents seraient liés aux visites de MM. Barka et Ténébaye à Paris et à Bruxelles en février 2009 en qualité de délégués du Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation (CSAPR). Au cours de cette visite, ils auraient informé les autorités françaises et l'Union européenne de la situation sécuritaire au Tchad, ainsi que de l'absence de mise en œuvre des recommandations de la Commission d'Enquête sur les événements survenus en République du Tchad du 28 janvier au 8 février 2008 et leurs conséquences.

266. Des craintes ont été exprimées quant au fait que ces incidents soient liés aux activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme de MM. Barka et Ténébaye. Des craintes ont également été exprimées quant à leur intégrité physique et psychologique.

Observations

267. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la présente communication, ainsi qu'à toutes celles envoyées depuis 2003, soit en date du 21 janvier 2008, 14 février 2008, 29 février 2008, 5 août 2008, 9 février 2007, 2 mai 2006, 6 juillet 2005, 27 juillet 2004, 1er mars 2004 et 3 décembre 2003. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin

de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

Chile

Llamamiento urgente

268. El 9 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el hostigamiento y la intimidación contra el Sr. **Francisco Vera Millaquén**, werken (vocero) de la Comunidad Mapuche Huilliche "Pepiukelen", los Sres. **Cristian Andrés Espinoza Guerrero, Paulo Andrés Rojas Ramírez, Pedro Alejandro Guerrero Guerrero, Alejandro Esteban Triviño Guerrero, Francisco Alejandro Mancilla Barrientos, Jaime Miguel Bustamante Ojeda, Ricardo Alfonso Casas Mayorga**, dirigentes sociales de Puerto Montt, el Sr. **Jaime Facundo Mendoza Collio**, miembro de la Comunidad Mapuche Requem Pillan, el Sr. **Juan Carlos Curinao**, lonko de la Comunidad Mapuche Huañaco Millao, y los Sres y Sras. **Marcela Curipan, Rayen Queipul Paillaleo, Evelyn Fierro, Ema Catrillanca, Daniela Vira, Rodrigo Millanao, Jorge Ñancuqueo, Víctor Montoya, Nicolás Manque, Kevin Rubilar, Carlos Vidal, Álvaro Queipul, Javier Parra y Alexis Lican**, estudiantes de la Comunidad Mapuche de Temucuicui en la IX región.

269. Según las informaciones recibidas, el 13 de agosto de 2009, agentes de la policía habrían allanado las casas de los Sres. Espinoza Guerrero, Rojas Ramírez, Guerrero Guerrero, Triviño Guerrero, Mancilla Barrientos, Bustamante Ojeda, Casas Mayorga y Espinoza Zapatel sin presentar ninguna orden de algún tribunal o fiscal.

270. Sólo en un caso el Fiscal habría dado una orden verbal para que el allanamiento se llevara a cabo. En todos los demás casos se les habría forzado firmar una declaración aceptando voluntariamente el allanamiento.

271. La policía habría confiscado computadores, dispositivos de almacenamiento masivo USB, discos compactos, DVD, teléfonos celulares, documentos y libros.

272. El 14 de mayo, el Sr. Vera Millaquén habría sido informado que la policía buscaba al Sr. Hernán Espinoza Zapatel y que después lo buscarían a él en relación con el supuesto atentado incendiario en las oficinas de SalmonChile del 4 de mayo de 2009.

273. En la noche del 14 de mayo de 2009, un hombre desconocido habría seguido al Sr. Vera Millaquén subiéndose al mismo autobús en el que él viajaba a Valdivia y desde allí a Paillaco. Cuando llegó a su destino, el Sr. Vera Millaquén se habría dado cuenta que le habrían robado su teléfono celular.

274. Asimismo, el 8 de mayo de 2009, mientras que se dirigía a Temuco para acudir a una reunión, su maletín también habría sido robado. El auxiliar del autobús le habría informado que una persona que había subido al autobús en Loncoche, aproximadamente a una hora de Temuco,

se habría cambiado a distintos asientos hasta quedar cerca del Sr. Vera Millaquén, quien iba dormido.

275. Además, el Sr. Vera Millaquén habría sido informado que su cuenta de correo electrónico habría sido intervenida y se teme que su teléfono y los de sus familiares también habrían sido interceptados.

276. A principios de agosto, agentes de la policía del Retén de Pargua habrían llegado a su casa preguntando que era lo que iban a celebrar los Mapuches el 9 de agosto de 2009. Mientras uno de los agentes hablaba con uno de los hermanos del Sr. Vera Millaquén, un segundo habría realizado una llamada telefónica diciendo que el Sr. Vera Millaquén no se encontraba en casa. Cabe mencionar que el 9 de agosto es la fecha del cumpleaños de la sobrina del Sr. Vera Millaquén y la familia estaba organizando una fiesta para celebrarlo. Supuestamente, la familia solo habría hablado acerca del tema por teléfono y prácticamente en clave.

277. Se cree que todos estos actos de hostigamiento e intimidación anteriormente mencionados están relacionados con el incendio en las oficinas del SalmonChile el 4 de mayo de 2009. Dos días después del incidente, varios periódicos habrían publicado la historia sobre el incendio implicando a miembros de la Comunidad Mapuche como posibles responsables del incendio.

278. En un caso separado, el 30 de julio de 2009, un grupo de aproximadamente 80 estudiantes mapuches se habrían manifestado en el Liceo Alonso de Ercilla contra la militarización en sus comunidades.

279. Aproximadamente a las 12:30 horas de la tarde, agentes de la policía de la prefectura de Malleco habrían intervenido violentamente, deteniendo a 16 estudiantes, incluyendo a los Sres. y Sras. Curipan, Queipul Paillaleo, Fierro, Catrillanca, Vira, Millanao, Ñancuqueo, Montoya, Manque, Rubilar, Vidal, Queipul, Parra y Lican.

280. Asimismo, el 7 de julio de 2009, el Sr. Mendoza Collio habría sido asesinado por elementos de la policía chilena de Carabineros mientras participaba en una recuperación de tierras que supuestamente ancestralmente le pertenecían a su comunidad en el Fundo “San Sebastián” en la Comunidad de Ercilla. Varios otros miembros de la Comunidad Mapuche habrían sido heridos durante el incidente, entre ellos el Sr. Curinao.

281. Se expresó temor que los hostigamientos e intimidaciones contra miembros de la Comunidad Mapuche y dirigentes sociales de Puerto Montt podrían estar relacionados con las actividades que realizan en defensa de los derechos humanos.

Respuesta del Gobierno

282. En una carta fechada el 23 de octubre de 2009 el Gobierno respondió a la comunicación.

283. En relación con los allanamientos a domicilios el 13 de agosto de 2009, el Ministerio Público de Chile informó que “no existen investigaciones penales a su respecto que coincidan con los hechos mencionados ni la fecha de ocurrencia de los mismo”.

284. Igual en relación con los actos de hostigamientos e intimidaciones contra el Sr. Vera Millaquén, el Ministerio Público de Chile señaló que “no ha denunciado ningún hecho constitutivo de delito que permita al Ministerio Público investigar su eventual ocurrencia y partícipes”.

285. En relación con la detención de 16 estudiantes mapuches el Ministerio Público informó lo siguiente; con fecha 30 de julio de 2009, alrededor de las 9 horas, fueron detenidos 16 jóvenes en el Liceo Alonso de Ercilla y Zúñiga de la localidad de Ercilla, provincia de Malleco, Novena región de la Araucanía. 11 de los 16 jóvenes detenidos son menores de edad, y 14 de ellos son estudiantes. A los jóvenes se les imputó el haber ocupado ilegalmente dependencias del Liceo, obstruyendo además el tránsito de vehículos; lanzar objetos contundentes a la policía u colocar carteles alusivos al conflicto mapuche, como ‘libertad a los presos políticos’, ‘solución a nuestros problemas’ y otros, todo lo cual fue calificado por el fiscal como desórdenes públicos y daños, delitos contemplados en los artículos 289 y 487 del Código Penal, respectivamente. Los detenidos señalan no haber tenido participación en esta movilización.

286. Al día siguiente se realizó una audiencia para verificar la legalidad de la detención y formalizar la investigación contra los jóvenes. En dicha audiencia, el defensor Ricardo Cáceres Setlen, de la Defensoría Penal Mapuche, pudo constatar que los jóvenes habían sido agredidos, consistentes en hematomas y otras lesiones. Se alegó la ilegalidad de la detención por la falta de antecedentes que establecieran la efectiva participación de los jóvenes en los desórdenes, los apremios sufridos y la falta de información de sus derechos. En base a lo anterior, y aunque no accedió a invalidar la detención, el juez dispuso enviar los antecedentes de dicha detención a la fiscalía militar de Angol, para que se inicie una investigación por eventuales delitos contemplados en el Código de Justicia Militar; pidió a carabineros de Collipulli que diera cuenta si se le informó a los detenidos sobre sus derechos; y al hospital de Collipulli, que constatare las lesiones de los detenidos. Los jóvenes fueron sometidos a medidas cautelares de prohibición de participar en actividades públicas, arraigo regional y, para los adolescentes, sujeción aun Programe de re-inserción social dependiente del Servicios Nacional de Menores, SENAME. No obstante, los adolescentes imputados siempre alegaron que ellos fueron meros observadores de estos acontecimientos ocurridos frente a su establecimiento educacional.

287. Se informó que con fecha 27 de agosto de 2009, el juez aprobó que el procedimiento se suspendiera a favor de 14 de los 16 jóvenes, imponiéndoles las siguientes condiciones: Prohibición de participar en actos públicos, sujeción a un programa de SENAME, tener trabajo o estudios, por un año. El 30 de septiembre se realizó un juicio en procedimiento simplificado en el que se condenó a uno de los imputados a 61 días de presidio menor en grado mínimo, concediéndole el beneficio de remisión condicional de la pena.”

288. En relación con la muerte del Sr. Mendoza Collío, se informó que luego de la muerte del comunero Jaime Mendoza Collío, perteneciente al Comunidad Requén Pillan, al interior del Fundo San Sebastián en Angol, ocurrida el 12 de agosto de 2009, se identificó como responsable del disparo, al Cabo Primero, José Miguel Jara Muñoz, perteneciente al Grupo de Operaciones Policiales Especiales (GOPE) de Santiago, quien quedó recluido por orden de la Fiscalía Militar.

289. Asimismo, se informó que, el 18 de agosto de 2009, el Cabo José Jara fue cometido a Proceso por el Delito de Violencia Innecesaria con Resultado de Muerte y permaneció en Prisión

Preventiva al interior de la Comisaría de Angol con libre plática. El Tribunal también discutió la solicitud de libertad del uniformado, que fue rechazado.

290. Según la carta, ante una nueva petición interpuesta el 8 de septiembre de 2009, el Tribunal resolvió la libertad bajo fianza del cabo José Jara.

291. Actualmente, el Cabo José Jara se encuentra en libertad y se mantiene procesado por la muerte de Mendoza Collio, a la espera de las diligencias que determine el Fiscal Militar, bajo secreto de sumario en la investigación. Por lo tanto, no se tiene conocimiento de las actividades futuras de la Justicia Militar.

292. En relación con el incendio en las oficinas de SalmonChile, se informó que el incendio fue intencional y que el 5 de mayo el Ministerio del Interior presentó una querrela contra quienes resulten responsables por el delito incendio en Instituto Tecnológico del Salmón (Intesal).

293. Hasta el momento las investigaciones que encabeza el Fiscal Sergio Coronado Rocha se ha encaminado por una parte, a las pericias técnicas que demuestran la intencionalidad del incendio encontrando en los escombros restos de una mochila que contendría el material incendiario y por otra, se están realizando las pericias en relación al correo electrónico desde donde se envió el mensaje que se atribuía la autoría del incendio.

294. En el marco de la referida investigación, el 13 de agosto de 2009, se informó lo siguiente: se efectuó entrada y registro voluntario en los domicilios de los Sres. Hernan Espinoza Zapatel, Ricardo Casa Mayorga, Jaime Bustamante Ojeda, Alejandro Triviño Guerrero, Cristian Espinoza Guerrero, Pedro Guerrero Guerrero, Francisco Mancilla Barrientos y en la casa en calle Huasco sin número, Población Vista Hermosa, Puerto Montt, realizándose con pleno respeto a las normas que regulan el procedimiento de entrada y registro en lugares cerrados, con consentimiento expreso de los encargados o propietarios de los inmuebles, lo cual consta de las respectivas actas firmadas. Asimismo, por los mismos encargados o propietarios, se hizo entrega voluntaria de una serie de dispositivos de almacenamiento de información. En el caso del Sr. Ricardo Casas Mayorga, se informó que no hizo entrega voluntaria de algunos elementos así que se solicitó y se obtuvo la correspondiente autorización de incautación del juez de garantía de turno.

295. Asimismo, se informó que fueron incautados diversos dispositivos electrónicos y computaciones para luego ser revisados como parte de la investigación.

296. Finalmente, se informó que las siguientes personas han sido formalizadas por el atentado contra SalmónChile y serán investigadas en un plazo de 4 meses para dilucidar su participación intelectual y/o material en el atentado: Hernán Espinoza Zapatel, Ricardo Casa Mayorga, Jaime Bustamante Ojeda, Alejandro Triviño Guerrero, Pedro Guerrero Guerrero, Francisco Mancilla Barrientos, Paulo Rojas Ramírez y Cristian Espinoza Guerrero.

Observaciones

297. La Relatora Especial agradece la información proporcionada por el Gobierno de Chile en relación con la comunicación enviada. No obstante, la Relatora Especial expresa preocupación por la integridad física y psicológica de los defensores cuyo trabajo está enfocado en los

derechos de los pueblos indígenas. La Relatora Especial insta al Gobierno a realizar todos los esfuerzos para asegurar un ambiente seguro de modo que los defensores de los derechos humanos puedan realizar su trabajo.

China

Urgent appeal

298. On 24 December 2008, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of Mr. **Xiaobo Liu**, Chinese citizen, age 53, resident of Haidian District, Beijing, is a Beijing-based writer, intellectual and human rights activist; and currently the editor of the online journal Democratic China, the former president of the independent Chinese PEN.

299. On 8 December 2008, Mr. Liu was taken away from his home by the Local police and the National Security police (guobao) from Beijing Municipal Public Security Bureau (PSB). According to the detention warrant presented by the police at the time of arrest, he was to be detained on suspicion of “inciting subversion of state power”.

300. The police authorities have not informed his family about his detention, nor the type of detention, nor the reasons for the detention. It is alleged that the police authorities told Mr. Liu’s wife that his detention ‘was a very high level decision’, and that the police authorities can provide no further information regarding the detention.

301. In the past, Mr. Liu was detained several times: in 1989, he was jailed for 18 months for participating in the student democracy movement; in 1995, he was de facto detained under ruanjin, (or “soft detention” regime, a form of residential surveillance) for 8 months in a Beijing suburb for issuing a public petition; in 1996, he was sent to three years of Re-education through Labor (RTL). Since 1999, Mr. Liu has been under residential surveillance.

302. Mr. Liu’s arrest came a day before the issuance of Charter 08, a public appeal calling for reforms that promote democracy and human rights in the People’s Republic of China. Mr. Liu is one of the 303 Chinese citizens who signed this petition. It is alleged that Mr. Liu is detained for signing the petition, and also suspected of organizing the signature of the petition.

303. Concern is expressed that the arrest and detention of Mr. Liu may be related to his non-violent exercise of his right to freedom of opinion and expression in the course of his activities in defence of human rights. Further concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Liu while in detention.

Response from the Government

304. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 13 February 2009 had not been translated.

Urgent appeal

305. On 14 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning Mr. **Wang Debang**, a human rights activist from Beijing. According to the information received:

306. On 10 January 2009 Mr. Wang Debang was summoned by over twenty policemen to the Beijing Municipal Public Security Bureau. The police searched his home and confiscated his computer and other personal items.

307. Mr. Wang was interrogated for about six hours about his alleged involvement in drafting the forthcoming Report on the situation of human rights defenders in China (2008) for the NGO Chinese Human Rights Defenders (CHRD). He was also questioned about his involvement in Charter 08, a document signed by over 300 prominent Chinese intellectuals and human rights activists to promote political reform and democratization in China.

308. Concern is expressed that the summoning and interrogation of Mr. Wang, as well as the confiscation of his computer and other personal items may be solely related to his peaceful activities in defence of human rights. Further concern is expressed that these actions may form part of a broader pattern to harass signatories of Charter 08.

Response from the Government

309. On 27 February 2009, the Government responded to the urgent appeal. The Government indicated that Wang Debang, real name Wang Zhijing, is an ethnic Han male born on 4 October 1965 and originally from Guilin, Guangxi. On 10 January 2009 he was issued a subpoena by the Beijing public security authorities, in accordance with the law, for investigation on suspicion of having engaged in illegal activities. To date the public security authorities have taken no coercive measures in respect of him.

Urgent appeal

310. On 12 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal concerning Mr. **Gao Zhisheng**, a human rights lawyer. Mr. Zhisheng was the subject of several communications sent on 28 September 2007, 1 December 2006, 30 November 2006, 21 December 2005 and 25 November 2005. According to the information received:

311. Mr. Gao Zhisheng was taken away from his home in Shaanxi Province by more than 10 security agents on 4 February 2009. He had previously been taken into custody on or shortly after 19 January 2009 and held incommunicado at an unknown location. He is considered to be at high risk of torture and other ill-treatment in light of the harsh treatment he received while in detention in 2006 and 2007. His current whereabouts are unknown.

312. Mr. Gao Zhisheng had been previously detained on 22 September 2007 and held incommunicado for six weeks. During this time, he was allegedly stripped and beaten by a group of police officers in civilian clothes. He was also beaten, given electric shocks to his genitals and had cigarettes held close to his eyes for several hours, leaving him partially blind for a number of days. During his detention in 2006, he was reportedly handcuffed and forced to sit in an iron chair or cross-legged for more than four days at a time, in addition to having bright lights shone in his eyes. In April 2007, Mr. Gao Zhisheng publicized the torture and ill-treatment he had suffered while in custody, which led to an escalation of harassment of his family.

313. Without expressing at this stage an opinion on the facts of the case and on whether the detention of Mr. Gao Zhisheng is arbitrary or not, we would like to appeal to your Excellency's Government to take all necessary measures to guarantee his right not to be deprived arbitrarily of his liberty and to fair proceedings before an independent and impartial tribunal, in accordance with articles 9 and 10 of the Universal Declaration of Human Rights.

314. We should also like to appeal to your Excellency's Government to take all necessary steps to secure the right to freedom of opinion and expression of the above mentioned person, in accordance with fundamental principles as set forth in article 19 of the Universal Declaration of Human Rights

Response from the Government

315. On 1 April 2009, the Government responded to the urgent appeal. The Government indicated that on 15 August 2006, Gao Zhisheng was placed in criminal detention on suspicion of inciting subversion of State power, and on 21 September of that year he was arrested by order of the procuratorial authorities. On 22 December 2006, the Beijing First Intermediate People's Court sentenced Gao, taking into account his meritorious service, to three years' imprisonment with five years' probation, and to one year's deprivation of his political rights. At present he is still in Beijing serving his term of probation.

316. China is a country governed by the rule of law. The public security authorities abide strictly by the law in their handling of cases. While Gao was in criminal detention in 2006, the public security authorities never tortured him. Since 2007, Gao has never been subjected to any coercive measures or held in any covert form of imprisonment by the Chinese Government. The Chinese public security authorities have never received any complaint from Gao or from anyone else.

Urgent appeal

317. On 18 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding Mr. **Lobsang Lhundup**, 38 years old, born in Gemo Village, in Litang County, Ganzi, Tibetan Autonomous Prefecture, Sichuan Province, a monk of Nekhor Monastery; his brother, Mr. **Sonam Tenpa**, 29 years old; Mr. **Jampa Thokmey**, 30 years old; Mr. **Gelek Kunga**, 26 years old; Mr. **Lobsang Tenzin**, 23 years old; Mr. **Lobsang Phendey**, 37 years old; Mr. **Jampa Yonten**, 30 years old; Mr. **Sanggey**, 29 years old; Mr. **Jampa Tsering**, 28 years old; Mr.

Lobsang Wangchuk, 30 years old; Mr. **Lobsang Tashi**, 21 years old; Mr. **Gendun Choephel**, 30 years old; Mr. **Dargye**, 37 years old; Mr. **Gedhun**, 29 years old; Mr. **Jampa**, 40 years old; Mr. **Amdo Gyaltzen**, 41 years old; and Mr. **Damdul**, head of Dekyi village, all of them residing in Litang County. According to the information received:

318. Mr. Lobsang Lhundup was arrested on 15 February 2009 for staging a peaceful solo demonstration at the main market square of Litang town for about 15-20 minutes, chanting slogan such as “Long live the Dalai Lama”, “Independence for Tibet”, “Swift return of the Dalai Lama to Tibet”, or “No Losar celebration this year” (Losar being the New Year celebrated by ethnic Tibetans). He was arrested and detained by officials of the Public Security Bureau (PSB) and People’s Armed Police (PAP) and taken to the Litang PSB Detention Centre for further interrogation.

319. In the morning of 16 February 2009, a group of twenty Tibetans from Litang County was also arrested after staging a similar peaceful protest march at Litang main market square. In addition to the sixteen individuals named above, they include two Tibetans, whose identities are not known, and Yanglo and Dolma, two Tibetan Nomad women from Sako village, who were released on the evening of the same day.

320. Mr. Sonam Tenpa, who led the peaceful protest, was carrying a portrait of the Dalai Lama adorned with a traditional Tibetan scarf, while the group chanted slogans such as “Long Live the Dalai Lama”, “Independence for Tibet”, “Swift return of the Dalai Lama to Tibet” and “No Losar celebration this year”.

321. Eyewitnesses to the scene reported that the members of the group were beaten, manhandled and forcibly loaded into military trucks by PSB and PAP forces. Some of the protesters were badly bruised and injured with blood dripping from their nose, head and arms. Mr. Sonam Tenpa and Mr. Lobsang Tenzin sustained particularly serious injuries from the beatings at the site of the demonstration.

322. Mr. Lobsang Lhundup is currently detained at Litang County PSB Detention Centre, whereas the other detainees are said to be held at Tsagha PSB Detention Centre. However, when the family members of Mr. Gelek Kunga arrived for a visit they could not find him at this detention centre.

323. Concerns are expressed for the physical and mental integrity of the abovementioned individuals, in particular of Mr. Gelek Kunga whose whereabouts are currently unknown. Further concerns are expressed that their arrest and detention might be solely based on their reportedly peaceful exercise of their right to freedom of assembly, opinion, and expression of political beliefs.

Response from the Government

324. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 17 April 2009 had not been translated.

Urgent appeal

325. On 31 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding **Wei Liangyue**, director of the Harbin-based Jiaodian Law Firm and a human rights lawyer, and his wife, **Du Yongjing**. According to the information received, on 28 February 2009, Wei Liangyue and his wife Du Yongjing were arrested by public security officers in the city of Harbin, Heilongjiang Province, while attending a Falun Gong meeting. Subsequently, Wei Liangyue and Du Yongjing were reportedly held in Nangang District Detention Center and in the Harbin City Women's No. 2 Detention Center, respectively.

326. While Wei Liangyue was detained on suspicion of “gathering a crowd to disturb social order” and reportedly received one and a half years of re-education through labour, his wife is suspected of “using heretical organization to obstruct the implementation of the law” and might face criminal prosecution under article 300 of the Criminal Law.

327. Both were reportedly warned by the authorities not to discuss the case publicly and not to hire a lawyer to represent them.

328. During over 20 years of his law practice, Wei Liangyue has provided legal aid to local people facing human rights violations, including Falun Gong practitioners who have been detained for their beliefs.

329. Concern was expressed for the physical and psychological integrity of Wei Liangyue and Du Yongjing while in detention.

Response from the Government

330. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 22 May 2009 had not been translated.

Urgent appeal

331. On 19 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding two lawyers, Mr. **Zhang Kai** and Mr. **Li Chunfu**. According to the information received:

332. Zhang Kai and Li Chunfu were hired by the family of Jiang Xiqing, a Falun Gong practitioner who died in the Chongqing Xishanping Reeducation Center on 28 January 2009. Authorities stated that he died of a heart attack, but the family, suspicious of the cause of death, decided to hire a lawyer for legal support. A first lawyer was hired from Chongqing, but he declined to be retained by the family after having formally inquired with the police. Zhang Kai, from a Beijing Yijia Law Firm, and Li Chunfu, from the Beijing Globe Law Firm, were hired afterwards.

333. On 13 May 2009, they met with their clients at their home in the Jiangjin District, Chongqing, to discuss the case. At around 4 p.m., four policemen went to the home claiming that they were delivering materials from the public security bureau's judicial administrative office. They then started to interrogate the two lawyers and their clients. Subsequently, about 20 more individuals from the state security unit of the Jiangjin District Public Security Bureau and the Jijiang Police Substation also came to the house. When the police asked the two lawyers to show their identity cards, Li Chunfu presented his lawyer's license and Zhang Kai his passport, which were, however, not accepted by the police. Subsequently, the police officers began pulling their hair, twisting their arms and beating them while pinning them on the ground. Afterwards, the two lawyers were handcuffed and taken to the police station.

334. At the police station, Zhang Kai was hung up with handcuffs in an iron cage and Li Chunfu was slapped in the face by a police officer. During their interrogation they were both threatened not to defend any Falun Gong cases. They were released at 12:40 a.m., on 14 May 2009. Their hands were covered with bruises and scars; Zhang Kai's hands were also numb and swollen and Li Chunfu had troubled hearing in one ear. They are currently being examined at the Jiangjin District People's Hospital.

335. We urge your Government to take all necessary measures to guarantee that the rights of the aforementioned persons are respected and that accountability of any person guilty of the alleged violations is ensured.

Response from the Government

336. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 9 June 2009 had not been translated.

Letter of allegations

337. On 2 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a letter of allegations concerning **Jiang Cunde**, sentenced to life in prison in 1987. According to the information received:

338. Jiang Cunde was active in the democracy movement that began in China in December 1986. In late 1986, he was arrested after giving a speech supporting the students at Shanghai's People's Square. He was charged with plotting to hijack an aircraft and sentenced to life in prison for the crime of counterrevolutionary sabotage and related offenses.

339. In early 1993, he received parole on the grounds of mental illness. It is believed that this illness developed while he was in prison, since he would not have been given that sentence if he had been diagnosed as mentally ill at the time of his conviction.

340. After his release, Jiang Cunde returned to his previous activities. In June 1999, he was arrested and returned to Tilanqiao Prison to continue serving his sentence. However, the reasons given for his re-incarceration do not include the cure of his mental illness.

341. In 2004, Jiang Cunde's life sentence was commuted to a fixed term of 20 years. The latest information reportedly provided by the Government in late 2007 indicated that Jiang is

...serving a sentence for “endangering state security” and is due for release in 2024. His conviction in 1986 had been for counterrevolution, and not endangering state security, since it did not exist as a crime at the time. Moreover, hijacking an airplane was not included in the amended criminal law as a crime of endangering state security, but as a crime against public security. Although the crime of counterrevolution was removed from China’s Criminal Law in 1997, Jian Cunde is still serving his prison sentence for this crime.

342. We would also like to draw your Government’s attention to the report of the Special Rapporteur on Torture on his visit to China, where he stated that “...prisoners are still serving sentences for counter-revolution... Most systems provide for the release of prisoners serving sentences for a crime that is removed from the criminal law. Article 15, paragraph 1 of the International Covenant on Civil and Political Rights suggest that, at a minimum, reviews of the prisoners’ sentences should be carried out” (see E/CN.4/2006/6/Add.6, para. 60).

343. We urge your Government to take all necessary measures to guarantee that the rights and freedoms of the aforementioned person are respected and that accountability of any person guilty of the alleged violations is ensured. We also request that your Government adopts effective measures to prevent the recurrence of these acts.

Response from the Government

344. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 22 July 2009 had not been translated.

Urgent appeal

345. On 10 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the rejection of re-registration of several defense lawyers, in particular **Jiang Tianyong, Li Heping, Li Xiongbing, Li Chunfu** and **Wang Yajun** of Globe-Law in Beijing; **Cheng Hai, Tang Jitian**, and **Yang Huiwen** of Anhui Law Firm in Beijing; **Xie Yanyi** and **Li Dunyong** of Gongxin Law Firm in Beijing; **Wen Haibo** and **Liu Wei** of Shunhe Law Firm in Beijing; **Zhang Lihui** of Beijing G&G Law Firm; **Li Jinglin** of Jiurui Law Firm in Beijing; **Wei Liangyue** of Jiaodian Law Firm in Heilongjiang; **Yang Zaixin** of Baijuming Law Firm in Guangxi; and **Sun Wenbing** of Xinde Law Firm in Liaoning.

346. Li Heping, Li Chunfu, Cheng Hai, Tang Jitian and Wei Liangyue have been the subject of previous communications sent on 5 October 2007, 13 March 2008, 7 November 2008, 31 March 2009 and 19 May 2009. The Special Rapporteurs wish to thank the Government of the People's Republic of China for the replies received on 25 February 2008, 24 April 2008, 13 February 2009 and 22 May 2009.

347. On 25 June 2008, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders sent an allegation letter to the Government regarding the Law on Lawyers as amended on 28 October 2007 and the 1996 Ministry of Justice regulations on “Methods for the Management of Lawyers Professional Licenses”. In this connection, the Special Rapporteurs drew the Excellency’s Government attention to concerns related to the legal regime of re-registration of licenses of lawyers and its

application and several new provisions of the amended Law on Lawyers. The Special Rapporteurs regret that no reply has been received so far from the Government to that communication. According to the information received:

348. Jiang Tianyong, Li Heping, Li Xiongbing, Li Chunfu, Wang Yajun, Cheng Hai, Tang Jitian, Yang Huiwen, Xie Yanyi, Li Dunyong, Wen Haibo, Liu Wei, Zhang Lihui, Li Jinglin, Wei Liangyue, Yang Zaixin and Sun Wenbing had applied for the renewal of their lawyers' licenses in the 'Annual Inspection and Registration' procedure, which was concluded on 31 May 2009. The above-mentioned individuals have not been granted re-registration by early June 2009 and thus are in effect disbarred from carrying out their professional functions. As a consequence, they will not be able to proceed in the cases they are currently representing.

349. Most of the aforementioned lawyers have worked on a number of human rights related cases. They represented parents in the melamine milk-powder affair and parents of children killed during the Sichuan earthquake who are pressing for an investigation into the causes of the disproportionately high rate of school collapses. Others have been involved in representing HIV/AIDS patients, victims of police abuses, farmers evicted from their land, and Falun Gong practitioners. In addition, many of those lawyers supported the call for direct elections of representatives of the Lawyers Association.

350. Many law firms have received instructions by their judicial and administrative departments and lawyers associations of their localities to either 'fail' those lawyers in their annual performance evaluation (a pre-requisite for successful re-licensing) who take on sensitive cases or to immediately terminate their contracts.

351. Furthermore, at least three law firms, i.e. Anhui, Gongxin and Shunhe in Beijing, were also denied the approval by local lawyers associations in the 'Annual Inspection and Registration' exercise. This rejection affects at least 30 more lawyers employed by those firms. On 17 February 2009, Beijing's Yitong Law Firm was forced to close for six months. It is alleged that this closure was in retaliation for the advocating of some of the firm's lawyers in the direct election of the representatives of the Lawyers Association.

352. Concern was expressed that the rejection to re-register the above-mentioned lawyers and the law firms is related to their activities in representing victims of alleged human rights violations and their families in their capacity as defense lawyers.

Response from the Government

353. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 21 August 2009 had not been translated.

Urgent appeal

354. On 30 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment,

sent an urgent appeal regarding the detention of Mr. **Huang Qi**. Mr. Huang Qi is the head of the human rights organization Tianwang Human Rights Service and founder of the human rights website 64tianwang. He has also advocated on behalf of parents whose children were killed when their school buildings collapsed in the Sichuan earthquake in May 2008.

355. Mr. Huang Qi was the subject of urgent appeals sent by the then Special Representative on the situation of human rights defenders, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the question of torture on 8 December 2003, and by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders on 18 June 2008. We would like to thank your Excellency's Government for its letter of response dated 7 August 2008. According to new information received:

356. In spite of deteriorating health conditions, Huang Qi has allegedly been denied medical treatment while in detention. Huang Qi suffers from headaches and insomnia, has an irregular heart beat and has reportedly recently discovered four lumps on his chest and abdomen. He has not been permitted access to any medical care.

357. Following a meeting with Huang Qi on 26 May 2009, during which the human rights defender described his health concerns, his lawyer, Mr. Mo Shaping, submitted an application for bail. However, authorities have not yet responded to this request. Huang Qi's family has also been denied visitation rights since he was first arrested and detained on 10 June 2008.

358. On 18 July 2008, Huang Qi was formally charged with "illegal possession of state secrets" having been previously detained for over a month without charge. His detention is believed to be connected to articles posted on his website, 64 tianwang, regarding allegations made that the buildings which collapsed in the Sichuan earthquake in May 2008, and which resulted in the deaths of many children, were structurally faulty.

359. Concern was expressed that the continued detention of Huang Qi, and the refusal to provide him with the necessary medical attention, are related to his work in defence of human rights.

Response from the Government

360. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 17 December 2009 had not been translated.

Urgent appeal

361. On 7 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding Mr **Xu Zhiyong** and Mr **Zhuang Lu**. Mr Xu Zhiyong is the founder of the legal aid and research center Open Constitution Initiative (OCI, also known as Gongmeng in Chinese), law professor at Beijing University of Post and Telecommunications and elected representative of the People's Congress for Haidian District. Mr Zhuang Lu is a staff member of the OCI. The Open Constitution Initiative addressed issues such as the death penalty, the

existence of unofficial “black jails” and represented parents of the victims of a recent tainted milk scandal.

362. Mr. Xu was the subject of an urgent appeal sent by the then Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the then Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the question of torture and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 7 April 2006. According to information received:

363. On 29 July 2009, at approximately 5.00 am, Mr Xu Zhiyong was taken from his home in Beijing by several policemen. Mr Zhuang Lu was also taken from his home at around the same time. Both remain in police detention at an unknown location.

364. On 30 July 2009, the State Administration of Taxation held a hearing about its decision of 14 July 2009 in which it imposed a fine of 1.42 million RMB on OCI for tax evasion. The hearing was reportedly held without the presence of Mr Xu Zhiyong and was closed to the public. The lawyers of Mr Xu Zhiyong and Mr Zhuang Lu attended the hearing.

365. On 17 July 2009, three days after the State Administration of Taxation fined the OCI for tax evasion; the Beijing Municipal Bureau of Civil Affairs declared the OCI illegal and raided its offices.

366. Concern is expressed that the arrest and detention at an unknown location of Mr Xu Zhiyong and Mr Zhuang Lu may be related to their activities in defence of human rights. Further concern is expressed given that the arrest and detention of the above-mentioned persons may form part of a broader pattern of restricting the activities of NGOs and lawyers working on sensitive human rights issues.

Response from the Government

367. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 24 December 2009 had not been translated.

Letter of allegations

368. On 20 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations in relation to the arrest and detention of four writers from Tibet Autonomous Region (TAR), Mr. **Kang Gongque**, Mr. **Gang Ni**, Mr. **Zhuori Cicheng**, and Mr. **Tashi Rabten**. According to information received:

369. On 20 March 2008, Mr. Kang Gongque, editor of the newspaper “Gangsai Meiduo” and founder of the Barkham University newspaper, was arrested in Luomo Temple in Qinghai, after condemning the measures taken against the riots which took place that month. He is now serving a two-year sentence in a prison in Chengdu, Sichuan province.

370. On 17 March 2009, Mr. Gang Ni, a monk who wrote articles entitled “Who are the real separatists?” and “Tibetans, we must recognise the truth about AIDS”, was arrested and has been in prison since then.

371. On 2 April 2009, Mr. Zhuori Cicheng, founder and editor of a literary magazine “Life of Snow”, was jailed for writing articles that allegedly “incited separatism”.

372. On 27 July 2009, Mr. Tashi Rabten, a journalist known by the pen-name “Therang”, was arrested after self-publishing “The Book of Blood”, a collection of 32 articles about the March 2008 riots in TAR. Reports claim that he is being held in a prison in Ruoergai, Sichuan province.

373. The imprisonment of the four writers only became known after it was reported on an online blog on 3 August 2009. The blog, as well as other local blogs which reported on this issue, have been blocked since then.

374. Concern was expressed that the arrest and detention of these four writers, as well as the blocking of the blogs, may represent a direct attempt to prevent independent reporting in the People’s Republic of China, thus stifling freedom of expression in the country. Further concern was expressed that some of the above-mentioned persons have been held without trial in unknown locations.

Response from the Government

375. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 26 October 2009 had not been translated.

Urgent appeal

376. On 12 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal concerning Mrs. **Liang Liwan**, a petitioner from Hangzhou, Zhejiang Province. According to the information received:

377. Mrs. Liang Liwan has been active as a petitioner in relation to forced evictions and demolition. It was reported that, on 22 September 2009, three men and one woman forced their way into her temporary home and attempted to force her to sign an agreement for the demolition of her home, which she refused.

378. The next day, Mrs. Liang Liwan was arrested and detained in police custody in Beijing by officers of the security police and other Government officials based in the city of Hangzhou. On 27 September, she was taken to Hangzhou and detained at two different locations before being transferred to an undisclosed location on 3 October. Her family currently has no information concerning her whereabouts. It is reported that members of the Hangzhou police informed her husband on 23 September only that “we have picked up your wife.”

379. In December 2008, Mrs. Liang Liwan sent to Yves Cabannes, convener of the United Nations Advisory Group on Forced Evictions, information about the impending demolition of her home by the local government. Later that month, her husband sustained serious injuries from beatings by unidentified individuals.

380. In mid-August 2009, at a conference at the School of Public Management of Zhejiang University, Mrs. Liang Liwan, using her own case as an example, spoke about social problems faced by ordinary Chinese citizens. Mr. Cabannes attended the conference, which was organized by the Friedrich-Ebert-Stiftung, a German foundation, the Centre Marc Bloch, a German social sciences research institution, and Zhejiang University. After the conference, Mrs. Liang Liwan invited Mr. Cabannes and others to see the site of her home, which is being requisitioned by the Chinese Government for expansion of the city's East Railway Station. During the tour, the police took Mr. Cabannes and others to the local police substation for questioning. Mrs. Liang Liwan escaped and returned to the outskirts of Beijing to her temporary home, which she was renting while petitioning the Government.

381. In view of her reported detention at an undisclosed location, serious concerns were expressed as regards Ms. Liang Liwan's physical and mental integrity. Further concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Liang Liwan might be related to her reportedly peaceful exercise of her right to freedom of opinion and expression in defence of human rights.

Response from the Government

382. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 12 February 2010 had not been translated.

Urgent appeal

383. On 19 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding Mr. **Guo Quan**, former Nanjing Normal University associate professor and former member of the China Democratic League, one of the eight State-approved political parties. According to the information received:

384. On 16 October 2009, Guo Quan was sentenced to ten years of imprisonment on charges of "subversion of state power" by the Suqian Intermediate People's Court in Jiangsu Province.

385. Between 2007 and 2008, Guo Quan published a large number of articles, including open letters on the Internet addressed to the President of the People's Republic of China, His Excellency Hu Jintao, and to Mr. Wu Bangguo, Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress. The letters addressed social problems in the People's Republic of China such as workers who had been laid off, demobilized military cadres, and peasants who had lost their land. Guo Quan advocated a multi-party, competitively-elected democratic system and nationalization of the military. He also founded the New Democracy Party of China. In late 2007, he was laid off by the Nanjing Normal University from his position as associate professor. Later he was summoned by the police, his house was searched and he was expelled from the China Democratic League.

386. In November 2008, Guo Quan was detained by the Nanjing Public Security Bureau in the Gulou District on suspicion of "subversion of state power". A case was filed on 20 June 2009 with the Suqian Intermediate People's Court, and Guo Quan's trial took place on 7 August 2009. In issuing a decision more than four months after it had accepted the case, the court significantly

exceeded the one-and-a-half month legal time limit stipulated in article 168 of the Criminal Procedure Code for a court to conclude a case.

387. Concerns were expressed that the criminal sentencing of Mr. Guo Quan might solely be related to his reportedly peaceful activities petitioning your Excellency's Government, and might represent an attempt to stifle the right to freedom of opinion and expression in the country.

Response from the Government

388. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 18 January 2010 had not been translated.

Urgent appeal

389. On 11 December 2009, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of **Chen Xi, Shen Youlian, Mo Jiangang, Huang Yanming, Chen Defu, Zhu Zhengyuan, Sha Li, Wu Yuqin, Liao Shuangyuan** and **Zhang Chongfa**, members of the Guizhou Human Rights Forum. Chen Xi is one of the organizers of the Guizhou Human Rights Symposium which annually commemorates the Universal Declaration of Human Rights around the Human Rights Day. According to the information received:

390. On 6 December 2009, Wu Yuqin, Shen Youlian, Mo Jiangang, Huang Yanming, Chen Defu, Zhu Zhengyuan, Sha Li, and Zhang Chongfa, were allegedly prevented to attend the annual Guizhou Human Rights Symposium, which was about to take place on the same day to commemorate the Human Rights Day. They were allegedly stopped by the police on their way to the symposium, searched and their mobile phones seized. It is reported that Wu Yuqin was told by the police that the Guizhou Human Rights Symposium's activities were illegal.

391. On 7 December 2009, Chen Xi was allegedly arrested by the State security police in Guiyang and taken to an unknown location. It is alleged that the police officers were stationed in front of his home. It is reported that Chen Xi was told that he would be released after 10 December 2009.

392. On 14 November 2009, the police reportedly summoned Wu Yuqin and her husband, Liao Shuangyuan, and advice them not to take part in any activities related to the Human Rights Day commemorative activities. Liao Shuangyuan went into hiding after this summons.

393. Concern is expressed that the arrest and detention of Chen Xi, the acts of intimidation against Wu Yuqin, Shen Youlian, Mo Jiangang, Huang Yanming, Chen Defu, Zhu Zhengyuan, Sha Li, and Zhang Chongfa and the summons of Wu Yuqin and Liao Shuangyuan might be directly related to their work in defense of human rights. Given the fact that the whereabouts of Chen Xi are unknown, further concern is expressed about his physical and psychological integrity.

Response from the Government

394. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 5 January 2009 had not been translated.

Observations

395. The Special Rapporteur thanks the Government of China for responding to most of her communications but regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to her communication of 12 October 2009.

396. Notwithstanding the releases of Mrs. Liang Liwan in October 2009 and Chen Xi in December 2009, the Special Rapporteur urges the Government to transmit to her all relevant information regarding any investigation or prosecution in relation to these cases. The Special Rapporteur also urges the Government to transmit all relevant information concerning the case of Mr. Guo Quan and notably how his activities, in particular the publishing of his articles, amount to a threat to the national security.

Colombia

Llamamiento urgente

397. El 29 de diciembre de 2008, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Edwin Legarda**, esposo de la Sra. Aida Quilcué Vivas, Consejera Mayor del Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC).

398. La Sra. Aida Quilcué Vivas también ha tenido un papel importante en la Minga Nacional de Resistencia Indígena y Popular, una jornada de unidad comunitaria, social y popular convocada por la Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) para defender la vida y los derechos territoriales, políticos, ambientales y alimentarios de las poblaciones indígenas. En octubre de 2008, las autoridades colombianas, incluyendo al Presidente, supuestamente justificaron la represión de esta Minga por parte de las Fuerzas Armadas de Colombia.

399. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 16 de diciembre de 2008, a primeras horas de la mañana, entre las localidades de Inzá y Totoró, Departamento de Cauca, soldados del Batallón “José Hilario López” de la tercera división del Ejército habrían llevado a cabo un ataque armado contra el Sr. Edwin Legarda.

400. La víctima conducía una camioneta de la Consejería del CRIC con vidrios semipolarizados que se había asignado a su esposa, la Sra. Aida Quilcué Vivas.

401. En total 17 balas, disparadas desde varios ángulos, habrían llegado al vehículo. El Sr. Edwin Legarda se habría muerto unas horas después en un hospital.

402. Al momento del ataque el Sr. Edwin Legarda se dirigía a recoger a la Sra. Aida Quilcué Vivas, quien regresaba de Ginebra, Suiza, donde había asistido como representante del CRIC y delegada de la Organización Indígena de Colombia (ONIC) al Examen Periódico Universal (EPU) de Colombia en las Naciones Unidas.

403. Ante el EPU la Sra. Aida Quilcué Vivas habría denunciado las violaciones de derechos humanos de las cuales los pueblos indígenas son víctima, incluyendo supuestas ejecuciones extrajudiciales por parte de las fuerzas de seguridad.

404. Se expresó preocupación de que el asesinato del Sr. Edwin Legarda podría estar vinculado con las actividades de la Sra. Aida Quilcué Vivas en la defensa de los derechos humanos, en particular los derechos indígenas. Considerando que el vehículo conducido por el Sr. Edwin Legarda tenía vidrios semipolarizados y no se podía comprobar quién lo conducía, se expresó temor que el ataque podría haber sido dirigido contra la Sra. Aida Quilcué Vivas. Así se expresó gran preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Aida Quilcué Vivas.

Respuesta del Gobierno

405. En dos cartas fechadas el 16 de marzo de 2009 y el 23 de marzo de 2009, el Gobierno respondió al llamamiento urgente. Según la información recibida del Gobierno, las alegaciones presentadas en el llamamiento urgente fueron exactas.

406. Se informó que el Sr. Presidente de la República de Colombia ha señalado las más profundas condolencias a la Sra. Aida Quilcué, a toda su familia, al CRIC y a toda la comunidad indígena.

407. Se expresó el gran interés del Estado en que los hechos que rodearon la muerte del Sr. Legarda sean esclarecidos lo más pronto posible y se informó que las autoridades judiciales se encuentran adelantando las investigaciones pertinentes, con total independencia y transparencia.

408. Se señaló que la misma mañana de los hechos, el Ministro de la Defensa y compañía pidieron una investigación a la Procuraduría, a la Fiscalía y al delegado de la Alta Comisionada para los Derechos Humanos, que preside la Delegación en Colombia. En este sentido, la Fiscalía 41 Delegada ante la Unidad de Derechos Humanos y DIH asumió la investigación por la muerte del Sr. Legarda. En desarrollo de esta investigación, el 16 de diciembre de 2008 la Seccional Policía Judicial (SIJIN) de Popayán proporcionó más de 40 pruebas documentales con diversos estudios técnicos y entrevistas y el 22 de diciembre de 2008, en el municipio de Totoró, la Policía Judicial elaboró un programa metodológico y se allegaron varios documentos obtenidos por la Procuraduría Provincial de Popayán, así como el informe pericial de necropsia del Sr. Legarda y una diligencia de inspección judicial.

409. Asimismo, se informó que una Comisión del Cuerpo Técnico de Investigación (CTI) de Popayán se desplazó al sitio donde ocurrieron los hechos con el propósito de recolectar la evidencia física correspondiente. Esta Comisión observó que el sitio no se encontraba acordonada y habían varias personas en el sector.

410. Se señaló también que se recibieron informes del investigador de campo, entre ellos, un informe del laboratorio de toxicología.

411. Por otro lado la Procuraduría Provincial de Popayán abrió una indagación preliminar. El 17 de diciembre de 2008, visitó las instalaciones del Batallón José Hilarío López y se le solicitó al Comandante de mencionado Batallón copia de la orden de operaciones. Posteriormente, se

recibieron las versiones libres de los 34 soldados que al parecer habrían participado en los hechos que presuntamente ocasionaron la muerte del Sr. Legarda.

412. Se informó que, el día 2 de febrero de 2009, la Procuraduría Provincial de Popayán recibió la declaración bajo la gravedad de juramento de la persona que se encontraba con la víctima el día de los hechos y de la Sra. Quilqué. A la fecha se encontraban a la espera de información solicitada al Batallón, así como de recibir otros testimonios que serían necesarios para adelantar la investigación disciplinaria.

413. Asimismo, se informó que las autoridades han fortalecido la protección de la Sra. Aida Quilqué y su familia.

El esquema de protección de la Sra. Quilqué está compuesto por:

- Un vehículo blindado
- Dos unidades de escolta pertenecientes a la guardia indígena
- Dos medios de comunicación Avantel asignados a las dos unidades de escolta
- Un celular y un Avantel asignados a la señora Aida Quilqué.

El esquema de protección de la hija de la Sra. Aida Quilqué está compuesto por:

- Un vehículo blindado.
- Una escolta perteneciente a la guardia. Indígena
- Un Avantel asignado a la escolta.
- Un Avantel asignado a la hija de la Sra. Aida Quilqué.

En otra carta fechada el 23 de marzo de 2009, se proporcionó la declaración detallada de los hechos y especificación del reporte e involucrados.

Llamamiento urgente

414. El 27 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamiento contra el Sr. **Yuri Neira**, miembro del Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado (MÓVICE) y coordinador de actividades del Salmón Cultural, un centro de encuentro para jóvenes donde se desarrollan varias actividades culturales como muestras de cine, talleres de danza, pintura, conciertos privados, actividades académicas y reuniones de análisis y estudio político.

415. El Sr. Yuri Neira es padre de Nicolás Neira, fallecido a consecuencia de los golpes propinados por la policía anti-disturbios el 1 de mayo de 2005. Según los informes, desde el asesinato de su hijo, el Sr. Yuri Neira ha venido realizando denuncias de la represión policial e impunidad, tanto dentro de sus actividades en el marco de la sección de Bogotá del MOVICE, como en su trabajo continuo con jóvenes en el centro “El Salmón Cultural”. Debido a sus actividades, ha sufrido cuatro intentos de asesinatos y ha sido igualmente objeto de arrestos arbitrarios, continuos seguimientos, amenazas y señalamientos.

416. Según las informaciones recibidas, el 16 de enero de 2009 por la tarde unos agentes del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) habrían procedido al allanamiento del inmueble en el cual se encuentra la sede del centro social “El Salmón Cultural” en Bogotá, en el que colabora el Sr. Yuri Neira.

417. El dispositivo del DAS habría contado con 25 personas fuertemente armadas y alrededor de ocho vehículos, entre los cuales se encontraba un carro anti-explosivos.

418. En el momento en que los efectivos del DAS habrían intentado entrar en el edificio, éste se habría encontrado sin ocupantes. Las puertas del primer piso, las rejas de la entrada y la puerta que da lugar a la escalera habría mostrados claros signos de haber sido forzadas.

419. Hacia las 16h00, habría llegado el arrendatario del segundo piso, donde se ubica “El Salmón Cultural”. El Sr. Yuri Neira habría afirmado que el allanamiento en curso sólo podía llevarse a cabo en presencia de un funcionario de la Defensoría del Pueblo. Esta persona llegaría hacia las 16h30 y diez minutos más tarde, se presentaría también un representante del programa de Derechos Humanos del Senado de la República.

420. Hacia las 17h20, se habría personado en el lugar la Fiscal 304 delegada ante el DAS, la cual no habría permitido la presencia de los abogados de la defensa durante el proceso de allanamiento. Por otra parte, la orden de allanamiento, que carecía de autorización por un juez de garantías, se basaba en supuestos informes de inteligencia del DAS.

421. En el marco de la inspección, un funcionario del DAS habría tomado varias fotografías de las instalaciones así como de las personas presentes en el lugar. Hacia las 21h30, los agentes del DAS se habrían retirados, sin haber podido encontrar algún indicio de delito.

422. Además, el 17 de enero de 2009, hacia las 20h30, dos hombres se habrían presentados en el centro “El Salmón Cultural” preguntando por el Sr. Yuri Neira. Cuando éste habría afirmado que no se encontraba en el lugar, uno de los hombres habría afirmado “éste es, dele, dele”. Luego uno de los hombres habría cogido al Sr. Yuri Neira del brazo mientras el otro le habría repetido “hágale, hágale”. Al llegar varias personas al lugar, se habría conseguido cerrar la puerta, con lo cual los dos agresores se habrían quedados fuera del local. A los cinco minutos, y tras haber intentado entrar en vano por la fuerza, éstos habrían abandonados el lugar.

423. Se expresó temor que el allanamiento del local del centro “El Salmón Cultural” así como la agresión sufrida por el Sr. Yuri Neira podrían estar relacionados con sus actividades de defensa de los derechos humanos. En visto de lo aquí resumida se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Yuri Neira.

Llamamiento urgente

424. El 28 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra **Asesoría y Servicios Legales para Refugiados (ASELER)**.

425. ASELER es una organización no gubernamental ubicada en Quito, que brinda asesoría y servicios legales a demandantes de asilo y a ciudadanos colombianos refugiados en Ecuador.

426. Según las informaciones recibidas, el 15 de enero de 2009, aproximadamente a las 20:30, dos personas y sus familias - miembros de la Asociación de Personas en Condición de Refugio en el Ecuador (ASOREC), que proporcionaban alojamiento a un cliente de ASELER - habrían hallado una carta de amenaza en la entrada de su casa, en la que se les habría declarado como objetivos militares. Dicha misiva habría sido firmada por el Comando Central de las Águilas Negras de Colombia en Rearme (Águilas Negras), un grupo armados ilegales surgidos del proceso de desmovilización de organizaciones paramilitares.

427. El día anterior, el 14 de enero de 2009, la ASOREC habría recibido otra carta de amenaza firmada por el mismo grupo armado. Esta carta habría expresado la intención de acabar con la vida de cuatro personas, incluyendo a un cliente de ASELER y su familia. Asimismo, habría declarado como objetivos militares a todos los grupos de derechos humanos, defensores de derechos humanos y organizaciones sociales que puedan dificultar la labor de las “Fuerzas Militares.” Además, otras organizaciones que proporcionan apoyo a las cuatro personas mencionadas, también habrían sido enumeradas como objetivos militares.

428. ASELER habría presentado una denuncia por intimidación en el Ministerio Público de Ecuador por las amenazas que recibió su cliente el día miércoles 14 de enero (denuncia 09-01-14129). También se habrían solicitado medidas cautelares a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de su cliente.

429. Luego de la segunda amenaza recibida por los dirigentes de ASOREC, se habría realizado una nueva denuncia el martes 20 de enero y se habría pedido una ampliación a las medidas cautelares presentas ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos para los dirigentes de ASOREC y el personal de ASELER.

430. El 9 de enero de 2009, aproximadamente a las 12:45 habría sido entregada en las oficinas de ASELER una carta que el portero del edificio habría encontrado sobre su escritorio. La carta, que habría sido firmada por el Secretariado del Estado Mayor Central de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Ejército del Pueblo (FARC-EP) habría contenida una lista de 11 refugiados colombianos en Ecuador, cinco de los cuales habrían sido clientes de ASELER, señalándolos como objetivos militares. La carta también habría solicitado la colaboración de camaradas con el fin de tomar represalias contra varias organizaciones (en total 5 organizaciones), todas ellas vinculadas a algunas de las personas enumeradas como objetivos militares en la misma carta. En rojo, en la parte superior de la carta, se habría podido leer “GRUPO DE BUSQUEDA Y LIMPIEZA FARC-EP Guerrilla Urbana” y el fondo de la carta habría consistido en la silueta del mapa de Colombia sobre la que se habría encontrado el texto “FARC-EP” sobre la imagen de un libro abierto y dos fusiles cruzados.

431. El mismo día, ASELER habría presentado una denuncia por intimidación ante el Ministerio Público (trámite número 09-01-09075). También se habrían solicitado medidas cautelares a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de las personas enumeradas en la carta como objetivos militares.

432. Se expresó temor que las amenazas contra ASELER, así como contra las personas y organizaciones mencionadas, podrían estar motivadas por su trabajo legítimo de defensa de los derechos humanos, específicamente por el apoyo que se da a refugiados en el Ecuador. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los miembros de ASELER.

Llamamiento urgente

433. El 9 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra la Sra. **Lina Paola Malagón Díaz**, abogada de la Comisión Colombiana de Juristas (CCJ) y otro miembro de la CCJ. La Sra. Lina Paola Malagón Díaz adelanta actividades sobre la impunidad en casos de violaciones cometidas contra las y los sindicalistas en Colombia.

434. El trabajo de la CCJ está orientado a contribuir al desarrollo del derecho internacional de los derechos humanos y del derecho internacional humanitario de conformidad con los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas, y a la plena vigencia del Estado social y democrático de derecho en Colombia.

435. La CCJ ya fue objeto de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, quien envió una carta el 3 de septiembre de 2008 referente a la intimidación sufrida por tres de sus miembros en el curso de su trabajo.

436. Según la información recibida, el 2 de marzo de 2009, a las 12h21, habría sido recibido un fax en el que se declara como objetivo militar a la Sra. Lina Paola Malagón Díaz, abogada de la Comisión Colombiana de Juristas. En el texto de la amenaza, también se habría mencionado a otro miembro de la CCJ, quien habría debido salir del país a finales de 2008, por haber sido víctima de persecución y amenazas por parte del mismo grupo paramilitar, que se autodenomina “Bloque Capital de las Águilas Negras AUC”.

437. En febrero de 2009, Sra. Lina Paola Malagón Díaz realizó un informe sobre la impunidad existente en los crímenes que se cometen en Colombia contra las y los sindicalistas por sus actividades de defensa de los derechos laborales. Este informe habría sido un insumo importante para la audiencia que se llevó a cabo el 12 de febrero de 2009 en el Congreso estadounidense, que fue convocada por el representante George Miller, Presidente de la Comisión de Educación y Trabajo de la Cámara de Representantes de Estados Unidos, y cuyo propósito fue examinar la situación de los derechos de los trabajadores en Colombia y la violencia antisindical.

438. El trabajo realizado por la CCJ para dicha audiencia se habría coordinado con el Director de la Escuela Nacional Sindical (ENS) el Sr. José Luciano Sanín Vásquez, quien habría participado en el espacio convocado por el Representante a la Cámara de los Estados Unidos George Miller. Esta participación habría generado la reacción del Presidente de la República Álvaro Uribe Vélez, quien habría señalado a los participantes en la reunión como personas que distorsionan la verdad, motivadas por “el odio político”.

439. Se expresó temor que la amenaza en contra de la Sra. Lina Paola Malagón Díaz y la CCJ podría estar relacionada con el trabajo de la CCJ de proteger los derechos sindicales.

Llamamiento urgente

440. El 20 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los procesos judiciales en contra del sacerdote **Javier Giraldo**, el abogado **Elkin Ramírez Jaramillo**, y el Sr. **Miguel Ángel Afanador**.

441. El Padre Javier Giraldo es defensor de derechos humanos y miembro del el Centro de Investigación y Educación Popular (CINEP), el abogado Elkin Ramírez Jaramillo es el director de la Corporación Jurídica Libertad y el Sr. Miguel Ángel Afanador, fue Defensor del Pueblo en la región de Urabá, Antioquia.

442. El CINEP es una organización no gubernamental, creada por la Compañía de Jesús en el año de 1962, comprometida con la transformación social, económica y política de Colombia desde los sectores excluidos, considerando que los mismos son agentes importantes en la construcción de una nueva sociedad y que su participación en las decisiones fundamentales que les conciernen se constituye en una garantía para producir un impacto de cambio en la sociedad colombiana.

443. Desde su fundación en 1993, la Corporación Jurídica Libertad viene desarrollando, entre otras, actividades como representación legal a las víctimas de crímenes de lesa humanidad en busca de verdad, justicia y reparación; presentación de demandas ante los organismos internacionales de protección de los derechos humanos; defensa penal de personas sindicadas de pertenecer a grupos insurgentes, así como de líderes sociales y comunitarios vinculados judicialmente por o con ocasión de sus actividades políticas o en razón de su opinión, y la elaboración de informes e investigaciones para divulgar la situación de los derechos humanos.

444. Según la información recibida, el 13 de febrero de 2009, la Fiscalía 216 seccional de la ciudad de Bogotá habría ordenado reabrir la investigación y vincular mediante indagatoria al Padre Javier Giraldo y al abogado Elkin Ramírez por los presuntos delitos de injuria, falsa denuncia y calumnia, en razón de varias denuncias instauradas por el Coronel Néstor Iván Duque López, antiguo Comandante del Batallón “Bejarano Muñoz” de la Brigada XVII, en la región de Urabá.

445. Las denuncias del Coronel Duque López se habrían basado en que el 22 de febrero de 2005, un día después de ocurrida la masacre de San José de Apartadó, hechos en los que según las alegaciones recibidas, se habría demostrado la participación de miembros de la Brigada XVII del Ejército Nacional junto con paramilitares, el Padre Javier Giraldo habría denunciado estos hechos y a sus responsables ante los medios de comunicación. Posteriormente, el 18 y 25 de mayo del mismo año, el Padre Javier Giraldo habría denunciado los mismos hechos ante la Comisión Segunda de la Cámara de Representantes.

446. Asimismo, el 12 de marzo de 2004 el Sacerdote Javier Giraldo, el abogado Elkin Ramírez y el Sr. Miguel Ángel Afanador, habrían denunciado ante las autoridades políticas del país y ante organismos nacionales e internacionales de derechos humanos graves irregularidades cometidas por personal perteneciente al Batallón de Ingenieros “Carlos Bejarano Muñoz”, de la Brigada XVII del Ejército, con sede en Carepa, Antioquia, cuyo comandante era el Coronel Néstor Iván Duque López.

447. La información relacionada con tales hechos habría sido también presentada ante la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH), instancia que dispuso medidas especiales de protección en favor de la Comunidad de Paz de San José de Apartadó, lo que originó que en septiembre de 2005, el Coronel Duque López formulara otra denuncia contra el Padre Javier Giraldo, el abogado Elkin Ramírez Jaramillo y el Sr. Miguel Ángel Afanador por los delitos de injuria, calumnia y falsa denuncia. Dicha denuncia habría conllevado el inicio de una investigación preliminar, resuelta en primera instancia con inhibición y archivo de las diligencias.

448. Dicha decisión inhibitoria habría sido revocada por la segunda instancia (la Fiscalía 216 Seccional de Bogotá), en virtud de un recurso de apelación interpuesto por el representante legal del Coronel Duque López. Asimismo habría ordenado la reapertura formal de la investigación y la vinculación del Padre Javier Giraldo y del abogado Elkin Ramírez Jaramillo mediante indagatoria.

449. Según las informaciones recibidas, esta diligencia, que debería comenzar durante el mes de marzo de 2009, conllevaba el riesgo de que el derecho a la libertad individual de los mencionados defensores de derechos humanos pueda verse afectado por el hecho de haber actuado en el marco de su trabajo y por haber presentado una solicitud legítima ante el Sistema Interamericano de protección de los Derechos Humanos.

450. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Padre Javier Giraldo, el abogado Elkin Ramírez Jaramillo y el Sr. Miguel Ángel Afanador. Se expresó temor que el hostigamiento contra dichos defensores, en particular en virtud de los procesos judiciales existentes contra ellos, podría estar relacionado con su trabajo legítimo en defensa de los derechos humanos en Colombia.

Llamamiento urgente

451. El 24 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Álvaro Miguel Rivera Linares Rivera**, defensor de los derechos de la población Lesbianas, Gay, Bisexuales y/o Transgeneristas (LGBT) en la ciudad de Santiago de Cali, Valle del Cauca, Colombia.

452. El Sr. Álvaro Miguel Rivera hizo parte de diferentes organizaciones y proyectos que promueven los derechos de la población LGBT, como la Red Colombiana de Personas Viviendo con VIH 'RECOLVIH', de la cual fue uno de los gestores, y la cual trabaja en gran medida en defensa de los derechos de las personas que conviven con el virus del VIH/SIDA. Según las informaciones el Sr. Rivera Linares también fue gestor del Colectivo Tinku, apoyó los procesos

de formación de la Confluencia de Organizaciones “Líderes y Líderezas del Sector LGBT” y fue gestor de la Tercera Marcha del Orgullo LGBT en Cali “Katari 2008”.

453. Según la información recibida, el 6 de marzo de 2009, el Sr. Álvaro Miguel Rivera Linares, habría sido hallado muerto en su apartamento, maniatado, amordazado y con golpes en varias partes del cuerpo y en la cabeza.

454. En razón de su trabajo, el Sr. Rivera Linares habría sido amenazado en varias ocasiones anteriores. En el año 2001, el Sr. Rivera Linares habría sido amenazado por su trabajo y se habría visto obligado a desplazarse forzosamente tras haber denunciado la práctica de exámenes forzados de VIH/SIDA por parte de la guerrilla.

455. El homicidio del Sr. Álvaro Miguel Rivera, se habría sumado a las cerca de 60 muertes por prejuicio contra el género ocurridas entre 2006 y 2007 en Colombia, así como al homicidio de otro defensor de derechos humanos de la población LGBT, el Sr. Fredys Pineda quien habría sido asesinado en Apartadó (Departamento de Antioquia) en febrero de 2008.

456. La muerte del Sr. Álvaro Miguel Rivera habría ocurrido en un momento en el que se habría denunciado la violencia generalizada contra la población LGBT en Cali, entre la cual se habría contado abusos por parte de la Policía y detenciones arbitrarias, especialmente contra la población travestis en ejercicio de la prostitución.

457. El 1 de febrero de 2009 habría sido asesinada en su peluquería en Cali la estilista transgeneristas Sharon Perea, y al día siguiente habría muerto la Sra. Susana (Alejandro Gómez Fajardo) en el Barrio Granada por un disparo de arma de fuego. También el 1 de febrero de 2009 habría sido asesinada en Pereira, Risaralda, la trabajadora sexual la Sra. Ariadna Paniagua.

458. Varias mujeres transgeneristas, en particular trabajadoras sexuales, habrían denunciado una “campana” llamada de “prevención” por parte de algunos policías en Santiago de Cali, bajo la cual ellos las habría obligados a llenar un formulario con datos personales, fotos y huella digital. Las que no habrían aceptada esta encuesta habría sido arrestadas y llevadas a una estación de policía y sólo habría sido liberadas al aceptar brindar los datos exigidos.

459. A pesar de la denuncia de esta práctica por parte de la ONG Santamaría Fundación ante las autoridades competentes (Policía Metropolitana de Cali, Defensoría y Personería), varias mujeres transgeneristas habrían seguido siendo hostigadas, arrestadas arbitrariamente, y amenazadas impunemente por los mismos policías al denunciar estos actos. Entre los 30 casos registrados por Santamaría Fundación, está el de Britney Vanessa Cabral, quien habría sido arrestada hacia las 22h00 del 7 de febrero de 2009 en el Barrio Granada y llevada a la Estación de policía La Flora. Esta situación se habría venido denunciando desde hace algunos años por varias organizaciones de defensa de los derechos de esa comunidad y por activistas como el Sr. Álvaro Miguel Rivera. Según las denuncias, habría persistido la inacción de las entidades estatales concernidas frente a esta situación.

460. Se agradeció la nueva legislación colombiana que reconoce los derechos de las uniones homosexuales. Sin embargo se expresó temor que la muerte del Sr. Álvaro Miguel Rivera podría estar relacionada con su trabajo legítimo en defensa de los derechos de la comunidad LGBT. En visto de lo aquí resumida se expresó preocupación por la integridad física y psicológica y la

seguridad de todas las personas de la comunidad LGTB que han sido víctimas de atropellos y/u hostigamientos.

Respuesta del Gobierno

461. En una carta fechada el 19 de junio de 2009, la Misión Permanente de Colombia respondió al llamamiento con información elaborada por la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia. Dicha carta confirmó las alegaciones presentadas en el llamamiento urgente. Según la carta, se inició una investigación y el 18 de marzo de 2009, en asocio con el investigador judicial asignado, se elaboró el programa metodológico en el que se ordenaron algunas pruebas tales como entrevistas en el vecindario, actividad laboral del occiso y otras con el fin de facilitar el esclarecimiento de los hechos.

462. Según la carta, una vez asumida la investigación, se adelantaron las siguientes diligencias: Entrevista recibida por investigador de campo, informe del investigador de laboratorio con la fijación polimétrica del lugar de los hechos y los planos topográficos respectivos, informe con documentación fotográfica.

463. Se ha cumplido la recepción de entrevistas, se allegó el protocolo de la necropsia número 20090101760011000558 suscrito por el médico forense el 7 de abril de 2009, e igualmente se recibió el informe del investigador de campo adscrito al CTI, en el que se adjuntó la documentación fotográfica sobre la escena de los hechos.

464. Se informó que al momento de rendir el informe, no se habrían tomado decisiones de fondo y en el transcurso de la etapa investigativa no se ha contado con agencia especial del Ministerio Público.

465. Asimismo, se informó que los hechos presentados en la comunicación y las presuntas violaciones contra los derechos de las personas transexuales en Cali han sido tratados con especial atención, con el fin de propiciar un escenario de respuesta interinstitucional.

466. Según la carta, en enero de 2009 se convocó una reunión en la que participaron representantes de la Alcaldía de Cali y dos organizaciones LGBT.

467. Se informó que, entre otras decisiones tomadas, la policía metropolitana nombró un oficial de enlace para atender las peticiones de la población LGBT.

468. En relación con el tema de orientación sexual y derechos humanos en general, cabe señalar que, de conformidad con lo previsto en el artículo 13, del Decreto 4530 de 2008, por el cual se modificó la estructura del Ministerio de interior y de justicia, son funciones de la Dirección de Asuntos Indígenas, Minorías y Rom, entre otras las siguientes:

469. “3. Diseñar programas de asistencia técnica. Social y de apoyo a la política para comunidades indígenas. Rom y poblaciones LGTB Lesbianas, gays, transexuales y bisexuales”.

470. “9. Prestar asesoría a las gobernaciones y alcaldías municipales para la debida atención a las comunidades indígenas, al pueblo Rom y a la población LGTB”.

471. Se informó que, en atención a lo anterior, el Gobierno está concertando una cita con el Director de Asuntos indígenas, Minorías y Rom del Ministerio del Interior y de Justicia, con el fin de generar una dinámica de concertación para impulsar políticas públicas sobre la materia, que propicien transformaciones tendientes a superar la violencia ejercida contra esa población.

Llamamiento urgente

472. El 9 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre una vivienda adecuada como elemento integrante del derecho a un nivel de vida adecuado y sobre el derecho de no discriminación a este respecto enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra las señoras **Blanca Irene López** y **Claudia Erazo** y el Sr. **Rigoberto Jiménez**.

473. Blanca Irene López y Claudia Erazo son abogadas de derechos humanos que trabajan para la Corporación Jurídica Yira Castro (CJYC), una organización que defiende los derechos de comunidades campesinas y de las víctimas del desplazamiento forzado. Rigoberto Jiménez es el líder de la Coordinación Nacional de Desplazados.

474. Blanca Irene López y la CJYC ya fueron objeto de una comunicación de la entonces Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de derechos humanos enviada el 4 de diciembre de 2007.

475. Según la información recibida, el 26 de marzo de 2009, la CJYC habría recibido una amenaza de muerte por correo electrónico enviada a Blanca Irene López y Claudia Erazo por el AUC Bloque Capital de las Águilas Negras, una rama del grupo paramilitar autodenominado las Águilas Negras. Este correo electrónico habría sido el octavo de una serie de amenazas idénticas enviadas a la CJYC desde 2007.

476. Asimismo, el 4 de febrero de 2009, habría llegado al correo electrónico de la CJYC y al de la Coordinación Nacional de Desplazados otro mensaje de amenazas de muerte del mismo grupo (Águilas Negras AUC Bloque Capital), dirigido esta vez no sólo contra Blanca Irene López y Claudia Erazo, sino también contra Rigoberto Jiménez.

477. La CJYC habría denunciado estas amenazas y otros incidentes tales como el sabotaje de su página Web y un allanamiento de su sede, en el que se habría sustraído información relacionada con violaciones de los derechos humanos en Colombia. El 6 de marzo de 2009, la CJYC habría enviado una petición pública a la Fiscalía General de la Nación, solicitando información sobre las medidas tomadas en relación con estas amenazas y ataques. Sin embargo, hasta la fecha no se habría recibido ninguna respuesta.

478. Se expresó temor que las amenazas en contra de las abogadas Blanca Irene López y Claudia Erazo, y el Sr. Rigoberto Jiménez podrían estar relacionadas con su trabajo en defensa de las poblaciones desplazadas. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por su integridad física y psicológica.

Llamamiento urgente

479. El 28 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos junto con el Presidente del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la **intimidación sufrida por la Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Colombia (ASFADDES)** debido a su implicación en la denuncia de violaciones de derechos humanos, en particular, sobre las desapariciones forzadas o involuntarias.

480. Acorde a la información recibida, el 5 de abril de 2009, ASFADDES realizaba una actividad de formación y fortalecimiento en el conocimiento del delito de la desaparición forzada en Colombia, dirigido a los familiares asociados en el centro recreacional Tranquilandia, ubicado en el kilómetro 68 de la vía Bogotá – Melgar, en la vereda Chinauta del Municipio de Fusagasuga.

481. Según la información proporcionada, en la madrugada del domingo 5 de abril, hombres vestidos de negro entraron a tres de las cabañas donde se encontraban hospedados familiares de las diferentes seccionales, llevándose los papeles, prendas de vestir, celulares y bolsos de algunos asociados.

482. Acorde a la información recibida, la patrulla de la Policía Nacional que acudió al lugar de los hechos puso en duda lo sucedido y señaló que nunca en la zona se había presentado una situación similar ya que ocurrió cerca de un centro recreativo de la Policía Nacional.

Carta de alegaciones

483. El 15 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato de la Sra. **Ana Isabel Gómez Pérez** líder de un movimiento de víctimas que busca la recuperación de tierras usurpadas por paramilitares.

484. Además de presidir la junta de desplazados, la Sra. Gómez Pérez pertenecía a la junta directiva del Comité de Familiares Víctimas de la Violencia en Córdoba (COMFAVIC), que agrupa a más de 4.000 personas que reclaman reparación en el marco de la Ley de Justicia y Paz.

485. Cabe recordar que la muerte de la Sra. Ana Isabel Pérez es similar al asesinato de la Sra. Yolanda Izquierdo, otra líder de los desplazados que reclamaban la devolución de sus tierras en Valencia, en el sur de Córdoba. La Sra. Izquierdo fue asesinada a tiros por varios sicarios en la puerta de su casa el 31 de enero de 2007. El 16 de febrero 2002, la Representante Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos envió una carta sobre su asesinato y desde entonces no se conoce quiénes fueron los autores del crimen.

486. Según la información recibida, el 14 de abril de 2009, la Sra. Gómez Pérez habría sido atacada en una zona rural de Córdoba cuando viajaba en una motocicleta con su hija, de 16 años, quien habría salido ilesa del ataque.

487. El 1 de abril, durante una reunión de víctimas de los paramilitares y ante delegados de la Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación, la Sra. Gómez Pérez habría denunciado que

ha sido objeto de amenazas por parte de desconocidos que la intimidaban para que desistiera de seguir apoyando a los desplazados que pretenden acceder a la reparación que ofreció el Gobierno a través de la Ley 975. Ese día también habría denunciado la "desidia" del Gobierno para reparar a quienes han tenido que convivir con la pobreza por culpa de la violencia desatada por paramilitares.

488. Hace seis años la Sra. Gómez Pérez habría huido de su parcela en Unguía, departamento de Chocó, a causa de las amenazas del bloque paramilitar 'Élmer Cárdenas'. Desde entonces, se había refugiado en la vereda El Minuto de Dios del municipio de Los Córdoba, donde habría sido asesinada.

489. En visto de lo aquí resumido se expresó temor que la muerte de la Sra. Ana Isabel Gómez Pérez podría estar relacionada con su trabajo legítimo en defensa de los derechos de los campesinos desplazados en Colombia.

Carta de alegaciones

490. El 15 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Edgar Martínez**, miembro de la Federación Agrominera del Sur de Bolívar (FEDEAGROMISBOL). El Sr. Martínez también era Presidente de la Asociación de Integración de Comunidades Agrominera Sur – Sur, ASICASS, delegado de la Junta de Acción comunal de la vereda el Retorno del Municipio de San Pablo; vocero de la Mesa de Integración Social por la transformación social de San Pablo; miembro del equipo coordinador de los proyectos productivos de la Zona Edgar Quiroga de la Federación Agrominera del Sur de Bolívar y vocero de la Comisión de Interlocución del Sur de Bolívar por parte de las comunidades.

491. La FEDEDEAGROMISBOL ya fue objeto de una comunicación de la Representativa Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos que envió una carta el 24 de noviembre de 2006 sobre el asesinato del líder de la organización, el Sr. Alejandra Uribe Chacon por presuntos miembros del Ejército Nacional en el sur de Bolívar.

492. Según la información recibida, el 22 de abril de 2009, entre las 09h00 y las 10h00 el Sr. Martínez habría sido asesinado en el municipio de San Pablo, en el sur del departamento de Bolívar, cuando se habría dirigido en su motocicleta a su vivienda ubicada en la vereda el retorno del mismo municipio. El asesinato se habría producido en un lugar conocido como "El Cuatro", cercano a un retén de la policía nacional, ubicado en la salida del casco urbano de San Pablo, cuando sicarios que le habrían propinado cinco disparos en la cabeza que le habría causado la muerte de forma instantánea.

493. El Sr. Martínez se encontraba desde el 21 de abril de 2009 en el municipio de San Pablo, al no haber podido salir del mismo debido a que la policía nacional se lo habría impedido. Él habría pretendido llegar al corregimiento de Monterrey ante lo cual la policía habría manifestado que le estaba prohibido dirigirse hacia allí porque habrían asesinado a unos policías. Al poco rato, el Sr. Martínez habría intentado salir nuevamente del casco urbano de San Pablo hacia su

vivienda pero en el mismo retén de la policía, se le habría informado que no podía hacerlo porque era muy tarde.

494. Según se informó, la situación de los derechos humanos de las comunidades del sur de Bolívar habría sido denunciada permanentemente. El 18 de marzo de 2009, los grupos paramilitares que operan en el Sur de Bolívar, manifestaron públicamente su presencia armada y accionar en la región del Sur de Bolívar, autodenominándose “Autodefensas Gaitanistas de Colombia”.

495. El 30 de enero de 2009, en el marco de la Mesa de Interlocución del Sur de Bolívar, en la cual se habrían reunidos más de 100 líderes del sur de Bolívar para discutir con delegados del gobierno nacional sobre la problemática del Territorio, y en donde se habrían denunciado el peligro que existía sobre el municipio, al querer implementar una planta de procesamiento de palma aceitera para la producción de Biodiesel, así como la proliferación de este monocultivo y la dedicación de cada vez más área municipal a este cultivo, poniendo en riesgo la diversidad biológica, los recursos hídricos, y la soberanía y seguridad alimentaria de los pobladores del municipio.

496. En visto de lo aquí resumida se expresó temor que el asesinato del Sr. Edgar Martínez podría estar relacionado con su trabajo para los derechos de los campesinos en Colombia. Se expresó temor por la integridad física y psicológica de los otros dirigentes del FEDEAGROMISBOL que según la información recibida corren peligro.

Llamamiento urgente

497. El 29 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente, señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el acto de intimidación en contra de la hija de 12 años de la Sra. **Aída Quilcué Vivas**, Consejera Mayor del Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC).

498. La Sra. Quilcué ha tenido un papel importante en la Minga Nacional de Resistencia Indígena y Popular, la cual constituyó una jornada de unidad comunitaria, social y popular convocada por la Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) para defender la vida y los derechos territoriales, políticos, ambientales y alimentarios de las poblaciones indígenas.

499. La Sra. Aída Quilcué ya había sido objeto de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, quién el 29 de diciembre de 2008 envió una carta sobre el asesinato de su esposo, el Sr. Edwin Legarda.

500. El Sr. Legarda fue asesinado mientras se dirigía a recoger a la Sra. Quilcué quien regresaba de Ginebra, Suiza, donde había asistido como representante del CRIC y delegada de la Organización Indígena de Colombia (ONIC) al Examen Periódico Universal (EPU) de Colombia en las Naciones Unidas. Ante el EPU la Sra. Aída Quilcué Vivas habría denunciado las violaciones de derechos humanos de las cuales los pueblos indígenas son víctimas, incluyendo supuestas ejecuciones extrajudiciales por parte de las fuerzas de seguridad. En abril de 2009, siete miembros de las fuerzas armadas fueron detenidos en relación con el asesinato del Sr. Legarda.

501. La Relatora Especial agradece las respuestas recibidas de parte del Gobierno de su Excelencia el 16 y el 23 de marzo de 2009. La Relatora Especial también expresa su apreciación de la declaración del Gobierno Colombiano durante la décima sesión del Consejo de Derechos Humanos en que el Gobierno condenó el asesinato del Sr. Legarda y garantizó que una investigación sería llevada a cabo por parte de la Fiscalía General y con todo el apoyo del Gobierno. En este contexto la Relatora Especial nota que en abril de 2009, siete miembros de las fuerzas armadas fueron detenidos en relación con el asesinato del Sr. Legarda.

502. Como consecuencia del asesinato del Sr. Legarda, el 14 de enero de 2009 la Corte Interamericana de Derechos Humanos ordenó a las autoridades colombianas la protección de la Sra. Quilcué y de otros 32 miembros del CRIC. Desde entonces, las autoridades colombianas han provisto seguridad a la Sra. Quilcué, sin embargo se han visto hombres vigilándoles y siguiéndoles y se teme que ella y los otros miembros del CRIC aún corran peligro.

503. Según la información recibida, el 14 de mayo del 2009, la hija de la Sra. Quilcué se encontraba frente a su hogar en Clarete, Popayán, en el departamento del Cauca cuando vio un vehículo acercándosele. El coche se aparcó frente a ella y uno de los cuatro hombres, con vestimenta civil, le apuntó con una pistola. El conductor del vehículo le dijo al que se encontraba apuntándole, que escondiera la pistola porque la gente les miraba. Entonces la hija de la Sra. Quilcué corrió hacia su casa para contarle la situación a los miembros de la Guarda Indígena, una organización de voluntarios que ofrece protección a las comunidades indígenas frente a los actores armados. El vehículo se marchó enseguida.

504. En vista de lo aquí resumido se expresó temor por la integridad física y psicológica de la Sra. Quilcué y su familia, así como también la de los miembros de la CRIC. Se expresó preocupación respecto a que el acto de intimidación en contra de la hija menor de la Sra. Quilcué podría estar relacionado con el trabajo de ésta en la protección de los derechos de los indígenas así como la investigación del asesinato de su marido, el Sr. Legarda.

Llamamiento urgente

505. El 23 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas de muerte en contra el Sr. **Federico Sajonero Aguilar** y otros miembros de la **Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS)**.

506. El Sr. Federico Sajonero Aguilar es el fiscal de la Junta Directiva de CREDHOS y el presidente del Sindicato Nacional de la Salud y la Seguridad Social (SINDESS).

507. CREDHOS fue sujeto de tres comunicaciones de la anterior Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos. También fue sujeto de dos comunicaciones enviadas el 27 y el 3 de julio de 2008 por la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, en relación con un anuncio amenazante supuestamente enviado por las Águilas Negras. Hasta la fecha no se ha recibido ninguna respuesta a estas últimas dos comunicaciones.

508. Según la información recibida, el 26 de mayo de 2009, un individuo desconocido habría venido a la puerta de la casa del Sr. Federico Sajonero y habría dicho a las personas presentes: “que ya estaba ordenada la muerte de ese [sic.] y de todos esos[sic.] de Credhos, que ya tenían ubicados los sitios de trabajo y direcciones de residencia de cada uno de ellos, y que sólo estaban esperando el momento oportuno para darles plomo a uno por uno.”

509. Según se informó, varios miembros de Credhos habrían recibido más de nueve amenazas firmadas por grupos armados desde el mes de febrero de 2008. Estas amenazas habrían sido transmitidas en forma de comunicados y panfletos procedentes de las Autodefensas Unidas de Colombia, Águilas Negras, Héroe de Castaño, así como de un grupo paramilitar comandado por alias “Don Mario” y de las autodefensas gaitanistas. Dichos grupos habrían hecho amenazas de muerte directas a todos los dirigentes de Credhos y de otras organizaciones sociales defensoras de derechos humanos en las regiones de Barrancabermeja y del Magdalena Medio.

510. En vista de lo aquí resumido se expresó temor por la integridad física y psicológica del Sr. Federico Sajonero, así como también la de todos los miembros de Credhos. Se expresó preocupación respecto a que esta última amenaza podría estar relacionada con el trabajo de Credhos en la protección de los derechos humanos en las regiones de Barrancabermeja y Magdalena Medio.

Llamamiento urgente

511. El 13 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de intimidación contra la Sra. **Claudia Julieta Duque**.

512. La Sra. Duque es una periodista autónoma y colaboradora de la organización de derechos humanos Equipo Nizkor, una organización que trabaja en defensa de los derechos humanos y en contra de la impunidad en América Latina y el mundo.

513. La Sra. Duque ya ha sido objeto de dos comunicaciones del Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, quienes enviaron una comunicación al Gobierno de su Excelencia el 23 de mayo de 2008 y otra el 23 de septiembre de 2004.

514. De acuerdo con las informaciones recibidas, aproximadamente el 6 de julio de 2009, la Sra. Duque se habría percatado que un vehículo le seguía cuando conducía con su hija de 15 años tanto a la ida como a la vuelta de Unicentro. Cuando su hija bajó del vehículo llegando a Unicentro, el vehículo sospechoso habría perseguido a la menor antes de volver a seguir a la Sra. Duque.

515. El 30 de junio, un hombre no identificado habría llamado a la casa de los padres de la Sra. Duque en Pereira, preguntando por la hija de la Sra. Duque. El hombre habría dicho que era un amigo de la hija y que ella le había proporcionado el número de teléfono. Sin embargo, la hija de la Sra. Duque vive con ella en Bogotá y la menor no tiene el número de teléfono de sus abuelos.

516. Cabe mencionar que la semana anterior la Fiscalía General de la Nación habría empezado a interrogar a oficiales del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) quienes posiblemente habrían estado involucrados en actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Duque desde el año 2001.

517. Asimismo, en febrero de 2009, la Sra. Duque habría presentado un incidente de desacato contra el DAS por no cumplir con una orden de la Corte Constitucional del 23 de octubre de 2008. Según dicha orden, el DAS debería haber entregado a la Sra. Duque todos los informes de inteligencia relativos a la misma, obtenidos de manera ilegal desde 2001.

Respuesta del Gobierno

518. En una carta fechada el 4 de agosto de 2009, la Misión Permanente de Colombia informó que habrían remitido al Vicepresidente de la República y al Ministro de Relaciones Exteriores el llamamiento urgente de la Relatora Especial.

Carta de alegaciones

519. El 30 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos ilegales de vigilancia, incluidas interceptaciones telefónicas, de correos electrónicos y seguimientos sin orden judicial, en contra de varias organizaciones de derechos humanos y sus dirigentes, incluso los presidentes de la **Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo (CCAJAR)** y de la **Comisión Colombiana de Juristas (CCJ)**, el Sr. **Alirio Uribe Muñoz** y **Gustavo Gallón**, respectivamente; así como otras ONGs, entre ellas, **CODHES**, **Redepaz**, **Cáritas Diocesanas**, **Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez**, **Corporación Siempreviva**, **Diakonia Colombia**, **ILSA**, **MINGA** y el **Movimiento Cimarrón**. Asimismo, quisiéramos referirnos a los actos ilegales de vigilancia llevados a cabo respecto de varios jueces, incluyendo magistrados de las Altas Cortes, entre ellos, Jaime Araujo Rentería, Magistrado del Consejo Nacional Electoral y ex Magistrado de la Corte Constitucional, Julio Arturo Beltrán Sierra, ex magistrado auxiliar de la Corte Suprema de Justicia, Rodrigo Escobar Gil, magistrado de la Corte Suprema de Justicia, Clara Inés Vargas, ex magistrada de la Corte Constitucional y Carlos Vicente de Roux Rengifo, ex juez de la Corte Interamericana de Derechos Humanos; así como periodistas, entre ellos, Holman Morris y Daniel Coronell.

520. Según la información recibida, en un artículo publicado el 25 de abril de 2009, la revista *Semana* informó que de acuerdo con la investigación preliminar por parte de la Fiscalía, el Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) habría realizado desde 2004 una operación específica en contra las organizaciones de derechos humanos llamada “Transmilenio.” En esta operación el DAS habría monitorizado las finanzas, movimientos, ubicación, composición del núcleo familiar y medios de transporte de los miembros del Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, en particular el presidente de dicha organización, el Sr. Alirio Uribe Muñoz, así como de otras organizaciones de derechos humanos colombianas, entre ellas, CODHES, Redepaz, Cáritas Diocesanas, Comisión Colombiana de Juristas, en particular su presidente, Sr. Gustavo

Gallón, Colectivo de Abogados Luis Carlos Pérez, Corporación Siempreviva, Diakonia Colombia, ILSA, MINGA y Movimiento Cimarrón.

521. Asimismo, se informó que se habrían realizado acciones similares de inteligencia respecto de varios jueces, incluyendo algunos magistrados y ex magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de la Corte Constitucional, entre ellas, interceptaciones telefónicas e investigaciones de sus movimientos bancarios sin orden judicial. Según las alegaciones recibidas, la Fiscalía habría encontrado investigaciones de inteligencia respecto de varios jueces, entre ellos, Jaime Araujo Rentería, Magistrado del Consejo Nacional Electoral y ex Magistrado de la Corte Constitucional, Julio Arturo Beltrán Sierra, ex magistrado auxiliar de la Corte Suprema de Justicia, Rodrigo Escobar Gil, magistrado de la Corte Suprema de Justicia, Clara Inés Vargas, ex magistrada de la Corte Constitucional y Carlos Vicente de Roux Rengifo, ex juez de la Corte Interamericana de Derechos Humanos.

522. Según las informaciones recibidas, el 28 de mayo de 2009, el Fiscal General de la Nación llamó a indagatoria a cuatro líderes del DAS por su presunta responsabilidad en actos ilegales de vigilancia, incluidos “los delitos de concierto para delinquir, violación ilícita de comunicaciones, utilización ilícita de equipos transmisores o receptores; abuso de autoridad, falsedad ideológica en documento público, destrucción, supresión u ocultamiento de documento público; y fraude procesal en sus actos de vigilancia” en contra de, entre otros, magistrados de las Altas Cortes, periodistas y organizaciones de derechos humanos. Asimismo, recientemente se habría llamado a rendir indagatoria a la ex directora del DAS, María del Pilar Hurtado por los delitos de concierto para delinquir, abuso de autoridad y falsedad en documento.

523. Según se informó, en 2004 el DAS habría creado el primer Grupo Especial de Inteligencia llamado G-3 para realizar “seguimientos a organizaciones o personas de tendencia opositora frente a las políticas gubernamentales, con el fin de restringir o neutralizar sus acciones.” Este grupo habría actuado durante 2004 y 2005. Según el Fiscal General de la Nación, Mario Iguarán Arana, “se encontró que varias personas acordaron y ejecutaron interceptaciones telefónicas, de correos electrónicos y seguimientos sin orden judicial, o utilizándola de manera arbitraria.”

524. Se alegó que durante la semana del 19 al 23 de enero de 2009, gran parte de los documentos públicos del DAS habrían sido destruidos o ocultados por funcionarios del DAS.

525. En vista de lo aquí resumido se expresó temor que los actos ilegales de vigilancia en contra de varias organizaciones de derechos humanos y sus dirigentes, incluido el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo, y en particular el presidente de dicha organización, el Sr. Alirio Uribe Muñoz, así como la Comisión Colombiana de Juristas, y en particular su presidente, Sr. Gustavo Gallón, al igual que las organizaciones de derechos humanos arriba mencionadas; podrían estar relacionados con su trabajo en defensa de derechos humanos en Colombia. Se expresó temor por la integridad física y psicológica de los Sres. Alirio Uribe Muñoz y Gustavo Gallón, así como de los miembros de las organizaciones de defensores de derechos humanos mencionadas y demás personas que estuvieron bajo vigilancia del DAS. Asimismo, se expresó una profunda preocupación por las graves consecuencias que podrían tener estos actos ilegales de vigilancia sobre de la independencia del poder judicial.

Respuesta del Gobierno

526. En tres cartas fechadas 4 de agosto de 2009, 2 de octubre de 2009 y 26 de octubre de 2009, el Gobierno respondió a la carta de alegaciones. En la primera carta se informó que la exactitud de los hechos será determinado por los resultados de las investigaciones penales y disciplinarias que ya fueron iniciadas por las autoridades competentes con fundamento en la denuncia penal presentada por el Dr. Felipe Muñoz, director del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS), luego de que informaciones de prensa dieran a conocer a la opinión pública sobre estas actuaciones.

527. La carta subrayó el hecho de que las presuntas actividades ilegales de inteligencias adelantadas por algunas personas vinculadas al DAS de las que presuntamente fueron víctimas opositores, organizaciones sociales, magistrados, miembros del Gobierno Nacional - entre otros - no hacen parte de una política del Gobierno.

528. Asimismo, se informó que ya existe una investigación penal en curso con el propósito de esclarecer los hechos denunciados, así como para identificar e individualizar a los responsables.

529. Según la carta, en reiteradas oportunidades, las más altas autoridades del Gobierno Nacional han condenado públicamente de la manera más enérgica este tipo de prácticas, manifestando así mismo su mayor interés en el esclarecimiento de los presuntos hecho ilícitos que involucran la responsabilidad de algunas personas vinculadas al DAS.

530. El Ministro del Interior y de Justicia explicó que no solo estaban interceptados los teléfonos de los magistrados, periodistas y congresistas, sino también miembros del alto Gobierno.

531. Asimismo, se informó que, el 21 de febrero de 2009, el DAS expidió una comunicación pública en el que rechazó ese tipo de acción y se informó que nunca se han dado instrucciones para realizar las interceptaciones a las que se refiere la información periodística. Asimismo, se afirmó que hacer interceptaciones sin la debida orden judicial constituye un delito sancionado por la legislación penal colombiana.

532. En el marco de la investigación penal, el Fiscal General de la Nación ha ordenado la práctica de diversas pruebas, tales como el registro de las instalaciones del DAS donde funcionan los equipos de interceptación, entrevistas a funcionarios de las áreas de Inteligencia y Contrainteligencia e inspecciones a los protocolos y a los libros de registros.

533. Se informó que se creó un grupo élite para que se encargara de iniciar el proceso de investigación en torno a las supuestas grabaciones que de manera ilegal se habrían realizado a varias personas de la vida pública. Se designó a dos fiscales delegados ante la Corte Suprema de Justicia y a 10 investigadores del CTI para adelantar las averiguaciones respectivas.

534. Adicionalmente, la Procuraduría General de la Nación ha iniciado la correspondiente investigación disciplinaria, con el propósito de establecer las responsabilidades disciplinarias de los servidores públicos involucrados en estos hechos, e imponer las sanciones a que haya lugar. La Fiscalía informó que se ordenaron entrevistas con funcionarios de las áreas de inteligencia y

contrainteligencia para establecer posibles responsabilidades, y aseguró que se les ofrecerán todos los beneficios a quienes colaboren para esclarecer el caso.

535. Cabe añadir que el Director General del DAS ha tomado la iniciativa para implementar diversas medidas administrativas, dentro de las cuales se destaca las renunciaciones aceptadas de los subdirectores de Análisis y de Operaciones, que hacen parte de la Dirección General de Inteligencia; traslados y rotaciones internas de persona, así como cambios en la estructura organizacional del DAS. De igual manera, el Director General ordenó la desvinculación de 54 funcionarios, los cuales después de diferentes verificaciones, resultaron no confiables para permanecer al servicio de la Entidad.

536. El DAS encontró que el inventario de aparatos de interceptación está completo, con lo cual, en su criterio, se descartaría la hipótesis de que las interceptaciones se hicieron con un equipo robado hace unos meses. Se estableció además que un ex funcionario de la institución, de la seccional de inteligencia, estaría atrás de la supuesta red mafiosa dedicada a interceptar a magistrados, fiscales, funcionarios del alto Gobierno, policías, políticos y periodistas.

537. Asimismo, uno de los principales expertos en el mundo en peritaje forense de audio elaboró un estudio acerca de estas interceptaciones, como resultado del cual concluyó que las más recientes grabaciones denunciadas NO se realizaron desde las salas fijas del DAS ni desde los equipos móviles.

538. El Gobierno Nacional impulsó al interior del Congreso de la República, la aprobación de una nueva Ley de inteligencia (Ley 1288 de 5 de marzo de 2009), la cual contiene disposiciones que garantizan el correcto uso de las herramientas de inteligencia y contrainteligencia, por parte de las entidades competentes para ello.

539. Se subrayó que el Estado de Colombia protege, reconoce y garantiza la labor periodística, de las Organizaciones defensoras de Derechos Humanos y de las organizaciones sindicales, y en este sentido, condena y rechaza cualquier acción violenta en contra de los líderes sindicales y sindicalistas, defensores de Derechos Humanos, periodistas y en general de cualquier ciudadano en el país.

540. Asimismo, se informó que el Gobierno Nacional apoya, reconoce y respeta la actividad de la Rama Judicial y en este sentido, brinda las garantías necesarias para que los Honorables Magistrados de las Altas Cortes puedan desarrollar su labor en total independencia y seguridad.

541. Por último, se informó que el Estado de Colombia brinda todas las medidas de protección y seguridad necesarias a quienes consideren se encuentran en grave situación de riesgo y/o amenaza, por razón de su actividad sindical, civil, social, periodística etc.

542. En relación con las medidas de protección adoptadas, se informó que han implementado varias medidas a favor de 10 personas: esquema duro con vehículo blindado, escolta, medio de comunicación Avantel, uso personal medio de comunicación Avantel (uso de escoltas), blindaje de residencia. Asimismo, se informó que la Corporación Colectivo de Abogados “José Alvear Restrepo” es beneficiaria de medidas cautelares solicitadas por la Honorable Comisión Interamericana de Derechos Humanos desde el 11 de mayo de 2000.

543. Asimismo, se informó que la Comisión Colombiana de Juristas (que también es beneficiaria de medidas cautelares solicitadas por la Honorable Comisión Interamericana de Derechos humanos desde el 4 de diciembre de 2003) ha afirmado que no acepta medidas de protección materiales, ya que manifiestan no estar de acuerdo con las medidas que brinda el Programa de Protección del Ministerio del Interior y de Justicia, sino que solicitan la implementación de medidas políticas por parte del Estado colombiana.

544. Se informó que se ha implementado medidas protectoras y de carácter colectivo para la Asociación para la Promoción Social Alternativa (MINGA), también beneficiaria de medidas cautelares solicitadas por la Honorable Comisión Interamericana d Derechos Humanos, desde el 10 de julio de 2008.

545. Asimismo se informó que el periodista Hollman Morris, beneficiario del Programa de Protección del Ministerio del Interior y de Justicia también es beneficiario de medidas de protección. Asimismo, el Estado informó que la Policía Nacional implementó medidas preventivas de seguridad en torno a la residencia del periodista y su familia. No obstante lo anterior, el Sr. Hollman Morris ha incumplido en varias oportunidades los compromisos debidos para su seguridad, y si bien el Estado tiene la obligación convencional y constitucional de garantizar la vida y la integridad personal del Sr. Morris, no es menos cierto que para que el Estado puede cumplir con esta obligación, se requiere que el periodista adopte responsablemente dichas conductas mínimas de seguridad que no buscan otra cosa que el beneficiario de las medidas de protección se compromete con facilitar la adecuada y efectiva prestación de este servicio por parte de las autoridades competentes.

546. Asimismo, se informó que el Director General de la Policía Nacional se comprometió a continuar ofreciendo todas las garantías de seguridad y protección a los Magistrados de las Altas Cortes.

547. Se informó que el Gobierno Nacional ha actuado con toda la diligencia para brindarle protección a todos los magistrados de las Altas Cortes.

548. De otra parte, el Ministerio de Defensa informó que luego de haber sostenido una reunión con los Magistrados de las Altas Cortes, se van a reforzar las medidas de seguridad de los magistrados entre otros.

549. Asimismo, el Presidente de la República informó acerca de la destinación de tres millones de dólares de los Estados Unidos para la protección de los Magistrados de las Altas Cortes y sus familias.

Llamamiento urgente

550. El 23 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Islena Rey**, el Sr. **Miguel Martínez** y el Sr. **Daniel Piedrahita**. La Sra. Rey era presidenta del ahora disuelto Comité Cívico por los Derechos Humanos del Meta, el Sr. Martínez es líder campesino integrante de AGROGUEJAR (Asociación de Campesinos del Bajo Ariari) y el Sr. Piedrahita es abogado defensor de derechos humanos.

551. Según las informaciones recibidas, el 17 de octubre de 2009, aproximadamente a las 16:30 horas de la tarde, la Sra. Rey habría sido víctima de una tentativa de asesinato. El incidente habría ocurrido cuando la Sra. Rey y los Sres. Martínez y Piedrahita se trasladaban en barco sobre el río Güejar cerca del sitio denominado Charco Malarío en el Municipio de Puerto Rico, en el departamento del Meta. Supuestamente, integrantes de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) habrían disparado en su contra. La Sra. Rey habría sido gravemente herida y se encuentra ahora en el Hospital Municipal de Puerto Rico en el Meta en espera de ser trasladada en helicóptero a un hospital en la ciudad de Villavicencio. Los Sres. Martínez y Piedrahita habrían resultado ilesos.

552. Se expresó temor que este ataque contra la Sra. Rey y los Sres. Martínez y Piedrahita podría estar relacionado con sus actividades en defensa de los derechos humanos. Asimismo, se expresó una profunda preocupación por la seguridad física de la Sra. Rey y los Sres. Martínez y Piedrahita.

Respuesta del Gobierno

553. En cartas fechada el 12 de noviembre de 2009 y el 27 de enero de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente. La carta confirmó que la Sra. Rey resultó herida en un ataque y proporcionó la información detallada al respecto.

554. Se informó que, después del ataque, las autoridades policiales prestaron la protección necesaria a la Sra. Rey quien fue atendida por personal médico del Centro de Salud del Municipio de Puerto Rico. La Sra. Rey fue trasladada en un helicóptero a otro hospital donde fue internado con protección policial. Según la carta, la salud de la Sra. Rey logró ser estabilizado y se le practicaron las dos cirugías que su estado de salud requería.

555. La carta subrayó el hecho de que la Sra. Rey cuenta con vigilancia estacionaria de la Policía Nacional en su residencia de manera permanente y medidas de protección en su lugar de trabajo.

556. Se informó que hay destacado un grupo de Policía Judicial que logró la individualización del agresor, perteneciente al Frente 43 de las FARC.

557. Asimismo, se informó que el Estado colombiano ha condenado de la forma más enérgica cualquier atentado contra la integridad y el trabajo de los defensores de derechos humanos y que ha reiterado su compromiso de continuar brindando protección y garantías a los que, por la naturaleza de sus actividades, se encuentran en algún nivel de vulnerabilidad y de seguir avanzando para evitar que los defensores de derechos humanos sean víctimas de amenazas, hostigamiento y atentados como el ocurrido el 17 de octubre.

558. En la carta fechada el 27 de enero de 2010, se confirmó que desde el 28 de octubre de 1996, la Sra. Islena Rey es beneficiaria de las Medidas Provisionales ordenadas por la Honorable Corte Interamericana de Derechos Humanos. Es de resaltar que periódicamente se llevan a cabo reuniones de seguimiento y concertación de las Medidas Provisionales en la que participan los beneficiarios y sus representantes. La más reciente reunión se realizó el 21 de enero de 2009, en la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio de Relaciones Exteriores.

559. Se informó que los hechos de 17 de octubre de 2009 aún se encuentran siendo objeto de investigación por parte de las autoridades judiciales competentes, con el propósito de esclarecer los hechos denunciados y de individualizar e identificar a los responsables.

560. No obstante, a la luz de las investigaciones preliminares, se informó que el día de los hechos, la Sra. Rey y sus acompañantes se desplazaban por el río Gñejar con dirección al municipio de Puerto Rico (departamento del Meta) en un bote perteneciente al Cuerpo de Bomberos adscrito a esta localidad; embarcación que exhibía una bandera blanca. Posteriormente, en horas de la tarde, la mencionada embarcación fue víctima de un ataque perpetrado presuntamente por el grupo armado ilegal FARC. Una vez arribó la embarcación al municipio de Puerto Rico, las autoridades policiales prestaron la protección necesaria a la Sra. Rey, quien fue atendida por personal médico del Centro de Salud de dicha localidad. Esa misma noche, la Sra. Rey fue trasladada a la ciudad de Villavicencio (departamento del Meta) en un helicóptero de la Fuerza Aérea Colombiana, siendo recibida por una ambulancia de la Policía y escoltada hasta el hospital “Clínica de la Nueva EPS”, donde fue internada, bajo protección policial. Según información médica preliminar, la salud de la Sra. Rey logró ser estabilizada y se le practicaron las dos cirugías que su estado de salud requería.

561. En el marco de la citada investigación sobre el incidente antedicho, la Fiscalía de conocimiento elaboró el correspondiente programa metodológico y profirió órdenes de Policía Judicial al Cuerpo Técnico de Investigaciones (CTI) de la Fiscalía General de la Nación. Ya se han adelantado entrevistas a algunos testigos de los hechos. No obstante, es necesario resaltar que la Fiscalía General de la Nación hizo hincapié en los obstáculos existentes para obtener las declaraciones de varios de los testigos, considerando la dificultad que implica conocer su actual ubicación.

562. La Fiscalía se encuentra trabajando sobre una hipótesis relacionada con la causa de los hechos, y en este sentido, hasta la fecha, se ha determinado que presuntamente el ataque no iba dirigido a la Sra. Rey, sino contra el Presidente de la Junta de Acción Comunal del corregimiento de Puerto Toledo (departamento del Meta), quien al parecer había sido víctima de amenazas por parte del grupo guerrillero de las FARC. El 19 de octubre de 2009, es decir, dos días después del atentado, el Comité Cívico por los Derechos Humanos del Meta emitió un comunicado público en el que realizó, entre otras, la siguiente afirmación: “Es de precisar que esta Organización en desarrollo de sus actividades humanitarias no ha sido objeto de amenazas, ni de agresiones por parte de ningún actor armado. Esta Organización desconoce las causas y móviles de dicha acción”.

563. Como resultado de las labores investigativas, la Fiscalía logró la identificación y individualización del presunto autor del ataque, cuyo nombre y alias pertenecen a la reserva del sumario, y quien al parecer forma parte de la estructura del Frente 43 de las FARC.

564. La carta esbozó las varias medidas de protección que se relacionan a continuación. Se incluye un vehículo blindado, dos unidades de escolta, tres medios de comunicación Avantel, y un medio de comunicación celular. Se notó que el esquema implementado a favor de la Sra. Rey es considerado como un “Esquema Duro de Protección” dado su nivel de riesgo, el cual ha sido evaluado en diversas oportunidades por parte de funcionarios expertos del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS), arrojando resultado “Extraordinario”. La carta describió la definición del riesgo “Extraordinario”.

565. La Policía Nacional reportó que la Sra. Rey cuenta con un Esquema de protección de seguridad residencial, conformado por tres unidades adscritas al Grupo de Protección a Dignatarios del Departamento de Policía del Meta en turnos de ocho horas. De igual modo, existe una orden permanente por parte del Comando de Policía del Meta en el sentido de realizar revistas y rondas policiales por parte de las patrullas del sector, tanto a la residencia como al sitio de trabajo de la Sra. Rey. Asimismo la Policía Nacional informó que cada 45 días, la Sra. Rey es invitada a las reuniones de interlocución organizadas por el Comando de Policía del Departamento del Meta y su Oficina de Derechos Humanos, con los representantes de las Organizaciones No Gubernamentales de Derechos Humanos y líderes sindicalistas en el departamento del Meta; espacios estos donde la Sra. Rey participa activamente y su intervención queda registrada en un acta que es enviada posteriormente a la Inspección General de la Policía Nacional, en la ciudad de Bogotá.

566. Se confirmó el Estado de Colombia estará atento a la situación de la Sra. Rey y en este sentido, se encuentra dispuesto a escuchar las solicitudes que en materia de protección presente la beneficiaria, y que una vez se recabe mayor información sobre el particular, el Estado de Colombia la retirará a la Relatora Especial en forma oportuna.

Llamamiento urgente

567. El 30 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Claudia Julieta Duque**. La Sra. Duque es una periodista independiente, colaboradora de la organización de derechos humanos Equipo Nizkor e integrante de la Federación Colombiana de Periodistas (Fecolper) y de la junta directiva de la Unión de Periodistas de Bogotá (UPB).

568. La Sra. Duque ya ha sido objeto de dos comunicaciones conjuntas del Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión; del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias; y de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, quienes enviaron comunicaciones al Gobierno de su Excelencia el 23 de mayo de 2008 y el 23 de septiembre de 2004, y una adicional comunicación por parte de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 13 de julio de 2009. Se agradecieron las respuestas del Gobierno con fechas 4 de agosto de 2009, 5 de junio de 2008 y 8 de diciembre de 2004.

569. Según las informaciones recibidas, el 16 de octubre de 2009, aproximadamente a las 12:30 horas del mediodía, alrededor de diez personas habrían llegado al complejo residencial donde vive la Sra. Duque. Seis de ellos habrían ingresado al complejo; tres personas habrían ido a la puerta del departamento de la Sra. Duque mientras los otros tres habrían permanecido en la entrada del complejo. Cuatro personas más habrían esperado afuera, cada uno en un vehículo.

570. Una persona que se encontraría en el departamento, se habría dado cuenta de la situación irregular cuando el perro de la Sra. Duque habría empezado a ladrar debido a la presencia de personas afuera de la puerta del departamento. Cuando dichas personas se habrían percatado de la presencia de esta persona en el departamento, se habrían retirado del lugar. Aunque dicha persona habría llamado a la seguridad del complejo varias veces, ésta no habría detenido ni interrogado a las personas cuando salían del complejo.

571. Cabe añadir que la cámara de seguridad ubicada afuera del edificio donde vive la Sra. Duque habría sido dañada el día anterior al incidente y una cámara ubicada adentro del edificio habría dejado de funcionar aproximadamente a las 10:30 horas de la mañana del 16 de octubre de 2009. Además, el celular de la Sra. Duque habría sido bloqueado desde las 12 horas del mediodía hasta las 7 horas de la tarde del mismo día.

572. Posteriormente, la policía habría iniciado una investigación y habría revisado los videos de seguridad de todo el complejo.

573. Este incidente forma parte de una serie de actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Duque. Recientemente, varias personas no identificadas habrían llamado por teléfono a la familia de la Sra. Duque preguntando por su paradero. Además, la Sra. Duque habría sido vigilada y perseguida en varias ocasiones en los últimos meses.

574. Existen alegaciones de que estos nuevos actos de intimidación están relacionados con la investigación penal sobre actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Duque en la que estarían involucrados varios funcionarios del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS). Recientemente, la Fiscalía General de la Nación habría empezado a interrogar a dichos funcionarios del DAS. Además, en febrero de 2009, la Sra. Duque habría presentado una denuncia por desacato contra el DAS por no cumplir con una orden de la Corte Constitucional del 23 de octubre de 2008. Según dicha orden, el DAS debía haber entregado a la Sra. Duque todos los informes de inteligencia vinculados con ella, obtenidos de manera ilegal desde 2001.

575. Se expresó temor que estos actos de intimidación contra la Sra. Duque podrían estar directamente relacionados con sus actividades en defensa de los derechos humanos. Durante su visita a Colombia, del siete al dieciocho de septiembre de 2009, la Relatora Especial tuvo la oportunidad de encontrarse con la Sra. Duque en varias ocasiones. Expresó su profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Duque.

Llamamiento urgente

576. El 16 de noviembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Ingrid Vergara**, líder del Movimiento Nacional de Víctimas de Crímenes de Estado (MOVICE) en la ciudad de Sincelejo, Departamento de Sucre, y su hija.

577. La Sra. Vergara ya ha sido objeto de una comunicación de la entonces Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos el 21 abril de 2008. Se agradeció la respuesta del Gobierno a dicha comunicación el 20 de mayo de 2008.

578. Según las informaciones recibidas, el 26 de octubre de 2009, aproximadamente a las 1:15 horas de la tarde, la hija de la Sra. Vergara se habría percatado de la presencia de un vehículo blanco con cristales polarizados vigilándola mientras esperaba el autobús afuera de su escuela en Sincelejo. El vehículo se habría detenido y dos jóvenes se le habrían acercado. Posteriormente, los jóvenes habrían informado a la hija de la Sra. Vergara que los hombres habrían dicho que

debía mandar a decir a su madre que guardara silencio si quería llegar al año nuevo. Una vez que los jóvenes habrían entregado el mensaje, el vehículo se habría retirado.

579. La joven Vergara habría visto el mismo vehículo siguiéndola en tres ocasiones los días 19, 20 y 21 de octubre de 2009. Asimismo, varios vecinos de la Sra. Vergara le habrían informado que el 21 de octubre de 2009 una camioneta blanca con cristales polarizados habría pasado por su casa varias veces, reduciendo la velocidad en frente de la casa.

580. Se expresó temor que esta amenaza y los actos de hostigamiento contra la Sra. Vergara y su familia podrían estar relacionados con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos y en particular con su trabajo de denunciar violaciones de derechos humanos cometidas por miembros de grupos paramilitares en la región. En vista de las informaciones aquí resumidas, se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Vergara así como por la de su hija. La Relatora Especial quiso reiterar que, si bien reconoce los esfuerzos del Gobierno para mejorar la situación de los defensores de derechos humanos, aún queda mucho por hacer para garantizar un entorno seguro y propicio para los defensores de derechos humanos en Colombia.

Respuesta del Gobierno

581. En una carta fechada el 27 de enero de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente. Se informó que las presuntas amenazas y seguimientos en contra de la Sra. Ingrid Vergara y su hija se encuentran siendo objeto de investigación por parte de la Fiscalía General de la Nación. Se prometió que se informará a la Relatora Especial sobre la exactitud de las supuestas amenazas, una vez concluyan las investigaciones penales correspondientes. En desarrollo de la mencionada investigación, se ordenó la realización del programa metodológico y se emitieron órdenes de policía judicial al Cuerpo Técnico de Investigaciones de la Fiscalía General de la Nación (CTI).

582. En relación con los presuntos hechos de violencia acaecidos en abril de 2008 en contra de la Sra. Ingrid Vergara y su hija, la Fiscalía General de la Nación manifestó que estos se encuentran siendo objeto de investigación por parte de la Fiscalía 6 Seccional de Sincelejo. El 19 de octubre de 2009, se llevó a cabo un Comité Técnico Jurídico con el fin de analizar los avances y obstáculos en el marco de las investigaciones penales en que figuran como víctimas los miembros de MOVICE, incluyendo a la Sra. Vergara, y que contó con la presencia de un funcionario adscrito a la Dirección Nacional de Fiscalías.

583. Asimismo, se informó que desde el año 2006, la Sra. Vergara es beneficiaria de medidas cautelares solicitadas por la Honorable Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de diez y siete (17) miembros de la MOVICE – Seccional Sucre. En este sentido, se tiene que las medidas de protección brindadas por el Estado a favor de estas personas son concertadas con los beneficiarios y/o sus representantes en desarrollo de las reuniones seguimiento y concertación de las medidas cautelares que periódicamente se llevan a cabo en el Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia.

584. Es así como, en materia de estas medidas de protección, el Estado de Colombia se permite señalar que según el Ministerio del Interior y de Justicia, actualmente cuenta con un medio de comunicación celular y un apoyo de transporte por cien horas. Asimismo, la Policía

Nacional lleva a cabo rondas periódicas de seguridad perimetral en el sector donde se encuentra ubicada la residencia de la Sra. Vergara. De igual forma, le fue entregado un manual de autoprotección, con recomendaciones de seguridad para ser tenidas en cuenta por la beneficiaria. Adicionalmente, se le ofreció el acompañamiento policial en sus desplazamientos en caso necesarios, previa comunicación al comando de departamento de Policía Sucre.

585. A la luz de los recientes hechos de seguimientos y amenazas en contra de la Sra. Vergara, la Policía Nacional informó que se han adoptado nuevas medidas de protección a su favor, las cuales consisten en las siguientes:

586. Labores de búsqueda de información e investigativas por parte de las Seccionales de Inteligencia y Policía Judicial de esta unidad a fin de esclarecer los hechos delictivos que se presentan en esos sectores.

587. Acciones de aproximación con líderes y habitantes del sector, con el fin de dialogar con ellos, informarse de novedades que se presenten y prestarles el apoyo en cuanto a seguridad se refiere.

588. Revisión permanente del Dispositivo y Plan de Seguridad de Sincelejo, Comuna Sur.

589. Dispositivo de seguridad extremando el control perimetral en la carretera Troncal de Occidente, sitio al borde de cual ubica su residencia. Este control durante las 24 horas en el eje vial se realiza por parte de la Policía de Carreteras, en el perímetro Sincelejo – Corozal – Cartagena por la vía Ovejas.

590. Labores permanentes de Vigilancia Comunitaria.

591. Activación de las Redes de Apoyo y Red de Cooperantes.

592. Para concluir, se confirmó que el Estado de Colombia estará atento a la situación de la Sra. Vergara, y en este sentido se encuentra dispuesto a escuchar las solicitudes que en materia de protección presente la beneficiaria. El Estado de Colombia otorga las garantías necesarias para el cumplimiento de la labor que desarrollan todos los defensores de Derechos Humanos en el país, y lamenta los presuntos hechos de violencia de que al parecer fue víctima la Sra. Vergara. El Estado de Colombia está atento a prestar la colaboración que las autoridades judiciales requieran para el esclarecimiento de los hechos denunciados, los cuales se encuentra siendo investigaciones. Una vez se recabe mayor información sobre el particular, el Estado de Colombia la remitirá a la Relatora Especial en forma oportuna.

Llamamiento urgente

593. El 1 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Luz Marina Porras Bernal**, integrante de las Madres de Soacha, su hijo, el Sr. **John Smith Porras Bernal** y los demás miembros de las Madres de Soacha.

594. Las Madres de Soacha es un grupo formado por madres de los jóvenes de Soacha, Cundinamarca, que fueron ejecutados extrajudicialmente, supuestamente a manos del ejército, en enero de 2008. Las Madres de Soacha exigen justicia en los asesinatos de sus hijos. El Sr. Smith Porras Bernal ayuda a las Madres de Soacha y realiza campañas para exigir justicia y poner fin a la impunidad en este caso conocido como “los falsos positivos de Soacha”.

595. Según las informaciones recibidas, el 2 de noviembre de 2009, el Sr. Smith Porras Bernal habría recibido una carta en la que decía “así se esconda y se encierre en ese apartamento usted sale porque sale y hay te vamos a coger porque se le advirtió... si no quieres que te pase nada lárguese lo más pronto posible porque le queda muy poco tiempo no lo olvide no estamos jugando porque ya lo tenemos fichado créalo no estamos jugando...”

596. Asimismo, el 20 de octubre de 2009, el Sr. Smith Porras Bernal habría recibido otra carta amenazante en su casa que decía que, “se atuviera a las consecuencias”. Esta amenaza se referiría a otra carta amenazante enviada el 10 de octubre de 2009 en la que el autor habría advertido al Sr. Smith Porras Bernal y a las otras personas que exigen justicia en relación con las ejecuciones extrajudiciales en Soacha que deben guardar silencio, una amenaza que habría sido ignorado.

597. Cabe añadir que otras de las Madres de Soacha han sido objeto de intimidación y hostigamiento.

598. Se expresó temor que las amenazas contra el Sr. Smith Porras Bernal y la Sra. Porras Bernal y los actos de intimidación y hostigamiento contra otros miembros de las Madres de Soacha estén relacionados con las actividades que realizan en defensa de los derechos humanos, y en particular con sus esfuerzos para exigir justicia en el caso de sus hijos ejecutados extrajudicialmente. Como se mencionó en el comunicado de prensa después de la visita de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos a Colombia en septiembre de 2009, siguen existiendo en Colombia patrones de hostigamiento y persecución contra los defensores de derechos humanos, y a menudo contra sus familiares. El Gobierno de Colombia tiene la responsabilidad de investigar de manera exhaustiva las violaciones cometidas contra los defensores de derechos humanos y enjuiciar a sus autores. Asimismo, el Gobierno de su Excelencia debe condenar firmemente cualquier acto de agresión o intimidación contra los defensores de derechos humanos, tomando la oportunidad para reconocer la importancia de su labor.

Llamamiento urgente

599. El 10 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Jorge Eliecer Molano Rodríguez y su familia**.

600. El Sr. Molano Rodríguez es abogado de derechos humanos y el asesor jurídico de varias organizaciones de derechos humanos incluyendo a la Corporación Sembrar, la Asociación Nomadesc, la Corporación Jurídica Utopía y el sindicato Fedeagromisbol. En su capacidad de abogado ha representado a varias víctimas en casos delicados de violaciones de derechos humanos incluyendo a varios defensores de derechos humanos que se han encontrado bajo

vigilancia del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS). Asimismo, ha realizado intervenciones públicas en las audiencias del juzgamiento de varios oficiales del Ejército Nacional por las desapariciones forzadas de once personas en noviembre de 1985. Además, representa a los familiares de las víctimas de la masacre del 21 de febrero de 2005 en la Comunidad de Paz de San José de Apartado. El juicio en relación con esta masacre iniciará este mes.

601. Según las informaciones recibidas, el 1 de diciembre de 2009, el personal de seguridad asignado para la protección del Sr. Molano Rodríguez se habría enterado de que algunos individuos no identificados habrían acudido a la portería del complejo residencial donde vive el abogado, en tres ocasiones distintas la semana anterior, pidiendo acceso a su casa, sin querer identificarse. Supuestamente, cuando el vigilante del complejo habría llamado al departamento de la familia Molano Rodríguez para confirmar la presencia del Sr. Molano Rodríguez, los individuos se habrían retirado.

602. Durante los últimos meses, las oficinas del Sr. Molano Rodríguez habrían estado bajo la vigilancia de individuos desconocidos vestidos de civil. Asimismo, se alega que su teléfono celular habría sido intervenido por parte del DAS desde el 2004 en el marco de su operación de espionaje contra defensores de derechos humanos, magistrados y líderes políticos. Recientemente, el Sr. Molano Rodríguez se habría percatado de más interferencia de sus llamadas telefónicas.

603. Asimismo, varios comentarios sobre el Sr. Molano Rodríguez habrían sido escritos en foros de Internet incluyendo uno que decía “Me dirijo exclusivamente al vulgar y desvergonzado Eduarda (jorge molano) para manifestarle mi asco, mi repugnancia. huele a terrorista, a apátrida, a dinero de los infelices secuestrados, que le abonan seguramente cada quincena sus patroncitos del monte. si tiene familia, seguramente que caminan cabizbajos. me imagino que usted no sabe qué es honor.” Supuestamente estos comentarios estarían relacionados con sus intervenciones en las audiencias del juzgamiento de los oficiales del Ejército Nacional anteriormente mencionadas.

604. Asimismo, el 14 de septiembre de 2009, aproximadamente a las 7 horas de la tarde, la pareja del Sr. Molano Rodríguez habría sido seguida por un hombre robusto de cabello negro. El 7 de septiembre de 2009, aproximadamente a las 11 horas de la mañana, habría sido seguida nuevamente por otro hombre cuando caminaba por la Carrera Séptima tras una reunión en el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo.

605. Se expresó temor que estos actos de hostigamiento e intimidación contra el Sr. Molano Rodríguez podrían estar relacionados con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos y podrían representar un intento de disuadirle de seguir con su importante trabajo, en particular su trabajo de representación de los familiares de las víctimas de la masacre ocurrida en la Comunidad de Paz de San José de Apartado en el juicio que empezará el 14 de diciembre de 2009. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Molano Rodríguez así como por la de su familia. Como la Relatora Especial mencionó en el comunicado de prensa después de su visita a Colombia en septiembre de 2009, siguen existiendo en Colombia patrones de hostigamiento y persecución contra los defensores de derechos humanos, y a menudo contra sus familiares. El Gobierno de su Excelencia tiene la responsabilidad de investigar de manera exhaustiva las violaciones cometidas contra los defensores de derechos humanos y enjuiciar a sus autores.

Respuesta del Gobierno

606. En una carta fechada el 27 de enero de 2010, el Gobierno respondió al llamamiento urgente. Se informó que la Fiscalía General de la Nación manifestó que una vez consultado el Sistema Penal Oral Acusatorio (SPOA), se constató que los presuntos seguimientos, hostigamientos y amenazas en contra del Sr. Jorge Elicer Molano durante los meses de septiembre y diciembre de 2009 no fueron denunciados ante las autoridades competentes por parte de la presunta víctima ni de sus representantes, por lo cual no hacen parte de ninguna investigación penal.

607. Es así como, el Gobierno Nacional, a través del Ministerio de Relaciones Exteriores, solicitó a la Fiscalía General de la Nación considerar la viabilidad de iniciar el proceso penal correspondiente para el esclarecimiento de los hechos, o bien que estos se acumulen a la investigación penal que por denuncias similares fue iniciada en el mes de abril de 2009, por parte de la Fiscalía 330 de la Unidad de Libertad Individual y Otras Garantías en la ciudad de Bogotá. Se confirmó asimismo que una vez se recabe mayor información sobre el particular, el Estado de Colombia la retirará a la Relatora Especial en forma oportuna.

608. En el marco de esa investigación – la cual se encuentra en etapa procesal de indagación – el 1 de junio de 2008 la Fiscalía elaboró el correspondiente programa metodológico con el fin de asegurar los medios que permitan establecer la ocurrencia del delito, así como también para identificar las posibles hipótesis sobre las circunstancias de tiempo, modo y lugar en que este ocurrió. El 2 de junio de 2008, se emitieron órdenes de Policía Judicial a la Seccional de Investigaciones Judiciales de la Policía Nacional (SIJIN) en Bogotá, dentro de las cuales se solicitó adelantar entrevista con el Sr. Molano y a testigos de los hechos. Asimismo se ordenó la realización de un estudio de seguridad a su favor. Actualmente la Fiscalía se encuentra a la espera de recibir el respectivo informe de Policía Judicial.

609. En relación con las medidas de protección brindadas a favor del Sr. Molano, el Estado de Colombia se permite señalar que el Programa de Protección que lidera la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio del Interior y de Justicia informó sobre varias actividades que ha emprendido para brindarle protección. Estas actividades se incluyen la realización urgente del estudio técnico de nivel de riesgo del Sr. Molano el 25 septiembre de 2008; la asignación al Sr. Molano de un medio de comunicación Avantel en septiembre de 2008; y la asignación de un apoyo especial de transporte terrestre al Sr. Molano.

610. El Comité Técnico de la Oficina de Protección Especial del Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) le realizó al Sr. Molano el estudio de nivel de riesgo que arrojó como resultado un nivel “Extraordinario”. El 5 de noviembre de 2008, el CRER analizó el caso del Sr. Molano y recomendó asignarle las medidas de protección siguientes: un vehículo blindado, dos unidades de escolta (cada uno con su arma de dotación) y dos chalecos blindados.

611. El 2 de marzo de 2009, la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio del Interior y de Justicia hizo entrega efectiva del vehículo blindado aprobado a favor del Sr. Molano, quien suscribió un Acta de compromisa en esa misma fecha y en la que consta que recibió dicho automotor como medida de protección a su favor. El 4 de mayo de 2009, la Dirección nombrada suministró a la Dirección de Derechos Humanos y DIH del Ministerio de Relaciones Exteriores un reporte en el que se sintetizó las medidas que se han adoptado en favor del Sr. Molano, que

incluyeron dos apoyos de transporte terrestre, dos medios de comunicación Avantel, un esquema con vehículo blindado.

612. El 28 de diciembre de 2009, la Dirección de Derechos Humanos del Ministerio del Interior y de Justicia dio respuesta a una comunicación enviada por la Corporación SEMBRAR el 2 de diciembre de 2009, en la cual solicitan algunas medidas de protección para el asesor jurídico de esta organización, Sr. Molano. Este Ministerio se refiere a cada una de las solicitudes elevadas por SEMBRAR. En relación con las asignación de tres unidades de escolta, el Sr. Molano se comprometió a enviar dos hojas de vida de personal de confianza con el objeto de reforzar su esquema de seguridad. Al respecto, sólo una hoja vida fue alegada, la cual se encuentra en el proceso final de revisión y valoración. Respecto de la tercera unidad de escolta – sobre quién el Sr. Molano solicitó que fuera un agente de planta del DAS y además de su confianza - El DAS comunicó que esta medida sería efectivamente asignada en el transcurso del año de 2010.

613. En cuanto a la asignación de dos armas de apoyo, el DAS tornó la decisión de asignar un arma de apoyo como soporte al esquema de protección del Sr. Molano. Sobre el cambio de vehículo por uno de blindaje nivel 5, se informó que el 24 de diciembre de 2009 fue entregado un vehículo blindado de nivel superior marca Toyota Prado Modelo 2009. Con relación a la asignación de tiquetes aéreos, se informó a la Corporación SEMBRAR que de acuerdo a la decisión tomada por el Comité de Reglamentación y Evaluación de Riesgos – CRER – todos los miembros de esa organización, de la cual hace parte el Sr. Molano, son beneficiarios de cuatro tiquetes aéreos nacionales mensuales. Se solicitó al Sr. Molano hacer uso de estos tiquetes aéreos en caso de requerir desplazamientos que representen una situación de riesgo para su vida e integridad personal.

614. En relación con la adopción de medidas de protección necesarias a las oficinas de la Corporación SEMBRAR, se informó que la adopción está sujeta a valoración técnica de la Policía Nacional, la cual está en trámite en el momento. No obstante, el Programa de Protección liderado por el Ministerio del Interior y de Justicia informó que tomará las previsiones necesarias para asegurar la protección de la sede de la organización SEMBRAR, para lo cual un experto técnico en la materia se entrevistará con los beneficiarios a fin de precisar las medidas a implementar.

615. Finalmente, se manifestó a los beneficiarios que, en todo caso, estará atenta a la situación de seguridad del Sr. Molano y seguirá adoptando las medidas de protección que sean necesarias para garantizar sus derechos. Asimismo, proporcionó un número celular de contacto, a fin de que desea comunicar cualquier inquietud o coordinar las medidas de seguridad necesarias.

616. Adicionalmente, en vista de los hechos sobrevivientes dados a conocer por el Sr. Molano a través de una solicitud de información elevada por parte de la Honorable Comisión Interamericana de Derechos Humanos, la Policía Nacional informó el 15 de diciembre de 2009 que no existen alianzas estratégicas de seguridad que incluyeran sondas al lugar de residencia o de trabajo de este beneficiario. No obstante, la Coordinación de Derechos Humanos de la Policía Nacional tomó contacto con el Sr. Molano para ofrecer los servicios de seguridad. Como respuesta, el Sr. Molano manifestó que ya contaba con un esquema de seguridad, y que por el momento no requería de los servicios ofrecidos por esta entidad estatal. Sin embargo, la Policía Nacional informó que por solicitud del Ministerio del Interior y de Justicia, la Policía

Metropolitana del Valle de Aburrá brindó protección especial al Sr. Molano en el hotel donde se hospedó durante un viaje que realizó a Medellín entre el 12 y 17 de diciembre de 2009. La Policía aciaró que esta protección sólo se brindó en horas de la noche ya que el Ministerio del Interior y de Justicia especificó que durante el día el Sr. Molano estaría acompañando por su actual esquema de protección.

Observaciones

617. La Relatora Especial agradece las respuestas detalladas que el Gobierno de Colombia ha proporcionado en relación con las comunicaciones enviadas y expresa su satisfacción por el hecho de que se hayan iniciado investigaciones y procesos de protección en varios de los casos. De otro lado, la Relatora Especial lamenta que al momento de la finalización del presente informe no había recibido respuesta a sus comunicaciones del 21 de enero de 2009, el 28 de enero de 2009, el 9 de marzo de 2009, el 20 de marzo de 2009, el 9 de abril de 2009, el 28 de abril de 2009, el 29 de mayo de 2009, el 15 de junio de 2009, el 23 de junio de 2009, el 13 de julio de 2009, el 30 de julio de 2009, el 23 de octubre de 2009, el 30 de octubre de 2009, el 16 de noviembre de 2009, el 1 de diciembre de 2009 y el 10 de diciembre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno colombiano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

618. Para observaciones generales sobre la situación de los defensores de los derechos humanos en Colombia, la Relatora Especial quisiera hacer referencia a las conclusiones y recomendaciones contenidas en el informe elaborado después de su visita al país, que tuvo lugar del 7 al 18 de septiembre de 2009 atendiendo a una invitación del Gobierno (A/HRC/13/22/Add.3).

Congo (Republic of the)

Lettre d'allégations

619. Le 27 mars 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations concernant la mort de M. **Bruno Ossebi**, journaliste de nationalité française et congolaise, qui travaillait pour le journal Mwindi. Selon les informations reçues:

620. Le soir du 21 janvier 2009, un incendie aurait eu lieu dans la maison de M. Bruno Ossebi qui aurait provoqué la mort de sa compagne et de ses enfants âgés de 8 et 10 ans. M. Bruno Ossebi aurait été transféré à l'hôpital militaire avec des brûlures au second degré sur 30 pour cent de son corps. Il serait décédé le 1 février 2009, malgré des améliorations antérieures de son état de santé, et ce le jour précédant son évacuation médicale vers la France.

621. L'incendie du 21 janvier 2009 aurait été précédé de la publication d'un article par M. Bruno Ossebi dans le journal Mwindi, alléguant des cas de corruption au sein du Gouvernement, en particulier le Président Denis Sassou-Nguesso. L'article contenait un entretien avec M. Benjamin Toungamani, dissident politique en exil. Il est aussi rapporté que le même soir du 21 janvier 2009, un autre incendie aurait été enregistré à la maison de M. Benjamin Toungamani,

sans avoir causé de blessures. Le Bureau de Procureur aurait ouvert une investigation, néanmoins sans résultat à ce jour.

622. En outre, il est rapporté que MM. Bruno Ossebi et Benjamin Toungamani planifiaient de porter plainte en France contre le Président Denis Sassou-Nguesso ainsi que contre les Présidents de pays voisins, la Guinée Equatoriale et le Gabon.

623. Des craintes sont exprimées quant au fait que les décès de M. Bruno Ossebi, de sa femme et de ses deux enfants soient liés aux activités non-violentes de celui-ci en matière de promotion et protection des droits de l'homme, notamment dans l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Observations

624. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la communication en date du 27 mars 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux très sérieuses craintes exprimées dans celle-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

Cuba

Llamamiento urgente

625. El 2 de febrero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de acoso y las amenazas contra los Sres. **Juan Carlos González Leiva**, abogado invidente y el Director Ejecutivo del Consejo de Relatores de Derechos Humanos de Cuba (CRDHC), **Sergio Díaz Larrastegui**, integrante del CRDHC, **Julio Romero Muñoz**, coordinador del Movimiento Solidario Expresión Libre (MOSEL) en la ciudad de Camagüey, y **Alejandro García Cruz**, vice-coordinador del Comité Ciudadano Contra los Malos Tratos del MOSEL.

626. El CRDHC tiene como objetivo el monitoreo y seguimiento de la situación de derechos humanos en Cuba. El Sr González Leiva ha sido ya objeto de comunicaciones de la Representante Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos que envió cartas el 1 de febrero de 2007 y el 8 de diciembre de 2006. Ninguna respuesta fue recibida por la Representante Especial.

627. El MOSEL tiene como objetivo lograr la transformación de las leyes del país para bien de la dignidad de cada ciudadano cubano. El CRDHC y el Comité Contra los Malos Tratos del MOSEL han transmitido informes sobre la situación de derechos humanos en Cuba al proceso del Examen Periódico Universal (EPU) de las Naciones Unidas sobre Cuba que se realizará el próximo 5 de febrero de 2009. Ambos grupos han notado un patrón de represalias en el contexto de sus sumisiones al EPU.

628. Según la nueva información recibida, en horas de la mañana del 21 de enero de 2009, el Sr. González Leiva habría recibido cinco mensajes amenazadores e injuriosos desde oficinas de comunicaciones del Gobierno y llamadas que habrían marcado números desde el centro ETECSA, controlado por la Seguridad del Estado y a través del teléfono móvil.

629. Durante 2008, previa y posteriormente a la preparación y el envío del informe sobre los derechos humanos al Comité que se encarga del procedimiento del Examen Periódico Universal, las autoridades cubanas habrían intensificado la represión contra el CRDHC. El 1 de noviembre del 2008, el CRDHC habría sido desalojado de la vivienda donde funcionaba su oficina desde hace 16 meses, como resultado de las presiones de Seguridad del Estado a la dueña de dicha oficina.

630. El CRDHC encontró otra vivienda pero les cortaron totalmente la línea telefónica. Seguridad del Estado habría acosado a su propietario, el invidente Sr. Díaz Larrastegui. El 9 de enero de 2009, habría sido expulsado de su centro de trabajo en la Corporación de Informática COPEXTEL, donde se desempeñaba como especialista en gestión de la información. La Seguridad del Estado le habría retirado la computadora imprescindible, no sólo para su trabajo, sino para el desempeño de su vida personal y la superación social de su discapacidad física.

631. En diciembre de 2008, oficiales de Villa Marista, sede nacional de Seguridad del Estado, habrían amenazado al Sr. Díaz Larrastegui. La Seguridad del Estado habría reunido a los vecinos y habría instrumentado una pesquisa casa por casa para expulsar el CRDHC, para lo cual habría dado de plazo hasta el día 1 de febrero de 2009.

632. El Sr. Sergio Díaz Larrastegui habría recibido llamadas telefónicas de la policía política que lo habría aterrorizado, le habría exigido que coopere con ellos, que le brinde todo tipo de información y que permita la instalación de cámaras y videos dentro de la vivienda. Otros miembros del CRDHC habrían sido seguidos por oficiales de Seguridad del Estado y les habrían hecho saber que la vivienda se encuentra bajo vigilancia y control día y noche.

633. En los últimos meses, el CRDHC habría sufridos además la quema de los equipos de grabación y la introducción de virus en sus computadoras,

634. En relación con el acoso contra el MOSEL, el 21 de septiembre de 2008, a las 14.00 horas, el Sr. García Cruz, habría sido visitado en su vivienda por un capitán local de la policía quien le habría amenazado. El día 9 de diciembre, el Sr. García Cruz habría sido detenido en la vía pública, se le habrían retirado los documentos de identidad para obligarle a comparecer a la Segunda Unidad de la Policía Nacional.

635. Se expresó temor que estos actos de acoso y hostigamiento contra los Sres. Juan Carlos González Leiva, Sergio Díaz Larrastegui, Julio Romero Muñoz y Alejandro García Cruz podrían estar relacionados con sus trabajos legítimos en defensa de los derechos humanos en Cuba, y específicamente por su participación en el proceso del Examen Periódico Universal. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los Sres. Juan Carlos González Leiva, Sergio Díaz Larrastegui, Julio Romero Muñoz y Alejandro García Cruz.

Respuesta del Gobierno

636. En una carta fechada el 4 de marzo de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento urgente. Según la carta las alegaciones presentadas carecen totalmente de fundamento. Se informó que, en Cuba, el Estado es el garante de la promoción y protección de todos los derechos humanos para todos los ciudadanos, y ninguna persona es acosada, amenazada u hostigada por razones relacionada con el disfrute de sus derechos humanos.

637. Se expresó la preocupación de Cuba por el uso del idioma español en el texto del llamamiento. El Gobierno pidió que se tome mayor cuidado en la elaboración de este tipo de llamamientos.

638. Se informó que las personas a las que se refiere el llamamiento no son defensores de derechos humanos y que todos están incluidos en la nómina de asalariados del Gobierno de Estados Unidos en la ejecución de su política de hostilidad, bloqueo y agresiones contra el Gobierno Cubano.

639. Asimismo, se señaló que ninguna de las organizaciones mencionadas opera en Cuba en actividades de defensa de derechos humanos. Todos los objetivos descritos con relación a las mismas fueron copiados de los estatutos de varias de las más de 2200 organizaciones no gubernamentales que si defienden los derechos humanos en Cuba.

640. Se informó que todas las alegaciones fueron investigadas, una por una, que todas son falsas y fabricadas con el menor pudor y ética y que ninguna corresponde con ningún hecho ocurrido.

641. Se informó también que las autoridades en Cuba no amenazan telefónicamente, ni reprimen, desalojan de sus viviendas, cortan líneas telefónicas, expulsan de centros de trabajos, confiscan computadoras, amenazan de cualquier otro modo, someten a vigilancia diurna y nocturna viviendas, queman equipos de grabación, introducen virus a computadoras; tampoco retiran documentos e identidad de modo arbitrario a ciudadano alguno.

642. En Cuba la Ley se respeta y se aplica de modo escrito. Nadie queda sujeto a modo alguno de acoso, amenaza u hostilidad.

643. Cuba confirmó la voluntad de seguir cooperando con sus labores y por tanto, aun cuando como en este caso, se trate de burdas fabricaciones, no dudaremos en responder.

Llamamiento urgente

644. El 3 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con actos de hostigamiento contra mujeres miembros del colectivo conocido como **Las Damas de Blanco**, inclusive la detención temporal de tres de ellas, las Sras. **Maritza Castro, Ivonne Mayesa Galano** y **Neris Castillo** además de las amenazas contra la Sra. **Ariana Montoya Aguilar**.

645. Las Damas de Blanco es una organización de familiares de disidentes políticos encarcelados. Las Damas de Blanco organizan marchas pacíficas en las que reparten flores y piden la liberación de sus familiares y amigos aún en prisión. En 2005, este grupo recibió el Premio Sajarov a la Libertad de Conciencia, otorgado por el Parlamento Europeo.

646. Las Damas de Blanco ya fue sujeto de varias comunicaciones de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos que envió cartas al Gobierno de Cuba el 7 de abril de 2008, el 19 de mayo 2008 y el 8 de julio de 2008. La Relatora Especial agradeció las respuestas proporcionada por el Gobierno de Cuba fechada el 16 de mayo de 2008, el 22 de mayo de 2008 y el 22 de julio de 2008.

647. Según la información recibida, el 10 de marzo de 2009, la Sra. Ivonne Mallesá habría sido detenida brevemente por el Departamento de Seguridad del Estado (DSE) cubano, tras haber sido detenida anteriormente y liberada dos días antes.

648. El 8 de marzo de 2009, agentes del DSE habrían tratado de impedir la participación de varios miembros de las Damas de Blanco en un evento con motivo del Día Internacional de la Mujer. Habrían sido arrestadas las Sras. Maritza Castro, Ivonne Mayesa Gallano y Neris Castillo, mientras que a otras Damas, se les habría impedido salir de su vivienda para dirigirse al mencionado evento.

649. Según las denuncias, anteriormente, el 19 de febrero 2009, hacia las 15h30, las Sras. Maritza Castro e Ivonne Mayesa Galano habrían sido detenidas cuando se habrían encontrada en la Calzada de Buenos Aires en San Julio y Durege, en el municipio Cerro de La Habana. Habrían sido conducidas luego a la Cuarta Unidad policial del municipio capitalino de Cerro, en donde habrían sido sometidas a tres horas de intenso interrogatorio por agentes de la Sección 21 del DSE.

650. Las Sras. Maritza Castro e Ivonne Mayesa Galano habrían sido interrogadas en particular por el hecho que ellas habrían formado parte, junto a otros miembros de las Damas de Blanco, del grupo que acompañó a la Sra. Noelia Peraza Jiménez durante la noche del 18 de febrero de 2009, frente al Hospital Militar "Carlos J. Finlay" en la Habana, con el fin de expresar su solidaridad con su marido, el prisionero de conciencia Sr. Sigler Amaya, quien habría llevado cinco meses ingresado en dicho hospital. Las Damas de Blanco habrían reclamado además la entrega del diagnóstico médico sobre el activista preso. Después de este hecho, las Sras. Maritza Castro e Ivonne Mayesa Galano habrían sido subidas por la fuerza a un autobús y habrían recibido golpes y empujones de los agentes, quienes luego las habrían conducido a sus casas. En esa ocasión habrían sido advertidas por oficiales de la Seguridad del Estado de que no participen en ninguna actividad durante la semana del 16 de marzo 2009.

651. El 10 de febrero de 2009, la Sra. Ariana Montoya Aguilar, también miembro de las Damas de Blanco, habría sido visitada por un agente del DSE en su casa, en el Barrio Vedado de la Habana y éste habría procedido a prohibirle terminantemente que acudiera a la Iglesia de Santa Rita de Casia, uno de los lugares en donde se reúnen habitualmente las Damas de Blanco.

652. En visto de lo aquí resumida se expresó temor que el hostigamiento contra las Sras. Maritza Castro, Ivonne Mayesa Galano y Neris Castillo y las amenazas contra la Sra. Ariana Montoya Aguilar podrían estar relacionados con sus actividades en defensa de los derechos

humanos, en particular, su ejercicio pacífico del derecho a la libertad de expresión. Asimismo, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de las Sras. Maritza Castro, Ivonne Mayesa Galano, Neris Castillo y Ariana Montoya Aguilar y de las mujeres miembros de las Damas de Blanco.

Llamamiento urgente

653. El 23 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **María Nélica López Báez**, fotógrafa de la asociación de periodistas "Centro de Información Hablemos Press" (CIHPRESS).

654. Según las informaciones recibidas, la Sra. María Nélica López Báez fue arrestada el 16 de junio de 2009 en La Habana por agentes de Seguridad del Estado. Su hijo recibió la visita de una mujer a las 7.00 horas del 16 de junio, quien le entregó la cartera y prendas de su madre. La visitante le informó que su madre había sido arrestada dicha mañana mientras se dirigía a la sede del CIHPRESS. El lugar donde se encuentra detenida no fue especificado. Informó también que el arresto se produjo porque la Sra. López Báez es objeto de un procedimiento por "peligrosidad social pre-delictiva". Se afirma que esta disposición permite detener a una persona aunque no haya cometido ningún delito, en nombre de la amenaza potencial que puede representar para la sociedad.

655. La Sra. López Báez habría sido objeto de tres interpelaciones ante las autoridades durante mayo de 2009.

Respuesta del Gobierno

656. En una carta fechada el 3 de noviembre de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento urgente e informó que las alegaciones incluidas en la comunicación son falsas.

657. Según la carta, resultan falsas las alegaciones que la Sra. López Baéz habría sido sometida a un proceso por "peligrosidad social pre delictiva" y que habría sido objeto de tres interpretaciones ante las autoridades cubanas durante mayo de 2009.

658. Se señaló que la Sra. López Baéz no ha sido objeto de detención alguna y tampoco se encuentra sujeta a un proceso por Estado Peligroso.

659. Según la carta la Sra. López Baéz y su hijo están desempleados y se dedican al comercio ilegal de prendas de vestir.

660. Se informó que en febrero de 2009, con el propósito de obtener financiamiento y supuesta protección ante las consecuencias de sus actividades ilícitas, la Sra. López Baéz estableció relaciones con el "Centro de Información Hablemos PRESS".

661. Según la carta, el Centro de Información Hablemos PESS es una agrupación extranjera que viola elementales derechos del pueblo cubano. No constituye una organización no gubernamental que actúe en defensa de los derechos humanos; por otro lado, atenta contra los derechos del pueblo cubano.

662. Asimismo, se expresó la opinión de que la Sra. López Baéz y el Centro de información Hablemos PRESS no califican en el concepto de defensores de derechos humanos según establece el texto de la Declaración sobre los Defensores de derechos humanos.

663. Se reiteró que en Cuba ninguna persona es detenida o sancionada por el disfrute de los derechos y que en Cuba la libertad de opinión alcanza su más plena realización. Además, se reiteró que en Cuba, por mandato constitucional, se respetan y protegen todos los derechos humanos y libertades fundamentales de todos sus ciudadanos sin distinción de ninguna especie.

664. Cuba expresó su esperanza de que el llamamiento sea descontinuado.

Observaciones

665. La Relatora Especial agradece las respuestas detalladas que el Gobierno de Cuba ha proporcionado. Sin embargo la Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido una respuesta a la comunicación del 3 de abril de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno cubano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

666. Asimismo, la Relatora Especial insta al Gobierno a que elabore informaciones adicionales y resultados concretos de las investigaciones mencionadas en las respuestas recibidas, incluyendo las medidas que se hayan impuesto para sancionar a los responsables y para proteger a los defensores de los derechos humanos y sus familiares.

Democratic People's Republic of Korea

Urgent appeal

667. On 2 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, send an urgent appeal to the Government in relation to U.S citizens **Ms Laura Ling and Ms Euna Lee**, journalists with the San Francisco based online television station Current TV.

668. According to information received, on 17 March 2009, Ms Ling, Ms Lee and their cameraman Mr Mitch Koss were arrested by North Korean authorities on the border between North Korea and China. They were on a reporting assignment to investigate the alleged trafficking and sale of women from North Korea into China. It is not clear whether Ms Ling and Ms Lee were arrested on North Korean territory. Several sources suggest that North Korean border guards may have crossed the Tumen river (that forms the border) while they were filming on the Chinese bank.

669. Ms Ling and Ms Lee are currently being held in Pyongyang on charges of entering North Korea "illegally" and of carrying out "hostile activities". If convicted they face a sentence of up to 10 years of forced labour. A Swedish diplomat has been allowed to visit them in Pyongyang. Mr Koss, who managed to escape from the North Korean border guards, was detained for several

days by Chinese authorities before being deported. Their guide, a Chinese citizen of North Korean origin, is reportedly still being detained by the Chinese police.

670. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms Lee and Ms Ling may be linked to their activities in defence of human rights, in particular their investigative reporting into the alleged trafficking and sale of women between the North Korean and Chinese borders. Further concern was expressed that the actions taken by the authorities may represent a direct attempt to prevent independent reporting in North Korea, thus stifling freedom of expression in the country.

Response from the Government

671. In a letter dated 8 April 2009, the Government responded to the communication sent on 2 April 2009. In its response the Government noted that it did not feel any need to respond to such communications as they attempt to impertinently instruct a sovereign state to do this or that based on distorted information.

672. Furthermore, the Government informed that, as already known, two American reporters were detained on 17 March 2009, as a result of their illegal entry into DPRK territory by crossing the DPRK-China border and hostile acts.

673. While the investigation is underway, consular contact is allowed and treatment is given in accordance with relevant international laws. The Government also enclosed copies of the reports of the Korean Central News Agency on this matter.

Observations

674. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for its response to her communication. In this connection, she wishes to reiterate that in accordance with the provisions of the Code of Conduct (Human Rights Council resolution 5/2), Special Procedures mandate holders are entitled to send communications on individual cases falling within the scope of their respective mandates, and this should by no means be viewed as instructing a sovereign State.

Democratic Republic of the Congo

Lettre d'allégations

675. Le 19 mars 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations sur la situation de MM. **Floribert Chebeya Bahizire**, Directeur Exécutif de la Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) et Secrétaire Exécutif National du Réseau National des ONGs des Droits de l'Homme de la République Démocratique du Congo (RENADHOC), **Dolly Ibefo Mbfunga**, Directeur Exécutif Adjoint de la VSV, **Donat Tshikaya**, Chargé de réception au RENADHOC, et **Coco Tanda**, caméraman pour Canal Numérique Télévision (CNTV). M. Chebeya Bahizire a fait l'objet de deux appels urgents envoyés par l'ancienne Représentante Spéciale du Secrétaire Général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme le 16 juillet 2004 et le 14 août 2006.

676. Selon les informations reçues, le 15 mars 2009, à la suite d'une conférence de presse sur les actuelles tensions interinstitutionnelles en République démocratique du Congo qui s'est tenue au siège du RENADHOC, dans la commune de Barumbu, MM. Floribert Chebeya Bahizire, Dolly Ibefo Mbfunga, Donat Tshikaya et Coco Tanda auraient été arrêtés par un groupe d'agents armés de la police nationale congolaise. Ils auraient ensuite été conduits au siège de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Ils seraient présentement détenus à la prison de Kin Mazière. Du matériel informatique et de bureau, ainsi qu'une caméra de la chaîne privée Canal Congo TV, auraient été saisis par les forces de l'ordre.

677. L'objectif de cette conférence de presse était notamment d'annoncer une marche pacifique et un rassemblement devant le Palais du Peuple que la Synergie des ONGs de la Société Civile de la RDC avait prévu d'organiser le lundi 16 mars 2009, en vue de remettre un mémorandum aux Présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale « pour la sauvegarde de la démocratie en RDC ».

678. De sérieuses préoccupations ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de MM. Floribert Chebeya Bahizire, Dolly Ibefo Mbfunga, Donat Tshikaya et Coco Tanda soient liées à leurs activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme.

Appel urgent

679. Le 29 juillet 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Présidente-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Golden Misabiko**, Président de l'Association africaine pour la défense des droits de l'Homme (ASADHO)/Katanga. M. Misabiko a fait l'objet de communications envoyées respectivement le 7 janvier 2005, le 24 mai 2005 et le 6 juin 2005. Aucune réponse à ces trois communications n'a été reçue à ce jour.

680. Selon les informations reçues, le 24 juillet 2009, suite à une convocation, M. Misabiko et M. Thimothée Mbuya, Vice-Président de l'ASADHO/Katanga, se seraient rendus en début d'après-midi à la direction provinciale de l'Agence nationale des renseignements (ANR) à Lubumbashi où ils auraient été interrogés sur la publication d'un rapport publié le 13 juillet 2009 par l'ASADHO/Katanga intitulé : « Mine uranifère de Shinkolobwe: de l'exploitation illicite artisanale à l'accord entre la RD Congo et le groupe nucléaire français AREVA ». Dans ce rapport, l'ASADHO/Katanga dénonçait la poursuite clandestine de l'exploitation de la mine uranifère de Shinkolobwe, suite à sa fermeture officielle par décret présidentiel n° 04/17 du 27 janvier 2004 portant classement de Shinkolobwe comme zone interdite à l'activité minière. Selon l'ASADHO/Katanga, les exploitants bénéficieraient de la complicité de membres des Forces armées de la RDC, de la Police nationale congolaise et de l'Auditorat militaire. Le 22 juillet, les autorités provinciales civiles et militaires auraient dépêché à Shinkolobwe une mission de vérification des allégations de l'ASADHO-Katanga, à laquelle l'ASADHO-Katanga aurait refusé de participer au motif que les militaires impliqués dans l'exploitation illicite auraient reçu l'ordre de quitter les lieux avant l'arrivée de la délégation.

681. M. Mbuya aurait été libéré le 24 juillet en début de soirée et M. Misabiko aurait passé la nuit dans le cachot de l'ANR. Le 25 juillet, M. Misabiko aurait été transféré vers le Parquet du Tribunal de grande instance (TGI) de Lubumbashi et serait depuis détenu au dépôt du TGI. M. Misabiko serait accusé d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », de « diffamation » et de « mouvement subversif ». Le 28 juillet, M. Misabiko aurait été présenté en chambre du Conseil pour régulariser sa détention conformément à la procédure pénale congolaise. Le Ministère public aurait sollicité la prorogation de la détention arguant qu'il attendait que l'ANR régularise le PV d'audition car celui-ci serait entaché d'irrégularités (sans identité, ni signature de l'Officier de police judiciaire instructeur) et que le rapport de l'ASADHO/Katanga lui soit transmis. Les avocats de M. Misabiko auraient invoqué l'irrégularité de la détention et ainsi introduit une requête de mise en liberté provisoire. Le délibéré sur cette question devrait être rendu le 29 juillet 2009.

682. De sérieuses craintes ont été exprimées quant au fait que l'audition de MM. Misabiko et Mbuya et la subséquente détention préventive de M. Misabiko soient liées à leurs activités de défense des droits de l'homme, et ce dans l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. De sérieuses craintes ont également été exprimées pour l'intégrité physique et mentale de M. Misabiko durant sa détention, notamment à la lumière de précédents actes de torture et de mauvais traitements qu'il avait subis lors de sa détention par l'ANR en 2001. M. Misabiko s'était par la suite rendu en Suède où il avait reçu de longs traitements médicaux pour les blessures infligées en détention.

Lettre d'allégations

683. Le 14 août 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, concernant la situation de MM. **Dismas Kitenge**, président du Groupe Lotus et vice-président de la FIDH, **Floribert Chebeya**, président de la Voix des sans voix (VSV), **Timothé Mbuya**, vice-président de la section de l'ASADHO dans la province du Katanga, **Jean-Marie Kabanga**, membre du Groupe d'action non violente évangélique et **Elie Kadima**, membre du Mouvement pour les droits de l'Homme et la réconciliation et XX, journaliste de radio Okapi.

684. Selon les informations reçues, le 7 août 2009, une manifestation rapportée comme pacifique et organisée par un collectif de 17 organisations de la société civile congolaise se serait tenue devant le Gouvernorat de Lubumbashi pour exiger la libération de M. Golden Misabiko, Président de l'Association africaine pour la défense des droits de l'Homme (ASADHO)/Katanga, détenu depuis le 24 juillet 2009 suite à la publication du rapport de l'ASADHO/Katanga intitulé : « Mine uranifère de Shinkolobwe: de l'exploitation illicite artisanale à l'accord entre la RD Congo et le groupe nucléaire français AREVA ». Alors que les manifestants quittaient le Gouvernorat, un escadron de la police mobile armé les aurait stoppés, leur aurait arraché une banderole avant de molester plusieurs manifestants. MM. Dismas Kitenge, Floribert Chebeya, Timothé Mbuya, Jean-Marie Kabanga et Elie Kadima auraient été arrêtés et conduits au poste de police de Lubumbashi. Il leur aurait été d'une part reproché d'avoir manifesté sans autorisation, alors qu'ils avaient informé les autorités locales plus d'une semaine auparavant, conformément à l'article 26 de la Constitution de la RDC qui prévoit un régime d'information; et d'autre part demandé de fournir les preuves attestant du caractère illégal et illicite de l'exploitation artisanale de la mine uranifère de Shinkolobwe.

685. Après un interrogatoire d'une heure trente, MM. Dismas Kitenge, Floribert Chebeya, Timothé Mbuya, Jean-Marie Kabanga, et Elie Kadima auraient été informés qu'ils allaient être conduits dans les locaux de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Finalement, ils auraient été amenés au siège du gouvernement de Lubumbashi où ils auraient été libérés.

686. En marge de ces arrestations, M. XX aurait été giflé et molesté par des éléments de l'ANR qui auraient tenté de le faire entrer à l'intérieur de leur véhicule non immatriculée et lui auraient ravi son matériel radiophonique, en dépit de la présentation de son badge de journaliste de Radio Okapi.

687. Des craintes ont été exprimées quant au fait que les arrestations de MM. Dismas Kitenge, Floribert Chebeya, Timothé Mbuya, Jean-Marie Kabanga et Elie Kadima soient liées à leurs activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme. Des craintes ont également été exprimées quant à l'usage de la force par les forces de l'ordre contre les manifestants pacifiques et contre M. XX. Enfin, de sérieuses craintes ont été réitérées quant à la situation de M. Golden Bisako qui a fait l'objet d'un appel urgent envoyé le 29 juillet 2009 par la Présidente-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Appel urgent

688. Le 7 septembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Vice-Président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent concernant la situation de M. **Robert Llunga Numbi**, président national des Amis de Nelson Mandela pour la défense des droits humains (ANMDH), Mme Marie-Thérèse Kalonda, chargée de programme à l'ANMDH, M. Jean-Paul Itupa, chargé des Relations publiques au sein de la section ANMDH de Kalamu et M. Ndumba Toutou. L'ANMDH est une organisation congolaise de défense des droits de l'homme œuvrant dans la province du Bas-Congo.

689. Selon les informations reçues, le 31 août 2009, vers 16 h, M. Llunga Numbi, Mme Marie-Thérèse Kalonda, M. Jean-Paul Itupa et M. Ndumba Toutou auraient été arrêtés sur leur lieu de travail à Matonge.

690. Mme Kalonda, M. Itupa et M. Toutou auraient été libérés dans la soirée du 31 août. M. Llunga Numbi serait toujours détenu dans les locaux de l'Agence nationale des renseignements (ANR) à Kinshasa/Gombe sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui. Il est allégué qu'il n'aurait accès ni à son avocat, ni à sa famille. Le 1er septembre, des membres de sa famille auraient essayé de lui faire parvenir des vivres, mais auraient essuyé un refus des agents de l'ANR.

691. Il est allégué que ces arrestations seraient liées à la publication par l'ANMDH d'un communiqué de presse en date du 17 août 2009, dénonçant les conditions de travail des ouvriers de la Société Générale Industrielle (SGI) à Kasangulu, province du Bas-Congo, et à la tenue d'une conférence de presse le 24 août à Kinshasa sur ce thème.

692. Des craintes ont été exprimées quant au fait que les arrestations de Mme Kalonda, MM, Itupa, Toutou et Llunga Numbi ainsi que le maintien en détention de M. Llunga Numbi soient liés à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme. Compte tenu de la détention incommunicado de M. Llunga Numbi, des craintes ont également été exprimées quant à l'intégrité physique et psychologique de M. Llunga Numbi et plus généralement des employés de l'ANMDH.

Lettre d'allégations

693. Le 15 septembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations concernant l'assassinat de M. **Bruno Koko Chirambiza**. M. Chirambiza était journaliste présentateur du journal en Swahili à la radio Star émettant à Bukavu.

694. Selon les informations reçues, dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 août 2009, alors qu'il rentrait d'un mariage, M. Chirambiza aurait été poignardé à mort par un groupe de huit personnes armées en tenue civile. M. Chirambiza serait décédé des suites de ses blessures à l'hôpital général de référence de Bukavu.

695. De vives craintes ont été exprimées quant au fait que l'assassinat de M. Chirambiza soit lié à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment dans l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. M. Chirambiza est le troisième journaliste assassiné à Bukavu en 2 ans, après MM. Didace Namujimbo et Serge Maheshe de Radio Okapi, assassinés en novembre 2008 et juin 2007 respectivement. De vives craintes ont de ce fait également été exprimées quant à l'intégrité physique et mentale des journalistes -et plus largement des défenseurs des droits de l'homme- travaillant dans l'est de la RDC.

Appel urgent

696. Le 28 septembre 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé un appel urgent sur la situation de MM. **Timothée Mbuya**, vice-président de la section de l'ASADHO dans la province du Katanga; **Gregory Mulamba**, secrétaire exécutif du Centre des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire (CDH); **Emmanuel Umpula**, directeur exécutif de l'Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH); et Mme **Dominique Munongo**, coordinatrice du Centre de Développement pour la Femme (CDF). M. Mbuya a fait l'objet d'un appel urgent du 29 juillet 2009, envoyé par la Présidente-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Un second appel urgent concernant M. Mbuya a été envoyé le 14 août 2009 par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

697. Selon les informations reçues, le 16 septembre 2009, vers 21h, MM. Mbuya et Umpula ont tous deux reçu un message texte sur leurs téléphones portables en provenance d'un numéro qui nous est connu. Ce message indiquait "Ton Chef, on l'a déjà déclassé et il reste toi et trois autres". Un second message aurait ensuite été reçu par les deux hommes disant "Vous pensez

être plus malins. Sache que ce ne pas fini. On verra quand vous serez tous morts comme certains journalistes si vous faites encore des marches”.

698. Le même jour, M. Mulamba aurait reçu deux messages provenant du même numéro téléphonique en ces termes : “On connaît où tu habites à Kampemba. Tu es le deuxième sur notre liste”. Le deuxième message poursuivait en disant “Nous allons nous occuper de toi-même si tu as des petits appuis”.

699. Le 17 Septembre 2009, vers 8h du matin, un autre message aurait simultanément été reçu par MM. Mulamba, Mbuya et Umpula d’un numéro qui nous est connu. Ce message, se référant à Mme Munongo, membre de la famille royale Yeke de Katanga, leur annonçait “Dites à votre amie Munongo, même si elle a du sang royal, on va aussi l’attaquer. ” Le même jour, une plainte aurait été adressée au Procureur de la République.

700. Le 18 septembre 2009, après être intervenus dans une émission radiotélévisée afin de dénoncer les menaces dont ils auraient été victimes, MM. Mulamba, Mbuya et Umpula auraient reçu un message en provenance d’un téléphone portable les menaçant en ces termes : «Après vos déclarations, nous vous accordons 48 heures soit pour quitter Lubumbashi avec votre Munongo soit pour dire au revoir à vos familles. Nous allons agir.»

701. Le 21 septembre 2009, les trois hommes auraient reçu un autre message provenant d’un téléphone portable dont le libellé les menaçait de la façon suivante: «Compte à rebours. Nous sommes et nous restons sérieux à nos décisions. Vos protecteurs vous trompent. Nous avons tous vos mouvements et vos habitations. Vos réunions avec la Monuc c’est rien. Ils protègent combien de journalistes. C’est un problème d’heures. C’est un problème d’heures. Votre Dominique MUNONGO, nous allons l’arracher dans sa jeep comme une mangue ».

702. Il est allégué que ces menaces seraient liées aux activités de MM. Mbuya, Mulamba, Umpula et de Mme Munongo en faveur de la libération de M. Golden Misabiko, président de l’Association africaine pour la défense des droits de l’Homme (ASADHO)/Katanga, qui aurait été condamné le 21 septembre 2009, par le Tribunal de paix de Lubumbashi à un an de prison avec sursis pour atteinte à la sûreté de l’Etat.

703. Des craintes ont été exprimées quant au fait que ces menaces soient liées aux activités non-violentes de promotion et protection des droits de l’homme de MM. Mbuya, Mulamba, Umpula et de Mme Munongo. Compte tenu de la teneur des messages reçus, des craintes ont également été exprimées quant à l’intégrité physique et psychologique de MM. Mbuya, Mulamba, Umpula et de Mme Munongo.

Appel urgent

704. Le 13 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d’opinion et d’expression et la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, a envoyé un appel urgent sur la situation de Mme **Rebecca Agamile** et **des membres de la SOFEPADI**. Mme Agamile est la trésorière de l’association Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement (SOFEPADI), une organisation pour la promotion des droits des femmes basée à Bunia. Un appel urgent concernant des actes de harcèlement à l’encontre des

membres de la SOFEPADI a été envoyé par la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences et l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme le 15 avril 2008.

705. Selon les informations reçues, le 1er octobre 2009, vers 22 :00 h, huit hommes cagoulés armés auraient pénétré au domicile de Mme Agamile à Bunia. Les hommes lui auraient reproché de les accuser de violations des droits de l'homme. Ils l'auraient également menacée, ainsi que sa fille de 16 ans, de viol et de mort. Un voisin serait intervenu après avoir entendu des détonations provenant du domicile de Mme Agamile.

706. Il est allégué que Mme Agamile leur aurait versé 1.850 US dollars pour qu'ils quittent sa maison. Ces derniers auraient emporté plusieurs objets dont le téléphone portable de Mme Agamile.

707. Le 7 octobre 2009, des proches de Mme Agamile auraient reçu un appel menaçant celle-ci de se rendre à nouveau chez elle et de la tuer. Cet appel provenait du téléphone portable de Mme Agamile que les hommes armés avaient emporté le 1er octobre 2009.

708. Il est allégué que le nombre de menaces à l'encontre des membres de la SOFEPADI aurait augmenté depuis 2008. L'association serait accusée de collaborer avec la Cour pénale internationale (CPI) et de fournir des informations sur les violations des droits de l'homme.

709. Des craintes ont été exprimées quant au fait que les menaces à l'encontre de Mme Agamile et des membres de la SOFEPADI soient liées à leurs activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme. Compte tenu de la gravité des menaces, des craintes ont également été exprimées quant à l'intégrité physique et psychologique de Mme Agamile, de sa fille et des membres de la SOFEPADI.

Appel urgent

710. Le 30 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Franck Kamunga**. M Kamunga est le directeur exécutif de Droits Humains Sans Frontières (DHSF), une organisation gouvernementale basée à Kinshasa offrant une aide juridique aux femmes victimes de violence.

711. Selon les informations reçues, le 6 octobre 2009, M. Kamunga aurait reçu une lettre de menaces à son domicile de Kinshasa. Le 7 octobre, il aurait reçu un appel téléphonique le menaçant.

712. Le 10 octobre, M. Kamunga aurait reçu un autre appel anonyme le menaçant de mort s'il continuait à dénoncer les forces de police comme étant les auteurs présumés d'actes de violence ou d'arrestations arbitraires à l'encontre des femmes. Son interlocuteur l'aurait informé du fait qu'il connaissait son adresse avant de raccrocher.

713. Le 11 octobre, M. Kamunga aurait alerté le commissariat de police de son quartier de ces incidents.

714. Des craintes ont été exprimées quant au fait que ces menaces soient liées aux activités non violentes de promotion et protection des droits de l'homme de M. Kamunga, en particulier l'aide juridique qu'il dispense aux femmes victimes de violence. Compte tenu de la gravité des menaces reçues, des craintes ont également été exprimées quant à l'intégrité physique et psychologique de M. Kamunga et de ses collègues de DHSF.

Observations

715. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux 49 communications envoyées depuis 2004. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

716. La Rapporteuse Spéciale renvoie aux conclusions et recommandations formulées dans son rapport de mission en République Démocratique du Congo, effectuée du 21 mai au 3 juin 2009 (A/HRC/13/22/Add.2), ainsi qu'à celles contenues dans le second rapport conjoint des sept procédures spéciales thématiques du Conseil des droits de l'homme sur la situation en République Démocratique du Congo de mars 2010 (A/HRC/13/56).

Djibouti

Lettre d'allégations

717. Le 9 avril 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement sur la situation de **M. Jean-Paul Noël Abdi**, président de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH). M. Noël Abdi a été le sujet d'un appel urgent envoyé par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme le 13 mars 2007. Nous accusons réception de la réponse du Gouvernement de Votre Excellence en date du 23 mars 2007. Selon les informations reçues :

718. Le 4 avril 2009, M. Noël Abdi aurait été arrêté dans le centre-ville de Djibouti par des éléments du Service de recherche et de documentation de la gendarmerie nationale. Ceux-ci lui auraient signifié, en ne produisant aucun mandat d'arrêt, que cette arrestation était motivée par des « injures publiques à l'autorité judiciaire » que M. Noël Abdi aurait proférées dans une note d'information en date du 26 mars 2009, dans laquelle il avait dénoncé les « graves manquements de la justice djiboutienne et en particulier son absence d'indépendance, illustrés par la non-motivation et la non-rédaction de certains jugements et décisions de justice en particulier dans les procès sensibles comme celui du père Sandro ». M. Noël Abdi aurait ensuite été conduit à la Brigade Nord de la gendarmerie de Djibouti avant d'être placé en garde à vue.

719. Le 5 avril 2009, M. Noël Abdi aurait été déféré devant le parquet en comparution immédiate et entendu par le substitut du procureur dans le cadre d'une procédure de flagrant délit. Il aurait ensuite été interrogé par le juge d'instruction, devant lequel il aurait nié toute injure à l'autorité judiciaire, avant d'être libéré.

720. Selon les termes de la décision de l'instruction, M. Noël-Abdi serait désormais placé sous contrôle judiciaire, se verrait opposer une interdiction de sortie du territoire ainsi qu'une obligation d'émarger de façon régulière auprès du cabinet du juge d'instruction, dans l'attente de l'ouverture d'une enquête à son encontre.

721. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'arrestation de M. Noël Abdi et son placement subséquent sous contrôle judiciaire serait liés à ses activités pacifiques de défense des droits de l'homme.

Observations

722. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la communication en date du 9 avril 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celle-ci. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

Ecuador

Llamamiento urgente

723. El 13 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente-Relatora del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la detención y el ataque del **Sr. Vicente Zhuño Samaniego**, líder campesino, presidente de la Asociación de Campesinos de Limón Indanza, y miembro de la Coordinadora Nacional por la Defensa de la Vida y la Soberanía (CNDVS).

724. El CNDVS es un comité de organizaciones e individuos que defienden los derechos medioambientales, amenazados por los planes del gobierno de desarrollar proyectos de minería en gran escala en zonas rurales.

725. El 6 de noviembre de 2008, el CNDVS presentó una denuncia ante el Defensor del Pueblo de Ecuador, en la que destacaron el patrón de persecución particularmente contra miembros del Comité. Vicente Zhuño Samaniego fue uno de los líderes comunitarios mencionados en esta denuncia.

726. Según las informaciones recibidas, el 5 de enero de 2009, aproximadamente a las 18h30, Vicente Zhuño Samaniego fue arrestado en las cercanías del centro de salud ubicado en la calle principal del vecindario de Indanza, en el departamento de Limón Indanza, provincia de Morona Santiago, mientras caminaba por la calle. Los funcionarios policiales actuantes habrían cumplido órdenes del jefe político del departamento. Presuntamente, el arresto se habría sido llevado a cabo sin que hubiera una orden de arresto ni que el Sr. Vicente Zhuño Samaniego estuviera involucrado en actividad alguna en el momento de la detención. El Sr. Vicente Zhuño Samaniego habría sido trasladado a un lugar desconocido a bordo de una patrulla de la policía nacional.

727. El 6 de enero de 2009, el Sr. Vicente Zhuño Samaniego fue localizado en el Hospital de Macas, con heridas de bala en la cabeza. El habría sido incomunicado por más de 16 horas y transportado a Macas, a una distancia de 6 horas de Indanza. Permanece allí bajo custodia policial. El será sometido a una intervención quirúrgica para extraerle un perdigón localizado en la lengua. El 13 de enero se habría presentado una petición para la revocatoria de la orden de prisión preventiva.

728. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Vicente Zhuño Samaniego. Se expresó temor que la detención del Sr. Vicente Zhuño Samaniego podría estar relacionada con sus actividades legítimas en la defensa de los derechos humanos como líder comunitario y miembro del CNDVS, específicamente por su tarea de sacar a la luz el impacto social y ambiental de la minería a gran escala en Ecuador.

Respuesta del Gobierno

729. En dos cartas fechadas el 20 de marzo de 2009 y el 17 de abril de 2009, la Misión Permanente de Ecuador ante las Naciones Unidas y otros Organismos Internacionales en Ginebra respondió al llamamiento urgente.

730. Se confirmó que la detención del Sr. Zhunio Samaniego ocurrió cuando se encontraba abasteciendo de víveres a las personas que obstaculizaban la vía que conduce al Plan de Milagros – Indanza – San Juan Bosco. Los agentes de policía procedieron a pedirle sus documentos de identificación pero el Sr. Zhunio se negó a presentarlos, situación que derivó en la reacción agresiva del señor Zhunio en contra de los agentes de policía. Estos procedieron a su detención. Cuando ingresaban al patrullero, personas desconocidas, ocultas en la vegetación empezaron a disparar en contra del personal policial. De este suceso resultaron heridos tanto el señor Zhunio como el agente de policía Wilson Ramírez.

731. Se inició la Instrucción Fiscal por el delito flagrante de sabotaje a servicios públicos o privados, en contra de Joel Vicente Zhunio Samaniego con orden de prisión preventiva, quien luego de su recuperación en el Hospital del Seguro Campesino en la ciudad de Cuenca fue trasladado al centro de Rehabilitación Social de Macas el 21 enero 2009.

732. Posteriormente el imputado recupera su libertad el 5 febrero de 2009 por disposición de la Sala de la Corte de lo Penal de Morona Santiago. En la actualidad el señor Zhunio se encuentra en libertad, ejerciendo su derecho a la defensa dentro de la Institución Fiscal No. 04-2009.

733. Adicionalmente, el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos ha enviado una comunicación, por ser materia de su competencia, a la Defensoría del Pueblo, para la realización de una veeduría del debido proceso del caso señalado.

734. En la carta fechada el 17 de abril de 2009, se proporcionó información elaborada por el Gobernador de Imbabura explicando que, el 20 de enero de 2009, en el sector de Pinsaqui "Y" de Cotocachi, los Sres. Ernesto Rodolfo Pereira, Lenin Armando Rosero, Wilmer Rolando Montenegro, Hernando Wellintong Pereira y Lenin Leonardo Alvear, amparados en el Art. 129 del Código Penal, fueron aprendidos por encontrarse obstaculizando la vía pública, y puestos a órdenes del Fiscal Distrital de Otavalo, de acuerdo a los principios del debido proceso, se realizó

la respectiva Audiencia de Formulación de Cargos, en la cual fueron puestos en libertad el 21 de enero del 2009.

735. Por otra parte, el Gobernador de Morona Santiago señala que, el 21 de enero de 2009, agentes policiales se encontraban despejando la vía en el sector Las Peñas, entrada a Roldós, donde se encontraban escombros en las vías. Personas no identificadas, ocultos en la vegetación del lugar, empezaron a disparar a los miembros de la policía. Los agentes del orden tuvieron que repelar este ataque y por este suceso fueron aprendidos los señores: Carlos Gustavo Rumipulla Uyaguari, Angel Geovanni Ullaguari Zuñiga, Clever Oswaldo Lalvay Morocho y Vicente Germán Naikiai Shiki, acusados del delito de terrorismo organizado, Art. 160.1 del Código Penal.

736. Los detenidos fueron trasladados al Centro de Rehabilitación Social de Macas, el 22 de enero del 2009, de acuerdo a la boleta de encarcelamiento emitida por el Juez Tercero de lo Penal y Tránsito de Morona Santiago. Dicha decisión fue apelada por los detenidos ante la Corte Provincial de Justicia de Morona Santiago, quien aceptó la apelación interpuesta y revoca la resolución de prisión preventiva, disponiendo que por el momento no existen los suficientes elementos de juicio para dictar esta medida cautelar de prisión preventiva de los imputados. En consecuencia, el 19 febrero 2009 todos los imputados son puestos en libertad, de la cual gozan plenamente a partir de dicha fecha. Al respecto también se ha coordinado con la Defensoría del Pueblo para que realice una veeduría del debido proceso al caso señalado.

Llamamiento urgente

737. El 28 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra **Asesoría y Servicios Legales para Refugiados (ASELER)**. ASELER es una organización no gubernamental ubicado en Quito, que brinda asesoría y servicios legales a demandantes de asilo y a refugiados en Ecuador.

738. Según las informaciones recibidas, el 15 de enero de 2009, aproximadamente a las 20:30, dos personas y sus familias - miembros de la Asociación de Personas en Condición de Refugio en el Ecuador (ASOREC), que proporcionaban alojamiento a un cliente de ASELER habrían hallado una carta de amenaza en la entrada de su casa, en la que se les habría declarado como objetivos militares. Dicha misiva habría sido firmada por el Comando Central de las Águilas Negras de Colombia en Rearme (Águilas Negras), un grupo armados ilegales surgidos del proceso de desmovilización de organizaciones paramilitares.

739. El día anterior, el 14 de enero de 2009, la ASOREC habría recibido otra carta de amenaza firmada por el mismo grupo armado. Esta carta habría expresado la intención de acabar con la vida de cuatro personas, incluyendo a un cliente de ASELER y su familia. Asimismo, habría declarado como objetivos militares a todos los grupos de derechos humanos, defensores de derechos humanos y organizaciones sociales que puedan dificultar la labor de las “Fuerzas Militares.” Además, otras organizaciones que proporcionan apoyo a las cuatro personas mencionadas, también habrían sido enumeradas como objetivos militares.

740. ASELER habría presentado una denuncia por intimidación en el Ministerio Público de Ecuador por las amenazas que recibió su cliente el día miércoles 14 de enero (denuncia 09-01-14129). También se habrían solicitado medidas cautelares a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de su cliente. Luego de la segunda amenaza recibida por los dirigentes de ASOREC, se habría realizado una nueva denuncia el martes 20 de enero y se habría pedido una ampliación a las medidas cautelares presentas ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos para los dirigentes de ASOREC y el personal de ASELER.

741. El 9 de enero de 2009, aproximadamente a las 12:45 habría sido entregada en las oficinas de ASELER una carta que el portero del edificio habría encontrado sobre su escritorio. La carta, que habría sido firmada por el Secretariado del Estado Mayor Central de las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Ejército del Pueblo (FARC-EP) habría contenida una lista de 11 refugiados colombianos en Ecuador, cinco de los cuales habrían sido clientes de ASELER, señalándolos como objetivos militares. La carta también habría solicitado la colaboración de camaradas con el fin de tomar represalias contra varias organizaciones (en total cinco organizaciones), todas ellas vinculadas a algunas de las personas enumeradas como objetivos militares en la misma carta. En rojo, en la parte superior de la carta, se habría podido leer “GRUPO DE BUSQUEDA Y LIMPIEZA FARC-EP Guerrilla Urbana” y el fondo de la carta habría consistido en la silueta del mapa de Colombia sobre la que se habría encontrado el texto “FARC-EP” sobre la imagen de un libro abierto y dos fusiles cruzados.

742. El mismo día, ASELER habría presentado una denuncia por intimidación ante el Ministerio Público (trámite número 09-01-09075). También se habrían solicitado medidas cautelares a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de las personas enumeradas en la carta como objetivos militares.

743. Se expresó temor que las amenazas contra ASELER, así como contra las personas y organizaciones mencionadas, podrían estar motivadas por su trabajo legítimo de defensa de los derechos humanos, específicamente por el apoyo que se da a refugiados en el Ecuador. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los miembros de ASELER.

Llamamiento urgente

744. El 18 de febrero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra la **Sra. Leidy Johanna Vélez Moreira**, a su compañero, el **Sr. Neil Wernher Bastante Cárdenas**, y a su familia. Leidy Johanna Vélez Moreira es agente de policía.

745. Según las informaciones recibidas, el 23 de enero de 2009, un agente de policía habría seguido a la Sra. Vélez Moreira cuando habría sido concurrido a una reunión con el fiscal responsable de la investigación de la tortura y asesinato de sus hermanos, los Sres. Yandry Javier Vélez Moreira y Juan Miguel Vélez Cedeño, ocurridos en diciembre de 2008. Un día después, varios agentes de policía también habrían seguido a su compañero, el Sr. Neil Wernher Bastante Cárdenas, en un automóvil sin placas de matrícula. Algunos de estos policías ya los habrían seguido el 28 de diciembre de 2008.

746. Las acciones intimidatorias contra la Sra. Leidy Vélez Moreira y su familia habrían comenzados en octubre de 2007, cuando su casa familiar de Quito habría sido objeto de un registro a cargo de agentes vestidos de civil. Al parecer, los agentes habrían buscado al Sr. Yandry Javier Vélez Moreira, hermano de la Sra. Leidy Vélez Moreira, por considerarlo sospechoso de robo. Los agentes no habrían sido muñidos de órdenes de registro o de detención y, según informes, habrían preguntado a la Sra. Leidy Vélez dónde estaba su hermano. También la habría amenazado con traerle la cabeza de Sr. Yandry Javier en una bandeja de plata si no revelaba su paradero. Al protestar Leidy Vélez, los agentes la habrían insultado y habría detenido a su compañero, quien habría quedado en libertad 20 días después.

747. Seis meses después, en junio de 2008, el agente de policía a cargo del registro en casa de la Sra. Leidy Vélez se habría dirigido a ella en la calle. Según la versión de Leidy Vélez, el agente la habría agarrado del brazo y le habría amenazado y a su hermano. La Sra. Leidy Vélez habría informado a sus superiores de todos los hechos a medida que tuvieron lugar. Según informes, hasta la fecha no habrían tomado ninguna medida. En octubre de 2008 la Sra. Leidy Vélez habría presentado una denuncia formal ante la policía.

748. A los Sres. Yandry Javier Vélez Moreira y Juan Miguel Vélez Cedeño los encontraron muertos el 12 de diciembre de 2008. Les habían disparado y, según informes, presentaban señales de haber sido torturados antes de su muerte. Según sus familiares, los hermanos habrían salido de su casa la noche anterior y los habrían matado cuando se desplazaban en la furgoneta de su madre. Unos días antes de estos acontecimientos, cuando los hermanos habrían viajados con unos familiares en la misma camioneta, unos agentes vestidos de civil los habrían parado y les habrían pedido sus documentos de identidad. Cuando los agentes vieron el documento del Sr. Yandry Vélez dijeron: “Tú eres el famoso Yandry Vélez Moreira, contra ti tenemos una consigna; agradece que estás con tu familia”.

749. La familia Vélez habría presentado varias denuncias contra el Grupo de Apoyo Operacional de la policía (GAO), entre ellas una por la muerte y tortura de los Sres. Yandry Vélez Moreira y Juan Miguel Vélez Cedeño en Montecristi, provincia de Manabí, en diciembre de 2008.

Respuesta del Gobierno

750. En una carta fechada el 1 de abril de 2009, la Misión Permanente del Ecuador ante Naciones Unidas y otros Organismos Internacionales en Ginebra respondió al llamamiento urgente.

751. El Gobierno del Ecuador señaló que, en su opinión, el caso presentado en el llamamiento urgente no se trataba de defensores de derechos humanos y no había implicación alguna de las libertades de opinión o expresión.

752. Se informó que se trataba de actos delictivos bajo investigación dentro de la justicia ordinaria del país y sometidos al debido proceso.

753. En relación con el caso de la señora Leidy Johanna Vélez Moreira y sus familiares, el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos del Ecuador facilitó la siguiente información:

754. En lo referente a la posible tortura y muerte de Yandry Javier Vélez Moreira y José Vélez Cedeño, la Fiscalía de la Provincia de Manabí inició la indagación previa respectiva, en virtud de la denuncia planteada por la señora Leidy Vélez Moreira.

755. Se informó que La Unidad Distrital de Asuntos Internos del Comando del Primer Distrito de la Policía Nacional estaba realizando las investigaciones sobre la denuncia presentada por Leidy Vélez Moreira, en la Primera Corte Distrital de Justicia Policial, en contra de los presuntos responsables del allanamiento e intimidaciones en su contra, así como de las posibles torturas y muertes de sus hermanos.

756. El Ministerio de Justicia y Derechos Humanos gestionó con la Fiscalía General del Estado el ingreso de Leidy Vélez Moreira al Programa de Protección de Víctimas y testigos quienes están a cargo de su protección.

757. Se estaban coordinando acciones con la Defensoría del Pueblo para que vigile el debido proceso en la denuncia penal presentada en contra de miembros de la Policía Nacional por la muerte de los hermanos de Leidy Vélez Moreira.

758. El Ministerio de Justicia y Derechos Humanos solicitó al Ministerio de Gobierno y Policía que vigile el proceso de la investigación administrativa que la Dirección de Asuntos Internos de la Inspectoría General de la Policía Nacional, lleva a cabo por la denuncia presentada por la señora Leidy Vélez Moreira.

759. Se informó que el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos mantiene contacto permanente con Leidy Vélez Moreira, para evaluar su situación y dar seguimiento de los procesos tanto para su protección como para garantizar su derecho a acceder a la justicia de manera efectiva.

Llamamiento urgente

760. El 4 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el ataque contra las **Sras. Rosa Etelvina Misacango Chuñir y Gloria Livia Jiménez Berrezueta**, quienes son integrantes del Frente de Mujeres Defensoras de la Pachamama, una organización que se ocupa de los problemas que enfrentan las mujeres como resultado de los proyectos mineros.

761. Según la información recibida, el 22 de abril de 2009, aproximadamente a las 19:00 horas, dos hombres y dos mujeres conocidos de la Sra. Misacango Chuñir habrían venido a su casa ubicada en el Barrio 13 de Abril del centro parroquial de Molleturo, y la habrían atacado verbal y físicamente.

762. Las cuatro personas habrían entrado por la fuerza a la casa de la Sra. Misacango Chuñir y habrían dicho: “vaga, por vaga andas haciendo problema... no ves que las mineras van a traer trabajo... vaga, porque no tienes que hacer andas fastidiando”. La Sra. Misacango Chuñir habría sido agredida físicamente, junto con su hijo, en presencia de sus dos nietos de 2 y 5 años. La Sra.

Misacango Chuñir habría recibido patadas y golpes y habría sido arrastrada del cabello hasta la calle. Según la información recibida, la agresión terminó con la intervención de personas en la calle. Como resultado del ataque, la Sra. Misacango Chuñir habría sufrido contusiones por todo el cuerpo, así como hinchazones en la cabeza y heridas como consecuencia del pelo que le fue arrancado.

763. El día 23 de abril, la Sra. Misacango Chuñir habría puesto una denuncia del ante la Fiscalía de Cuenca. Se alegó que los agresores estaban a la espera de recibir trabajo en la minería, concretamente en la empresa EcuadorGold.

764. Asimismo, se informó que el 25 de diciembre de 2008, la Sra. Gloria Livia Jiménez Berrezueta, otra integrante del Frente de Mujeres Defensoras de la Pachamama, también habría sido atacada en la parroquia Victoria del Portete. Sus agresores no habrían sido procesados o condenados.

765. En visto de lo aquí resumido se expresó temor que estos ataques podrían estar directamente relacionados con el trabajo legítimo que realizan las Sras. Rosa Etelvina Misacango Chuñir y Gloria Livia Jiménez Berrezueta en defensa de los derechos humanos, en particular en relación con los problemas que enfrentan las mujeres como resultado de los proyectos mineros. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de las Sras. Misacango Chuñir y Jiménez Berrezueta, así como por la de los demás miembros del Frente de Mujeres Defensoras de la Pachamama.

Observaciones

766. La Relatora Especial agradece la información proporcionada por el Gobierno de Ecuador en relación con las comunicaciones fechadas el 13 de enero de 2009 y el 18 de febrero de 2009. No obstante, la Relatora Especial lamenta que en el momento de finalizar este informe, el Gobierno no le haya remitido información en respuesta a las comunicaciones del 28 de enero de 2009 y 4 de mayo de 2009 e insta al gobierno ecuatoriano a que adopte todas las medidas necesarias para proteger los derechos y las libertades de las personas mencionadas en estos casos, así como investigar, procesar e imponer las sanciones adecuadas a todas las personas responsables de las violaciones alegadas.

Egypt

Urgent appeal

767. On 20 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding **Mr. Dia' el Din Gad**, an Egyptian citizen and student blogger. According to information received:

768. On 6 February 2009, Mr. Dia' el Din Gad was arrested outside his home in Qotour city, near Tanta city (north of Cairo) by State Security Investigations (SSI) officers. Just before his

arrest, Dia' el Din Gad had returned to his home in Qotour city. When he left the house, he was immediately arrested by SSI officers and allegedly beaten as he was taken away.

769. He is reportedly held incommunicado in an unknown location, and his whereabouts have not been disclosed by the Egyptian authorities, despite inquiries by his family and his lawyer with the Ministry of the Interior and the office of the Public Prosecutor.

770. According to local activists, a few days before he was arrested, Dia' el Din Gad had taken part in demonstrations organized by the liberal Wafd opposition party in Cairo in solidarity with the people of Gaza.

771. On his blog Dia' el Din Gad criticized the Egyptian policy regarding Gaza – including the restrictions on humanitarian aid delivered through Egypt to Gaza – and regarding the 4 February arrest of Ahmed Doma, a leading member of a youth movement, the Popular Movement to Free Egypt.

772. Mr. Dia' el Din Gad reportedly frequently suffers panic attacks which make it difficult for him to breathe. He also has difficulty walking or bending one of his legs, due to injuries suffered in childhood. He takes medication, which he did not have with him when he was arrested.

773. In view of the alleged detention of Mr. Dia' el Din Gad at an undisclosed or unconfirmed location, concern is expressed that he may be at risk of torture or other forms of ill-treatment. We should like to appeal to your Excellency to seek clarification of the circumstances with a view to ensuring that the right to physical and mental integrity of Mr. Dia' el Din Gad is protected.

Urgent appeal

774. On 5 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the warning letter received by the **Egyptian Organization for Human Rights (EOHR)** from the Egyptian Ministry of Social Solidarity. The Egyptian Organization for Human Rights has been a fully functioning Non-Governmental Organization (NGO) since 1985, and has worked to increase respect for human rights through fact-finding missions, publications and awareness-raising.

775. The then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders previously sent an allegation letter concerning the EOHR on 19 January 2004. According to the information received:

776. On 27 April 2009, the Egyptian Organization for Human Rights (EOHR) received a letter from the Egyptian Ministry of Social Solidarity, warning EOHR of the possibility that it would be subjected to closure and dissolution for violating the Law of Association No. 84 of 2002 (NGO Law). The letter indicated that Article 42 of the NGO Law had been breached by EOHR, which, allegedly, had received foreign funding without authorization.

777. The warning sent by the Ministry of Social Solidarity related to the regional conference on the right to access to information, titled “Information is a right for all”, which took place on 27-28 January 2009 in Cairo. The conference was organized by EOHR, with the cooperation of the Centre of Media Freedom in the Middle East and North Africa (CMF MENA).

778. On 31 July 2008, EOHR allegedly notified the competent authorities of the conference and requested authorization to receive funding from the CMF MENA, in order to cover travel expenses for the participants attending the conference. According to the source, no response was received from relevant authorities within 60 days, the time frame provided by law. According to the NGO Law, lack of response from the authorities within the specific time frame implicates initial approval. In view of this, EOHR and CMF MENA proceeded with the organization of the conference.

779. The 27 April 2009 warning came following the release of EOHR's Annual Report 2008, and two other EOHR reports on torture and freedom of opinion and expression in Egypt.

780. Concern is expressed that the warning letter received from the Ministry of Social Solidarity could be related to EOHR's activities in support of the right to freedom of expression.

Response from the Government

781. On 4 August 2009, the Government responded to the urgent appeal. The Government indicated that the EOHR made use of foreign funding to organize, jointly with the Centre for Media Freedom in the Middle East and North Africa, a regional conference on the right to access information held in January 2009. The EOHR has informed the MSS before the event but did not complete the due legal process till after the completion of the project in contravention to Law No. 84 regulating the activities of NGOs in Egypt.

782. In exercising its legal mandate as regulator of the activities of civil society in Egypt including non governmental organizations, the MSS sent a letter of inquiry on the relevant circumstances to the EOHR making reference to a number of articles of Law No. 84 including article 42 which penalizes non-conforming organizations with the penalty of closure.

783. The EOHR misinterpreted the MSS letter and considered it a warning for closure notwithstanding the nature of the letter, which is a routine communication, regularly sent in such situation. Subsequently, the EOHR sent an explanatory letter to the MSS clarifying that the EOHR has filed on March 27, 2009 a formal request at the MSS for permission to utilize the funding for the purposes of the conference and pursuant to an exchange of contacts, a process is in progress to fulfill the relevant procedures in order to grant the required permission to the EOHR.

Observations

784. The Special Rapporteur thanks the Government of Egypt of the response provided to the urgent appeal of 5 May 2009 but regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to her communications of 20 February 2009, 21 August 2008 and 18 January 2008. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate.

785. The Special Rapporteur urges the Government to transmit to her all relevant information regarding any investigation or prosecution in relation to the abduction of Mr. Dia' el Din Gad in February 2009. Despite the release of Mr. Dia' el Din Gad in March 2009, the Special

Rapporteur expresses concern regarding the alleged threats against Mr. Dia' el Din Gad and his family from State security officers.

786. In this connection, the Special Rapporteur wishes to remind the Government of the provisions contained in the Declaration on human rights defenders, in particular article 12 paragraphs 2 and 3 of the Declaration which provide that the State shall take all necessary measures to ensure the protection by the competent authorities of everyone, (...) against any violence, threats, retaliation, de facto or de jure adverse discrimination, pressure or any other arbitrary action as a consequence of his or her legitimate exercise of the rights referred to in the Declaration”.

Eritrea

Letter of allegations

787. On 12 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government in relation to the **arrests, detention and deaths of journalists in Eritrea** since 2001.

788. We would like to draw the attention of your Excellency's Government to the fact that information regarding the alleged deaths of Mr. Seyoum Tsehaye (or Fsehaye), Mr. Dawit Habtemichael and Mr. Yusuf Mohamed Ali, as well as the detention of Mr. Medhane Tewelde (also identified as Medhane Haile), Mr. Temesghen Gebreyesus, Mr. Said Abdulkader, Mr. Emanuel Asrat and Mr. Fessehaye “Joshua” Yohannes was the subject of a letter of allegation sent to your Excellency's Government on 29 November 2006.

789. In addition, a letter of allegation regarding the death of Mr. Fessehaye “Joshua” Yohannes allegedly as a result of the treatment he had received under detention and of very harsh conditions in Dongolo prison was also sent to your Excellency's Government on 9 March 2007. As yet a response to these letters of allegation has not been received from your Excellency's Government.

790. According to additional information received, Mr. Said Abdulkader, Founder and Editor of Admas and former journalist with public-owned Haddas Eritrea, was arrested on 20 September 2001 and believed to have died in detention in March 2005.

791. Mr. Medhane Tewelde (or Medhane Haile), former Deputy Editor of Keste Debena, was arrested on 18 September 2001 and detained in cell no.8 in Eiraeiro Prison Camp. It has been reported that he died in February 2006, and that his body has never been handed over to his family.

792. Mr. Mattewos Habteab, Editor and co-Founder of Meqaleh, was arrested on 19 September 2001 and is currently detained in Dahlak Island Prison.

793. Mr. Dawit Isaac, owner and co-Founder of Setit, was arrested on 23 September 2001 and has been detained in an unknown location. He was allegedly moved to a hospital in February 2009 due to serious illness.

794. Mr. Temesghen Gebreyesus and Mr. Emanuel Arsat, whose information was the subject of the letter of allegation dated 29 November 2006; remain under detention in Dahlak Island Prison and Eiraeiro Prison Camp respectively.

795. It has been reported that the journalists were detained in September 2001 as a result of interviewing members of the opposition and reporting on the alleged crackdown against government critics which took place in July 2001. The licenses of all of the country's eight independent newspapers were also reportedly withdrawn in September 2001.

796. Concern was expressed that the continued detention of the above-mentioned journalists as well as the withdrawal of the licenses of independent newspapers is a direct attempt to stifle freedom of expression in Eritrea.

Observations

797. The Special Rapporteur regrets that, at the time of the finalization of the current report, no response had been received from the Government regarding the letter of allegations sent on 12 August 2009. The Special Rapporteur remains concerned at the large number of arrests, detention and deaths of journalists in the country since 2001 which has a serious impact on the right to freedom of opinion and expression and the functioning of an independent civil society and media. The Special Rapporteur wishes to bring to the Government's attention the provisions contained in the Declaration on Human Rights Defenders (Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms) and in particular article 6 point b) and c) which provide that everyone has the right, individually or in association with others as provided for in human rights and other applicable international instruments, freely to publish, impart or disseminate to others views, information and knowledge on all human rights and fundamental freedoms; and to study, discuss, form and hold opinions on the observance, both in law and in practice, of all human rights and fundamental freedoms and, through these and other appropriate means, to draw public attention to those matters.

Ethiopia

Letter of allegations

798. On 21 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on Violence against Women and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government, in relation to concerns about the restrictions to the effectiveness of human rights organizations in Ethiopia that may result from the adoption of the "**Proclamation for the Registration and Regulation of Charities and Societies**" (hereinafter: "the Proclamation").

799. The Proclamation was the subject of an urgent appeal sent on 17 July 2008 by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. No reply has been received to date from your Excellency's Government to the communication.

800. The Proclamation was adopted on 5 January 2009 by the Ethiopian Parliament. The adoption of the law was preceded by several months' negotiations during which the draft was subject to amendments.

801. While we consider the stated aim to enhance the transparency and accountability of civil society organization is legitimate, we are of the opinion that the law in its current form will result in serious restrictions on the activities of NGOs working on a host of human rights issues. The strict implementation of the Proclamation would render it nearly impossible for civil society organizations to carry out their work in Ethiopia.

802. The Proclamation establishes three categories of non-governmental organizations (referred to in the Proclamation as "charities" or "societies"): Ethiopian Charities or Societies; Ethiopian Residents Charities and Foreign Charities. Ethiopian Resident Charities are defined as those "formed under the laws of Ethiopia and which consist of members whom all dwell in Ethiopia and who receive more than 10% of their funds from foreign country sources". Foreign Charities are defined under the provisions of the Proclamation as "Charities that are formed under the laws of foreign countries or which consist of members who are foreign nationals or are controlled by foreign nationals or receive funds from foreign country sources".

803. As a result of these provisions, even Ethiopian NGOs formed under Ethiopian laws and consisting of Ethiopian members would not be defined as Ethiopian Charities in case they receive more than 10% of their funding from "foreign country sources". "Income from foreign source" includes any transfer made from a foreign source, including from Ethiopians living abroad. The consequences of the definition are serious, as Foreign and Ethiopian Resident Charities are expressly banned from carrying out any work related to: 'the advancement of human and democratic rights'; 'the promotion of equality of nations, nationalities and peoples and that of gender and religion'; 'the promotion of the rights of the disabled and children's rights'; 'the promotion of conflict resolution or reconciliation'; 'the promotion of the justice and law enforcement services'.

804. The Proclamation expressly bars Ethiopian NGOs which receive more than 10% of their funding from foreign sources from working on the areas listed above. It would also make any work by foreign NGOs in these fields illegal without the written consent of the Ethiopian government. Section 1.3.2 (b) namely provides that the Proclamation shall not be applicable to "international or foreign organizations operating in Ethiopia by virtue of an agreement with the Government of the Federal Democratic Republic of Ethiopia.

805. The Proclamation establishes the Charities and Societies Agency (hereinafter: the Agency) with wide-ranging discretionary powers to refuse to accord legal recognition to NGOs, to disband NGOs that have already been legally recognized, and to subject NGOs to intrusive patterns of surveillance. The Agency will be governed by a Chief Director who will be nominated by the government. The Agency will have a Charities and Societies Board (hereinafter: Board) consisting of seven members, nominated by the government. The powers of the Agency are broad and vaguely defined. For instance, the Agency may refuse to register an NGO if "the proposed Charity or Society is likely to be used for unlawful purposes or for purposes prejudicial to public peace, welfare or the good order in Ethiopia". In most cases the decisions of the Agency are not subject to the right of appeal. Foreign and Ethiopian Resident Charities have no right to appeal the Agency's decisions in court.

806. All NGOs, including those already established, are required to register with the Agency within three months of their establishment. The licence shall be renewed every three years. The Agency may “from time to time institute inquiries with regard to Charities or Societies” and may, by order require the NGO or any officer or employee to furnish any information in their possession which relates to any Charity or Society” .

807. The Proclamation also prescribes criminal penalties for administrative infractions. Although the lengthy prison sentences contained in previous drafts of the law had been removed from the final Proclamation as adopted, it still contains a provision which foresees that “any person who violates the provisions of this proclamation shall be punishable in accordance with the provisions of the criminal code”. This provision is extremely vague, especially given that the previous prison sentences foreseen for violations of the Proclamation have been changed into fines.

808. Article 31 of the Ethiopian Constitution guarantees the right to freedom of association “for any cause or purpose” except in cases where organizations are formed “in violation of appropriate laws” or in order to subvert the Constitution. Article 30 of the Constitution guarantees the right to freedom of assembly, and Art 29 guarantees the right to freedom of expression. All of these rights are subject to caveats articulated in the Constitution, but at the same time Art 13 requires that the rights be interpreted “in a manner conforming to the principles of the Universal Declaration of Human Rights, International Covenants on Human Rights and international instruments adopted by Ethiopia”.

809. Several provisions of the Proclamation, especially those restricting the work of foreign and Ethiopian NGOs are not consistent with Art 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights and Ethiopia’s Constitution. Furthermore, as a UN member state, Ethiopia is required to uphold the UN Declaration on Human Rights Defenders. The Declaration, which was adopted by the General Assembly by consensus on 9 December 1998, does not contain new rights, but merely articulates existing ones so that it is easier to apply to the practical role and situation of human rights defenders.

Response from the Government

810. The Government responded in a letter dated 16 February 2009 to the communication sent on 21 January 2009. The Government confirmed that the Charities and Societies Proclamation No. 12/2009 was passed by the Parliament. Its principal objectives, as stated in the Proclamation, are ensuring citizens right to association and aiding and facilitating the role of CSOs in the overall development of the people of Ethiopia. A necessary element in implementing these objectives is ensuring transparency and accountability. While the Government admits that the Rapporteurs basically cited provisions in the Proclamation with accuracy, it noted that it would be hard to agree with the interpretations and implications given to most of the provisions cited in the letter. Statements such as the Proclamations would restrict “effectiveness of human rights organizations”, that the Agency has “powers broad and vaguely defined”, and some of the provisions are “not consistent with Article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights and Ethiopia’s Constitution” are some of the statements which would not accurately describe the word and spirit of the Proclamation.

811. Regarding the Universal Declaration of Human Rights, the Government does not deny the universality of the human rights enshrined in the UDHR. One way or another, and irrespective of the instrument's formal validity, the Government considers this document to guide human rights standards and implementation in the world. The Government further believes that the two Covenants and other international (and regional) human rights instruments to most of which Ethiopia has subscribed have ensured the interpretation and concrete application of the Declaration. The Government also holds no reservations towards the Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms. The Government recognizes the Declaration's objectives of reiteration and calling the attention of all concerned to universal and fundamental human rights standards.

812. With regard to the 2004 report by the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders (A/59/401), the Government appreciates the "encouragement" the Rapporteurs have extended towards the Government for the implementation of the recommendations on good practices on NGO regulations. While generally the Government does not object the recommendations on good practices adopted by the then Special Representative – and as a matter of fact many of the recommendations are reflected in the new legislation, it should be stressed that the implementation of most of the recommendations requires an ideal situation, which the country finds very hard.

813. For example, the recommendations require registration to be optional. In a developing country like Ethiopia, in a country where self-regulation by charities and societies is mostly non-existent, and a country where the government has yet to devise a mechanism where charities and societies have to answer to their members, contributors and beneficiaries, it would not be easy to imagine charities and societies ride free. Assuming that there is no requirement of registration – which in effect means no requirement of reporting on financial and administrative matters – in what ways, under the country's present circumstances, is a charity to be accountable. One objective of the Proclamation has been to introduce the rule of law in the formation, operation and dissolution of these organizations. As identified by the Rapporteurs, the Proclamation aims at ensuring transparency and accountability, which were missing in the operation of the society since the time they started operating. The only way to ensure rule of law in the operation of charities and societies in the country is registration and supervision by the Government.

814. While Ethiopian Charities are free to involve in any charitable activity, certain limitations are imposed on non-Ethiopian charities. The restricted charitable activities, listed in the Proclamation, relate to political activities, which the Government believes should not be left to foreigners and foreign funds. The State is at the early stage of democratization. This process of democratization has to take root in the country and its people before it is exposed to the undue influence of foreigners to the whole political system. Foreigners are normally free in the exercise of human rights in the country. But for the exercise of political rights, natural limitations have to be put in place if the exercise of public affairs is required to be free and the sovereignty and independence of a State and its people are to be maintained. Other activities – activities which do not affect the political system of the country and activities which overlap with the traditional charitable activities – are identified and allowed in the Proclamation. Foreign charities and societies, without discrimination, can engage in those activities.

815. As to the Agency, ensuring accountability and transparency has been one of the motives for the issuance of the legislation. The Agency, which is entrusted with the implementation of the Proclamation, registers and recognizes charities and societies and ensures the observance of the law. In addition to supervision through inquiries and investigation of reports, the Agency may suspend or cancel CSOs that do not abide by the law. But these powers should not lead to the assertions that the Agency has intrusive powers and that the Agency's powers are "broad and vaguely defined". First of all, the Agency has to exercise its powers on the basis of the Proclamation and other laws. The Proclamation provides clear powers and responsibilities of the Agency. These powers given to the Agency are nothing but reasonable in light of the supervisory functions of the Agency. Second, the decisions of the Agency are appealable to the Board of Charities and Societies, which has two representatives of charities and societies as its members. Third, Ethiopian charities and societies are also allowed to appeal to the Federal High Court.

816. In relation to the severity of punishment, "fine" is the only penalty that the Proclamation has introduced. While amount of fine is fixed considering such factors as the gravity of the offence and the ability to pay, the fines provided in the Proclamation, the Government believes, are nothing out of the ordinary. As to other forms of punishment, the Proclamation refers to the Criminal Code. With or without reference, the Criminal Code applies to crimes and punishment without distinction of anyone including charities and societies and officers associated with them. If persons involved in charitable activities commit crimes as defined in the Criminal Code, exclusion of criminal law from the operation of "charitable activities" would be out of reason.

817. As a federal legislation, the Proclamation is issued by the HPR. As in any democratic society, the HPR, which obtains authority from the Constitution, must abide by the Constitution and the international human rights standards zealously embraced by the Constitution. Two of the provisions that caused the concerns of the Rapporteurs are Article 19 on freedom of expression and Article 21 on peaceful assembly. However, the Government finds it hard to see how these fundamental rights are restricted by the Proclamation. The Proclamation does not profess to regulate freedom of expression and assembly. They are regulated by separate legislations, which allow the exercise of those rights without distinction.

818. Regarding freedom of association of Article 22 of the Covenant, the Proclamation takes the "realization of citizen's right to association" as a prime motive in enacting the Proclamation. But still this right should be in line with the fundamentals of political rights. Should foreigners be allowed to form political organizations to exercise their right of association? Obviously the Ethiopian laws, like the laws of any other sovereign State, do not allow political association to foreigners. This is not discrimination. Such prohibitions are associated with the sovereignty of a country, which would be lost if foreigners got engaged in such crucial public affairs.

819. It is the Government's firm belief that the Covenant's reservation of public affairs to citizens (Article 25) is triggered by the traditional concern of sovereignty. Presently political activities are becoming more and more intertwined with other social and charitable activities. Hence caution has to be exercised in allowing foreigners to carry out "charitable" activities lest the State would fall under the influence of external forces. The issue then would be to determine the extent of freedom of association permitted to foreigners and foreign funds. In deciding this delicate matter, the Government has limited the operation of foreign charities on some charitable activities that the Government believes would substantially involve public affairs.

820. The Covenant's rights to freedom of expression, freedom of assembly and freedom of association are the same as the Constitution's. Compatibility with the Covenant's provisions should be presumed to imply compatibility with the Constitution's provisions. The Constitution's article 29 (the right of thought, opinion and expression) and article 31 (the right of assembly, demonstration and petition) are governed by other laws such as Peaceful Demonstration and Public Political Meeting Procedure Proclamation No. 3/1991 – which is in line with the Constitution and international human rights standards ensures the right to peaceful assembly and demonstration – and the Freedom of the Mass Media and Access to Information Proclamation No. 590/2008 – which implements some aspects of the Constitution's freedom of expression.

821. Under Article 31, which is more related to CSOs, the Constitution enshrines the freedom of association for “any cause or purpose”. But it also envisages the existence of “appropriate” laws to prohibit some organizations. The Proclamation on CSOs may be considered such a law with regard to foreign CSOs. The appropriateness of prohibition by the Proclamation against the participation of foreign CSOs in some charitable activities should be tested in light of the rights of participation in public affairs. Under the Constitution, participation in public affairs is reserved for citizens. On the basis of the Government's appreciation, the unlimited involvement of foreigners in charitable activities has in the past impaired the free exercise by citizens of their rights to participate in public affairs. As stated before, allowing all “charitable” activities to foreigners would also expose the State to undue influence of its political system. Hence the Government has taken the legitimate measure of limiting involvement of foreigners in the political undertakings of the country.

822. Since the beginning of the Government's desire to overhaul the legal framework for CSOs some ten years back, suggestions on the possible content of a future legislation have been gathered from stakeholders. After preparing the initial draft, the Government tabled the draft for public discussion. Before the final draft was sent to the Parliament, extensive discussions before the Council of Ministers had taken place. A number of consultative meetings with charities and societies had also been conducted. High profile consultative meetings with NGOs chaired by higher officials such as the Minister of Justice, and, even on two occasions, chaired by the Prime Minister himself, are believed to have given NGOs the opportunity to comment on the draft legislation and provide their recommendations. On various occasions, public debate/dialogue with the participation of prominent civil societies, political parties and professionals, aired via national television, was conducted. In the HPR as well, before the passage of the Proclamation, the committee of the House had invited concerned organs especially CSOs for public hearing of their views before the House.

823. Given the number of amendments made on the initial draft on the basis of recommendations from various stakeholders, it is difficult to state the exact extent of incorporation of the views of CSOs in the final legislation. However, the amendments made on the initial draft mostly owe themselves to the recommendations by civil society. To mention few, the penalty of imprisonment was removed from the final legislation; a third category of “Ethiopian Resident Charities and Societies” was introduced; the possibility of a police officer or an agency or other government official having had the right to attend in all meetings of CSOs was removed; two of the seven members of the Charities and Societies Board, the highest organ of the regulatory Agency, were made to be nominated from Charities and Societies themselves.

Observations

824. The Special Rapporteur wishes to thank the Government the detailed response provided regarding the “Proclamation for the Registration and Regulation of Charities and Societies”. However, the Special Rapporteur remains concerned that the law significantly restricts the space for independent human rights activity in the country and has a profound effect on the independence of civil society. The Special Rapporteur firmly believes that human rights activities and monitoring, including the denunciation of human rights abuses, should not be considered as political activity and restricted. In this connection, the Special Rapporteur wishes to draw the attention of the Government to the Declaration on Human Rights Defenders ((Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms) which clearly states in its article 1 that “Everyone has the rights, individually and in association with others, to promote and strive for the protection and realization of human rights and fundamental freedoms at the national and international levels”. The provisions of the Declaration clearly refer to “everyone” and should not be construed to refer to citizens of a given country. However, under the “Charities and Societies Law” even Ethiopian citizens are prevented from engaging in human rights activities, in case more than 10% of the budget of the non-governmental organization is received from above. Such provisions are contrary to not only the Declaration on human rights defenders, but also to relevant provisions of the International Covenant on Civil and Political Rights and the Universal Declaration of Human Rights.

Fiji

Urgent appeal

825. On 15 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding threats against **Mr. Netani Rika**, editor-in-chief of the Fiji Times and winner of the Pacific Islands News Association (PINA)’s 2009 Pacific Media Freedom Award, as well as the situation of media freedom in the Republic of the Fiji Islands.

826. According to information received, on 28 August 2009, Real Fiji News, a pro-government blog, published a statement suggesting that Mr. Rika’s life is under threat. On the same day, unidentified visitors allegedly came to his home, and unidentified persons reportedly made calls to his newsroom asking when Mr. Rika would return.

827. Reports claim that Mr. Rika has been subjected to numerous threats in the past, including phone calls from the military demanding his presence at the barracks, after which he was subjected to intimidation by military officers in May 2007, having rocks thrown at his house and car by unknown men, and an attack on his home with home-made petrol bombs in March 2009.

828. Reports also claim that Mr. Evan Hannah, the publisher of the Fiji Times, was deported in May 2008. Mr. Rex Gardener, who replaced Mr. Hannah’s position as publisher and chief executive officer of the Fiji Times, was also reportedly deported in January 2009. Several Fiji Times journalists and journalists from other news outlets have also allegedly been detained by the police for writing stories that are critical of the government.

829. Concern was expressed that the recent threat and intimidation against Mr. Rika and other journalists working with the Fiji Times was related to critical reports on the military coup and media sanctions, and that such acts might represent a direct attempt to stifle freedom of opinion and expression in the Republic of the Fiji Islands. Further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. Rika and journalists in general who voice peaceful criticisms of the government.

830. Concerns regarding the crackdown on media freedom in the Republic of the Fiji Islands were previously communicated to the Government on 30 April 2009 by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. The communication also addressed concerns regarding the Public Emergency Regulations, which inter alia prohibit editors to publish or broadcast any material that shows the military in an unfavourable light and permit media organizations to be closed down if prior approval to publish sensitive stories is not obtained from the government.

Observations

831. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her aforementioned communication as well as to all her previous communications sent on 14 April 2008, 29 January 2007 (twice) and 25 January 2007. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

France

Lettre d'allégations

832. Le 7 juillet 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement concernant la situation de **M. Michel Forst**, Secrétaire général de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

833. Selon les informations reçues, M. Forst ne serait prochainement pas reconduit dans ses fonctions de Secrétaire général de la CNCDH, sur décision du cabinet du Premier Ministre.

834. Cette décision, si finalement prise, serait contraire à l'article 16 du décret en Conseil d'Etat du 26 juillet 2007 qui dispose que « le Secrétariat de la CNDH est assuré par un Secrétaire général nommé sur proposition du Président de la Commission ». Hors, ce dernier aurait proposé que le mandat de M. Forst soit reconduit pour une période de 3 ans, conformément à l'article 16 précité.

835. Dans un courrier en date du 31 octobre 2007, le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme avait informé le Président de la République française des « réserves émises par le sous-comité d'accréditation quant aux interventions du cabinet du Premier Ministre dans les modalités de nomination de l'instance dirigeante ».

836. Des craintes ont été exprimées quant au fait que l'éventuelle non-reconduction du mandat de M. Forst puisse être liée à ses activités légitimes de défense des droits de l'homme, en l'occurrence ses activités de porte-parole de la CNCDH qui s'est exprimée de manière critique sur les récentes lois adoptées en France en matière de sécurité et de droit d'asile. Le témoignage de M. Forst dans le cadre du procès d'un dirigeant d'une organisation non-gouvernementale, qui avait protesté contre les conditions d'expulsion d'une personne de nationalité congolaise, a également été évoqué comme possible raison de l'éventuelle non-reconduction du mandat de M. Forst.

Réponse du Gouvernement

837. Par une lettre datée du 8 septembre 2009, le Gouvernement a indiqué que l'arrêté reconduisant M. Michel Forst dans ses fonctions de secrétaire général de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a été signé par le Premier ministre le 21 juillet dernier. Le même jour, le Premier ministre installait officiellement la nouvelle commission, réitérant, au nom du Gouvernement, son attachement au rôle de la CNCDH et à son indépendance, renforcés par la réforme de 2007. Il a par ailleurs fait part à cette occasion de sa volonté d'augmenter la saisine de la Commission sur les projets gouvernementaux touchant aux droits de l'homme et de son souhait que l'influence de la Commission soit étendue. Les allégations selon lesquelles le mandat de M. Forst aurait pu ne pas être renouvelé en raison de faits liés à ses activités au sein de la CNCDH sont sans fondement.

838. Les autorités françaises tiennent également à rappeler que la France considère la protection des défenseurs des droits de l'homme et le respect et la promotion de la Déclaration « sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société, de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus » comme étant une priorité, tant sur le plan international, que sur son territoire.

Lettre d'allégations

839. Le 10 décembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, a envoyé une lettre d'allégation au Gouvernement reçues au sujet de la mise en œuvre d'un logiciel de données « **Base-élèves premier degré** » au sein de l'Éducation nationale dans lequel sont inscrites des données nominatives concernant les enfants scolarisés dans les établissements scolaires, et dont les directeurs d'écoles sont dans l'obligation d'y inscrire tous les élèves scolarisés dans leur établissement.

840. Le 9 octobre 2009, MM. Claude Didier, Michel Duckit et Rémi Ri Allan et Mmes Elisabeth Heurtier et Patricia Arthaud, directeurs et directrices d'écoles dans le département de l'Isère, auraient reçu une lettre de l'inspection académique de leur département leur demandant d'enregistrer les élèves de leurs établissements dans le fichier informatique Base élèves premier degré, sous peine de sanction allant jusqu'au retrait de leur postes. Le courrier de l'inspection académique préciserait que cette saisie devait être effectuée au plus tard le 25 octobre 2009.

841. MM. Didier, Duckit et Ri Allan et Mmes Heurtier et Arthaud auraient déjà fait l'objet de sanctions disciplinaires en raison de leur refus d'appliquer l'arrêté du 20 octobre 2008 portant création de la Base élèves premier degré au motif que le fichier serait contraire au droit des

enfants et de leurs familles au respect de leur vie privée. Plusieurs retenues de journées de salaire auraient été effectuées à l'encontre de ces directeurs. Par ailleurs, M. Jean-Yves Le Gall se serait vu retirer son poste de directeur et aurait été muté d'office pour les mêmes raisons.

842. Il est également allégué que plus d'un millier de plaintes auraient été déposées par des parents pour enregistrement illégal de leurs enfants dans la Base élèves premier degré. Le Conseil d'Etat aurait été saisi de cette question. Les requérants, ainsi que les directeurs d'école, demanderaient à ce que soient respectées les observations et recommandations récemment adoptées par le Comité des Nations Unies des droits de l'enfant.

843. Des craintes ont été exprimées quant au fait que les mesures disciplinaires prises à l'encontre de ces directeurs et directrices d'école ainsi que les menaces de sanctions disciplinaires soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment du droit au respect de la vie privée. Des craintes sont également soulevées au sujet de la conservation de données nominatives des élèves pendant une durée de trente-cinq ans, et du fait que ces données pourraient être utilisées pour la recherche des enfants de parents migrants en situation irrégulière ou pour la collecte de données sur la délinquance.

Observations

844. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse en date du 8 septembre 2009, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à sa communication du 10 décembre 2009. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci.

Gabon

Appel urgent

845. Le 7 janvier 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Présidente-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent au Gouvernement concernant la situation de **MM. Gregory Ngbwa Mintsa**, plaignant dans l'affaire des « Biens Mal Acquis » initiée en France, **Marc Ona Essangui**, Coordinateur pour le Gabon de la campagne « Publiez Ce Que Vous Payez » qui milite pour une gestion transparente des revenus des industries extractives, **Georges Mpaga**, Président du Réseau des Organisations Libres de la Bonne Gouvernance au Gabon, **Dieudonné Koungou**, journaliste au bimensuel privé *Tendance Gabon* et **Gaston Asseko**, Directeur technique de la radio Sainte-Marie appartenant à l'Eglise catholique.

846. Selon les informations reçues, les 30 et 31 décembre 2008, MM. Gregory Ngbwa Mintsa, Marc Ona Essangui, Georges Mpaga, Dieudonné Koungou et Gaston Asseko auraient été arrêtés à Libreville par des agents des services de renseignement. Aucun mandat n'aurait été produit lors de cette arrestation. Les cinq personnes auraient été conduites dans les locaux de la police judiciaire de la ville et n'auraient à ce jour pas eu accès à un avocat. Les charges retenues contre elles ne sont pas connues.

847. Par ailleurs, il est allégué que M. Gaston Asseko, qui aurait récemment subi une intervention chirurgicale et devrait prendre correctement un traitement postopératoire, ainsi que MM. Marc Ona Essangui, Georges Mpage et Dieudonné Koungou, seraient détenus torsés nus dans un sous-sol humide. Quant à M. Gregory Ngbwa Mintsas, celui-ci souffrirait d'œdèmes sur les membres inférieurs.

848. Des craintes ont été exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention de MM. Gregory Ngbwa Mintsas, Marc Ona Essangui, Georges Mpage, Dieudonné Koungou et Gaston Asseko soient liées à leurs activités non-violentes de défense des droits de l'homme, en particulier leur travail sur le thème de la bonne gouvernance et de la transparence financière. Des craintes sont également exprimées pour l'intégrité physique et morale des cinq détenus.

Réponse du Gouvernement

849. Par une lettre en date du 23 février 2009, le Gouvernement a indiqué que le Ministre de l'intérieur a saisi le Procureur de la République sur la base d'informations relatives à des actions en cours et en préparation, tendant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité des institutions. Une enquête préliminaire a été ouverte par le Procureur de la République et a abouti à l'interpellation, le 31 décembre 2009, de MM. Marc Ona Essangui, Gregoire Ngbwa Mintsas, Gaston Asseko Mba, Bernard Poathy (journaliste), Léon Dieudonné Koungou et Georges Mpage. Les personnes amenées ont été, pour certaines, auditionnées et relâchées, et pour d'autres, auditionnées et gardées en vue dans les locaux de la Police judiciaire pendant 72 heures pour les besoins de l'enquête et ce, conformément aux dispositions pertinentes du Code de procédure pénale gabonais. M. Léon Dieudonné Koungou a été remis en liberté. Il est important de souligner qu'en ce qui concerne la durée de la garde à vue, les jours fériés ne sont pas pris en compte.

850. Suite aux résultats de l'enquête préliminaire, MM. Ona Essangui, Ngbwa Mintsas, Asseko Mba, Poathy et Mpage ont été présentés au Juge qui les a mis en examen. Ces quatre personnes ont été inculpées pour détention de documents en vue de leur diffusion dans un but de propagande écrite, aux fins d'incitation à la révolte contre les autorités de l'Etat, conformément aux dispositions des articles 88, 89 et 90 du Code pénal gabonais. Les chefs d'inculpation retenus constituent des infractions pénales prévues et punies par lesdits articles. Le 7 janvier 2009, les personnes inculpées ont été placées sous mandat de dépôt et déférées à la maison d'arrêt de Libreville. A la demande de leurs avocats, Me Rufin Nkoulou Ondo et Me Bertrand Homa Moussavou du Barreau gabonais, les prévenus ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire le 12 janvier 2009, assortie d'une interdiction de sortie du territoire jusqu'au terme de l'instruction de l'affaire. Pendant la durée de leur garde à vue, et tout au long de la phase d'instruction de l'affaire, les prévenus ont eu droit à la visite de leurs avocats et ont pu s'entretenir avec ces derniers sans la moindre entrave. Les prévenus n'ont subi aucune torture ou sévices, ni traitements inhumain, cruel ou dégradant.

851. Me Thierry Levy, avocat au barreau de Paris, qui aurait été mandaté par certaines familles des détenus aux côtés de Me Nkoulou Ondo, a sollicité le 6 janvier 2009, du Consulat général du Gabon en France, un visa d'entrée au Gabon en vue de participer à la défense des prévenus. La seule pièce figurant dans sa demande de visa étant un carnet de vaccination, sa requête a été invalidée pour non-conformité aux dispositions de l'article 2 de la Convention franco-gabonaise de 1992, relative à la circulation des personnes. Notification a été faite à

l'intéressé de compléter son dossier selon les stipulations susmentionnées, auprès du Consulat du Gabon, pour un réexamen de sa requête.

Appel urgent

852. Le 7 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent concernant la situation de **MM. Jonas Moulenda et Albert Yangari**. M. Moulenda est journaliste au quotidien « L'Union » et M. Yangari directeur de publication du même journal.

853. Selon les informations reçues, le 26 septembre 2009, le domicile de M. Moulenda aurait été perquisitionné par trois agents des services de sécurité en tenue civile. Ces derniers auraient emporté l'agenda de M. Moulenda qui contenait son répertoire téléphonique, des adresses et des notes.

854. Il est allégué que lors de cette perquisition un hélicoptère faisait la ronde au dessus du quartier de M. Moulenda tandis que des éléments du régiment de parachutistes gabonais s'étaient postés à l'entrée de la rue menant à son domicile.

855. Le même jour, craignant d'être arrêté par les services spéciaux des forces armées gabonaises, M. Moulenda se serait réfugié dans une ambassade à Libreville.

856. Il est allégué que cette perquisition serait liée à la publication par M. Moulenda d'une série de reportages contestant le bilan officiel de trois morts lors des émeutes post-électorales qui ont secoué Port-Gentil du 3 au 6 septembre 2009. La série d'articles, publiée du 20 au 24 septembre 2009, ferait état de 22 morts, de corps emportés par des militaires vers des destinations inconnues et de la possible existence d'un charnier.

857. Par ailleurs, le 25 septembre 2009, M. Yangari aurait été interpellé par les services spéciaux des forces armées gabonaises pour avoir laissé M. Moulenda publier ces articles. Ces derniers auraient exigé de M. Yangari qu'il leur indique où trouver M. Moulenda.

858. Des craintes ont été exprimées quant au fait que cette perquisition au domicile de M. Moulenda ainsi que l'interpellation de M. Yangari soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme. Compte tenu des circonstances ayant entouré cette perquisition et de la fuite de M. Moulenda, des craintes ont également été exprimées quant à son intégrité physique et psychologique.

Observations

859. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse en date du 23 février 2009, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à sa communication du 7 octobre 2009. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

Gambia

Letter of allegations

860. On 8 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations concerning the detention of trade union leaders and journalists **Ms. Sarata Jabbi-Dibba**, **Mr. Emil Touray** and **Mr. Pa Modou Faal**, Vice-President, Secretary General and Treasurer respectively of the Gambia Press Union (GPU), **Mr. Sam Sarr**, Editor, **Mr. Abubacarr Saidykhan**, reporter with the opposition newspaper Foroyaa, **Mr. Ebrima Sawaneh**, News Editor, and **Mr. Pap Saine**, Managing Editor with the Point newspaper.

861. According to information received, on 12 June 2009, a statement published by the Gambian Press Union (GPU) in The Point and Foroyaa newspapers criticized President Yahya Jammeh for his denial of any alleged State involvement in the murder of prominent Gambian journalist Deyda Hydera, who was killed by gunmen in his car on the outskirts of Banjul in December 2004. The GPU statement further linked the poor state of media freedom in the country to state-sponsored harassment and intimidation of journalists. The President's remarks were made during an interview broadcast on Government television GRTS on 8 June.

862. On 15 June 2009, Ms. Sarata Jabbi-Dibba, Mr. Emil Touray and Mr. Pa Modou Faal were summoned by the Gambian National Intelligence Agency (GNIA) in Banjul for questioning in relation to the aforementioned GPU statement and they were subsequently arrested. On the same day, NIA officers in plain clothes arrested Mr. Sam Sarr, Mr. Abubacarr Saidykhan, Mr. Ebrima Sawaneh, and Mr. Pap Saine in Banjul.

863. On 18 June 2009, the seven journalists appeared at Kanifing Police Court where they were charged with "conspiracy to publish seditious publication", contrary to Section 368 of the Criminal Code, and "publishing seditious publication", contrary to Section 51 sub-Section one (A) and (C) of the Criminal Code. Mr. Touray, Mr. Modou Fall, Mr. Saine, Mr. Sawaneh, Mr. Sarr and Mr. Saidykhan were then taken to Banjul's Mile Two prison. Ms. Sarata Jabbi-Dibba was released on bail of 200,000 dalasis, and her colleagues were granted bail four days later. All are due to appear in court on 7 July 2009.

864. Concern was expressed that the aforementioned events might represent a direct attempt to prevent independent reporting in Gambia thus stifling freedom of expression in the country.

Urgent appeal

865. On 12 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression regarding the sentencing of **Mr Emil Touray**, Secretary General; **Mr Sarata Jabbi Dibba**, Vice President and **Mr Pa Modou Faal**, Treasurer of the Gambian Press Union (GPU); **Mr Pap Saine** and **Mr Ebou Sawaneh**, publisher and editor of Point newspaper and **Mr Sam Sarr**, editor of Foroyaa newspaper.

866. According to information received, on 6 August 2009, Mr Emil Touray, Mr Sarata Jabbi Dibba, Mr Pa Modou Faal, Mr Pap Saine, Mr Ebou Sawaneh and Mr Sam Sarr were convicted

on six counts of sedition and defamation and sentenced to a mandatory sentence of two years' imprisonment and fined 250,000 Dalasis (US\$10,000) on two of the six counts. Failure to pay will result in having to serve two extra years for each count. The journalists are reportedly being detained at Mile 2 State Central Prison in Banjul pending appeal. The trial of the six journalists was reportedly held behind closed doors, allegedly for state security reasons.

867. On 15 June 2009, the six journalists were arrested along with Foroyaa reporter Abubakar Saikyhan, by members of the National Intelligence Agency (NIA) and detained without charge for three days at the NIA headquarters in Banjul. On 18 June, they appeared in court and, without legal representation, were charged with "seditious publication".

868. The arrests and subsequent prosecution of the aforementioned journalists stem from the publishing of a Press Union statement in *The Point and Foroyaa* on 11 June 2009 that criticized President Yahya Jammeh for making "inappropriate" comments during a interview on State television. During the interview, aired on state-run Gambia Radio and Television Service on 8 June, the President was reportedly questioned about the unsolved murder of Point Editor Deyda Hydara in 2004. During the interview President Jammeh reportedly said that the Government investigation into the killing of Mr Hydara had been delayed. The GPU statement also called on President Jammeh to acknowledge the Government's responsibility for the killing, which the President had denied in another interview a few days earlier.

869. Mr Saine reportedly suffers from a heart condition and is in urgent need of a pacemaker.

870. Concern was expressed that the aforementioned prosecution and subsequent imprisonment of Mr Emil Touray, Mr Sarata Jabbi Dibba, Mr Pa Modou Faal, Mr Pap Saine, Mr Ebou Sawaneh and Mr Sam Sarr might represent a direct attempt to prevent independent reporting in the Gambia, thus stifling freedom of expression in the country.

Urgent appeal

871. On 29 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the recent speech of the **President of the Gambia, Colonel A.J.J Jammeh, allegedly threatening human rights defenders and anyone who seeks to "destabilise" the country.**

872. According to the information received, on 21 September 2009, President Jammeh delivered a speech on the state-owned Gambia Radio and Television Services (GRTS), where he allegedly threatened to kill human rights defenders in the Gambia, together with anyone who seeks to "destabilise" the country. Some excerpts of his speech read as follows: "What I want to make very clear to everybody and those so-called human rights campaigners is that I will never allow anyone to destabilise this country. [...] If you think that you can collaborate with so-called human rights defenders, and get away with it, you must be living in a dream world. I will kill you, and nothing will come out of it. If you are affiliated with any human rights group, be rest (sic) assured that your security is not guaranteed by my Government. We are ready to kill saboteurs."

873. Deep concern was expressed for the physical and psychological integrity of all human rights defenders in the Gambia, including all personnel and persons working with the African Commission on Human and Peoples' Rights, which has its headquarters in Banjul, and which was to hold its 46th ordinary session from 11 to 25 November 2009. The content of the speech was of particular concern as it followed a recent case of six journalists who were arrested and sentenced to two years of imprisonment and fined 250,000 Dalasis (US\$10,000) for criticizing the government regarding the lack of investigation into the murder of journalist Mr. Deydra Hydara, which was the subject of our urgent appeal sent to your Excellency's government on 12 August 2009. While the Special Rapporteurs welcomed the fact that the journalists were later released on a presidential pardon, they remain concerned that the right to freedom of opinion and expression is being stifled in the Gambia and that all persons who voice criticism of the government are now exposed to heightened risk to their physical and psychological integrity.

Observations

874. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to the aforementioned communications as well as to those sent on 1 April 2008 and 11 October 2007. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

875. As stated in a press release dated 9 October 2010, jointly with Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on human rights defenders from the African Commission on Human and Peoples' Rights, the Special Rapporteur was deeply disturbed by statements attributed to President Jammeh made on 21 September 2009.

876. She urges again the Gambian authorities to take all necessary steps to ensure the protection by all relevant authorities of everyone, individually and in association with others, against any violence, threats, retaliation, de facto or de jure adverse discrimination, pressure or any other arbitrary action as a consequence of his or her legitimate exercise of the rights referred to in the Declaration on Human Rights Defenders.

877. She further urges again the Gambian Government to take all necessary steps to secure the right to freedom of opinion and expression of all persons, including human rights defenders in the Gambia, in accordance with fundamental principles as set forth in article 19 of the Universal Declaration of Human Rights, and reiterated in article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

Guatemala

Llamamiento urgente

878. El 15 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas en contra del **Sr. Fredy**

Peccerelli, director de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG), el **Sr. Gianni Peccerelli**, hermano de Fredy Bert Peccerelli, la **Sra. Bianka Monterroso**, hermana de Fredy Peccerelli, el **Sr. Omoni Girón**, coordinador de laboratorio de la FAFG y esposo de la Sra. Bianka Peccerelli Monterroso.

879. El Sr. Peccerelli y la FAFG ya fueron objeto de varias comunicaciones de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, Sra. Margaret Sekaggya que envió una carta el 28 de mayo del 2008, y de su predecesora Hina Jilani, que envió cartas el 27 de julio del 2002 (E/CN.4/2003/104. Add.1 párrafo 224), el 19 de agosto del 2003 (E/CN.4/2004/94/Add.3, párrafo 194), el 16 de septiembre del 2005 (E/CN.4/2006/95/Add.1, párrafo 213) y el 21 de marzo del 2006 (A/HRC/4/37/Add.1, párrafo 289).

880. La FAFG se dedica a investigaciones forenses y a la exhumación de cadáveres de personas enterradas en fosas secretas durante el conflicto interno de Guatemala.

881. Según las informaciones recibidas, el 8 de enero de 2009, a la 13h13, se habría enviado al Sr. Fredy Peccerelli un mensaje de correo electrónico que contenía amenazas de muerte en contra de él y de su hermano. El supuesto texto del mensaje que es conocido por la Relatora Especial, decía que individuos desconocidos estaban siguiendo al Sr. Fredy Peccerelli y que iban a matar sus hermanos. Se escribía que se habían adjuntado fotos al correo electrónico para que el Sr. Fredy Peccerelli tomara en serio las amenazas.

882. El Sr. Omar Bertoni Girón habría sido copiado en este correo electrónico en el que se adjunta una foto del coche del Sr. Gianni Peccerelli aparcado en una gasolinera situada cerca de donde viven el Sr. Fredy Peccerelli y el Sr. Gianni Peccerelli. La foto estuviera sellada con fecha del 5 de enero del 2009. Habría sido tomado cuando el Sr. Gianni Peccerelli estaba haciendo diligencias con su guardaespaldas.

883. El 12 de enero de 2009, los mismos defensores habrían recibido otro correo electrónico amenazante. El supuesto texto, el cual es conocido por la Relatora Especial, decía que se estaban vigilando a la Sra. Bianka Monterroso, la esposa de Sr. Omar Bertoni Girón y a su hija. Según los informes decía: “Esto les dira. Omar tu esposa se mira muy bien de rojo con tu hija. Hoy los vimos frente a la FAFG.” Luego decía que iban primera a matar los hermanos del Sr. Fredy Peccerelli y luego él mismo.

884. La descripción de la hermana del Sr. Peccerelli correspondía con la vestimenta del día y con le había hecho momentos antes de recibir el mensaje.

885. Se expresó temor que la amenaza en contra del Sr. Fredy Peccerelli, de su hermano, Sr. Gianni Peccerelli, y del Sr. Omar Bertoni Girón podría estar relacionada con el trabajo del de investigación de los crimines del pasado y, más en general, en cuestiones de justicia y derecho a la verdad. Asimismo, se expresó preocupación que los integrantes de la FAFG han sido amenazados desde hace varios años sin que se hayan procesado o condenado a los responsables de las amenazas. Además se alegó que la protección proporcionada fue insuficiente.

Respuesta del Gobierno

886. En una carta fechada el 4 de marzo de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento urgente confirmando que las alegaciones presentadas en la misma fueron exactas.

887. Según la carta, el Ministerio Público y Ministerio de Gobernación realizaron las investigaciones necesarias en relación con este caso y la Comisión Presidencial informará en su próxima comunicación los resultados de las mismas.

888. Sin embargo, el Estado consideró importante indicar que a pesar de considerar exactos hechos, toda vez que los mismos fueron denunciados, se encuentran en investigación con el fin de establecer su origen y los autores responsables de éstos.

889. Se informó que el Sr. Fredy Peccerelli y su familia presentaron denuncias a la Fiscalía de Delitos cometidos Contra Activistas de Derechos Humanos del Ministerio Público, quien realiza la investigación correspondiente ante el Juez Segundo de Primera Instancia Penal, Narcoactividad y Delitos Contra el Ambiente del Departamento de Guatemala. La carta comunicó también que el Sr. Fredy Peccerelli entregó al Ministerio Público el correo impreso y la fotografía mencionados en el llamamiento urgente. El denunciante indicó que la fotografía fue enviada el 9 de enero, en la que aparece el vehículo de su hermano Gianni y aclaró que la primera vez dicha fotografía tenía fecha 5 de enero de 2009, y por daños sufridos en el vehículo, estima que la fotografía pudo ser del 13 de diciembre de 2008.

890. La carta proporcionó información en relación con las investigaciones y diligencias iniciadas en relación al caso. Se informó que, entre otras cosas, se tomó declaración del Sr. Fredy Peccerelli y del Sr. Omar Bertoni Girón y se entrevistó con Fredy Peccerelli en varias ocasiones. Asimismo, se citó verbalmente a la Sra. Jeannette Peccerilli prestar declaración.

891. Además, se identificó el lugar donde fue tomada la fotografía enviada y se estableció que en el lugar indicado existen cámaras de video de seguridad, instaladas en la gasolinera Shell Santa Elisa, Av. Petapa 32-69 de la zona 12. Posteriormente, el Ministerio Público solicitó a autoridades de la gasolinera las grabaciones de las cámaras de seguridad para la investigación y se practicó inspección de la memoria de equipo de cómputo donde obran las grabaciones de las cámaras de televisión de seguridad de esa estación, procediendo a obtener copia de las mismas. Se informó que se practicaron diligencias de investigación para identificar e individualizar a la persona que se observa en el video tomando la fotografía, entre estas diligencias se tomaron las declaraciones de los Sres. Augusto Gabriel Saguil (agente de seguridad) y Fredy Armando Peccerelli Monterroso, la persona que aparece es el Sr. Gianni Peccerelli Monterroso.

892. Asimismo, se informó que el Técnico en Informática del Ministerio Público determinó los IP (direcciones electrónicas) utilizados para enviar cada uno de los correos electrónicos, así como las empresas a los que les han asignado los mismos. En virtud de que los propietarios y usuarios de los IP, origen de los correos electrónicos pertenecen a empresas privadas que prestan ese servicio, se solicitó autorización judicial para solicitarle: nombre del usuario que contrató el servicio, servidor utilizado, dirección y región donde está instalado y cualquier otro dato que ayude a la investigación.

893. La carta comunicó también que se citó al Sr. Gianni Paolo Peccerelli Monterroso para prestar declaración en varias ocasiones y al final, el 28 de enero de 2009, compareció a prestar declaración.

894. Se comunicó también que se citó a los agentes de Policía Nacional Civil que prestan seguridad a las instalaciones de la Fundación de Antropología de Guatemala, no habiendo comparecido.

895. Se solicitó al registro fiscal de vehículos, traspasos y modificaciones a la Superintendencia de Administración Tributaria SAT, informe sobre datos del vehículo así como los datos de propiedad, indicando la SAT que dicho vehículo pertenece al Sr. Roberto Estuardo De León Gálvez.

896. En relación con las medidas de protección adoptadas en este caso se informó que el Estado de Guatemala ha mantenido la seguridad de las personas relacionadas a este caso, aplicando mecanismos de protección en base el requerimiento que hiciera la Corte Interamericana de Derechos Humanos, quien otorgó medidas provisionales a favor del Sr. Peccerelli Monterroso y su familia, así como a antropólogos y miembros de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala, el 24 de abril de 2006.

897. Se informó que el Sr. Peccerelli Monterroso y familia, así como los demás integrantes de la Fundación de Antropología Forense tenían asignados 24 elementos de seguridad pertenecientes a la División de Protección a Personalidades de Sub Dirección General de Unidades Especialistas y a la División de Protección y Seguridad de la Subdirección General de Seguridad Pública, ambas de la Policía Nacional Civil, proporcionándoles seguridad de tipo personal al Sr. Peccerelli Monterroso y su familia, así como a dos de sus antropólogos colaboradores. Aunado a lo anterior, se le brinda seguridad de puesto fijo en la sede de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala FAFG.

898. Asimismo, se informó que el caso es analizado, investigado y evaluado constantemente por la Instancia de Análisis de Ataque contra Defensores de Derechos Humanos en Guatemala, adscrita al Viceministerio de Seguridad del Ministerio de Gobernación, creada por Acuerdo Ministerial No. 103-2008, publicado el 23 de enero de 2008.

899. Según la carta, las investigaciones de todos los hechos denunciados desde el 2002 por el Sr. Freddy Armando Peccerelli Monterroso, sus familiares y por otros miembros de la Fundación de Antropología Forense, aún son investigados por la Fiscalía de Delitos contra Activistas de Derechos Humanos, de conformidad con la legislación penal guatemalteca, en las que se han logrado resultados parciales, que hasta el momento no han permitido formular alguna acusación, pero se están incorporando nuevos elementos de investigación que permitan concluir la misma, razón por la cual este procedimiento aún se encuentra en su etapa preparatoria.

900. El Estado de Guatemala expresó su opinión de que los mecanismos de protección aplicados a favor del Sr. Peccerelli, familia y miembros de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala han sido efectivos toda vez que no se ha manifestado hecho físico que atente contra la vida, seguridad, libertad u otros derechos humanos y libertades reconocidos. El Estado manifestó su intención de continuar brindando estas medidas para salvaguardar la vida e integridad de los beneficiarios.

Carta de alegaciones

901. El 30 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato de los Sres. **Amado Corazón Monzón**, dirigente del Movimiento de Comerciantes Unidos de las Calles de Coatepeque (MCUCC), y **Armando Donald Sánchez Betancurt**, abogado independiente y asesor del Comité de Unidad Campesina (CUC) y del MCUCC.

902. Como dirigente del MCUCC, el Sr. Amado Corazón Monzón había liderado el movimiento de protesta contra el proyecto de traslado de los comercios tradicionales de Coatepeque al nuevo centro de mayoreo. El Sr. Armando Donald Sánchez Betancurt habría trabajado conjuntamente con el Sindicato de Vendedores del Mercado en la solicitud de amparos para evitar sus desalojos y con el CUC en el movimiento de resistencia.

903. El conflicto por la ubicación futura del mercado municipal data de 1993 y afecta a más de 5.000 comerciantes de las calles. Los vendedores se oponen a este traslado puesto que no solamente comprometería sus puestos de trabajo sino que además, el nuevo emplazamiento para sus comercios está supuestamente contaminado y pondría en peligro la salud de los trabajadores. Se han dictado varias órdenes de desalojo, y los comerciantes han obtenido mandamientos judiciales contra ellas. Algunos comerciantes han protestado, y, en octubre de 2008, el gobierno nacional decretó el estado de emergencia en Coatepeque.

904. Según las informaciones recibidas, el 12 de enero de 2009, aproximadamente a las 06h00, unos desconocidos habrían matado al Sr. Amado Corazón Monzón, dirigente del MCUCC, cuando abría su tienda de alimentación. Le habrían disparado tres veces en la cabeza.

905. El 23 de diciembre de 2008, unos desconocidos habrían disparado cuatro tiros al abogado Armando Sánchez, y lo mataron, cuando aparcaba su automóvil. Su homicidio se produjo tras una fallida negociación entre el MCUCC y el gobierno local.

906. Dos días antes, el 21 de diciembre de 2008, en un discurso que se retransmitió en dos emisoras de radio locales, el Alcalde de Coatepeque, supuestamente dijo: “los comerciantes van a tener una linda sorpresa el 23 o 24”.

907. En visto de lo aquí resumido se expresó temor que los muertes de los Sres. Armando Donald Sánchez Betancurt y Amado Corazón Monzón podrían estar relacionadas con su trabajo legítimo en defensa de los derechos de los trabajadores. Se expresó preocupación por los otros 20 dirigentes del MCUCC que según la información recibida corren peligro.

Carta de alegaciones

908. El 26 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el persistente hostigamiento judicial en contra del Sr. **Jorge Luis López Sologaistoa**.

909. Sr. Jorge Luis López Sologaitoa es el Director Ejecutivo de la Organización de Apoyo a una Sexualidad Integral Frente al Sida (OASIS). La OASIS es una organización guatemalteca que trabaja en la educación y prevención del VIH/SIDA y en la promoción y protección de los derechos de gays, lesbianas, bisexuales y personas transgénero y otras comunidades de la diversidad sexual.

910. Según la información recibida, el 4 de julio del 2008 un grupo de trabajadoras sexuales habrían puesto una denuncia en el Ministerio Público (MP) contra Laila por varios ataques violentos sufrido en la noche anterior. Ese mismo día, el Sr. Jorge Luis López Sologaitoa habría acompañado a este grupo a la Subestación de policía 11-14 (la Casa Central de la Policía Nacional Civil, PNC) para mostrar la denuncia y pedir su atención ante la situación de inseguridad en las calles con el aumento de violencia que enfrentan las trabajadoras sexuales.

911. En la misma noche del 4 de julio, el Sr. Jorge Luis López Sologaitoa habría tenido noticia de que otro grupo de personas estaba buscando a Laila con intención de agredirle. El Sr. Jorge Luis López Sologaitoa habría alertado de ello a la policía y a otras trabajadoras sexuales, aconsejándoles a éstas que tomaran las medidas que consideraran oportunas para su seguridad. Habría encontrado a Laila en la calle y le habría repetido lo mismo, recomendándole que se cuidara, y volvió a llamar a la PNC para pedir presencia policial. Laila fue atacada algunos minutos después de este encuentro por personas desconocidas.

912. La Fiscalía número 11 de delitos contra la vida y la integridad de las personas del MP inició la acusación contra el Sr. Jorge Luis López Sologaitoa, y el 4 de noviembre de 2008 se emitió una orden de captura en su contra por su supuesta participación en la tentativa de asesinato de Laila.

913. El 23 de enero de 2009, hacia las 10h00, el Sr. Jorge Luis López Sologaitoa se habría presentado, en el marco de una audiencia judicial, ante el Juez Noveno de Instancia Penal, por estar siendo acusado del intento de asesinato en contra de una trabajadora sexual, en hechos ocurridos el 4 de julio de 2008 (por favor, véase más abajo). El Sr. Juez Lic. Nery Oswaldo Medina Méndez habría resuelto que, a pesar de que no procede la tipificación del delito del intento de asesinato, existirían elementos de convicción para mantener ligado a proceso a Sr. López Sologaitoa por el delito de encubrimiento propio. Según el artículo 474 del Código Penal, encubrimiento propio significa lo siguiente: “Es responsable de encubrimiento propio quien sin concierto, connivencia o acuerdo previos con los autores o cómplices del delito pero con conocimiento de su perpetración, interviniere con posterioridad, ejecutando alguno de los siguientes hechos: 1. Ocultar al delincuente o facilitar su fuga. 2. Negar a la autoridad, sin motivo justificado, la entrega de un sindicado, perseguido o delincuente que se encuentre en la residencia o morada de la persona requerida”.

914. El argumento del Juez habría sido que se reconoce, tanto por el Sr. López Sologaitoa como por la víctima, que el acusado habría sido avisado sobre el ataque. Además, el Juez habría tenido dudas sobre si no estaría encubriendo la identidad de los autores de los hechos. Por estas razones habría resuelto, en primer lugar, el auto de procesamiento en contra del Sr. Jorge Luis López Sologaitoa por el delito de encubrimiento propio y, en segundo lugar, la aplicación de medida sustitutiva de prisión domiciliaria no vigilada, debiendo comparecer cada treinta días ante el oficial cuarto del juzgado noveno. Al mismo tiempo, la Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos habría informado

sobre las medidas cautelares en beneficio del Sr. López Sologaitoa a fin de que se garantice su integridad física mientras se encuentre ligado a proceso el defensor de derechos humanos.

915. Anteriormente, el Sr. López Sologaitoa, como miembro de OASIS, habría sido clave en la denuncia en torno al asesinato del Sr. Juan Pablo Menéndez Cartagena, alias “Paulina”, miembro de OASIS, ocurrido el 17 de diciembre de 2005 en la “zona 1” de la Ciudad de Guatemala. Por esta razón, cuenta desde el 3 de febrero de 2006 con medidas cautelares ordenadas por la Corte Interamericana de Derechos Humanos.

916. En vista de lo aquí resumido, se expresó temor que el hostigamiento judicial en contra del Sr. Jorge Luis López Sologaitoa podría estar relacionado con sus actividades legítimas en la defensa de los derechos humanos en la educación y prevención del VIH/SIDA y en la promoción y protección de los derechos de gays, lesbianas, bisexuales y personas transgénero y otras comunidades de la diversidad sexual. Se expresó preocupación por los juicios en contra Sr. Jorge Luis López Sologaitoa y por la seguridad física y psicológica de los/las defensores/as de la comunidad transgénero en Guatemala.

Llamamiento urgente

917. El 23 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos y el el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra el Sr. **Leocadio Juracán Jalomé**, coordinador del Comité Campesino del Altiplano (CCDA).

918. El CCDA trabaja en temas relacionados con el desarrollo rural y el apoyo al trabajo de los campesinos campesinas guatemaltecas. Los programas que desarrolla el Comité en el trabajo son proyectos para la soberanía alimentaria y desarrollo rural; y que apoya programas de un nuevo modelo de organización campesina, el empoderamiento organizativo de la mujer y la transformación y comercialización de la producción y servicios sociales. El Sr. Juracán Jalomé además es miembro del Consejo Político del movimiento Sindical, Indígena y Campesino Guatemalteco (MSICG).

919. Según la información recibida, el 26 de febrero de 2009, aproximadamente a las 11h30, el Sr. Juracán Jalomé habría recibido una llamada a su teléfono móvil en la cual un hombre sin identificar le habría dicho: “Estoy haciendo una investigación secreta y quiero hablar contigo inmediatamente; estás discriminando y manipulando a los campesinos, haciendo mal uso del cargo que tenés [sic.] como dirigente, en este momento hay una persona de lentes que está poniendo una denuncia en contra tuya, quiero saber en donde estas para que arreglemos cuentas”. Cuando Leocadio Juracán Jalomé habría preguntado dónde se podría reunir con su interlocutor, éste le habría dicho que fuera a Escuintla, una ciudad en el suroeste de Guatemala. Luego, la conversación habría quedado interrumpida. La Fiscalía de Derechos Humanos habría sido informada de este suceso.

920. Con anterioridad a la mencionada conversación telefónica, el 19 y el 22 de febrero de 2009, el Sr. Juracán Jalomé habría participado en conferencias de prensa para promocionar los derechos indígenas y laborales. El 23 de febrero de 2009, habría asistido a una reunión en relación con la ratificación del Convenio 175 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT).

Recientemente, el CCDA también habría apoyado la construcción de viviendas en su comunidad. El 19 de febrero en conferencia de Prensa el Sr. Juracán Jalomé shabría emplazada políticamente al Gobierno para ejecute acciones que terminen con la violaciones a los derechos humanos y los desalojos de varias comunidades y habría demandado el cumplimiento de las promesas hechas por las autoridades en presentar la iniciativa de Ley de Desarrollo Rural al Congreso de la República por el presidente en la presentación de su informe anual.

921. El año pasado habría recibido a una delegación de estudiantes de los Estados Unidos de América que llegó con la intención de construir viviendas en la aldea. Según se informa, una organización que dice llamarse Fundación Familia habría escrito a la escuela de la aldea para solicitar la misma ayuda que el CCDA había recibido. Dicha organización habría sido investigada y se habría descubierta que no existía en la región.

922. El 30 de abril de 2008, el Sr. Juracan Jalomé habría sido víctima de un ataque, mientras se habría dirigido a bordo de un vehículo de Panajachel a San Lucas Tolimán. Estos hechos, que habrían sido denunciados ante el Ministerio Público Local pero no habrían sido investigados, ocurrieron después de que el Sr. Juracan Jalomé regresara de un viaje a Europa, durante el cual presentó varias denuncias.

923. El 26 de marzo de 2006, la sede del CCDA habría sido objeto de un allanamiento, durante el cual habría sido sustraído material informático con informaciones importantes.

924. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Juracán Jalomé y los miembros del CCDA. Se expresó temor que las amenazas en contra dicho defensor podrían estar relacionadas con su trabajo legítimo en defensa de los derechos humanos en Guatemala.

Llamamiento urgente

925. El 9 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el secuestro de la Sra. **Gladis Elizabeth Monterroso Velásquez de Morales**, las amenazas de muerte contra su esposo, el Dr. **Sergio Morales**, Procurador de los Derechos Humanos de Guatemala, y los ataques contra el Licenciado **Luis Roberto Romero** de la Procuraduría de Derechos Humanos (PDH) de Guatemala.

926. Según la información recibida, el 25 de marzo de 2009, a las 7h00, la Sra. Gladys Monterroso habría sido secuestrada, cuando se encontraba en las afueras de un restaurante en la Zona 9 de la Ciudad de Guatemala, en donde asistiría a una reunión. La Sra. Monterroso habría sido introducida por la fuerza en un vehículo por tres hombres encapuchados. A las 20h00 del mismo día, la Sra. Monterroso, llamó a sus familiares informando que se encontraba en un parque ubicado en la Colonia Atlántida, Zona 18. La víctima habría sido drogada y vejada durante las 13 horas que duró su cautiverio. Al ser ingresada al hospital, su estado de salud era delicado y presentaba diversas quemaduras de cigarro y golpes en varias partes de su cuerpo.

927. El secuestro habría sucedido a pocas horas de haberse hecho público el informe “Derecho a saber”, que denuncia abusos y crímenes cometidos por la Policía Nacional (PN) durante el conflicto armado, incluyendo asesinatos y desapariciones forzadas, redactado en base a una recopilación de 10 años de documentos del archivo histórico de la Policía Nacional.

928. El Procurador, el Dr. Sergio Morales y algunos de sus colaboradores cercanos habrían estado recibiendo diversas amenazas desde hace varios meses. Según la información recibida, el 14 de marzo, el Licenciado Luis Roberto Romero, abogado encargado de la Unidad de Averiguaciones Especiales de la Procuraduría de Derechos Humanos, quien trabaja sobre los casos de desapariciones forzadas ocurridas durante el conflicto armado en Guatemala, habría sido golpeado por desconocidos, produciéndole una incapacidad de una semana.

929. Se expresó temor que el secuestro de la Sra. Monterroso Velásquez de Morales y las amenazas en contra del Sr. Sergio Morales y el Sr. Luis Roberto Romero podrían estar relacionados con su trabajo legítimo en defensa de los derechos humanos en Guatemala. En visto de lo aquí resumido se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica y la seguridad de todos los miembros de la Procuraduría de Derechos Humanos de Guatemala.

Llamamiento urgente

930. El 23 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con amenazas de muerte y actos de hostigamiento contra el Sr. **Edgar Neftaly Aldana Valencia**, Secretario General de la Filial de San Benito, El Petén, del Sindicato de Trabajadores de la Salud de Guatemala, y la Sra. **Karen Lucrecia Archila Lara**, esposa del Sr. Aldana y miembro del sindicato.

931. Según la información recibida, el 1 de abril de 2009, alrededor de las 7.20 horas, el Sr. Edgar Neftaly Aldana Valencia, a su salida del trabajo del hospital de San Benito, se habría percatado de que dos hombres le seguían a bordo de una motocicleta de color rojo, por lo que cambió de dirección y logró escabullirse. Minutos después, su esposa, la Sra. Karen Lucrecia Archila Lara, le advirtió telefónicamente que dos hombres a bordo de una moto roja habían disparado nueve veces contra su casa, causando graves desperfectos, por lo que le pidió no ir a su domicilio. Su esposa y su hija salieron ilesas del ataque contra la vivienda. El Sr. Aldana se dirigió entonces al Centro de Salud de Santa Elena, refugiándose en una de las clínicas.

932. Posteriormente, recibió una llamada telefónica de un hombre no identificado quien le habría amenazado de la siguiente forma: “Por haberte metido en problemas, tú y tu esposa, de sindicalistas en el hospital, me pagaron Q 100,000.00 por eliminarte físicamente, pero podemos llegar a un acuerdo”.

933. Hacia las 11.00 horas, recibió una serie de llamadas telefónicas que decidió no responder. Recibió también en ese mismo aparato cuatro mensajes de texto en un intervalo de cinco minutos, con claras amenazas dirigidas hacia él y a su mujer. Le pedían que contestara a su celular y le informaban que habían sido contratados para asesinarle así como a su mujer, pero que si accedía a pagar otros Q 100, 000,00 no le pasaría nada y podría conocer la identidad de las personas que

ordenaron el atentado. El Sr. Aldana Valencia respondió que era una persona honrada que se ganaba la vida humildemente, y que no disponía de dinero.

934. El mismo día 1 de abril de 2009, el Sr. Aldana Valencia denunció estos hechos ante la Policía Nacional Civil (PNC) y el Ministerio Público (MP), los que se encuentran siendo investigados por la Fiscalía del Crimen Organizado de Chiquimula con el número MP 2702/009/1280. El 17 de abril de 2009, la Fiscalía habría abierto una investigación, pero al día de hoy no se conocen los resultados de la misma. El Sr. Aldana Valencia habría decidido esconderse y no habría sido entrevistado hasta la fecha por autoridad alguna.

935. En vista de lo expuesto, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Edgar Nefitaly Aldana Valencia y de su esposa la Sra. Karen Lucrecia Archila Lara. Se expresó temor que las amenazas proferidas contra estas personas podrían estar relacionadas con su trabajo legítimo en defensa de los derechos de los trabajadores de Guatemala.

Llamamiento urgente

936. El 16 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con amenazas de muerte y asalto físico contra la Sra. **Juana Bacá Velasco**.

937. La Sra. Bacá Velasco es la coordinadora de La Red de Mujeres Ixhiles, una organización ubicada en Nebaj que trabaja en defensa de los derechos de la mujer.

938. Según las informaciones recibidas, el 6 de julio de 2009, la Sra. Bacá Velasco habría recibido una llamada de un hombre no identificado quien le habría dicho que el ayuntamiento lo había contratado para asesinarla.

939. El 3 de julio de 2009, un vehículo, que supuestamente pertenecía al alcalde del municipio, se habría acercado a la casa de la Sra. Bacá Velasco mientras ella se encontraba afuera charlando con algunos amigos. Las personas que se encontraban en el vehículo le habrían puesto las luces altas del vehículo directo a la cara de la Sra. Bacá Velasco y luego se habrían retirado, disparando 5 veces al aire.

940. El 30 de marzo de 2009, la Sra. Bacá Velasco también habría sido agredida físicamente dentro del ayuntamiento de Nebaj.

941. A pesar de que habría sido beneficiada con medidas de protección provisionales por parte de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, la Sra. Bacá Velasco repetidamente habría sido objeto de amenazas e intimidaciones, siendo incluso seguida por vehículos sospechosos. Además, habrían intentado intimidar a miembros de su familia. Otros miembros de la Red de Mujeres Ixhiles también habrían recibido amenazas y habrían sido objeto de difamación.

942. Se expresó temor que las amenazas y asalto físico contra la Sra. Bacá Velasco podrían estar relacionados con sus actividades legítimas en la defensa de los derechos humanos.

Llamamiento urgente

943. El 14 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con **la Casa Campesina de la Iglesia Luterana Guatemalteca (ILUGUA)** en la Aldea la Trementina, Zacapa.

944. Recientemente, ILUGUA ha apoyado a líderes comunitarios en su denuncia contra la tala ilegal de árboles en La Montaña de Las Granadillas en Zacapa, la explotación minera en las montañas de Cerro Blanco, Asunción Mita y Jutiapa y la construcción de tres hidroeléctricas en Camotán y Jocotán que supuestamente afecta el acceso al agua en estos dos lugares donde existe un problema de hambruna y sequía.

945. Según las informaciones recibidas, el 2 de septiembre de 2009, aproximadamente a las 12 horas de la noche, un grupo de personas no identificadas habrían atacado el edificio de la Casa Campesina de ILUGUA. Cuando el vigilante nocturno les escuchó, les habría gritado y habría encendido las luces del patio. Sin embargo, los agresores habrían apagado las luces nuevamente y habrían intentado forzar la puerta. Cuando no consiguieron entrar a las oficinas, habrían roto una ventana así como tres persianas y habrían arrancado el contador de la electricidad. Además, por la ventana rota habrían logrado robar un teléfono.

946. En otro incidente, en agosto de 2009, el vigilante nocturno habría visto dos hombres con pasamontañas en el jardín de la Casa Campesina a las 10:30 horas de la noche.

947. Asimismo, en varias ocasiones durante el último año, personas no identificadas habrían pasado por las oficinas disparando con armas de fuego.

948. Se expresó temor que el asalto contra las instalaciones de la Casa Campesina de la Iglesia Luterana y la intimidación contra sus integrantes podrían estar relacionados con las actividades que la organización realiza en defensa de los derechos humanos.

Llamamiento urgente

949. El 1 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Norma Cruz**, Directora de la Fundación Sobrevivientes, una organización no gubernamental que apoya a mujeres que son víctimas de violaciones de los derechos humanos.

950. El 29 de octubre de 2008, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos envió un llamamiento urgente al Gobierno de su Excelencia en relación con los actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Cruz, integrantes de la Fundación Sobrevivientes y familiares de la Sra. Cruz. Se agradeció la respuesta de su Gobierno, recibida el 1 de diciembre de 2008.

951. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 19 de septiembre de 2009, aproximadamente a las 10:45 de la noche, un hombre no identificado habría dejado un mensaje

en el teléfono celular de la Sra. Cruz diciendo lo siguiente; “quiero que dejes el caso de [nombre de la persona], tienes ocho días para dejar ese caso, si no te vas a ver en serios problemas, te voy a entregar la cabeza de tu hija o de tu hijo, perra maldita”. El mismo día, un hombre no identificado habría llamado a las oficinas de la Fundación Sobrevivientes y habría dicho lo mismo a un miembro de la Fundación. El caso en cuestión se refiere a la presunta violación de una joven a la que la Sra. Cruz habría estado ofreciendo asistencia jurídica. Cabe mencionar que algunos familiares de la joven, que le habrían apoyado después del ataque, habrían sido asesinados.

952. El 14 de agosto de 2009, aproximadamente a las 8:30 horas de la mañana, el yerno de la Sra. Cruz habría sido seguido por un vehículo oscuro con cristales polarizados. El yerno de la Sra. Cruz habría llamado a su esposa y le habría pedido que llamara a la policía. Unos minutos después, cuando llegó a su casa, habría llegado la policía. El vehículo no identificado se habría alejado a toda velocidad cuando las personas que iban abordo se percataron de la presencia de la policía.

953. Además, desde finales de julio, algunos hombres no identificados habrían vigilado las oficinas de la Fundación Sobrevivientes.

954. El 14 de mayo de 2009, un hombre no identificado habría dejado dos mensajes en el contestador automático de la Sra. Cruz, amenazando con matarla a ella y a los otros integrantes de la Fundación Sobrevivientes.

955. Se expresó temor que estos actos de intimidación y amenazas contra la Sra. Cruz y sus familiares podrían estar relacionados con su trabajo en defensa de los derechos humanos, en particular su trabajo en defensa de una víctima de violación. Se expresó gran preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Cruz, de su familia, así como por la de los demás miembros de la Fundación Sobrevivientes.

Llamamiento urgente

956. El 9 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas de muerte contra el Sr. **Jesús Tecú Osorio**, líder del Bufete Jurídico Popular y fundador de la Asociación por el Desarrollo Integral de las Víctimas Maya Achi de las Vera Paces (ADIVIMA).

957. El Sr. Tecú Osorio ofrece asesoría legal a las víctimas de violencia y ha sido un testigo importante en varios juicios llevados en contra de los presuntos autores de violaciones de derechos humanos cometidas durante el conflicto armado en Guatemala.

958. Según las informaciones recibidas, el 14 de septiembre de 2009, el Sr. Tecú Osorio habría recibido una llamada de una persona no identificada quien le dijo que lo estaba vigilando a él y a su familia. La persona lo habría insultado y habría amenazado con secuestrar y matar a sus hijos. Posteriormente, el Sr. Tecú Osorio habría recibido una llamada parecida con las mismas amenazas.

959. El Sr. Tecú Osorio habría denunciado las amenazas ante el Ministerio Público y en la subestación policial de Salamá y la policía habría visitado la casa del Sr. Tecú Osorio como parte de su investigación.

960. Se expresó temor que estas amenazas contra el Sr. Tecú Osorio y su familia podrían estar relacionadas con el trabajo que realiza en defensa de los derechos humanos. Además, se expresó una profunda preocupación por la integridad psicológica y física de la familia Tecú Osorio.

Observaciones

961. La Relatora Especial agradece la respuesta del Gobierno de Guatemala a la comunicación fechada el 15 de enero de 2009. No obstante, la Relatora Especial lamenta que al momento de finalización del presente informe no había recibido respuesta a sus comunicaciones del 30 de enero de 2009, del 23 de marzo de 2009, del 26 de marzo de 2009, del 9 de abril de 2009, del 23 de abril de 2009, del 16 de julio de 2009, del 14 de septiembre de 2009, del 1 de octubre de 2009 y del 10 de octubre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno guatemalteco a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

962. La Relatora Especial expresa preocupación por varios casos de supuestas amenazas dirigidas en contra de defensores cuyo trabajo está enfocado en el tema de la memoria y justicia del periodo de la guerra civil, así como en contra de defensores de los derechos de los sindicalistas y campesinos. Sobre todo, la Relatora Especial expresa preocupación por supuestas amenazas y hostigamiento contra los defensores y las defensoras de los derechos de las mujeres.

Guinea

Appel urgent

963. Le 4 décembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire et Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Mouktar Diallo**. M. Diallo est membre de l'Observatoire national des droits de l'Homme.

964. Selon les informations reçues, le 26 novembre 2009, M. Diallo aurait été arrêté à Cosa par des agents du Ministère chargé de la lutte anti-drogue et du grand banditisme. Il serait actuellement détenu au camp militaire Yaya Alpha Diallo sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui.

965. Il est allégué que cette arrestation serait liée aux déclarations de M. Diallo sur les antennes de la radio la Voix de l'Amérique (Voice of America-VOA news) le 28 septembre 2009 au sujet des événements survenus le même jour à Conakry.

966. Des craintes ont été exprimées quant au fait que cette détention soit liée aux activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme de M. Diallo. Compte tenu du fait que M. Diallo souffre de diabète et de problèmes cardiaques, des craintes ont également été exprimées quant à son intégrité physique et psychologique.

Observations

967. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la présente communication. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs familles.

968. La Rapporteuse spéciale exprime sa préoccupation face à la situation des défenseurs des droits de l'homme dans le pays suite aux événements tragiques de septembre 2009. Elle exhorte le Gouvernement à ouvrir des enquêtes sur toutes les violations commises contre les défenseurs durant et après ces événements et à traduire leurs auteurs en justice.

Guinea-Bissau

Appel urgent

969. Le 6 avril 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent au Gouvernement sur la situation de Me **Luís Vaz Martins**, avocat et président de la Ligue des droits de l'homme de Guinée-Bissau, Me **Pedro Infanda**, avocat et M. **Francisco José Fadul**, Président de la Cour des Comptes et du parti d'opposition Partido para a Democracia Desenvolvimento e Cidadania (PADEC). Selon les informations reçues :

970. Le 1er avril 2009, un homme armé habillé en civil se serait rendu aux bureaux de la Ligue des droits de l'homme à la recherche de Me Luís Vaz Martins, qui n'était alors pas présent. L'homme aurait demandé l'adresse du domicile de Me Luís Vaz Martins et aurait déclaré qu'il voulait tuer celui-ci car la Ligue des droits de l'homme était trop « bavarde ». Auparavant, Me Luís Vaz Martins aurait dénoncé l'arrestation et la torture de Me Pedro Infanda.

971. Me Pedro Infanda aurait été arrêté par des militaires le 23 mars 2009 quelques heures après qu'il ait tenu une conférence de presse au cours de laquelle il déclarait, au nom de son client, M. Jose Americo Bubo Na Tchute, ancien Chef de la Marine de Guinea Bissau, que le nouveau Chef du personnel des Forces Armées n'était pas compétent pour le poste. Me Pedro Infanda aurait été conduit de son bureau à l'installation militaire Quartel Amura de Bissau, où il aurait été gravement battu avec des bâtons, et ce pendant quatre jours. Il se serait vu refuser l'accès à un traitement médical, à sa famille et à son avocat. Son corps serait intégralement couvert de bleus.

972. Il est également allégué que M. Francisco José Fadul aurait été agressé le 1er avril 2009 par quatre militaires qui l'auraient frappé avec la crosse de leurs fusils et lui auraient dit qu'il était « trop bavard ». En l'occurrence, le 30 mars 2009, M. Francisco José Fadul aurait tenu une conférence de presse appelant le Gouvernement à traduire en justice les militaires coupables de corruption et autres crimes. M. Francisco José Fadul aurait des blessures sur tout le corps, notamment à la tête et une blessure à l'arme blanche sur un bras.

973. MM. Pedro Infanda et Francisco José Fadul seraient actuellement en soins intensifs à l'hôpital national Simão Mendes à Bissau.

974. De vives préoccupations sont exprimées pour l'intégrité physique et morale de MM. Luís Vaz Martins, Pedro Infanda et Francisco José Fadul ainsi que pour celle des autres membres de la Ligue des droits de l'homme.

Observations

975. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la communication en date du 6 avril 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs et de leurs collègues. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

Honduras

Carta de alegaciones

976. El 26 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato de la Sra. **Cynthia Nicole**, defensora líder de los derechos de las personas transgénero en Honduras.

977. Según las informaciones recibidas, en la madrugada del 9 de enero de 2009 tres hombres desconocidos le habrían disparado a la Sra. Nicole desde un automóvil azul en movimiento en el Barrio Guaserique, Comayaguela, una ciudad colindante a Tegucigalpa. La activista por los derechos de las personas transgénero recibió tres disparos en el pecho y uno en la cabeza, y murió a causa de las heridas.

978. Este asesinato era el más reciente en una serie de agresiones violentas contra personas transgénero en Honduras. En noviembre y diciembre de 2008 hubo agresiones contra otras cinco personas transgénero, dos de ellas resultaron muertas.

979. Además de estas agresiones, el 20 de diciembre, personal policial en Tegucigalpa golpeó a una trabajadora activista transgénero dedicada a difundir la prevención del VIH/SIDA.

980. Se expresó grave preocupación por el asesinato de la Sra. Cynthia Nicole y por la seguridad física y psicológica de los/las defensores/as de la comunidad transgénero en Honduras.

Llamamiento urgente

981. El 3 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de

opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra la Sra. **Bertha Oliva de Nativí**. Bertha Oliva es Coordinadora General del Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras (COFADEH).

982. La Sra. Oliva y el COFADEH ya fueron objeto de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, quien envió una carta el 16 de julio de 2008. COFADEH es una organización que trabaja contra la corrupción y la impunidad en Honduras.

983. Según las informaciones recibidas, el 27 de enero de 2009, aproximadamente a las 14h45, dos mensajes conteniendo amenazas habrían sido recibidos en el teléfono móvil de Bertha Oliva de Nativí. El primer mensaje decía: “Quieres saber quién soy yo. Por tu bien más te vale que no lo sepas. Y no quiero que me sigan llamando o les tendré que cerrar la boca de otra manera y ya sabes a que me refiero [sic.]” El segundo decía: “Cómo amaneciste. Espero que bien. Porque cuando yo quiera podés amanecer con la boca llena de gusanos. Y en una bolsa de basura” [sic.].

984. El mismo día se habrían distribuido folletos difamando a la Sra. Bertha Oliva de Nativí en el Parque Central de Tegucigalpa. La distribución de estos folletos formaría parte de una campaña de difamación contra esta persona que habría empezado después de que el Presidente de la República aprobase un decreto ejecutivo en diciembre de 2008 para crear un programa nacional de reparaciones para víctimas de violaciones de derechos humanos en los años 80 y ordenando la resolución amistosa de dos casos ante la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. La campaña acusaría a Bertha Oliva de Nativí de estar lucrando como resultado de dicho decreto ejecutivo.

985. Se expresó temor que la campaña de amenazas en contra de la Sra. Bertha Oliva podría estar relacionada con su trabajo contra la corrupción y la impunidad en Honduras. También se expresó preocupación que los integrantes del COFADEH han sido amenazados durante varios años sin que se hayan procesado o condenado a los responsables de las amenazas. Además se alegó que la protección proporcionada a estas personas sería insuficiente.

Llamamiento urgente

986. El 6 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente-Relatora del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria, el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre las Desapariciones Forzadas o Involuntarias y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las siguientes personas que habrían sido detenidas luego de la interrupción del orden constitucional que tuvo lugar el 28 de junio de 2009:

1. Sr. **Edran Amado López**, periodista del programa Cholusatur del Canal 36;
2. Sr. **Alan Mc Donald**, caricaturista, detenido en su domicilio por elementos del ejército junto con su hija de 17 meses;
3. Sra. **Adriana Sivori**, corresponsal de Telesur;

4. Sr. **Larry Sánchez**, corresponsal de Telesur;

5. Sra. **María José Díaz**, corresponsal de Telesur;

6. Sr. **Freddy Quintero**, corresponsal de Telesur: Estos cuatro corresponsales de Telesur habrían sido detenidos por elementos militares; despojados de sus documentos y de sus equipos de trabajo.

987. Se expresó temores por la integridad física y psíquica de las personas detenidas. Se informó también que los siguientes defensores de derechos humanos habrían sido objeto de amenazas y actos de hostigamiento:

1. Sra. **Bertha Oliva de Nativí**, Presidenta del Comité de Familiares de Detenidos-Desaparecidos de Honduras (COFADEH);

2. Sr. **Salvador Zúñiga**, del Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras;

3. Sr. **Rafael Alegría**, dirigente nacional de Vía Campesina;

4. Sr. **Israel Salinas**, de la organización Sindicato Mayoritario;

5. Sr. **Ángel Alvarado**, del Comité Nacional de Resistencia;

6. Sra. **Sala Elisa Rosales**, de la Organización Las Lolos y Movimiento Feminista;

7. Sr. **Juan Barahona**, de Bloque Popular;

8. Sr. **Carlos Humberto Reyes**, de Bloque Popular;

9. Sra. **Bertha Cáceres**, del Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPIHN);

10. Sr. **Celeo Álvarez**, de la Organización Negra Centroamericana (ONECA);

11. Sr. **Carlos Eduardo Reina**, del Comité Nacional de Resistencia;

12. Sr. **Eulogio Chávez**, del Comité Nacional de Resistencia;

13. Sr. **Marvin Ponce**, del Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras;

14. Sr. **Andrés Pavón Uribe**, del Comité de Derechos Humanos de Honduras (CODEH)."

988. En vista de lo aquí resumido se expresó temor por la integridad física y psicológica de los defensores de derechos humanos citados. Se alegó que las amenazas y los actos de intimidación en contra de estos defensores podrían estar relacionados con su trabajo en defensa de los derechos humanos en Honduras.

Llamamiento urgente

989. El 30 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente Relator del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria; el Presidente Relator del Grupo de Trabajo sobre las Desapariciones Forzadas o Involuntarias, el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias; el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación descrita a continuación.

990. Según las informaciones recibidas, decenas de personas que se manifestaban ante la Embajada de Brasil en Tegucigalpa en favor de la restitución en el poder del presidente destituido Manuel Zelaya, habrían sido detenidas desde que éste regresó al país el 21 de septiembre de 2009. Se afirmó que elementos policiales habrían recurrido a un uso excesivo de la fuerza en la disolución de las manifestaciones callejeras en favor del presidente Zelaya y en la detención a gran escala de los manifestantes. A algunos manifestantes los elementos policiales les habrían golpeado e incluso habrían sido víctimas de disparos. Otros habrían sido conducidos a centros de detención no autorizados, sin contar con ningún registro de su detención. Aunque la mayoría habrían sido ya liberados, otros permanecen en detención.

991. Asimismo, se ha recibido información de que cinco personas habrían resultado muertas en los disturbios políticos que han tenido lugar desde el 21 de septiembre. El 22 de septiembre José Jacobo Euceda Perdomo, de 18 años resultaba muerto por disparos de la policía en San Pedro Sula. Las cuatro otras personas habrían muerto en Tegucigalpa, incluyendo al Sr. Francisco Alvarado, de aproximadamente 65 años de edad, quien habría muerto a consecuencia de heridas de bala recibidas durante una manifestación en favor del presidente Zelaya.

992. Se informó también que el 22 de septiembre de 2009, agentes policiales arrojaron botes de gas lacrimógeno al interior de la sede del Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras (COFADEH) en el Barrio La Plazuela de Tegucigalpa, donde se encontraba un centenar de participantes en las manifestaciones dando su testimonio sobre la represión de las manifestaciones frente a la Embajada.

993. Ante esta situación, se expresó seria preocupación por la seguridad de los miembros de COFADEH y de otras organizaciones defensoras de los derechos humanos.

994. Asimismo, se tuvo conocimiento del establecimiento del estado de sitio en todo el territorio nacional, suspendiéndose las garantías constitucionales de libertad de expresión, libertad de circulación y el derecho a reunión durante 45 días (consagradas en los artículos 69, 72, 81 y 84 de la Constitución Política, respectivamente). La suspensión de estos derechos fue aprobada por decreto ejecutivo de fecha 22 de septiembre de 2009, publicado el 26 de septiembre de 2009 en el Diario Oficial La Gaceta. Según el texto de dicho decreto ejecutivo, la Comisión Nacional de Telecomunicaciones (CONATEL), a través de la Policía Nacional y de las fuerzas armadas, queda autorizada a suspender cualquier radioemisora, canal de televisión o sistema de cable que no ajuste su programación a sus disposiciones.

995. Estas medidas habrían sido justificadas sobre la base de que “determinados medios de comunicación social, hablados y televisados, están utilizando sus frecuencias autorizadas para generar odio y violencia contra el Estado, perturbando la tranquilidad nacional, llamando a la insurrección popular, y dañando psicológicamente a su auditorio”. Es así que se ordena a las Fuerzas Armadas que apoyen “conjunta o separadamente, cuando la situación así lo requiera, a la Policía Nacional, debiendo poner en ejecución los planes necesarios para el orden y la seguridad pública”. El decreto ejecutivo autoriza la represión de “toda reunión pública no autorizada por las autoridades policiales y militares”.

996. Este decreto ejecutivo es especialmente preocupante, ya que varias estaciones de radio y televisión han interrumpido sus transmisiones ordinarias desde el regreso de Zelaya. Se tuvo conocimiento del posible cierre de “Radio Progreso”, en el centro de la ciudad de El Progreso, al norte del país, la cual tiene una trayectoria de 53 años de funcionamiento. Además, Canal 36 y las señales de Radio Globo han sido objeto de interrupción casi constante.

997. En este contexto, se afirmó que el 21 de septiembre de 2009, a alrededor de las 5:30 de la mañana, la señal de Canal 36 habría sido interrumpida mediante cortes de electricidad en sus instalaciones y en el sitio donde se ubican los transmisores. También, la señal de Radio Globo habría sido interrumpida constantemente con interferencias eléctricas, en tanto que la señal del programa televisivo “Hable como Habla” habría sido bloqueada en su emisión del mediodía. El 28 de septiembre habrían sido cerradas Radio Globo y Canal 36.

998. Esta información preocupó de manera particular, teniendo en cuenta el aumento de denuncias de ataques, agresiones e intimidación contra periodistas en Honduras, incluyendo la destrucción de sus equipos de trabajo. La libertad de expresión es un derecho fundamental que no permite excepciones ni restricciones, por lo que se hizo un llamado a las autoridades para que garanticen el libre ejercicio del derecho a la libertad de opinión y expresión, instándoles además a adoptar las medidas pertinentes para asegurar la integridad física y moral de las personas que, por su profesión, están particularmente vinculadas a la libertad de opinión y expresión y la libertad de reunión.

Llamamiento urgente

999. El 12 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Alex Eduardo Sorto Ortiz**, el Sr. **Osmin David Valle Castillo**, la Sra. **Yuris Espinoza** y los demás miembros de la **Asociación Jóvenes en Movimiento – AJEM**. El Sr. Sorto Ortiz es el director ejecutivo de la AJEM, el Sr. Valle Castillo es el coordinador de proyectos de la asociación y la Sra. Espinoza es miembro de la misma.

1000. La AJEM es una organización que trabaja en la defensa de los derechos de los jóvenes en la ciudad de Tegucigalpa, en particular de los jóvenes en situación de vulnerabilidad, como las personas gays y lesbianas. Además, la AJEM realiza actividades para promover la salud sexual y reproductiva.

1001. Según las informaciones recibidas, el 1 de octubre de 2009 por la tarde, dos individuos armados no identificados habrían llegado a las oficinas de la AJEM buscando a algunos a ciertos

miembros. La oficina estaba cerrada con candado por lo que miembros de la AJEM se habrían comunicado con los dos individuos por la ventana. Los agresores, apuntando sus armas, habrían preguntado si las oficinas de la AJEM se encontraban allí, si los individuos que buscaban se encontraban en las oficinas y si la AJEM trabaja con homosexuales. Se habrían enojado cuando se les negó acceso al edificio y habrían atacado una de las ventanas. Los agresores se habrían retirado cuando un vecino les habría advertido que había llamado a la policía.

1002. Una semana antes, el 22 de septiembre, el Sr. Sorto Ortiz, el Sr. Valle Castillo y la Sra. Espinoza habrían sido interceptados por seis agentes uniformados con pasamontañas mientras conducían la camioneta de la AJEM. Los agentes, que habrían conducido una camioneta blanca de doble cabina con cristales polarizados, les habrían apuntado con rifles y les habrían ordenado bajar de su vehículo. Posteriormente, los agentes habrían saqueado la camioneta, rompiendo los cristales y los retrovisores. Cuando habrían encontrado banderas de arco iris en la camioneta, dos agentes habrían agredido físicamente a los Sres. Sorto Ortiz, Valle Castillo y Espinoza y los habrían insultado. Además, los agentes habrían confiscado varios efectos personales de los miembros de la AJEM incluyendo una computadora portátil, libros, documentos, teléfonos celulares, los papeles de matrícula del vehículo, las llaves de la sede de la AJEM, joyería, un reproductor de música portátil, relojes y gafas de sol.

1003. El 24 de septiembre de 2009, los Sres. Sorto Ortiz y Valle Castillo habrían acudido a la oficina de la Dirección General de Investigación Criminal (DGIC) para denunciar el incidente. A pesar de que habrían aceptado la declaración del Sr. Valle Castillo, el Sr. Sorto Ortiz habría sido informado que no se podía aceptar su denuncia visto que no estaban presentes todas las víctimas del incidente y no tenía las facturas de los objetos dañados y robados ni los papeles oficiales para el vehículo dañado.

1004. El 23 de septiembre, cuatro miembros adolescentes de la AJEM, habrían sido interceptados y agredidos físicamente por agentes de la policía mientras intentaban acercarse a las oficinas de la AJEM en Castillo Barahona, Barrio La Plazuela, Tegucigalpa.

1005. Además, elementos de la policía habrían estado vigilando las oficinas de la AJEM recientemente.

1006. Se expresó temor que estos actos de intimidación, hostigamiento y violencia contra miembros de la AJEM podrían estar relacionados con las actividades que realizan en defensa de los derechos humanos, en particular su trabajo en defensa de los derechos de las personas homosexuales y su participación en protestas pacíficas relacionadas con el golpe de Estado.

Llamamiento urgente

1007. El 16 de noviembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con actos de intimidación y hostigamiento a jueces, abogados, oficiales de justicia y defensores públicos, después del golpe de Estado ocurrido en 28 de junio de 2009.

1008. En este contexto, quisiera hacer referencia al comunicado de prensa emitido el 10 de julio de 2009 por el Relator Especial sobre independencia de jueces y abogados que me antecedió en el mandato, expresando su condena y censura al comportamiento “.....de la Corte Suprema de Justicia, que participa en el engranaje de disolución del Estado de Derecho al apartarse de las reglas de independencia e imparcialidad que deben caracterizar a dicho órgano.

1009. De acuerdo a la información recibida recientemente, la Corte Suprema habría continuado manifestándose públicamente a favor del golpe de Estado calificándolo como “sucesión constitucional”.

1010. Asimismo, también se informó que ese Alto Tribunal de Justicia habría ordenado procesos disciplinarios, traslados forzosos, y otras acciones de intimidación y hostigamiento contra: **Guillermo Lopez Lone, Tirza Flores Lanza, Luis Alonso Chévez de la Rocha, Elvia Ondina Varela, Mauricio Mateo García, Ramón Enrique Barrios, Ricardo Pineda, Osman Antonio Fajardo Morel, Fabiola Carcamo, Maritza Arita, Juan Carlos Zelaya y Sigfredo Lozano Martínez**, todos ellos se habrían manifestado, de distintas formas legales, a favor del restablecimiento del Estado democrático.

1011. Según surgió de las alegaciones recibidas, las medidas disciplinarias y los traslados forzosos aplicados a los mencionados profesionales del derecho, habrían sido impuestas mediante actuaciones violatorias de las garantías del debido proceso y en franco detrimento de la independencia e imparcialidad del sistema de justicia hondureño. Los actos denunciados también serían violatorios del ejercicio del derecho a la libertad de conciencia, a la libertad de pensamiento y expresión, y a la libertad de reunión y manifestación.

1012. Se denunció también que los actos de persecución y hostigamiento han estado dirigidos particularmente hacia los magistrados miembros de la “Asociación de Jueces por la Democracia”, organismo que ha sostenido permanentemente la necesidad de restablecer el Estado de Derecho.

1013. Se expresó temor que los actos de hostigamiento e intimidación en contra de magistrados, defensores públicos y demás auxiliares de justicia, podrían estar relacionados con su actividad desarrollada a favor del restablecimiento del orden constitucional en Honduras.

Observaciones

1014. La Relatora Especial lamenta que, al momento de finalización del presente informe, no había recibido respuesta a sus comunicaciones fechadas el 26 de enero de 2009, 3 de marzo de 2009, 6 de julio de 2009, 30 de septiembre de 2009, 12 de octubre de 2009 y el 16 de noviembre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta a las autoridades hondureñas a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

1015. Asimismo, la Relatora quisiera expresar su profunda preocupación por la seguridad y la integridad física y psicológica de los defensores de los derechos humanos en Honduras. En una declaración del 2 de octubre de 2009, la Relatora Especial expresó su grave preocupación por las recientes violaciones de los derechos humanos en Honduras, resultado de los hechos acaecidos desde que regresó al país el presidente destituido, Manuel Zelaya. Los defensores de los derechos humanos han sido particularmente vulnerables a estas violaciones, sobre todo los

defensores a favor de la democracia y aquellos que participaron en manifestaciones políticas. La Relatora Especial reitera su preocupación por las violaciones contra el derecho a la vida y la integridad física, tanto asesinatos como amenazas de muerte, así como los actos de acoso e intimidación contra defensores de derechos humanos.

1016. Asimismo, la Relatora Especial expresa preocupación por los derechos de la libertad de expresión y la libertad de la prensa en Honduras. La Relatora Especial también expresa preocupación por varios casos de supuestas amenazas dirigidas en contra de defensores cuyo trabajo está enfocado en los derechos sexuales, la salud sexual, y los derechos de la gente lesbiana, gay, bisexual y transgénera (LGBT).

India

Letter of allegations

1017. On 29 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent a letter of allegations regarding Dr. **Harshinindar Kaur**, a citizen of India, and resident of Patiala, Punjab. Dr. Kaur, representing Mbororo Social and Cultural Development Association (MBOSCUDA), delivered a public statement to the 11th session of the Human Rights Council in Geneva in June 2009, as part of the General Debate, Agenda item No. 3. Dr. Kaur's written and oral statement pertained to violence against women, and more particularly to concerns of human rights violations against women in India in the form of female feticide, female infanticide, dowry practices and rape. In this statement, Dr. Kaur expressed general concern about these human rights violations and provided some supporting statistics.

1018. According to information received, reportedly, following this statement on the afternoon of 8 June 2009, Dr. Kaur was approached by a person who identified herself as a "very senior Government official of India" in the Palais des Nations building in Geneva, and was verbally threatened with retaliations. The aforementioned individual allegedly threatened Dr. Kaur by telling her that high-ranking officials in India and the Punjab region had been contacted about her statements, inquiring about her family's whereabouts, and telling her that she could harm her once she was back in India. Subsequently, an employee described as being from the Central Government (CBI), visited Dr. Kaur's house in the Punjab region, to also enquire about her statement at the Human Rights Council.

Response from the Government

1019. In letters dated 29 July 2009 and 4 August 2009, the Government responded to the communication sent on 29 July 2009, noting that the communication has been forwarded to the relevant authorities.

Urgent appeal

1020. On 24 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or

punishment sent an urgent appeal to the Government regarding the arrests of Mr. **Jiten Yumnam**, Ms. **Longjam Memchoubi**, Mr. **Likmabam Tompok**, Mr. **Amom Soken**, Mr. **Irom Brojen**, Mr. **Thiyam Dinesh**, Mr. **Chung-shel Koireng**, Mr. **Taorem Ramananda** and Mr. **Samjetshabam Nando**. Mr. Yumnam, is a member of the Coordinating Committee of the Asia Pacific Indigenous Youth Network (APIYN) and Joint-Secretary of Citizens' Concerns on Dam and Development (CCDD). Ms. Memchoubi is a member of Apunba Lup and president of the Poirei Leimarol Meira Paibi Apunba Lup. Mr. Tompok, Mr. Soken, Mr. Brojen, Mr. Dinesh, Mr. Koireng and Mr. Ramananda are members of the All Manipur United Clubs' Organization (AMUCO) and Mr. Nando is a member of the All Manipur Ethnical Socio-Cultural Organisation (AMESCO).

1021. According to information received, on 14 September 2009, at approximately 12:30 p.m., Mr. Yumnam was arrested at Imphal Airport in Manipur, while on his way to a regional meeting on climate change in Bangkok, Thailand. Police also confiscated his lap-top, digital camera, passport and approximately 500 USD in cash.

1022. On the same day, at approximately 3:15 p.m., Mr. Tompok, Mr. Soken, Mr. Brojen, Mr. Dinesh, Mr. Koireng, Mr. Ramananda and Mr. Nando were arrested at AMUCO's head office in Kwakeithel by a combined team of Imphal West police and Singjamei police. Mr. Jiten Yumnam's family members went to the police station, but the police denied any report of his arrest.

1023. On 15 September, Mr. Yumnam, Mr. Nando and the six previously mentioned members of AMUCO were brought before the Additional Chief Judicial Magistrate in Lamphel and subsequently remanded in police custody until 29 September. They have reportedly been charged with 'attempting to wage war' and 'conspiring to commit offences against the state', of violating Section O of the Official Secret Act by leaking information to others and unlawful association and other related offences. During his detention, Mr. Jiten Yumnam was allegedly subjected to electric shocks to extract information from him.

1024. At approximately 5 p.m. on the evening of 15 September, the eight detainees were reportedly taken to J.N. Hospital at Porompat, Imphal East where they underwent a medical examination. The medical certificate concerning Mr. Yumnam stated that he had been treated for electric shocks. After the examination, the detainees were taken back to the Imphal Police Station.

1025. On 25 August, Ms. Memchoubi was arrested at her home by the Manipur Police. She was brought before the Chief Judicial Magistrate in Imphal and subsequently remanded in police custody for fifteen days. She has been charged under section 124A/435/34 of the Indian Penal Code (IPC), 39 of the Unlawful Activities Prevention Act (UAPA) and 7 of the Criminal Law Amendment Act (CLA).

1026. It is alleged that the arrests of the abovementioned human rights defenders are related to ongoing protests following a police shootout in Imphal Town on 23 July 2009 in which a pregnant woman and a minor were reportedly killed, and five others were injured. The police reportedly also accused Mr. Yumnam of being involved in a media campaign surrounding the incident.

1027. In this connection, information regarding the arrest of human rights defenders following their protests in relation to this incident was previously communicated to your Excellency's government on 13 August 2009 by the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. The human rights defenders mentioned in the communication are Mrs. Phanjoubam (ongbi) Sakhi, Mrs. Lourebam (ongbi) Nganbi and Mrs. Yumlebam (ongbi) Mema and leaders of the Working Committee of the Apunba Lup, Mr. Karam Sunil, Mr. Phurailatpam Deban, Mr. Dayananda Chingtham, Mr. Thounaojam Naobi and Mrs. Leimapokpam (ongbi) Nganbi. We regret that no reply has yet been received from your Excellency's Government.

1028. Concern was expressed that the arrests of the above mentioned human rights defenders are directly related to the activities that they carry out in defense of human rights, and for exercising their legitimate right to freedom of opinion and expression in relation to the police shootout in Imphal Town. Further concern was expressed for their physical and psychological integrity while in detention.

Urgent appeal

1029. On 16 October 2009, the Special Rapporteur sent an urgent appeal regarding the situation of Mr **Veerakumar**. Mr Veerakumar is a community organizer for Vizhuthugal Organization, a non-governmental organization which works with Dalits in Tamil Nadu province.

1030. According to the information received, on 29 September 2009, Mr Veerakumar was reportedly attacked and severely injured with a sharp-edged weapon. Mr Veerakumar was reportedly admitted to the Thiruppur Government Hospital and has been undergoing intensive care.

1031. The attack was allegedly conducted by Mr Saminathan Gounder, a Gongu Velalar upper caste member. In the past five years, it is alleged that some 42 Dalit Arunthathiyar human rights defenders have been victimized by Gongu Velalar caste members.

1032. Protesting against the attack of Mr Veerakumar, over 3000 Dalit people reportedly staged a road picket on the Madurai-Thiruppur highway to demand the arrest of the attacker and police officers whom they believe were acquiescent in the offence. It is reported that the Superintendent of the Coimbatore Police ordered the imposition of public order offences against the protesters.

1033. Given the scale of the protest as allegedly a remedial measure, the police also registered a case against upper caste villager Saminathan under the Scheduled Caste and Scheduled Tribe (Prevention of Atrocities) Act of 1989, which purpose is to prevent the commission of crimes against members of underprivileged social groups or castes. In this regard, it is alleged that the attack against M. Veerakumar was linked to his involvement in an earlier case against Mr Saminathan. On 25 September 2009, Mr Saminathan allegedly abducted and beat Mr Chinrasu, a Dalit youth who had spoken out against caste-based violence. Mr Veerakumar assisted Mr Chinrasu in registering his case at the Avinashipalayam police station. It is alleged that after having heard that the police had been bribed not to take any action, Mr Veerakumar asked the District State Prosecutor, Mr Ramalingam, to take action.

1034. Concern was expressed that the attack on Mr Veerakumar might be directly related to his legitimate work in defense of human rights. Given the number of offences allegedly committed against underprivileged social groups or castes over the past few years, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of all Dalit Arunthathiyar human rights defenders.

Letter of allegations

1035. On 5 November 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government concerning the situation of **Messrs. Chotan Das, Bhanu Sarkar and Ramesh Das**. Mr. Chotan Das is the Secretary of the Bandi Mukti Committee (BMC), a committee for the release of political prisoners. Messrs. Sarkar and Ramesh Das are members of the same organization.

1036. According to the information received, on 12 October 2009, Messrs. Sarkar and Ramesh Das were allegedly arrested while pasting up posters calling for the release of Mr. Chhatradhar Mahato of the Lalgarh Movement, which campaigns against police abuses in the Lalgarh region. They were allegedly detained at the Armherst Street Police Station and then transferred to a Police interrogation centre. It is reported that they were interrogated about their links with Maoism and Mr. Mahato before being released.

1037. On 20 October 2009, Mr. Chotan Das was allegedly arrested by a group of policemen. They reportedly forcibly entered his house, brutalized Mr. Das and his wife, seized three mobile phones before bringing Mr. Das to the Kolkata police headquarters. It is reported that Mr. Das was blindfolded during the journey. He was then allegedly questioned by a police officer about his visit to Ranchi, in the Jharkhand State, in relation to judicial proceedings against an alleged Maoist leader. Mr. Das denied knowing him and was transferred to the Belegkata Police Station before being released.

1038. Concern was expressed that the arrest, detention and questioning of Messrs. Chotan Das, Bhanu Sarkar and Ramesh Das might be directly related to their legitimate work in defense of human rights. Given the brutal way Mr. Chotan Das was arrested, further concern was expressed about his the physical and psychological integrity.

Responses received to communications sent earlier

1039. In a letter dated 12 February 2009, the Government responded to the communication setn on 19 February 2008, concerning Mr. **Lachit Bordoloi**.

1040. The Government provided the following information: "Mr. Lachit Bordoloi was arrested on specific charges of involvement in four terrorist cases and links with the banned militant outfit ULFA. Following the order of the Honorable High Court, Guwahati, in June 2008, Mr. Bordoloi was subsequently released."

1041. In a letter dated 6 April 2009, the Government responded to the communication sent on 11 March 2008, concerning Mr **Julfikar Ali**.

1042. The Government provided the following information: “The above-mentioned allegation was investigated by the Government of India and the complaint has been found baseless. The complainant, Mr. Julfikar Ali, has been charged under relevant sections of the Indian Penal Code since he is involved in clandestine smuggling activities along the India-Bangladesh border and had, along with some of his colleagues, attacked a Border Security Force detachment that had challenged the smugglers on the night of 11-12 January 2008”.

1043. In a letter dated 23 June 2009, the Government responded to the communication sent on 10 June 2008, concerning Messrs **Henri Tiphagne**, Executive Director of *People’s Watch* and member of the *National Human Rights Commission of India*; **S. Martin**, Regional Law Officer at *People’s Watch*; and **G. Ganesan** and **M.J. Prabakar**, both State Monitoring Officers at the same organization.

1044. The Government examined the complaint and found it to be an incomplete and misleading picture of the actual incident. The Government provided the following information: “On May 29, 2008, a special police party of the Ramanathapuram district, Tamil Nadu, was following a tip-off in an operation in Madurai to arrest two accused, namely Mr. Paruthiveeran and Mr. Selvam, against whom non-bailable warrants had been issued by relevant authorities. Both the accused were also associated with an NGO, *People’s Watch*, in order to provide themselves with a cover and evade arrest. However, by mistake, the police party arrested a relative of one of the accused, following which *People’s Watch* intervened with the police and the arrested person was released. Nevertheless, owing to another tip-off, the police deployed two small units around Fathima College, Madurai the next day (i.e. May 30, 2008), where *People’s Watch* was holding a seminar which the two accused were expected to attend. However, about 20 members of *People’s Watch* led by Mr. Henri Tiphagne, Mr. Martin, Mr. Ganesan and Mr. Prabhakar accosted one of the two-person police unit outside the venue, enquired after their purpose of deployment and forcibly took them inside the venue, even after the police unit told them about their identity and purpose. This forced the local police Sub-Inspector to reach the venue to sort out the matter. BY the time this issue was settled amicably, another group of *People’s Watch* members forcibly brought the second three-person police unit, that had been keeping an eye on the venue about 500 metres away, on the charges that the unit had assaulted some members of *People’s Watch*. Actually, the small second police unit had been manhandled by a large group of *People’s Watch* members led by a local notorious character and proclaimed offender, Mr. Madurai Veeran, who is another relative of one of the two accused associated with *People’s Watch* whom the police units were hoping to arrest. Following this turn of events, another senior police officer reached the spot. Subsequently, the members of *People’s Watch* filed charges against the police, while the assaulted second police unit filed charges against *People’s Watch* members (mentioned in the OHCHR communication), at a local police station. Both the cases are under investigation”.

1045. In a letter dated 25 June 2009, the Government responded to the communication sent on 18 July 2008, concerning Mr **Kirity Roy**.

1046. The Government examined the complaint and found it to be an incomplete and misleading picture of the actual incident. The Government provided the following information: “While organizing a tribunal on 9-10 June 2008, to hear public testimonies on torture, Mr. Kirity Roy also issued letters to serving police officials asking them to attend the event and to submit their versions before the empanelled jury at the tribunal. Accordingly, the state authorities, as per

law, issued a letter to Mr. Kirity Roy asking him to furnish any government notification that might have authorized him to issue summons/invitation to police authorities requiring them to appear before the tribunal. Mr. Roy was also asked to produce pertaining to the powers and functions of the tribunal in order to ascertain the legal status of this event. However, no response was received from Mr. Kirity Roy. Nevertheless, some police officers from different police station attended the event and deposed before the tribunal since they have been misled that Mr. Kirity Roy and other members of the tribunal were public servants and operating in an authorized manner. Since Mr. Kirity Roy and his colleagues had violated the law by holding a public tribunal through impersonation as public servants, and without any lawful authorization, despite having been given an opportunity to respond to the queries raised by the state authorities, a case was registered under the relevant sections of the Penal Code. In the course of subsequent investigation, the credentials of Mr. Kirity Roy came under further suspicion when he provided wrong information to the police about the existence of the organization's bank accounts in Indian Overseas Bank, Howrah Branch, Calcutta. Not even a single account was found in the name of the organization at the said bank. On 12 June 2008, a search was conducted at the office premises of Mr. Kirity Roy following a search warrant that was issued by the Chief Metropolitan Magistrate, Calcutta. However, Mr. Kirity Roy and his colleagues again violated the law and obstructed the police officials from executing the warrant. Despite provocative attempts by Mr. Roy, the police was able to execute the search warrant and the search proceedings were videographed to prevent Mr. Roy from indulging in more distortion of the facts”.

1047. In a letter dated 19 March 2009, the Government responded to the communication sent by the Special Rapporteurs on 8 July 2008 concerning Mr. **Parvez Imroz** and Dr. **Angana Chatterji**. The Government provided the following information: “the Government of India rejects the allegations leveled by Dr. Angana Chatterji and Advocate Parvez Imroz. Owing to the fact that Jammu and Kashmir is a sensitive border State of India, that has been a victim of cross-border terrorism for nearly two decades, any person venturing near the Line of Control (LoC) without informing the authorities, is liable to be questioned and asked to prove credentials by the law enforcing agencies. Since Dr. Chatterji and Advocate Parvez Imroz had been frequently visiting areas falling close to the Line of Control without informing the authorities, they may have been stopped by the law enforcing agencies for ascertaining the purpose of their visit close to the Line of Control. Such actions are necessary to maintain public order in a terrorism-prone area and cannot be termed as harassment/intimidation. It may also be noted that a vigil over the movement of foreigners in such a sensitive State is for their own safety as well as to prevent activities by them that might cause public disorder”.

1048. In a letter dated 26 April 2009, the Government responded to the communication sent on 20 November 2008, concerning Mr. **Parvez Imroz**. The Government examined the communication and found it to be an incomplete and misleading picture of the actual incident. The Government provided the following information: “On 17 November 2008, as the polling in State Assembly elections was proceeding peacefully in Bandipora, Mr. Parvez Imroz, along with his supporters, reached the main market in Bandipora at about 1200 hrs and conducted an anti-election rally in which about 100-150 people participated. As the rally marched towards Bandipora square, some protestors in the rally started pelting stones which forced the police to take measures to disperse the rally. When the police efforts did not have any desired effect on the protestors who continued to pelt stones on the police party, the police was compelled to resort to a mild baton charge. Subsequently, Mr. Parvez Imroz and two other protestors were taken to a police station where a case was registered and the three accused were left off in the evening after

obtaining personal bonds from them. The case is under further investigation. It may be noted that if Mr. Imroz was indeed playing the role of an election monitor and a human rights defender, as has been mentioned in the OHCHR communication, he certainly violated his obligations by instigating an anti-election rally that later turned violent”.

Observations

1049. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to her communications of 29 July 2009, 19 February 2008, 11 March 2008, 10 June 2008, 8 July 2008, 18 July 2008 and 20 November 2008. The Special Rapporteur regrets that at the time the present report was finalized, no response had been transmitted to her communications of 24 September 2009, 16 October 2009 and 5 November 2009. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken, subsequent prosecutions as well as protective measures taken.

Indonesia

Letter of allegations

1050. On 1 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent a letter of allegations to the Government regarding the ongoing investigation and prosecution of persons suspected of involvement in the murder of Mr. **Munir Said Thalib**, who was killed by poisoning on a Garuda flight from Jakarta to Amsterdam on 7 September 2004. The Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders sent an urgent appeal to the Government regarding the killing of Mr. Munir Said Thalib on 3 December 2004. The Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent an allegation letter regarding the investigation and judicial proceedings in this case on 30 November 2006. The Government replied to the latter communication on 19 January 2007.

1051. The communication by the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions followed a decision of the Supreme Court of 3 October 2006. The Supreme Court had overturned the conviction on murder charges, in first and second instance, of Mr. Pollycarpus Budihari Priyanto, a Garuda pilot and agent of the State Intelligence Agency, as the person who materially poisoned Munir Said Thalib. According to information received since then, after the acquittal the Criminal Investigation Department gathered new evidence and interrogated new witnesses, including several staff members of the intelligence agency. This evidence and witness testimony were used in the Supreme Court's review of the acquittal of Mr. Priyanto. He was subsequently tried again, convicted on murder charges and is currently serving a 20-years prison sentence. Two Garuda employees have also been convicted for facilitating the presence of Mr. Priyanto on the flight and sentenced to one year imprisonment. We welcome the investigatory and prosecutorial efforts which made the successful prosecution of the above-mentioned three individuals possible.

1052. In its communication to the Special Rapporteur of 19 January 2007, however, the Government also stated that “it has been the government’s task and focus for some time now to

uncover the masterminds behind this murder [...] who have for so long [...] remained at large". We share the Government's view that the successful investigation and prosecution of those who have ordered, planned and otherwise been complicit in the murder of Mr. Munir Said Thalib is of the utmost importance. It is in respect of a recent serious setback in these efforts that we are now writing to your the Government.

1053. According to the information received, retired Major General Muchdi Purwopranjono, former Deputy Head of the State Intelligence Agency, was charged with plotting and ordering the killing of Mr. Munir Said Thalib. Major General Muchdi Purwopranjono was the first person charged for planning and ordering the killing. He was arrested on 19 June 2008, and in August 2008 the court proceedings started before the District Court in South Jakarta. On 31 December 2008, the District Court acquitted Major Muchdi on all charges and ordered his release.

1054. Sworn statements to the Criminal Investigation Department by agents of the State Intelligence Agency (Badan Intelijen Negara, or BIN) were among the key evidence to the prosecution case against Major General Muchdi Purwopranjono. At trial, however, these witnesses from the State Intelligence Agency withdrew their previous sworn testimony to the Criminal Investigation Department. The District Court judges noted the difference between the prior statements and the current testimony. They warned that the discrepancies would be noted in the transcript of proceedings and reminded the witnesses of the maximum punishment if they give false testimony. However, the judges did not order the arrest of witnesses or recommend their prosecution under the laws relating to false testimony (Article 174 paragraph (1) and (2) of the Criminal Procedure Code).

1055. In addition to the systematic retraction at trial of prior witness statements by State Intelligence Agency members, the investigation and prosecution continues to suffer from a lack of cooperation by the State Intelligence Agency. The Agency failed to make key witnesses available to the above-mentioned independent investigation team. The police was also not able to obtain the content of the more than 40 calls from the phone of Mr. Priyanto to Major General Muchdi.

1056. Moreover, during the trial of Major General Muchdi Purwopranjono, organized groups of militia and thugs intimidated Ms. Suciwati, the widow of Munir Said Thalib, and other human rights defenders in the court room.

Letter of allegations

1057. On 4 September 2009, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government Regarding the situation of Mr. **Andreas Wakerkwa**. Mr. Wakerkwa is a member of the West Papua Interest Association (WPIA), an independent trade union association.

1058. According to the information received, on 21 August 2009, Mr. Wakerkwa's house in Jayapura was reportedly searched by policemen. The police seized documents belonging to the West Papua Interest Association (WPIA). They also seized a bicycle pump and a cassowary bone, items used by the Dani tribe as their traditional knife for cutting pig meat.

1059. After the search, Mr. Wakerkwa was arrested by the Jayapura police, allegedly on suspicion of using the seized bicycle pump as a bomb. Mr. Wakerkwa is reportedly detained in Jayapura Police Station. His health condition is reportedly weak because of the food given in jail.

1060. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr. Wakerkwa might be directly related to his legitimate work in defense of human rights. Given his health condition, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Wakerkwa while in detention.

Observations

1061. The Special Rapporteur regrets that at the time the present report was finalized, no response had been received to any of her communications. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken, subsequent prosecutions as well as protective measures taken.

Iran (Islamic Republic of)

Urgent appeal

1062. On 22 December 2008, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government concerning Ms **Shirin Ebadi**, and the closure of the offices of two non-governmental organizations founded by her, the Defenders of Human Rights Center and the Center for Clearing Mine Areas.

1063. Ms Ebadi was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers on 14 August 2008; an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on violence against women and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 16 April 2008; an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 11 August 2006; an urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 4 August 2005; an urgent appeal sent by the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on violence against women, and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 13 January 2005 and an urgent appeal sent by the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the then Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders on 8 December 2003.

1064. According to the information received, on 21 December 2008, around 3:00 p.m., 10 to 15 uniformed and plainclothes security agents entered the offices of the Defenders Human Rights Center, as approximately 300 members, including Shirin Ebadi herself, were preparing to celebrate the 60th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights.

1065. The security agents were allegedly not in possession of a search warrant. The agents videotaped guests arriving to the commemorative event, attacked and intimidated guests and prevented them from entering the building. The security agents filmed the premises, made an inventory and closed down the office.

1066. The prosecutor of Tehran later confirmed the closure of the Defenders of Human Rights Center, due to its “illegal activities”. According to the Tehran prosecutor’s office, the Center “was acting as a political party without having a legal permit, had illegal contacts with local and foreign organizations and organized news conferences and seminars”.

1067. Concern was expressed that the closure of the offices of the Defender of Human Rights Center and the Center for Clearing Mine Areas may be related to the legitimate activities in defence of human rights of both Mrs Shirin Ebadi and the non-governmental organizations founded by her. Further concern was expressed that the closure of the offices of the Defender of Human Rights Center and the Center for Clearing Mine Areas might form part of a broader attempt to silence Iran’s human rights community.

Response from the Government

1068. In a letter dated 8 January 2009, the Government responded to the communications sent on 22 December and 31 December 2009. In its response, the Government provided information received from the pertinent authorities of the Islamic Republic of Iran.

1069. The Government noted that the Defenders of Human Rights Centre as a political organization (and not a non-governmental organization) had received preliminary permit of establishment but the Centre had never correctly provided its articles of association or its charter for approval legalization by the Commission. Therefore, in accordance with the existing laws and regulations, the Centre may not have any type of activities until it receives approval of its articles of association as well as its permit for activities. Temporary permits are usually issued to NGOs in the Islamic Republic of Iran with the purpose of giving the ground for their growth following which they will have a short period of time for having their articles of association approved for receiving an official permit for their activities.

1070. The Commission of Article 10 of the Act on Activities of Associations and Parties which consists of representatives from the three Branches (two representatives from the Judiciary, two from the Legislative and one from the Executive), operates in the framework set by the Act on Activities of Parties and Associations, approved on 29 August 1981, and its rules of procedure, adopted by the Cabinet of Ministers on 20 June 1982.

1071. Despite lacking an official permit for activities, Ms. Ebadi’s Centre has been freely operating in the course of recent years, carrying out freely its activities such as releasing statements, writing letters to different local governmental and non-governmental organizations, holding of meeting and etc.

1072. The pertinent authorities sent the required legal Notices to the Centre through letter No. 281/46 dated 20 November 2005, and No. 4/43/104969 dated 16 January 2006, but the Centre, ignoring the legal requirements, did not abide by regulations and continued its activities.

1073. Considering the above mentioned developments and on the decision of the Commission of Article 10, the Secretariat of the Commission released a statement on 1 August 2006, which stated that since the Centre had not duly observed the required regulations (provision of articles of association and its approval by the Commission), any activity under the name of the Defenders of Human Rights Centre would be illegal and thus violators would be legally sued.

1074. Lack of intention on the side of the Centre for taking the required action through the rules of procedure, within the following two years, was proved to the Commission, and as a result, on 13 December 2008, the Commission of Article 10 requested the appropriate judicial authority, through a letter, to investigate the case. Following completion of investigations, the Prosecutor's Office issued a legal order for sealing and closure of the Centre's office. The order was carried out on 21 December 2008, by law enforcement officers.

1075. The Government further noted that it should not be assumed that winning a Nobel Prize or any other award brings immunity or impunity, as well as liberty of doing wrong against the rule of law. Ms. Ebadi is well aware of legal requirements for registering the Centre, and she is expected, as a lawyer, to be a role model for others. The Iranian judicial authorities may not force her to provide the required documents if she doesn't wish so. At the same time, the Judiciary, as a symbol of law, cannot ignore the prevailing laws and regulations. Ms. Ebadi and other members of the Centre are completely free, on the basis of their rights and responsibilities before the law to enjoy their freedom of expression.

1076. It should also be said that the Centre was simply closed following all the above-mentioned developments with due serious consideration of dignity of individuals. According to the reports, there was no arrest of individuals nor damages were inflicted to the Centre; and the officers who carried out the Prosecutor's order resented their identifications.

1077. The Government of the Islamic Republic of Iran, firmly believing in the rule of law, as a basis for development and progress of the country in different fields, has been under severe continuous criticism from different angles, including local NGOs, for, as they say, treating the Centre with an exceptional courtesy, and for its being tolerant and lenient with the Centre's activities, while it has not abided by laws and regulations in obtaining a legal permit, while the other similar bodies had done so. Making a brawl over an unfounded allegation is not, absolutely, the solution. We believe that it is not only for what we do that we are held responsible, but also for what we do not.

1078. The distinguished Rapporteurs are assured that there was no "raid" or "attack" on the office or house of Ms. Ebadi. We would also like to reiterate that the reports conveying otherwise to the Rapporteurs are pure fabrication and misinterpretation of developments. It is also regrettable to hear that the legal investigation of the financial activities of Ms. Ebadi, as a cause of her tax evasion, has been reported as a removal of confidential files. We would like to alert against the political brawl that Ms. Ebadi or members of her office have been engineering. We do not wish to fall victim to it.

1079. Ms. Ebadi and her colleagues are able to conduct their legitimate activities. Frequent meetings, statements and overseas visits of Ms. Ebadi and her colleagues, including the ones to Geneva are explicit demonstration of the enjoyment of their rights.

Urgent appeal

1080. On 31 December 2008, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding Ms **Shirin Ebadi**, a prominent lawyer, human rights defender, and Nobel Peace Prize laureate.

1081. Ms Ebadi was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 22 December 2008; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers on 14 August 2008; an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on violence against women and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 16 April 2008; an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 11 August 2006; an urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 4 August 2005; an urgent appeal sent by the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on violence against women, and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 13 January 2005 and an urgent appeal sent by the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the then Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders on 8 December 2003.

1082. According to the information received, on 29 December 2008, at about 5:30 pm, five plainclothes security officers identifying themselves as finance inspectors raided the offices of Ms Ebadi's law firm in Tehran. The security officers presented a letter that they said allowed them to take the computers and documents from the office. Ms Ebadi refused to surrender her computer and case files, citing the confidential nature of her work.

1083. Following a five-hour search through client files, accounts, personal documents and computers, the security officers confiscated about 70 boxes filled with professional and personal files. The officers also took two central processing units (hard drives) of Ms Ebadi's computers.

1084. This latest raid follows the closure of the Defenders Human Rights Center on 21 December 2008, and the closure of the Center for Clearing Mine Areas on the same day. Both NGOs were founded by Ms Ebadi.

1085. Concern was expressed that the raid by security officials on Ms Ebadi's law offices, as well as the confiscation of her confidential documents and computers may be related to her legitimate activities in defence of human rights. Further concern was expressed that this latest raid may form part of an ongoing harassment of human rights defenders in Iran.

Response from the Government

1086. In a letter dated 8 January 2009, the Government responded to the communications sent on 22 December and 31 December 2008. The response is reproduced above.

Urgent appeal

1087. On 19 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding Ms **Jinus Sobhani**, member of the Defenders of Human Rights Centre and administrative assistant to both the Defenders of Human Rights Centre and the Center for Clearing Mine Areas.

1088. According to the information received, at 6:30 a.m. on 14 January 2009, the home of Ms Jinus Sobhani was searched by security agents. The security agents seized personal items belonging to Ms Jinus Sobhani and her husband. Following the search of her home, Ms Sobhani was arrested. The place of her detention is currently unknown.

1089. Besides acting as administrative assistant in two NGOs founded by Ms Shirin Ebadi, Nobel Peace Prize laureate, Ms Jinus Sobhani has also written on legal issues for several Iranian publications.

1090. This arrest and detention follows the closure of the Defenders Human Rights Center on 21 December 2008, and the closure of the Center for Clearing Mine Areas on the same day. Both NGOs were founded by Ms Ebadi.

1091. Concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms Jinus Sobhani. Further concern was expressed that the search of residence and subsequent arrest, as well as detention at an unknown location of Ms Jinus Sobhani may be related to her legitimate activities in defence of human rights, and may form part of an ongoing campaign of state harassment of Ms Shirin Ebadi and other human rights defenders in Iran.

Urgent appeal

1092. On 20 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Mansour Ossanlu**, head and founding member of the Syndicate of Bus Operators of Tehran and Suburbs (Sandikaye Kargarane Sherkat-e Vahed), a union that campaigns for the rights of workers.

1093. Mr. Ossanlu was the subject of three urgent appeals sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 16 January 2006, on 4 December 2006, and on 13 July 2007.

1094. According to further information received, Mr. Ossanlu is currently serving a five-year prison sentence after being charged with “acting against national security”.

1095. Mr. Ossanlu’s professional activities consisted of organizing labour unions, and included the defence of the rights of his co-workers. He has campaigned consistently for government recognition of the right to form independent unions and reportedly he has been repeatedly targeted as a leader of the campaign for workers’ rights in Iran. It is reported that events organized by his Syndicate have been attacked, during which members have been seriously injured.

1096. Mr. Ossanlu, since his detention and the extension of his prison term, has allegedly suffered from serious physical and mental ailments. In addition to eye ailments and open-heart surgery, two of his arteries are clogged. He has undergone several surgeries but is allegedly denied routine specialist health care inside the prison. Due to his condition, the government reportedly appointed a medical examiner; the latter has twice ordered an end to his imprisonment, however this call has been denied by judicial authorities.

1097. Concern was expressed that Mr Mansour Ossanlu’s detention might be related to his peaceful work in the defence of human rights, in particular his trade union activities. Further concern was expressed for the physical integrity of Mr Ossanlu.

Urgent appeal

1098. On 16 June 2009, the Special Rapporteur, together with the the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of Mr **Abdolfattah Soltani**, a prominent human rights lawyer and founding member of the non-governmental organization Defenders of Human Rights Centre.

1099. Mr Soltani was the subject of several urgent appeals and letters of allegations sent on 4 August 2005, 14 December 2005, 31 March 2006, 8 August 2006, 11 August 2006, 15 November 2007 and 12 November 2008.

1100. According to the information received, on 16 June 2009, a group of plainclothes agents reportedly arrested Mr Soltani in front of his home, and took him to an undisclosed location. The whereabouts of Mr Soltani are currently unknown.

1101. Serious concern was expressed that the arrest and detention of Mr Soltani may be linked to his peaceful human rights activities in defence of human rights, and may form part of a current

pattern of harassment against human rights defenders. In view of his incommunicado detention, further concern was expressed for his physical and psychological integrity.

Urgent appeal

1102. On 10 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government regarding **several hundred people arrested during the protests following the presidential elections on 12 June 2009** in Tehran and other Iranian cities, who remain in detention. They were allegedly arrested by members of the Police, the security forces, the Bassijis or plain-clothes officers of the intelligence service during the demonstrations or at their home. The vast majority of those arrested have been deprived of any contact with members of their family, and have not had access to legal counsel.

1103. Among those allegedly arrested in Tehran are:

1. Alireza Beheshti Shirazi; Editor of Kalameh Sabz newspaper; arrested on 23 June 2009;
2. Sadra Beheshti Shirazi; son of Alireza Beheshti Shirazi; staff of Kalameh Sabz newspaper; arrested on 23 June 2009;
3. Issa Saharkhiz; journalist; member of the Association for the Defense of Freedom of the Press Anjomane Defa az Azadie Matbuat; arrested on 4 July 2009;
4. Mazyar Bahari; Iranian-Canadian; journalist for Newsweek; arrested on 22 June 2009;
5. Ahmad Zeidabadi; journalist; Secretary-General of Sazman-e Advar Tahkim (Alumni of Daftare Tahkim Vahdat student organization); arrested on 14 June 2009;
6. Saeed Leylaz; journalist; former economic manager during President Mohammad Khatami's Government; arrested on 17 June 2009;
7. Mohammad Ghoochani; Editor-in-Chief of Eternad Melli newspaper, official organ of Mehdi Karroubi's party; arrested on 18 June 2009;
8. Bahman Ahmadi Amooei; journalist; reformist; arrested on 20 June 2009;
9. Zhila Bani-Yaghoob; journalist; women's rights activist; arrested on 20 June 2009;
10. Keyvan Samimi; Managing editor of the banned monthly Na'meh; arrested on 14 June 2009;
11. Abdolreza Tajik; journalist and political activist; arrested on 14 June 2009;
12. Mahsa Amrabadi; journalist for Eternad Melli newspaper; arrested on 14 June 2009;

13. Massoud Bastani; editor of the Jomhuriat website; arrested on 5 July 2009;
14. Shokufeh Azar; journalist for the Sarmayeh (Capital) newspaper; arrested on 28 June 2009;
15. Amir-Hossein Mahdavi; journalist and political activist; arrested on 13 June 2009;
16. Mostafa Ghavanloo Qajar; journalist; arrested on 22 June 2009;
17. Behzad Bashou; caricaturist; arrested on 21 June 2009;
18. Mojtaba Tehrani; journalist for Eterned Melli newspaper; arrested on 29 June 2009;
19. Kambiz Nowrouzi; Secretary of the Legal Committee of the Association of Iranian Journalists (Anjomane Senfie Ruznamenegaran Iran); arrested on 28 June 2009;
20. Abdolfattah Soltani; leading member of Iran's Bar Association; member of the Center for Defenders of Human Rights (Kanoon Modafean Hoghooghe Bashar); arrested on 16 June 2009;
21. Shiva Nazar-Ahai; human rights activist; arrested on 14 June 2009;
22. Mohammad-Ali Abtahi; former member of the Majlis (Parliament); supporter of Mehdi Karroubi in the presidential elections; arrested on 16 June 2009;
23. Saeed Hadjarian; member of the Central Committee of Jebhe Mosharekat Iran Eslami (Participation Front); arrested on 15 June 2009;
24. Mohsen Aminzadeh; member of the Central Committee of Jebhe Mosharekat; Head of the Coalition of Reformers' Committee (supporting presidential candidate Mir Hossein Mousavi); arrested on 16 June 2009;
25. Abdollah Ramezanzadeh; member of the Central Committee of Jebhe Mosharekat; spokesperson for Mohammad Khatami's Government; arrested on 14 June 2009;
26. Mohsen Mirdamadi; Secretary-General of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
27. Mohsen Safai Farahani; member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
28. Dawood Soleimani; member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
29. Ali Tajernia; member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;

30. Saeed Shirkavand; Deputy Minister of Economy in Mohammad Khatami's Government; member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
31. Shahab Tabatabai; Head of the Youth Committee of support of Mousavi; member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
32. Ali Asqar Khodayari; former member of the Executive Committee of Jebhe Mosharekat; arrested on 14 June 2009;
33. Saeed Noor-Mohammadi; member of the Youth Division of Jebhe Mosharekat; arrested on 20 June 2009;
34. Reza Homayi; member of Jebhe Mosharekat; arrested on 23 June 2009;
35. Zoya Hassani; member of Jebhe Mosharekat; arrested on 30 June 2009;
36. Saeedeh Kordinejad; member of Jebhe Mosharekat; arrested on 30 June 2009;
37. Morteza Owsati; member of Jebhe Mosharekat; arrested on 30 June 2009;
38. Behzad Nabavi; member of the Central Council of the Organization for the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); member of Jebhe Mosharekat; arrested on 13 June 2009;
39. Mostafda Tajzadeh; member of the Central Council of the Organization for the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); member of Jebhe Mosharekat; arrested on 14 June 2009;
40. Mohammad Javad Imam; Head of the Elections Committee in Tehran of the Organization for the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); arrested on 30 June 2009;
41. Shahab Pour-Ghasemi; member of the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); arrested on 20 June 2009;
42. Majid Nayeri; member of the Tehran Council of the Organization for the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); arrested on 20 June 2009;
43. Sadegh Nowruzi; Head of the Political Council of the Organization for the Mojahedin of the Islamic Revolution (Sazemane Mojahedin-e Enghelab Eslami); arrested on 20 June 2009;
44. Mohammad Atrianfar; member of the Central Council of the Hezbe Kargozaran Sazandeghi-e Iran (Party for the Executives of Construction of Iran); arrested on 14 June 2009;

45. Hedayatallah Aghai; member of the Central Council of the Hezbe Kargozaran Sazandeghi-e Iran (Party for the Executives of Construction of Iran); arrested on 18 June 2009;
46. Jahanbakhsh Khanjani; member of the Hezbe Kargozaran Sazandeghi-e Iran (Party for the Executives of Construction of Iran); spokesperson for the Ministry of the Interior during Mohammad Khatami's Government; arrested on 14 June 2009;
47. Mohammad Tavasoli; Head of the Political Office of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 16 June 2009;
48. Emad Bahavar; Head of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 27 May 2009;
49. Mohammad Bagher Alavi; member of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 21 June 2009;
50. Mojtaba Khandan; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009
51. Saeed Zeraatkar; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009;
52. Mohammad-Reza Ahmadiania; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009;
53. Ahmad Afchel; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009;
54. Ruhollah Shafii; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009;
55. Ali Mehrdad; member of the Youth Division of Nehzat Azadi-e Iran (Freedom Movement of Iran); arrested on 13 June 2009;
56. Kursogh Zaeim; member of the Central Council of Jebhe Melli-e Iran (National Front of Iran); arrested on 21 June 2009;
57. Mahmud Ebrahimi; member of Hezbe Hambastegi (Solidarity Party); arrested on 17 June 2009;
58. Ali-Reza Hashemi; Secretary-General of the Iran's Teachers Association (Sazemane Moaleman Iran); arrested on 17 June 2009;
59. Mohsen Hakimi; labor activist and member of the Iran Writers Association (Kanoon Nevisandeghan Iran); arrested on 23 June 2009;
60. Mehdi Khazali; manager of Hayyan publication; arrested on 29 June 2009;

61. Hassan Moadikhah; manager of Zarreh publication; arrested on 17 June 2009;
62. Seyed Khalil Mir-Ashrafi; graphist and movie editor; arrested on 17 June 2009;
63. Hossein Delir; cinema director; arrested on 22 June 2009;
64. Mohammad-Reza Jalaipour; spokesperson for Moje Sevorn (Third Wave) Campaign and Mir Hossein Mousavi supporter; arrested on 17 June 2009;
65. Somaye Tohidloo; web-blogger supporting Mir Hossein Mousavi; political activist; arrested on 14 June 2009;
66. Jalal Mohammadio; member of Moje Sevorn (Third Wave) Campaign and Mir Hossein Mousavi supporter; arrested on 30 June 2009;
67. Hamzeh Ghalebi; Head of the Youth Section at Mir Hossein Mousavi's campaign headquarters; arrested on 20 June 2009;
68. Ehsan Bakeri; member of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 20 June 2009;
69. Ahmad Moradi; member of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 17 June 2009;
70. Ali Mohaghar; member of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 16 June 2009;
71. Ali Vafghi; member of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 20 June 2009;
72. Kaveh Servati; activist supporting Mir Hossein Mousavi; arrested on 18 June 2009;
73. Abdollah Momeni; spokesperson for Sazemane Advare Tahkim Vahdat (Alumni of the Daftare Tahkim Vahdat student organization); arrested on 20 June 2009;
74. Hamed Irasnshahi; member of the policy group of Sazemane Advare Tahkim Vahdat (Alumni of the Daftare Tahkim Vahdat student organization); arrested on 16 June 2009;
75. Mohammad Ghaem-Maghani; member of Sazemane Advare Tahkim Vahdat (Alumni of the Daftare Tahkim Vahdat student organization); arrested on 22 June 2009;
76. Peyman Aref; member of the student division of Jebhe Melli Iran (Iran's National Front); arrested on 18 June 2009;
77. Seyed Mohammad Bagher Oskoui; leading member of the Youth Division of Mehdi Karroubi's election campaign team; arrested on 15 June 2009;

Allegedly kept in detention in Rasht:

78. Mojtaba Pour-Mohsen; editor of Gilan Emrouz newspaper; arrested on 15 June 2009;

Allegedly arrested in Karaj:

79. Fariborz Soroush; journalist; arrested on 16 June 2009;

Among those allegedly arrested in Bushehr are:

80. Amanollah Shodjaji; journalist; arrested on 21 June 2009;

81. Mashallah Heydarzadeh; journalist; arrested on 21 June 2009;

82. Hossein Shokuhi; journalist; arrested on 21 June 2009;

83. Hamideh Mahouzi; journalist; arrested on 21 June 2009;

Persons allegedly arrested in Ahvaz:

84. Abolfazl Abedini; human rights activist; arrested on 30 June 2009;

85. Sajad Taherzadeh; Secretary of the Islamic Student Association of the Oil College; arrested on 2 July 2009;

86. Sahand Bakhtiarpour; former Secretary of the Islamic Student Association of the Oil College, arrested on 2 July 2009;

Allegedly arrested in the Holy City of Qom:

87. Abbas Kousha; member of the Political Office of Jebhe Mosharekat; arrested on 30 June 2009;

Allegedly arrested in Bandar Abbas:

88. Javid Ramezanzpour; Head of Hormozgan Region Council in Jebhe Mosharekat (Participation Front); arrested on 15 June 2009;

89. Mansu Nabizadeh; Commander of the Hormozgan Province Army Division during the Iran-Iraq war and member of Mir Hossein Mousavi's campaign team in the Hormozgan Province; arrested on 17 June 2009;

90. Ahmad Moradi; member of Mir Hossein Mousavi's campaign team in the Hormozgan Province; arrested on 17 June 2009;

Allegedly arrested in Isfahan:

91. Mohsen Bastani; in charge of Isfahan Affairs at Sazeman-e Mojahedin-e Engelab; arrested on 17 June 2009;

Persons allegedly arrested in Tabriz:

92. Ghafar Farzadi; responsible for East Azerbaijan Province in Nehzat-e Azadi; arrested on 21 June 2009;

93. Majid Jaberi; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 17 June 2009;

94. Rahmatollah Amiri; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 17 June 2009;

95. Ruhollah Rahimpour; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 15 June 2009;

96. Amir-Hossein Jahani; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 15 June 2009;

97. Ali-Ashraf Soltaniazar; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 15 June 2009;

98. Rahim Yavari; member of Nehzat-e Azadi; arrested on 15 June 2009;

99. Jalil Sharbayanloo; activist for the Melli-Mazhabi (Nationalist-Religious) political opposition group; arrested on 21 June 2009;

100. Mosatafa Saket; Secretary of Sazmane Advare Tahkim in East Azerbaijan Province; arrested on 17 June 2009;

Allegedly arrested in Fooman:

101. Reza Kazemi; activist for the Melli-Mazhabi opposition group; arrested on 21 June 2009;

Allegedly arrested in Hamedan:

102. Hadi Ehtezazi; activist for the Melli-Mazhabi opposition group; arrested on 19 June 2009;

103. Hossein Mojahed; Secretary-General of Hezbe Jame-e Madani (Civil Society Party); arrested on 16 June 2009;

104. Mohammad Sayyadi; member of the Islamic Student Association of Bu-Ali University; arrested on 16 June 2009;

People arrested in Mashhad:

105. Seyed Hashem Khastar; labor activist; arrested on 19 June 2009;

106. Ruhollah Shahsavari; Head of Setade 99 (Committee 88, supporting Mir Hossein Mousavi) in the Khorasan Razavi Province; arrested on 17 June 2009;

107. Mohsen Roozbahan; member of Mir Hossein Mousavi's election campaign team in the Khorasan Razavi Province; arrested on 17 June 2009;

108. Amir Eghtenai; Head of the Khorasan Province in Sazmane Advar Tahkim; arrested on 18 June 2009;

Allegedly arrested in Amol:

109. Mousa Rajayi; dissident cleric; arrested on 17 June 2009;

Persons arrested in Zanjan:

110. Jalal Bahrami; member of the student division of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 20 June 2009;

111. Reza Arjini; member of the student division of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 20 June 2009;

112. Sadegh Rasooli; member of the student division of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 20 June 2009;

113. Alireza Babaloo; member of the Islamic Student Association of the Zanjan University; arrested on 15 June 2009;

114. Mansur Vafa; member of the student division of Mir Hossein Mousavi's election campaign team; arrested on 21 June 2009;

Allegedly arrested in Qazvin:

115. Hossein Reisian; Professor of the Imam Khomeini International University; arrested on 19 June 2009;

Allegedly arrested in Babolsar:

116. Reza Arab; Secretary of the Islamic Student Association of Mazandaran University; arrested on 30 June 2009;

Allegedly arrested in Zahedan:

117. Shahryar Hosseinbar; leader of the student division of Mehdi Karroubi's election campaign team in the Sistan and Baluchistan Province; arrested on 14 June 2009;

Allegedly arrested in Kish Island:

118. Hossein Zamani; Pop singer; arrested on 16 June 2009.

1104. Fears have been expressed that the aforementioned individuals may be subjected to torture or other forms of ill-treatment, notably to extract confessions on public TV channels acknowledging that they have been manipulated by foreign countries.

Urgent appeal

1105. On 16 July 2009, the Special Rapporteur, together with the by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Mohammad Ali Dadkhah**, Ms **Sara Sabaghian**, Ms **Bahareh Davallou**, Mr **Amir Raisian** and Ms **Maliheh Dadkhah**. Mr Dadkhah is a lawyer and founding member of the Defenders of Human Rights Centre (DHRC). Ms Sabaghian, Ms Davallou and Mr Raisian are also lawyers.

1106. According to the information received, on 8 July 2009, at approximately 4.00 p.m., three individuals in civilian clothing, entered the law firm of Mr Dadkhah, without presenting an arrest warrant, and arrested Mr Mohammad Ali Dadkhah, along with other lawyers, Ms Sara Sabaghian, Ms Bahareh Davallou and Mr Amir Raisian. The daughter of Mr Dadkhah, Ms Malileh Dadkhah was also arrested. The law firm was subsequently closed.

1107. The whereabouts of Mr Mohammad Ali Dadkhah, Ms Sara Sabaghian, Ms Bahareh Davallou, Mr Amir Raisian and Ms Maliheh Dadkhah are currently unknown.

1108. Concern was expressed that the arrest and incommunicado detention of Mr Mohammad Ali Dadkhah, Ms Sara Sabaghian, Ms Bahareh Davallou, Mr Amir Raisian and Ms Maliheh Dadkhah may be related to their work in the defence of human rights, in particular Mr Dadkhah's criticism of the use of the death penalty and the execution of several persons on 3 July 2009 on drug trafficking charges. Serious concern was expressed regarding their physical

and psychological integrity in light of their incommunicado detention. Further concern was expressed given that Mr Mohammad Ali Dadkhah is the third member of the DHRC currently in detention, along with Mr Abdolfattah Soltani and Ms Mohammad Reza Tajik.

Urgent appeal

1109. On 16 July 2009, the Special Rapporteur, together with the the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Abdolfattah Soltani**, a lawyer at the Bar Association of Tehran, a founding member of the Defenders of Human Rights Centre (DHRC) and a long-standing Iranian human rights defender.

1110. Following our joint urgent appeal of 18 June 2009, we have now received new information concerning the detention of Mr. Abdolfattah Soltani. Mr. Soltani was reportedly arrested on 16 June 2009 in front of his home in Tehran by four security service agents in plainclothes, who handcuffed him and brought him with them. His whereabouts were not communicated to his relatives until 9 July 2009, when they were informed that Mr. Soltani was being held in Section 209 of Evin prison in Tehran. Section 209 is reportedly a part of the prison run by the Ministry of Intelligence, where political prisoners are detained.

1111. No charges have been brought against Mr. Soltani so far. He has not been presented before a judge.

1112. It was further alleged that Mr. Soltani, who has already been detained and repressed on several occasions in the past, is being kept in detention merely in order to prevent him from carrying out his human rights activities, which he is fully entitled to develop according to the Declaration on Human Rights Defenders, adopted on 9 December 1998 by the United Nations General Assembly.

1113. Fears had been expressed for Mr. Soltani's physical and psychological integrity.

Urgent appeal

1114. On 21 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal to the Government regarding Ms. **Shadi Sadr**, a lawyer and human rights activist.

1115. Ms. Sadr was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 10 February 2004, an urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences and the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human

rights defenders on 7 March 2007, and an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences on 14 March 2007. No reply was received from the Government to these communications

1116. According to the information received, in the morning of 17 July 2009, Ms. Shadi Sadr was arrested in Tehran by unidentified plain clothed men on her way to Friday prayers. Ms. Sadr was accompanied by other activists for women's rights when the men pulled her into a car in a busy area of Tehran. She managed to briefly abscond, however, was swiftly reapprehended and beaten with batons by the men before taken away in the car to an unknown location.

1117. It was alleged that Ms. Sadr's arrest forms part of a pattern of arrests of high profile Iranian civil society representatives in the wake of the presidential election.

Urgent appeal

1118. On 11 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment., sent an urgent appeal to the Government regarding the **alleged torture, ill-treatment, forced confessions and the death of a detainee arrested following the presidential election of 12 June.**

1119. According to the information received, human rights defenders, members of the opposition, lawyers, journalists and others who have been arrested following the presidential election continue to be subjected to beatings, harsh interrogations and torture. Detainees are forced to stand for 48 hours and are beaten with batons. Mr. Majid Sh. was arrested soon after the elections by the Intelligence Ministry, blindfolded and taken to a secret location. He was severely beaten, stripped of his clothes and forced to hang from the ceiling with his hands tied, while he was burnt across his body with a hot iron rod. He was released 24 hours later.

1120. Interrogations take place under the direct sun, with temperatures exceeding 40 degrees, followed by the detainees being drenched with ice water. After the beatings and interrogations, the detainees are forced to sign blank statements, where they have confessed to various crimes such as acting against national security, rioting, having ties with counter-revolutionary groups and treason. According to media reports, the Iranian authorities have indicated that most of the prominent detainees have already confessed to such crimes. The confessions obtained through these means are reportedly being used in the on-going trials against more than 100 accused of the crimes mentioned above.

1121. Mr. Avir Javadifar, a student at the Free University at Qazvin was arrested by the Security Services on 9 July and was severely beaten. He was taken to the hospital and then taken to an unknown place. His family was later asked to identify his body at the Kahrizan prison. They were told that Mr. Javadifar's death had been caused by an accident.

1122. Other detainees remain in incommunicado detention, without any charges having been laid against them and unable to see their lawyers or families or to obtain medical assistance. Many of those who are released have their bodies covered with bruises.

1123. There have also been reports that the families of those who have been killed in the aftermath of the elections are given false information regarding their death. In this context it is reported that:

- Mr. Avir Javadifar's family was told that his death had been caused by an accident, although he allegedly died while in custody.
- Mr. Davoud Sadri died as a result of gunshot wounds he received from the Basij forces during a public protest. He was taken to Rasoule Akram Hospital, where he died hours later. His family looked for him during five days, receiving contradictory information from the authorities regarding how he had died and where his body was kept. The authorities finally announced his death to the family, but refused to give them the body.

1124. In light of the above-mentioned facts, concern was expressed for the physical and psychological integrity of those in detention.

Urgent appeal

1125. On 18 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Independent Expert on Minority Issues, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Sent an urgent appeal to the Government regarding members of the Baloch minority community including: Mr. **Behrooz Bahorzahi**, son of Pir Bakhsh, teacher at "12 Urdibaheht School", Mr. **Ali Reza Chakari**, son of Shahdad, deputy-principal at Bagher Khan School, Mr. **Hamid Reza Chakari**, son of Shahdad, and Mr. **Abdul Rahman Rawanbakhsh**, an IT engineer, all usually residing in Sarawan, and Mr. **Mohammad Saleh Eslamzahi**, son of Atah Mohammad, his 17 year old son **Mehdi Islamzahi**, and Mr. **Alim Jangizahi**, teacher at Bagher Khan School, all usually residing in Zahidan.

1126. According to the information received, Mr. Behrooz Bahorzahi, Mr. Ali Reza Chakari, Mr. Hamid Reza Chakari, Mr. Abdul Rahman Rawanbakhsh, Mr. Mohammad Saleh Eslamzahi, Mr. Mehdi Islamzahi, and Mr. Alim Jangizahi were arrested by Iranian security forces between 11 and 13 August 2009, together with at least 16 other teachers belonging to the Baloch minority community, in the cities of Sarawan and Zahidan in Iran. They were subsequently transferred to unknown locations and their families have been denied any information about their fate. Furthermore, their families have been harassed themselves, threatened with detention and instructed to remain silent about the arrest and detention of their relatives.

1127. In view of their reported incommunicado detention at unknown places of detention and reports about threats against their families, grave concerns were expressed with respect to the physical and psychological integrity of the above mentioned persons.

Urgent appeal

1128. On 11 November 2009, the Special Rapporteur, together with the the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; and the Special

Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Hassin Assadi Zibadabi**, Mr. **Behnam Nikzad**, and Ms. **Nafiseh Zare Kohan**.

1129. According to the information received, on 3 November 2009, Mr. Hassin Assadi Zidabadi, who heads a student human rights committee, was arrested by security forces. The following day, Mr. Niels Kroghsgaard, a Danish journalism student, as well as Mr. Farhad Pouladi, Mr. Behnam Nikzad, and Ms. Nafiseh Zare Kohan, all journalists, were also arrested by security forces. All the arrests took place while they were covering the demonstrations on the occasion of the 30th anniversary of the events concerning the siege of the embassy of the United States of America in Tehran. It is believed that Mr. Kroghsgaard and Mr. Pouladi were released, but the families of Mr. Assadi Zibadabi, Mr. Nikzad and Mr. Zare Kohan have not been able to obtain any information on their whereabouts since their arrests.

1130. Concern was expressed about the physical and psychological integrity of Mr. Hassin Assadi Zibadabi, Mr. Behnam Nikzad, and Ms. Nafiseh Zare Kohan, in light of the reported fact that their fate and whereabouts remain unknown.

Letter of allegations

1131. On 12 November 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government concerning **Mr. Emad Baghi**, journalist and founder of the Centre for Defence of Prisoners' Rights.

1132. Mr. Baghi has been the subject of numerous communications sent to your Government, including the letters dated 21 January 2008, 24 October 2007, 21 August 2007, 5 October 2004, and 11 March 2004. We acknowledge the receipt of responses from the Government dated 14 February 2008 and 24 May 2005.

1133. According to new information received, on 2 November, Mr. Baghi was scheduled to receive the Martin Ennals Award for Human Rights Defenders in Geneva, Switzerland. However, he was allegedly prevented from receiving his passport in the Islamic Republic of Iran and was thus not able to travel to Switzerland to receive his award. He was also reportedly prevented from travelling to London to receive the International Journalist of the Year award in April 2008, and has not been permitted to leave the country since October 2004.

1134. Concern was expressed that Mr. Baghi has been prevented from travelling abroad as a result of exercising his right to freedom of opinion and expression as a journalist and human rights defender.

Urgent appeal

1135. On 4 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Kian Tajbakhsh**, a social scientist and senior research fellow at the New School

in New York who previously worked as a consultant for the Open Society Institute and the World Bank. Mr. Tajbakhsh is a dual Iranian-American citizen.

1136. The Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the question of torture and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders sent a joint urgent appeal concerning Mr. Tajbakhsh on 9 July 2007. A response from your Excellency's Government was received on 12 August 2009.

1137. According to new information received, on 9 July 2009 at around 9:00 p.m., Mr. Kian Tajbakhsh was arrested by two individuals who identified themselves as security officials. After an extensive search of his apartment and questioning, he was taken into detention at an unknown location. He was subsequently charged with acting against national security due to his participation in Gulf2000, an internet forum and mailing list hosted by Colombia University, and due to his previous consultancy work with the Open Society Institute.

1138. On 1 August 2009, Mr. Kian Tajbakhsh was among the approximately 100 defendants presented before the court on charges of acting against national security.

1139. On 20 October 2009, Mr. Tajbakhsh was sentenced by the Revolutionary Court to 15 years in prison.

1140. On 29 October 2009, his court-appointed lawyer was denied the possibility to file an appeal on his behalf.

1141. On 23 November 2009, new charges against Mr. Tajbakhsh had been introduced by the Revolutionary Court. The judge of the Revolutionary Court allegedly charged him with espionage for the Open Society Institute.

1142. Mr. Kian Tajbakhsh has been repeatedly denied access to a lawyer during his pre-trial detention period. A request for a trial lawyer of his choice had also been denied. The court assigned him a lawyer at the trial, but there was insufficient time to prepare for the defence; it appears that the lawyer assigned to Mr. Tajbakhsh did not represent him properly at the trial.

1143. Concern was expressed that the arrest, detention and subsequent sentencing of Mr. Kian Tajbakhsh may be related to his peaceful activities in defence of human rights. Further concern was expressed that Mr. Kian Tajbakhsh did not have access to an independent lawyer during his trial and that he was denied the possibility of lodging an appeal against his sentence. Further serious concern was expressed since the new charges presented on 23 November 2009 against Mr. Kian Tajbakhsh may carry the death penalty.

Responses to communications transmitted earlier

1144. In a letter dated 15 July 2009, the Government responded to the communication sent on 19 December 2007, concerning Ms. **Maryam Hosseinkhah**, Ms. **Jelveh Javaheri**, Ms. **Hana Abdi**, Ms. **Ronak Safazadeh** and Ms. **Delaram Ali**, members of the *One Million Signatures Campaign*. The Government reported the following: "Ms. Delaram Ali was found guilty of disturbing public order and was sentenced to four months imprisonment and payment of 50,000 Tomans fine, by Branch 21 of Tehran Appellate Court. She was acquitted of the charge of working

against the security of the state. The case was referred to the Head of Justice Department of Tehran and she is currently free on bail and the case has gone to the Court Rulings Implementation Section. The delay in sending the case to the Court Rulings Implementation Section was meant for the purpose of allowing time for a pardon. Ms. Maryam Hosseinkhah, in the judicial system of the Islamic Republic of Iran, review of the cases of the individuals charged with different offences are done on the basis of applicable laws regardless of the defendant's social titles and status. Accordingly, on the basis of the existing information, Ms. Maryam Hosseinkhah, married and residing in Tehran, was arrested on 19 December 2007 on the charge of propagating lies and misinformation and acting against the security of the state. Since she was not able to deposit the required bail at the time of her arrest, she was released on bail on 2 January 2008. She had access to a lawyer in accordance with article 128 of the Criminal Procedures Code. Ms. Shirin Ebadi was introduced as her defense lawyer and assumed the responsibility to represent her before the court. Her case is presently being investigated by the Investigation Branch. Ms. Jelveh Javaheri was summoned to the Investigation Office on charges of collaboration and assembly with the aim of disturbing public order, propagating misinformation against the Islamic Republic of Iran and ignoring the summon of the police. She was released on bail on the same day. An indictment was prepared and the case was sent to the Criminal Court. Ms. Mina Jafari is introduced as her defense lawyer and the trial date is set for 21 November 2009”.

1145. In a letter dated 15 July 2009, the Government responded to the communication sent on 23 January 2008 concerning Mr **Sa'id Metinpour**. The Government reported that “according to the existing information, Mr. Sa'id Metinpour was arrested on the basis of Order No. M717 dated 15 May 2007, by the Prosecutor's Office of Zanzan on the charge of acting against national security through spying for foreign countries and forgery of official documents. During his detention, he has received several visits and telephone calls from his family; and he has been in good health. Any allegation on the link between his illegal activities and defence of human rights or normal social and ethnic activities is totally baseless and a fabrication of lies. As mentioned above, the reason for his arrest was merely in relation with his acts of espionage and ties with foreign states and he was tried on the same charges.

1146. Following completion of due process and legal formalities, his case was raised in Branch 15 of Tehran Criminal Court and on the basis of Articles 500 and 501 of the Penal Code, he was sentenced to 7 years imprisonment for spying and one year for the offence of propagating misinformation against the government and disturbing of public opinion. Upon his request for appeal, his dossier was referred to Branch 36 of the Court of Appeal and the ruling was reinstated. He is presently free on bail and the ruling will soon be implemented. Part of his espionage activities are as follows: provision of classified information to intelligence agents of the United States; identification and introduction of individuals to foreign intelligence services to participate in training courses abroad; receiving of payments for his services; organizing extremist individuals with extremist ethnic tendencies with the aim of inciting into ethnic disturbances and ultimately disturbing the security of the country; dissemination of false information to propagate extremist ethnic hate campaign against the Revolutionary Guard Corps (Sepah) and Government officials, Documents belonging to the Ministry of Interior and the Office of the President and other government agencies as well as those showing his continuous connection with the intelligence officers of a neighbouring country were found at his home. Allegations such as ‘no access to lawyer’, ‘solitary confinement’, as well as other absurd

statements are baseless and are merely raised with the hope of politicizing the dossier of Mr. Matinpour”.

1147. In a letter dated 6 May 2009, the Government responded to the letter of allegations sent on 5 February 2008, by providing the following information: “Mr. **Behrouz Sefari** and his wife Mrs. **Leila Heydari** travelled to Turkey as tourists and participated in training sessions, which according to authentic information, were organized by Americans. According to the confirmed information the agenda of the training courses included overthrow of the system government through abuse of civil and social rights existing in the country. The participants in the training courses are taught the special methods for recognition and absorption of new members, organizational techniques extremist propagation on the existing weaknesses in the country, as well as disturbing of public opinion through resorting to propagation of lies and false information. It is noteworthy that the U.S. government, under the pretext of establishment of democracy in Iran has openly allocated millions of dollars in its annual budget for overthrowing the Government of the Islamic Republic of Iran. Mr. Behrouz Sefari and his wife Mrs. Leila Heydari together with other seven individuals participated in the above-mentioned course and took the oath to implement what they had learned in the course. Following their return to the country, Mr. Safari was arrested on 19 June 2007 and Mrs. Heydari was arrested on 27 August 2007. Following the relevant investigations, they were bailed out on 2 March 2008 and their case, together with the bill of indictment, was sent to branch 15 of Tehran penal Court. The court met on June 2008, in the presence of their defence lawyers, Dadkhah and Raeisian Firouzabad, and convicted them to one year’s suspended imprisonment, through verdict NO 87/104. Upon complaint of the defence, the case was raised in branch 36 of the Court of Appeal and reinstated through verdict No. 1257 of 28 October 2008.

1148. As stated above, the two individuals were arrested merely in relation with their illegal activities and they were treated in accordance with the rule of law and enjoyed all their legal rights before the court of justice. Any allegation on maltreatment or lack of proper attention to his physical or psychological integrity as well as any other allegation such as “torture to obtain confession” or” arrested in relation with their peaceful activities in credence of human rights” and likewise are baseless and mere fabrication of lies aiming at mal-intended objectives.

1149. The laws of the Islamic Republic of Iran are based on prohibition of any form of mistreatment of individuals. This overriding principle has been accorded special attention in the Constitution In order to ensure effective respect for this principle, not only has the Constitution provided for the punishment of those who ignore the prohibitions and commit acts of mistreatment and torture, but provisions have also been made for the legal protection of the victims of mistreatment. Furthermore, confession extracted through torture is invalid. Article 38 of the Constitution states that: “All forms of torture for the purpose of extracting confession or acquiring information are forbidden. Compulsion of individuals to testify, confess, or to take an oath is not permissible; and any testimony, confession, or oath obtained under duress is devoid of value and credence. Violation of this article is liable to punishment in accordance with the law.”

1150. In a letter dated 10 July 2009, the Government responded to the communication sent on 13 February 2008 concerning Mr. **Amin Ghaza’i**. The Government reported that “Mr. Amin Ghaza’i, a university student, was arrested on the basis of warrant of arrest issued by the judicial authorities on 15 December 2007 on charges of cooperating with a left-wing extremist terrorist organization called ‘Hekmatism’ which pursues armed confrontation and instigation of violent

protests in Tehran and Shiraz universities. Despite his extremist tendencies and in view of the policy of the Government on clemency and patience with students, and completion of required investigations, he was released on bail on 10 March 2008. According to the existing information, he left the country illegally to continue his cooperation with the above-mentioned terrorist group. Presently, he is believed to be in Turkey. Any allegation on his being a human rights activist and likewise are absolutely baseless and an abuse of the sublime values concept of human rights defence”.

1151. In a letter dated 10 July 2009, the Government responded to the communication sent on 15 February 2008 concerning Mr **Ya’qub Mehrnehad**. The Government reported that “Mr. Yaqub Mehrnahad, known by the name of Amir Salaheddin, established and operated an outlawed organization under the name of Al-Jihad, in 2006, in the province of Sistan-Baluchistan of Iran. The group as a local branch of the notorious Abdolmaalek Rigi terrorist group, was actively involved in terrorist operations and kidnapping. It also incited younger people into violation and participation in their activities through deceptive policies. The video clip showing Mehrnahad being present during the killing of an Iranian abducted soldier by a sharp stone has been screened on Al-arabiah Saudi and Al-Minar television networks.

1152. He was put on trial by Zahedan Criminal Court on charges of abduction, armed terrorist activities, membership and effective cooperation with Abdolmaalek Rigi terrorist group, and by verdict No. 1707/86, dated 3 February 2008, he was sentenced to death. Following the request for appeal, the case was referred to the Supreme Court and the ruling of the lower court was upheld according to verdict No. 385/32, dated 19 March 2008. Upon his legal counsel’s request, the case was referred to the Pardon Committee, but it was rejected due to the severity of the crimes he had committed and its deep social impact. The death sentence was executed on 5 August 2008.

1153. As mentioned above, the nature of the crimes committed by the defendant, Mr. Mehrnahad, in this case, fell under ‘acts of terrorism’ and ‘abduction’ and have had no relation, whatsoever, with social activities or as falsely reported to the Special Procedures as activists on defence of rights of people”.

1154. By a letter dated 4 March 2009, the Government responded to the letter of allegations, concerning Ms **Raheleh Asgarizadeh** and Ms **Nasim Khosravi**, which had been sent on 22 February 2008. The Government indicated that: “The existing laws and regulations in connection with women, in the Islamic Republic of Iran, which are guaranteed and safeguarded by anticipated legal instruments are, inter alia, as follows:

1155. Equality before the Law: In accordance with Article 3, Para 14 of the Constitution, the Government is bound to do its utmost towards, “Securing the multifarious rights of all citizens, both women and men, and providing legal protection for all, as well as ensuring the equality of all before the law.” Furthermore, it is clearly stated in Article 20 of the Constitution that: “All Citizens of the country, both men and women, equally enjoy the protection of the law and enjoy all human, political, economic, social and cultural rights, in conformity with Islamic criteria. Based on the conviction of the Islamic Republic, women should be held in high esteem and all their rights be observed”. Article 21 of the Constitution is devoted exclusively to guarantees for the protection of act aspects of women’s rights. It stipulates that “The Government must ensure the rights of women in all respects, in conformity with Islamic criteria, and accomplish the

following: (a) The creation of a favorable environment for the growth of women's personalities and the restoration of their rights, both material and intellectual; (b) The Protection of mothers, particularly during pregnancy and childbearing, as well the protection of children without guardians; (c) The establishment of competent courts to protect and preserve the family; (d) The provision of special insurance for widows, aged women and women without support."

1156. Right to Work: In the Islamic Republic of Iran, as a matter of principle, women and men have equal social, political and other rights. Women can hold various governmental and non-governmental posts, and they can participate in referenda, as well as, in national and local elections with equal voting rights to men. They can, while enjoying equal rights to men, be ministers, members of parliament, attorneys-at-law, university professors, or hold other high offices. According to Article 6 of the Labor Code: "... All individuals, whether men or women, are entitled to the same protection of the law; and every person has the right to freely choose an occupation, provided that such occupation is not inconsistent with the Islamic principles or the public interest and does not violate other peoples' rights." There are certain responsibilities and obligations envisaged for men from whom women are exempted, while continuing to enjoy relevant rights and benefits. These rights and benefits include inter alia: "Women shall not be employed to perform dangerous, arduous or hard work or to carry, manually and without mechanical means, loads heavier than the authorized ..."; "Women workers shall be entitled to 90 days of maternity leave, of which 45 days shall, if possible, be taken after delivery". The said maternity leave entitlements shall be extended by 14 days for women giving birth to twins; "On termination of maternity leave, a woman worker shall return to her work, the duration of such leave being considered a part of her effective service, subject to confirmation of the Social Security Organization"; "During maternity leave, wages shall be paid in accordance with the provision of the Social Security Organization Act"; "Where, on the advice of a physician a type of work is deemed too dangerous or arduous for a pregnant worker, the employer shall, without reducing her remuneration, provide her with more suitable and easier work until the end of her pregnancy; In workplaces, employing women workers, nursing mothers shall be granted a half-hour break every three hours to enable them to nurse their children until they reach two years of age; such breaks shall be regarded as part of the hours of work. Furthermore, the employer shall set up childcare centers according to the number of children, with due regard to their age."

1157. Equal Pay: in Article 38 of the labor Code, adopted on 24 October 1989 also ratified by the State Expediency Council on 20 November 1990, the need for the above equality and non-discrimination is expressed explicitly as follows: 'Equal wages shall be paid to men and women performing work of equal value in a work-place under the same conditions. Any discrimination on the basis of age, gender, race, ethnic origin and political and religious convictions shall be prohibited.' Violations of these provisions shall be punished in accordance with Article 174 of the labor Code.

1158. Political Social and Cultural Participation: Women in Iran are active in social and political life of the country and have high profiles in the official governmental positions. The most notable are: a number of members of the Parliament, Vice-President for Environment, Adviser to the President on women's affairs, Advisers to the Ministers of interior, Health, Higher Education and Labor, Director General for Human Rights (in the Ministry of Foreign Affairs), Adviser to the head of the Islamic Republic of Iran Broadcasting, a number of Directors General in Government Ministries, as well as many executives in the public and private sectors. Recently the Ministry of Higher Education of the Islamic Republic of Iran announced that there are no

gender restrictions choosing various disciplines in the universities. In fact, women in Iran are among the leading university students in engineering and medicine. The majority of teachers are women who are extremely active in education.

1159. Rights and Special Privileges of Women in Magnate: According to the Islamic tradition, as well as regulations in the Islamic Republic, women constitute a willing partner in marriages and their consent is required both for the initiation as for the termination of this institution. Furthermore, a number of provisions in the Iranian legal system are geared to guarantee the economic well-being and independence of married women, including: the wife can independently do what she likes with her or property; immediately after the marriage ceremony the wife becomes the owner of the Dowry and can dispose of it in any way and manner that she may like; the alimony of the wife is born entirely by the husband - the alimony includes dwellings, clothing, food, furniture in proportion to the situation of the wife, on a reasonable basis, a provision of a servant if the wife is accustomed to have servants or she needs one because of illness or physical handicap. The same is true in the case of a divorced wife during the period of "Eddeh" or when she is pregnant by her husband until her child is born; Maintenance of children is the duty of the father; Article 111 of the Civil Code provides that: "The wife can refer to the court if her husband refuses to provide her maintenance. In such a case, the court will fix the amount and will compel the husband to pay it." If the enforcement of the provisions of the foregoing is impossible or the husband is unable to provide for the maintenance of the wife, the wife can refer to the judge applying for divorce and the judge will compel the husband to divorce her. According to Article 105 of the Islamic Punishment Law, "Any financially capable person, who refuses to pay his wife's maintenance, while the latter fulfills her matrimonial duties, will be sentenced by the court".

1160. Right to Divorce and Community Property Rights: According to legislation enacted through Parliamentary procedure in Iran, the divorce does not take place simply on the basis of a request by the husband; rather it should be based on a decision by a competent court and through a legal procedure. The consent of the wife is required in divorce cases. Furthermore, the wife has the right to seek divorce through the same procedure. If the court finds that the husband is asking for a divorce without legitimate cause, he is required to pay for all his wife's work at home as determined by the court. In addition, in such a case, the court could rule for equal division of property, registered in the husband's name."

1161. The Government also provided detailed information concerning new developments in the realm of Iranian women affairs.

1162. The Government informed that "the Islamic Republic of Iran's national human rights policy is based on the Constitution which is inspired by the Islamic principles and is in full compliance with its commitments arising from international instruments and duly respects the internationally accepted human rights values and Standards. The principles, prevailing in the human rights policy, enshrined in the National Development Programs, clearly represent a vigorous attempt aimed at Human Rights, mainstreaming and stipulating full respect for the status and the inherent dignity of human beings from the Islamic perspectives as well as full respect for the citizens' rights. These programs have been designed in a manner to adequately address all economic, social, cultural and civil and political rights of citizens including the rights to development and provide to the full extent possible, the effective enjoyment of the said rights and their promotion and protection. To this end, the Islamic Republic of Iran while reviewing,

amending and updating the existing regulations has taken measures for legislations of new and additional new regulations. Simultaneously, creation of national human rights institutions and bodies has effectively been pursued.

1163. To accomplish the goals of National Development Programs, development of different approaches for national capacity building, strengthening of national institutions, human rights education and further attention to the economic, social and cultural rights particularly rights to development has been foreseen. To this end, strengthening of civil society, fostering an environment conducive for enhancement of national human rights mechanism such as standing human rights committee in judiciary, Article 90 commission within the Parliament, organization of National Ombudsman, Bar Association. Department of Administrative Justice and Islamic Human Rights Commission as well as drafting and implementation of Citizen's Rights bill have been accomplished.”

1164. The Government informed that “the Islamic Republic of Iran is also faced with certain shortcomings and difficulties, the roots of which are generally developmental questions and imposition of economic sanctions and application of unilateral policies by certain countries during the past quarter of century. In spite of the aforementioned obstacles, the Islamic Republic of Iran within the context of its National Development Programs is committed to take the necessary measures to uphold the highest standards and promotion and protection of the human rights and fundamental freedoms of all citizens, realization of which is not only dependent on the national endeavors, it is also interlinked with the international support and cooperation particularly with regard to realization of the right to development, as stipulated in the “Declaration on the Right to development.

1165. The importance of role and contribution of civil society in different fields particularly issues pertaining to human rights policy through provision of their consultative views has precisely and completely been foreseen, and reiterated in National Development Programs. Furthermore the necessity of continuation of empowerment policy of NGOs has also been underlined in the said program. The vigorous pursuance of enabling policy has led to establishment or enhancing of scope of activities of some 2000 NGOs throughout the country as well as facilitating the acquiring of international consultative status for 16 Iranian NGOs. Furthermore, convening of different seminars and workshops relating to different aspects of NGOs' activities in collaboration with foreign counterparts at local, national and regional levels are yet another tangible result of above-mentioned policies.

1166. In spite of all the above-mentioned plans and activities, which have already opened new horizons, there are efforts made by some women to belittle the achievements. They have been gathering signatures from women for fir~her/equa~ rights for women. Those individuals, instead of bringing Heir efforts, talents and energy together in the context of the already existing NGOs or a new legally-established NGO, have unfortunately resorted to malicious moves such as claiming to be human rights defenders who are opposed by the Iranian Government and so on. The Government and pertinent organizations have repeatedly announced that they would welcome and support any individual or organization who/which genuinely desires to work toward empowerment of women in the Iranian society. We do not believe that bossing or bullying around would bring about any assistance or solution to problems. At the same time, neither the Government nor the people of Iran may tolerate and watch silently and indifferently those who might dream to hinder or hurt advancement of the society, particularly advancement

and empowerment of women, who have been genuinely and whole-heartedly sacrificing themselves for their sublime Godly causes, under the disguise of empty slogans and abuse of internationally recognized and respected human rights instruments.”

1167. To conclude, the Government informed that Ms. Raheleh Asgarizadeh and Ms. Nasim Khosravi Moghaddam were arrested and charged with disturbing public order. The investigating court dropped the charge against them on 19 August 2008, stating that they had not premeditated a disturbance and that their activity was originally peaceful. The two individuals were treated on the basis of the rule of law and they enjoyed all their rights”.

1168. By a letter dated 4 March 2009, the Government responded to the letter of allegations, sent on 10 March 2008, concerning Mr. **Reza Daghestani**, by indicating that: “Mr. Reza Daghestani, born in 1981, was arrested on 2 February 2008, under the charge of extremist incitement to ethnic feelings and sentiments, organizing of illegal gatherings as well as ethnic propagation against other Iranian ethnic groups. Following investigations, he was released on bail. On 14 May 2008, the penal court of Oroumiye city sentenced him, in the presence his lawyer, Mr. Karim Najafi, to eight month’s imprisonment, including his earlier days of intention. Taking into consideration Mr. Daghestani’s young age and respecting the Islamic affection as well as his lack of criminal record and finally, on the basis of Article 25 of the Islamic Penal Code, the remaining of his sentence was suspended.

1169. As it was explained, Mr. Daghestani was treated in accordance with the rule of law, enjoying the highest level of affection as well as all his legal rights before the court of justice. The charges laid down against Mr. Daghestani had no connection, whatsoever, with her, if any, social human rights activities, and the case was heard and settled in the shortest possible time. Therefore any allegations on maltreatment or lack of proper attention to his physical or psychological integrity as well as any allegation on threat against his family are baseless, mere fabrication of lies aiming at mal-intended objectives as well as an abuse of internationally-recognized instruments”.

1170. By a letter dated 28 April 2009, the Government responded to the communication sent on 11 April 2008, concerning Ms **Khadijeh Moghaddam**. The Government indicated that: “Upon the several complaints filed by neighbours of Ms. Khadijeh Moghaddam, stating that she had been constantly disturbing the tranquillity of her neighbours by causing noise and other disturbances, an officer from the local police office calls on Ms. Moghaddam to advise her not to cause problem for her neighbours; but as a result of her heedless reaction and obtrusive behaviour, she was arrested by the police officer and taken to police station. According to the existing report she was released on the same day, upon her expression of regret, and no judicial action was taken against her.

1171. There is much to be regretted that such an incident is maliciously reported to the Special Procedure and then reflected to us as “arrest by agents of the police”, “transferred to security police station” and etc. The charges laid down against Ms. Moghaddam had no connection, whatsoever, with her, if any, social/human rights activities, and the case was immediately settled. Any allegation on maltreatment or lack of proper attention to her integrity is baseless and mere fabrication of lies aiming at abusing the existing instruments.”

1172. By a letter dated 28 April 2009, the Government responded to the communication sent on 15 April 2008, concerning **Behrooz Karimizadeh, Peyman Piran, Ali Kantouri and Majid Pourmajid**, four students and members of the organisation "*Students Seeking Freedom and Equality*". The Government indicated that: "In the Islamic Republic of Iran, all walks of life have been enjoying their extensive social and political liberties, and exclusive extra concessions are provided to university students through special regulations, observing the civil and social rights of students on the basis of national and international norms, laws and regulations. We also wish to draw the kind attention of the Honourable Rapporteurs to the fact that all countries have adopted special measures for management of student activities, and I.R. Iran is not an exception to the rule. The Iranian authorities consider student social and political moves as positively as possible and particularly with due consideration of the million-numbered students in Iranian universities, they have helped them with and welcomed their free movement and enjoyment of their legitimate rights with considerable tolerance. Therefore, we hope that the issue of gatherings and activities of Iranian students in Iran is not politically-misinterpreted or to be considered as a grave concern of the pertinent authorities.

1173. On the basis of investigations, the mentioned individuals in the communication are not students and they had resorted to illegal instruments, violation and extremism and started their activities through establishment of illegal organization with extremist Marxist inclinations, named Hekmatism, Azadi guard branch. Aiming at creating insecurity in the country, the organization had set up a military branch, disguised under the umbrella of student activities."

1174. The Government also provided the following information: "Hekmatism, which sometimes introduces itself as a party, was created with extremist Marxist and ideas and subversive intentions, inter alia through armed struggle. The abused their civil rights and through organizing covert meetings and committees of actions (terminology used by its members), and with the intention sabotage actions throughout the country inter alia disturbing public order and causing of riots, intended to achieve their illegitimate objectives.

1175. On 4 December 2007, the un-normal behavior of the four individuals mentioned in the communication (Behrouz Karimizadeh, Peyman Piran, Ali Kantouri and Majid Pourabdollah (not pourmajid) who had participated in a gathering in commemoration of the Day of Student, made police officers suspicious. Consequently they were arrested and the investigations revealed the following.

1176. Mr. Peyman Piran, from the city of Mahabad, whose parents are living out of the country, had been expelled from the university of Tehran, and he had had a record of arrest for acts of extremism with leftist Marxist inclinations in relation with Hekmatism (sometimes also self-declared as the communist workers party of Iran) with armed struggle policies.

1177. Mr. Behrouz Karimizadeh from the city of Mahabad, who had been expelled from the University of Tehran, and Mr. Ali Kantouri, from the city of Qazvin, with records of illegal activities, extremist leftist inclinations, acts leading to public disorder, destruction of public property and one case of blackmail (record of kidnapping a child in the city of Sanandaj, Kurdistan province, and receiving of 200 thousand dollars from the child's parents to release their child) were both actively involved in the armed activities of Azadi guard of Hekmatism.

1178. Majid Pourabdollah: He has had records of illegal activities, extremist leftist inclinations, acts leading to public disorder, destruction of public property and actively participated in implementation of armed activities policies of Hekmatism. The mentioned individuals were charged with: 1. Founding an extremist group with the objective of disturbing security of the country, 2. Propagation against the state in favour of the hostile groups (extremist Marxists with armed struggle policies). Their cases were referred to branch 15 of the penal court and later on they were released on bail. Their cases are not finalized yet.

1179. Charges laid down against the above-mentioned individuals have had no connection, whatsoever, with their peaceful social/human rights activities. All the individuals enjoyed their rights as well as having access to the existing services and facilities, similar to any other individual under detention. Mr. Abdolfattah Soltani and Ms. Mahnaz Parakan were the lawyers of the individuals. Any allegation on maltreatment or lack of proper attention to their physical or psychological integrity is baseless and mere fabrication of lies aiming at mal-intended objectives through abusing the existing international human rights instruments. It is noteworthy that according to the latest information, Mr. Karimzadeh and Mr. Piran have illegally left the country and are seen in northern Iraq.”

1180. On 9 July 2009, the Government replied to the urgent appeal sent on 16 April 2008 by the then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders, the Vice-Chairperson of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression regarding the situation of Ms. **Rugeyye Leysanli**, wife of the activist for the rights of Iranian Azeri Turks, Mr. Abbas Leysanli.

1181. The Government indicated that no person with the name of Lila Leisanli has been identified. However, a lady with the name of Roghieh Lesanli, who is the sister of Mr. Abbas Lesany, has been identified. According to the existing information, her house had been searched once upon a legal order, but it did not result in arrest of any individual. Therefore, the claim in the communication has no basis.

1182. On 14 April 2009, the Government responded to an urgent appeal sent on 23 May 2008 by the Special Rapporteur on human rights defenders, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on Violence against Women and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment regarding the situation of **Ms. Nasrin Khajeh Afzal, Ms. Nahid Jafari, Ms. Rezvan Moghaddam, Pardin Ardalan and Ms. Zeinab Peyghambarzadeh**

1183. The Government indicated that on the basis of principles 26 and 27 of the Constitution, all people enjoy their legitimate right to hold gatherings. The organizers of the gathering did not meet the legal requirements for a permit. The arrest of some of the women was due to their illegal actions and incitement into disorder. According to the report of the Tehran Police Station 106, a number of women gathered in front of one of the judicial complexes of Tehran and in spite of police warning, did not disperse. Thus, Ms. Nasrin Khajeh Afzal, Ms. Nahid Jafari, Ms. Rezvan Moghaddam, Pardin Ardalan and Ms. Zeinab Peyghambarzadeh were arrested. Except for Ms. Peyghambarzadeh, they were all released on 7 March 2007. They were sentenced to six

months' suspended imprisonment. Despite an appeal by their lawyers, their sentences were reinstated in September 2008.

1184. Ms. Peyghambarzadeh was arrested on 27 December 2006 on the charge of disturbing public order. Due to the lack of a criminal record, she was released on a suspended writ of prosecution. Two months later, she was arrested for disturbing public order and for refusing a police order. She was sentenced to two years' suspended imprisonment. Her verdict was commuted by the Appeals Court to one year suspended imprisonment.

1185. The sentences for the above-mentioned individuals had nothing to do with their activities in defence of human rights or any other peaceful activity. Their trial was in accordance with the law and only in relation with their illegal activities. They enjoyed their legal rights before the courts.

1186. On 8 July 2009, the Government replied to an allegation letter sent on 30 June 2008 by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression regarding the arrest and detention of **workers of the Haft-Tepéh Sugar** factory during a peaceful protest in the city of Shush, southern Iran.

1187. The Government indicated that following financial and economic problems of the sugarcane factory and non-payment of wages of personnel, numerous demonstrations were staged by the workers from late 2006 until late summer 2008. These protests ended peacefully. Subsequent to those protests, a group calling itself Workers Syndicate was formed without going through the legal formalities and holding elections. The group brought the demonstrations outside the premises of the factory and into the nearby city. No permit was requested by the organizers and the demonstrations were therefore considered as illegal. The demonstrations which were originally for the purpose of demanding outstanding wages were later exploited by some workers and a number of other individuals with mal-intentions, with a record of supporting extremist groups of the region, to ignite violation and unrest in the premises of the company and in the city.

1188. The Ministries of Labour and Social Affairs and the Ministry of Industries and Mines took measures in order to alleviate the financial difficulties of the workers of the factory. In response to the communication concerning the use of tear gas and injuries of some individuals and according to the existing laws and regulations in the country, full attention had been paid to root causes of the problem and the protests by the workers of the factory. Despite the disturbance of public peace and order as well as the blockage of traffic on a main transit road, police dispersed the crowd peacefully and patiently avoided using force in dealing with demonstrators. No one was harmed during those demonstrations, no complaint has been filed against the police and there was no report of any injuries.

1189. A case is filed before Branch 1 of Sush Prosecutor's office against the Ghorban Ali Alipoor, Freidoon Nikoofar, Jalil Ahmadi, Ali Nejati, Mohammad Heydari and Abdolfazl Abedini. The five first individuals were acquitted of the charges in light of Islamic compassion and clemency and due to the reasons behind the demonstrations and protests. Actions against the State and disturbing public order were among the charges laid against those individuals. The case against Abdolfazl Abedini relates to abetting in actions against the Islamic Republic and

incitement into public violence. His case is currently being reviewed and indictment has been issued. The case is presently at the Criminal court of the city of Dezful and no verdict has been issued to this date.

1190. Concerning two other defendants, Ali Nejat Delhi and Abdolrahim Bes-hagh, they were acquitted of the charges laid against them, due to inadequacy of evidence. In view of the mentioned information, utmost tolerance has been shown toward those individuals and all defendants had the services of a legal counsel during all phases of legal proceedings.

1191. On 8 July 2009, the Government replied to the urgent appeal sent on 31 July 2008 by the Special Rapporteur on human rights defenders, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, regarding the situation of Mr. **Abdullah Momeni**.

1192. The Government indicated that according to the replies received from different authorities as well as the Police and the Judiciary of the Islamic Republic of Iran, there is no travel ban imposed on Mr. Momeni, the rotational president of Tahkim Vahdat. Therefore, any allegation stating otherwise is categorically false and denied.

1193. On 12 March 2009, the Government responded to an urgent appeal sent on 31 July 2008 by the Special Rapporteur on human rights defenders, the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment regarding the situation of Mr. **Qulamriza Nejefi**, Mr. **Hemid Valai**, Mr. **Vedud Esedi**, Mr. **Sejjad Radmehr**, Mr. **Aydin Khajei**, Mr. **Feraz Zehtab**, Mr. **Dariyush Hatemi** and Mr. **Shahrukh Hatemi**.

1194. The Government indicated that the Iranian authorities consider student social and political moves as positive and welcomed their free movement and enjoyment of their legitimate rights with considerable tolerance. All eight individuals were in contact with their families during their detention. Any allegation of incommunicado detention is false. The investigations revealed that the students had extremist ethnic inclinations and that their activities were constantly aimed at creating hatred toward other Iranian ethnic groups. They resorted to illegal instruments, violence and extremism and did not hesitate to contact outlawed groups in neighboring countries. They started their activities through the establishment of a literature association named "Sahand", without any coordination with the University's Vice-Chancellor for Cultural Affairs, as required. They released propaganda and published articles in foreign websites. They further developed their activities through the formation of the illegal group "Azoukh" and put their group at the service of the separatist group "Gamouh", which alerted the authorities to initiate the necessary investigations.

1195. Mr. Hamid Valai was arrested for acts of extremism, disturbing the public order, acting against national security and co-founding an illegal group with extremist goals. He was released on bail on 29 October 2008. He was defended by two lawyers and he is still waiting for a final verdict.

1196. Mr. Sajjad Radmehr, a student of mechanical engineering was arrested on 18 July 2008, and charged with co-founding an illegal group and participating in the propagation against the State. A hearing was held on 19 July 2008 and the case is still under judicial procedure.

1197. Mr. Faraz Zehtab Favadi and Mr. Aydin Khajei are students at Tabriz University. Mr. Daryoush Hatami is a conscript soldier and a university graduate in agriculture. They were charged with co-founding and co-directing an illegal group, with the intention of disturbing state security, and with propagating against the State. Mr. Favadi's hearing was held on 19 July 2008.

1198. Mr. Shahrokh Hatami is a student of dentistry in Turkey. He was previously convicted for participating in gatherings intended to incite ethnic unrest. He has been charged with propagation against the State.

1199. Mr. Vadood Asadi is one of the leaders of the extremist pan-Turkish network and the director of the Sahar students' publication. He was arrested on 22 July 2008 and charged with propagation against the state. His file was referred to Branch 12 of the Rasht Investigation Office. Mr. Asadi was released from detention on bail. He was arrested in relation with his illegal activities, treated in accordance with the law and enjoyed all of his rights before the courts.

1200. The charges laid against the above-mentioned individuals have no connection with their peaceful social and human rights activities. They had access to medical services, and any allegation of maltreatment or lack of proper attention to their physical or psychological integrity is baseless.

1201. On 18 February 2009, the Government responded to an urgent appeal sent on 4 August 2008 by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention regarding the situation of Mr. **Saman Rasoulpour**, a member of an organization called "Human Rights Organization in Kurdistan (HROK)".

1202. The Government indicated that Mr. Rasoulpour was arrested and charged with holding gatherings, without requesting and receiving the required legal permit, in support of terrorist groups, propagation against the state, propagation of politically motivated false information through interview with the satellite television network of Koumele terrorist group, publication of false information on internet websites with the intention of inciting public opinion and disturbing of public order. Following preliminary investigations, he was released on bail. Later, his file and bill of indictment was sent to the Penal Court of the city of Mahabad but he did not appear before the court. Therefore, on the basis of the Law of Principles of Criminal procedure, the court, through judgment in default, convicted him to one year discretionary imprisonment. The court did not receive any request for appeal.

1203. Mr. Rasoulpour is presently out of the country as a result of which the ruling has not been put into force. He was arrested merely in relation with his illegal activities and enjoyed all his legal rights before the court of justice. The charges laid down against him had no connection, whatsoever, with the alleged defence of human rights or minority issues. Any allegation on maltreatment or lack of proper medical attention to his physical or psychological integrity, while in detention, is baseless and mere fabrication of lies aiming at mal-intended objectives.

Observations

1204. The Special Rapporteur thanks the Government of Iran of the response provided to the urgent appeals of 22 and 31 December 2009 but remains concerned about the campaign of intimidation against Ms. Shirin Ebadi and her relatives.

1205. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to twelve of her communications. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to transmit responses to the outstanding communications.

1206. More generally, the Special Rapporteur remained deeply concerned about the situation of human rights defenders in the country and notably the campaign of intimidation against signatories of the One Million Signatures Campaign as well as the wave of arrests of human rights defenders following the post elections protests of June 2009 and the December 27th protests.

Israel

Letter of allegations

1207. On 28 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government in relation to the **ban on international journalists from reporting in Gaza**.

1208. According to information received, since 6 November 2008, a media ban issued by the Israeli Government prevented foreign journalists from entering the Gaza Strip. International journalists, who were attempting to cross the border from Israel into Gaza on a daily basis, were turned away by military officials claiming that it was too dangerous and that the presence of journalists at the terminals would make them a target for militants. As a result, foreign journalists were unable to report first hand from Gaza during the conflict between Israel and the Occupied Palestine Territory (OPT) from 27 December 2008 to 18 January 2009.

1209. On 31 December 2008, Israel's High Court issued a ruling to allow eight journalists to enter Gaza each time the Erez crossing was opened to allow humanitarian aid through to the Gaza strip. The ruling was reportedly not implemented until a cease-fire was declared on 18 January and despite the ruling access for journalists has reportedly improved only marginally. International media reported on the conflict from the Gaza-Israel border and relied on reports from Palestinian journalists and video from inside the territory. International reporters were permitted to report from Israel during the conflict..

1210. Concern was expressed that the aforementioned media ban which has prevented international journalists from entering Gaza may represent a direct attempt to prevent independent reporting during the recent conflict between Israel and the OPT.

Response from the Government

1211. In a letter dated 14 May 2009, the Government responded to the communication sent on 28 January 2009. The Government reported that until 6 November 2008, journalists were allowed to enter into the Gaza Strip with no restrictions or limitations, according to the passages' working hours.

1212. On 6 November 2008, the passages' working hours and their entire operations were significantly reduced for reasons of launching dozens of Qassam rockets and mortar shells by the Hamas terrorist organization toward Israel, and for intentions to commit acts of terrorism against the passages, acts which brought to an end the period of calm that existed in the area until then. These acts and intentions significantly increased the risks entailed in opening and operating the passages, including the Erez crossing which is used for passage of people in urgent humanitarian or medical cases. For that reason, in that period the entry of journalists to the Gaza Strip was not allowed.

1213. Following a petition to the Supreme Court, the State responded that because of the passages' reduced working hours at that time, the movement of people and goods through the passages was limited. However, when the security circumstances allowed it, the State allowed the passage of foreign journalists to Gaza Strip through the Erez crossing point, subject to advance coordination.

1214. The Government further reported on details regarding entrance of journalists into the Gaza strip during that period:

1215. On 4 December 2009, the passage of 17 journalists to the Gaza Strip was approved (among them journalists of Al-Jazeera, CNN, BBC, NTV, ZDS etc.).

1216. On 9 December 2008, the passage of 11 journalists to the Gaza Strip was approved (among them correspondents of Time Magazine, AFP, AP etc.).

1217. On 10 December 2008, the passage of 8 journalists to the Gaza Strip was approved (among them were journalists of France 24, AP, NDR network etc.).

1218. On 11 December 2008, the passage of 8 journalists to the Gaza Strip was approved (Among them were journalists of Der Spiegel, NHK etc.).

1219. On 15 December 2008, the passage of 3 journalists was approved (among them were journalists of Reuters and the Telegraph).

1220. On 16 December 2008, the passage of another 7 journalists was approved.

1221. As of 18 December 2008, on which the Hamas terrorist organization announced that the period of calm with Israel was over, another escalation of the security situation occurred, which came into effect in intensifying of the Hamas shooting towards Israel's territory. Accordingly, on 24 December 2008, the Government of Israel decided to proceed with an operation against the Hamas terrorist organization, which started on 27 December 2008 – Operation "Cast Lead".

1222. In light of the Court's proposal for the consolidation of a procedure that will allow the entrance of journalists even while combat operations are taking place, the State presented such procedure on 1 January 2009. According to the procedure, in days when the Erez crossing point is opened for urgent humanitarian cases and urgent medical cases, the entry into the Gaza Strip of up to 8 journalists will be permitted according to security circumstances. The State further argued that the implementation of the procedure was subject to security circumstances or to a substantial change of circumstances. The Court's verdict reaffirmed the procedure and the petition was rejected.

1223. On 4 January 2009, the land warfare phase of operation "Cast Lead" began, and accordingly, the State determined that due to the substantial change of the circumstances, it can not allow the implementation of the abovementioned procedure. Accordingly, during operation "Cast Lead", the entrance of journalists to the Gaza Strip was not made possible according to the procedure.

1224. In addition, immediately after the conclusion of operation "Cast Lead", the Erez crossing resumed its regular operation, and as of 23 January 2009, the passage of journalists to the Gaza Strip was allowed.

1225. On 25 January 2009, the verdict of another appeal submitted on 20 January 2009, by the foreign correspondents association in Israel, was given. In its verdict, the Court detailed the aforesaid course of events and also dealt with the issue of lack of implementation of the abovementioned procedure. The Court ruled that there was no violation of the aforementioned procedure by the State.

Urgent appeal

1226. On 13 November 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Mohammad Othman**, human rights defender and volunteer with the Palestinian "Stop the Wall Campaign" and partner of the NGO "Centre on Housing Rights and Evictions" (COHRE). Mr. Othman assisted COHRE with fact-finding missions to the occupied Palestinian territories and worked with COHRE on issues related to Israel and the occupied Palestinian territories.

1227. According to information received, Mr. Mohammad Othman, returning from Norway where he carried out advocacy work and met with Government officials, was arrested on 22 September 2009, at the Allenby Bridge Crossing between Jordan and the West Bank. Mr. Othman was placed in detention at the Huwwara detention centre and then transferred on 24 September 2009 to the Kishon (Jalameh) interrogation centre where he was placed in solitary confinement.

1228. The Kishon Military Court extended his detention on 29 September 2009 for ten days. The Salem Military Court further extended his detention period on 8 October, 19 October and 27 October 2009. On 1 November 2009, the Court rejected an appeal against the extension of his detention. On the same day the military court prosecutor requested that Mr. Othman be prevented from meeting his lawyers until the next court hearing. The Salem Military Court sustained the proposal at a hearing on 2 November 2009, in the absence of both Mr. Othman and

his attorneys. An appeal from Mr. Othman's lawyers challenging the application of the military prosecution preventing him from contacting his lawyers had been rejected by the Military Court of Appeals on the basis that the appeal should be filed directly with the High Court of Israel.

1229. Mr. Othman has reportedly been subjected to lengthy interrogation sessions, some of them lasting from 8:00 am until midnight. He has been allegedly threatened that the interrogations could last for up to 180 days. He was reportedly also threatened with life imprisonment and told that "his human rights work would not be helpful as he is now in the hands of the State of Israel."

1230. On 8 November 2009, the court extended Mr. Othman's detention period for another ten days and also prolonged the ban on access to his lawyers until 15 November 2009, citing the interests of the interrogation as a reason. Since the ban on contacts with his lawyers, Mr. Othman has been held incommunicado. He receives occasional visits by ICRC delegates.

1231. According to information available, to date no charges have been brought against Mr. Othman, nor has he been brought to trial.

1232. Concern was expressed that the continued detention of Mr. Mohammad Othman without charges may be related to his work in defence of human rights, especially to his advocacy work and for speaking out against the construction of the separation wall.

Responses received to communications sent earlier

1233. By letter dated 7 May 2009, the Government responded to a letter sent on 28 July 2008, that according to information from the relevant authorities, the High Court of Justice heard a petition brought by Mr. **Shawan Jabarin** against the commander of the Israeli Defense Force (IDF) in the West Bank, regarding a travel ban imposed on Mr. Jabarin. During the proceedings, and with the consent of Mr. Jabarin's Lawyer, the Court examined ex-parte secret evidence brought by IDF's attorneys. For that purpose, the Court held two sessions, in which comprehensive and thorough examination of the evidence was carried out, and possibilities to deal with the security restrictions regarding the evidence in a more proportionate way were also examined.

1234. The Court stated that an ex-parte hearing makes it harder on the petitioner's attorney to deal with the allegations against his client brought by the respondent, and it also makes it more difficult on the Court who wishes to conduct an open and effective discussion with the representatives of both sides, and therefore it makes the Court the "representative" of the petitioner during the ex-parte hearing.

1235. The Court cited the High Court of Justice decision of 22 June 2007, in which the Court stated that alongside his work as general manager of a human rights organization, Mr. Jabarin is active in a terrorist organization, which denies the most basic rights of all – the right to life (H.C.J. 5182/07 Shawan Rateb Abdulla Jabarin v. the Commander of Israel Defense Forces in the West Bank (22.6.2007)). The Court also mentioned that in a decision dated 7 July 2008, the High Court of Justice was persuaded that Shawan Jabarin is a senior activist in the "Popular Front for Liberation of Palestine" terrorist organization (H.C.J. 5022/08 Shawan Rateb Abdulla Jabarin v. the Commander of Israel Defense Forces in the West Bank (7.7.2008)).

1236. In regard to the present Petition, the Court stated that the evidentiary materials regarding the involvement of Mr. Jabarin in the activity of terrorist organizations are substantial and reliable. The Court further stated that since the petitioner's last appeal, additional negative evidence were collected. According to the Court, that negative legal infrastructure confirms the position of the security forces that the travel ban imposed on Mr. Jabarin was not imposed as a measure of punishment, but was carried out for relevant security considerations.

1237. For the reasons mentioned above, the Court found no reason to intervene in the respondent decision not to allow the Petitioner to travel abroad ((H.C.J. 1520/09 Shawan Rateb Abdulla Jabarin v. the Commander of Israel Defense Forces in the West Bank (10.3.2009))

Observations

1238. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses transmitted to her communications of 28 January 2009 and 28 July 2008, and regrets that at the time the present report was finalized, no response had been received to the communication sent on 13 November 2009. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her. She urges the Government to transmit replies to her communications, including substantive information regarding the case of Mr. Mohammad Othman.

Italy

Urgent appeal

1239. On 9 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Roberto Saviano**, a writer, journalist and correspondent of the newspaper *La Repubblica*. Mr Saviano is the author of *Gomorra*, a novel denouncing murders by the Camorra (the Neapolitan mafia), corruption by the criminal organization and the alleged collusion of local authorities with it.

1240. According to the information received, Mr Saviano has been under police protection since the publication of his book, but continues to receive death threats. On 1 October 2008, Mr Saviano was informed by the Milan police headquarters that the Camorra had decided to kill him and his police escorts before Christmas 2008. According to the uncovered plot Mr Saviano and his plain clothes police guards were to be blown up while travelling by car on the Naples-Rome highway. On 13 October 2008, Mr Saviano received new death threats from unknown individuals allegedly belonging to the Camorra.

1241. A police investigation was opened into the death threats issued against Mr Saviano, but no information is available on its status.

1242. Concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr Saviano. Further concern is expressed with regards to reports that the police escort is not paid for their overtime work and that public resources allocated to the police in region of Campania and Calabria are scarce compared to other regions of Italy.

Response from the Government

1243. In a letter dated 3 March 2009, the Government responded to the communication sent on 9 January 2009. The Government noted that the Italian Constitution of 1948 envisages the protection of rights and fundamental freedoms as included in relevant international standards, such as the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms, the Universal Declaration on Human Rights as well as the International Covenant on Civil and Political Rights. The protection and promotion of human rights – be it civil and political, economic, social and cultural, be it referred to freedom of expression or to the fight against racism or to the human rights of children and of women – constitutes one of the fundamental pillars of both domestic and foreign Italian policies.

1244. The Italian legal system aims at ensuring an effective framework of guarantees, to fully and extensively protect the fundamental rights of the individual. In practical terms, before affecting such rights, the Italian legal system provides individuals with a wide range of protection means.

1245. Mr. Saviano has been victim of several intimidation actions, allegedly committed by the Camorra organisations, due to his public denunciation and condemnation of the above criminal organisations, active in Campania Region, particularly in Naples, Caserta and nearby.

1246. In this context, the Italian Authorities have promptly adopted adequate measures. Mr. Saviano enjoys the highest possible level of protection, by means of ad hoc protection measures which are provided by the Carabinieri Corps. The Carabinieri officers-in charge of escorting Mr. Saviano receive due compensation for the duty performed.

1247. On a more specific note, after publishing the novel “Gomorra”, Mr. Saviano was threatened for drawing the public attention to the illegal activities carried out within the area of the Campania Region. Such threats, presumably from Camorra members, are currently under examination by judicial Authorities.

1248. On October 14, 2008, national and local news agencies reported allegations concerning a plan – subsequently not confirmed – according to which one of the Camorra organizations, called “Casalesi”, was attempting to kill Mr. Saviano. Taking into due account the confidential nature of the investigations and of the various criminal proceedings initiated, and still pending, the Government is able to confirm that Mr. Saviano is the plaintiff and has cooperated with the Judicial Authorities in some proceedings. The author of the crime has not been identified yet (proceedings registered under R.G. Mod.44); for other allegations the elements were not sufficient to initiate a criminal proceeding (R.G. Mod. 45).

1249. At present, while recalling that the investigations are still ongoing, the Italian Authorities can mention two specific criminal proceedings. The first one – as above reported - is the result of the allegation brought about, in October 2008, by a judicial police officer, concerning the Casalesi’s plot to assassinate Mr. Saviano and his escort, being presumably committed by a road-side bombing, within Christmas 2008. Following investigations, it has been ascertained by the Judicial Authorities that such allegation was groundless.

1250. The second proceeding is the results of threats against Mr. Saviano, Ms. Capacchione, a journalist, and some magistrates operating in the District of the Appeal Court in Naples. In accordance with Article 45 of the Criminal Proceeding Code, concerning the *legitima suspicione* institute, the General Attorney's Office in Naples has communicated that a relevant section of such investigations has been transmitted, for competence pursuant to Art. 11 of the Criminal Proceeding Code, to the Attorney's Office in Rome.

1251. As soon as additional information is made available by the Judicial Authorities, the Government will promptly provide you with further elements on the case of Mr. Saviano.

Observations

1252. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed and satisfactory response the Government provided in the case of Mr. Roberto Saviano and would appreciate any updates as appropriate about developments in the case.

Kazakhstan

Urgent appeal

1253. On 16 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the trial of Mr. **Yevgeniy Zhovtis**, director of the Kazakhstan International Bureau for Human Rights (KIBHR).

1254. According to the information received, on 3 September 2009, Mr. Yevgeniy Zhovtis was sentenced to four years of imprisonment for vehicular manslaughter.

1255. In the evening of 26 July 2009, around 10 pm, Mr. Zhovtis was driving his car on a highway outside of Almaty when his car struck and killed a pedestrian. The victim was reportedly walking down the middle of the dark highway in the same direction as the traffic. After the accident, Mr. Zhovtis immediately stopped the car and called the police and ambulance. He voluntarily underwent a medical test in order to verify presence of any alcohol in his blood. According to this initial medical exam and technical expert analysis, Mr. Zhovtis was neither speeding nor intoxicated. Furthermore, the initial police examination of the scene of the accident reportedly also found that Mr. Zhovtis had no chance to avoid the accident.

1256. On 27 July, investigative procedures were launched under Article 296 part 2 of the Criminal Code (violation of the traffic code resulting in manslaughter).

1257. On 28 July, the investigative officer allegedly issued a decision as to the fact that Mr. Zhovtis was established as a suspect in the investigation. However, Mr. Zhovtis had not been duly informed of his status as a suspect/accused until 14 August 2009, when the written undertaking not to leave was applied as a restraint measure. From 28 July until 14 August, Mr. Zhovtis participated in a number of investigative procedures on the assumption to be a witness in the case. Due to the failure of investigative authorities to inform him of his procedural status of a suspect, he did not avail himself of any procedural safeguards guaranteed by the Criminal Procedure Code. Furthermore, the technical expertise was allegedly carried out on the basis of factual information submitted exclusively by the investigative authorities, part of which appeared

inaccurate. The findings of this technical expertise, which stated that the accident could have been avoided, constituted the sole basis for the prosecutorial indictment.

1258. Mr. Zhovtis met with the family of the victim to express his grief over the tragic accident. Mr. Zhovtis reportedly agreed to provide the family a material support of \$15,000 to assist them following their loss. However, this agreement was not meant to imply an admission of legal liability from Mr. Zhovtis' side. On 6 August, the mother and the sister of the victim signed a statement confirming that Mr. Zhovtis provided material support to the family and that the family requested the investigating bodies to drop the criminal charges against Zhovtis. However, despite the fact that this document was handed to the investigator, it was not included in the materials of the criminal case, which the defense realized only in the court.

1259. The motion of the defense of 18 August 2009 to repeat the technical examination was denied by the investigating officer. This rejection was only communicated to the defence on 24 August 2009.

1260. On 20 August, the case was sent to the prosecutor's office and then to the Balkash district court, without the defence being notified of this, which appears to be in violation of Article 276 of the Criminal Procedure Code. On 25 August, the defence sent a complaint regarding this alleged procedural violation to the prosecutor's office of the Almaty region, however no reply was received. On 27 August, the defence brought forward a motion to the Balkhash district court to schedule preliminary hearings in order to review this procedural violation. This motion was dismissed without any reasoning.

1261. On 27 August, Mr. Zhovtis's motion for a postponement of the trial to 2 September 2009 was granted by the court.

1262. On 2 September 2009, the trial started and was conducted from 11 am to 7 pm. During that day, three motions were filed by the defence, all of which were rejected, reportedly without any reasoned decision. The motions related to 1) the auto-technical examination, which the defence holds was inadmissible due to a number of procedural violations, inaccurate data used and non-impartial findings made; 2) the inadmissibility of all evidence collected by investigative activities conducted during between 28 July and 14 August 2009 according to Article 116 Criminal Procedural Code as Mr. Zhovtis was not notified of his status as suspect, 3) the request to summon to court independent forensic experts who had submitted their conclusions to the defense at the pre-trial stage.

1263. On 3 September, the defense filed two more motions, both of which were rejected by the court, allegedly without any substantiated reasoning. The first one was related to a repetition of the auto-technical examination by a commission composed of independent national and foreign experts; the second requested for an additional day for the defence to prepare the final arguments. The court granted both sides only 40 minutes to prepare their final arguments. This did not give Mr. Zhovtis' defense team sufficient time to analyze the arguments and prepare an adequate closing statement in defense of their client.

1264. On the second day of the trial, on 3 September, Mr Zhovtis was convicted to four years of imprisonment for vehicular manslaughter and three years of deprivation of his right to drive a vehicle. After the pronouncement of the verdict, Mr. Zhovtis was taken into custody and then

transferred to a detention facility in Taldy-Korgan which is several hundreds of kilometres from Almaty where the incident happened and Mr. Zhovtis lives.

1265. Mr. Zhovtis intends to appeal the court decision in Taldy-Korgan regional court. An appeal would have to be submitted within 15 days. However, the written copy of the verdict was only obtained by Mr. Zhovtis and his defence team five days after its pronouncement in court. It appears that the substance of the verdict received by Mr. Zhovits differed from the one read out in the court.

1266. Information received indicates that, in cases where the parties have reached reconciliation, vehicular manslaughter is either punished with a conditional sentence or no criminal proceedings are instituted in the first place. It is for this reason that the verdict given to Mr. Zhovtis appears not proportional and excessively harsh.

1267. In view of the above, concern was expressed that Mr. Zhovtis might have not been afforded a fair trial. Concern was further expressed that this might be related to his activities carried out in the defence of human rights.

Response from the Government

1268. In a letter dated 18 November 2009, the Government responded to the communication sent on 16 September 2009. At the time of finalizing this report, a translation of the response was not yet available.

Kenya

Letter of allegations

1269. On 19 December 2008, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal in relation to Ms **Caroline Mutoko**, presenter, Mr **Larry Asego** and Mr **Mzee Jalang'o**, co-presenters with Kiss FM radio station based, and Mr **Mwalimu Mati**, former director of Transparency International in Kenya along with a number of other civil society activists and journalists.

1270. According to information received, on 12 December 2008, Ms Caroline Mutoko, Mr Larry Asego, Mr Mzee Jalang'o and Mr Mwalimu Mati along with approximately 60 other journalists and civil society activists were arrested by police officers at Nyayo National Stadium, in Nairobi. The arrests took place during national Independence Day celebrations led by President Kibaki. The group had gathered during the event to protest against the Kenya Communications (Amendment) Bill 2008, passed by Parliament two days earlier. Ms Mutoko, Mr Asego, Mr Jalang'o and Mr Mati Nyayo were reportedly detained at Langata police station in the city, while the other activists and journalists were held in various police stations throughout the city. All were reportedly released later that day.

1271. If ratified, the Kenya Communications (Amendment) Bill 2008 could punish those responsible for alleged press offences with heavy fines and prison sentences. The Bill also envisages the creation of a Government-appointed Communications Commission that would be in charge of granting broadcast licenses. Article 46 of the Bill affords the Communications

Commission powers to issue or deny licences. Under this section an applicant can be denied a license for failing to fulfil, among other requirements, "such other conditions as may be prescribed". Article 86 of the Bill affords the Information Minister the power to interrupt broadcasts, dismantle radio and TV stations and tap telephones, while the Internal Security Minister would be empowered to seize broadcasting equipment. The Bill would also afford the Information Minister power to control programme content, as the commission he appoints would also be responsible for ensuring the "good taste" of broadcasts.

1272. Concern was expressed that the aforementioned events might represent a direct attempt to prevent legitimate peaceful protests against the newly enacted Communications (Amendment) Bill 2008. Further concern was expressed that, if ratified, the Bill might be used as a tool to stifle media freedom in the country.

Urgent appeal

1273. On 13 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning the killing of Mr. **Oscar Kamau King'ara**, the founder and Chief Executive Officer of the Oscar Foundation Free Legal Aid Clinic, and Mr. **John Paul Oulu**, its Communications and Advocacy Director. The Oscar Foundation is a human rights organisation providing free legal aid services to the poor. It has carried out research on police brutality in urban areas of Kenya, on corruption in the police force and in prisons, as well as on the alleged enforced disappearance and killing by the police of hundreds of youths alleged to belong to the Mungiki sect. In 2007, the Oscar Foundation had published a report titled "*License to kill - Extrajudicial execution and police brutality in Kenya*". On 18 February 2009, the Oscar Foundation presented its findings on ongoing disappearances and extrajudicial killings in Kenya to a Member of Parliament for use in a parliamentary debate. The Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Mr. Philip Alston, met Mr. Kamau Kingara during his visit to Kenya from 16 to 25 February 2009.

1274. On 5 March 2009, at approximately 6.00 pm, Oscar Kamau Kingara and John Paul Oulu were driving in heavy traffic on Mamlaka Road near the University of Nairobi. They were on their way to a meeting with a senior staffer of the Kenya National Commission on Human Rights. Their vehicle was blocked by a minibus and a Mitsubishi Pajero vehicle, both of which had been following them. Two men got out of the vehicles, approached the vehicle of Oscar Kamau Kingara and John Paul Oulu and shot them both through the windows from close range. The closest eyewitness to the incident was shot in the leg and later taken away by policemen.

1275. On the same evening, following the killings, several hundred University of Nairobi students held a demonstration protesting the killings. Students took the bullet-riddled car and the body of Kingara onto campus, refusing to surrender the body to police. A standoff ensued between a large contingent of police who demanded that the body be handed over and the angry, but largely peaceful, demonstrators. After negotiations broke down, police officers stormed the campus using tear gas and firing live ammunition, some into the air, others apparently at students, while students threw stones at the police. One student was killed by the police, and a number were injured.

1276. On the day preceding the killing, Mr Alfred Mutua, the Government Spokesman, had publicly denounced the Oscar Foundation as a funder of the illegal Mungiki sect, while a attributed to the Police Spokesman, Mr Eric Kiraithe, stated that a major security operation was “definitely going to get” those responsible for recent demonstrations attributable to the Mungiki. In a briefing to the Special Rapporteur on 16 February 2009, the Chief of Police had stated that Mungiki was funding the Oscar Foundation.

1277. Since this incident, numerous human rights defenders in Kenya have received threats, and a number have been forced to go into hiding.

1278. In addition, threats were sent to human rights defenders in Kenya’s Western Province who had been in contact with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions in the course of his recent visit to Kenya, namely Mr. **Job Bwonya Wahdalia**, Mr. **Eric Wambasi**, and Mr. **Eliu Siyoi Tendet** of the Western Kenya Human Rights Watch and Mr. **Taiga Wanyanja** of the Muratikho Torture Survivor’s Organisation. Both organizations have been monitoring and reporting on human rights abuses in the Mt Elgon region, and providing assistance to victims and families.

1279. On 18 and 19 February 2009, in the course of his visit to Kenya upon invitation from the Government of Kenya, the Special Rapporteur on extrajudicial, arbitrary or summary executions visited Bungoma and Kapsokwonyi in Western Province to investigate reports of killings and enforced disappearances by the armed group Sabaot Land Defence Force (SLDF), as well as by the Kenya Police and armed forces in their operation against the SLDF. In the days preceding the Special Rapporteur’s arrival in the region, representatives of the authorities told individuals not to speak with the Special Rapporteur about police and military abuses, and only to mention abuses by the SLDF. On 17 February, officials told residents at one IDP camp that the food aid upon which they depended would be jeopardized if they were critical of the military in their testimony to the Special Rapporteur.

1280. On 18 February 2009, staff of the Western Kenya Human Rights Watch noticed the presence of intelligence officers outside their offices in Bungoma, where the Special Rapporteur was interviewing victims and witnesses of violence in Mount Elgon. On the following day, intelligence officers were outside the hotel where further interviews were being conducted.

1281. On 19 February 2009, officials visited the home of Eliu Siyoi Tendet, who had organised interviews with witnesses for the Special Rapporteur, and asked him for the list of people who had testified before the Special Rapporteur. The military subsequently came to his home, but Eliu Siyoi Tendet managed to escape. Job Wahdalia also received calls from officials asking for the names of those who testified. Job Wahdalia, Eliu Siyoi Tendet, Eric Wambasi, and Taiga Wanyanja have now all been forced to flee the area to ensure their safety. Subsequently, the families and colleagues of each of them have been harassed as to their whereabouts.

1282. On 19 February 2009, and in the following days, the Special Rapporteur on extrajudicial, arbitrary or summary executions brought these threats repeatedly to the attention of the Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Provincial Administration and Internal Security. He asked for explanations and assurances from the Government. On 25 February 2009, the Special Rapporteur received a letter from the Permanent Secretary in the Ministry of Provincial Administration and Internal Security. It states that “nobody has threatened them” [Job Bwonya

[Wahdalia], Eric Wambasi, Eliu Siyoi Tendet and Taiga Wanyanja] and alleges that “there are reports from the mainstream NGOs that some witnesses illegally collected money from the Mt. Elgon SLDF victims so as to forward their cases for compensation and thereafter disappeared”. The Permanent Secretary concludes that he “[has] ordered that these allegations be thoroughly investigated and in any case the mainstream NGOs be encouraged to talk to you and give more light to the matter”.

1283. On 1, 2 and 4 March 2009, Kenya Police officers entered the offices of Western Kenya Human Rights Watch. They demanded from the remaining staff a list of the victims and witnesses who had spoken to the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions claiming that relatives had been killed or had disappeared at the time of the military operation in Mount Elgon.

Urgent appeal

1284. On 19 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding Mr. **Ken Wafula**, chief executive director of the Centre for Human Rights and Democracy (CHRD) in Eldoret. CHRD works actively to address human rights issues in Kenya. Mr. Wafula recently received widespread public attention when he reported on the movement of arms in the Rift Valley in Kenya and the re-arming of communities there.

1285. According to information received, on 9 October 2009, Mr. Wafula was arrested by local police in Eldoret. He was subsequently interrogated before being released later that day and advised not to leave the city. Since then he has been summoned to the District Criminal Investigation Office (DCIO) on several occasions where he has been requested to give further statements.

1286. It has also been reported that Mr. Wafula is under constant surveillance and that a defamation campaign has been initiated against him by a member of parliament in North Eldoret.

1287. It is believed that Mr. Wafula is being targeted due to the fact that following, and perhaps as a result of, his report on activities in the Rift Valley, President Kibaki ordered a crackdown on Small Arms and Light Weapons in the country, and many former ex-servicemen have reportedly been accused of being involved in the purchasing of guns in the region”.

1288. Concern was expressed for the physical security of Mr. Wafula. Further concern was expressed that the arrest, harassment and intimidation of Mr. Wafula might be related to his human rights activities, in particular his reporting on the recent movement of arms in the Rift Valley.

Observations

1289. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to the aforementioned communications sent as well as to those sent on 19 September 2008, 15 August 2008, 22 May 2008, 26 February 2008, 31 January 2008, 23 January 2008, 15 January 2008, 17 September 2007, 27 July 2005 and 6 July 2005. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments

with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1290. The Special Rapporteur is deeply disturbed about the killings of Mr. Oscar Kamau King'ara, and Mr. John Paul Oulu, and the threats against Mr. Job Bwonya Wahdalia, Mr. Eric Wambasi, and Mr. Eliu Siyoi Tendet of the Western Kenya Human Rights Watch and Mr. Taiga Wanyanja. She urges the authorities to thoroughly investigate these violations, and bring the perpetrators to justice.

1291. More generally, the Special Rapporteur remains concerned about the situation of human rights defenders in Kenya, and urges the authorities to create a safe environment conducive to the work of all defenders.

Kyrgyz Republic

Letter of allegations

1292. On 16 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government regarding concerns about the restrictions to the effectiveness of human rights organizations in Kyrgyzstan that may result from the adoption of the **amendments to the “Law on Non-Commercial Organizations”** (hereinafter: “the Draft Law”).

1293. On 18 February 2009, three members of the Parliament introduced a draft law entitled “Amendments to several legislative acts of the Kyrgyz Republic”. The main purpose of the Draft Law is to introduce amendments to the “Law of the Kyrgyz Republic on Non-Commercial Organizations” (hereinafter: NCO Law).

1294. According to the explanatory note to the initiative, the main objective of the proposed amendments is “to bring the legal basis regulating the activities of non-commercial organizations (hereinafter: NCOs) into conformity with current realities and increase the transparency in the interaction between NCOs and the state” and that “it came as a result of the necessity to provide security to the population and stability in the country.” While we consider the stated aim to enhance the transparency and accountability of civil society organization is legitimate, we are of the opinion that the Draft Law, if adopted in its current form will result in serious restrictions on the activities of NGOs working on a host of human rights issues.

1295. The Draft Law defines “political activity” in an overly vague manner by considering political activity as the “activity of the political parties, created for implementation of political will of certain part of the population and setting as its major task participation in the administration of state affairs only in the forms provided for by the Constitution of the Kyrgyz Republic and the Law of the Kyrgyz Republic on “Political parties”, as well as through introduction of proposals to the state bodies on improvement of the system of the administration of state and public affairs. “Activity in the process of a nationwide referendum” is defined as “an activity related to the participation of referendums and elections to the extent and in the forms established by the legislation on elections and referendums in the Kyrgyz Republic”. (paragraph 3 and 4 of Art 2). Article 3 of the Draft Law further states that “in the Kyrgyz Republic the

participation of non-commercial organizations in political activity and activity in the processes of nationwide referendum is not permitted”. These provisions, if adopted, would essentially prevent NCOs from carrying out a wide range of activities relating to public policy formation, including activities related to promoting legislative reforms; to oppose state policy on different issues and to act as observers during elections or referendums. By contrast, the Tax Code of the Kyrgyz Republic does not prohibit all political activities of NCOs, rather only prohibits the “participation in the support of political parties and candidates of election campaigns”.

1296. The Draft Law also gives significant new administrative and discretionary powers to the Ministry of Justice, which includes new burdensome reporting requirements on NCOs; severe sanctions for failure to supply information; and the possibility to attend NCO events, including internal meetings. Under the Draft Law the Ministry of Justice may, without prior approval by the court, suspend the activity of an NCO or cancel its registration.

1297. The Draft Law would increase the reporting requirements of NCOs significantly if adopted. NCOs would be required to report on all funds received from foreign sources and how these are allocated or used. Severe sanctions are foreseen for failure to supply information. Repeated failure on the part of an NCO to provide the information required in a timely fashion may be grounds for the registration authority to cancel the registration of the NCO and bring a claim in court requesting a ruling that the NCO be liquidated. The Draft Law also provides the Ministry of Justice great discretionary powers to determine whether the activities of the NCOs are legal, and to determine whether certain activities or expenses of an NCO did not correspond to the statutory goals of the NCO. Registration of the branch or representative office of foreign NCOs can be rejected, among others, on the grounds that “the goals and tasks of the creation of the branch or representative office of foreign NCOs pose a threat to the sovereignty, political independence, territorial integrity, national unity and originality, cultural heritage and national interests of the Kyrgyz Republic. (Art 8 of the Draft Law). These categories are overly broad and vague or not at all defined. The provision is also rather subjective and gives wide-ranging discretionary powers to the registration authorities to refuse registration even in advance of the organization conducting any activities, based on mere suspicion.

1298. The Draft Law also requires foreign citizens and stateless persons to be physically present in the territory of the Kyrgyz Republic in order to be founders or members of NCOs (Art 6-1). The provision however is very vague and it is unclear whether the requirement of physical presence in Kyrgyzstan only applies to the constituent meeting of the NCOs or to the whole lifespan of the organization. Such a provision is also problematic in that it openly discriminates against NCOs, as no such requirement exists for commercial entities.

1299. Several provisions of the Draft Law, especially those restricting the work of foreign and Kyrgyz NGOs are not consistent with Art 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Kyrgyzstan is party, and Kyrgyzstan’s Constitution. Furthermore, as a UN member state, Kyrgyzstan is required to uphold the UN Declaration on Human Rights Defenders. The Declaration, which was adopted by the General Assembly by consensus on 9 December 1998, does not contain new rights, but merely articulates existing ones so that it is easier to apply to the practical role and situation of human rights defenders.

Letter of allegations

1300. On 7 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government concerning Ms. **Aziza Abdirasulova**, Ms. **Gulnara Djurabaeva**, Ms. **Tolekan Ismailova** and Ms. **Asiya Sasykbaeva**, who are human rights lawyers representing four persons detained in connection with recent post-election demonstrations in Bishkek.

1301. Information concerning Ms. Tolekan Ismailova was the subject of a communication sent on 10 January 2008 by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression. No response has been received yet from the Government to that communication.

1302. According to information received, on 29 July 2009, Ms. Aziza Abdirasulova, Ms. Gulnara Djurabaeva, Ms. Tolekan Ismailova and Ms. Asiya Sasykbaeva were contacted by four of the persons detained in connection with the demonstrations which took place in Bishkek regarding the results of the elections. They have represented the detained persons in the administrative hearings which took place at a Ministry of Defence facility located on the outskirts of Bishkek.

1303. On 31 July, Ms. Abdirasulova, Ms. Djurabaeva, Ms. Ismailova and Ms. Sasykbaeva protested against the arrests and detentions of demonstrators in front of the White House in Bishkek, by chaining themselves to the fence of the building. Shortly after the start of the protest, they were arrested by police officers.

1304. In a hearing held on the same day at the Pervomayski District Court of Bishkek, the four human rights defenders were charged with fines. Ms. Aziza Abdirasulova received a fine of 2.000 soms under Art.371 of the Administrative Responsibility Code for disobedience to legitimate authorities; Ms. Gulnara Djurabaeva received a fine of 1.000 soms under Art 371; Ms. Tolekan Ismailova received a fine of 500 soms under the same article, while Ms. Asiya Sasykbaeva received a fine of 2.000 soms under Art.392 of the Administrative Responsibility Code (violation of established procedure for organising and holding meetings, rallies, marches and demonstrations).

1305. Concern was expressed that the arrest and sentencing of the four human rights defenders may be related to their legitimate activities in defence of human rights, especially their work to provide legal defence to the persons arrested and detained in connection with the post-election demonstrations.

Response from the Government

1306. In a letter dated 29 September 2009, the Government responded to the communication sent on 7 August 2009. At the time of finalizing the present report, a translation of the response was not yet available.

Responses received to communications sent earlier

1307. By a letter dated 24 February 2009, the Government responded to the communication sent on 27 October 2008, regarding Mr. **Ivar Dale**, Mr. **Ramazan Dyryldaev** and Ms. **Guliza Omurzakova**.

1308. The Government reported the following information concerning the Norwegian Helsinki Committee located in Bishkek The Ministry of Internal Affairs, the State Committee for National Security and the Procurator's Office of the Kyrgyz Republic have made official enquiries concerning the complaints of the Norwegian national Ivar Dale, the Kyrgyz national Ramazan Dyryldaev and Guliza Omurzakova.

1309. A "Nelegal" raid by officers of the Ninth General Directorate of the Ministry of Internal Affairs on 9 June 2008 included checks on the activities of the staff of the Norwegian Helsinki Committee, based at Apartment 116, 77 Toktogul Street, Bishkek. At the time of the investigation, the occupant of the office was Elena Mamadnazarova, a national of the Russian Federation, who introduced herself as the programme coordinator for Central Asia. She explained that the manager of the office was Ivar Dale, a Norwegian national, who was absent at the time.

1310. In the course of inquiries, it was established that Mr. Dale had opened the representative office of the Norwegian Helsinki Committee at the above address. In reply to an enquiry from the Ministry of Internal Affairs during the course of the investigation, the Ministry of Justice stated that the Norwegian Helsinki Committee had not, since 1 January 1997, been listed on the Consolidated State Register of Legal Entities as having been either registered, reregistered or disbanded, in breach of article 20 of the Law on State Registration of Legal Entities.

1311. On 25 November 2007, the Consular Office of the Ministry of Internal Affairs issued Mr. Dale with visa No. 0229879, valid from 25 November 2007 to 25 November 2008. During the course of inquiries into Mr. Dale's reasons for being in Kyrgyzstan, it was established that he had also breached the External Migration Act. On 25 November 2007, in submitting his application for entry into the Kyrgyz Republic, Mr. Dale had provided false information about himself, thus misleading the Consular Office that had processed his entry visa. In particular, Mr. Dale had stated that the reason for his presence in the Kyrgyz Republic was tourist business, which did not correspond with the real purpose of his stay in the country. Mr. Dale breached thereby the rules on staying in the territory of the Kyrgyz Republic, as set out in article 390 of the Code of Administrative Offences and articles 17, paragraph 1, and 29, paragraph 2, of the External Migration Act.

1312. On the basis of the above, officials of No. 9 Unit of the Sverdlov District Department of Internal Affairs in Bishkek assembled the administrative evidence and dispatched it to the Sverdlov District Court for consideration. In view of the fact that Mr. Dale had departed for Norway and had been absent from the territory of the Kyrgyz Republic for over a month, the evidence was considered on 5 September 2008 by the Sverdlov District Court, which discontinued its consideration of the administrative evidence that Mr. Dale had committed an offence under article 390, paragraph 1, of the Code of Administrative Offences, since the time limit for the imposition of administrative penalties had passed.

1313. The General Directorate of the Border Service reported the arrival at Manas Airport on flight No. 179 from Moscow to Bishkek of the Norwegian national, Mr. I. Dale, born 15 June 1976, on whom there was a report outstanding that multiple-entry visa No. 0229879 had been issued on 25 November 2007 in breach of the established regulations. His visa was therefore cancelled by the consular unit at Manas Airport and he was issued with single-entry visa No. 0283656 on 22 August 2008, valid until 1 September 2008, on which he entered the Kyrgyz Republic.

1314. On 12 October 2008, Mr. Dale again arrived at Manas Airport on flight No. 179 from Moscow to Bishkek but was refused entry and left on 13 October 2008 on flight No. 1347 from Bishkek to Istanbul. The reason that Mr. Dale was refused entry was that he appeared on a list of persons prohibited entry into the territory of the Commonwealth of Independent States (CIS) under article 3 of the Protocol on cooperation in denying entry into the territory of CIS member States to persons having no grounds for entry and article 7, paragraph 2, of the External Migration Act.

1315. The decision to deny to the Norwegian national Ivar Dale entry to the Kyrgyz Republic was taken by the competent authorities on the basis of his flagrant breach of the rules and requirements of Kyrgyz legislation and lack of respect for the laws of the host country. It should be noted that this practice is widespread throughout the world by States protecting their interests and no explanation is required of them.

1316. On 15 October 2008, the duty inspector of the Ministry of Internal Affairs Road Safety Unit, Mr. T.T. Seitaliev, who was investigating the details of victims of a traffic accident using data from Bishkek Municipal Clinical Hospital No. 4 found that Mr. Ramazan Dyryldaev had attended as a patient as a result of a traffic accident at the intersection of Akhunbaev Street and Dushanbe Street in Bishkek. Mr. Dyryldaev had been given medical treatment but had refused hospitalization. The address entered in the patients' register was incorrect, being listed as 123 Ibraimov Street, Bishkek, which does not exist. Steps were taken to establish Mr. Dyryldaev's mobile telephone number and he was contacted with a view to obtaining a written statement on the accident. Mr. Dyryldaev, however, declined to meet officers of the Ministry of Internal Affairs Road Safety Unit, Bishkek, claiming that he was very busy at work and could not spare the time. Owing to an error on the part of Mr. Seitaliev, the duty inspector concerned, the accident was not duly registered. Following official enquiries, Mr. Seitaliev was released from his duties and the responsible officials who permitted the registration failure to occur were disciplined. Measures are currently being taken to draw up an official accident report and identify the vehicle that collided with the vehicle driven by Mr. Dyryldaev.

1317. The official inquiries conducted by the Ministry of Internal Affairs thus show that there was no causal link between the situation concerning the stay in the Kyrgyz Republic of the Norwegian national Ivar Dale, the road accident involving Mr. Dyryldaev and the social activities of the two men.

1318. By a letter dated 24 February 2009, the Government responded to the communication sent on 5 November 2008, concerning Mr. Maxim Kuleshov. The Government reported the following information on the arrest on 23 October 2008 of Mr. Kuleshov, Director of the Human Rights Resource Centre.

1319. Concerning the detention on 23 October 2008 of Mr. M.G. Kuleshov, Director of the Tokmok Human Rights Resource Centre, we wish to inform you that on 23 October 2008, at approximately 3.30 p.m., Mr. M.G. Kuleshov held an unauthorized meeting on the south-western side of the Kyrgyz Republic's Government House. At 3.40 p.m. on 23 October 2008, Mr. Maksim Gennadyevich Kuleshov, born 1980, residing at [illegible], d. 8A, kv.3, in the town of Tokmov, was detained by officers from the patrol and inspection service, Bishkek Central Internal Affairs Department, and taken to the May Day district police station in Bishkek. Within three hours of the compilation of administrative materials on Mr. M.G. Kuleshov concerning the commission of the offence described in articles 371 and 392 of the Code of Administrative Responsibility of the Kyrgyz Republic, the compiled materials were transferred for review to the May Day district court in Bishkek.

1320. The May Day regional court, having reviewed the materials it had received, found Mr. M.G. Kuleshov guilty of having committed an administrative offence under article 392 of the Code of Administrative Responsibility, as a result of which Mr. Kuleshov was fined 2,000 soms. Mr. Kuleshov was found innocent of committing any offence under article 371 of the Kyrgyz Code of Administrative Responsibility. However, he did infringe the requirements of Order No. 385, adopted by the Bishkek Chamber of Deputies on [illegible] December 2007, establishing the rules for holding meetings, marches, demonstrations, rallies and protests in Bishkek. He also violated the requirements of the Act on the right to assemble peacefully, without weapons, and to freely hold rallies and assemblies.

1321. Chapter 5, paragraph 2.1, of this Act states that under article 25 of the Constitution of the Kyrgyz Republic, citizens of the Kyrgyz Republic shall have the right to assemble peacefully, without weapons, and to conduct political meetings, rallies, marches, demonstrations and pickets on condition of prior notification to State or local authorities. Paragraph 2.2 of the Act states that notification of the holding of such events shall be given in writing to the office of the mayor of Bishkek or the district mayor's office no later than 10 days before the start of the event. Paragraph 2.4 of the Act states that the notification must contain information on the starting and ending time of the event, the place where it is to be held and the expected number of participants, on the organizers of the event and their commitment to respect social order and the established rules, on payment for expenditure connected with the protection of social order, medical services and the clean-up of the site following the event, with an indication of the full name, place of residence and contact telephone number of the persons responsible. Paragraph 2.5 of the Act states that notification not made in accordance with the established procedure is to be considered invalid and not taken into consideration by the local authorities. Chapter 3, paragraph 2.1, of the Act states that the holding of events on roadways or sidewalks, in green areas, squares or parks or in proximity to health and leisure institutions, childcare facilities or educational institutions, government buildings or other locations without the permission of the local Bishkek law enforcement agencies is prohibited.

1322. Those who violate the requirements of existing regulations incur responsibility in accordance with the legislation of the Kyrgyz Republic. On 5 December 2008, the Bishkek May Day district procurator's office received notice from Mr. Kuleshov of action taken against the police officers who on 2 December 2008, at approximately 2.10 p.m., detained him near the premises of the Ministry of the Interior of the Kyrgyz Republic and, having handed him over to the district police, collected administrative material on him. The Bishkek May Day district court, having reviewed the administrative material on Mr. Kuleshov, gave him a fine of 2,000 soms.

1323. The notice given by Mr. Kuleshov was reviewed by the procurator of the Bishkek

1324. May Day district court, following which, no charges were brought, in accordance with section 1, paragraph 2, of article 28 and article 156-1 of the Criminal Code, for lack of evidence of a crime. A verification of this review, carried out by the Bishkek city procurator, has yielded no evidence of violations of rights and freedoms or of unlawful activities against Mr. Kuleshov by the officers of the Bishkek district internal affairs office.

Observations

1325. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses transmitted to communications sent on 7 August 2009, 27 October 2008 and 5 November 2008. The Special Rapporteur regrets that at the time the present report was finalized, no response had been received to the communication sent on 16 February 2009. Several communications from the previous reporting cycles remain without a response. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Libyan Arab Jamahiriya

Urgent appeal

1326. On 22 January 2009, the Special Rapporteur, together with Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of indigenous people, the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Salem Madi**, Mr. **M'hamed Hamrani**, Ms **Aissa Sijouk**, Mr. **Fethi Benkhelifa** and Mr. **Mohamed Akchir**. The aforementioned human rights defenders are members of the Federal Council of the World Congress of the Amazigh (CMA). The CMA is an international NGO for the defence of the rights of the Amazigh (Berber) people, created in 1995. According to the information received:

1327. On 24 December 2008, at approximately 11 a.m., around 300 members of the organization the "Youth of Tomorrow's Libya" and the "Revolutionary Committees" gathered for a meeting in the town of Yfren, in Nefussi Province, west of Tripoli. The meeting took the form of an informal popular tribunal to try and convict defenders working on the human rights of the Amazigh people without formal judicial process. The gathering specifically targeted those human rights defenders who participated at the last General Assembly of the World Congress of the Amazigh held from 31 October – 2 November 2008 in Meknes, Morocco. At the meeting Mr Salem Mdi, Mr M'hamed Hamrani and Ms Aissa Sijouk were publicly accused of being separatists and working for foreign interests. Mr Fethi Benkhelifa and Mr Mohamed Akchir were also part of the list of defendants mentioned during the meeting.

1328. After approximately one hour, the leaders of the meeting, whose identity is known to the Special Rapporteurs, called on the individuals present to attack the homes of the CMA members. A crowd of some 500 people, which included plain-clothes police officers and was surrounded by soldiers, gathered outside the residence of Mr. Salem Madi. The assembled group threw stones at the home, breaking several windows. The home of an elderly woman, Ms. Aicha

Elkeblaoui, was also damaged. Unidentified individuals also painted “Death to traitors” and other threats on the front of the residence. The police and military officers present did not intervene.

1329. Prior to departing from the scene, organizers of the meeting threatened to kill anyone who participated in any meeting concerning the “Amazigh issue.” They also announced that punitive measures would be conducted in the coming days against Amazigh activists, especially in the localities of Zuwara, Jadu, Cabao and Ubari. To date these death threats have not been implemented. Following the attack on his home, Mr. Salem Madi filed a complaint with the Yfren Court. As yet, no response has been received.

1330. Concern is expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr Salem Madi, Mr M’hamed Hamrani, Ms Aissa Sijouk, Mr Fethi Benkhelifa and Mr Mohamed Akchir. Further concern is expressed that the harassment of, and attacks on, the above-mentioned persons may be related to their activities defending human rights, in particular the rights of the Amazigh people.

Urgent appeal

1331. On 31 March 2009, the Special Rapporteur, together with Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Fouad Ben Amrane**, Mr. **Maître Fethi Therbel** and Mr. **Hoseine El Madani**. According to the information received:

1332. It was reported that on 26 March 2009, Mr. Fouad Ben Amrane, Mr. Maître Fethi Therbel and Mr. Hoseine El Madani were allegedly arrested, at their respective places of residence, by security forces who did not present an arrest or house-search warrant and who confiscated computers and documents. Allegedly, such action is related to Mr. Ben Amrane, Mr. Fethi Therbel and Mr. El Madani’s denounce of cases of enforced disappearances and requests addressed to the Libyan Government for appropriate investigations in human rights violations. Their fate and whereabouts remain unknown.

1333. The Working Group wishes to request that appropriate investigations be carried out to clarify the fate and whereabouts of Mr. Fouad Ben Amrane, Mr. Maître Fethi Therbel and Mr. Hoseine El Madani and to protect their rights. The Working Group would appreciate receiving, with the utmost urgency, any information your Excellency’s government may provide on this case and the results of the investigation.

Letter of allegations

1334. On 25 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent a letter of allegations to the Government concerning the death of Mr **Fathi El-Jahmi** while deprived of his liberty. Mr Fathi El-Jahmi was an activist advocating political reform in Libya.

1335. Mr El-Jahmi was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special

Rapporteur on Torture on 4 February 2008 and an urgent appeal sent by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 22 April 2004. To date, no reply to either these communications has been received. According to the new information received:

1336. On 21 May 2009, Mr. El-Jahmi reportedly died in a hospital in Amman, Jordan. He had allegedly been transferred by Libyan security agents from the Tripoli Medical Centre some weeks earlier for emergency medical care while he was allegedly in a comatose or semi-conscious state and his breathing reliant on a ventilator. Following his death, Libyan security agents reportedly supervised the repatriation of Mr. El-Jahmi's body to Benghazi, Libya, where he is said to have been buried without an autopsy having taken place.

1337. Following a visit of a physician of the non-governmental organization Physicians for Human Rights in March 2008, a report on Mr. El-Jahmi in detention concluded, "[n]ot only was he inappropriately confined in hospital for many months – he was also placed in a psychiatric facility without cause, and the Libyan Government never provided any evidence to support such an intervention".

1338. Concern is expressed that the death of Mr Fathi El-Jahmi, while deprived of his liberty, might be related to a failure to provide adequate medical assistance.

Response from the Government

1339. At the time this report was finalized, the reply of the Government of 10 December 2009 had not been translated.

Observations

1340. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of the present report, the Government had not transmitted any replies to her communications of 22 January 2009 and 31 March 2009. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Lithuania

Urgent appeal

1341. On 16 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the **adoption of the Law on the Protection of Minors against the Detrimental Effect of Public Information**.

1342. According to information received, on 14 July 2009, the Seimas (Lithuanian Parliament) voted to adopt the "Law on the Protection of Minors against the Detrimental Effect of Public Information". The legislation had initially been passed by the Seimas on 16 June only to be vetoed by former President Valdas Adamkus one week later. The Presidential veto was

overturned by a majority vote of 87 representatives. The law takes effect after the new President Ms. Dalia Grybauskaite signs it into law, which she is reportedly required to do within three days.

1343. The "Law on the Protection of Minors against the Detrimental Effect of Public Information" seeks to ban public dissemination of information considered harmful to the mental health or the intellectual and moral development of minors. It would also ban all materials that "agitate for homosexual, bisexual and polygamous relations" from schools or other public places where they can be seen by youth.

1344. The Law classifies public information about homosexuality and bisexuality in the same category as other prohibited material, such as that which portrays physical or psychological violence and graphic depictions of dead bodies.

1345. In December 2008, a joint statement on human rights and sexual orientation and gender identity, was presented by 66 States, including Lithuania, at the United Nations General Assembly. The statement called upon other States to promote and protect the human rights of all persons, regardless of their sexual orientation or gender identity and to remove obstacles that prevent human rights defenders from carrying out their work on issues of human rights and sexual orientation and gender identity.

1346. Concern was expressed that the aforementioned legislation may result in an involuntary limitation of the right of freedom of expression in Lithuania. Further concern was expressed that the law could be applied to limit the legitimate work of human rights defenders, particularly those working to defend the rights of Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender (LGBT) people in the country.

Response from the Government

1347. In a letter dated 11 September 2009, the Government responded to the communication sent on 16 July 2009. The Government transmitted the response of the Ministry of Culture of Lithuania as follows.

1348. Accuracy of the facts. The Law on the Protection of Minors against the Detrimental Effect of Public Information was signed by the President Ms. Dalia Grybauskaitė and published on 21 July 2009 (Official Journal, 2009, No. 86-3637) and takes effect only on 1 March 2010, not immediately after the President had signed it.

1349. The Law does not classify all public information about homosexuality and bisexuality as harmful information, but Article 4, provision 14 states that, "Public information having a detrimental effect on the mental health, physical, intellectual, or moral development of minors shall be considered the information (...) whereby homosexual, bisexual or polygamous relations are promoted". It is necessary to mention that the Law does not restrict or limit accumulation and/or dissemination of information about homosexual, bisexual or polygamous relationship. The Law only limits direct and public information propaganda for minors of homosexual, bisexual or polygamous relationship. Furthermore, Article 5 of the Law stipulates that any public information may be non-assigned to the category of information having a detrimental effect on the mental health, physical, intellectual or moral development of minors where it conforms to the criteria set out in sub-paragraphs 1-19 of paragraph 1 of Article 4 of this Law, whereas it

conforms one of these criteria: 1) its content is composed only of information about events, political, social, religious beliefs or outlook; 2) the information is significant from a scientific or artistic point of view or it is necessary for research and education; 3) there is a public interest to make it available to the public; 4) its scope and effect are minor. Therefore, there is no presumption to allege that all information about homosexual, bisexual or polygamous relationship is forbidden.

1350. Currently, the Ministry of Culture had presented and registered new draft of the Law on the Protection of Minors against the Detrimental Effect of Public Information Article 4 provision 14, whereas norm “whereby homosexual, bisexual or polygamous relations are promoted” should be changed into “whereby sexual relations are promoted deliberately” (Project registered in Lithuanian Parliament on 27 July 2009, project No. XIP-953). This Project will be considered in the next session of the Seimas beginning in September 2009.

1351. Freedom of expression of LGBT people. There is no special legal regulation for freedom of expression of LGBT people whereas the Constitution of Lithuania states the respect of human rights (including freedom of expression) of all groups of people, not excepting LGBT people. Article 25 of the Constitution states that “the human being shall have the right to have his own convictions and freely express them”. As well as Article 29 of the Constitution states that “All persons shall be equal before the law, the court and other State institutions and officials. The rights of the human being may not be restricted, nor may he be granted any privileges on the ground of gender, race, nationality, language, origin, social status, belief, convictions, or views”. Therefore it fully complies with the International Covenant on Civil and Political Rights and other international treaties, as mentioned above.

1352. Compatibility of the Law with international human rights norms and standards. Children’s rights and their welfare are covered in a number of pieces of legislation. A World Fit for Children Declaration adopted by the United Nations General Assembly in 2002 encourages states to create a world in which all girls and boys can enjoy childhood, in which they are loved, respected and cherished, where their safety is paramount and where they can develop in health, peace and dignity. Article 17 of the United Nations Convention on the Rights of the Child stipulates that “States Parties shall (...) encourage the development of appropriate guidelines for the protection of the child from information and material injurious to his or her well-being”. In its Concluding Observations of 26 January 2001 regarding the initial report of Lithuania on the implementation of the UN Convention on the Rights of the Child in Lithuania, the United Nations Committee on the Rights of the Child encouraged Lithuania “to further enforce appropriate guidelines and legislation for the protection of the child from information and material injurious to his or her development, in particular violence and pornography”.

1353. While legislating the Law on the Protection of Minors against the detrimental effect of Public information Lithuanian Parliament is pursuing the goal of balance between the freedom of expression, freedom of thought or freedom of association as stated in the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, Charter of Fundamental Rights of the European Union, the International Covenant on Civil and Political Rights and the Declaration on Human Rights Defenders and public interest to protect minors from public information which may have a negative impact on minors’ health, physical, intellectual and/or moral development, that is trying to protect the morality of minors. This duty for the State to protect minors derives also from EU Directive 89/552/EC, which stated that “Member States

shall take appropriate measures to ensure that television broadcasts by broadcasters under their jurisdiction do not include any programmes which might seriously impair the physical, mental or moral development of minors, in particular programmes that involve pornography or gratuitous violence” (Art 22). It is necessary to remark that the European Human Rights Court in case *Handyside v. United Kingdom* in 1976 December 7th decision noted that there is no unanimous concept of morality, therefore every member state has a right to evaluation freedom when taking measures to protect persons’ morality. Moreover, international legal acts regulating freedom of expression stipulate some possibilities to take restrictions to freedom of expression or freedom of association. And one of the versatile restrictions to freedom to expression and freedom of association is made with the purpose to protect persons’ morality. Therefore the Law sets few restrictions, which are taken to protect minors as a special group and are justified as essential and proportional. Once again, the Law does not discriminate against or prohibit any kind of relationship or lifestyle, which is a freedom and right to a private life of every individual. On the contrary, the Law provides for the criteria which prohibit any kind of sexual propaganda targeted at minors since it has a negative impact on their development. Moreover, freedom of association as it is set in the International Covenant on Civil and Political Rights and the Declaration on Human Rights Defenders may be enjoyed as it complies with the Article 5 of the Law (“Non-assignment of Public Information to the Category of Information Having a Detrimental Effect on the Development of Minors”).

1354. It is noteworthy that the Lithuanian Human Rights Association had made a public statement (20 July 2009), stating and both regretting that criticism of the Law is ungrounded. The Association had reviewed and evaluated legal liabilities of Lithuania in the area of human rights and made a statement that none of the Law norms contravene with the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (article 9 – Freedom of thought, conscience and religion, Article 10 – Freedom of expression, Article 14 – Prohibition of discrimination).

Observations

1355. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed response transmitted.

Malaysia

Letter of allegations

1356. On 12 June 2009, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the situation of Mr. **V. Ganabatirau**, Mr. **R. Kenghadharan** and Mr. **M. Manoharan**, lawyers of the Hindu Rights Action Force (HINDRAF), Mr. **P. Uthayakumar**, legal adviser, and Mr. **T. Vasanthakumar**, organizing secretary of the same organization.

1357. The five afore mentioned persons were the subject of a first urgent appeal sent on 27 December 2007 by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the former Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders. A second urgent appeal was sent on 21 April 2008, by the Special

Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression.

1358. According to new information received, after being arrested on 13 December 2007, under Section 8(1) of the Internal Security Act (ISA), for carrying out activities threatening the national security of the State, Mr. V. Ganabatirau, Mr. R. Kenghadharan, Mr. P. Uthayakumar, Mr. M. Manoharan, and Mr. T. Vasanthakumar, challenged their detention on several occasions. On 26 February 2008, the Kuala Lumpur High Court rejected their habeas corpus applications. On 14 May 2008, an appeal of this decision was dismissed.

1359. A new habeas corpus appeal before the Apex Court is still pending. Although, on 11 February 2009, the Federal Court unanimously dismissed the five HINDRAF leader's motion for review of their habeas corpus application, confirming precedent judicial decisions in which it was stated that the Prime Minister could order a person to be detained under Section 8 of the ISA without waiting for full investigation by the police.

1360. On 5 April 2009, 13 detainees under the ISA were removed from the Kemta Prison, Kamunting, Perak, including Mr. V Ganabatirau and Mr. R. Kenghadharan, and were placed under the Restricted Residence Act (RRA). Mr. P. Uthayakumar, Mr. M. Manoharan and Mr. T. Vasanthakumar remained detained under the ISA at the Kemta Prison, Kamunting, Perak.

Letter of allegations

1361. On 20 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations concerning the **repression of peaceful demonstrations** and the **arrest of approximately 600 protesters, including 40 minors**.

1362. According to information received, on 1 August 2009, peaceful demonstrations against the Internal Security Act (ISA) took place in Kuala Lumpur at three locations (Masjid Jamek and Msjid Negara mosques and Sogo Shopping Centre). It has been reported that police used tear gas, water cannons and chemically-laced water to disperse the growing crowds.

1363. Police also allegedly arrested nearly 600 people, including 40 minors. Some of the persons arrested were charged under the Police Act, which requires a permit for gatherings of four or more people, or under the Societies Act for distributing T-shirts for the demonstrations. Prominent opposition politicians and leaders of the anti-ISA movement were reportedly targeted for arrests by the police and were consequently charged with illegal assembly.

1364. Concern was expressed that the measures taken by the police against peaceful demonstrators might be an attempt to stifle the right to freedom of expression and the related right to peaceful assembly and association.

Response from the Government

1365. In a letter dated 24 November 2009, the Government responded to the letter of allegations, indicating that the summary of the case outlined by the experts in the communication is not entirely accurate. The Government clarified that the anti-ISA demonstration on 1 August 2009 was not peaceful, since it caused severe traffic disruptions on all major roads in Kuala Lumpur. Further, due to the large influx of protesters from outside Kuala Lumpur, the transportation system and the economic sector such as businesses, tourism and public services in the city centre were seriously and adversely affected by that demonstration.

1366. The police had issued a warning through the mass media three days before the demonstrations took place, informing the public that no application under relevant laws was made by any part staging the demonstration and no permit was issued for the demonstration that took place. Through loudspeakers, the police had repeatedly urged the protesters who had assembled and blocked major roads to disperse. Nevertheless, the requests and warnings of the police were ignored and the protesters grew more violent. Consequently, the police used water canons and tear gas to disperse the mob. Such measures were only applied as a last resort when repeated attempts by the police to ask the protesters to disperse voluntarily were ignored. At no time was chemically-laced water used on the protesters.

1367. During the course of its operations related to the demonstration, the police had made 458 arrests. All arrests were legally executed under the relevant laws. Out of the 458, 377 persons were released within 24 hours of their arrest. The remaining 81 persons, including 4 minors aged between 13 and 16 years, were held under remand. Subsequently, 52 persons, including 3 minors, were released. The remaining 29 persons were formally charged under section 27(5) of the Police Act 1966 1967 (act 344) and section 143 of the Penal Code (Act 574) on 3 August 2009, including 1 minor who was formally charged under section 43 of the Societies Act 1966 (act 335). The detained minors were not handcuffed and were held in a separate lock-up for minors at Petaling Jaya police station. They were afforded the right to counsel as soon as practicable as provided for under the Federal Constitution. All detainees, including the minors, were given food when they were taken in for documentation and during their detention in lock-up. The basic rights of the arrested persons, including the minors, were neither breached, nor compromised in any way.

1368. The roadblocks set up at 00.00 hours on 31 July 2009 were aimed at ensuring public safety and security, and there was no security blockade imposed by the Government on train stations, Light Rail Transit and Monorail users. Those persons who wore black and red T-shirts with various slogans were arrested due to their participation in the unlawful demonstration or having the common intention to participate in the unlawful demonstration. No blanket ban on the wearing of black and red T-shirts was imposed.

1369. In depositing its instrument of ratification to the Convention on the Rights of the Child (CRC), Malaysia had submitted reservations against article 37 to the effect that it will only apply if it is in conformity with the federal Constitution, national laws and policies of the Government. The Child Act 2001 (Act 611) sufficiently protects the rights of children who are detained or arrested. In particular, section 85(1) of Act 611 provides that appropriate arrangements should be made to separate child and adult offenders in detention. The arrest and detention of minors were

undertaken in full compliance with the relevant national laws and despite its reservations, is fully consonant with the provisions of article 37 of CRC.

1370. Article 10(1)(b) of the Federal Constitution guarantees the right to peaceful assembly subject to restrictions which may be imposed by Parliament pursuant to article 10(2)(b). Section 27 of Act 344 empowers the Royal Malaysian Police to regulate assemblies, meetings and processions in public places. Under section 27(2), any person intending to convene an assembly, meeting and procession in any public place is required to apply to the Officer in Charge of a Police District or any other police officer duly authorized by him in writing has the power to give directions on how assemblies, meeting, processions may be held in public places. Under section 27(2A), an application for a license to assemble in public shall wither be made jointly by three individuals or an organization. Under section 27(3), an assembly in respect of which a licence has not been issued may be stopped by any police officer and the failure to disperse in accordance with such instructions amounts to an offence under section 27(4).

1371. The Government adheres to the underlying philosophy and norms set forth in articles 19 and 20(1) of the UDHR, and articles 5(a) and 12 of the Declaration on Human Rights Defenders. Nonetheless, Malaysia notes that article 29(2) of the UDHR determines that in the exercise of the abovementioned rights and freedoms, everyone shall be subject to such limitations as are determined by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting just requirement of morality, public order and general welfare in a democratic society. Seen in this light, it is therefore clear that the provisions of Act 344 are in full compliance with international norms and standards on the right to freedom of assembly. At the same time, Malaysia remains under a special duty and obligation to enforce the relevant laws to ensure that assemblies respect the rights of the general public and does not interfere with public order.

1372. The Societies Act 1966 (Act 335) was introduced to regulate the registration of societies. It does not impose a blanket prohibition on the right of individuals to form, join or participate in any association (see sections 5, 6, 7, 41 and 43 of Act 335). The Government understands that the Declaration on Human Rights Defenders outlines some specific duties of the State and responsibilities of every person regarding defending human rights. However, the Declaration is not, in itself, a legally binding instrument although it represents a series of principles and rights that are reflective of human rights standards. The Government is aware of articles 5(b), 6, 12(1) and 17 of the Declaration. The “limitations” to the freedom of association as provided by Act 335 were established in line with article 10(1)(c) and 10(2)(c) of the Federal Constitution. These are the “limitations” as “determined by laws solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting just requirements of morality, public order and the general welfare in a democratic society”, as provided by article 17 of the Declaration and the requirements of morality, public order and general welfare. Therefore, Act 335 is in full compliance and is compatible with international norms and standards on the right to freedom of association.

1373. The ISA (Act 82) was promulgated to provide for the internal security of Malaysia, the prevention of subversion, the suppression of organized violence against persons and property in specified areas of Malaysia, and for matters incidental thereto. The Act contains sufficient safeguards against possible abuses which are further reinforced by provisions in other relevant and related legislation. Paragraphs 10, 12 and 13 of Opinions No. 10/2004 of the Working Group

on Arbitrary Detention imply that the application of the ISA for incommunicado detention without trial constitutes a breach of international law. The Government strongly objects to this opinion as all ISA detainees are granted visitation rights to meet with family members and legal counsel. ISA detainees are also afforded the right in law to file for a writ of habeas corpus at any time and as many times as they wish, following detention. Section 365 of the Criminal Procedure Code (Act 593) stipulates that the High Court may, upon the application by the detained person, whenever it thinks fit, direct that any person who is alleged to be illegally or improperly detained in public or private custody within the limits of Malaysia, be set at liberty. The Government further highlights the role of the Advisory Board as provided under the Act, particularly in reviewing representations by ISA detainees. In brief, the Advisory Board comprises a Chairman and two members, all of whom are appointed by the Yang di-Pertuan Agong (the Supreme Ruler of Malaysia), by virtue of article 151(2) of the Federal Constitution. The Chairman of the Advisory Board shall be or have been, or be qualified to be, a judge of the Federal Court, the Court of Appeal or a High Court, or shall before Malaysia Day have been a judge of the Supreme Court. It is therefore clear that the ISA is in compliance and consonant with the UDHR, bearing in mind that the exercise of the rights referred to under articles 9, 10 and 11 are subject to article 29(2) of the UDHR. The Government emphasizes that persons detained under the ISA are not held incommunicado, unlike in other jurisdictions.

1374. While Malaysia is not a State party to the ICCPR, it nonetheless adheres to fundamental precepts of it (see article 9(1)). The Government is further committed to related international norms, including the Body of Principles for the Protection of All Persons under any form of Detention or Imprisonment. Finally, in arriving at the observations, conclusions and recommendations set forth in its Opinion No. 10/2004, the WGAD had arrived at and rendered the said opinion without the benefit of any response on the issue from the Government. That notwithstanding, the Government renews its commitment to continue cooperating with the Special Procedures of the UN Human Rights Council.

Response from the Government to a communication sent before the reporting period

1375. In a letter dated 15 January 2009, the Government informed that on 23 October 2008 at 3.30pm, a group of 11 HINDRAF supporters, led by Jayathas a/l Sirkunavelu (HINDRAF's National Information Chief) had gathered in front of the Prime Minister's Office with the intention of submitting a memorandum calling for the release of five HINDRAF leaders who have been detained under the ISA. At 3.50pm, after Jayathas a/l Sirkunavelu held a press conference, the police arrested all those present for an offence under section 48 of the Societies Act 1966. Those arrested were as follows: Jayathas a/l Sirkunavelu, Kanan a/l Ramasamy, Tamaraju a/l Ponnusamy, Rajasegaran a/l Marimuthu, Balakrishnan a/l Kunjo Nair, Sundram a/l Periannai, Sivakumar a/l Santhosam, Pobalan a/l Sreedharan, Lourdemary a/p N.Vasu Pillai, Waytha Nayaji a/p Ponnusamy, and Nagaswary a/p Karuppen.

1376. The police offered to release Nagaswary a/p Karuppen on humanitarian grounds and due to the fact that she had a daughter, but she refused and chose instead to remain at the Police Station even though she was not under police custody. Vwaishhannavi a/p Waytha Moorthy (the daughter of Waytha Moorthy) was never arrested because of her age (she was 6 years old at the time of the incident). Nonetheless, she remained at the Police Station under the care of her mother Nagaswary a/p Karuppen. Both chose to stay at the Police Station on their own volition

as a show of support for the others that were detained. Both left the Police Station the next morning at 7 a.m.

1377. On 24 October 2008, nine out of the ten detained were produced before the Putrajaya Magistrates Court as required by law. The Magistrates Court allowed a remand period of two days for further investigation until 26 October 2008. Jayathas a/l Sirkunavelu is a haemodialysis patient, so a remand order was issued, but with the necessary medical treatment to be given to him by the Putrajaya Hospital. The detainees were represented by 8 counsels of their choice, led by Counsel N. Surendren.

1378. All those detained were released on 26 October 2008 with police bail whereby there were instructed to report to the Police Station on 25 November 2008 pending investigations.

1379. On 15 October 2008, HINDRAF was declared as an illegal organization under section 5(1) of the Societies Act 1966. The decision was made after continuous monitoring and investigation on HINDRAF's activities by the ROS and Home Ministry which categorically found that HINDRAF's activities had contravened the Societies Act 1966. During the monitoring and investigations, the authorities noted that HINDRAF actively organized illegal assemblies and incited hatred among Indians against the Malays. If these actions remained undeterred, it could trigger conflicts or religious/racial riots in the country which will surely be harmful to the security of Malaysia. This was deemed "incompatible with the interest of the security of Malaysia or any part thereof, public order or morality".

1380. The detention is a direct consequence of the incitement of hatred, which in a multi-racial State like Malaysia, would not only be detrimental, but also very dangerous as it may lead to racial violence. As such, the detention was a necessary preventive act before the tension swelled and grew out of hand. The detention was not due to the fact that HINDRAF was defending ethnic Indian rights as alleged.

1381. HINDRAF made an application for registration on 16 October 2007 to the ROS, but the ROS has not approved the said application at that time. As such, legally, HINDRAF is illegal as it is not registered under the Societies Act 1966. Thus, from the date of its formation till 15 October 2008, HINDRAF was acting as an illegal organization.

1382. Based on official records, no complaint has been lodged by the detainees or their representatives. However, the detainees or their representatives may lodge complaints in compliance with the applicable laws.

1383. The case has been classified as "no further action" by the Attorney General due to the lack of evidence to prosecute. The Malaysian police had requested that the Attorney General review the decision. As of today, there is no change in the status of the case.

1384. The Government of Malaysia would like to state that the Malaysian police acted under the provisions of law to arrest and detain the aforementioned persons. The applicable laws are section 20 of the Police Act, section 117 of the Criminal Procedure Code and section 48 of the Societies Act 1966. The police officers were acting within the powers provided by law to them under section 20(3) of the Police Act. In the present case, the police detained the suspects for an offence under section 48 of the Societies Act.

1385. The Government of Malaysia fully understands that the freedom of expression, opinion and association are some of the fundamental human rights which are enshrined in various international human rights instruments. In Malaysia, the freedom of expression and association are guaranteed under the Federal Constitution. The restrictions imposed under article 10(2) are consistent with the position under the international human rights instruments which recognizes certain restriction in the exercise of the right to freedom of opinion, expression, assembly and association. At the outset, the Special Rapporteurs and the Expert are aware that Malaysia is not a party to the ICCPR. It is also noted that both the UDHR and the Declaration on Human Rights Defenders are not legally binding on States. Notwithstanding that, Malaysia adheres to the philosophy and norms set out in the ICCPR and the Declaration, and asserts that the provisions of the Federal Constitution of Malaysia and legislative framework of Malaysia generally conform to the philosophy, concepts, norms and provisions of the ICCPR, the UDHR and the Declaration on Human Rights Defenders.

1386. The Government of Malaysia finally reiterates its adherence and commitments on its prime responsibility and duty to protect, promote and implement all human rights and fundamental freedoms, inter alia, by adopting such steps as may be necessary to create all conditions necessary in the social, economic, political and other fields, as well as the legal guarantees required to ensure that all persons under its jurisdiction, individually and in association with others, are able to enjoy all those rights and freedoms, within the confines of the provisions of the Federal Constitution, domestic laws and applicable provisions of international law.

Observations

1387. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 12 June 2009 and 15 September 2008. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1388. The Special Rapporteur urges the Government of Malaysia to make every effort to create an environment conducive to the work of human rights defenders who support the rights of minorities and indigenous peoples, as well as labour rights.

1389. The Special Rapporteur hopes the Government of Malaysia will respond favourably to her follow-up request for visit sent on 21 January 2010 (former requests were made by the then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders on 8 July 2002 and 2 December 2004).

Mauritania

Appel urgent

1390. Le 8 avril 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel

urgent sur la situation de M. **Boubacar Messaoud**, président de l'association SOS-Esclaves et membre de la Commission nationale des droits de l'homme de Mauritanie, ainsi que d'autres personnes ayant pris part à la marche pacifique du 2 avril 2009. M. Messaoud a fait l'objet d'une lettre d'allégation envoyée par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire Général sur la situation des défenseurs des droits de l'homme le 5 décembre 2003. Nous n'avons pas reçu, à ce jour, de réponse du Gouvernement de Votre Excellence à cette communication. Selon les informations reçues :

1391. Le 2 avril 2009, M. Boubacar Messaoud aurait été agressé par un groupe de quatre policiers au cours d'une marche présentée comme pacifique et organisée par la Coordination des forces démocratiques, qui regroupe des partis politiques de l'opposition ainsi que des organisations de la société civile, dont des organisations de défense des droits de l'homme. Cette marche avait pour but de dénoncer le coup d'Etat militaire du 6 août 2008. M. Messaoud aurait été mis à genoux et assommé par un coup de matraque porté à sa nuque. Une fois évanoui, les policiers auraient continué de le frapper et l'auraient trainé à terre en direction du coffre d'une voiture banalisée. Deux passantes auraient alors reconnu M. Messaoud et auraient crié son nom afin d'ameuter d'autres passants, faisant ainsi fuir les policiers. M. Messaoud se serait rendu le lendemain à l'hôpital pour passer un scanner.

1392. Plusieurs autres personnes, notamment des opposants politiques, auraient également été rouées de coups par la police au cours de cette marche.

1393. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'usage excessif de la force contre M. Messaoud et d'autres manifestants ayant pris part à la marche du 2 avril 2009 soit lié à l'exercice pacifique de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Réponse du Gouvernement

1394. Le 27 avril 2009, le Gouvernement mauritanien a répondu à l'appel urgent du 8 avril 2009. Le Gouvernement informe que les allégations relatives à une agression dont M. Messaoud, qui prenait part à une manifestation non autorisée, aurait été victime, sont inexactes. M. Messaoud faisait partie de la masse d'individus qui a été sommée de quitter la voie publique comme le prévoient les lois et textes préservant l'ordre public et notamment l'article 101 du code pénal.

1395. L'accusation d'enlèvement de M. Messaoud est infondée. Il est constaté que celui-ci n'a pas été en contact avec les policiers qui ne le reconnaissent pas parmi le groupe. A ce jour, aucune plainte n'a été déposée par M. Messaoud ou en son nom pour agression ou enlèvement.

Observations

1396. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour sa réponse, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse à la communication en date du 3 septembre 2008. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celle-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour

assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

Mexico

Llamamiento urgente

1397. El 20 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el acoso y ataque del Sr. **Rubén Valencia Núñez**, integrante de Voces Oaxaqueñas Construyendo Autonomía y Libertad (VOCAL).

1398. VOCAL es parte de la del Consejo Estatal de la Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca (APPO) una organización sombrilla que encabezó las protestas que estallaron en el estado de Oaxaca en 2006 y 2007 para pedir la dimisión del gobernador del estado el quien acusan de corrupción y de actos de represión.

1399. Según la información recibida, el 8 de diciembre de 2008, el Sr. Rubén Valencia Núñez se ha pronunciado públicamente contra la policía estatal y municipal, después de un asalto policial que se habría llevado a cabo contra una casa en la que un grupo de jóvenes activistas habrían organizado actividades culturales y políticas. La policía habría utilizado porras y gas lacrimógeno para entrar por la fuerza en la casa.

1400. Según las informaciones recibidas, el 10 de enero de 2009, aproximadamente a las 23h00, cuando el Sr. Rubén Valencia Núñez caminaba por el centro de la ciudad de Oaxaca con un amigo, tres hombres desconocidos le habrían gritados insultos desde un automóvil. Uno de los hombres habría tratado de salir del auto, pero sus compañeros le persuadieron de que no lo hiciera, y el auto se habría marchado.

1401. Temiendo por su seguridad, el Sr. Rubén Valencia Núñez y su amigo habrían entrados en un café. Cinco minutos después, el hombre que habría tratado de salir del auto habría entrado en el café y habría apuñalado al Sr. Rubén Valencia Núñez con un cuchillo, hiriéndole en la cabeza y el cuello. En la lucha, un camarero habría recibido también una cuchilla en el cuello. El Sr. Rubén Valencia Núñez fue llevado al hospital, pero ya ha recibido el alta.

1402. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Rubén Valencia Núñez. Se expresó temor que el ataque contra el Sr. Rubén Valencia Núñez podría estar relacionado con sus actividades legítimas en la defensa de los derechos humanos como integrante de VOCAL, específicamente por su tarea en contra la corrupción estatal.

Llamamiento urgente

1403. El 10 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias, el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas y el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención

urgente del Gobierno la información recibida en relación con la desaparición forzada y asesinato de los Sres. **Manuel Ponce Rosas** y **Raúl Lucas Lucía** y las amenazas recibidas por parte de las familias de los difuntos, por la Sra. Guadalupe Castro Morales, esposa de Raúl Lucas Lucía, y sus hijos y su hermana la Sra. Carmen Lucas Lucía.

1404. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía ocupaban los cargos de Secretario y Presidente, respectivamente, de la Organización para el Futuro del Pueblo Mixteco (OFPM). Esta organización se creó a partir de la Organización del Pueblo Indígena Me Phaa (OPIM), otra organización indígena en la zona de la Costa Chica. Ambas organizaciones, las cuales están constituidas por comunidades indígenas de la zona (Tlapanecos y Mixtecos), se dedican a la defensa del territorio y recursos naturales y han denunciado presuntas violaciones de derechos humanos por parte del Ejército Mexicano en la zona.

1405. La OFPM tiene su base en la capital municipal de Ayutla de los Libres y defiende los derechos de los pueblos indígenas de la región a través de la denuncia de violaciones de derechos humanos, así como creando y gestionando proyectos para mejorar la calidad de vida de los grupos indígenas. La OPIM fue fundada en 2002 para defender y promover los derechos de las personas indígenas Me'phaa en México. Entre otros proyectos, la OPIM aboga por la justicia y la reparación de las violaciones de derechos humanos cometidas por parte del Ejército Mexicano contra la comunidad.

1406. El 19 de febrero de 2009, el Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias, envió un llamamiento urgente al Gobierno de México en torno a la desaparición de los Sres. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía. Aunque el Gobierno respondió a la comunicación del Grupo el 26 de febrero de 2009, dicha comunicación no se recibió hasta el 5 de marzo de 2009. En su respuesta, el Gobierno informó de la causa de la muerte de ambos señores y de las circunstancias en que los cadáveres fueron encontrados. También se les informó sobre las investigaciones judiciales llevadas a cabo sobre la desaparición de los Sres. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía.

1407. La OPIM ya fue objeto de varias comunicaciones de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos que envió una carta el 22 de julio de 2008 y de su predecesora, que envió una carta el 28 de febrero de 2008. La Relatora Especial lamentó no haber recibido respuesta a estas comunicaciones en el momento de finalización de la comunicación.

1408. Según la información recibida, el 13 de febrero de 2009, aproximadamente a la 13h35, los Sres. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía habrían sido detenidos por tres hombres armados que se identificaron como policías. En el momento del incidente, Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía se hallarían en la inauguración de unas oficinas en Plan de Ayutla, una escuela secundaria federal ubicada en el Boulevard, carretera Ayutla-Tecoanapa, Ayutla de los Libres, Estado de Guerrero. Los señores habrían sido invitados por la esposa de Raúl, Guadalupe, quien es regidora del Municipio en asuntos indígenas.

1409. Entre las 35 personas que asistieron al acto, se encontraban algunos representantes de las autoridades municipales. El Director de Seguridad Pública de Ayutla y aproximadamente 25 agentes de la Policía Preventiva Federal, vigilaban la zona. Sin embargo, aproximadamente a la 13h00, el Capitán de la policía habría recibido una llamada a su teléfono móvil y él y sus

hombres habrían abandonado el lugar en dirección al centro de Ayutla. Aproximadamente a la 13h15 habrían llegado tres individuos que, según algunos testigos, se habrían presentado como miembros de la policía ministerial del Estado de Guerrero. Las tres personas habrían estado vestidas de civiles, llevarían un corte de cabello al estilo militar y habrían portado armas de corto alcance. Un hombre habría amenazado a Manuel Ponce Rosas con un arma de fuego y al intervenir Raúl Lucas Lucía, le habría golpeado en la cabeza con el arma. Otros dos hombres armados habrían obligado a Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía a salir del lugar de los hechos. Un cuarto hombre les habría esperado a la salida donde se habría obligado a Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía a subir a un vehículo Domsan negro con vidrios polarizados y sin placas de matriculación.

1410. Aproximadamente a las 14h30, la Sra. Guadalupe Castro Morales, la esposa de Raúl Lucas Lucía, habría recibido una llamada telefónica desde el número de teléfono móvil de Manuel Ponce Rosas. Al contestar, una voz masculina le habría amenazado diciendo: “[...] esto les pasa por defender indios”. El interlocutor habría colgado cuando la Sra. Castro Morales le hubiese pedido que pusiera a los hombres en libertad y que no les hiciese daño.

1411. El mismo día Guadalupe Castro Morales habría acudido a la Oficina del Fiscal del Departamento de Justicia del Estado de Guerrero en Ayutla para denunciar las desapariciones. Según la información recibida, el personal presente se habría negado a abrir investigaciones y sólo habría establecido un antecedente legal a través del acto ministerial número ALLE/SC/03/A/W015/2009. Junto con Margarita Martín de las Nieves, la esposa de Manuel Ponce Rosas, Guadalupe Castro Morales también habría registrado una denuncia por arrestos comunicados en la Séptima Corte del Distrito en Chilpancingo, Guerrero y habría pedido que se buscara a los desaparecidos en las instalaciones de la policía y de las fuerzas armadas.

1412. Entre la tarde del 13 de febrero y el 14 de febrero de 2009, la Sra. Castro Morales habría visto a varios hombres desconocidos pararse en la esquina frente a su casa en dos ocasiones. Debido al temor a que sus movimientos fuesen vigilados, habría tenido que abandonar su casa temporalmente.

1413. En la madrugada del jueves 19 de febrero de 2009, Margarita Martín de las Nieves y Guadalupe Castro Morales habrían recibido una llamada donde al parecer se escuchaba la voz de Raúl Lucas Lucía siendo torturado. Las personas que habrían llamado habrían informado que estaban vigilando a la familia y les habrían amenazado con llevarse también a la hija de Raúl de 15 años, si continuaban activos en la búsqueda de los Sres. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía.

1414. El viernes, 20 de febrero se habría realizado un operativo de búsqueda de las personas. Se habrían encontrado los cuerpos enterrados a un metro de profundidad y en bolsas de plástico. Se habrían podido identificar los cuerpos en los que se habrían encontrado huellas de tortura a pesar de su estado de descomposición. En el caso del Sr. Raúl Lucas, el cadáver habría presentado un orificio de bala en la cabeza, mientras que en el caso del Sr. Manuel Ponce, su muerte podría haber sido por traumatismo craneoencefálico. El Procurador General de Justicia del Estado de Guerrero, el Sr. Eduardo Murueta Urrutia, habría declarado que los Sres. Raúl Lucas Lucía y Manuel Ponce Rosas habían sido “levantados”, lo que podría distraer la investigación.

1415. Anteriormente, Raúl Lucas Lucía habría sido víctima de diversas formas de acoso a causa de su trabajo de denuncia de violaciones de los derechos humanos por parte de miembros del Ejército Mexicano, incluyendo allanamientos, detenciones ilegales, e interrogatorios ilegales. El 18 de octubre de 2006, habría sido detenido ilegalmente por miembros del Ejército Mexicano. El 15 de febrero de 2007, habría sido víctima de una emboscada efectuada por individuos sin identificar que le causaron una herida casi mortal por arma de fuego en el cuello.

1416. Se expresó temor que la presunta desaparición forzosa de los Sres. Manuel Ponce Rosas y Raúl Lucas Lucía estuviese relacionada con sus actividades legítimas en la defensa de los derechos humanos, específicamente por su labor en la defensa de los derechos de los pueblos indígenas. Se expresó temor también por la seguridad de los familiares de los difuntos y de los defensores de derechos humanos en la región de Ayutla.

Llamamiento urgente

1417. El 20 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamiento y las amenazas de muerte contra la Sra. **Lourdes Argelia Rodríguez Lucero**, defensora de derechos humanos, colaboradora del Centro Independiente de Noticias y familiar de defensor de derechos humanos, miembro del Centro de Derechos Humanos de la Montaña "Tlachinollan".

1418. Lourdes Argelia Rodríguez Lucero, joven de 18 años, es estudiante de bachillerato en el Colegio de Ciencias y Humanidades plantel Sur, perteneciente a la Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), miembro del Centro Independiente de Noticias, egresada de la Escuela de Promotores Juveniles del Centro de Derechos Humanos "Fray Francisco De Vitoria O.P." A.C y hermana de Prometeo Jorge Rodríguez Lucero (miembro del Centro de Derechos Humanos de la Montaña "Tlachinollan").

1419. El Centro de Derechos Humanos de la Montaña "Tlachinollan" se encuentra actualmente tramitando varios casos de violaciones de derechos humanos. Uno de los más sonados fue el de los Sres. Raúl Lucas Lucía y Manuel Ponce Rosas, defensores de los derechos humanos de la Organización para el Futuro de los Pueblos Mixtecos (OFPM) en Ayutla, Guerrero, detenidos desaparecidos el 13 de febrero del año en curso y posteriormente asesinados extrajudicialmente. Dichos defensores de derechos humanos fueron objeto de una comunicación de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, que envió una carta el 10 de marzo del 2008.

1420. Según la información recibida, el 9 de marzo de 2009, la Sra. Rodríguez Lucero habría dirigido hacia la escuela, CCH Sur, caminando sobre Av. Canal de Chalco, cuando un hombre desconocido le habría abrazado y le habría dicho, 'No voltees' y les habrían seguido caminando. Al pensar que le habría asaltado, la Sra. Rodríguez Lucero habría bajado la mano hacia el bolsillo para mostrarle su dinero, pero el desconocido le habría inmovilizado la muñeca mientras le habría dicho: 'No nos gusta el trabajo que está haciendo tu hermanito en Guerrero, dile que le pare porque nos vamos a desquitar contigo y tu cuñada'. El hombre habría salido corriendo hacia dentro de la colonia. La Sra. Rodríguez Lucero le habría descrito como un hombre de 1.70

aproximadamente, delgado, moreno, cabeza ancha y ojos medio rasgados, nariz recta. Vestía playera blanca, pantalón y chamarra de mezclilla; botas y corte tipo militar.”

1421. La Sra. Lourdes Argelia Rodríguez Lucero habría sido ya blanco de amenazas y actos de hostigamiento. El 3 de marzo y el día 26 de febrero de 2009 le habrían seguido hombres desconocidos en el curso de su día. El 3 de marzo, en la madrugada del 3 de marzo; a las 4h34 exactamente, le habría marcado tres veces desde un número de teléfono desconocido; y cuando la Sra. Rodríguez Lucero habría contestado, se habría colgado.

1422. Desde el mes de febrero de 2009, habría fallado la comunicación del teléfono de su domicilio al hablar con su hermano, el Sr. Prometeo Jorge Rodríguez Lucero que trabaja actualmente en el Centro de Derechos Humanos de la Montaña “Tlachinollan.” Él habría comentado que al hablar, habría salido la grabación que dice que el teléfono está fuera de servicio; sin embargo, los otros miembros de la casa sí pueden hablar por teléfono. El 8 de marzo, nuevamente se habría llamado del mismo número a las 02h48 y al contestar se habría colgado nuevamente.

1423. En visto de lo aquí resumido, se expresó temor que estos actos de hostigamiento, vigilancia y agresión contra la Sra. Lourdes Argelia Rodríguez Lucero podrían estar relacionados con las actividades de defensa de los derechos humanos de su hermano, el Sr. Prometeo Jorge Rodríguez Lucero. Se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Lourdes Argelia Rodríguez Lucero y los miembros y familiares del Centro de Derechos Humanos de la Montaña “Tlachinollan.”

Respuesta del Gobierno

1424. En una carta con fecha de 29 de julio de 2009, el Gobierno respondió a la comunicación. La carta proporcionó antecedentes en relación con el caso y comunicó que la Sra. Lourdes Argelia Rodríguez Lucero hizo una denuncia en la Fiscalía Desconcentrada de Investigación de la Delegación de Iztapalapa, Distrito Federal (FDI) por lo que se integró la averiguación previa número FIZP/IZP8/T3/00715/09-03, por el delito de amenazas en contra de quien resulte responsable. Se señaló que el Estado mexicano estaba imposibilitado en aquel momento para calificar los hechos referidos en las alegaciones vertidas en el llamamiento urgente debido a que la averiguación iniciada para investigar esos hechos continúa abierta para su perfeccionamiento.

1425. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos informó que, el 20 de marzo de 2009, inició un expediente de queja 2009/1183, el cual se encuentra asignado para su trámite al Programa de Agravios a Periodistas y Defensores Civiles de Derechos Humanos.

1426. Se informó que, dentro de la averiguación previa, se han desahogado las siguientes diligencias:

- El 26 de marzo de 2009, se recibió la declaración de la denunciante Lourdes Argelia Rodríguez Lucero.

- El 29 de abril de 2009, se giró citatorio para la comparecencia de la denunciante con el fin de que ratificara su querrela, ampliara su declaración y aportara datos necesarios del agresor al perito en materia de retrato hablado. La diligencia no fue desahogado debido a la inasistencia de la agraviada.
- El 4 de junio de 2009, se giró nuevo citatorio a la denunciante y por segunda ocasión no atendió al llamado.
- Se giró oficio al Jefe de la Policía Judicial del DF, solicitándole realice una investigación minuciosa en relación a los hechos denunciados y resguarde la integridad física de Joven Rodríguez Lucero.

1427. Se solicitó a los Relatores Especiales interesados conminen a la Sra. Rodríguez Lucero a que ratifique su querrela ante la FDI para que con ello dicha Fiscalía podría investigar los hechos y en su caso imponer la sanción correspondiente a quien o quienes resulten responsables.

1428. Con la finalidad de atender y resolver la situación que supuestamente enfrenta la Sra. Rodríguez Lucero, la FDI solicitó la intervención de la Subprocuraduría de Atención a Víctimas del Delito y Servicios a la Comunidad de la PGJ DF, para que se le brinde las atenciones y servicios que requiera en su calidad de víctima del delito, y por otra parte, solicitó a la Jefe de la Policía Judicial del DF establezca comunicación con la denunciante a efecto de brindarle la protección que requiera.

1429. En relación con la situación de los defensores de derechos humanos del estado de Guerrero, se informó que, el 17 de enero de 2005, la Comisión Interamericana de Derecho Humanos solicitó al Estado mexicano la adopción de medidas cautelares para proteger la vida y la integridad personal de Obtilia Eugenio Manuel, Cuauhetémoc Rodríguez Ramírez (esposos), San Isabel y Kuala Rodríguez Eugenio (hijas) y Andrea Eugenio Manuel (hermana).

1430. En una reunión de trabajo el 31 de enero de 2005, los beneficiarios acordaron en conjunto con las autoridades involucradas, las medidas y los mecanismos correspondientes para su implementación. Adicionalmente, los beneficiarios de las medidas cuentan con el acompañamiento de Brigadas Internacionales de Paz (PBI). Además, se informó que se realizaron 3 reuniones para el seguimiento de los acuerdos concertados entre las partes.

1431. El 6 de mayo de 2008, los representantes de los peticionarios enviaron un escrito a la CIDH informando sobre un supuesto incremento de las amenazas sufridas en contra de la Sra. Eugenio Manuel y sus familiares por la supuesta detención arbitraria en contra de los Sres. Manuel Cruz Victoriano, Orlando Manzanarez Lorenzo, Raúl Hernández Abundio, Natalio Ortega y Romualdo Santiago Enedina, integrantes de la Organización del Pueblo indígena Tlapaneco (OPIT), internos en el Centro Regional de Readaptación Social de Ayutla de los Libres, Guerrero (CERESO) y la emisión de órdenes de aprehensión en contra de otros integrantes de la OPIT.

1432. El 27 de junio de 2009, la CIDH determinó ampliar las medidas cautelares a favor de los 5 indígenas tlapanecos internos en el CERESO.

1433. El 18 de marzo de 2009, se ordenó la inmediata libertad de Manuel Cruz Victoriano, Orlando Manzanarez Lorenzo, Natalio Ortega Cruz y Romualdo Santiago Enedina.

1434. Con motivo de una denuncia presentada por la Sra. Eugenio Manuel en relación con actos de hostigamiento y amenazas en su contra, la CDDH Gro abrió un expediente de queja y el mismo día, el Ministerio Público inició una averiguación previa por el delito de amenazas en agravio de la Sra. Eugenio Manuel.

1435. Con la finalidad de atender y resolver la situación que enfrentan la Sra. Eugenio Manuel y los integrantes del Centro “Tlachinollan”, el 24 de marzo de 2009 la CDEDH Gro solicitó a la PGJ Gro aplicar una medida cautelar.

1436. El 26 de marzo de 2009, la medida cautelar fue aceptada por el PGJ Gro y solicitó al Ministerio Público agilizar las diligencias necesarias dentro de la averiguación previa con el objeto de evitar la impunidad, procurando la reparación del daño.

1437. El 9 de abril de 2009, la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH) emitió una resolución mediante la cual ordenó al Estado mexicano la adopción de medidas provisionales en relación con las medidas solicitadas por la CIDH a favor de la Sra. Eugenio Manuel y familia, Inés Fernández Ortega y familias, 41 integrantes de la OPIT, 29 miembros del centro “Tlachinollan” y familiares de Raúl Lucas Lucía y Manuel Ponce Rosas.

1438. Se informó que, el Estado se ha abocado a explorar las mejores vías para la implementación de dichas medidas, para ello, se han realizado diversas reuniones entre las autoridades involucradas, representantes de los beneficiarios y los peticionarios de las medidas, en las que de manera concertada se acordaron las mejores alternativas para dar cumplimiento a la decisión de la Corte.

1439. Asimismo, se informó que el Estado informa de manera periódica las acciones y medidas adoptadas para salvaguardar la vida e integridad de las personas antes mencionadas, así como para investigar las amenazas, hostigamiento que refieren haber sufrido.

Llamamiento urgente

1440. El 25 de marzo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el secuestro y tortura del Sr. **Marcelino Coache Verano** y las amenazas contra su hijo. El Sr. Marcelino Coache Verano es activista sindical y miembro de la Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca (APPO), una organización que promueve los derechos de los docentes en Oaxaca y lucha contra la corrupción.

1441. Según la información recibida, el 4 de marzo de 2009, tres hombres, uno de ellos vestido con un uniforme azul, habrían interceptado al Sr. Coache en la calle justo después de abandonar una reunión del sindicato. Los hombres lo detuvieron y le mostraron, durante un instante, una placa. Luego introdujeron al Sr. Coache en una furgoneta cercana, lo ataron y le pusieron una bolsa sobre la cabeza para que no pudiera ver a dónde lo llevaban. Al cabo de dos horas, entraron

a un edificio y lo obligaron a quitarse la ropa. Sus captores lo interrogaron sobre sus finanzas y su familia, aunque no se pidió rescate por su liberación.

1442. Los hombres le propinaron puñetazos, lo golpearon repetidamente con la culata de un arma y lo quemaron con cigarrillos en los pezones y los genitales. Unas horas después, el Sr. Coache escuchó que un hombre entró a la habitación y dijo: “éste es uno de los revoltosos”. En respuesta, otro contestó: “entonces lo matamos”, y amartilló un arma. Después introdujo al Sr. Coache a un vehículo y se lo llevó. El Sr. Coache fue puesto en libertad en el municipio de Zaachila, a unos 30 km de la ciudad de Oaxaca, hacia las tres y media de la madrugada del 5 de marzo. Logró que un taxi lo llevara directamente a un hospital para recibir atención médica.

1443. Ese mismo día, el Sr. Coache convocó una conferencia de prensa en la que anunció que no presentaría una denuncia ante el ministerio público, porque creía que las autoridades del estado podrían estar implicadas en su secuestro. Una organización local de derechos humanos envió los detalles de su caso a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) para solicitar medidas cautelares.

1444. El 20 de marzo, el hijo del Sr. Coache fue amenazado por un grupo de 12 hombres desconocidos cerca de su casa. Le gritaron por su apellido, “Coache.” El intentó escapar de los hombres pero lo siguieron en una furgoneta blanco de donde le gritaban: “Se lo advertimos a tu padre, ya sabemos dónde estas. A ti te estamos hablando...” Los hombres en la furgoneta le seguían hasta que llegó a un sitio de tiendas lleno de gente.

1445. El Sr. Coache ya había sufrido incidentes graves anteriormente, incluidas amenazas y agresiones físicas. En agosto de 2008, su hijo recibió una llamada telefónica en la que amenazaban la integridad física del Sr. Coache. En enero de 2008, un hombre trató de apuñalarlo en el abdomen cuando salía de su automóvil, pero sólo le causó una herida superficial. Además en agosto de 2007, un policía presuntamente lo golpeó con un arma y le apretó la cara contra el suelo mientras le decía: “ya párale de revoltoso”.

1446. En diciembre de 2006, Marcelino Coache fue detenido junto con otros dirigentes de la APPO y acusado de incendio provocado, sedición y resistencia a la detención. Fue absuelto tras pasar más de seis meses en prisión.

1447. En visto de lo aquí resumido se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Coache y su familia. Se expresó temor que el secuestro y maltrato sufridos por el Sr. Coache y las acciones de intimidación, persecución y violencia perpetradas contra él podrían estar relacionadas con el trabajo de la APPO de promover los derechos de los docentes en Oaxaca y luchar contra la corrupción de las autoridades federales.

Llamamiento urgente

1448. El 3 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con actos de hostigamiento y amenazas contra integrantes del **Centro de Derechos Humanos La Montaña “Tlachinollan”** y las organizaciones indígenas a las que acompañan, como la **Organización del Pueblo Indígena Mephaa (OPIM)**, en

particular su presidenta, la Sra. **Obtilia Eugenio** y la **Organización para el Futuro de los Pueblos Mixtecos (OFPM)** de Ayutla de los Libres en el Estado de Guerrero.

1449. El Centro Tlachinollan ofrece noticias y reportes de casos de abusos en esta región del Estado de Guerrero. La OPIM denuncia violaciones a los derechos humanos por parte de autoridades civiles y militares en el Municipio Ayutla de los Libres. El 13 de febrero de 2009, los Sres. Raúl Lucas y Manuel Ponce, presidente y secretario de la OPIM, fueron secuestrados, torturados y asesinados. Sus cuerpos fueron encontrados el día 20 de febrero.

1450. La OPIM y la Sra. Obtilia Eugenio han sido objeto de varias comunicaciones de la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos, Sra. Margaret Sekaggya, quien envió una carta el 10 de marzo del 2009 sobre el asesinato de los defensores indígenas Sres. Raúl Lucas y Manuel Ponce. El 28 de febrero de 2008, 4 de mayo de 2005 y 16 de febrero de 2005, su predecesora envió una carta sobre amenazas de muerte contra la Sra. Obtilia Eugenio.

1451. Según la nueva información recibida, el 13 de febrero de 2009, el mismo día de la detención de los señores Raúl Lucas y Manuel Ponce, la Sra. Obtilia Eugenio habría recibido una llamada amenazante en las oficinas de su organización ubicadas en la cabecera municipal de Ayutla de los Libres, en la cual una voz masculina le habría dicho “Ahora sigues tú y sigues tú, sabemos que te vas a mover mañana, pero no creas que te vas a ir, [...], y no te vamos a dar tiempo de que te vayas”. Luego de esta llamada amenazante, la Sra. Obtilia Eugenio habría decidido ausentarse de la ciudad y no regresar hasta el 14 de marzo siguiente.

1452. El 14 de marzo de 2009, al llegar nuevamente a las instalaciones de su oficina, a las 15h40, habría recibido otra llamada en la cual una voz masculina le habría dicho “Bueno, ya estás de nuevo en el centro?” A lo que Obtilia habría solicitado que la persona se identificara y le dijera a quién quería dirigirse. La persona en el teléfono le habría contestado “Soy Patricio Ramírez, ya regresaste de nuevo, qué hay en Ayutla?” Y ante la insistencia de saber con quién quería hablar, la voz le habría respondido “contigo, tu eres Obtilia” por lo que ella asustada colgó el teléfono. A los pocos minutos nuevamente habría vuelto a recibir una llamada en la cual la misma voz le habría dicho “Soy Patricio y para que me conozcas quién soy yo, si no te dejas tranquila te va a pesar.”

1453. Ante estos hechos, la Sr. Obtilia habría decidido ir a su comunidad de origen, Barranca de Guadalupe, y verificar que su familia se encontraba bien. Ahí le habría informado que desde el 12 de marzo de 2009, una persona conocida como informante del Ejército, habría estado en una comunidad cercana a Barranca de Guadalupe que hospeda militares.

1454. El 17 de marzo, a las 15h00, la Sra. Obtilia Eugenio habría regresado a la ciudad de Ayutla, y se dirigió nuevamente a las oficinas de su organización. A los pocos minutos, a las 15h21, habría recibido un mensaje de texto amenazante en su teléfono celular y a las 16h20 habría recibido un segundo mensaje que habría dicho “Hola vieja [...] mando yo te damos quince días para que pienses si no te pasara igual que Raúl [Lucas Lucía]. Nosotros estamos protegido hacia el federal y al gobernador y procurador igual que los presidentes municipal están con nosotros [...] Tú te crees que eres muy famosa a nivel internacional dirán que no te atraviesa la bala crees te protege de ser defensora de derecho humano.” A las 17h55 la Sra. Obtilia Eugenio habría recibido un tercer mensaje amenazando al centro Tlachinollan.

1455. El 20 de marzo, cuando la señora Otilia se encontraba en su domicilio preparándose para salir de viaje a la ciudad de Chilpancingo en compañía de miembros de la organización Tlachinollan, recibió, a las 12h51 otro mensaje que habría dicho “Sabemo [sic.] cuál es tu camino [...] ya sabemo que ahora saldrás de tu casa que tienes miedo [...]”. Una vez que los integrantes del CDH Tlachinollan habrían recogido a Otilia y viajado en una camioneta por la carretera Ayutla-Chilpancingo, habrían sido seguidos de manera intimidatoria por tres desconocidos. Cuando cruzaron por la comunidad de Tecoaapa habrían escuchados detonaciones de arma de fuego, al parecer hechas al aire.

1456. Además se informó que la madre del Coordinador Jurídico de Tlachinollan habría sido amenazada que si su hijo volvía a presentarse en la comunidad de Ayutla, sería asesinado. Asimismo, cuando el equipo de abogados se presentó en los Juzgados ubicados en la ciudad de Ayutla (debido a la representación legal de cinco integrantes de la OPIM) habrían notado una constante vigilancia por parte de automóviles sin placas y de sujetos vestidos de civil. Ante el clima de hostigamiento, la organización habría decidido cerrar temporalmente las oficinas que tienen en esa comunidad.

1457. En vista de lo aquí resumido, se expresó temor que las amenazas contra los integrantes del Centro de Derechos Humanos La Montaña “Tlachinollan” y las organizaciones indígenas a las que acompañan, como la Organización del Pueblo Indígena Mephaa (OPIM), en particular la Sra. Otilia Eugenio, podrían estar relacionadas con su trabajo legítimo en la defensa de los derechos humanos, específicamente de los indígenas del Estado de Guerrero. También se expresó preocupación que los integrantes de la OPIM han sido amenazados durante varios años sin que se haya procesado o condenado a los responsables de dichas amenazas. Se expresó preocupación por la seguridad física y psicológica de los defensores de derechos humanos en el Estado de Guerrero.

Respuesta del Gobierno

1458. En una carta con fecha 3 de julio de 2009, el Gobierno de México respondió a la comunicación. Según dicha carta, el 17 de enero de 2005, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos solicitó al Estado mexicano la adopción de medidas cautelares para proteger la vida y la integridad personal de Otilia Eugenio Manuel, su esposo, Cuauhtémoc Rodríguez Ramírez, su hija Kuaia Rodríguez Eugenio y su hermana, Andrea Eugenio Manuel.

1459. Se informó que, con el fin de acordar de manera conjunta con los peticionarios las medidas que adoptarían, el 31 de enero de 2005 se celebró la primera reunión de trabajo con la participación de las autoridades involucradas, los beneficiarios y sus representantes.

1460. Se comunicó que los beneficiarios acordaron en conjunto con las autoridades involucradas, las medidas y los mecanismos correspondientes para su implementación, a saber:

- Sistema de luces sensoriales en el exterior del domicilio de Otilia Eugenio Manuel, así como un interfón con monitor.
- Rondines en la casa de Otilia Eugenio Manuel, por parte de elementos de la Secretaría de Seguridad Pública Federal y la Secretaría de Seguridad Pública del estado de Guerrero.

- Investigación por parte de la Procuraduría General de Justicia del estado de Guerrero de los hechos denunciados.

1461. Asimismo, los beneficiarios de las medidas cuentan con el acompañamiento de Brigadas Internacionales de Paz (PBI).

1462. Se comunicó también que, el 6 de mayo de 2008, los representantes de los peticionarios enviaron un escrito a la CIDH informando sobre un supuesto incremento de las amenazas sufridas en contra de la Sra. Eugenio Manuel y sus familiares.

1463. En relación con los hechos referidos en las alegaciones vertidas en el llamamiento urgente, se informó que existe una denuncia presentada por la Sra. Eugenio Manuel y por representantes del Centro Tlachinollan ante la Comisión de Defensa de los Derechos Humanos del Estado de Guerrero (CDDH Gro) quienes a su parecer, han sido víctima de amenazas, actos de hostigamiento y persecuciones por sujetos desconocidos entre los meses de febrero y marzo de 2009.

1464. Asimismo, se informó que, el 20 de marzo de 2009, la CDDH Gro abrió un expediente de queja y en atención a la gravedad de los supuestos hechos, los hizo del conocimiento al Ministerio Público adscrito a la CDDH Gro. Ese mismo día, Ministerio Público inició una averiguación previa por el delito de amenazas en agravio de la Sra. Eugenio Manuel.

1465. Se comunicó que la queja y la averiguación previa continúan en integración, por lo que el gobierno mexicano estaba imposibilitado en el momento en el que se envió la carta para calificar los hechos referidos en las alegaciones vertidas en el llamamiento urgente.

1466. Dentro de la averiguación previa integrada en agravio de la Sra. Eugenio Manuel se han desahogado las siguientes diligencias:

- El 20 de abril de 2009, la Sra. Eugenio Manuel ratificó su escrito de querrela antes el Ministerio Público adscrito a la CDDH Gro.
- Fe ministerial del teléfono celular propiedad de la Sra. Eugenio Manuel.
- Solicitud dirigida al Director del Centro de la Secretaría de Comunicaciones y Transportes del estado de Guerrero para que proporcione la siguiente información: domicilio de la Sra. Eugenio Manuel, propietaria del teléfono celular, registros de llamadas y de mensajes del teléfono móvil propiedad de la Sra. Eugenio Manuel, realizadas el 17 de marzo de 2009 a la fecha, antecedentes de propiedad del teléfono móvil que incluya el nombre y domicilio de otros usuarios y memorias utilizadas.
- Solicitud dirigida al Director General de Recaudación del estado de Guerrero para que proporcione el nombre y domicilio del propietario del vehículo que supuestamente siguió a la Sra. Eugenio Manuel y a los integrantes del Centro Tlachinollan, cuando se dirigían a Chilpancingo, Guerrero.
- Solicitud dirigida al Director General de la Policía Ministerial de la PGJ Gro, para que policías ministeriales realicen la búsqueda y aseguramiento del vehículo.

- Escrito de 7 de abril de 2009 de la Coordinadora del Área Jurídica del Centro de Derechos Humanos de la Montaña “Tlachinollan” justificando la inasistencia de la Sra. Eugenio Manuel.
- Ampliación de declaración de la Sra. Eugenio Manuel de 16 de abril de 2009, asistida por una perito psicóloga y de un representante del Alto Comisionado de las Naciones Unidas en México. La diligencia fue suspendida a solicitud de la agraviada al argumentar cuestiones de salud.

1467. Se señaló que, con la finalidad de atender y resolver la situación que enfrentan la Sra. Eugenio Manuel y los integrantes del Centro Tlachinollan, el 24 de marzo de 2009 la CDEDH Gro solicitó a la PGJ Gro aplicar la siguiente medida cautelar: “Única- Atendiendo al principio de equidad y justicia, se le solicita actuar sin dilación alguna y girar sus instrucciones a quien corresponda, a efecto de que se agilice y se continúe con la integración de las diligencias necesarias dentro de la averiguación previa GROISCIO33/2009, con el objeto de esclarecer los hechos, y se ejerciten las acciones legales ante el juez correspondiente, para evitar la impunidad, procurando la reparación del daño, como medidas para hacer efectivo el derecho fundamental de acceso a la justicia de la C. Otilia Eugenio Manuel.”

1468. El 9 de abril de 2009, la CIDH emitió una resolución mediante la cual ordenó al Estado mexicano la adopción de medidas provisionales en relación con las medidas solicitadas por la CIDH a favor de la Sra. Eugenio Manuel y familia, 29 miembros de Tlachinollan y otros.

1469. El 16 de abril de 2009, se llevó a cabo la primera reunión entre los beneficiarios de las medidas y las autoridades encargadas de la implementación de las mismas. Se acordó que el Estado convocaría a una segunda reunión para dar respuesta puntual a las propuestas de medidas de protección que los beneficiarios presentaron por escrito durante la citada reunión.

1470. Para el otorgamiento de las medidas de protección, el Estado se ha abocado a explorar las mejores vías para la implementación de dichas medidas, para ello, se han realizado diversas reuniones entre las autoridades involucradas, representantes de los beneficiarios y los peticionarios de las medidas, en las que de manera concertada se acordaron las mejores alternativas para dar cumplimiento a la decisión de la Corte.

Llamamiento urgente

1471. El 24 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente-Relatora del Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados y el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la información siguiente.

1472. De conformidad con las informaciones recibidas, el 7 de abril de 2009, cinco hombres fueron arrestados en Tuxtla Gutiérrez, capital del Estado de Chiapas, tras organizar una protesta ante la prisión local donde se encuentran reclusos familiares suyos, quienes pertenecen a una organización de granjeros conocida como **MOCRI-CNPA-MN**. Tras su arresto, estas cinco

personas permanecieron recluidas en régimen de incomunicación durante dos días y fueron trasladadas luego a un hotel en desuso del Municipio de Chiapas de Corzo llamado “Quinta Pitiquito”, que la Procuraduría General de Chiapas utiliza como centro de detención.

1473. Se informó que uno de los detenidos, el Sr. **Erick Bautista Gómez**, recibió repetidos golpes de puño en el estómago, bofetadas y tiradas de cabello. Fue amenazado que a su hermana le sucedería “algo desagradable” si él no colaboraba.

1474. Se informó asimismo que el 14 de abril de 2009, seis hombres de la comunidad indígena Tzeltal de San Sebastián Bachajón, Municipio de Chilón, fueron detenidos mientras realizaban algunas compras en la localidad de Ocosingo. Estas seis personas fueron también conducidas a la “Quinta Pitiquito”. Se informó que habrían sido torturados por los policías que les detuvieron, y tienen marcas visibles de golpes. Una vez detenidos, habrían sido obligados a firmar declaraciones que no comprendían, pues su conocimiento del castellano es limitado. Pese a que estaba presente un intérprete, éste no hablaba tzeltal.

1475. Se informó por último que ninguna de estas once personas ha sido formalmente acusada y que permanecen detenidos sin cargos en un centro de detención no oficial. Tienen un acceso restringido a abogados y familiares.

Respuesta del Gobierno

1476. En una carta fechada el primero de septiembre de 2009, el Gobierno de México respondió a la comunicación. Según la carta, los hechos presentados en la comunicación fueron parcialmente ciertos.

1477. De acuerdo con la información proporcionada por la Fiscalía Especial, los Sres. Eric Bautista Gómez, Pedro López Gómez, Genaro Gómez Gómez, Ramiro Hernández Gñomez, Flemón Ruiz Sánchez y Marden Ruiz Gómez, efectivamente fueron detenidos el 7 de abril del 2009, por elementos de la Policía Ministerial de la PGJ Chis con la finalidad de que rindieron su declaración ministerial en relación con el asesinato de la Sra. Martha Gómez Pérez y un ataque contra los Sres Manolo Molina Navarro, Esteban López García y Francisco Oseguera Gutiérrez.

1478. Se informó que la detención obedeció a la ejecución de una orden de búsqueda, localización y presentación del 23 de febrero de 2009. De manera inmediata fueron puestos a disposición de la autoridad ministerial por su probable participación en la comisión de los delitos de homicidio calificado y lesiones calificadas.

1479. Se informó que, debido a que el Fiscal Especial requería de mayores elementos para comprobar la presunta responsabilidad de los inculpados y por considerar que existía el temor fundado de que se ausentaran o se ocultaran antes de que las investigaciones concluyeran, solicitó al Juez especializado en medidas cautelares del estado de Chiapas obsequiara la medida precatoria de arraigo, misma que fue concedida por un término de 20 días naturales en la “Quinta Pitiquitos” ubicada en la carretera Tuxtla, Chapa de Corzo, Chiapas.

1480. Asimismo se informó que los inculpados fueron visitados por sus familiares y en todo momento estuvieron acompañados de un defensor social adscrito al Tribunal del Justicia del estado, permitiéndose-les tener acceso a la averiguación previa antes de que rindieran su

declaración ministerial, así como mantener de manera personal y privada una entrevista con el abogado defensor, asegurando una defensa adecuada a sus intereses.

1481. Según la carta del Gobierno, el 7 de abril se emitieron los certificados de los exámenes médicos practicados a los seis hombres detenidos por un médico legista de la Dirección de Servicios de Técnica Forense y Criminalística de la PGJ Chis.

1482. La carta proporcionó información en relación con las investigaciones iniciadas en relación con el asesinato de la Sra. Martha Gómez Pérez y se informó que, después de varias días de investigaciones, el 30 de abril de 2009, el Fiscalía Especial solicitó el levantamiento del arraigo de todos los inculpables con la excepción del Sr. Bautista Gómez. Los otros cinco detenidos fueron liberados. La Fiscalía ejerció acción penal en contra de Eric Bautista Gómez por su probable responsabilidad en el homicidio. El inculpable fue trasladado a las instalaciones del Centro de Readaptación Social no. 14 “El Amate”, quedando sujeto al proceso penal 277/2009 en el Juzgado Primero del Ramo Penal del Distrito Judicial de Tuxtla Gutiérrez, Chiapas. El proceso penal actualmente se encuentra en etapa de instrucción.

1483. En relación con el segundo grupo de inculpados, se informó que el 13 de abril 2009, el Sr. Jerónimo Gómez Saragos fue detenido por robo. Se informó que al hacerle una revisión corporal fue encontrado un teléfono celular, propiedad de otra persona.

1484. Se informó que el Fiscal Especial solicitó la intervención de un perito médico legista para que dictaminara la integridad física del Sr. Gómez Saragos. Asimismo, se informó que le fue tomada su declaración ministerial con la asistencia del defensor social y un traductor en lenguas tzolizil y tzeltal.

1485. Según la carta, de los elementos contenidos en la declaración del Sr. Gómez Saragos, el 14 de abril de 2009, 5 otros hombres fueron detenidos en el municipio de Chilón, Chiapas en relación con una investigación por el delito de robo de una cámara fotográfica y de un teléfono celular. El 17 y 19 de abril de 2009, elementos de la Policía Ministerial pusieron a disposición del Fiscal Especial 2 otros hombres inculpados con motivo de la ejecución de una orden de búsqueda, localización y presentación fundada y motivada.

1486. Se comunicó que la detención obedeció a la ejecución de una orden de búsqueda, localización y presentación y que, de manera inmediata, los detenidos fueron puestos a disposición de la autoridad ministerial por su probable participación en la comisión de los delitos de robo con violencia y delincuencia organizada. Se añadió que les fue tomada su declaración con la asistencia del defensor social y un traductor en lenguas tzolizil y tzeltal.

1487. El 18 de abril de 2009, el Cuarto Visitador de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH), acompañado de un médico de la citada institución, se trasladaron a “Quinta Pitiquitos” y visitaron a los hombres detenidos citados para documentar su detención, ofrecerles asesoría, recibir su queja y certificar su estado de salud. Los hombres fueron examinados médicamente y entrevistados en privado, y al final de la entrevista manifestaron que no era su deseo presentar una queja. Los certificados médicos concluyen que los hombres se encontraron sanos y sin huellas de lesiones externas recientes visibles.

1488. El 20 de abril de 2009, el Fiscal Especial solicitó y obtuvo del juez especializado en medidas cautelares del estado de Chiapas una orden de arraigo en contra de todos los inculpados, en razón de que se presumía fundamente su participación en delitos de robo con violencia y delincuencia organizada. El juez concedió la solicitud por el término de 40 días en “Quinta Pitiquitos”.

1489. Los inculpados fueron visitados por sus familiares y en todo momento estuvieron acompañados de un defensor social adscrito al Tribunal de Justicia del estado. Asimismo se les hizo de su conocimiento de sus garantías judiciales como lo es el de tener conocimiento de los delitos que se les acusaban, y otras provisiones de las garantías procesales.

1490. Se informó que, el 30 de abril de 2009, el Fiscal Especial ejerció acción penal en contra de los ocho hombres detenidos por su probable responsabilidad de los delitos citados. Los inculpables fueron trasladados a las instalaciones del Centro de Readaptación Social número 14 “El Amate”, quedando sujetos al proceso penal en el Juzgado Primero del Ramo Penal del Distrito Judicial de Tuxtla Gutiérrez, Chiapas. El proceso penal actualmente se encuentra en etapa de instrucción.

Llamamiento urgente

1491. El 27 de abril de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el intento de asesinato y amenazas de muerte contra los Sres. **Fernando Ruiz Canales, Mario Alberto Ramírez Hurtado e Isaac Olmedo García.**

1492. Dichas personas trabajan en favor de los familiares de secuestrados presuntamente por miembros de las fuerzas armadas, y en particular, del secuestro y asesinato del joven Fernando Martí, de 14 años de edad.

1493. El Sr. Fernando Ruíz Canales ha sido ya objeto de una comunicación de la entonces Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de derechos humanos, quien envió una comunicación al Gobierno de su Excelencia el 22 de enero de 2008.

1494. Según la nueva información recibida, el 19 de abril de 2009, aproximadamente a las 14:00 horas, los Sres. Fernando Ruiz Canales, Mario Alberto Ramírez Hurtado e Isaac Olmedo García se encontraban al interior del vehículo del Sr. Ruiz Canales estacionado en la Ciudad Universitaria del Distrito Federal, I D.F. Ciudad de México, cuando otro vehículo, marca Neón, de color azul marino y sin placas de matrícula, se les acercó. Al interior del mismo se encontraba un individuo portando un uniforme estilo comando, color azul marino, con la bandera de los Estados Unidos Mexicanos como brazaletes y la inscripción AFI (Agencia Federal de Investigación) en el pecho, quien les encañonó. El Sr. Ruiz Canales empujó la puerta con el objeto de golpear el brazo de este individuo y hacer caer la pistola. Los agresores se alejaron de inmediato.

1495. El 18 de abril de 2009, estas mismas tres personas se percataron de que eran seguidas, desde las 8.00 horas, por una camioneta de color blanco en la ciudad de Cuernavaca. Regresaron al Distrito Federal a las 21.00 horas. Encontraron mensajes con una canción de letra de contenido amenazante: “Otro muerto, otro muerto, otro muerto, qué más da, si está muerto que lo entierren

y ya está. Otro muerto pero no es sin ton ni son, de momento se acabó la discusión. Otro muerto pero qué bonitos son, calladitos sin querer llevar razón. Otro muerto pero tiene su por qué, algo ha hecho y si no pregúntale”.

1496. Estos mensajes se repitieron el 16 de abril, con la misma canción y provenientes del mismo número. Al día siguiente, se percataron que eran fotografiados desde la camioneta de color blanco antes mencionada, por las mismas personas que los estuvieron siguiendo el 2, 3 y 6 de abril. Se cree que esta fue la camioneta utilizada en el atentado contra el Sr. Ruíz Canales que tuvo lugar el 14 de diciembre de 2008, cuando el Presidente del CLDH fue víctima de disparos mientras caminaba en el Distrito Federal por el viejo camino a Xochimilco.

1497. El 15 de abril de 2009, estas personas recibieron nuevas amenazas de muerte: Una voz masculina les preguntaba: “¿Cuánto les está pagando Martí para que la hagan de sus perros?” Acto seguido expresó en forma repetida “Se van a morir [sic.] perros. Se van a morir”. La llamada provino del mismo número telefónico que las anteriores amenazas. El Sr. Olmedo García recibió la llamada a las 23:08 horas y el Sr. Ramírez sobre las 23:30.

1498. Se informó también que durante los días 2, 3 y 6 de abril de 2009, estas tres personas fueron seguidas por al menos cuatro individuos, de entre 30 y 35 años de edad, de complexión delgada, piel morena y de aproximadamente unos 1.70 mts. de altura. Uno de éstos portaba bigote y era de apariencia algo más robusta. Como se ha señalado, el Sr. Ruíz Canales fue objeto de diversas amenazas y de un atentado contra su vida en noviembre y diciembre de 2008.

1499. En visto de lo expuesto, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los Sres. Fernando Ruíz Canales, Mario Alberto Ramírez Hurtado e Isaac Olmedo García. Se expresó temor que los hechos descritos podrían estar directamente relacionados con su trabajo de defensa de los derechos humanos y en particular de la investigación del caso del menor de 14 años Fernando Martí, hijo de un empresario mexicano secuestrado el 4 de junio de 2008 por hombres vestidos con el uniforme de la Agencia Federal de Investigaciones (AFI) y supuestamente vinculados con el grupo criminal denominado la Banda de la Flor. Fernando Martí fue posteriormente asesinado y su cuerpo se encontró en el maletero de un vehículo el 1 de agosto de 2008. El 4 de noviembre de 2008, el Comandante de la Policía Judicial de Ciudad de México, Sr. José Luis Romero Ángel, fue detenido junto con otros miembros de la fuerza policial y acusado del secuestro de este menor. Desde 1998, Fernando Ruiz Canales ha venido investigando a José Luis Romero Ángel por sus vínculos con secuestros ocurridos en México. Según los informes recibidos, él mismo fue secuestrado el 15 de octubre de 2003, por José Luis Romero Ángel en un intento de obligarle a abandonar sus investigaciones contra él. Tras la detención de José Luis Romero Ángel, Ruiz Canales le identificó como responsable de su propio secuestro y aportó información sobre las supuestas conexiones de Romero Ángel con una red criminal de secuestradores, supuestamente compuesta por miembros de las Fuerzas Armadas

Respuesta del Gobierno

1500. En una carta fechada el 20 de noviembre de 2009 la Misión Permanente de México respondió al llamamiento urgente. Según la carta, la Procuraduría General de la República (PGR) confirmó que en el mes de abril de 2009, el Sr. Fernando Ruiz Canales presentó una denuncia ante el ministerio público por el delito de amenazas de actos de hostigamiento. Se explicó que la investigación continúa abierta para su perfeccionamiento, por lo que el gobierno mexicano está

imposibilitado en este momento para calificar los hechos referidos en las alegaciones vertidas en el llamamiento urgente.

1501. La Comisión Nacional de los Derechos Humanos informó no haber recibido queja o denuncia alguna por amenazas y actos de hostigamiento en contra de los señores Ruiz Canales, Ramírez Hurtado y Olmedo García por su labor en la defensa de los derechos humanos, ni por otro tipo de actividades.

1502. Se informó que, en relación con investigaciones y diligencias judiciales iniciadas en relación con el caso, se han desahogado las siguientes diligencias:

- se giró comunicaciones a los señores Ruiz Canales, Ramírez Hurtado y Olmedo García requiriendo su presencia para que amplíen su denuncia.
- Informe de investigación rendido por la Policía Ministerial.

1503. Asimismo, se informó que la averiguación previa aún se encuentra en la etapa de análisis para emitir la determinación que conforme a derecho proceda.

1504. En relación con medidas de protección adoptadas, el Estado ha llevado a cabo una investigación exhaustiva respecto de los hechos denunciados, por lo consiguiente, se espera que la autoridad continúe recabando las pruebas necesarias, incluidas las que presenten los agraviados para el pronto esclarecimiento de los hechos. Asimismo, se comunicó que el Ministerio Público Federal mantiene una comunicación constante con los señores Ruiz Canales, Ramírez Hurtado y Olmedo García para brindarles las atenciones y servicios que requieran en su calidad de víctimas del delito.

Carta de alegaciones

1505. El 15 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asesinato del Sr. **Carlos Ortega Samper**, abogado y periodista del periódico El Tiempo de Durango, de la ciudad de Durango. El Sr. Ortega era conocido por sus investigaciones relacionadas con la corrupción en el gobierno local.

1506. Según la información recibida, el 3 de mayo de 2009, aproximadamente a las 17:00, el Sr. Ortega habría sido asesinado mientras conducía hacia su casa ubicada en Santa María El Oro, en el Estado de Durango. Según se informa, dos camionetas interceptaron al Sr. Ortega Samper y después de una discusión acalorada, cuatro individuos no identificados le habrían dado tres balazos en la cabeza con una pistola calibre 40.

1507. El 2 de mayo, el Sr. Ortega habría publicado un artículo en el que habría alegado que tres funcionarios del gobierno local le habrían amenazado debido a la publicación de un artículo con fecha del 28 de abril, en el que había criticado la mala calidad de un matadero local. En el artículo publicado el 2 de mayo, el Sr. Ortega habría indicado que también realizaba investigaciones relacionadas con la corrupción de un miembro de la policía local y

responsabilizaba a los tres funcionarios del gobierno local de cualquier agresión en su contra o en contra de su familia.

1508. En visto de lo aquí resumido se expresó temor que la muerte del Sr. Carlos Ortega Samper podría estar relacionada con su trabajo legítimo en defensa de la libertad de expresión. Asimismo, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los periodistas que investigan la corrupción en México.

Llamamiento urgente

1509. El 3 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas de muerte y los actos de vigilancia en contra la Sra. **Lydia Cacho Ribeiro**. La Sra. Cacho Ribeiro es directora y fundadora del Centro Integral de Atención a las Mujeres (CIAM) en Cancún, Estado de Quintana Roo.

1510. El CIAM trabaja a favor de víctimas de violencia sexual y víctimas de tráfico de personas. Ella es autora del libro “Los demonios del Edén: el poder detrás de la pornografía infantil,” en el que denunció actos de abuso sexual de niños y niñas por parte de un conocido empresario. Se agrega que desde la publicación de su libro, la Sra. Ribeiro habría sido víctima de un atentado de muerte, de detención arbitraria, acoso, tortura y extradición ilegal a otro estado.

1511. La Sra. Cacho Ribeiro ha sido objeto de varias comunicaciones emitidas por titulares de mandato; de llamamientos urgentes emitidos el 23 de febrero y el 18 de julio de 2005 por el Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía, la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, la antigua Representante Especial del Secretario-General para los defensores de los derechos humanos, y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión; de un llamamiento urgente emitido por éstos dos últimos, el 29 de diciembre de 2005; de un llamamiento urgente emitido el 24 de mayo de 2007 por el Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía, la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, y la antigua Representante Especial del Secretario-General para los defensores de los derechos humanos y de una carta de alegación emitida el 24 de junio de 2008 por Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos a de Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer con inclusión de sus causas y consecuencias. Los Relatores Especiales agradecieron las respuestas recibidas a estas comunicaciones de parte del Gobierno de Su Excelencia.

1512. Según la información recibida, desde el 12 de mayo de 2009, varios testigos habrían visto a un hombre armado vigilando y tomando fotos desde un vehículo, del hogar y del automóvil de la Sra. Cacho Ribeiro. El 22 de mayo de 2009, un vehículo se habría aparcado frente a la casa de la Sra. Cacho Ribeiro y dos hombres no identificados procedieron a filmar su apartamento desde el coche. Uno de los hombres habría bajado del vehículo y varios testigos vieron que portaba un arma en su cinturón. El 15 de mayo, dos personas se estacionaron frente al hogar de la Sra.

Cacho Ribeiro durante dos horas. El 14 de mayo, un hombre armado habría sido visto por un vecino frente al piso de la Sra. Ribeiro.

1513. El 18 de mayo de 2009, un coche se habría aparcado frente a las oficinas del CIAM en Cancún. Cuando un dirigente de la organización salió del área conduciendo una camioneta perteneciente a la organización, el otro vehículo lo siguió hasta que el miembro del CIAM logró perderse.

1514. Desde el 3 de febrero de 2009, la Sra. Cacho Ribeiro habría recibido amenazas de muerte en su blog, incluso un mensaje recibido el 19 de mayo de 2009 que decía, “Mi estimada Lidia Cacho prepárate que pronto aparecerás degollada; tu cabeza tan bonita afuera de tu departamento a ver si eres tan valiente [sic].”

1515. En visto de lo aquí resumido se expresó temor que la vigilancia de la Sra. Ribeiro y las amenazas en su contra podrían estar relacionadas con sus actividades en defensa de los derechos humanos, en particular su defensa de los derechos de las víctimas de la violencia y la explotación sexual en México, y se esperó que los responsables de estos actos no gocen de impunidad. Asimismo, se reiteró la preocupación expresada en comunicaciones anteriores por la seguridad e integridad física de la Sra. Cacho Ribeiro.

Llamamiento urgente

1516. El 16 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con **Rommel Cain Chacan Pale**, abogado defensor de derechos humanos quien trabaja con el Monitor Civil de la Policía, en el estado de Guerrero. El abogado Chacan Pale recibió una amenaza directa vía telefónica el pasado viernes 5 de junio, en contra de su seguridad e integridad física y la de su familia.

1517. El abogado Chacan Pale se dedica a la documentación de abusos de autoridad en contra de la ciudadanía y de los propios integrantes de los cuerpos de seguridad del estado de Guerrero, además de la defensa de las víctimas. El Monitor ha registrado hasta el día de hoy 185 casos relacionados con 16 de las 24 corporaciones policíacas que se encuentran en la región, resaltando 13 quejas relacionadas con el Ejército.

1518. El pasado viernes, un interlocutor desconocido amenazó al abogado por teléfono, advirtiéndole que estaba siendo vigilado. La amenaza se habría presentado después de que la Corte Interamericana de Derechos Humanos otorgara medidas provisionales a 107 defensores en el estado, incluido Chacan Pale.

1519. Según las informaciones recibidas, éste no es un caso aislado. El 20 de febrero de 2009 Raúl Lucas Lucía y Manuel Ponce Rosas, Presidente y Secretario de la Organización para el Futuro del Pueblo Mixteco (OFPM) fueron encontrados sin vida y con inminentes huellas de tortura. Al día de hoy, el asesinato extrajudicial de Raúl y Manuel permanecería impune.

1520. Otro caso es el de Obtilia Eugenio Manuel, presidenta de la Organización del Pueblo Indígena Tlapaneco (OPIT), quien desde 2005 habría sido víctima de amenazas continuas a raíz

de las acciones que ha emprendido para documentar y denunciar los abusos del Ejército en las comunidades indígenas de la región. Las amenazas se habrían intensificado a principios de 2009.

1521. Según la información recibida, es de conocimiento público que en noviembre de 2008 el Gobernador de Guerrero, Zeferino Torreblanca, y del Comandante de la Novena Región Militar, Enrique Alonso Garrido Abreu, se refirieron a las organizaciones de derechos humanos como “parapetos del narcotráfico”.

Llamamiento urgente

1522. El 25 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamiento, incluso actos de intimidación y vigilancia en contra de varios miembros del **Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, AC (Frayba)**, incluso su director, el Sr. **Diego Cadenas Gordillo**, su presidente, el Sr. **Samuel Ruiz García**, y el miembro, el Sr. **Jorge Armando Gómez**.

1523. Frayba es una organización no gubernamental que trabaja por la defensa y promoción de los derechos humanos, in particular de las comunidades y aldeas indígenas en el estado de Chiapas.

1524. Según las informaciones recibidas, el 14 de junio de 2009, en horas de la tarde, al regresar a su domicilio sito en el Municipio de San Cristóbal de las Casas, después de llegar al país procedente de España, el Sr. Cadenas Gordillo se percató que un vehículo todoterreno de color negro, desprovisto de placas, y con vidrios polarizados, se encontraba estacionado cerca de su casa. Al interior se encontraban dos hombres que mostraban un comportamiento sospechoso.

1525. Al día siguiente, cuando se dirigía a las oficinas del Centro, se encontró el vehículo anteriormente mencionado estacionado entre las calles Brasil y Canadá en el barrio Mexicanos de San Cristóbal de las Casas. Otro vehículo todoterreno, de color blanco y sin placas, se encontraba frente a la institución. En su interior un individuo realizaba grabaciones con una cámara de vídeo y sacaba fotografías del Centro.

1526. En la mañana del 16 de junio de 2009, los Sres. Cadenas Gordillo y Jorge Armando Gómez, también miembro del Centro, observaron al vehículo todoterreno de color negro estacionado cerca del Centro. Al notar la presencia de tres hombres en el interior del vehículo, el Sr. Cadenas Gordillo increpó al conductor y le preguntó por qué razón le estaban siguiendo y si eran funcionarios del Centro de Investigación y Seguridad Nacional (CISEN). Los hombres contestaron que no era el caso y se burlaron de su pregunta. Los Sres. Cadenas Gordillo y Gómez intentaron fotografiar a los ocupantes del vehículo con sus teléfonos celulares. Sin embargo, éstos se cubrieron los rostros con gorras.

1527. El 19 de junio de 2009 en la tarde, mientras que el Sr. Cadenas Gordillo se dirigía en su vehículo hacia su domicilio, advirtió la presencia, en el sentido opuesto al que circulaba, de otro vehículo todoterreno de color gris, también desprovisto de placas, en cuyo interior se encontraban dos hombres que portaban gorras, quienes le fotografiaron.

1528. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de los Sres. Diego Cadenas Gordillo, Jorge Armando Gómez, Samuel Ruiz García, así como de todos los miembros del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas, AC y en particular de su director, el Sr. Diego Cadenas Gordillo. Se expresó temor que esos actos de hostigamiento podrían estar relacionados con su trabajo en defensa de los derechos humanos en el Estado de Chiapas.

Llamamiento urgente

1529. El 9 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Vice-Presidente del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las desapariciones forzadas o involuntarias de los Sres. **Santiago Ponce Lola, Victoriano Ponce Lola y Alicia Ponce Lola** así como de ataques contra la Sra. **Margarita Martín De Las Nieves** y la Sra. **Modesta Laureano Petra**, todos ellos defensores de derechos humanos y miembros de la Organización para el Futuro del Pueblo Mixteco, dedicada a la defensa de los derechos humanos de los pueblos indígenas y a la denuncia de violaciones de derechos humanos.

1530. Se informó que los Sres. Santiago Ponce Lola, Victoriano Ponce Lola y Alicia Ponce Lola fueron presuntamente detenidos por miembros del ejército el día 1 de julio de 2009, aproximadamente a las 12 horas, cuando viajaban en una camioneta blanca desde la cabecera municipal de Ayutla hacia la comunidad de la Cortina, en México. Los Sres. Ponce Lola son hermanos del Sr. Manuel Ponce Rosas, indígena mixteco desaparecido forzosamente el día 13 de febrero de 2009 y ejecutado el mismo mes, quien fuera objeto de un llamamiento urgente del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias el día 19 de febrero de 2009. De acuerdo con la información recibida, los Sres. Ponce Lola podrían encontrarse detenidos en Chilpancingo; sin embargo, su destino y paradero continúan desconocidos.

1531. Se informó también que, el 24 de junio de 2009, el Sr. Santiago Ponce Lola, la Sra. Margarita Martín de las Nieves (viuda del Sr. Manuel Ponce Rosas) y la Sra. Modesta Laureano Petra sufrieron un atentado cuando se encontraban viajando en una camioneta desde la cabecera municipal de Ayutla hacia la Cortina después de haberse entrevistado con la policía para coordinar medidas de protección. En esa ocasión, fueron interceptados por una persona con el rostro cubierto quien les disparó en varias oportunidades aunque sin producirles ninguna herida.

1532. De acuerdo con la información recibida, los Sres. Ponce Lola y la Sra. Martín de las Nieves cuentan con medidas provisionales decretadas por la Corte Interamericana de Derechos Humanos desde el día 9 de abril de 2009 (Resolución de la Presidenta ratificada por la Corte el día 30 de abril de 2009). Asimismo, se recuerda que los mismos fueron objeto de un llamamiento urgente enviado el 9 de marzo de 2009 por este Grupo junto con el Relator especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, el Relator especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, y la Relatora especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos.

Llamamiento urgente

1533. El 16 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el asalto físico contra el Sr. **Santiago Aguirre Espinosa** y las amenazas e intimidaciones contra la Sra. **Madeleine Penman** y los otros miembros del **Centro de Derechos Humanos “Miguel Agustín Pro Juárez”** (Centro Prodh).

1534. El Centro Prodh es una organización no gubernamental ubicada en la ciudad de México que trabaja en defensa de los derechos humanos en México, en particular vigilando al Ejército nacional e investigando casos de violaciones de los derechos humanos cometidas por elementos militares. También, ha denunciado la impunidad que prevalece en las investigaciones seguidas por el fuero militar hacia sus propios elementos. El Sr. Aguirre Espinosa es el Coordinador del Área Jurídica del Centro y la Sra. Penman es la Coordinadora del Área Internacional.

1535. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 10 de julio de 2009, aproximadamente a las 19:00 horas de la tarde, dos personas no identificadas habrían agredido físicamente al Sr. Aguirre Espinosa mientras caminaba cerca de las oficinas del Centro Prodh. Los agresores lo habrían amenazado mientras lo habrían agredido violentamente hasta dejarlo inmovilizado. No robaron nada de sus pertenencias excepto sus anteojos.

1536. El 13 de mayo de 2009, la Sra. Penman habría recibido un mensaje de texto amenazante. Además, desde principios de 2009, vecinos del Centro Prodh les habrían informado a los integrantes del centro que personas no identificadas, vestidas de civil, habrían estado preguntando por las y los colaboradores del centro.

1537. Cabe mencionar que el 9 de julio de 2009, el Sr. Aguirre Espinosa habría sido entrevistado en la radio sobre el tema de la jurisdicción militar y junto con otros defensores de derechos humanos habrían participado en un debate radiofónico sobre el tema con el Secretario de Gobernación, Licenciado Gómez Mont.

1538. Se expresó temor que el asalto físico contra el Sr. Aguirre Espinosa y las amenazas e intimidaciones contra la Sra. Penman y los otros miembros del Centro Prodh podrían estar relacionados con las actividades legítimas de la organización en la defensa de los derechos humanos.

Llamamiento urgente

1539. El 30 de julio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las detenciones de la Sra. **Sara López González**, el Sr. **Joaquín Aguilar Méndez**, el Sr. **Guadalupe Borja Contreras**, el Sr. **Elmer Castellanos Velásquez** y la Sra. **Guadalupe Lizcano Gómez** en Candelaria, Campeche, miembros del Movimiento contra las Altas Tarifas de Energía Eléctrica (MCATE), una organización en el estado de Campeche que forma parte de la Red Nacional de Resistencia Civil a las Altas Tarifas de la Energía Eléctrica.

1540. Según las informaciones recibidas, el 10 de julio de 2009, aproximadamente a las 5:30 horas de la madrugada, agentes de la Policía Ministerial Federal habrían entrado por la fuerza en las casas de los Sres. López González, Aguilar Méndez, Borja Contreras, Castellanos Velásquez y Lizcano Gómez en Candelaria, Campeche, efectuado la detención de los mismos sin proporcionar información sobre los motivos del arresto ni presentar orden de detención previa. Los detenidos habrían sido amenazados con armas de fuego. Sus familiares no fueron informados del paradero de los cinco detenidos hasta las 11 horas de la mañana del día 10 de julio. Según la información recibida, los detenidos fueron trasladados a las oficinas de la Procuraduría General del Estado y posteriormente al Centro de Readaptación Social de Kobén, Campeche.

1541. De acuerdo con la información recibida, los cinco miembros de MCATE seguirían detenidos en dicho centro. La Sra. Sara López González no habría recibido tratamiento médico para tratar la conjuntivitis y fiebre que padece. Los detenidos habrían sido acusados de privación ilegal de la libertad y robo a la riqueza de la nación, considerados delitos graves que no alcanzan fianza, excepto los procesos seguidos en contra del Sr. Castellanos Velásquez y la Sra. Lizcano Gómez. Las personas que se encuentran detenidas, alegan que los cargos en su contra son falsos, y que la detención se ha llevado a cabo como represalia por las actividades que realizan en defensa de los derechos humanos. Además, consideran que su detención está relacionada con un incidente ocurrido en septiembre de 2008 cuando un funcionario de la Comisión Federal de Electricidad habría acompañado voluntariamente a los cinco miembros de MCATE a su comunidad para investigar el motivo de un corte de luz y para asegurar la reconexión de la misma. Dos meses después de dicho incidente, la Comisión Federal de Electricidad habría presentado una demanda ante la Procuraduría General contra miembros de MCATE por el supuesto secuestro de su funcionario durante la visita a la comunidad. En enero de 2009, los miembros del MCATE habrían acudido a una reunión con la Comisión Federal de Electricidad para discutir el caso. En dicha reunión el funcionario habría admitido que no se trataba de un secuestro y que había acompañado a los denunciados voluntariamente, pero un director de la comisión le habría pedido guardar silencio.

1542. Se expresó temor que las detenciones de los Sres. López González, Aguilar Méndez, Borja Contreras, Castellanos Velásquez y Lizcano Gómez podrían estar relacionadas con las actividades que realizan en defensa de los derechos humanos y en particular su protesta en contra de las altas tarifas de electricidad en Candelaria, Campeche.

Llamamiento urgente

1543. El 7 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el intento de asesinato del Sr. **Salomón Monárrez Meraz**.

1544. El Sr. Monárrez Meraz es el secretario de la organización no gubernamental (ONG) Frente Cívico Sinaloense en Culiacán, Sinaloa.

1545. El Frente Cívico Sinaloense ha denunciado violaciones a los derechos humanos cometidos por elementos castrenses en el contexto de la lucha contra organizaciones de delincuencia organizada.

1546. Según las informaciones recibidas, el 31 de agosto de 2009, aproximadamente a las 6:30 horas de la tarde, un grupo de personas no identificadas habrían entrado por la fuerza a la casa del Sr. Monárrez Meraz en la colonia de Miguel Hidalgo de Culiacán, en Sinaloa, con la intención de asesinarlo. Los agresores habrían disparado tres veces contra el Sr. Monárrez Meraz antes de huir y no habrían robado nada de la casa. Luego de este incidente, el Sr. Monárrez Meraz habría sido trasladado a una clínica privada. Su estado de salud continúa delicado.

1547. No era la primera vez que un integrante del Frente Cívico Sinaloense es víctima de agresiones. En septiembre de 2007, el Sr. Ricardo Murillo Monge, co-fundador del Frente Cívico Sinaloense, habría sido asesinado.

1548. Se expresó temor que el intento de asesinato del Sr. Monárrez Meraz podría estar relacionado con sus actividades en defensa de los derechos humanos. Además, se expresó una profunda preocupación por la integridad psicológica y física del Sr. Monárrez Meraz y de los otros miembros del Frente Cívico Sinaloense.

Llamamiento urgente

1549. El 8 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Presidente del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los actos de hostigamiento, vigilancia, amenaza y descalificación que habrían tenido lugar contra integrantes del **Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas** debido a su trabajo en defensa y promoción de los derechos humanos, incluyendo desapariciones forzadas.

1550. De acuerdo con la información recibida, a partir del mes de junio de 2009, los miembros del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas habrían sido objeto de una serie de actos de hostigamiento, vigilancia, amenaza y descalificación; en particular, su Presidente, Sr. Samuel Ruiz García, y su Director, Sr. Diego Cadenas Gordillo.

1551. En esta dirección, se informó que, los días 14, 15 y 16 de junio de 2009, algunos miembros del Centro habrían sido seguidos, fotografiados y filmados por seis personas que se trasladaban en tres automóviles sin placas de identificación: un Jeep negro, un Chevy blanco, y una camioneta Ford Ranger de color gris. Del mismo modo, el 17 de agosto de 2009, durante el regreso de la visita del Representante de la Oficina de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en México al campamento de desplazados de Acteal, algunos integrantes del Centro habrían notado que estaban siendo seguidos por un automóvil Ford Fiesta sin placa que detenía su marcha cuando lo hacía el vehículo que ellos conducían.

1552. Se informó además que, los días 10 y 11 de agosto, durante la manifestación pública que tuvo lugar en la ciudad de San Cristóbal de Las Casas en repudio del fallo de la Suprema Corte de Justicia de la Nación por la liberación de personas señaladas por los sobrevivientes de la

Masacre de Acteal como paramilitares, una persona habría estado tomando fotografías y haciendo preguntas sobre la organización del evento y por los integrantes del Centro. Se indicó que, tras ser cuestionado, esta persona habría reconocido pertenecer al ejército de México.

1553. Asimismo, se informó que, durante los meses de julio y agosto, habrían aumentado las descalificaciones contra el Centro y sus integrantes a través de distintos medios de comunicación. Estas descalificaciones habrían sido efectuadas por reporteros vinculados a funcionarios públicos municipales, estatales y federales, o a través de espacios contratados por la administración pública, y utilizando medios de comunicación que serían propiedad del Estado.

1554. En este contexto, se expresó temor que estos actos podrían estar ligados al trabajo de los miembros del Centro en su defensa de los derechos humanos en Chiapas y por su integridad física y psicológica.

Respuesta del Gobierno

1555. En una carta fechada el 3 de noviembre de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento urgente. Según dicha carta, el Gobierno de México no estaba en posibilidad de determinar la exactitud y veracidad de los hechos presentados en el llamamiento urgente toda vez que la Procuraduría General de Justicia del estado de Chiapas (PGJ Chi) después de haber hecho una búsqueda en los libros del Gobierno de la agencia del Ministerio Público, no encontró ningún registro o averiguación previa relacionados con los hechos.

1556. No obstante, se informó que, el 17 de julio de 2009, PGJ Chi realizó un oficio de averiguación previa dando a conocer si los Sres. Cadenas Gordillo, Ruiz García y Armando Gómez fueron objeto de hechos delictivos. De igual forma, el 18 de junio de 2009, la Fiscalía Especializada en protección de los organismos no gubernamentales para la Defensa de los Derechos Humanos de la PGJ Chi, inició un acta administrativa para investigar los supuestos actos de hostigamiento.

1557. Se informó que el 17 de julio de 2009, la Comisión de Derechos Humanos de Chiapas abrió un expediente de queja por supuestos actos de hostigamiento con motivo de una nota periodística publicada en el diario local.

1558. Se informó que, dentro de las diligencias practicadas, el 18 de julio de 2009 requirieron presentar denuncia de los hechos a los Sres. Cadenas Gordillo e integrantes del Centro de Derechos Humanos.

1559. En relación con las medidas de protección adoptadas, el 19 de julio de 2009, la Fiscalía Especializada en la protección de organismos no gubernamentales para la Defensa de los Derechos Humanos ofreció a los Sres. Diego Cadenas Gordillo, Samuel Ruiz García y Jorge Armando Gómez, implementar medidas de protección policíacas, instalación de cámaras de vigilancia en la organización civil donde laboran y apoyo psicológico, además que les exhortaba para que presentaran denuncia o querrela por actos de hostigamiento. Sin embargo, se informó que no ha habido una respuesta de colaboración por parte del Sr. Cadenas Gordillo sobre el ofrecimiento de las medidas de protección.

1560. Asimismo, se comunicó que, el 4 de septiembre de 2009, representantes del gobierno federal realizaron una visita de trabajo al estado de Chiapas con el propósito de celebrar reuniones de trabajo con representantes del gobierno de ese estado y del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas. Se informó que el Sr. Cadenas Gordillo manifestó que los actos de hostigamiento en su contra nunca existieron, que todo fue un malentendido y que la situación ya fue aclarada, pues la persona que lo hostigaba se encuentra enferma de sus facultades mentales. No obstante, las autoridades reiteraron el ofrecimiento de implementar medidas de protección a favor de las víctimas mencionadas además de exhortarlo a que presente su denuncia para que la Fiscalía Especializada pueda investigar los hechos.

Llamamiento urgente

1561. El 9 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator especial sobre los derechos humanos de los migrantes enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra el padre **Alejandro Solalinde Guerra**, el Sr. **David Alvarez Vargas**, la Sra. **Areli Palomo Contreras** y otros miembros del Albergue del Migrante Hermanos en el Camino.

1562. El padre Solalinde Guerra es director del Albergue del Migrante Hermanos en el Camino de la Esperanza y Coordinador de la Zona Sur de la Dimensión Pastoral de la Movilidad Humana de la Conferencia Episcopal Mexicana. El Sr. Alvarez Vargas es asistente en el mismo Albergue del Migrante. La Sra. Palomo Contreras es operadora del Registro Nacional de Agresiones a Migrantes y ayuda en el Albergue del Migrante Hermanos en el Camino de la Esperanza. El Albergue del Migrante Hermanos en el Camino brinda ayuda humanitaria a personas migrantes extranjeras que se ven obligadas a cruzar por México con el fin de llegar a los Estados Unidos de América. Además, el padre Solalinde Guerra ha denunciado públicamente en varias ocasiones las violaciones de derechos humanos presuntamente cometidas por miembros de la policía y de las fuerzas de seguridad en contra de los migrantes en México.

1563. Con fecha del 7 de julio de 2008, la Relatora sobre la situación de los defensores de derechos humanos y el Relator sobre los derechos de las personas migrantes emitieron un llamamiento urgente al Gobierno Mexicano en relación con las agresiones en contra del padre Alejandro Solalinde Guerra.

1564. Según las informaciones recibidas, el 22 de julio de 2009, dos hombres no identificados, supuestamente pertenecientes a una banda de la delincuencia organizada denominada “Los Zetas”, habrían allanado el Albergue del Migrante buscando a un grupo de migrantes que recibía ayuda del Albergue con la intención de secuestrarlos. Sin embargo los migrantes se habrían escondido.

1565. El 21 de julio, cuatro hombres armados con pistolas habrían entrado por la fuerza al Albergue nuevamente buscando a otro grupo de migrantes. Sin embargo, este grupo también habría logrado esconderse.

1566. El 11 de julio de 2009, aproximadamente a las 23:00 horas de la noche, un grupo de personas, supuestamente procedentes de Veracruz y pertenecientes a “Los Zetas”, habrían

allanado el Albergue con la intención de raptar a un grupo de migrantes de Honduras. Esa misma noche, los agresores habrían subido a un tren en el que viajaban varios migrantes y se habrían llevado a un grupo de migrantes.

1567. Las acciones anteriormente mencionadas habrían puesto en riesgo a los miembros del Albergue del Migrante así como a los migrantes que se encontraban allí. Además, miembros del equipo que trabaja en el Albergue del Migrante habrían recibido amenazas de muerte y supuestamente se encuentran en una situación altamente riesgosa. El mayor factor de riesgo lo constituyen las organizaciones de la delincuencia organizada como “los Zetas”; el refugio y atención que ofrece el Albergue, así como su actividad de denuncia y promoción de los derechos humanos, implica para los delincuentes un freno en sus actividades de extorsión a las personas migrantes.

1568. A pesar de que miembros del Albergue del Migrante habrían hecho denuncias formales ante las instancias de Procuración de Justicia, ni las autoridades locales, ni las federales habrían tomado las medidas necesarias para brindar la protección y seguridad necesarias para el personal del Albergue y los migrantes.

1569. Se expresó temor que el padre Solalinde Guerra, el Sr. Alvarez Vargas, la Sra. Palomo Contreras y otros miembros del Albergue del Migrante “Hermanos en el Camino” podrían estar en riesgo como resultado directo de su trabajo en defensa de los derechos humanos, en particular de los derechos de migrantes. Además, se expresó una profunda preocupación por la integridad psicológica y física de todos los miembros del Albergue del Migrante “Hermanos en el Camino”. Estos actos de hostigamiento e intimidación, de ser confirmados, se enmarcan en un contexto de gran vulnerabilidad de los migrantes en México que amenaza también aquellos que trabajan para la defensa de sus derechos.

Llamamiento urgente

1570. El 17 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas contra el Sr. **Artemio Hurtado Ruiz**, reportero del "Diario del Istmo" de Nanchital, estado de Veracruz. Recientemente, el "Diario del Istmo" ha publicado varias denuncias ciudadanas relativas a abusos de la Policía Intermunicipal (responsable de la seguridad pública en los municipios de Coatzacoalcos, Minatitlán, Cosoleacaque y Nanchital).

1571. Según las informaciones recibidas, el día 4 de septiembre a las 18:00 horas aproximadamente, el Sr. Artemio Hurtado Ruiz se encontraba en las inmediaciones de las oficinas de la comandancia local de la Policía Intermunicipal cuando se le habría acercado el Sr. Raúl de Lucio Rincón, comandante de la Policía Intermunicipal en Nanchital, quien le habría avisado de mantenerse lejos de la sede de la comandancia policial.

1572. Tras preguntar el Sr. Artemio Hurtado Ruiz por el significado de dicha advertencia, el Sr. Raúl de Lucio Rincón habría hecho alusión al Sr. Rodrigo Pérez, un periodista que había sido agredido anteriormente mientras realizaba su trabajo y finalmente le habría amenazado con detenerle sin motivación alguna.

1573. El día 9 de septiembre, alrededor de las 14:00, el Sr. Raúl de Lucio Rincón habría hecho irrupción en las oficinas del "Diario del Istmo" en Nanchital, acompañado de dos elementos que portaban armas largas para reclamar sobre la publicación de una nota que lo aludía acerca de las amenazas que el Sr. Raúl de Lucio Rincón habría dirigido al Sr. Artemio Hurtado Ruiz.

1574. En vista de lo aquí resumido se expresó temor que las amenazas contra el Sr. Artemio Hurtado Ruiz y la irrupción armada en las oficinas del periódico "Diario del Istmo" podrían estar relacionadas con las actividades periodísticas del Sr. Artemio Hurtado Ruiz y las denuncias ciudadanas relativas a abusos de la Policía Intermunicipal que el "Diario del Istmo" habría venido publicando en las pasadas semanas.

1575. Asimismo, se expresó preocupación por la situación que al parecer enfrenta los periodistas en México a la hora de investigar episodios de corrupción policiaca y política.

1576. En este contexto, temores acerca de intimidaciones y amenazas contra periodistas ya se habían trasladado al Gobierno de Su Excelencia con referencia a los casos del Sr. Aristeo Abundis Hernández en fecha 8 de julio de 2008, y del Sr. Carlos Ortega Samper en fecha 15 de mayo de 2009.

1577. Se lamentó no haber recibido respuesta en referencia a las comunicaciones arriba mencionadas y se expresó temor que el acoso físico y las intimidaciones verbales contra los periodistas en el ejercicio de sus funciones puedan afectar el disfrute de la libertad de expresión y de prensa en México.

Llamamiento urgente

1578. El 28 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con Relator especial sobre la independencia de los magistrados y abogados enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el ataque contra el Sr. **Ricardo Lagunes Gasca**, abogado que trabaja para la organización de derechos humanos Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas.

1579. Con fecha 8 de septiembre de 2009, el Presidente del Grupo de Trabajo sobre las Desapariciones Forzadas o Involuntarias, el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de derechos humanos emitieron un llamamiento urgente al Gobierno mexicano en relación con los actos de hostigamiento, vigilancia, amenaza y descalificación que habrían tenido lugar contra integrantes del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas debido a su trabajo en defensa y promoción de los derechos humanos, incluyendo contra las desapariciones forzadas.

1580. Según las informaciones recibidas, el 18 de septiembre de 2009, el Sr. Lagunes Gasca habría visitado a unos clientes en el Ejido Jotolá, municipio de Chilón, para informales sobre la situación de los ejidatarios presos de San Sebastian Bachajón. Mientras conducía de regreso, habría sido emboscado por un grupo de aproximadamente cincuenta personas armadas con armas de fuego, machetes, palos y piedras, quienes habrían cerrado la carretera con piedras y un tronco. A pesar de que el Sr. Lagunes Gasca se identificó como abogado de derechos humanos, el grupo le sacó de su vehículo, le agredió físicamente e intentó llevarle a un destino desconocido. Le

habrían dicho también que le iban a linchar. El Sr. Lagunes Gasca sólo logró escapar cuando un grupo de ejidatarios de La Otra Campaña intervino a su favor.

1581. Un residente del Ejido de San Sebastián Bachajón, el Sr. Carmen Aguilar Gómez, habría recibido un disparo en el muslo de la pierna izquierda durante el enfrentamiento. A pesar que los residentes del Ejido Jotolá llamaron a la Policía Estatal Preventiva (PEP), ésta no llegó hasta después del ataque.

1582. Según nuestras fuentes, los agresores forman parte de un grupo armado denominado Organización para la Defensa de los Derechos Indígenas y Campesinos (OPDDIC), una organización que supuestamente contaría con el apoyo de la PEP. La OPDDIC habría sido responsable de varios ataques, amenazas y actos de intimidación contra residentes de comunidades en Chiapas que se consideran simpatizantes del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN). Después del ataque del 18 de septiembre de 2009, integrantes de la OPDDIC habrían rodeado las casas de los ejidatarios y les habrían amenazado.

1583. Se expresó temor que el ataque contra el Sr. Lagunes Gasca tenía relación con las actividades que realizó como abogado en defensa de los derechos humanos. Además, se expresó preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Lagunes Gasca así como la de los demás miembros del Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas.

Llamamiento urgente

1584. El 15 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la amenaza de muerte contra el Sr. **Gustavo de la Rosa Hickerson**, abogado que trabaja en la Comisión Estatal de Derechos Humanos (CEDH) de Chihuahua. El Sr. de la Rosa Hickerson es el encargado de la oficina de la CEDH en Ciudad Juárez. Ha reconocido públicamente el incremento en denuncias de violaciones de derechos humanos supuestamente cometidas por integrantes de las fuerzas armadas. Además, ha aceptado denuncias de dichas violaciones y ha ejercido presión sobre las autoridades para que se tome acción frente a éstas. Recientemente, denunció la ejecución por parte del crimen organizado de personas que se encontraban rehabilitándose en centros de asistencia para drogadictos. En los últimos meses se han presentado cuatro casos de asesinatos múltiples de estas personas. El Señor de la Rosa ha denunciado públicamente esta situación y ha llamado la atención sobre esta circunstancia.

1585. Según las informaciones recibidas, el 4 de septiembre de 2009, el Sr. de la Rosa Hickerson regresaría del trabajo a su casa cuando un vehículo no identificado se habría acercado al suyo en el semáforo. El conductor del vehículo habría fingido dispararle con sus manos en forma de pistola y lo habría amenazado, diciéndole, “ya bájale porque te vamos a matar”.

1586. Desde principios del año, el Sr. de la Rosa Hickerson habría recibido varias otras amenazas a su celular, en su casa y en su oficina. Además, habría sido objeto de seguimiento y vigilancia constante y habría sido detenido en varios retenes militares donde le habrían hecho preguntas y le habrían recomendado guardar silencio.

1587. A la luz de esta situación de alto riesgo, el Sr. de la Rosa Hickerson actualmente se encuentra escondido en un lugar secreto.

1588. Se expresó temor que estas amenazas contra el Sr. de la Rosa Hickerson podrían estar relacionadas con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos. Se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. de la Rosa Hickerson.

Llamamiento urgente

1589. El 15 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator especial sobre los derechos humanos de los migrantes y el Relator especial sobre formas contemporáneas de racismo, discriminación racial, xenofobia y formas conexas de intolerancia enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con los presuntos atentados contra el derecho a la vida y la seguridad personal de los migrantes que residen en **la Casa del Migrante de Belén**, cerca de Saltillo en el Estado de Coahuila y el hostigamiento contra miembros del personal de dicha institución.

1590. De conformidad con la información recibida, el 30 de septiembre del presente año, un joven de origen hondureño, de nombre Reyes Gustavo Ardón Alfaro, presuntamente asesinó a acuchilladas a Perla Judith Quintero Caballero, mujer saltillense de veintiséis años de edad e hirió de gravedad a Leslie Flores, quien era la empleada doméstica de la hoy occisa. El joven hondureño aparentemente se desempeñaba como pintor del negocio, propiedad de Perla Judith. Ha sido reportado que a partir de la ocurrencia de dicho caso, las personas migrantes han sido sujetos de actitudes xenofóbicas y discriminatorias y que el equipo de trabajo de la casa del migrante de Belén ha sido sujeto de hostigamiento por parte de algunos sectores de la sociedad civil y de los medios de comunicación. Así mismo, han sido reportados los siguientes presuntos acontecimientos:

- los días 2, 3 y 4 de octubre, algunos de los migrantes que habitan en la casa mencionada habrían sido objeto de agresiones verbales.
- el domingo 4 de octubre por la noche, presuntamente un migrante de origen hondureño habría sido golpeado en la estación del tren por dos individuos, quienes le dirían que se merecía dichos golpes por ser hondureño y porque un hondureño había asesinado a una mexicana.
- el 11 de octubre un grupo de entre 10 y 12 personas se habría acercado por la noche a la Casa del Migrante y habría roto y tirado al suelo el medidor de luz, interrumpiendo con ello el abastecimiento de energía eléctrica del lugar.

1591. También se informó que a partir del 6 de octubre la población migrante que se alberga en la Casa del Migrante de Belén, habría disminuido por miedo represalias por parte de algunos grupos de la población de Saltillo.

1592. Finalmente, según la información recibida, el 6 de octubre, el Congreso de Coahuila habría emitido un punto de acuerdo mediante el cual se solicita al Congreso de la Unión, "para que se realicen las propuestas de modificación a la Ley General de Población con la finalidad de

regular en forma clara la situación de las llamadas casas del migrante, sin perjudicar los derechos humanos de los extranjeros que de un modo u otro transitan o radican en [México]." El Relator Especial sobre los derechos humanos de los migrantes lamenta que la respuesta del gobierno incluya una acción legislativa (la modificación de la Ley General de Población) que esta fuera de la competencia del Poder Ejecutivo, el cual si tiene competencia para actuar directamente sobre las medidas de protección de los derechos humanos a los que se refiere este llamado de urgencia.

1593. Aunque la solicitud realizada al Congreso en dicho instrumento jurídico es de carácter general, se habría llamado su atención sobre algunos de los elementos contenidos en la exposición de motivos del punto de acuerdo, en los que se difundirían elementos de intolerancia contra las casas de migrantes y los migrantes irregulares.

Llamamiento urgente

1594. El 22 de octubre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la tentativa de asesinato contra el Sr. **Jesús Sánchez de la Barquera**. El Sr. Sánchez de la Barquera es ecologista y realiza actividades en defensa de las áreas naturales protegidas en el municipio de Jilotzingo, Estado de México. Ha realizado varias campañas en protesta contra la construcción ilegal en la zona.

1595. Según las informaciones recibidas, el 29 de septiembre de 2009, el Sr. Sánchez de la Barquera habría sido víctima de un atentado con arma de fuego. Un hombre no identificado, que habría estado esperando en un vehículo fuera de la casa del Sr. Sánchez de la Barquera en Jilotzingo, le habría disparado cuando salió para acompañar a su hija a la parada del autobús. La bala habría perforado el hombro del Sr. Sánchez de la Barquera.

1596. Recientemente, el Sr. Sánchez de la Barquera habría recibido varias amenazas advirtiéndole que debe abandonar sus actividades en defensa de áreas naturales protegidas y en contra de la deforestación en el municipio.

1597. Se expresó temor que estas amenazas y el intento de asesinato contra el Sr. Sánchez de la Barquera tendrían relaciones con las actividades que realizó en defensa de los derechos humanos. Se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica del Sr. Sánchez de la Barquera así como la de su familia.

Carta de alegaciones

1598. El 9 de noviembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos junto con el Relator especial sobre la cuestión de la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con en relación con en relación con el Sr. **Agustín Humberto Estrada Negrete** y el Sr. **Jaime Genaro López Vela**.

1599. El Sr. Agustín Humberto Estrada Negrete es Director de los Centros de Atención Múltiples 33 y 34, en el Municipio de Ecatepec, Estado de México. Los Centros son escuelas de educación especial para niños con discapacidad. El Sr. Estrada es también activista social, promoviendo el reconocimiento y la protección de los derechos de los grupos vulnerables,

incluyendo a niños con discapacidad, mujeres y homosexuales. El Sr. Jaime López Vela es abogado de derechos humanos y director de la organización de derechos humanos Agenda LGBT.

1600. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 17 de mayo de 2007, el Sr. Estrada participó en la Feria de Lucha contra la Homofobia. Su participación desencadenó una serie de reacciones homofóbicas y discriminatorias entre algunos servidores públicos, incluyendo amenazas y hostigamiento, con el fin de presionarlo para que renunciara a su cargo. El 13 de febrero de 2008, el Subsecretario de Educación del Estado de México lo insultó y amenazó de muerte frente a varios padres de familia.

1601. El día siguiente el Sr. Estrada fue notificado de la licencia obligatoria con goce de sueldo para retirarse del cargo de Director Escolar por un año, aunque él no la había solicitado. Como resultado, el Sr. Estrada empezó a protestar en varias instancias locales y federales, denunciando su despido ilegal. El 20 de junio, el Director de Gobierno y el Jefe del Departamento de Gobernación del Estado de México agredieron física y verbalmente al Profesor Estrada Negrete, y lo amenazaron con golpearlo y privarle de su vida.

1602. El 20 de mayo tomó posesión como suplente del Sr. Estrada la Sra. Norma Alejandra Sandoval Márquez. Un día después, la Sra. Sandoval Márquez interrumpió las clases de los alumnos, gritándoles frases discriminatorias y ofensivas para que se retiraran de la escuela junto con sus padres. También empujó y jaló a uno de los alumnos, Miguel Ángel Bautista Pérez. La madre del alumno denunció a la directora por abuso de autoridad, y aunque el Ministerio Público emitió una orden de aprehensión, ésta nunca fue ejecutada. En los meses sucesivos, continuaron los maltratos y la discriminación hacia los niños. Cuando la Sra. Azucena Escobar Monroy regresó a la escuela para obtener una constancia correcta para tramitar una beca, fue golpeada por otros padres de familia, por órdenes de la directora. La Sra. Escobar Monroy intentó inscribir a su hijo en otra escuela, pero le fue imposible debido a que no contaba con la constancia de estudios.

1603. El 16 de febrero de 2009, día en el cual se concluía la licencia forzada, el Sr. Estrada se presentó en las instalaciones para reintegrarse a sus funciones. No se le permitió el ingreso, por lo que el Sr. Estrada se dirigió hacia la Casa de Gobierno para protestar. En ese momento llegaron los granaderos y comenzaron un desalojo violento, durante el cual golpearon a niños y padres de familia que se encontraban ahí. El Sr. Estrada presentó una denuncia en la Agencia del Ministerio Público (EM/MR/1219/09).

1604. El 17 de febrero se les negó el acceso a los menores de edad cuyos padres pedían la reinstalación del Sr. Estrada Negrete. Tampoco se les permitió la entrada a los profesores que lo apoyaban.

1605. El Sr. Estrada fue citado el 7 de mayo por las autoridades estatales para resolver su situación. Junto con él se presentaron su abogado, el Sr. López Vela, y algunas madres de familia, quienes fueron interceptados en la puerta del Palacio de Gobierno. Los agredieron verbalmente, y cuando llegó un grupo de aproximadamente 100 granaderos, éstos comenzaron a golpear a las madres con el fin de desalojarlas. Una niña de 15 años fue golpeada con cachetadas y pateada hasta que se desmayó. El Sr. López Vela fue detenido y subido a la fuerza a la patrulla 1219 de

la agencia de seguridad estatal. Dentro de la patrulla fue golpeado en los brazos, rodillas, pecho y estómago. Fue liberado bajo fianza al día siguiente.

1606. El Sr. Estrada también fue golpeado cuando trató de escapar. Fue trasladado al interior de una ambulancia, donde le azotaron la cabeza debajo de una camilla, lo estrangularon, le presionaron los testículos y lo golpearon el estómago. Nuevamente fue amenazado de muerte y agredido verbalmente. El Sr. Estrada fue trasladado al sótano de la Procuraduría General del Estado de México, donde le cubrieron la cabeza con su camisa y continuaron golpeándolo durante un par de horas. Después fue puesto a disposición del Ministerio Público por los delitos de ataques a las vías de comunicación y medios de transporte.

1607. El 8 de mayo, el Sr. Estrado fue llevado al reclusorio Almoloya de Juárez. Fue llevado ante un médico, quien se negó a certificar sus lesiones. Después fue llevado a una celda donde se encontraban casi 30 personas. Algunos de los detenidos comenzaron a quitarle la ropa con violencia, y tuvo que dormir de pie y desnudo hasta que otro detenido le prestó algo de ropa. Al siguiente día, mientras regresaba de declarar su declaración, el Sr. Estrada fue sujetado con fuerza y violencia, le taparon la cara con una capucha, lo patearon y los asfixiaron. Aproximadamente seis hombres los arrastraron hacia el interior de una celda, donde fue violado por varios detenidos, presuntamente por órdenes superiores. Los custodios estaban a menos de cinco metros del lugar donde ocurrió la violación sexual.

1608. El Sr. Estrada salió de la cárcel el 9 de mayo, después de haber pagado la fianza. Se dirigió al Ministerio Pública de ciudad Cuauhtémoc y a San Cristobal Ecatepec, donde se negaron a recibir la denuncia de los hechos. El 11 de mayo registró una queja en la Comisión de Derechos Humanos del Estado de México por agresión física y sexual. Ese día presentó también una denuncia ante la Procuraduría General de Justicia. A pesar de los diversos intentos de denunciar los hechos, las autoridades no han tomado acciones concretas o medidas precautorias para proteger la integridad del Sr. Estrada o para investigar los hechos.

1609. Entre el 11 y 14 de mayo, patrullas de las agencias de seguridad estatales vigilaron al Sr. Estrada afuera de su domicilio. El 18 de junio recibió una llamada anónima en la cual se le amenazó con acabar sus denuncias públicas. Las llamadas se repitieron durante varias semanas. Su abogado, el Sr. López Vela, también ha recibido amenazas contra su vida por continuar con las denuncias. El Sr. Estrada fue obligado a abandonar su hogar y mudarse a otra ciudad.

Llamamiento urgente

1610. El 2 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos junto con el Relator especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Mercedes Murillo Monge**, presidenta del Frente Cívico Sinaloense, FCS. El FCS ha denunciado violaciones a los derechos humanos cometidos por elementos castrenses en el contexto de la lucha contra grupos de delincuencia organizada.

1611. Según las informaciones recibidas: el 12 de noviembre de 2009, en la madrugada, más de 20 agentes militares habrían llegado a la casa de la Sra. Murillo Monge. Cuando la Sra. Murillo Monge habría abierto la puerta aproximadamente cinco agentes militares le habrían apuntado

con armas de fuego. Le habrían informado que tenían que verificar su identidad y su domicilio y habrían hecho preguntas sobre su familia. Asimismo, le habrían informado que estaban actuando bajo órdenes de su general. Habrían aceptado una tarjeta profesional como comprobante de identificación.

1612. No es la primera vez que un integrante del FCS es objeto de agresión o intimidación. El 7 de septiembre de 2009, el Relator Especial sobre la promoción y la protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión y la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos habrían enviado una comunicación conjunta al Gobierno de su Excelencia en relación con un intento de asesinato contra el Sr. Monárrez Meraz, secretario del FCS. Todavía no se ha recibido una respuesta a dicha comunicación y supuestamente los integrantes del FCS siguen sin medidas de protección. Asimismo, el hermano de la Sra. Murillo Monge, Ricardo Murillo Monge, uno de los fundadores de la organización FCS, habría sido secuestrado y asesinado en 2007. La policía todavía no habría identificado los responsable de este crimen.

1613. Se expresó temor que este acto de intimidación contra la Sra. Murillo Monge tendrían relación con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos, en particular, con la posición pública que el Frente ha adoptado sobre la inconveniencia de que las fuerzas armadas realicen actividades de seguridad pública, así como con el caso que el Frente Cívico Sinaloense llevó en este año ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación con el fin de que se revisara la constitucionalidad del ejercicio de la jurisdicción militar en los casos en que algún elemento de las fuerzas armadas sea acusado de haber violado los derechos humanos de civiles. Se expresó profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Murillo Monge así como la de los demás miembros del FCS.

Observaciones

1614. La Relatora Especial agradece las respuestas proporcionadas por el Gobierno de México y expresa su satisfacción por el hecho de que se hayan iniciado investigaciones en varios de los casos presentados a la atención del Gobierno por la Relatora. La Relatora Especial expresa también su satisfacción por los procesos de protección que se han implementado en varios casos. No obstante, la Relatora Especial lamenta que al momento de finalizar el presente informe no había recibido respuesta a diecinueve de sus comunicaciones en 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno mexicano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

1615. La Relatora Especial insta al Gobierno a que proporcione información adicional y resultados concretos de las investigaciones mencionadas en las respuestas enviadas, y solicita información sobre las comunicaciones que aún no han sido respondidas.

1616. A pesar de estos progresos, la Relatora Especial expresa preocupación sobre el hecho de que sigue recibiendo información en relación con graves violaciones contra los defensores de derechos humanos, y especialmente por los casos que se refieren a los defensores de los derechos de los pueblos indígenas. Asimismo la Relatora Especial ha notado con preocupación varios casos de acoso y hostigamiento en relación con los defensores de los derechos de los migrantes en México. Sobre todo, hay preocupaciones graves sobre las restricciones por defensores de los derechos humanos en relación con la libertad de expresión, incluyendo la libertad de la prensa.

Este problema es muy marcado en relación con los defensores que investigan, vigilan, registran y hagan pública la corrupción, el crimen organizado y las violaciones cometidas por las fuerzas armadas y las autoridades con el fin de luchar contra la impunidad por aquellos que cometen las violaciones de los derechos humanos. La Relatora Especial reitera su preocupación por las violaciones contra el derecho a la vida y la integridad física (tanto asesinatos como amenazas de muerte, así como las desapariciones forzadas) y los actos de acoso e intimidación contra defensores de derechos humanos de México.

Mongolia

Letter of allegations

1617. On 14 July 2009, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government concerning the refusal to register the **Lesbian Gay Bisexual Transgender (LGBT) Centre in Mongolia**. The LGBT Centre is a non-governmental organisation (NGO) based in Ulaanbaatar, Mongolia, that works to protect and promote the rights of LGBT persons.

1618. According to information received, on 11 June 2009, Ms. Khulan Davaa, the LGBT Centre's lawyer, who is working to facilitate the registration of the NGO, was reportedly informed by the State Registration Authority that the LGBT Centre's application for legal registration had been denied. The State Registration Authority allegedly stated that the organisation could not be registered for the following alleged reasons: 1) the full name "Lesbian Gay Bisexual Transgender Centre" is too long; 2) the name is not well understood in Mongolia; 3) the abbreviation "LGBT" is not permitted under Mongolian law; and 4) it is not sufficiently clear to the public what activities the NGO is engaged in.

1619. This refusal comes after several previous attempts to register the LGBT Centre as an NGO. In February 2007, the founding members of the organisation registered its name with the State Registration Authority in Mongolia as "Lesbian Gay Bisexual and Transgender Centre" (LGBT Centre). Following this, they proceeded to apply for official registration as an NGO. At the time, they were informed by the Ministry of Justice and Home Affairs of Mongolia that the name of the organisation was problematic since it is not in the Mongolian language. Despite the fact that several legally registered NGOs in Mongolia have foreign words in their name, and despite the fact that the Programme Manager of the International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC) wrote to the Ministry of Justice and Home Affairs of Mongolia confirming that the terms "lesbian, gay, bisexual and transgender" and "LGBT" are officially recognized at the international level, the LGBT Centre was not permitted to register at the time.

1620. On 24 April 2009, Mr. Ts Otgonbaatar and Ms. Robyn Garner, founding members of the LGBT Centre, reapplied for the legal registration of their organisation, this time to the State Registration Authority which had since assumed responsibility for the registration of NGOs. On arrival to the offices, they were falsely informed that their organisation could not be registered since the founding members were not of Mongolian nationality. In order to solve this problem, they revised their registration application and stated that Mr. Otgonbaatar, who is of Mongolian nationality, is the sole founder of the LGBT Centre.

1621. On 27 April 2009, Mr. Otgonbaatar returned to the offices of the State Registration Authority where he was informed that he could collect the NGO registration certificate within 2 days. However, that evening, he received a telephone call from the State Registration Authority

telling him that there were problems with the application and asking whether the term LGBT could be considered an accepted term in Mongolia and under international law. Despite the fact that Mr. Otgonbaatar subsequently provided the State Registration Authority with copies of international human rights documents in which the term “LGBT” is used, the registration application was still denied.

1622. Concern was expressed that the repeated refusal to register the LGBT Centre may be related to the legitimate activities carried out by this organisation in defence of human rights, in particular the rights of lesbian, gay, bisexual and transgender persons.

Observations

1623. The Special Rapporteur regrets that at the time the present report was submitted, no response had been received to the communication sent on 14 July 2009. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Morocco

Appel urgent

1624. Le 21 août 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d’opinion, a envoyé un appel urgent concernant la situation de M. **Ennaama Asfari**. M. Asfari est le co-président du Comité pour le respect des libertés et des droits humains au Sahara occidental – CORELSO. M. Asfari a fait l’objet d’un appel urgent envoyé par le Rapporteur spécial sur la torture et l’ex-Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l’homme le 23 avril 2008. Nous accusons réception de la réponse du Gouvernement de votre Excellence en date du 20 juin 2008. Selon les nouvelles informations reçues :

1625. Depuis sa participation à une conférence sur le Sahara occidental en Algérie en juillet 2009, M. Asfari serait suivi et ferait l’objet d’actes d’intimidation par la police marocaine.

1626. Le 14 août 2009, lors d’un contrôle d’identité à un barrage de police à Tan-Tan, M. Asfari aurait été contraint de retirer le drapeau Sahraoui de son porte clés et aurait été agressé par un agent de police avant d’être arrêté. Le 17 août 2009, M. Asfari aurait été accusé « d’insulte à un fonctionnaire de l’Etat » et aurait comparu devant un Tribunal à Tan-Tan. Son procès aurait été ajourné jusqu’au 24 août 2009.

1627. Des craintes sont exprimées quant au fait que l’arrestation et la détention de M. Asfari soient liées à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l’Homme. Par ailleurs, compte tenu des conditions brutales de son arrestation, des craintes sont également exprimées quant à la sécurité physique et psychologique de M. Asfari pendant sa détention.

Réponse du Gouvernement

1628. Le 9 novembre 2009, le Gouvernement marocain a répondu à l’appel urgent du 21 août 2009. Le Gouvernement informe que lors d’un contrôle routier le 14 août 2009, M. Asfari, après avoir refusé de décliner son identité et de présenter les papiers de son véhicule, a quitté sa

voiture pour proférer une série d'insultes à l'adresse des agents de police tout en les menaçant à l'aide d'une pierre avant de s'en prendre physiquement à quatre d'entre eux.

1629. Le substitut du Procureur du Roi près le tribunal de 1ère instance de Tan Tan a ordonné l'interpellation de M. Asfari ainsi que celle de son neveu, qui l'a soutenu dans ce méfait. Au moment de sa conduite aux locaux de police, M. Asfari a violenté les policiers chargés de son transfert, nécessitant leur évacuation à l'hôpital et leur causant respectivement des arrêts de travail de 4, 5 et 25 jours.

1630. Lors de son audition dans les locaux de la police judiciaire, M. Asfari a reconnu les faits et placé sous mandat de dépôt à la prison de Tan Tan. Le 27 août 2009, M. Asfari a été condamné à 4 mois de prison ferme pour refus d'obtempérer, outrage aux fonctionnaires lors de l'exercice de leurs fonctions, insultes et injures, menaces et utilisation de la violence, ayant causé des blessures en vertu des articles 263 et 267 du code pénal.

1631. L'arrestation de M. Asfari est liée à l'accomplissement d'actes interdits par la loi et donc passibles de sanctions et n'a, de ce fait, aucun rapport avec ses activités séparatistes ni avec sa participation, en toute liberté et sans la moindre restriction, au festival de la culture sahraouie organisé en Algérie au mois de juillet 2009. Les allégations de mauvais traitements et agression dont aurait été victime M. Asfari sont dénuées de tout fondement.

1632. Quant aux allégations relatives au non respect des conditions du procès équitable, M. Asfari a bénéficié, durant toute la période du procès, de tous ces droits dans le respect de la dignité humaine. Les représentants de certaines organisations marocaines et étrangères des droits de l'homme ainsi que deux avocats étrangers ont assisté à cette audience.

Appel urgent

1633. Le 14 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent concernant l'arrestation de M. **Ali Salem Tamek**, secrétaire général du Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme (CODESA) ; M. **Yahdih Ettarrouzi**, membre du CODESA ; M. **Brahim Dahane**, président de l'Association Sahraouie des Victimes des Violations graves des Droits de l'Homme commises par l'Etat du marocain (ASVDH) ; M. **Ahmad Anasiri**, président du comité de défense de droits de l'homme à Smara et Président de l'association marocaine des Droits de l'Homme (AMDH), section de Smara ; M. **Saleh Lebayhi**, président du Forum pour la protection des enfants sahraouis, membre du CODESA et de l'AMDH, section de Laayoune ; M. **Rachid Sghayar**, membre du Comité d'action contre la Torture à Dakhla, Sahara Occidental ; et Mme **Degja Lachgar**, membre du Comité pour la défense du droit de l'autodétermination pour le peuple du Sahara Occidental (CODAPSO). Messieurs Tamek, Ettarrouzi et Dahane ont fait l'objet de plusieurs communications envoyées le 28 octobre 2004, le 8 novembre 2005, le 13 avril 2006, le 4 octobre 2006 et le 30 novembre 2007. Nous accusons réception des réponses fournies par le Gouvernement de votre Excellence aux communications précitées. Cependant, nous regrettons l'absence de réponse à la communication en date du 30 novembre 2007 envoyée par l'ex-Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation. Selon les informations reçues:

1634. Le 8 octobre 2009, les sept personnes susmentionnées auraient été arrêtées par les autorités marocaines à l'aéroport Mohamed V de Casablanca. Des agents de sécurité marocains les auraient interceptées à leur sortie d'avion en provenance d'Algérie et emmenées vers une destination inconnue.

1635. Les collègues des personnes susmentionnées, venus les accueillir à l'aéroport, auraient remarqué une forte présence policière ce jour là. Il est allégué que ces arrestations seraient liées à leur visite de camps de réfugiés sahraouis dans le sud-ouest de l'Algérie.

1636. Le 12 octobre 2009, la police aurait reconnu l'arrestation des sept personnes susmentionnées et leur détention à Casablanca. Néanmoins, la police aurait refusé de communiquer leur lieu de détention. Il est allégué que leur détention incommunicado aurait dépassé la durée légale de garde a vue de 48 heures prolongeable jusqu'à 72 heures prévue par la loi marocaine.

1637. Le 13 octobre, les familles des détenus auraient entamé une grève de la faim de 48 heures en signe de protestation.

1638. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'arrestation et la détention incommunicado de M. Ali Salem Tamek, M. Yahdih Ettarrouzi, M. Brahim Dahane, M. Ahmad Anasiri, M. Saleh Lebayhi, M. Rachid Sghayar et Mme Degja Lachgar soient liées à leurs activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme. Des craintes sont également exprimées quant à l'intégrité physique et mentale de ces personnes.

Lettre d'allégations

1639. Le 21 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégations sur la situation de Mme **Sukeina Idrissi**. Mme Idrissi est Présidente du Forum Avenir de la Femme Sahraouie (FAFESA) et membre de l'Association Sahraouie des Victimes des Violations graves des Droits de l'Homme commises par l'Etat marocain (ASVDH). Selon les informations reçues :

1640. Le 1er octobre 2009, alors qu'elle se rendait à Bojador en voiture après avoir assisté au procès de trois détenus sahraouis à El Ayoun, Mme Idrissi aurait été arrêtée par les forces de police et la police secrète. Après lui avoir demandé, ainsi qu'aux deux autres femmes sahraouies qui l'accompagnaient, de présenter leurs papiers d'identité, les policiers auraient fait descendre Mme Idrissi du véhicule en déclarant que le Ministre de l'intérieur du Maroc avait ordonné sa détention. Il est allégué que Mme Idrissi aurait été battue avant d'être emmenée vers une destination inconnue dans une voiture de patrouille de la police secrète.

1641. Il est également allégué que les deux femmes qui accompagnaient Mme Idrissi auraient tenté de s'enquérir de son lieu de détention et des charges retenues contre elle auprès de la police, sans succès. La station centrale de police d'El Ayoun leur aurait déclaré que Mme Idrissi n'était pas détenue dans leurs locaux. Le Procureur général du roi, la gendarmerie, la police, les forces de sécurité, les militaires et l'ordre judiciaire leur auraient tous assuré que Mme Idrissi n'était pas détenue.

1642. Le 4 octobre, Mme Idrissi aurait été libérée après avoir été interrogée par la police. Aucune explication ne lui aurait été donnée sur les raisons de sa détention.

1643. Des craintes sont exprimées que l'arrestation et la détention de Mme Idrissi, ainsi que l'usage excessif de la force à son encontre, soient liés à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Lettre d'allégations

1644. Le 26 novembre 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégations sur la situation de Mme **Aminatou Haidar**. Mme Haidar est la présidente du Collectif des Défenseurs Sahraouis des Droits de l'Homme (CODESA) et lauréate de plusieurs prix internationaux des droits de l'homme. Mme Haidar a fait l'objet d'un appel urgent envoyé par la Présidente-Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme le 28 juillet 2005. Selon les informations reçues:

1645. Le 14 novembre 2009, Mme Haidar aurait été arrêtée par les forces de police à sa descente d'avion à l'aéroport de Laayoune. Des policiers et gendarmes auraient encerclé l'aéroport avant l'arrivée de l'avion.

1646. Mme Haidar aurait été retenue à l'aéroport et interrogée par la police pendant près de 24 heures. Pendant sa détention, il lui aurait été demandé de remplir le formulaire d'entrée sur le territoire marocain en spécifiant sa nationalité marocaine. Ayant exprimé son refus de s'identifier comme citoyenne marocaine, Mme Haidar se serait vu confisquer son passeport par la police avant d'être expulsée vers les Iles Canaries le 24 novembre 2009.

1647. Il est allégué qu'à son arrivée à l'aéroport de Lanzarote aux Iles Canaries, la police espagnole l'aurait contrainte à quitter l'aéroport. Mme Haider aurait déposé une plainte au commissariat de l'aéroport de Lanzarote et aurait déclaré son intention de commencer une grève de la faim pour protester contre son expulsion.

1648. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'arrestation et l'expulsion de Mme Haidar soient liées à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

1649. Le 25 janvier 2010, le Gouvernement marocain a répondu à la lettre d'allégations du 26 novembre 2009. Le Gouvernement précise qu'en arrivant le 13 novembre 2009 à l'aéroport de Laayoune, Mme Haidar a refusé d'accomplir les formalités réglementaires prévues en matière de droit d'entrée au territoire national. L'intéressée a notamment refusé de renseigner la case réservée à la désignation de la nationalité sur la fiche de débarquement des passagers comprenant notamment le nom, prénom, la date de naissance, la nationalité, l'aéroport de départ et d'arrivée. En tant que donnée pertinente utilisée aux fins de contrôle des frontières, de la lutte contre l'immigration clandestine, de la prévention et de la répression des actes terroristes, conformément aux recommandations de l'Organisation internationale de l'Aviation civile (OACI), les agents chargés des contrôles transfrontières ont attiré l'attention de l'intéressé sur ce manquement. Il ne s'agit donc pas d'une arrestation mais d'une procédure de contrôle des informations contenues dans les fiches de débarquement des passagers entrant dans le territoire marocain en vue de les confronter avec les données contenues dans leurs documents de voyage

ou dans leurs visas. Le Maroc fait partie de ces pays où la formalité de la fiche de débarquement est une condition obligatoire, au même titre que le passeport, pour entrer au territoire national. Cette condition s'impose à toute personne qu'elle soit étrangère ou nationale.

1650. Mme Haidar a signalé qu'il ne s'agissait pas d'une omission mais d'un acte délibéré en se proclamant comme non-marocaine et refusant de ce fait de renseigner la case de la fiche de débarquement réglementaire.

1651. Avisé des faits, le Procureur du Roi près le Tribunal de 1^{ère} instance de Laayoune, s'est déplacé sur les lieux et a procédé, à l'audition de l'intéressée, en présence de son oncle et des notables de sa tribu. Contrairement à l'allégation de l'interrogatoire et de la détention de l'intéressée pendant près de 24 heures, cette audition a duré 2h20mn (de 22h40 à 1h du matin) et a été sanctionnée par un procès verbal dûment signé par Mme Haidar.

1652. L'intéressé a tenu à exprimer devant le Procureur venu l'auditionner le reniement de sa nationalité marocaine en procédant dans un acte de défi et de provocation, à la restitution de son passeport qui symbolise son rattachement à la nationalité marocaine, ajoutant publiquement qu'elle ne reconnaissait aucune validité ou pertinence juridique au passeport marocain. En restituant son titre de voyage aux autorités marocaines, celles-ci ne pouvaient que se le réapproprier et le reprendre sachant que ce titre reste la propriété de l'Etat marocain.

1653. A l'issue de son audition par le Procureur du Roi, le Tribunal de 1^{ère} instance de Laayoune, Mme Haidar n'a plus souhaité accéder au territoire national et a manifesté sa volonté de rester dans la « zone internationale » de l'aéroport de Laayoune, dans l'attente d'embarquer à bord du premier avion à destination des Iles Canaries. L'intéressé n'a donc à aucun moment été privé d'entrer sur le territoire marocain, et les autorités n'ont fait qu'accéder favorablement à sa demande.

1654. L'allégation d'expulsion est par conséquent infondée, puisqu'une telle mesure administrative entourée de garanties légales ne s'applique qu'aux étrangers en situation irrégulière ou qui menacent l'ordre public. En outre, au-delà d'une simple mesure administrative, l'intervention des autorités étatiques aurait été indispensable pour lui donner un effet et en l'espèce Aminatou Haidar n'a pas été embarquée par la force au bord de l'avion à destination des Iles Canaries et ce, au vu et au su du commandant de bord, du personnel navigant ainsi que des passagers. A cet égard, les opérations d'expulsion (reconduites aux frontières) sont ordonnées, par décision motivée, à l'encontre de tout étranger pour entrée illégale au Maroc ou pour situation de séjour irrégulier sur le territoire national.

1655. La présence des forces de l'ordre autour de l'aéroport relève des mesures de sécurité habituelles mises en place dans tous les aéroports du monde afin de garantir et préserver la sécurité et la quiétude des citoyens et des voyageurs.

1656. Dans le cadre de l'agenda dévoilé des adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume du Maroc, Aminatou Haidar a délibérément décidé de renier sa nationalité marocaine. A ce titre, Mme Haidar n'a jamais agi en tant que défenseur des droits de l'Homme mais plutôt comme activiste politique ayant un agenda politique bien défini et encadré visant à porter atteinte à la souveraineté du Maroc. Sous prétexte des droits de l'homme, l'intéressée avait des contacts permanents, étroits et complices avec ses donneurs d'ordre et pourvoyeurs de fonds, les services

algériens. Profitant de l'espace de liberté et d'ouverture démocratique du Royaume, Mme Haidar travaille ouvertement pour les intérêts d'un gouvernement étranger.

1657. Les actes, déclarations et objectifs poursuivis par Mme Haidar sont en complète contradiction avec les termes de la résolution de l'Assemblée générale 53/144 du 9 décembre 1998 relative aux droits et obligations des défenseurs des droits de l'Homme.

1658. Mme Haidar a un « engagement » à géométrie fixe en matière de droits de l'homme. On ne lui connaît aucune position sur la dramatique celle là, des droits de l'homme dans les camps de Tindouf en Algérie.

1659. Concernant le retour de Mme Haidar au Maroc, l'intéressée est arrivée le 17 décembre 2009 à l'aéroport Hassan 1er de Laayoune à bord d'un avion médicalisé en provenance des Iles Canaries. Après avoir satisfait aux formalités d'usage auprès des services de police et de douane de l'aéroport, conformément à la législation marocaine, l'intéressé a accédé au territoire du Royaume du Maroc, munie de son passeport marocain. Le retour de Mme Haidar fait suite aux nombreux appels de dirigeants de pays amis et partenaires. Tous ont intercédé, pour des raisons strictement humanitaires, en vue de trouver une issue à une situation dans laquelle l'intéressée s'est délibérément placée, après son refus, le 13 novembre 2009, d'accomplir les formalités d'usage pour accéder au territoire marocain.

1660. Ces pays amis et partenaires ont souligné publiquement le fait que la loi marocaine s'applique pleinement et légitimement sur l'ensemble du territoire du Royaume, y compris les provinces du Sud. Le respect de la loi marocaine s'impose à tous, sans aucune exception, et sur l'intégralité du territoire national. De nombreux pays ont salué la magnanimité et le traitement strictement humanitaire réservé par les autorités marocaines à la situation de Mme Haidar.

1661. Par conséquent le geste marocain, motivé par des considérations d'ordre humanitaire, constitue une nouvelle preuve de bonne foi et de la volonté du Maroc de continuer à œuvrer pour le règlement définitif du différend artificiel régional du Sahara marocain, sur la base de l'initiative d'autonomie qui a été favorablement accueillie par la communauté internationale, et que les parties hostiles au Maroc ont voulu torpiller par la manipulation politique et médiatique du cas Haidar.

Observations

1662. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement de ses réponses, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications des 14 et 21 octobre 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celle-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

1663. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par les restrictions imposées aux libertés de réunion et d'association et rappelle au Gouvernement que l'article 5 de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme dispose qu' « afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec

d'autres, aux niveaux national et international : a) De se réunir et de se rassembler pacifiquement ; b) De former des organisations, associations ou groupes nongouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ; c) De communiquer avec des organisations nongouvernementales ou intergouvernementales ».

1664. La Rapporteuse spéciale demeure également préoccupée par le sort des défenseurs des droits de l'homme opérant au Sahara Occidental et presse le Gouvernement de respecter leurs activités. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par la situation de MM. Tamek, Ettarrouzi, Dahane, Anasiri, Lebayhi et Sghayar et de Mme Lachgar, détenus à la prison de Salé au Nord de Rabat dans l'attente d'être jugés par le Tribunal permanent des Forces Armées Royales pour notamment atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État et atteinte à l'intégrité territoriale du royaume (articles 190, 191, 206 et 207 du Code pénal).

Myanmar

Urgent appeal

1665. On 16 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the arbitrary arrest of five members of the Federation of Trade Unions of Burma (FTUB), Mr. **U Zaw Myint Aung**, Mr. **U Soe Oo**, Mr. **Maung Tun Nyein**, Ms. **Khine Lin Myat** and Ms. **Shwe Yi Nyunt**. The FTUB campaigns for workers' rights and for the improvement of wages and working conditions for workers in Myanmar. Since its foundation in 1991, FTUB has worked to end violations of fundamental trade union and other human rights.

1666. According to the information received, on 1 April 2009, Mr. U Zaw Myint Aung, Mr. U Soe Oo, Mr. Maung Tun Nyein, Ms. Khine Lin Myat and Ms. Shwe Yi Nyunt, who is also a member of FTUB Women's Committee, were arrested at their places of residence in Rangoon as they returned home from the First National Congress of the FTUB.

1667. The FTUB members are alleged to be held in interrogation centres in the Rangoon area, where it is feared they may be subjected to torture.

1668. According to the information received, an unspecified number of family members of the aforementioned FTUB members were also arrested, threatened and put under pressure in an effort to coerce cooperation from the five detained FTUB members.

1669. Concern was expressed that the arrest of Mr. U Zaw Myint Aung, Mr. U Soe Oo, Mr. Maung Tun Nyein, Ms. Khine Lin Myat and Ms. Shwe Yi Nyunt might be related to their legitimate activities defending human rights, particularly the rights of workers in Myanmar. With a view to the alleged detention in interrogation centres, concern was also expressed for their mental and physical integrity.

Urgent appeal

1670. On 15 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, sent an urgent appeal regarding **Daw Aung San Suu Kyi**, General Secretary of the National League for Democracy (NLD), **Daw Khin Khin Win**, member of the NLD, her daughter, **Win Ma Ma**, and her physician, **Dr. Tin Myo Win**. The Working Group on Arbitrary Detention has adopted five Opinions (Opinion Nos. 8/1992, 2/2002, 9/2004, 2/2007, and 46/2008) declaring Aung San Suu Kyi's respective deprivations of liberty to be arbitrary as being in contravention of Articles 9, 10, and 19 of the Universal Declaration of Human Rights.

1671. According to the information received, on 14 May 2009, Aung San Suu Kyi, together with Daw Khin Khin Win and Win Ma Ma, were arrested by security forces at Aung San Suu Kyi's home, where she has been placed under house arrest for the past six years. All three are currently detained at Insein Prison in Yangon. They have been charged under Article 22 of the "State Protection Law 1975", which provides: "Any person against whom action is taken, who opposes, resists or disobeys any order passed under this Law shall be liable to imprisonment for a period of up to three years, or a fine of up to five thousand kyats, or to both."

1672. The charges were laid against them in connection with the recent intrusion of an American citizen, Mr. John Williams Yettaw, into Aung San Suu Kyi's home. They are accused of not having reported the incident to the authorities in violation of the terms of the house arrest order against her.

1673. All three appeared before a special court on 14 May, located on the premises of Insein Prison, where the presiding Yangon Western District Judge Thawng Nyunt read out the charges against them and ordered their return for another hearing on 18 May 2009. The accused were allowed legal representation.

1674. On 7 May 2009, Dr. Tin Myo Win, the principal personal physician of Aung San Suu Kyi, was arrested at his home in the Pazundaung Township, Yangon, by Government authorities on 7 May 2009. He was not provided with any reasons for his arrest. It is reported that, on 12 May 2009, Dr. Tin Myo Win was charged under the Emergency Act. The authorities refused to disclose his place of detention.

1675. Dr. Tin Myo Win's assistant, Pyone Moe Ei, was initially denied access to the home of Aung San Suu Kyi over the weekend of 9 and 10 May before he could enter on 11 May in relation to medical treatment which Aung San Suu Kyi requires.

Urgent appeal

1676. On 19 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, sent an urgent appeal regarding the **Burma Lawyers' Council**, based in Thailand, and its Secretary-General Mr. **U Aung Htoo**.

1677. According to the information received, on 30 April 2009, the Government of Myanmar issued Order 1/2009. By this order the Burma Lawyers' Council was declared unlawful, based on the Unlawful Associations Act of 11 December 1908. Moreover, the Burma Lawyers' Council was recently labeled as an "enemy of the State" by several state-controlled print media.

1678. On 4 May 2009, an arrest warrant was issued against Mr. U Aung Htoo, Secretary-General of the Burma Lawyers' Council. This development coincided with a workshop on "Advancing human rights and ending impunity in Burma" held by the non-governmental organization International Federation for Human Rights jointly with the Burma Lawyers' Council in Bangkok.

1679. In the past couple of years, the Burma Lawyers' Council has expressed criticism towards various aspects of the human rights policy implemented by the Government of Myanmar. In addition, the Council has addressed the situation of defense lawyers in the country, in particular cases in which lawyers have been imprisoned for defending their clients.

1680. Concern was expressed that the ban on the Burma Lawyers' Council and acts of harassment and intimidation against its members, in particular Mr. U Aung Htoo, might be related to their peaceful activities defending human rights in Myanmar, including in their capacity as lawyers.

Urgent appeal

1681. On 20 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, sent an urgent appeal concerning the trial against **Daw Aung San Suu Kyi**, General Secretary of the National League for Democracy (NLD), **Daw Khin Khin Win**, member of the NLD, her daughter, **Win Ma Ma**, and **John William Yettaw**, a national of the United States of America.

1682. The mandates of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders sent a communication in relation to earlier developments on this case to the Government on 15 May 2009. On 13 November 2008, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent a communication, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, regarding the case of Mr. Aung Thein and Mr. Khin Maung Shein.

1683. According to the new information received, on 18 May 2009, the trial against Daw Aung San Suu Kyi, Daw Khin Khin Win and Daw Win Ma Ma and John William Yettaw began (case no. 47/2009).

1684. So far, the ad hoc special court, which is held at Insein prison compound and presided over by Judges U Thawng Nyunt and U Nyi Nyi Soe, has registered 22 witnesses, out of which 21 are allegedly policemen and one person is civilian.

1685. Daw Aung San Suu Kyi is presented by four lawyers, namely U Kyi Win, U Hla Myo Myint, U Nyan Win and Daw Khin Htay Kywe. Lawyers U Aung Thein and U Khin Maung Shein had applied to be part of the team defending Daw Aung San Suu Kyi. However, their licenses to practice law were revoked by the authorities one day after their application. From November 2008 to March 2009 both aforementioned lawyers were imprisoned for contempt of court after their clients, who were members of the NLD, complained to the court that they had no longer trust in the justice system and expressed the wish to no longer be represented by their defense counsels. On the basis of this, U Aung Thein and U Khin Maung Shein lost their lawyers' licenses. Daw Khin Htay Kywe, U Hla Myo Myint and U Nyan Win also represented Daw Khin Khin Win and Win Ma Ma. Lawyer U Khin Maung Oo represented John William Yettaw. Furthermore, an official of the U.S. Consulate is allowed to assist with an interpreter in the trial against Mr. Yettaw.

1686. The lawyers of Daw Aung San Suu Kyi, Daw Khin Khin Win, Daw Win Ma Ma and John William Yettaw submitted an appeal to conduct the trial in public. However, this application was rejected by the court. Only the registered witnesses, the lawyers, the judges and the police and military security forces are allowed inside the court room. It is reported that the media are not only prevented to access to the prison compound, but also to talk with the defense lawyers. Insein Road surrounding the prison is reportedly closed off to traffic, and barbed wire fencing has been erected.

Urgent appeal

1687. On 3 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, sent an urgent appeal regarding 27 members of the National League for Democracy.

1688. According to the information received, **Ko Myint Ngwe, Ko Tint Lwin, Ko Than Aung, Ko Khin Win**, all usually residing at Yenangyaung Township, Magwe Division, **U Aye Myint, U Min Maung**, both from Aunglan Township, Magwe Division, **Ko Soe, Ko Par Lay, Ko Kyaw Naing**, all from Taungdwingyi Township, Magwe Division, **U Tha Aung**, member of Parliament, **Ma Zin Ma Ma Tun, Ko Than Soe Myint**, all from Myothit Township, Magwe Division, **U Pike Ko, U Kyaw Nyunt, U Tin Myint Aung**, all from Pakokku Township, Magwe Division, **U Thaung Soe**, Chairperson of Minbu Township, Magwe Division, **Ko Nay Myo Kyaw**, from Saku Township, Magwe Division, **Ko Aung Win, Mg Thu Ya**, from Pwintbyu Township, Magwe Division, **Ko Htay Win**, from Kamma Township, Magwe Division, **Ko Htein Win, Daw Khin Win Kyi**, both from Dagon Myothit Township, Yangon, **Ma Khin Myat Thu**, from Mingaladon Township, Yangon, **Ko Nay Lin Kyaw**, from Dawbon Township, Yangon, **Ko Nay Lin Soe**, from Tharkayta Township, Yangon, **Ko Sai Kyaw Kyaw**, from Tamwe Township, Yangon, **Ko Tin Min Naing**, from North Okkalapa Township, Yangon, were arrested at their respective places of residence in the early hours of 31 July between midnight and 1am. The reason for their arrests and detention is unknown.

1689. Three other members of the National League for Democracy, **Daw Naw Ohn Hla**, from North Okkalapa Township, Yangon, **U Nyunt Hlaing**, member of Parliament for Aunglan, from Sanchaung Township, Yangon, and **Ko Myint Aung**, were arrested around the same time, but later released.

Urgent appeal

1690. On 16 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, the Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the case of Mr. **Hla Myo Naung**, who is at serious risk of total blindness unless he receives the specialist medical treatment he requires without further delay. Mr. Hla Myo Naung has already been the subject of a joint urgent appeal addressed to the Government by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar on 5 November 2008.

1691. According to further information received, 42 year-old Hla Myo Naung is a prominent member of the movement called “88 Generation Students”, led by Min Ko Naing. He played a leading role in the political events in Myanmar in 1988 when he was in his final year of law school, which led to his first term of imprisonment. He participated in the demonstrations against the fuel price hike in August 2007, and after the arrest of many of his colleagues during that month, he became the main spokesperson for the “88 Generation Students”. He was arrested on 10 October 2007, when he came out of hiding to seek treatment for his deteriorating eyesight. In November 2008, he was sentenced to a prison term of 65 years and 6 months, and was transferred to the remote Myitkyina prison shortly afterwards.

1692. An unsuccessful eye surgery was conducted while he was in detention on 12 October 2007, and led to the loss of vision in one of his eyes. He later began to experience the same symptoms in his functional eye that had led to blindness in the other eye. He is known to be suffering from keratitis (an inflammation of the cornea) and corneal opacity. Without immediate specialist treatment, Hla Myo Naung faces total blindness.

1693. It was requested that Hla Myo Naung be immediately transferred back to Insein prison in Yangon, and to arrange for specialist medical care for him without further delay. Myitkyina prison in Kachin State, Myanmar, is over 900 miles from Yangon where his wife lives.

Observations

1694. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 16 October 2009, 3 August 2009, 20 May 2009, 19 May 2009, 15 May 2009, 16 April 2009, 12 November 2008, 2 October 2008, 22 April 2008, 31 January 2008, 17 October 2007, 28 September 2007, 28 August 2007, 16 August 2007, 18 July 2007, 2 July 2007, 30 November 2006, 18 October 2006, 17 August 2006, 26 June 2006, 13 April 2006, 30 January 2006, 3 November 2005, 20 May 2005, 4 May 2005, 25 February 2005 (twice), 15 February 2005 and 18 October 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as

protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1695. The Special Rapporteur strongly urges the Myanmar authorities to cease harassing and arresting human rights defenders for peacefully exercising their internationally recognized human rights.

1696. The Special Rapporteur, together with the the Vice Chairperson-Rapporteur of the Working Group on arbitrary detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, issued a press release on 10 August 2009, in which they deplored the confinement of Aung San Suu Kyi to 18 months of house arrest, and reiterated their call for her immediate and unconditional release. They stressed that it was a baseless trial convened by the Government of Myanmar to exclude Aung San Suu Kyi from the 2010 elections, and that the charges laid against the leader of the National League for Democracy and Nobel Peace Prize laureate were itself in violation of international human rights law. In addition to the fact that the holding of this trial was unlawful, the experts expressed concern about numerous reports of irregularities in the way it was conducted.

Nepal

Urgent appeal

1697. On 14 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal regarding the killing of Ms **Uma Singh**, a journalist with *Janakpur Today Daily* and *Radio Today FM* and member of the Women Human Rights Defenders Network in Dhanusha, and alleged threats against Ms **Manika Jha**, journalist with the *Kathmandu Post Newspaper* in Janakpur.

1698. According to information received, on 11 January 2008, at approximately 7:00 p.m., around 15-20 men wielding blunt objects and khukuri knives surrounded the room which Ms Singh rented in Janakpur. Several of the assailants then entered Ms Singh's room where they began to attack her. When Ms Singh tried to resist the assault, she was dragged outside onto the veranda where the attack continued. Ms Singh sustained serious injuries, including stab wounds, to her face, head, neck and stomach. Following the attack, neighbours immediately rushed Ms Singh to the nearest hospital. Ms Singh died before midnight while being transferred by road to a hospital in Kathmandu. A police investigation has been launched into the incident. However, as yet a motive for the killing has not been established.

1699. A few hours after the attack on Ms Singh, at approximately 11:30 p.m., an unidentified group of approximately 6 men began banging on the corrugated iron gate outside Ms Manika Jha's house in Janakpur. The men then jumped into the compound and broke her bedroom window. Ms Jha alerted the police by text message and asked her uncle, who lives next door, for help. He raised the alarm and people within the neighbourhood started gathering in the vicinity. A short time later, a police van also arrived on the scene and the attackers fled. At some point before they fled, the assailants reportedly threatened Ms Jha that she 'would be next'. Following

the incident, Ms Jha was provided with security protection throughout the night. The next morning, she found that a cross had been drawn with mud/clay on the metal gate outside her house.

1700. Ms Singh was an active journalist who, prior to her death, had written articles covering women's rights, including criticism of the traditional dowry system, and local political issues. She started working as a journalist after her father and brother were abducted in September 2006, allegedly by the Maoists. Their whereabouts remain unknown. In December 2008, Ms Singh had reportedly received threats from an unidentified source, while Ms Jha had been receiving threats in a regular basis since November. Ms Singh and Ms Jha had purportedly informed the local authorities about the threats however no action was taken.

Response from the Government

1701. In a letter dated 3 February 2009, the Government indicated that the letter had been forwarded to Kathmandu with the request for information on this case.

Urgent appeal

1702. On 30 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal regarding Ms. **Kara Devi Sardar**, Ms. **Thakani Mehta**, Ms. **Sita Kamat**, Ms. **Bina Chaudhari**, Ms. **Sunita Sah** and Ms. **Laxmi Chaudhary** and **other women human rights defenders of Chimdi Village Development Committee** (VDC) in Sunsari district in Nepal. as well as Mr **Rajan Niraula**, Mr. **Krishna Bhattra**i and Mr. **Gopal Kolirala**, all of them journalists, Mr. **Sukudev Chaudhari**, representative for the Informal Sector Service Centre (INSEC) and Mr. **Binod Chaudhary**, a member of the Women's Rehabilitation Centre (WOREC) in Sunsari district, an organization helping victims of domestic and sexual violence.

1703. According to the information received, on 9 April 2009, Ms. Kara Devi Sardar, after calling for respect of the fundamental right of any person to marry and to choose freely her/his spouse, was beaten up by the relatives of Ms. Lalita Gurung, a young woman who had planned to have an inter-caste wedding with a young man belonging to the Dalit community. The two young people were also beaten up by Lalita Gurung's relatives for speaking to each other in public. Immediately after the assault, Kara Devi Sardar approached the Illaka police station of Chimdi to file a complaint, but the Sub-Inspector refused to receive it.

1704. On 11 April 2009, the Women Human Rights Defender Network, Sunsari, and more than 500 women from eight Village Development Committees (VDC) staged a demonstration in front of the police station in Chimdi VDC, in order to call for sanctions against the police for refusing to register Kara Devi Sardar's complaint and to denounce the denial of access to justice. While doing so, they evoked the statement made by the Prime Minister on 25 January 2009, in which he committed himself to establish a complaints centre for women in order to end all forms of violence against women and criminalize caste-based discrimination against Dalits. They also called for a police apology since, on 10 April, while the Chimdi VDC were walking towards the police station in Chimdi, police officers publicly insulted them.

1705. The women human rights defenders were subsequently assaulted with batons and the butt of their guns by around ten police officers and four other unknown persons. The police beat the women on the head, the chest, the thighs and the legs and some tried to sexually harass some of them. At least 14 women were injured, including Ms. Thakani Mehta, Ms. Sita Kamat, Ms. Bina Chaudhari, Ms. Sunita Sah and Ms. Laxmi Chaudhary, who were seriously injured and were brought to the Koshi Zonal hospital for medical treatment.

1706. The journalists Rajan Niraula, Krishna Bhattraï and Gopal Kolirala as well as Mr. Sukudev Chaudhari, representative for the Informal Sector Service Centre (INSEC), who had gone to the police station to investigate the incident were also allegedly manhandled and their vehicle vandalized by the police. Likewise, Mr. Binod Chaudhary, a member of the Women's Rehabilitation Centre (WOREC) was also threatened.

1707. Concern was expressed that the alleged police violence against Ms Kara Devi Sardar, Ms. Thakani Mehta, Ms. Sita Kamat, Ms. Bina Chaudhari, Ms. Sunita Sah and Ms. Laxmi Chaudhary and other women human rights defenders of Chimdi Village Development Committee (VDC) and the intimidation and threats made against Mr Rajan Niraula, Krishna Bhattraï, Gopal Kolirala, Mr. Sukudev Chaudhari and Mr. Binod Chaudhary might be related to their legitimate work in defence of human rights in Nepal, particularly the rights of women and the Dalit community. Further concern was expressed for their physical and mental integrity.

Observations

1708. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 30 April 2009, 14 January 2009, 25 July 2008, 16 July 2008, 9 November 2007, 25 September 2007, 24 August 2007, 7 August 2007, 31 July 2007, 20 June 2007, 14 June 2007 and 12 June 2007. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1709. The Special Rapporteur is particularly distressed at the killing of Ms. Uma Singh. She urges once again the Government to conduct thorough investigations and prosecute the perpetrators. She remains seriously concerned about the situation of Ms Manika Jha, and similarly urges the Government to bring the perpetrators to justice. More generally, the Special Rapporteur urges the Government of Nepal to make every effort to create an environment conducive to the work of human rights defenders, in particular those who support women rights and the rights of minorities.

1710. The Special Rapporteur regrets that in late January 2010 the Government of Nepal responded negatively to her request to conduct an official visit. She calls on the Government to re-consider her request in the near future, to continue a constructive dialogue.

Nicaragua

Carta de alegaciones

1711. El 26 de noviembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, con inclusión de sus causas y consecuencias, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las Sras. **Lorna Norori, Patricia Orozco y Ana Evelyn Orozco**. La Sra. Norori es miembro del Movimiento contra el Abuso Sexual, la Sra. Patricia Orozco es Directora del Movimiento Autónomo de Mujeres de Nicaragua (MAM) y la Sra. Ana Eveling Orozco es abogada y miembro del MAM.

1712. La Sra. Lorna Norori fue objeto de una comunicación enviada al Gobierno de su Excelencia por parte de la entonces Representante Especial del Secretario General para los defensores de los derechos humanos y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer el 14 de enero de 2008. Se agradeció la respuesta del Gobierno a dicha comunicación el 13 de mayo de 2008 en la que se informó de la investigación judicial en curso por parte del Ministerio Público.

1713. Según las informaciones recibidas, el 30 de octubre de 2009, agentes de la Policía Nacional detuvieron el taxi en el que viajaban las Sras. Patricia Orozco, Lorna Norori y Ana Evelyn Orozco y pidieron los documentos de identificación del conductor. El incidente se produjo cuando las tres mujeres regresaban de una reunión de capacitación con representantes de otras organizaciones de derechos de las mujeres. Según las informaciones recibidas, los agentes de la policía no dieron ningún motivo por haber detenido el taxi. Tras algunos minutos, las autorizaron a seguir adelante.

1714. Sin embargo, posteriormente, otros agentes de la policía detuvieron el taxi una vez más, alegando que habían escapado del primer control policial. Estos agentes revisaron nuevamente los documentos de identificación del conductor y ordenaron a las mujeres que bajaran del taxi para poder revisar sus maletas. La Sra. Patricia Orozco opuso resistencia y exigió una explicación. Posteriormente, se alega que agentes de la policía esposaron violentamente a la Sra. Patricia Orozco y la subieron a la fuerza a una camioneta de la policía. Las tres mujeres fueron llevadas a una comisaría en la ciudad de León, y fueron puestas en libertad más tarde.

1715. Se informó que las Sras. Patricia Orozco, Lorna Norori y Ana Evelyn Orozco fueron a la oficina de la Comisaría de la Mujer para presentar una denuncia en relación con el incidente. Sin embargo, la jefa policial se negó a aceptar la denuncia arguyendo que la Comisaría de la Mujer sólo se ocupa de casos de violencia en el hogar. Se informó asimismo que la Sra. Patricia Orozco solicitó atención médica para revisar las lesiones que habría sufrido durante el incidente pero dicha asistencia nunca llegó.

1716. Se alegó que este incidente sucedió pocas horas después de que la Primera Comisionada de la Policía, la Sra. Aminta Elena Granera Sacasa, asegurara a organizaciones de derechos humanos en Managua que no se reproducirían agresiones en contra de mujeres por parte de la policía.

1717. Se expresó temor que el hostigamiento contra las Sras. Patricia Orozco, Lorna Norori y Ana Evelyn Orozco, y el maltrato en contra de la Sra. Patricia Orozco por parte de agentes de la

policía, podrían estar relacionados con las actividades que realizan en defensa de los derechos de las mujeres.

Llamamiento urgente

1718. El 11 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la Sra. **Leonor Martínez**, integrante de la Coalición de Jóvenes Nicaragüenses.

1719. La Coalición de Jóvenes Nicaragüenses realiza actividades para la defensa y la promoción de los derechos de los jóvenes.

1720. Según las informaciones recibidas, el 20 de noviembre de 2009, un hombre se habría acercado a la Sra. Martínez mientras salía de su casa. El hombre le habría dicho “ya sabes que te va a pasar si te andas metiendo te vamos a matar”. La Sra. Martínez habría reconocido al hombre y lo habría identificado como uno de los agresores de un incidente ocurrido el 22 de octubre de 2009 en el cual habría sido agredida físicamente cuando regresaba a casa después de haber participado en una conferencia donde habría hablado sobre los derechos humanos y las restricciones a las libertades fundamentales.

1721. En aquella ocasión tres hombres le habrían amenazado con arma y la habrían golpeado violentamente rompiéndole el brazo. Asimismo, habrían amenazado con matarla y a su familia si sigue con sus actividades a favor de los jóvenes de Nicaragua. Se alegó que los agresores tienen vínculos con el Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN).

1722. Después de este incidente la Sra. Martínez habría recibido muchos mensajes de textos amenazantes en su teléfono celular.

1723. La Sra. Martínez habría denunciado el ataque y las amenazas ante la policía pero supuestamente no se habría iniciado ninguna investigación en relación con el caso.

1724. Se alegó que la situación difícil que está viviendo la Sra. Martínez actualmente podría estar relacionada con el hecho de que recientemente varios sectores de la sociedad civil habrían expresado su inconformidad con la resolución reciente de la Sala Constitucional que permite la reelección del Presidente Ortega y de algunos alcaldes sandinistas. Asimismo, se alegó que esta decisión es inconstitucional y que afecta el sistema democrático del país. Supuestamente, desde que se expresó esta inconformidad, varios defensores de derechos humanos críticos del Gobierno habrían sido el objeto de amenazas, agresiones y actos de intimidación.

1725. Se expresó temor que el ataque y las amenazas de muerte contra la Sra. Martínez podrían estar relacionados con las actividades que realiza como integrante de la Coalición de Jóvenes Nicaragüenses en defensa de los derechos humanos y busque sofocar la libertad de expresión de los defensores de los derechos humanos de Nicaragua. Asimismo, se expresó una profunda preocupación por la integridad física y psicológica de la Sra. Martínez así como por la de los demás miembros de la Coalición de Jóvenes Nicaragüenses. El Gobierno de su Excelencia tiene la responsabilidad de investigar de manera exhaustiva las violaciones cometidas contra los

defensores de derechos humanos y enjuiciar a los responsables. Asimismo, el Gobierno de su Excelencia debe condenar firmemente cualquier ataque contra un defensor de derechos humanos, tomando la oportunidad para reconocer la importancia de su labor.

Observaciones

1726. La Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido respuestas a las comunicaciones del 26 de noviembre de 2009 y del 11 de diciembre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno nicaragüense a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

Niger

Appel urgent

1727. Le 12 août 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Vice-président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent sur la situation de M. **Marou Amadou**, président du Front uni pour la sauvegarde des acquis démocratiques (FUSAD), de CROISADE, membre du bureau national du Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire - Publiez ce que vous payez, et représentant de la société civile à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Selon les informations reçues :

1728. Le 10 août 2009, M. Marou aurait été arrêté par la police judiciaire pour “atteinte à la sûreté de l'Etat”, suite à sa déclaration faite la veille à l'occasion du dixième anniversaire de la Constitution du Niger, dans laquelle il aurait dénoncé la corruption alléguée au sein du régime et rappelé l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 12 juin 2009 déclarant illégal le référendum tenu le 4 août 2009. M. Marou aurait été placé sous mandat de dépôt et incarcéré à la prison civile de Niamey.

1729. Le 11 août, M. Marou aurait comparu devant le Tribunal de grande instance (TGI) “hors classe” de Niamey dans le cadre de la procédure de flagrant délit pour “atteinte à la sûreté de l'Etat”, pour être finalement relaxé. En fin d'après-midi, alors qu'il s'apprêtait à quitter la prison civile de Niamey, M. Marou aurait été placé de force dans deux véhicules 4x4 des Forces nationales d'intervention et de sécurité et conduit vers une destination inconnue. Selon plusieurs sources, les véhicules auraient pris la route de Tillabéri ; il semblerait que M. Marou soit détenu à la prison de haute sécurité de Koutoukalé.

1730. Ces événements font suite à une première arrestation de M. Marou par la police le 29 juin 2009 à Niamey et son placement en détention dans les locaux de la police judiciaire de Niamey, après qu'il ait fait référence le même jour lors d'une émission télévisée à une déclaration du Front de défense de la démocratie invitant l'armée à respecter l'article 13 de la Constitution du Niger, qui prévoit que “nul n'est tenu d'exécuter un ordre manifestement illégal”. Le 30 juin, M. Marou aurait été accusé de “provocation à la désobéissance des forces de défense et de sécurité”, de “complot contre l'autorité de l'Etat” et d’“entreprise de démoralisation de l'armée” ainsi que de “flagrant délit de presse”. Le 2 juillet, M. Marou aurait été libéré. M. Marou resterait poursuivi pour “provocation à la désobéissance des forces de défense et de sécurité”, de “complot contre

l'autorité de l'Etat" et d'"entreprise de démoralisation de l'armée", respectivement sur la base des articles 76, 78 et 79 du Code pénal nigérien, ainsi que de "flagrant délit de presse" sur la base de l'article 48 de l'Ordonnance portant régime de la liberté de la presse. M. Marou encourrait la peine capitale pour les charges précitées.

1731. Des craintes sont exprimées quant au fait que les trois arrestations et incarcérations successives de M. Marou, et les charges qui pèsent contre lui, soient liées à ses activités légitimes et pacifiques de défense des droits de l'homme. En raison de sa détention incommunicado, des craintes sont exprimées pour l'intégrité physique et morale de M. Marou.

Appel urgent

1732. Le 28 août 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Vice-président Rapporteur du Groupe de Travail sur la détention arbitraire et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent au Gouvernement sur la situation de M. **Wada Maman**. M. Maman est le secrétaire général de l'Association nigérienne de lutte contre la corruption (ANLC) et du Front Uni pour la Sauvegarde des Acquis Démocratiques (FUSAD), un réseau d'organisations non gouvernementales établi dans le but de préserver les structures démocratiques dans le contexte de la crise politique actuelle au Niger. Il est également membre de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez au Niger, connue sous le nom de ROTAB. Selon les informations reçues :

1733. Le 22 août 2009, M. Maman aurait été arrêté par des membres de la Garde Républicaine à Niamey alors qu'il se rendait chez un membre de l'ANLC. Il serait actuellement détenu au poste de police de Niamey sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui. M. Maman n'aurait pas eu accès à un avocat. Il lui serait reproché d'avoir participé à une manifestation non autorisée organisée le 22 août pour protester contre la réforme constitutionnelle autorisant le président Mamadou Tandja à briguer un nouveau mandat présidentiel. M. Maman aurait nié avoir participé à ce rassemblement au cours duquel dix personnes auraient été arrêtées.

1734. Des craintes sont exprimées quant au fait que l'arrestation de M. Maman soit liée à ses activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'Homme.

Observations

1735. La Rapporteuse spéciale regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 20 mai 2008 et 12 août et 28 août 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celle-ci. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

Nigeria

Urgent appeal

1736. On 16 December 2008, the Special Rapporteur sent an urgent appeal regarding the situation of Dr **Vivienne Ibeanu**, Professor at the University of Nigeria and wife of Mr Okechukwu Ibeanu, Special Rapporteur of the United Nations on the adverse effects of the movement and dumping of toxic and dangerous products and wastes on the enjoyment to human

rights, Ms **Bettina Ifudu**, sister-in-law of Mr Okechukwu Ibeanu, and **other members of the Ibeanu family**.

1737. According to the information received, on 11 December 2008 at 5 p.m., Dr Vivienne Ibeanu was reportedly abducted by a group of unidentified armed men in Nsukka, Enugu State. She was gagged, blindfolded and forced into the trunk of her car. The assailants then drove off to an unknown location. After four hours, Dr Vivienne Ibeanu managed to escape, and returned home on 12 December in the morning. The abduction was reported to the police of Nsukka and the University of Nigeria security department.

1738. Since 2007, the Ibeanu family has been receiving a series of threats from unidentified persons. The latest threat -a SMS- was received on 10 December 2008 by Ms Bettina Ifudu, sister-in-law of Mr Okechukwu Ibeanu.

1739. While acknowledging that the abduction of Dr Vivienne Ibeanu and the threats against the members of the Ibeanu family may be ordinary criminal acts, concern was expressed that these serious incidents might be linked to the legitimate human rights activities of Mr Okechukwu Ibeanu, including as Special Rapporteur of the United Nations on the adverse effects of the movement and dumping of toxic and dangerous products and wastes on the enjoyment to human rights. Further concern was raised about the physical and psychological integrity of Dr Vivienne Ibeanu, Ms Bettina Ifudu, and other members of the Ibeanu family.

Response from the Government

1740. In a letter dated 18 December 2008, the Government indicated that it is not in any way involved in the unfortunate situation of members of the family of Prof. Ibeanu. It should be noted that the incidents under reference are acts committed by unscrupulous elements for their personal reasons. Competent authorities are already seized with the matter and investigations are ongoing to track the perpetrators and subsequently bring them to justice. A comprehensive response will be communicated in due course.

Observations

1741. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a comprehensive reply to her communication of 16 December 2008 as indicated, as well as to her communications of 9 September 2008, 1 September 2008, 20 August 2008, 17 April 2008, 21 January 2008, 4 June 2007, 25 May 2007, 9 March 2007, 20 June 2006, 10 April 2006 and 6 September 2005. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

Pakistan

Urgent appeal

1742. On 17 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the abduction of Mr. **Ehsan Arjumandi**. Mr. Arjumandi is an advocate for the human rights of the Baloch people in Pakistan, Afghanistan and Iran. He has organized pro-Baloch protests in Norway, in particular in relation to the continuous disappearances taking place in Balochstan.

1743. According to information received, on 7 August 2009, Mr. Arjumandi was abducted in Pakistan, when the bus that he was travelling on was stopped between Karachi and Mand. Mr. Arjumandi, who lives in Oslo, Norway, went to Pakistan a couple of weeks earlier to visit relatives in Turbat and Mand. He left Mand early in the morning of the 7 August 2009 on an intercity bus named 'Aslam Dandahi Coach'. The bus was stopped by a group of men, some of whom were wearing official police uniforms, when it reached a check point at Zero point Coastal Highway about 12km away from Uttal city. Some of the men in the group wearing civilian clothing reportedly boarded the bus and asked Mr. Arjumandi to identify himself. They then searched him, covered his head with a blanket and took him away in an unmarked vehicle, which was escorted by at least two other vehicles. Mr. Arjumandi has not been heard from since. It is alleged that the Pakistani intelligence service, the ISI, is responsible for the abduction.

1744. Both Mr. Arjumandi's lawyer, Mr. Abdul Jalil Raisi, and the owner of the bus company with which Mr. Arjumandi was travelling, allegedly tried to report the incident at the Bagdadi district police station in Karachi, but the police reportedly refused to receive the report.

1745. Serious concern is expressed that the abduction of Mr. Arjumandi may be related to the activities that he has carried out in defense of the human rights of the Baloch people. Further concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Arjumandi who suffers with serious health problems and is in need of daily medication.

Response from the Government

1746. In a letter dated 18 August 2009, the Government responded to the communication sent on 17 August 2009. In its response the Government acknowledged receipt of the communication to the Special Rapporteur. The letter further noted that in the Permanent Mission's view the matter referred to in the communication does not pertain to the mandates of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression.

Observations

1747. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response provided to her communication of 17 August 2009, and expresses her hope that a substantive response will be provided on the issues raised in it.

Peru

Llamamiento urgente

1748. El 23 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator especial sobre la promoción y protección de los derechos humanos en la lucha contra el terrorismo enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el orden de continuar investigando por terrorismo a 35 defensores del medioambiente en Piura, Perú bajo la legislación de la Dirección Nacional contra el Terrorismo (DIRCOTE). Los 35 defensores son : Sr. **Javier Jahnce Benavente**, miembro de Fedepaz / Red Muqui, Sra. **Julia Cuadros Falla**, miembro de la CooperAcción / Red Muqui, Sr. **Juan Aste Daffós**, del Grupo Andes / Red Muqui, el Sr. **Nicanor Alvarado**, del Vicaría del Medioambiente y del Vicariato Apostólico de Jaén, Sr. **Carlos Martínez Solano**, Alcalde Provincial de San Ignacio y Presidente del Frente por el Desarrollo Sostenible de la Frontera Norte del Perú (FDSFNP), Sr. **Humberto Marchena**, Alcalde Provincial de Ayabaca, Sra. **Deyber Flores Calle**, Teniente Alcalde de la Municipalidad Provincial de Ayabaca, Sr. **Euler Jave Díaz**, Gerente Municipal de la Municipalidad Provincial de San Ignacio (Procesado por terrorismo y absuelto), Sr. **Práxedes Llagsahuanca**, ex Alcalde Provincial de Ayabaca, Sr. **Fidel Torres Guevara**, miembro de Piura, Vida y Agro / Red Regional, Sr. **Edward Gómez Paredes**, coordinador de la Red Regional - Piura, Sr. **Quique Rodríguez Rodríguez**, Asesor Legal del FDSFNP, Sr. **Wilson Ibáñez Ibáñez**, del Frente de Defensa del Medioambiente de Huancabamba, Sr. **Servando Aponte Guerrero**, Presidente de la Comunidad Campesina de Segunda y Cajas, Sr. **Cenesio Jiménez Peña**, Presidente de la Comunidad Campesina de Yanta - Ayabaca, Sr. **Alfonso Meléndrez Clemente**, ex Presidente de la Comunidad Campesina Segunda y Cajas, Sr. **Eusebio Guerrero**, ex Vice Presidente de la Comunidad Campesina de Segunda y Cajas, Sr. **Alfonso Huayama Guerrero**, Presidente interino del Comité Provincial de Rondas Campesinas de Huancabamba, Sr. **Pascual Rosales**, ex Presidente de la Central Provincial de Rondas Campesinas de Ayabaca - Sede Hualcuy, Sr. **Edilberto Neyra Alberca**, ex Fiscal de la Comunidad Campesina de Segunda y Cajas, Sr. **Mario Tabra**, del Frente de Defensa del Medioambiente de Ayabaca, Sr. **Manuel Campos Ojeda**, Dirigente Huancabamba, Sr. **Edgardo Adrianzén Ojeda**, ex Presidente de la Central Provincial de Rondas Campesinas de Huancabamba y Sr. **Miguel Palacín Quispe**, ex Presidente de la Confederación Nacional de Comunidades Afectadas por la Minería (Conacami), **Valentin Quevedo**, **Benito Guarnizo Garcia**, **Magdiel Carrion Pintado** (Conacami), **Gregorio Santos Guerrero**, **Edilberto Correa Meza**, **Otilio Campos Guerrero**, **Serbando Aponte Guerrero**, **Sixto Alberca Cruz**, **Joaquin Chinch Julia**, **Anselmo Moreto Sandoval**, **Juan Puma Huaman**. Ellos son defensores del medioambiente, ambientalistas, activistas de derechos humanos, alcaldes y autoridades comunales.

1749. El 24 de marzo de 2008 la Asociación Civil Frente de Unidad de la Comunidad Campesina de Segunda y Cajas (FUCSC) hizo una denuncia por “delito de terrorismo y otros” contra dichos 35 defensores. Según las informaciones recibidas, la FUCSC es una organización creada por personas que no pertenecen a la comunidad de Segunda y Cajas. Dichos defensores de derechos humanos apoyaron una consulta vecinal el 16 de septiembre de 2007 en el que se rechazaron las operaciones de la minería Río Blanco Copper S.A, en la comunidad de Segunda y Cajas, en la provincia de Ayabaca, Piura (al norte del Perú), para que, en conformidad con lo previsto por el Convenio N°169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) sobre

Pueblos Indígenas y tribales en países independientes, ratificado por el Perú en 1994, se consultara a los pueblos afectados directamente por esas actividades mineras que podrían tener graves consecuencias ambientales, sociales y económicas sobre sus comunidades. En el mes de noviembre del 2008, el caso por “delito de terrorismo y otros” contra los 35 defensores fue archivado.

1750. Según las informaciones recibidas, hacia el 15 de diciembre de 2008, el Fiscal Superior habría dictaminado que el caso contra los defensores del medio ambiente sea transferido a la DIRCOTE – PIURA para continuar con las investigaciones, y eventualmente denunciar el caso ante el poder judicial. Lo anterior, según los informes, habría sido debido a una apelación por parte de los denunciados de la FUCSC contra la decisión del Fiscal de la instancia inmediata inferior de archivar el proceso contra los 35 defensores de derechos humanos.

1751. Esta decisión de continuar con las investigaciones por terrorismo se produce tras la publicación por el gobierno, el 27 de diciembre del 2008, del Decreto Supremo N° 024 que declara de “necesidad pública” la concesión de 35 denuncias mineras al consorcio chino Zijin, propietario del proyecto minero Río Blanco Cooper S.A.

1752. Se alegó que la decisión de reabrir el caso contra los 35 defensores por parte del Fiscal Superior podría estar relacionada con sus actividades legítimas en la defensa del medio ambiente frente a una actividad que pone en riesgo los recursos naturales en su comunidad. En vista de lo aquí resumido, se expresó preocupación por el derecho a un debido proceso de los 35 defensores.

Llamamiento urgente

1753. El 1 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator especial sobre la independencia de los magistrados y abogados enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las amenazas de muerte contra el Sr. **Francisco Soberón**, la Sra. **Gloria Cano** y los Sres. **Carlos Rivera y Ronald Gamarra**. El Sr. Francisco Soberón es Director Ejecutivo de la Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), organización que ha estado muy involucrada en el proceso del juicio al ex-Presidente Alberto Fujimori. En cuanto a la Sra. Gloria Cano y los Sres. Carlos Rivera y Ronald Gamarra, son abogados de la parte civil en el juicio contra el ex-Presidente.

1754. La Sra. Gloria Cano y APRODEH ya fueron objeto de varias comunicaciones de la entonces Representante Especial del Secretario-General para los defensores de los derechos humanos, quien envió varias comunicaciones, con fechas 10 de enero de 2008, 28 de febrero de 2005 y 22 de noviembre de 2004. El Sr. Soberón fue objeto de una comunicación enviada el 16 de noviembre de 2005.

1755. La APRODEH es un colectivo de personas comprometidas con la lucha por la plena vigencia de los derechos humanos en el Perú, quienes asumen denuncias y la defensa de las víctimas en el plano nacional e internacional. Asimismo, desarrollan campañas sistemáticas en torno a los casos más graves de violaciones de derechos humanos.

1756. Según las informaciones recibidas, el 6 de abril del 2009 a las 12:48 de la tarde, a la víspera de la condena al ex-Presidente Alberto Fujimori, APRODEH habría recibido una llamada en su sede. Un hombre les habría dicho lo siguiente: "Los familiares de los terroristas, hemos estado siguiendo el trabajo de APRODEH, con lo de mañana, que los señores Soberón, Gamarra, Cano y Rivera que (sic) se den por muertos". Cabe destacar que esta llamada habría entrado directamente al área legal de la organización APRODEH.

1757. Se expresó temor que la amenaza en contra de los Sres. Francisco Soberón, Carlos Rivera y Ronald Gamarra y la Sra. Gloria Cano podría estar relacionada con su trabajo en el proceso del juicio al ex-Presidente Alberto Fujimori. En vista de lo aquí resumido se expresó preocupación por la integridad física y psicológica de las personas mencionadas.

Carta de alegaciones

1758. El 15 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con Grupo de Trabajo sobre el uso de mercenarios como medio de obstaculizar el ejercicio del derecho de los pueblos a la libre determinación, enviaron una carta de alegaciones señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida para reiterar nuestra profunda preocupación por la seguridad del personal del **GRUFIDES** porque se expresó temor que las alegaciones de amenazas directas o disfrazas de las empresas de seguridad privadas podrían estar relacionadas con el trabajo en defensa de derechos humanos y en la protección del medio ambiente en la región de Cajamarca en el Perú.

1759. Sin implicar, de antemano, alguna conclusión sobre los hechos, es nuestra responsabilidad de acuerdo con el mandato que nos han otorgado la Comisión y el Consejo de Derechos Humanos, vigilar y estudiar las repercusiones de las actividades de las empresas privadas que ofertan en el mercado internacional servicios de asistencia, asesoría y seguridad militares sobre el disfrute de los derechos humanos.

Llamamiento urgente

1760. El 25 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator especial sobre la independencia de los magistrados y abogados enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Carlos Rivera Paz**, abogado defensor de derechos humanos y miembro directivo del Instituto de Defensa Legal (IDL).

1761. El abogado Carlos Rivera fue detenido el 14 de junio de 2009, cuando regresaba al país después de cumplir con compromisos académicos en el exterior. Su orden detención fue emitida por el Juzgado Penal 40 de Lima, por el delito de uso de documento falso público.

1762. Según la información recibida, el proceso penal iniciado contra el abogado Carlos Rivera por denuncia formalizada el 18 de enero de 2008, habría sido adelantado sin que en ningún momento se le notificara de la existencia del mismo, hasta el momento de su detención en junio de 2009. Por consiguiente, el abogado habría estado impedido de ejercer su derecho a la defensa. El abogado no habría conocido los cargos que se le imputaban, ni habría podido llamar testigos de descargo, ni contrainterrogar los testigos presentados por la fiscalía. En suma, no habría podido contradecir ninguna de las pruebas aportadas por el Ministerio Público.

1763. Asimismo, según la información recibida, la acusación fiscal individualizó un tipo penal diferente al que había sido materia del proceso penal. Siendo el primero falsificación de documento privado y el segundo, falsificación de documento público; hecho que tampoco habría podido ser contradicho por el acusado, debido a la falta de notificación.

1764. De otra parte, se nos informó que el abogado Carlos Rivera, representó a varias de las víctimas en el proceso contra el ex presidente Alberto Fujimori, por el cual fue condenado recientemente. También defendió a Nolberto Durand Ugarte, uno de los desaparecidos en la matanza de El Frontón, penal en el que aquella época, el actual vicepresidente Luis Giampietri, habría comandado la Fuerza de Operaciones Especiales (FOES) de la Marina de Guerra del Perú. La Corte Interamericana de Derechos Humanos condenó al Estado Peruano en este caso y ordenó que se investigara judicialmente el caso, lo que habría generado una serie de investigaciones y diligencias en las que Rivera sigue participando en calidad de abogado. Esto habría motivado que en reiteradas oportunidades, el actual vicepresidente Giampietri lo ataque verbalmente, así como al IDL.

1765. Igualmente, se alegó que resulta sospechoso que el abogado Rivera haya sido arrestado justo antes de participar en varias audiencias relacionadas con supuestas violaciones de derechos humanos ocurridas durante el anterior periodo de Gobierno del Presidente Alan García.

Llamamiento urgente

1766. El día 26 de agosto de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la intimidación y las amenazas de muerte contra el Sr. **Andrés Luna Vargas**. El Sr. Luna Vargas es el presidente de la Convención Nacional del Agro Peruano (CONVEAGRO) y el presidente colegiado del Frente de Defensa del Agua y de los Recursos Naturales en la región de Piura.

1767. Según las informaciones recibidas, a finales de julio de 2009, el Sr. Luna Vargas habría recibido varias amenazas de muerte por medio del teléfono celular de un joven que trabaja con él. El Sr. Luna Vargas estaba en Lima cuando el joven habría recibido cuatro llamadas de un hombre no identificado que pedía la ubicación del Sr. Luna Vargas. Cuando el joven le negó información sobre su paradero, el hombre habría amenazado de muerte al Sr. Luna Vargas y al joven.

1768. No es la primera vez que el Sr. Luna Vargas es objeto de intimidaciones y amenazas. En marzo de 2009, su granja habría sido dañada en un incendio que supuestamente habría sido causado intencionalmente. Además, en octubre de 2008, tres hombres con pasamontañas le habrían atacado cuando se encontraba en un taxi. Le habrían amenazado, insultado y golpeado antes de robar sus pertenencias y dejarlo en la calle.

1769. Se expresó temor que la intimidación y las amenazas de muerte contra el Sr. Luna Vargas podrían estar relacionadas con el trabajo que realiza en defensa de los derechos humanos y en particular con sus actividades para proteger el medio ambiente y las tierras agrícolas en la región de Piura.

Llamamiento urgente

1770. El día 22 de septiembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Segundo Jara Montejo**. El Sr. Jara Montejo es el director ejecutivo de la Comisión de Derechos Humanos de Alto Huallaga (CODHAH) y miembro de la Coordinadora Nacional de Derechos Humanos.

1771. Según las informaciones recibidas, el 28 de agosto de 2009, aproximadamente a las 10 horas de la noche, seis hombres no identificados habrían llegado a la casa del Sr. Jara Montejo y habrían pedido a su esposa información sobre el paradero de su esposo, de manera amenazante. La esposa del Sr. Jara Montejo habría cerrado la puerta de la casa, ya que habría tenido miedo, y su esposo habría llamado a la policía. Los hombres habrían esperado afuera de la casa durante aproximadamente veinte minutos. Cuando llegó la policía, habrían escapado en un vehículo y una motocicleta. Anteriormente, los hombres habrían pedido información a los vecinos acerca de las actividades del Sr. Jara Montejo y la dirección de su domicilio.

1772. El Sr. Jara Montejo habría denunciado el incidente con el Procurador de la provincia de Aucayacu y habría pedido la protección adecuada para garantizar su integridad física y la de su familia.

1773. El 2 de septiembre de 2009, la Sra. Leyla Chavez Inga, integrante del CODHAH, se habría encontrado en un autobús cuando habría escuchado personas desconocidas decir que el Sendero Luminoso habría querido asesinar al Sr. Jara Montejo el 28 de agosto de 2009 por haber criticado las actividades de la organización en el Alto Huallaga. Estas personas habrían comentado también que el Sr. Jara Montejo sería asesinado de cualquier forma.

1774. Se expresó temor que este acto de intimidación y la posible amenaza contra la vida del Sr. Jara Montejo podrían estar relacionados con sus actividades en defensa de los derechos humanos.

Respuesta del Gobierno

1775. Mediante las cartas fechada el 11 de diciembre de 2009 y el 11 de enero de 2010, por parte del Consejo Nacional de Derechos Humanos del Ministerio de Justicia, el Gobierno respondió a este llamamiento urgente. En la carta con fecha el 9 de marzo de 2009 se comunicó que, el día 23 de noviembre de 2009, el Sr. Secretario Ejecutivo habría recibido el informe sobre el caso del Jefe del Frente Policial Huallaga de la Dirección Ejecutiva de Operaciones Policiales de la Policía Nacional del Perú. El informe confirmó los datos del incidente de la noche de 28 de agosto de 2009 y reiteró que los sujetos amenazantes que se apersonaron al hogar del Sr. Jara Montejo no podían ser identificados por el Sr. Montejo ni su esposa.

1776. En relación con las investigaciones y diligencias judiciales iniciadas en relación con el caso, se le recomendó al Sr. Montejo presentar una denuncia formal ante la Comisaría de la zona, pero ello no se produjo. Sin embargo, la carta confirmó que personal de inteligencia se dispuso para tratar de identificar a los responsables de las amenazas en contra del Sr. Jara Montejo. Asimismo, una representante de la Oficina de Derechos Humanos de Aucayacu presentó una denuncia ante la Fiscalía Mixta de Aucayacu la misma que derivada a la Fiscalía Especializada de Terrorismo y Lesa Humanidad de Tingo Mariá el día 24 de septiembre de 2009.

1777. En relación con las medidas cautelares iniciadas en nombre del Sr. Jara Montejo, el Comisario de Aucayacu habrían realizado patrullas motorizadas en diferentes horas con la finalidad de prevenir y/o neutralizar posibles acciones de grupos terroristas en su contra. En la fecha en la que se formuló la carta, el Sr. Jara Montejo se encontraba en la ciudad de Lima.

1778. En la carta con fecha el 11 de enero de 2009, se comunicó que en virtud de los presuntos hechos ocurridos contra el señor Segundo Jara Montejo era conveniente que se realicen investigaciones a nivel policial que permitan establecer la materialidad de los hechos ilícitos denunciados y se individualice al presunto autor o autores.

1779. En relación con investigaciones y diligencias judiciales iniciadas en relación con el caso, efectivos de la Policía Nacional (PCP) adscritos a la Comisaría Policía Nacional de Aucayacu, la Dirección Nacional de Operaciones Especiales (DINOES) y la Dirección Contra el Terrorismo (DIRCOTE) acudieron a la residencia del Jara Montejo inmediatamente después de conocer los hechos. Le recomendaron al Sr. Jara que se presente a la Comisaría PNP de Aucayacu para formalizar su denuncia y le informaron que patrullarían la zona y que realizarían labores de inteligencia. Sin embargo, el Sr. Jara no presentó alguna denuncia policial. Se informó que el 15 de septiembre de 2009 se registró una denuncia del Sr. Jara en la Fiscalía Mixta de Aucayacu, la misma que fue remitida a la Fiscalía especializada de Terrorismo y Lesa Humanidad del Distrito Judicial de Huánuco. El 7 de octubre de 2009 la citada Fiscalía aperturó investigación policial remitiendo los actuados al Jefe de la DIRCOTE-DEPITAC-Tingo María, notificando al Sr. Jara para que rinda su manifestación conforme a ley.

1780. En relación con medidas cautelares adoptadas, la Gobernación de Aucayacu informó a la Defensoría del Pueblo que no obra ninguna solicitud de garantías del Sr. Jara. De otro lado, la Policía Nacional de la Comisaría PNP de Aucayacu ha tomado conocimiento que hasta la fecha el Sr. Jara se encuentra en la ciudad de Lima.

Llamamiento urgente

1781. El 9 de diciembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Pedro Condori Laurente**, y el Sr. **Claudio Boza Huanhuayo**. El Sr. Condori Laurente es el Secretario General del Sindicato de Trabajadores Mineros de Casapalca y el Sr. Boza Huanhuayo es dirigente del mismo sindicato.

1782. Según las informaciones recibidas, el 23 de septiembre de 2009, el Sr. Boza Huanhuayo habría sido detenido en la capital, Lima. Asimismo, el 9 de septiembre de 2009 el Sr. Condori Laurente habría sido detenido en la misma ciudad. Los Sres. Boza Huanhuayo y Condori Laurente habrían sido acusados de haber participado en la muerte del Capitán de la Policía Nacional de Perú, el Sr. Giuliano Carlos Villarreal Lobatón. Supuestamente los Sres. Boza Huanhuayo y Condori Laurente siguen en detención en el penal de Aucallama. No se habría establecido todavía la fecha para el juicio.

1783. El 24 de noviembre de 2008, el Capitán Villarreal Lobatón habría muerto durante una manifestación organizada por los trabajadores mineros de la Compañía Casapalca S.A. La huelga se habría producido por el incumplimiento de la compañía de un acta firmada el 17 de mayo de 2008 y por la negativa de la compañía de entablar un diálogo con los trabajadores en relación con

el pliego petitorio de 2008 y 2009. El Capitán Villarreal Lobatón habría muerto cuando una piedra le habría caído desde las alturas. Se alega que anteriormente se habrían producido derrumbes de rocas en este lugar que habrían resultado en varios accidentes parecidos, en uno de los cuales habría muerto un trabajador.

1784. Se alegó que los Sres. Boza Huanhuayo y Condori Laurente no habrían participado en la muerte del Capitán Villarreal Lobatón y que estas detenciones buscarían debilitar el sindicato en el contexto de las negociaciones entre el sindicato y la compañía Casapalca que se desarrollaban en ese momento. Asimismo, supuestamente no existen pruebas ni testigos que demuestran la culpabilidad de los Sres. Condori Laurente y Boza Huanhuayo en este incidente y tampoco se habría podido comprobar que los Sres. Boza Huanhuayo y Condori Laurente se encontraban en el lugar del incidente cuando se produjo la muerte del Capitán Villarreal Lobatón.

1785. Se expresó temor que la detención de los Sres. Boza Huanhuayo y Condori Laurente podrían estar relacionada con las actividades que realizan en la defensa de los derechos humanos, y en particular sus actividades sindicalistas.

Observaciones

1786. La Relatora Especial agradece al Gobierno por su respuesta a la comunicación fechada el 22 de septiembre de 2009, y expresa su satisfacción por el hecho de que se hayan iniciado investigaciones y procesos de protección en este caso. No obstante, la Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido respuestas a las comunicaciones del 23 de enero de 2009, el 1 de mayo de 2009, el 15 de mayo de 2009, el 25 de junio de 2009, el 26 de agosto de 2009 y el 9 de diciembre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno peruano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

1787. La Relatora Especial expresa preocupación por varios casos de supuestas amenazas dirigidas en contra de defensores cuyo trabajo está enfocado en la protección del medio ambiente, los recursos naturales y los derechos territoriales, así como en contra de defensores que luchan contra la impunidad y la corrupción a través de actividades como investigaciones, procesos legales y la vigilancia de las violaciones de los derechos humanos.

Philippines

Letter of allegations

1788. On 7 April 2009, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning the killing of Mr **Eliezer Billanes**, a human rights defender and anti-mining activist. Mr Billanes was among others the Chairman of Socskargends – AGENDA, a regional anti-mining alliance in southern Mindanao; the Chairman of South Cotabato Alliance for Nationalism and Democracy (SOCPAND), the Secretary-General and Program Director of Samahan ng Magsasaka sa Timog Kutabato (SAMATIKU).

1789. According to the information received, on 9 March 2009, at approximately 4pm in the afternoon, Mr Eliezer Billanes was shot dead in the public market of Koronadal City, South Cotabato, Mindanao Island, by two unidentified masked gunmen riding a scooter.

1790. On the day of the murder, Mr Billanes had attended a meeting with Lt. Eduardo Florentino, the commander of the 27th Infantry Battalion's Charlie Company, based in Tupi, South Cotabato, and three other officials. The subject of the meeting had been the personal security of Mr Eliezer Billanes, who had received several threats, including allegedly from the military, due to his vocal stance against Sagittarius Mines Inc. During this meeting, Mr Billanes had voiced strong opposition to the presence of the 27th Infantry Battalion in his village.

1791. The police chief of Koronadal City, Superintendent Froilan Quidilla has opened an investigation into the murder of Mr Billanes. South Cotabato Governor Daisy Avance-Fuentes declared that she would personally look into the murder of Mr Billanes. Lt Eduardo Florentino of the 27th Infantry Battalion denied any hand in the killing, in an interview for Radio Mindanao Network. He also said that the military had some leads in the case, but "could not reveal them for fear of jeopardizing the ongoing operation".

1792. While not prejudging the accuracy of these allegations, concern was expressed that the killing of Mr Eliezer Billanes might be in connection with his peaceful activities in defence of human rights, especially his environmentalist and anti-mining advocacy.

Response from the Government

1793. In a letter dated 14 April 2009, the Government indicated that the case is under joint investigation by the Philippine National Police of South Cotabato and Koronadal City. Authorities are taking all possible measures for the early solution of the case, to establish the identity of suspects, and to put those perpetrators to justice. Any updates/developments concerning the case will be later transmitted.

Urgent appeal

1794. On 13 July 2009, the Special Rapporteur, together with by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding Ms. **Aurora Broquil**, Ms. **Emily Fajardo**, Mr. **Francisco Honra**, Mr. b, Mr. **Domingo Alcantara** and Mr. **Archie Bathan**, six human rights defenders who campaign against the Bataan nuclear power plant.

1795. According to the information received, on 26, 27 and 28 June 2009, Ms. Aurora Broquil, Ms. Emily Fajardo, and Mr. Francisco Honra received a series of death threats on their mobile phones from the same number.

1796. On 27 May 2009, Mr. Rafel Limcumpao, Mr. Domingo Alcantara and Mr. Archie Bathan, were arrested by approximately 20 police and military personnel from the Philippine National Police 303rd Provincial Mobile Group, a unit from the Military Intelligence and the 3rd Infantry Battalion. The three men were forced to lie down facing the floor. They were kicked and hit with

rifles while being searched. They were then handcuffed, dragged to two vehicles and taken to the Philippine National Police 303rd Provincial Mobile Group in Camp Tolentino.

1797. While in the Camp, they were tortured while being questioned and the beatings lasted until 2:00 a.m. the next day. Mr. Alcantara was beaten and suffocated with a thick plastic bag. The police also hit Mr. Bathan in the face with a solid object while he was blindfolded, performed Russian roulette and hit his ears on several occasions. They were told to admit that they were members of a rebel group.

1798. The following day, the three victims were presented before the press, and the police claimed that they were the leaders of a rebel group. However, no formal charges had been filed at that time. Later that day, they were taken to the Office of the Prosecutor, where they were charged on three counts of attempted murder, illegal possession of explosives and firearms.

1799. Prior to the arrest, Mr. Limcumpao, Mr. Alcantara and Mr. Bathan had been planning to organize campaigns to protest the possible renewed operation of the Bataan nuclear power plant in the area. The group was opposed to the operation as it would allegedly have serious environmental and health implications to local residents

Urgent appeal

1800. On 7 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the killings of Mr. **Crispin Perez Jr.**, Mr. **Antonio Castillo**, Mr. **Jonathan Petalvero**, Mr. **Godofredo Linao**, as well as alleged threats against Mr. **Mario Alviso**.

1801. According to information received, on 9 June 2009 at around 10:00 a.m, Mr. Crispin Perez Jr., a lawyer, former vice-governor of Occidental Mindoro province and a radio commentator at the local government-owned radio station dwDO, was shot by an unknown gunman outside his home in San Jose City in Occidental Mindoro province. He later died in hospital as the result of his injuries. Shortly before his death, Mr. Perez had criticised local mining activities and the signing of a supply contract between a local cooperative and a private power firm.

1802. On 12 June 2009 at around 9:00 a.m., Mr. Antonio Castillo, a columnist for Bigwas, was shot at close range by two men on a motorcycle on the national highway in Marcella village, Uson town, Masbate province. Mr. Castillo was reportedly rushed to a hospital, but died three hours later as a result of his injuries. As yet a motive for the killing of Mr. Castillo has not been established, but reports claim that he had reported and commented on alleged corruption at the community level.

1803. On 27 June 2009, Mr. Jonathan Petalvero, a radio host on DXFM station, was shot dead by a masked gunman at a restaurant in the town of Bayugan on Mindanao Island. He was declared dead upon arrival at hospital. Mr. Petalvero was known for his critical commentaries on alleged local corruption.

1804. On 27 July 2009 at around 1 a.m., Mr. Godofredo Linao received a text message inviting him to a restaurant in Barobo town, Surigao Del Sur province. An unidentified gunman then reportedly shot Mr. Linao four times after he parked his motorcycle and crossed the road to the restaurant. Whilst the motive of the killing remains unclear, some reports suggest that Mr. Linao was targeted for his broadcasts which often focused on alleged corruption within the local government.

1805. On 28 July 2009, Mr. Mario Alviso, manager of Radyo Nitin, received a text message from an unidentified sender the day after Mr. Linao's murder, stating that the killing was "just a sample" of what could be done, and that "he would be next".

1806. Concern was expressed that the aforementioned events might represent a direct attempt to prevent independent reporting in the Philippines thus stifling freedom of expression in the country. Further concern was expressed for the physical and psychological security of media professionals in the Philippines.

Responses from the Government

1807. In a letter dated 28 October 2009, the Government indicated that on 3 August 2009, the Task Force Against Political Violence, also known as Task Force 211 of the Department of Justice, announced the filing of charges against a certain "Doy" in the killing of Mr. Godofredo Linao. The case was filed at the Regional Trial Court (RTC) of Lianga Sur, docketed as Criminal Case No. 1-2295. Prior to that, a case against the suspect in the killing of Mr. Jonathan Petalvero was filed on 30 July 2009 at the RTC Branch 7 of Bayugan, Agusan del Sur, and docketed as Criminal Case No. 3012.

1808. In another letter dated 23 November 2009, the Government gave further information about the killings mentioned in the letter of allegations.

1809. According to reports, Mr. Perez was shot by an unidentified male who posed as a client at the victim's residence in Poblacion 7, San Jose, Mindoro Occidental on 9 June 2009. An investigation ensued, which resulted in the filing of a complaint before the Department of Justice against a police officer – PO2 Darwin Quimoyog on 2 July 2009. The case is now submitted for resolution. Two possible motives for the killing were explored during the course of investigation: 1) political motive, in relation to the profession of Mr. Perez as a lawyer and media practitioner; and 2) the involvement of his wife in several estafa cases. Authorities ruled that political motive could be the primary reason for the killing.

1810. According to reports, Mr. Castillo was on his way home when he was shot by suspects along the National Highway in Barangay Marcella, Uson, Masbate on 12 June 2009 at around 9 a.m. A complaint for murder was filed against suspects before the Provincial Prosecution Office of Masbate, and based on a resolution dated 14 October 2009, there was a finding of probable cause. Information for murder was filed before the RTC of Masbate City against a certain alias "Joy Joy" and "John Doe".

1811. Mr. Petalvero was shot and killed on 25 June 2009 at about 7 p.m. while having a drinking spree at June 8 Lechon Manok and Fastfood in Rotonda, Poblacion, Bayugan, Agusan del Sur. According to reports, the victim was not a media practitioner, but a regular resource

speaker in the program of Vice Mayor Genesis Efren. The Chairman of the Kapisanan ng mga Brodkaster ng Pilipinas – KBP (association of broadcaster in the Philippines) Agusan del Sur Chapter issued a certification to this effect. Furthermore, the victim was allegedly planning to run as councilor of Bayugan for the 2010 elections. Based on testimonies of witnesses, a complaint was filed against a certain alias “Ger” before the Prosecutor’s Office in bayugan, Agusan del Sur. An arrest warrant was issued on 11 August 2009 against the suspect.

1812. Mr. Lianao was shot while riding his motorcycle in front of Bogak Lodge in Purok 1, Barobo, Surigao del Sur on 27 July 2009 at around 1.15 a.m. Aside from working as a commentator/disc jockey in two radio stations, the victim worked as political aide/spokeperson to Vice-Governor Librado Navarro of Surigao del Sur. On the basis of description given by witnesses, a sketch of the primary suspect was prepared which was designated as alias “Doy”. Information for murder was filed on 31 July 2009 against alias “Doy” and a certain “John Doe”. Thereafter, an amended complaint against Joel Namoc a.k.a. Poloy and three other “John Does” were filed at the RTC Branch 28 of Lianga, Surigao del Sur. An arrest warrant was issued for the arrest of the suspects on 3 September 2009.

Letter of allegations

1813. On 7 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, sent a letter of allegations regarding the killings Mr **Romulo Mendova** and Father **Cecilo Pelito Lucero**.

1814. According to information received, on 5 September 2009, Mr Romulo Mendova, a peasant activist, was shot dead in Base, Samar by two unidentified men riding a motorcycle.

1815. On 6 September 2009, Father Cecilo Pelito Lucero, aged 48, was traveling with two companions in the direction to Catarman. At the highway near the cemetery of Barangay Layuhan in San Jose town, approximately 30 unidentified armed men ambushed the car. Father Cecilo Pelito Lucero sustained multiple gunshots that caused his immediate death. Father Cecilo Pelito Lucero was the Coordinator of the Human Rights Desk of the Diocesan Social Action Center of the Catholic Diocese of Catarman, a member of the Promotion of Church People’s Response and Chairman of the Task Force Peace and Order of the Diocese of Catarman. He had received a number of threats from the military and was under surveillance for his role in reporting on human rights violations by the military in Northern Samar.

Response from the Government to communications sent before the reporting period

1816. In a letter dated 3 June 2009, the Government responded to a joint communication dated 29 August 2008, informing that on 3 August 2008, while Pastor Romeo Tagud was officiating mass at the Iglesia Filipina Independiente Church (IFI) in Bago City, Negros Occidental, an unidentified girl approached the cleric and handed him a white envelop containing one round of live ammunition for an M-16 armalite rifle. During police investigation, it was learned that Fr. Tagud had an extra-marital affair with a certain Reyna Retolosa of Barangay Balingasag, Bago City. Priests ordained in the IFI are allowed to get married. In fact, Fr. Tagud has three children with his legal wife. It is believed that the supposed “threat” to Fr. Tagud came from the family of Ms. Retolosa. This angle is still the subject of further investigation. Due to the incident, Fr. Tagud had requested a transfer of since 17 August 2008. There are strong indications that the

said “death threat” on Fr. Tagud was connected to his alleged liaison with Ms. Retolosa, and was not in any way connected to his activism and human rights advocacy. There have been no other reports of threats to his life after he left Bago City.

1817. In the same letter, the Government informed that upon verification with other agencies, including the regional office of the Commission on Human Rights, the Negros Oriental Provincial Police Office learned that four members of KARAPATAN-Central Visayas, namely Dennis Abarrientos, Jean Suarez, Corcodina Oyao, and Vilmarie Arcilla did not file any report or complaint of harassment. Further investigation revealed that Vilmarie Arcilla and Henry Estrellanes had faced charges for kidnapping and serious illegal detention of Catalino Ortega y Balasabas before the Negros Provincial Prosecutor’s Office, docketed as I.S. Case Number 2008-505. The charges were filed by SP01 Genaro T. Nodado of Valencia Police Station who investigated the verified complaint against Arcilla and Estrellanes. Catalino Ortega was detained against hi will for 11 days by Arcilla and her group. The case was filed when Catalino’s mother sought the assistance of Valencia Police Station. Catalino was only released when the group holding him learned of the kidnapping charges filed against them. Due to technicalities, said charges were later dismissed by the investigating prosecutor. In its report, Negros Oriental Provincial Police Office stated that Ms. Arcilla and her companions may have misconstrued the filing of the case as “harassment”. Said police office also concluded that no members of KARAPATAN-Central Visayas were harassed or threatened.

1818. In a letter dated 16 July 2009, the Government responded to the communication dated 5 October 2007, informing the parents of Ms. Karen Empeño, Ms. Sherlyn Cadapan and Mr. Manuel Merino filed before the Court of Appeals a Petition for Habeas Corpus on 17 July 2006, praying that a Writ of Habeas Corpus be issued directing several respondents of the Armed Forces of the Philippines (AFP) to bring the bodies of the victims to the Court. The petition was later dismissed for lack of evidence that the victims were indeed in respondents’ custody. However, on 24 October 2007, a Writ of Amparo was subsequently filed in the Supreme Court where the Court resolved to issue the Writ and ordered the Court of Appeals to hear the petition. Hearing were conducted with Raymond Manalo as the principal witness since the latter testifies that he saw Sherlyn Cadapan in the same military camp where he was brought after he was kidnapped by paramilitaries soldiers. The Court of Appeals, on the basis of Raymond Manalo’s testimony, directed the AFP to immediately release, or cause the release from detention, the person of Cadapan, Empeño and Merino, despite the AFP’s denial of their alleged involvement. In addition, the Philippine National Police (PNP) was ordered to resume its unfinished investigation so that the truth will be fully ascertained and appropriate charges filed against those truly responsible. However, witnesses refused to cooperate with the investigators despite several attempts to communicate and/or coordinate with them. Nevertheless, the PNP is continuing to exert more efforts so that the witnesses or anyone who can give any information would eventually cooperate.

Observations

1819. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 8 October 2009, 13 July 2009, 3 September 2008, 9 July 2008, 20 June 2008, 7 May 2008, 30 April 2008, 23 April 2008, 14 March 2008, 9 November 2007, 4 October 2007 (Franklin Cabiguin Labial), 9 November 2006, 12 July 2006 (Adulaziz Shamrod), 26 April 2006,

23 February 2006, 2 December 2005, 22 February 2005, 24 September 2004, 1 March 2004 and 21 January 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

1820. The Special Rapporteur remains seriously concerned regarding the persistent challenges faced by human rights defenders in the Philippines, including extrajudicial killing, threats and intimidation, arbitrary arrest and detention, and illegitimate restrictions to the right of freedoms of opinion and expression, peaceful assembly and association. She urges the Government of the Philippines to conduct thorough investigations in each case and prosecute the perpetrators. This is crucial in order to create a safe environment conducive to the work of defenders.

1821. The Special Rapporteur hopes that the Government of the Philippines will respond favourably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: first request issued in November 2008), in order to strengthen the dialogue with the authorities on the worrying situation of human rights defenders in the Philippines.

Republic of Korea

Urgent appeal

1822. On 26 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Chun Keun Lee**, a journalist with public TV station Munhwa Broadcasting Corporation (MBC).

1823. According to information received, on 25 March 2009, at approximately 10.20 p.m., Mr Lee was arrested by police officers in Seoul. Mr Lee and his wife were driving near the MBC headquarters when they were intercepted by three unmarked vehicles. A number of police officers got out of the vehicles and handed Mr Lee a summons to present himself at the Prosecutor's office. When Mr Lee failed to comply with their demands he was issued with an arrest warrant and taken by force in one of the awaiting vehicles. He is currently being detained at the office of the Prosecutor in Seoul, and faces up to five years in prison.

1824. According to reports, Mr Lee's arrest is linked to his involvement in reporting on the import of beef products from the United States which sparked widespread protests throughout the country in May 2008. The report was broadcast on the MBC investigative programme PD Note in April 2008. In early March 2009, journalists involved in the programme were reportedly accused of defamation by the Ministry of Agriculture on the grounds of "minor translation errors."

1825. Concern was expressed that the aforementioned events may represent a direct attempt to prevent independent reporting in South Korea, particularly in light of the recent arrest and detention of other journalists in the country, including Mr Roh Jong-myeon, a journalist for YTN on 22 March 2009. Mr Roh Jong-meyon was the subject of an urgent appeal letter sent on behalf

of the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression and the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention on 24 March 2009.

Response from the Government

1826. In a letter dated 2 June 2009, the Government responded to the communication sent on 26 March 2009.

1827. With regard to the facts relating to the detention of Mr. Lee Chun Geun, the Government noted that an investigation of this case was carried out pursuant to a request by the Ministry of Food, Agriculture, Forestry and Fisheries (Ministry of Agriculture) and complaints filed by the former Minister and Deputy Minister of Agriculture. They claimed that the facts were distorted by the TV programme which used intentionally mistranslated subtitles and edited the content in a misleading manner, and as a result, Mr. Lee directly defamed the former Ministers. The main point of this case was to find out whether Mr. Lee intentionally reported false information or not.

1828. The urgent appeal states that Mr. Lee was arrested immediately after his refusal to comply with an attendance request under a summons handed to him on the scene of his arrest. However, this is not the case. During the period from July 2008 to March 2009, the prosecution served Mr. Lee with four summonses in order to commence an investigation of the case. However, explicitly expressing unwillingness to cooperate with the prosecution, he refused to attend or submit the requested documents. Therefore, the prosecution arrested Mr. Lee on a warrant of arrest issued by a judge in accordance with Article 200(2) of the Criminal Procedure Act.

1829. The urgent appeal states that Mr. Lee “is currently being detained at the office of the Prosecutor in Seoul, and faces up to five years in prison”. However, Mr. Lee was arrested at approximately 22:25 on 25 March 2009 and released after questioning at approximately 22:00 on 27 March 2009. Mr. Lee was detained for less than 48 hours and is now under investigation without being detained.

1830. Regarding the conformity with national legislation related to freedom of expression and the provisions under the International Covenant on Civil and Political Rights, the Government noted that the Constitution of the Republic of Korea (Articles 21(1) and 37(2) guarantees the freedom of the press and speech and this freedom may be restricted by law only when necessary for national security, the maintenance of law and order or for public welfare. Even when such restriction is imposed, no essential aspect of the freedom shall be violated. However, Article 307(2) of the Criminal Act stipulates that “those who defame one person by publicly alleging false information” shall be punished. That is to say, those intentionally reporting false information, not based on facts, and resulting in the defamation of another person, will become subject to investigation. Such laws also conform to the UDHR and ICCPR.

1831. It is true that, Mr. Lee, a producer at MBC, a public broadcasting corporation, is entitled to enjoy the freedom of speech and expression. However, it is not appropriate to claim the investigation process was a violation of the freedom of speech and expression, since the prosecution followed the due process of investigation stipulated in the Criminal Procedure Act, based on request from the Ministry of Agriculture and complaints by former ministers, who

accused Mr. Lee of distorting the truth and reporting false information, leading to the infringement of fairness and objectivity of broadcasting.

1832. Regarding the legal grounds for the arrest and detention of Mr. Lee and compatibility with international norms and standards, the Government noted that the Constitution of the Republic of Korea (Article 12) stipulates that all citizens shall enjoy personal liberty and no one shall be punished except as provided by law and through lawful procedures. The Criminal Procedure Act of the Republic of Korea makes it a rule to investigate without detention. However, in accordance with Article 200-2(1) of the Act, the prosecution may arrest a suspect with a warrant of arrest issued by a judge in cases where there is a good reason to suspect that the person has committed crimes and he/she refuses to comply an attendance request without due cause. If the public prosecutor intends to detain the suspect after the arrest, he/she should request for a warrant of detention to a judge within 48 hours from the time when the suspect was arrested. The suspect should be released immediately if a warrant of detention is not requested within 48 hours from the time of the suspect's arrest.

1833. There were good reasons to suspect Mr. Lee defaming the former ministers, based on the evidence submitted by the accusers. Mr. Lee also refused to attend for questioning for several time without any due cause. Therefore, the public prosecutor arrested him on a warrant of arrest issued by a judge and released him directly after questioning him. As this accords with the due process set out in the Criminal Procedure Act, it was not an arbitrary arrest and conforms to international human rights norms and standards.

1834. The Korean Government guarantees the freedom of speech and expression in compliance with the UDHR and ICCPR, prohibits arbitrary arrest, and follows the due process of law in its arrest procedures. As explained above, Mr. Lee, a suspect charged with defamation, was arrested in accordance with the due process set out in the Criminal Procedure Act, but at present he is under investigation without being detained.

1835. There have been allegations that the investigation bodies carried out law enforcement with the intention of oppressing the media, which is not the case. Considering the situation and the points mentioned above, the Government requested the mandate holders to review once again the situation related to the arrest of Mr. Lee Chun Geun in a fair and balanced manner.

Letter of allegations

1836. On 1 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living and on the right to non-discrimination in this context, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding **violent forced evictions and death of protestors as a consequence in Yongsan, Republic of Korea.**

1837. According to the information received, on 20 January 2009 in Zone 4, in Yongsan, a district of Seoul, five protestors were killed during a protest against forced eviction and the police crackdown to stop it. These events resulted from the implementation of an urban redevelopment project which has led to alleged massive forced evictions with no plan for resettlement.

1838. Yongsan was designated as a redevelopment project area in 2006. The families residing there only found out about it at the end of 2007, long after the Government had approved the plan for its implementation scheduled by the private enterprises. Reportedly, the tenants were only informed of their forthcoming eviction through the compensation notice one month before the eviction took place. As a consequence of this lack of notification, the tenants had no opportunities to challenge the authorities' decision or to file a legal complaint, to present alternative proposals, or to articulate their demand and priorities. They were also denied the opportunity to be provided with legal and technical advice about their rights and options.

1839. It is reported that previous to April 2008, construction workers were stationed at Yongsan, and harassed people in various ways, threatening them with cudgels, obstructing people's business, braking water pipes to prevent people from having clean water, sexually harassing women, threatening children and committing physical violence. For these reasons, some of the tenants moved out without any adequate resettlement. The security personnel demolished buildings as soon as tenants moved out. Reportedly, the Yongsan residents asked for police protection, but neither investigation nor action was carried out.

1840. Information states that the eviction also resulted in the loss of economic activity and income for a lot of tenants, who had established themselves over a long time in this area. Their forced moving made them lose their customers and pay extra costs to start again a new activity. According to additional information, the district office and the Police made no effort to arbitrate the conflict between tenants and the business enterprise which owns the building.

1841. According to sources, the tenants created a Committee (the Committee of Tenants Protesting Against Demolitions) to organize themselves against the evictions. The Yongsan district office reportedly pulled down the place where the Committee of Tenants Protesting Against Demolitions used to gather, which according to the source, aimed at preventing the Committee from gathering.

1842. In March 2008, the inhabitants asking for comprehensive resettlement plan joined the Federation Against House Demolition (Jun Chul Yun, a federation of different Committees Against Demolitions) and decided to prepare a demonstration, as a last resort. On the morning of 9 January 2009, approximately 50 people, including tenants of Yongsan and their supporters, started a sit-in protest on the rooftop of a five-story temporary building.

1843. Three and half hours after the beginning of the protest, compulsory measures to end the protest were requested by the Yongsan Police Station chief and approved by the Seoul Metropolitan Police Agency Commissioner, Kim Seok-ki. In order to disperse the protesters, approximately 1.600 police officers as well as 49 SWAT officers trained for counterterrorism operations were dispatched around the area. During the police crackdown, a fire broke out. Five protesters and one SWAT officer died as a consequence. Among the five civilian victims, two – Lee Sang-rim and Yang Hui-sung – were involved in the committee of demolition protesters in Yongsan and three – Lee Seong-su, Yoon Yong-hyun, and Han Dae-sung – were involved in committees of demolition protesters in other places of Seoul or in Gyeonggi and had decided to support their counterparts.

1844. After the incident, the authorities carried out investigations on the events which resulted in the arrest of a number of protesters, and no charges were filed against the police. According to

reports, this incident is not isolated or accidental, but the result of continuous violence by security personnel in the framework of redevelopment projects that include massive forced evictions.

Observations

1845. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed response transmitted to her communication of 26 March 2009, but regrets that at the time the present report was finalized, no response had been received to the communication of 1 April 2009. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Russian Federation

Letter of allegations

1846. On 22 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding Mr **Stanislav Markelov** and Ms. **Anastasia Baburova**. Mr. Stanislav Markelov was a lawyer dealing with various human rights related cases and active in defending victims of enforced disappearances and other human rights violations committed in Chechnya. Mr. Markelov was the lawyer of the family of Ms. Elsa Kungaeva, a Chechen woman abducted and murdered by an officer of the armed forces of the Russian Federation in the year 2000, Mr. Yuri Budanov, and was instrumental in the 2005 conviction of a police officer, Sergei Lapin, who was sentenced to 11 years in prison for the torture and disappearance of a young Chechen man. Mr. Markelov previously also represented the journalist Anna Politkovskaya. Ms. Anastasia Baburova was a freelance investigative journalist working for the newspaper Novaya Gazeta.

1847. Mr Stanislav Markelov was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 4 May 2004. No response has been received to that communication to date.

1848. According to the information recently received, on 19 January 2009, Mr Stanislav Markelov was shot dead by a masked gunman near the building where he had previously held a press conference. He was shot in the back of the head at close range. Ms Anastasia Baburova, a journalist who also participated in the press conference and who tried to intervene when Mr Markelov was attacked, was also shot. She was taken to hospital in a critical condition where she died later of her injuries.

1849. The press conference held by Mr Markelov was entitled “Unlawful release of Budanov: neglect by the court and direct advantage for militants: who is next?” Mr. Budanov, who had been sentenced to 10 years in prison for the abduction and murder of Ms. Elsa Kungaeva,

including time served, in 2003, had been granted an early release on 15 January 2009. Mr. Markelov stated at the press conference his intention to appeal the decision of the court of Dimitrovgrad to reject his appeal concerning Mr. Yuri Budanov's early release from custody.

1850. Concern was expressed that the killing of Mr. Stanislav Markelov and Ms. Anastasia Baburova may be directly related to Mr. Markelov's work to defend victims of human rights violations.

Response from the Government

1851. In a letter dated 14 April 2009, the Government responded to the communication sent on 22 January 2009 as follows.

1852. On 19 January 2009, the investigation department of the Moscow central internal affairs investigative committee under the Office of the Procurator of the Russian Federation instituted criminal proceedings in connection with the murders of Mr. S.Y. Markelov, lawyer and President of the Rule of Law Institute, and Ms. A.E. Baburova, freelance journalist for Novaya Gazeta. The investigators are working on a number of theories on the crime, some related to Mr. Markelov's professional activities; according to preliminary findings, there appears to be no link between the murder of Ms. Baburova and her professional activities.

1853. In view of the complexity of the investigation and the need for extensive detective work, and also taking into account the high profile of this criminal case, on 21 January 2009 it was transferred for further case work to the central investigation department of the investigative committee under the Office of the Procurator of the Russian Federation. The Procurator-General of the Russian Federation, Mr. Y.Y. Chaika, is personally monitoring the conduct of the investigation.

Urgent appeal

1854. On 6 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning Mr **Lev Ponomarev**, a prominent human rights defender and director of 'Za Prava Cheloveka' (For Human Rights), an all-Russia public movement covering a wide range of human rights violations, including abuses in the prison system, pensioners' and children's rights and human rights violations in the North Caucasus. Mr Ponomarev was the subject of an allegation letter sent by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders and the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression on 6 October 2006, and of a joint urgent appeal sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the then Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 24 February 2004.

1855. According to the information received, at approximately 11 pm on 31 March 2009, Mr Ponomarev was attacked and seriously injured by three unknown assailants near the entrance of his apartment building in Moscow. The attack came as Mr Ponomarev returned home from a meeting with a member of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe. The unknown

assailants have reportedly been waiting for him nearby, and kicked him and beat him with batons. After the concierge of the apartment building appeared, the attackers fled the scene. Mr Ponomarev was taken to hospital No 36 where he received emergency treatment. Although he has since been released from hospital, he remains under medical observation.

1856. Mr Ponomarev has received several threats even before the 31 March assault. The tires of his car had been slashed twice in the weeks before the attack, and the Wikipedia entry about him had been modified by unknown authors predicting that he would die from an attack.

1857. Concern was expressed that the assault against Mr Lev Ponomarev is directly related to his work in the defence of human rights. Further concern was expressed that according to the information received, no investigation has been launched into the attack against Mr Ponomarev.

Response from the Government

1858. In a letter dated 12 May 2009, the Government responded to the communication sent on 6 April 2009 as follows.

1859. In the course of investigations into the attack on L.A. Ponomarev, the director of the non governmental organization “For human rights”, it was established that at 22.30 on 31 March 2009 unidentified persons attacked L.A. Ponomarev near the entrance to block 4, Svobodny Prospekt in Moscow, causing multiple injuries and abrasions to his head and ribcage, and then fled the scene.

1860. A criminal prosecution, No. 76640, has been instituted by the principal investigation unit at the main department of internal affairs for Moscow, for an offence under article 116, section 2 (a) of the Criminal Code of the Russian Federation (assault).

1861. A number of explanations for this incident have been suggested relating to the victim himself and the circumstances of the crime, including the human rights work of L.A. Ponomarev.

1862. At the present time the investigation is continuing and the operational investigative measures being deployed are intended to establish the identity of the persons guilty of the assault. The progress of the investigation is being followed up by the Criminal Investigation Department of the Russian Ministry of Internal Affairs.

Letter of allegations

1863. On 25 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent a letter of allegations concerning Ms. **Aza Gazgireyeva**, late deputy head of the Supreme Court of the Republic of Ingushetia.

1864. On 10 June 2009, Ms. Aza Gazgireyeva was shot dead in the town of Nazran while taking her children to school.

1865. It is reported that the killing of Ms. Gazgireyeva may be linked to her peaceful activities in defence of human rights, i.e. her professional activities as a judge. Ms. Gazgireyeva, who has worked for 25 years as a judge, was member of a panel examining civil and criminal cases at the

Supreme Court. While she did not handle criminal cases involving illegal armed forces herself, she examined related appeals and made some procedural decisions in that regard. She was also involved in cases related to corruption. Reports indicate that Ms. Gazgireyeva's had received threats before.

1866. In April 2008, Ms. Gazgireyeva's predecessor, Khasan Yandiyev, who handled cases of large-scale corruption, was shot and killed.

1867. Information received indicates that an investigation has been commenced by the Investigative Committee of the Prosecutor's Office.

1868. Concern was expressed that the killing of Ms. Gazgireyeva may be linked to her professional activities as a judge and points to insufficient guarantees and preventive measures to ensure the security of judges in the Republic of Ingushetia.

Response from the Government

1869. In a letter dated 27 August 2009 the Government responded to the communication sent on 25 June 2009. At the time this report was finalized, a translation of the response was not yet available.

Urgent appeal

1870. On 20 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government concerning the killing of Ms **Natalia Estemirova**. Ms Estemirova was a prominent human rights defender and researcher working with the Russian NGO Memorial. Ms Natalia Estemirova received several prizes for her outstanding work, including the "Right to Life" award from the Swedish Parliament; the Robert Schuman Medal of the European Parliament and the Anna Politkovskaya prize.

1871. According to the information received, on the morning of 15 July 2009, Ms Natalia Estemirova was kidnapped in front of her house in Grozny. According to eyewitness reports, Ms Estemirova was dragged into a white vehicle and driven away by unknown individuals.

1872. Her body was later found in the woods near the city of Nazran, in Ingushetia. She had sustained two gunshots to her head and chest.

1873. The mandate holders expressed their concern that the kidnapping and subsequent murder of Ms Natalia Estemirova might be directly related to her activities in the defense of human rights, in particular her fact-finding carried out into human rights abuses, such as summary executions, enforced disappearances and torture committed in the Chechen Republic. They acknowledged the expressions of outrage and assurances by the Government that all necessary steps will be taken to apprehend and punish Mrs. Estemirova's killers. However, they remained concerned that the killing of Ms Natalia Estemirova formed part of a pattern of similar cases,

including the murder of Ms Anna Politkovskaya, Mr Stanislav Markelov and Ms Anastasia Baburova, which, coupled with the prevailing impunity, had the potential of gravely stifling independent human rights work and freedom of expression in the country.

Response from the Government

1874. In a letter dated 27 August 2009, the Government responded to the communication sent on 20 July 2009 as follows. Further to your request for details and on the status and progress of the investigation into the murder of N.K. Estemirova, a member of the Memorial human rights centre, we wish to transmit the following information.

1875. The preliminary investigation established that on 15 July 2009, Ms. Estemirova, a member of the Memorial human rights centre, Grozny branch, left her apartment at about 7.35 a.m. and was making her way to public transport to go to work at the Memorial office, located at 84 Mayakovsky Street in Grozny. At Building No. 10, 133 Khmel'nitsky Street, unidentified persons dragged her into a white VAZ 2107 vehicle and drove away to an unknown destination.

1876. The Leninsky inter-district investigative team for Grozny, a unit of the investigative department for the Chechen Republic working under the Investigative Committee attached to the Procurator's Office of the Russian Federation, instituted criminal proceedings under article 126, paragraph 2 (a) and (c), of the Russian Criminal Code on 15 July 2009.

1877. It was on that day that, at 4.30 p.m., Ms. Estemirova's body was found with two gunshot wounds to her head and two to the torso in a wooded area some 200 metres from the Kavkaz federal highway near the village of Gazi-Yurt in the Nazran district, Republic of Ingushetia. Her passport and her purse containing personal items, including two switched-off mobile phones, were found lying beside her.

1878. On the same day, 15 July 2009, the Nazranovsky inter-district investigative team for Nazran, a unit of the investigative department for the Republic of Ingushetia working under the Investigation Committee of the Procurator's Office of the Russian Federation, opened a criminal case under article 105, paragraph 1, and article 222, paragraph 1, of the Russian Criminal Code.

1879. On 16 July 2009, the criminal cases were transferred to the Central Investigative Department for the Southern Federal District under the Investigative Committee attached to the Procurator's Office of the Russian Federation and combined into one case.

1880. Searches were carried out on the grounds of Building No. 10, 133 Khmel'nitsky Street, Grozny; at the site where the body was discovered; in the office of the Grozny branch of Memorial; and at Ms. Estemirova's place of residence, where material evidence that is now undergoing the necessary forensic analysis was gathered.

1881. The investigation has involved:

- Carrying out three re-enactments of the crime to establish how long it might take a light vehicle to go from the spot where Ms. Estemirova was abducted to the site where her body was found

- Obtaining and analysing video surveillance footage to find the white VAZ 2107 and a green VAZ 2112 resembling the one that accompanied the vehicle used in the crime against Ms. Estemirova
- Identifying vehicles that may be relevant to the investigation and authorizing bodies of the Russian Ministry of Internal Affairs to trace their owners and check for involvement in the crime
- Showing witnesses photographs of makes of the vehicles that drove away from the spot where Ms. Estemirova was abducted on the morning of 15 July 2009
- Re-enacting what might have been seen from the apartment from which a person had witnessed vehicles coming and going
- Obtaining vehicle registration records
- Confiscating and incorporating in the case materials DVDs of video surveillance footage from several checkpoints; the information on the DVDs is currently being reviewed and analysed
- Arranging for 16 different forensic analyses, the initial results of which are being reviewed and compared with other evidence obtained in the case
- Gathering and analysing information on Ms. Estemirova's mobile phone contacts.

1882. Moreover, 263 witnesses have been questioned. A range of investigative and operational activities to identify the perpetrators of the crime is currently under way. The Investigative Committee of the Procurator's Office of the Russian Federation is overseeing the progress and outcome of the investigation.

Letter of allegations

1883. On 14 August 2009, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government concerning the **burning down of the office of Mothers of Dagestan for Human Rights (MDHR)**, a non-governmental organization which works on cases of enforced disappearances in the Russian Federation.

1884. According to information received, on 19 August 2009, the office of the human rights organization, Mothers of Dagestan for Human Rights (MDHR) was burned down. Everything in the office was reportedly destroyed. Two days earlier, on 17 August 2009, members of MDHR had filed a complaint with the Public Prosecutor in relation to an arson attack on a Muslim shop in Makhachkala.

1885. The authorities in Dagestan have reportedly stated that the fire at the MDHR office was caused by an electrical fault. However, members of MDHR believe that a short circuit could not have been the cause of the fire since the office was closed for two weeks prior to the incident and all electrical equipment had been turned off. On 20 August 2009, the Sovetsky district Department of Internal Affairs refused to accept a complaint from members of MDHR concerning the investigation into the incident.

1886. Concern was expressed that the burning down of the office of Mothers of Dagestan for Human Rights may be connected to the work the organization carries out in defense of human rights.

Urgent appeal

1887. On 24 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression send an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Akhmed Gisayev**, employee of Memorial, and more generally of **other staff members of Memorial**, a non-governmental organization which monitors the situation of human rights in post-Soviet States.

1888. According to information received, in the evening of 13 August 2009, Mr. Gisayev and his wife were reportedly stopped near their flat in Grozny by a group of three to four armed men. They pointed their guns at Mr. Gisayev and asked for his documents. They refused to identify themselves or justify the search. Mr. Gisayev showed his Memorial ID card and explained that he worked there. One of the armed men then said: "And it's your colleagues who are getting killed? And do you know why they're getting killed"? They then returned his passport and left.

1889. The following day, in the morning of 14 August, a passport check-and-search operation was reportedly conducted on Mr. Gisayev's street by Russian military and local security personnel. On this occasion, his apartment was allegedly searched by men amongst whom were some who had threatened him the previous day.

1890. Prior to these events, Mr. Gisayev had noticed a car parked next to his apartment on several occasions. The car had dark windows and a number-plate not used for civilian vehicles, which led him to believe that it could belong to the security services. Mr. Gisayev started noticing suspicious vehicles outside his apartment a few days after the first week of July when Memorial appealed to the local Prosecutor's office on a sensitive human rights case of alleged abduction and torture he was investigating with his former colleague since deceased, Ms. Natalia Estemirova.

1891. Mr. Gisayev reported these incidents to the Prosecutor's office in Chechnya, but no measures have apparently been taken to investigate the situation or to protect Mr. Gisayev.

1892. Furthermore, since mid-July, Memorial's Grozny Office has allegedly been monitored by local security services. At least three Memorial staff members have claimed to have been followed by people in suspicious cars. Russian military officials in Grozny have allegedly threatened Memorial staff to watch out for danger.

1893. Concern was expressed that the aforementioned threats and incidents might be directly related to the work of Mr. Gisayev and Memorial in defense of human rights. In view of the fact that these incidents come after the murders of three human rights defenders in Chechnya including Ms. Natalia Estemirova, Memorial Grozny's leading researcher, who was the subject of an urgent appeal sent on 20 July 2009 by six thematic special procedures, further concern is expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Gisayev and other staff members of Memorial.

Response from the Government

1894. In a letter dated 19 November 2009, the Government responded to the communication sent on 24 August 2009. At the time this report was finalized, a translation of the response was not available.

Urgent appeal

1895. On 25 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mr. **Aleksei Sokolov**. Mr Sokolov is the Head of “Pravovaya Osnova” (Legal Basis), an organization which campaigns against torture and other ill-treatment of people held in the Russian Federation’s places of detention, and a member of the civic supervisory committee on places of detention appointed by the Russian Federation Parliament.

1896. According to the information received, on 31 July 2009, Mr. Sokolov was discharged from pre-trial detention by the Sverdlovsk Regional Court in the Russian Federation in relation to an investigation for his alleged participation in a robbery in 2004. He was immediately re-arrested on suspicion of theft in another case allegedly committed in 2004. He is now accused of having stolen two million rubles from the office of a company in Yekaterinburg, as part of an organized group that was allegedly led by his brother, Mr. Aleksander Sokolov. The latter was sentenced in 2008 to ten years and a half in prison for a series of burglaries.

1897. On 4 August 2009, the Yekaterinburg District Court ordered that Mr. Sokolov should be remanded in custody for two months to await trial. The hearing was held in closed session.

1898. During the hearing, the judge agreed with the prosecutor that Mr. Sokolov, as a member of the civic supervisory committee on places of detention, could have met and influenced the men convicted of theft in 2004. The prosecution had obtained witness statements incriminating Mr. Sokolov. However, the detention records did not specify who those witnesses were. The judge decided to remand Mr. Sokolov in custody although his membership in the supervisory committee had been suspended in May 2009.

1899. When Mr. Sokolov had first been arrested on suspicion of robbery, police had allegedly pressured prisoners into making incriminating statements against him. Furthermore, Mr. Sokolov reported to his lawyer that he was subjected to threats of torture during his first pre-trial detention to punish him for carrying out human rights activities.

1900. Concern was expressed that the new charges brought against Mr. Sokolov and his detention might be directly related to his work in defense of human rights. Given the alleged threats of torture against Mr. Sokolov during his previous pre-trial detention, further concern was expressed for his physical and psychological integrity.

Response from the Government

1901. In a letter dated 19 November 2009, the Government responded to the communication sent on 25 August 2009. At the time of finalizing the present report, a translation of the response was not yet available.

Urgent appeal

1902. On 26 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Mikhail Afanasyev** editor-in-chief of online magazine *Novy Fokus*.

1903. Mr Afanasyev was the subject of an allegation letter sent to the Government on 14 August 2007. A response was received from the Government on 18 October 2007.

1904. According to new information received, on 19 August 2009, Mr Afanasyev was charged with defamation by the office of the Prosecutor General in Abkhan, the capital of the Republic of Khakassia in southern Siberia. The charges are reportedly linked to a blog entry published by Mr Afanasyev, along with his colleagues Mr Eric Chernyshov and Mr Grigory Nazarenko, about an explosion at Sayano-Shushenskaya power plant in Khakassia on 17 August. The article published by Mr Afanasyev challenged the response by the Russian Government to the tragedy in which dozens of workers at the plant were reportedly killed. Following the publication of the report the journalists' computers, cellular phones, and Mr Afanasyev's apartment keys were confiscated by the authorities.

1905. Initial reports from state-controlled media and Government officials claimed that up to 15 workers had died as a result of the explosion. The report produced by Mr Afanasyev and his colleagues stated that as many as 100 may have died in the accident and offered advice as to how rescue plans could have been implemented to save lives. Mr Afanasyev and his two colleagues reportedly interviewed families and colleagues of the power plant workers to determine the death toll. The journalists then called on Russian bloggers and the press to distribute their report.

1906. Regional prosecutors stated in an official press release that Mr Afanasyev is to be charged with slander for having "knowingly distributed false information that defames the honor, dignity, and business reputation of the regional authorities and plant management." The charges were issued following an interview published in state owned *Rossiyskaya Gazeta* in which Emergency Situations Minister, Mr. Sergey Shoigu reportedly said that those "who spread panic in the region" should be severely punished. If convicted, Mr Afanasyev faces up to three years in prison.

1907. Mr. Afanasyev has apparently faced a number of previous criminal libel charges in the past. On 17 June 2007 Mr Afanasyev was attacked by two men who identified themselves as police officers. The assailants stole his identification documents, two cellular phones and his jacket, but did not touch any other valuables at the time. An investigation was launched into the attack in 2008.

1908. Concern was expressed that the aforementioned events may represent an attempt to prevent independent reporting in Russia, thus stifling freedom of expression in the country.

Response from the Government

1909. In a letter dated 19 November 2009, the Government responded to the communication sent on 26 August 2009. At the time of finalizing the present report, a translation of the response was not yet available.

Letter of allegations

1910. On 28 August 2009, the Special Rapporteur sent a letter of allegations to the Government concerning the Kazan-based human rights organization **Agora and Kazan Human Rights Centre**.

1911. According to information received, on 5 August 2009, at approximately 6pm, officials from the Interregional Inspection of the Federal Tax Service of the Republic of Tatarstan arrived at the offices of Agora in Kazan. The officials informed members of Agora that the organization was to be subjected to a 16-step tax inspection and requested that they produce 21 specific document types for this inspection. This was the seventh time that Agora was inspected in recent months although no irregularities have been found in the course of these inspections.

1912. On 20 July 2009, at approximately 2:30pm, officials from the Ministry of Internal Affairs' Investigation and Intervention Unit on Fiscal Offence began a search of Agora's offices which reportedly lasted for approximately 12 hours. During the search over 2000 active files were searched and the laptop belonging to the organization's accountant was confiscated.

1913. On the same day, a similar lengthy search was carried out in the offices of the Kazan Human Rights Centre. The files in the laptops of the head of the organization, Mr. Igor Cholokhov, and the organization's accountant were searched and then both laptops were confiscated.

1914. Both searches were reportedly carried out under orders from the Deputy-Minister of Internal Affairs. The Deputy-Minister previously publicly accused the two organizations of having falsified their ledgers between 2006 and 2009.

1915. Concern was expressed that the harassment of the human rights organizations Agora and Kazan Human Rights Centre might be related to the activities they carry out in defense of human rights.

Response from the Government

1916. In a letter dated 17 November 2009, the Government responded to the communication sent on 28 August 2009. At the time of finalizing the present report, a translation of the response was not yet available.

Letter of allegations

1917. On 14 September 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions sent a letter of allegations to the Government concerning the assassination of human rights defender, **Ms. Zarema Sadulayeva** and her husband **Mr. Alik (Umar) Lechayevich Dzhabrailov**. Ms. Sadulayeva was the director of the non-governmental organization Save the Generation, an organization which works to provide physical and psychological support for vulnerable children in Chechnya. The organization also works closely with UNICEF, promoting and protecting the rights of disabled people and providing education and training in relation to landmines.

1918. According to information received, on 10 August 2009, at approximately 2:00 p.m., unidentified armed men, who claimed to be members of the security services entered the offices of Save the Generation, and ordered Ms. Sadulayeva and Mr. Dzhabrailov to accompany them. Shortly afterwards, the men returned to the offices and took Mr. Dzhabrailov's mobile phone and his car.

1919. On 11 August 2009, at approximately 4 a.m., the bodies of Ms. Sadulayeva and her husband, Mr. Dzhabrailov, were discovered in the boot of a car on Mansurov Street, near Grozny. They had sustained gunshot wounds to the head and chest. An investigation into the murder has reportedly been opened.

1920. Grave concern was expressed that the assassination of Ms. Sadulayeva and her husband Mr. Dzhabrailov are directly related to the work Ms. Sadulayeva carried out in defense of human rights. Further concern was reiterated that these murders are part of an ongoing pattern of attacks and intimidation of human rights defenders in the country. These murders are the latest in a series of attacks on human rights defenders, journalists and lawyers in Chechnya which have a seriously intimidating and detrimental effect on the work of human rights defenders in the country. Just over a month ago, Ms. Natalia Estemirova, a member of the non-governmental organization Memorial was abducted and murdered. Over the last twelve months, human rights defenders Ms. Anna Politkovskaya, Mr. Stanislav Markelov and Ms. Anastasia Baburova were also assassinated.

Response from the Government

1921. In a letter dated 17 November 2009, the Government responded to the communication sent on 14 September 2009. At the time the present report was finalized, a translation of the response was not available.

Urgent appeal

1922. On 22 October 2009, the Special Rapporteur regarding the harassment of Ms. **Anastasia Denisova** and **members of the Youth Group for Tolerance "YGT" ETHnICS**. Ms. Denisova is the president of ETHnICS, an employee of the Human Rights Centre Memorial, and a member of the Coordinating Council of International Youth Human Rights Movement in Krasnodar.

1923. According to information received, on 12 October 2009, at approximately 4:30 p.m., officials from the Krasnodar Economic Crime Department and the commercial firm “SPECTR” conducted a raid on Ms. Denisova’s office, allegedly acting on reports that counterfeit software was being used there. However, the address on the search warrant presented by the officials was reportedly not the address of Ms. Denisova’s office. Three central system units were confiscated in the raid and Ms. Denisova was requested to report to the police station for questioning. When she refused, claiming that the reasons for such a request had not been clearly stated, the officials allegedly attempted to take her away by force, in a gray unmarked vehicle. Ms. Denisova resisted and the officials finally left.

1924. On 4 October 2009, Ms. Denisova was prevented from traveling to Warsaw where she was supposed to attend the Human Dimension Implementation Meeting hosted by the Office for Democratic Institutions and Human Rights. She was reportedly stopped and searched at customs in Krasnodar International Airport and informed by an Airport Security Service official that she had to check in her hand luggage, including her laptop. Despite protests by an Austrian Airlines representative and a passport control official that this was not a standard request and that the laptop could be damaged in the baggage hold, the security official insisted, claiming that he was following orders. Since Austrian Airlines do not provide a cargo service for fragile objects and the security official would not let her board the plane with her laptop, Ms. Denisova was unable to travel.

1925. In August 2009, Ms. Denisova and her colleague, Mr. Yuriy Ivaschenko, were returning from a trip to Georgia when they were stopped by customs officers and held for seven hours. Ms. Denisova was questioned extensively about her human rights activities and both their luggage was searched. Approximately 20GB of information was reportedly copied from Mr. Ivaschenko’s laptop.

1926. In 2007, YGT ETHnICS was the subject of a joint investigation by the Federal Registration Service, the Federal Tax Service and the bank. Since then, the youth group has faced restrictions on its human rights activities, including a freeze on its bank account.

1927. Concern was expressed that the ongoing harassment of Ms. Denisova and members of the Youth Group for Tolerance ETHnICS is directly related to the human rights activities carried out by the group and is intended to restrict these activities.

Response from the Government

1928. In a letter dated 14 December 2009, the Government responded to the communication sent on 22 October 2009. At the time the present report was finalized, a translation of the response was not available.

Responses received to communications sent earlier

1929. By a letter dated 18 July 2008, the Government responded to the communication sent on 27 May 2008, concerning the prosecution of Mr. **Yuri Samodurov**, director of the Andrei Sakharov Museum and Human Rights Center. A translation of the response was not available at the time the previous communications report had been submitted. According to the information received, on 23 May 2007, the Tagansky Interdistrict Procurator’s Office in Moscow initiated

criminal case No. 402588 on the grounds that the crime established by article 282 (1) of the Criminal Code of the Russian Federation had been committed through the holding of the exhibition “Forbidden Art 2006” on the premises of the A. Sakharov Museum and Civic Centre, Building 6, Zemlyanoy Val 57, Moscow.

1930. The preliminary investigation established that during the organization and holding of the above-mentioned exhibition from 7 March to 31 March 2007 acts were committed in public such as to incite hatred and enmity and to humiliate citizens on account of their attitude to religion. Y.V. Samodurov, the Executive Director of the international public organization, the Andrei Sakharov Fund - Public Commission to Preserve the Legacy of Academician Sakharov, and Director of the independent non-profit-making cultural organization the Andrei Sakharov Museum and Civic Centre for Peace, Progress and Human Rights (hereinafter referred to as “the Museum”) and A.V. Erofeev, Head of the Latest Trends Department of the State Tretyakov Gallery, were accused of committing the crime established by article 282 (2) (b) of the Russian Criminal Code (commission of acts designed to incite hatred and enmity and humiliate a group of persons on account of their attitude to religion, perpetrated publicly and by prior agreement by a group of persons with the use of their official position).

1931. The inquiry into this crime by the investigative unit for the Tagansky district of the investigative office of the investigative committee at the Procurator’s Office of the Russian Federation in Moscow established that Y.V. Samodurov and A.V. Erofeev selected for the publicly accessible exhibition “Forbidden art 2006” exhibits which visibly, demonstratively and publicly expressed a humiliating and insulting attitude to the Christian religion as a whole and to Orthodox Christianity in particular, as well as to religious symbols revered by believers and which aroused hatred and enmity. After this, Y.V. Samodurov gave permission to present the exhibition on the premises.

1932. The inquiry found that A.V. Erofeev and Y.V. Samodurov chose the collection of exhibits making up the exhibition not on the basis of their artistic value, but exclusively with a view to using them to convey more powerfully an unfavourable, emotional assessment and intolerance of citizens professing the Orthodox faith, and to offer a targeted, conscious and intentional presentation of blasphemous works. This fact is borne out by Y.V. Samodurov’s attempt in his public statements to underpin his action with ideological and legal arguments that perverted the content of Russian legislation.

1933. A study conducted by a fine art expert in the course of the inquiry came to the conclusion that the exhibits presented in the exhibition contained aberrant language and that the positioning of elements of the exhibition near to religious symbols offended religious feelings and humiliated Orthodox believers. A psychologist’s expert report concluded that the exhibits constituted an extremely cynical, sardonic insult to and a caricature of the religious convictions and feelings of Orthodox believers and that the exhibits undermined their human dignity on account of their attitude to religion. Hence the principles of the constitutional order of the Russian Federation, as established in articles 13 (5), 14 and 28 of the Constitution of the Russian Federation, which safeguard the principles of religious tolerance as the guarantee of civil peace and democratic society, were crudely breached.

1934. The investigation has now been completed and the accused are acquainting themselves with the case file. No complaint has been received from the accused or from any other

participants in the criminal proceedings. In accordance with article 49 (1) of the Constitution of the Russian Federation everyone accused of committing a crime is considered innocent until his guilt is proved according to the rules established by federal law and confirmed by a court sentence which has come into legal force.

1935. By a letter dated 4 September 2008, the Government responded to the communication sent on 2 July 2008, concerning Mr **Anton Pavlovich Tyurin**. A translation of the response was not available at the time the previous communications report had been submitted. According to the information received with regard to the alleged detention of Mr. A.P. Tyurin, a correspondent of the non-governmental organization Samara Human Rights Information Agency “Svoboda”

1936. In accordance with article 5 of the Federal Act No. 114-FZ of 25 July 2002 on measures to counter extremist activities, in February 2008 preventive measures were carried out in Samara with a view to identifying members of informal youth associations with extremist tendencies. In the course of the aforementioned measures it was established that Anton Pavlovich Tyurin, a correspondent for the non-governmental organization Samara Human Rights Information Agency “Svoboda”, took an active part in unauthorized actions of the National Bolshevik Party, the activities of which have been prohibited in the Russian Federation; the party itself has been declared extremist.

1937. On 14 February 2008, officers of the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration for Samara province came to Mr. Tyurin’s apartment in order to hold a preventive talk with him. They showed Mr. Tyurin their service identification cards and suggested that he go with them to the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration for Samara province.

1938. Mr. Tyurin voluntarily went to the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration for Samara province, where a preventive talk was held with him. Mr. Tyurin was warned that, if he took part in unlawful actions, rallies, demonstrations or picketing, he might be arrested for an administrative offence. Mr. Tyurin’s personal affairs were not examined and were not confiscated. The members of the Department for Combating Organized Crime did not exert any psychological or physical pressure on him. After the talk, Mr. Tyurin left the building of the Department for Combating Organized Crime. It subsequently became known that provocative information concerning officers of the Department for Combating Organized Crime had been placed on the information resource www.svobodanews.ru. On 17 April 2008, the Sovetsky interdistrict investigative department of the investigative administration of the investigative committee attached to the office of the Procurator-General for Samara province received a communication from Mr. A.V. Loshmankin, the founder of the non governmental organization Samara Human Rights Information Agency “Svoboda”, concerning the unlawful actions of officers of the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration of the Ministry of Internal Affairs of the Russian Federation for Samara province, who had arrested Mr. Tyurin and exerted physical and psychological pressure on him.

1939. In the course of the investigation conducted pursuant to article 144 (Procedure for investigating reports of offences) and article 145 (Decisions to be taken on the basis of the investigation of the report of an offence) of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation, the information concerning the unlawful detention of Mr. Tyurin and the use of force

against him by officers of the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration of the Ministry of Internal Affairs of the Russian Federation for Samara province was not confirmed.

1940. A critical attitude must be taken to Mr. Tyurin's claim that he suffered physical injury as a result of the use of force against him by officers of the Department for Combating Organized Crime, since Mr. Tyurin's allegations were not confirmed during the investigation that was conducted. In the light of the aforementioned circumstances, the fact that Mr. Tyurin was brought to the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration for Samara province and that a talk was held with him cannot be linked with his human rights activities. On 30 July 2008, on the basis of the results of the investigation by the Sovetsky interdistrict investigative department of the investigative administration of the investigative committee attached to the Office of the Procurator-General for Samara province, the decision was taken not to institute criminal proceedings against the officers of the Department for Combating Organized Crime attached to the Central Internal Affairs Administration for Samara province in accordance with article 24, paragraph 1 (2), of the Criminal Code of the Russian Federation, since their actions did not reveal any evidence of an offence contrary to article 286 (Exceeding of official authority), paragraph 3 (a), or to article 127 (Unlawful deprivation of liberty), paragraph 1, of the Criminal Code of the Russian Federation. The Samara province procurator's office reviewed the legality of the aforementioned procedural decision on several occasions. The Office of the Procurator-General of the Russian Federation is currently verifying the legality and justification of the decision.

1941. By a letter dated 21 October 2008, the Government responded to a communication sent on 28 July 2008, concerning **Mr Zurab Tsetchoev**, member of the "Mashr" human rights group. A translation of this response was not yet available at the time the previous communications report had been submitted. The Government reported that on 25 July 2008, unidentified individuals in three white "Gazelle" vehicles without number plates and three armoured personnel carriers without identification marks pulled up at No. 10 A Kurortnaya St., Troitska village, Sunzha district, Republic of Ingushetia. The house was searched without a warrant and a computer and two mobile phones were seized. Mr. Zurab Savarbekovich Tsechoev (born 1963), resident at this address, was arrested and driven away to an unknown destination.

1942. That same day, Mr. Tsechoev was found with bodily injuries on the road linking the town of Magas with the village of Ekazhevo in Nazranov district. On 29 July 2008, case No. 08600087 was opened by the Sunzha district investigative department of the Sunzha investigative committee under the Office of the Procurator of the Russian Federation for the Republic of Ingushetia in connection with the illegal arrest of Mr. Tsechoev, on the basis of evidence of an offence contrary to article 286, paragraph 3 (a), of the Russian Criminal Code (exceeding official authority with the use of force or threat thereof). Upon being examined as a victim in the context of the case, Mr. Tsechoev said that he worked as an editor for the human rights organization "Mashar" and that his duties included managing a website. Mr. Tsechoev is currently undergoing inpatient treatment in a Ministry of Health clinical hospital in Ingushetia.

1943. On 30 July 2008, Mr. Tsechoev underwent a medical examination to determine the seriousness and origin of the bodily injuries he sustained. The examination revealed that his bodily injuries consisted of numerous bruises to the soft tissue of the upper and lower extremities

of his torso, as well as concussion, resulting in moderate harm to health. With a view to tracking down the perpetrators of the crime, instructions were sent to the chiefs of all police and security forces in Ingushetia, and enquiries were transmitted to all law enforcement agencies in the republic. A search is currently under way to track down the perpetrators of the crime. Preliminary investigations into the case are being monitored by senior officials within the investigative department of the investigative committee under the Office of the Procurator of the Russian Federation for the Republic of Ingushetia.

1944. By a letter dated 7 December 2008, the Government responded to a communication sent on 13 August 2008, concerning Mr **Ilyas Timishev**, a human rights lawyer currently working to defend the rights of Chechen police officers who have not been paid. A translation of the response was not yet available at the time the previous communications report was submitted. The Government informed that the Office of the Prosecutor-General of Chechnya has examined the application submitted by the Representative of the Russian Federation at the European Court of Human Rights in connection with the consideration of 48 complaints against the Russian Federation, including claims filed by A. S. Magomadov, S. S. Magomadov, Y. D. Magomadova, T. R. Khamidov and A. A. Volchok concerning the failure of the Ministry of the Interior for Chechnya and the Russian Federal Treasury's Department for Chechnya to enforce court decisions concerning recovery of remuneration for de facto participation in the conduct of counter-terrorist operations in the northern Caucasus region.

1945. On 18 June 2008, A. S. Magomadov and S. S. Magomadov were summoned to present the case to the Office of the Prosecutor-General of Chechnya. They arrived together with their representative at the European Court of Human Rights, Ilias Yakubovich Timishev. Mr. Timishev, at the request of his clients, provided the required factual clarifications regarding the matters of substance raised and reached an agreement of the lawsuit with the Russian Federation, since funds had already been transferred to the respective current accounts of A. S. Magomadov, S. S. Magomadov and Y. D. Magomadova in accordance with the account details provided in their respective statements. The decisions of the court had thus been enforced.

1946. After 18 June 2008, the lawyer I. Y. Timishev was not summoned to the Office of the Prosecutor-General of Chechnya again on any matter. According to information provided by the Ministry of the Interior for Chechnya, on 16 July 2008 the Chechnya Investigations Department of the Investigative Committee under the Prosecution Service of the Russian Federation initiated criminal case No. 54013 concerning the arson of the home of a staff member of the Internal Affairs Department for the Shatoy District, V. Elmurzaeva, and clashes between members of an illegal armed group and the investigations and operations team that had gone to the scene of the incident. In the exchange of fire, the deputy commander of a troop unit belonging to the Patrol Guard Service of the Internal Affairs Department for the Shatoy District, Z. A. Khunarikov, was shot dead and three police officers wounded.

1947. On the same day, the Grozny Inter-District Investigations Unit of the Chechnya Investigations Department (of the Investigative Committee under the Prosecution Service of the Russian Federation), in conformity with the requirements stipulated in article 165 ("Judicial procedure for obtaining authorization to conduct an investigative activity"), paragraph 5, of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation and in connection with criminal case No. 54013, searched the home of the Timishev family in the village of A. Sheripova, Shatoy district. During the search, a Makarov pistol No. 04 M 2121 was found and confiscated, but none of the

Timishev family were arrested. On 17 July 2008, a judge of the Shatoy district court ruled that the search was legal.

1948. According to the operations report of the Ministry of Internal Affairs of Chechnya, on 16 July 2008, Arbi Makhmudovich Timishev,* born in 1988, confessed during a police interview that from April to July 2008, he had assisted members of an illegal armed group under the leadership of S. Abdulkhanov (who is wanted by the police) by obtaining food and clothing for them. It was S. Abdulkhanov who had given A. M. Timishev the pistol that was seized during the search.

1949. On 17 July 2008, in accordance with the requirements stipulated in article 155 (“Separation of materials relating to a criminal case for consideration in separate proceedings”) of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation, materials relating to the discovery of a firearm under criminal case No. 54013 were placed in a separate case-file which was sent to the Internal Affairs Department for the Shatoy District, where on 2 August 2008 the Investigations Unit instituted criminal case No. 54517 under article 222 (“Illegal acquisition, transfer, sale, storage, transportation or carrying of a firearm”), paragraph 1, of the Criminal Code of the Russian Federation.

1950. On 21 August 2008, case No. 54517 was referred to the Inquiry Unit of the Internal Affairs Department for the Shatoy District for further investigation. In accordance with article 91 (“Grounds for arrest of a suspect”) of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation, no one was arrested. According to the case-file, on 16 July 2008, Aslambek Khizirovich Timishev was interviewed as a witness at the Shatoy Inter-District Prosecutor’s Office. On 2 August 2008, A. K. Timishev was interviewed as a witness for the second time (from 2.20 p.m. to 3 p.m.) in the presence of the lawyer D. I. Ibragimova. At that time, no statements or complaints against the conduct of police officers were made. On 6 August 2008, A. M. Timishev was again interviewed from 2 p.m. to 2.40 p.m., as a witness, in the presence of the lawyer I. Y. Timishev.

1951. In accordance with article 24, paragraph 1 (2) of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation (“Grounds for a decision not to prosecute or for dismissal of a criminal case”), it was decided not to prosecute A. M. Timishev under article 33, paragraph 5 (“Types of accomplice”) or article 208, paragraph 2 (“Organization of an illegal armed group or participation in such a group”) of the Criminal Code of the Russian Federation. The investigation of criminal case No. 54517, initiated on the basis of the discovery of a pistol, is still in progress. Detention as a preventive measure was not imposed on the Timishevs.

1952. According to information provided by the Shatoy district prosecutor to the Office of the Prosecutor-General of Chechnya, no complaint of unlawful detention or use of unlawful interrogation methods by police officers was made with respect to Y. Y. Timishev,** A. K. Timishev or A. K. Timishev. The Investigations Unit of the Chechnya Investigations Department of the Investigative Committee under the Prosecution Service of the Russian Federation neither received nor registered any report of the detention of or use of violence against Y. Y. Timishev, A. K. Timishev or A. K. Timishev.

1953. By a letter dated 31 December 2008, the Government responded to the communication sent on 15 August 2008, concerning Ms **Gulnara Rustamova**, the representative of Mothers of

Dagestan for Human Rights, an NGO based in Makhachkali, Republic of Dagestan, Russian Federation. A translation of the response was not yet available at the time the previous communications report had been submitted. The Government informed that the Office of the Procurator of the Republic of Dagestan has checked on the allegations that slanderous information about Ms. G.L. Rustamova has been published in the Dagestan media in connection with her human rights activities.

1954. Ms. Rustamova is one of the leaders of Mothers of Dagestan for Human Rights, an organization whose main activity is assisting people in determining the whereabouts of disappeared and abducted relatives. The law enforcement agencies of the Republic of Dagestan do nothing to hinder this organization in its work. All queries about abductions and other questions raised by Ms. Rustamova are considered in accordance with the established procedure. Where there are grounds for doing so, any necessary checks are carried out and appropriate action is taken in response.

1955. The federal watchdog body for communications and the media in the Republic of Dagestan has investigated the material published on 23 May and 4 July 2008 in *Novoe Delo* and on 6 July 2008 in *Chernovik*, with assistance from the management board of the Argument Linguistic Experts' Association, based in the Republic of Adygeya. An analysis of the material published in these newspapers has found no assertions that Ms. Rustamova and other staff of Mothers of Dagestan for Human Rights have aided or abetted military groups or been in contact with an insurgent, nor any insults or threats. The editorial boards of *Novoe Delo* and *Chernovik* have not been shown to have violated article 4 of the Mass Media Act.

1956. According to information from the Office of the President and the Government of the Republic of Dagestan, the dig at Ms. Rustamova reported in the *Chernovik* article "The Mass Media, Gimry and Balakhani ...", published on 6 July 2008, was not made by anyone attending the meeting between the President of Dagestan and the heads of the Republic's ministries and departments on 2 June 2008. It has also been established that staff at the main investigation department of the investigation committee in the Office of the Procurator of the Russian Federation for the Southern Federal District have never been interviewed by the media about Ms. Rustamova's activities.

1957. By a letter dated 21 October 2008, the Government responded to a communication sent on 15 August 2008, concerning concerning Mr **Stanislav Dmitrievsky**, a consultant with the *Nizhny Novgorod Foundation to Support Tolerance*, and former chairperson of the *Russian-Chechen Friendship Society*. A translation of the response was not yet available at the time the previous communications report had been submitted. The Government noted that the Russian Federation always cooperates fruitfully and frankly with the special procedures of the United Nations Human Rights Council and answers all enquiries from it. In this connection, the assertion of the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders that she did not receive any response to her enquiries of 19 September and 24 October 2007 and of 31 March and 28 April 2008 regarding the case of S.M. Dmitrievsky and the Foundation to Support Tolerance is perplexing. The relevant information was sent in a timely manner to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights.

1958. As it happens, the Special Rapporteur is not justified in practice to describe her enquiries as an urgent appeal. This notion calls for an urgent reaction from the State and, as a rule, is

linked to an emergency. In such circumstances, the State immediately activates all internal enquiry mechanisms thereby placing an extra burden on departments. In this case it is inappropriate to speak of an emergency. According to the information supplied by the Central Internal Affairs Department of the Nizhny Novgorod oblast, S.M. Dmitrievsky, resident of Nizhny Novgorod from 13 to 15 August 2008, did not report any incidents to the internal affairs organs.

1959. We also consider that the Special Rapporteur should be more responsible in her approach to selecting information about alleged offences and should use only certified data from reliable sources, in accordance with article 6 (a) of the Code of Conduct for Special Procedures Mandate holders of the Human Rights Council.

1960. By a letter dated 10 February 2009, the Government responded to a communication sent on 21 November 2008, concerning Ms **Carine Clément**, Mr **Mikhail Beketov** and Mr **Sergei Fedotov**. The Government reported that on 14 November 2008, the investigative authority of the Internal Affairs Department of the Khimki district in Moscow Province instituted criminal proceedings on the basis of evidence of an offence contrary to article 111, paragraph 1 (intentional causing of serious harm to health, endangering a person's life), of the Criminal Code of the Russian Federation in connection with the bodily harm inflicted on Mr. Beketov, the editor-in-chief of the Khimkinskaia Pravda newspaper.

1961. Mr. Beketov was found unconscious with multiple injuries on the premises of his domicile at 28, Gorky Street, Starbeevo housing block, Khimki, Moscow Province, at 7.50 a.m. on 13 November 2008. As the actions of the assailant are regarded as constituent elements of an offence contrary to article 30, paragraph 3, and article 105, paragraph 1, of the Criminal Code (attempted homicide), the criminal case was referred for further examination to the investigation department of the investigative committee under the Office of the Procurator of the Russian Federation for Moscow Province.

1962. Subsequently, several theories concerning the commission of the crime were put forward and are being checked, including in connection with Mr. Beketov's professional activities, critical publications in the newspaper and hostile personal relations. An investigation is currently being conducted and a task force is working on the case. Given the serious nature of the crime, the case is being monitored by the head of the Criminal Investigation Department of the Russian Ministry of Internal Affairs.

1963. On 13 November 2008, the Lotoshinsk municipal district Department of Internal Affairs in Moscow Province received a communication from Ms. Fedotov concerning an assault on her husband, Mr. Fedotov. On the same day, Mr. Fedotov also contacted the Department of Internal Affairs to report the assault. Following verification by the investigation office of the Lotoshinsk municipal district Department of Internal Affairs, on 19 November 2008 criminal proceedings were instituted on the basis of evidence of an offence contrary to article 116, paragraph 2 (a), of the Criminal Code (battery with criminal intent) in connection with the bodily harm inflicted on Mr. Fedotov by unknown individuals.

1964. According to the forensic expertise, a hematoma was found on Mr. Fedotov's left foot that did not constitute a risk to his health. The investigative authorities are checking several theories, including in connection with the public activities of the victim as head of the council of

a pressure group of defrauded landowners in Moscow Province and the possibility of an assault having been committed with criminal intent. The investigation is continuing. Following Ms. Clément's statement that she had been assaulted on 13 November 2008 and that she had been stabbed in the thigh with a syringe on 10 December 2008, the investigation office in the Department of Internal Affairs of the Basmanny municipal district in Moscow instituted criminal proceedings on the basis of evidence of an offence contrary to article 213, paragraph 1 (a), of the Criminal Code (criminal mischief with objects employed as weapons). The investigation has not been concluded and is continuing. Moscow's Basmanny interregional procurator's office has ordered an investigation of the case.

1965. By a letter dated 21 January 2009, the Government responded to a communication sent on 9 December 2008, concerning the offices of the **Memorial Research Centre**, a Non Governmental Organization working on alleged disappearances in Saint Petersburg. A translation of the response was not yet available at the time the previous communications report had been submitted. The Government reported that on 9 September 2008, the investigative branch of the central district investigative arm of the investigations committee attached to the Russian Federation procuracy in Saint Petersburg instituted criminal proceedings against Mr. A.V. Andreev, editor-in-chief of the newspaper Novy Petersburg, under article 282, paragraph 1, of the Criminal Code of the Russian Federation (Incitement to hatred or enmity and violation of human dignity).

1966. It had been established that on 21 June 2007 an article by Mr. K. Chernyaev entitled "Here is a real candidate" was published in the Novy Petersburg No. 27 (841). According to the findings of a psycholinguistic expert report, the text of the article contained statements that violated the dignity of individuals or groups on the basis of nationality or origin and excited national hatred or enmity.

1967. In the course of the investigation, information was received connecting Mr. Andreev with the activities of the Memorial Research Centre. Pursuant to a decision of 3 December 2008, between 12.21 p.m. and 5.20 p.m. on 4 December 2008 the investigator Mr. M.G. Kalganov, with the assistance of officers from the principal division of the Russian Ministry of Internal Affairs for the north-western federal area, conducted a search of the premises of the organization in question and confiscated computer hard disks, diskettes, compact discs, photocopies of particular issues of the newspaper Novy Petersburg and other materials. In accordance with the requirements of the Russian Code of Criminal Procedure, these items were bagged in the presence of witnesses.

1968. The question whether the confiscated documents are substantive evidence and whether they are to be returned will be decided during the pretrial investigation. The staff members of the organization who were present during the search tried to prevent the investigator and the police officers from carrying it out. Despite the investigating officer's lawful demand, in reading out article 182, paragraph 8, of the Code of Criminal Procedure, that nobody should leave the premises until the search was finished and that the persons present must not communicate with one another or with anyone else, they tried to let outsiders into the premises.

1969. The Saint Petersburg law enforcement authorities have not received any complaints from representatives of the Memorial Research Centre that human rights violations were committed during the search. A check by the Saint Petersburg procuracy did not identify any breaches of the

Code of Criminal Procedure in the course of the search. The organization's lawyers have lodged a complaint alleging that the actions of the investigator Mr. M.G. Kalganov were unlawful. This complaint is due to be considered by a judge of the Dzerzhinsky district court in Saint Petersburg. The court hearing is scheduled for 16 January 2009. The municipal courts have not dealt with the question whether the article "Here is a real candidate" constitutes extremist material. As matters stand, there are no grounds for the procuracy to act. The criminal investigation is being conducted under the supervision of the Office of the Procurator-General of the Russian Federation.

Observations

1970. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed and timely responses provided to her communications and wishes to express her regrets that not all translations of those responses were available at the time the present report had been finalized.

Saudi Arabia

Urgent appeal

1971. On 21 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Khaled Suleyman Al Omeir**, aged 39, resident at Hai Badr in Riyadh, and a human rights defender. According to the allegations received:

1972. Mr. Khaled Suleyman Al Omeir was arrested by the security service (Al Mabahit) in Riyadh around noon on 1 January 2009, taken to Al Hayr prison, and has since then been detained incommunicado without any contact with the outside world. The arrest followed an attempted peaceful demonstration by a number of human rights defenders on 1 January 2009 to protest against the bombings of civilians in Gaza.

1973. Mr. Al Omeir had been arrested previously, on 25 April 2005, following an interview with Al Jazeera television, during which he expressed his views about the political situation in the region. At that time, he remained in detention at Al Alichia prison for six months, during which he was ill-treated. He was subsequently released without any legal proceedings having taken place.

1974. With a view to the allegations that Mr Al Omeir is being held incommunicado, grave concern is expressed for his physical and mental integrity.

Response from the Government

1975. On 8 September 2009, the Government responded to the urgent appeal. The Government indicated that Mr. Al Omeir was detained on a security-related charge that necessitated his remand in custody for questioning. He will be referred to the judiciary to determine the legal measures to be taken against him. Throughout the period of his detention he has been treated in

accordance with the Kingdom's judicial regulations, derived from the Islamic Shari'a, under which human rights and international covenants and conventions in this regard are respected.

Urgent appeal

1976. On 15 June 2009, the Special Rapporteur, together with Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Saud al-Hashimi**, Mr. **Al-Sharif Saif Al-Ghalib**, Mr. **Musa al-Qirni**, Mr. **Abdel Rahman al-Shumayri**, Mr. **Fahd al-Qirshi**, Mr. **Abdel Rahman Khan** and Mr. **Abdelaziz al-Khariji**. Some of the individuals mentioned were the subject of a communication sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on Human Rights and counter terrorism, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the question of torture and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 8 February 2007. According to the information received:

1977. Dr. Saud al-Hashimi has been on hunger strike since 1 June 2009, at Dhahban prison in western Saudi Arabia. On 5 and 6 June, he was stripped of clothes, save for his underwear, shackled, dragged from his cell and placed in a very cold cell for some five hours, as a result of refusing to consume food. He is reportedly in need of medical treatment.

1978. Dr. Saud al-Hashimi, Mr. Al-Sharif Saif Al-Ghalib, Dr. Musa al-Qirni, Dr. Abdel Rahman al-Shumayri, Mr. Fahd al-Qirshi, Mr. Abdel Rahman Khan and Mr. Abdelaziz al-Khariji remain in detention without charges or a trial. They were arrested in February 2007 and have since been held in solitary confinement at Dhahban prison. They were allegedly arrested after they circulated a petition calling for political reform and proposing the establishment of an independent human rights organization in Saudi Arabia.

1979. Concern is expressed for the physical integrity of Dr. Saud al-Hashimi. Concern is also expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Al-Sharif Saif Al-Ghalib, Dr. Musa al-Qirni, Dr. Abdel Rahman al-Shumayri, Mr. Fahd al-Qirshi, Mr. Abdel Rahman Khan and Mr. Abdelaziz al-Khariji, due to their prolonged detention in solitary confinement.

Response from the Government

1980. On 9 September 2009, the Government responded to the urgent appeal. The Government indicated that the above-mentioned persons were arrested and charged with engaging in activities involving the collection of donations in an illicit manner and the smuggling and transmission of funds to bodies suspected of using such funds to deceitfully incite Saudi citizens into travelling to locations where disturbances are taking place. This was announced officially and the said persons are currently being treated in accordance with the Kingdom's judicial standards, which respect human rights, prohibit injustice, comply with international rules and conventions, permit visits by relatives, ensure that no physical or mental humiliation or harm is inflicted on the accused and guarantee them a fair trial. Those against whom the charges are substantiated will be referred to the Kingdom's judicial authority, which is well known for its independence and is the only body competent to adjudicate in all crimes, determines penalties after conviction and hand

down a final judgment on the accused. It is noteworthy that the said persons, some of whom are being treated in hospital, are currently receiving full health care and their families are likewise enjoying all aspects of care (health, social and financial).

Observations

1981. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for its replies. The Special Rapporteur is looking forward to receiving further updated information on these cases including detailed information regarding prosecutions and judicial proceedings against the above-mentioned persons.

1982. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted replies to her communications of 27 May 2008 and 13 June 2008. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Serbia

Letter of allegations

1983. On 21 January 2009, the Special Rapporteur, together with Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government concerning members of the NGO Queeria, which advocates for the human rights of lesbian, gay, bisexual and transgender people in the Republic of Serbia.

1984. According to the information received, on 17 December 2008, the organization Naši (Ours), allegedly put up posters in central Belgrade, containing messages against Queeria. The posters showed a photograph of Queeria's president, Mr. **Boban Stojanovic**, stating "While Serbs are being laid off, look who is being financed by Boris Tadic and the government of Serbia. The Serbian Ministry of Culture within a tender for projects in the field of public information has recently granted 256.000 dinars for the website Queeria centre which is promoting gay rights and slandering the Serbian Orthodox Church in the most despicable way. Is this what the democrats were promising before the election?" The posters showed homoerotic images of the leaders of Queeria.

1985. Apart from the poster campaign, Queeria receives daily death threats and threats of physical violence on their website and official email address since it was granted financial support by the Ministry of Culture of the Republic of Serbia. Activists of Queeria are also frequently targeted on the website 'Stormfront', and on the community website Facebook.

1986. Concern was expressed for the physical and psychological integrity of the members of the NGO Queeria. Further concern is expressed regarding the apparent lack of investigation and prosecution into the death threats and threats of physical violence against Queeria activists. Additional concern was also expressed regarding the use of a combination of personal images of activists, sexualized personal insults and inflammatory language on the posters in question.

Response from the Government

1987. In a letter dated 29 April 2009, the Government responded to the communication sent on 21 January 2009 as follows.

1988. According to information received from the Serbian Ministry of the Interior (MUP), Queeria's president, Mr. Bojan Stojanovic, has not lodged a formal complaint to the police regarding the alleged incident, but has, instead, brought it to the attention of non-governmental and international organizations. However, Serbia's Ministry for Human and Minority Rights has brought this case to the attention of the Republic's Public Prosecutor. The allegation letter has been referred to the Special Prosecutor in charge of cybercrime with the District Public Prosecutor's Office in Belgrade, who is responsible for the prosecution of such cases in all the territory of the Republic of Serbia. It was recommended that pre-trial proceedings be instituted in order for the police (MUP) to investigate a certain Mr. Ivan Ivanovic, president of the organization Nasi (Ours), who allegedly denied the allegations in a press interview.

1989. Once having knowledge of the case, police officers, in cooperation with the case Prosecutor, began undertaking measures and actions provided for by the law to look into it. Furthermore, the Republic's Prosecutor gathered evidence of the published newspaper articles and on official websites of the organizations concerned.

1990. At the same time, checks are currently underway to find out whether the allegations about death threats received, as contained in the Special Rapporteur's letter, is true as well as whether the website page of the organization Nasi is posted by a local or foreign provider and whether it is possible to obtain from the server in question daily listings of accessing by users for the purpose of identifying a person/persons making death threats. The Republic's Prosecutor is acting in this case under the authority to possibly substitute or devolve the lower-instance prosecution office.

Urgent appeal

1991. On 6 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding the threats against, and harassment of, Mr **Marko Karadzic**, State Secretary of the Ministry for Human and Minority Rights of the Republic of Serbia.

1992. According to the information received, on 3 April 2009, a community of about 47 Roma families living in informal homes in Yuri Gagarin Street, New Belgrade and identified as "Roma settlement in block 67" were forcibly evicted, allegedly with the intention to transform the site where they resided in view of the World University Games to take place in Belgrade in July 2009. Mr Marko Karadzic tried to prevent the demolition and the eviction of Roma families.

1993. Mr Karadzic was unable to stop the eviction and the affected families were sent by force to an alternative settlement in Boljevac, a suburb of Belgrade. However, residents of Boljevac prevented the evacuated Roma families from settling in their temporary shelters, and smashed and burned the containers allocated to them. On television, Mr Karadzic labelled this attack as being racist, and called for the protection of the evicted families.

1994. In response to his stance and public statements regarding the eviction of the Roma families, Mr Karadzic was attacked in public media and several residents of Boljevac announced their intention to sue him for defamation.

1995. Mr Marko Karadzic received additional threats in connection with his support for the adoption of the comprehensive Anti-discrimination Law, which the Parliament adopted after several setbacks on 26 March 2009. The law contains sexual orientation as a ground for non-discrimination in Article 21. On 4 April 2009, posters appeared on the streets of several cities with photographs of explicit gay sexual acts and a photograph and quote from Mr Marko Karadzic, implying that his advocacy for the Anti-discrimination Law will bring sexual orgies to the streets of Serbia. The posters had been prepared by an extreme right-wing group called “Crna ruka” (Black Hand, named after a terrorist organization formed in the early 1900s).

1996. On 14 April 2009, Mr Karadzic received an anonymous letter containing serious death threats and threats of beatings, and warnings that he should not to take part in the Belgrade gay parade. Mr Karadzic also received further death threats through the social networking website Facebook, suggesting that “if the posters would not stop him, there is something that will”. Mr Marko Karadzic informed the State Security Service of the threats he had received, but reportedly received no meaningful advice or protection, which increases the possibility of further threats or attacks. He had further notified the Minister for Human and Minority Rights, Mr Svetozar Ciplic about the threats.

1997. Concern was expressed that the threats against, and harassment of, Mr Marko Karadzic may be related to his peaceful activities defending human rights, in particular his advocacy for the adoption of the Anti-discrimination Law; his public stance against the eviction of Roma families; and his call on the Government to ban extremist right wing organizations advocating violence against the Roma or Lesbian, Gays, Bisexuals and Transgender people. Further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr Karadzic, and the apparent lack of adequate response from the police and the State Security Service in responding to these threats and the failure to launch investigations into them.

Urgent appeal

1998. On 7 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding recent death threats received by Mr. **Milos Vasic**, journalist of the Belgrade weekly Vreme, and Mr. **Zarko Korac**, president of the Social Democratic Union.

1999. According to information received, on 28 July 2009, Mr. Vasic received a letter sent to the daily Glas Srpske. The letter was written on the letterhead of the “Serbian Chetnik Movement of Republika Srpska” and signed by self-proclaimed Chetnik movement leader Mr. Sinisa Vucinic, in his capacity as a “Serbian Chetnik Vojvoda”, and by Mr. Radovan Vijacic, “technical secretary” of the organisation. In the letter, Mr. Vucinic wrote that he “will try with all (his) capacities” so that Mr. Vasic and Mr. Korac end the same way as Mr. Zoran Djindjic, the former Serbian prime minister who was assassinated in Belgrade in 2003.

2000. On the same day, Mr. Vucinic had also allegedly sent a telegram to Glas Srpske, in which he asked the paper to “accept his sincere condolences upon the death of Milos Vasic, journalist for Vreme”.

2001. Concern was expressed that Mr. Vasic and Mr. Korac may be targeted as a result of exercising their right to freedom of opinion and expression and the associated right to freedom of association. Further concern was expressed regarding their physical and psychological well-being.

Observations

2002. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the response transmitted to her communication of 21 June 2009, but regrets that at the time the present report was finalized, no response had been received to the communications sent on 6 May 2009 and 7 August 2009. The Special Rapporteur considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

2003. The Special Rapporteur wishes to remind the Government of the recommendations contained in her report of the mission undertaken to Serbia in September 2007 (A/HRC/7/28 Add. 3), especially those contained in paragraph 78 of the report, recommending the Government to “take forceful action on investigating, prosecuting and sentencing cases regarding violations against human rights defenders and provide adequate protection and redress to human rights defenders affected by these violations”.

Sierra Leone

Urgent appeal

2004. On 25 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of Mr. **Abass Kamara**, human rights activist of the Amazonian Initiative Movement and Chair of the Bombali District Human Rights Committee, and the situation of two human rights organisations, **Timap for Justice** and **the Center for Democracy and Human Rights** operating in the Northern Province of Sierra Leone.

2005. According to the information received, on 23 June 2009, Mr. Abass Kamara was reportedly harassed and intimidated by local authorities for reporting a human rights abuse committed by a traditional leader in Foredugu, Buya Romende chiefdom, Port Loko District.

2006. On 15 August 2009, Timap for Justice and the Center for Democracy and Human Rights were summoned by the Provincial Secretary for the Northern Province. They were asked to retract their story aired out on the radio exposing a chiefdom police officer who was allegedly engaged in police brutality.

2007. Concern was expressed that the harassment and intimidation of Mr. Abass Kamara and the human rights groups Timap for Justice and the Center for Democracy and Human Rights might be directly related to their legitimate work in defense of human rights.

Letter of allegations

2008. On 14 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations regarding the situation of Mr **Abass Kamara**. Mr Kamara is the Chair of the Bombali District Human Rights Committee, a coalition of civil society organizations in the District.

2009. According to the new information received, on 29 September 2009, Mr Kamara was arrested at his house by policemen. They did not allow him to read his warrant of arrest, but informed him that the warrant has been issued by Magistrate Emmanuella Harding for failure to produce a suspect in court. He was reportedly detained in the Makeni State Prison. Mr Kamara contended that the suspect in question, a female student who was involved in a quarrel with her neighbour and for whom he has stood surety for, was not able to attend the last hearing since she had travelled to Freetown to settle the case out of court. Magistrate Harding was reportedly aware of this friendly settlement.

2010. On 30 September, the female student appeared before the court. The Magistrate allegedly refused to sit court as the matter had already been deferred to 5 October 2009. On 1 October, Mr Kamara was released.

2011. It is alleged that Mr Kamara's arrest was connected with the recent stance of the Bombali District Human Rights Committee in relation to Magistrate Harding's decision to discharge a sexual offence matter involving a journalist and a 12 year old girl from her court. The Bombali District Human Rights Committee had issued a press statement, wrote letters of protest to various stakeholders and organized radio discussions about this case.

2012. Concern was expressed that the arrest of Mr. Kamara might be directly related to his legitimate work in defense of human rights, in particular through the exercise of his right to freedom of opinion and expression.

Observations

2013. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 14 October 2009, 25 August 2009 and 4 August 2005. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

Somalia

Urgent appeal

2014. On 31 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Independent Expert appointed by the Secretary-General on the situation of human rights in Somalia, sent an urgent appeal regarding the situation of Mr **Mohamed Abdi Guled "Urad"**, member of the

Somaliland Journalists Association (SOLJA), an organisation which advocates the rights of journalists in Somaliland. He is also the editor of the newspaper YOOL.

2015. According to the information received, on 26 February 2009, Mr Mohamed Abdi Guled “Urad” was arrested by the police in Hargeisa, following the publication of an article on the alleged planned murder by some authorities of members of the Somaliland parliament and opposition leaders.

2016. On 17 March 2009, Mr Mohamed Abdi Guled “Urad” was sentenced by the Hargeisa regional court to five months' imprisonment under allegations of “unlawfully printing a newspaper and spreading lies”.

2017. Concern was expressed that the arrest, detention and sentencing of Mr Mohamed Abdi Guled “Urad” might be linked to his non-violent activities in defence of human rights, in particular his work on advocating good governance and democracy.

Urgent appeal

2018. On 16 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Independent Expert appointed by the Human Rights Council on the situation of human rights in Somalia, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of Mr **Said Tahlil Ahmed**, Director of Horn Afrik, a major independent radio station, Mr **Mukhtar Mohamed Hirabe**, Director of Radio Shabelle, another leading independent radio station, and Mr **Ahmed Omar Hashi ‘Tajir’**, journalist at Radio Shabelle.

2019. According to the information received, on 4 February 2009, Mr Said Tahlil Ahmed and Mr Mukhtar Mohamed Hirabe were reportedly on their way to a press conference when they were attacked by unidentified assailants in Bakara market in Mogadishu. Mr Said Tahlil Ahmed was shot dead, and Mr Mukhtar Mohamed Hirabe was injured.

2020. On 7 June 2009, Mr Mukhtar Mohamed Hirabe was once again attacked in Bakara market by two unidentified armed men who fired at him. He died instantly. Mr Ahmed Omar Hashi ‘Tajir’ was critically wounded in the course of the attack, and is currently being treated in the capital. He has since received phone calls threatening him that next time he will not survive.

2021. Grave concern was expressed that the killings of Mr Said Tahlil Ahmed and Mr Mukhtar Mohamed Hirabe and the wounding of Mr Ahmed Omar Hashi ‘Tajir’ might be linked to their peaceful activities in defence of human rights, in the exercise of their right to freedom of opinion and expression. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of human rights defenders in Somalia, particularly journalists.

Observations

2022. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 16 June 2009, 31 March 2009 and 5 September 2007. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to

prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

2023. The Special Rapporteur is deeply concerned about the security of human rights defenders in Somalia who operate in an extremely volatile environment. She urges the Government to take all necessary steps to ensure the protection by all relevant authorities of everyone, individually and in association with others, against any violence, threats, retaliation, de facto or de jure adverse discrimination, pressure or any other arbitrary action as a consequence of his or her legitimate exercise of the rights referred to in the Declaration on Human Rights Defenders.

South Africa

Urgent appeal

2024. On 12 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context, sent an urgent appeal regarding the attacks against **residents and homes at the Kenney Road shack settlement in Durban.**

2025. According to the information received, on Saturday 26 September, a group of about 30 to 40 heavily armed men reportedly attacked the inhabitants of the Kennedy Road informal settlement and subjected them to the forced eviction and demolition of their homes. The attacks appeared to have been particularly targeted at members of the Kennedy Road Development Committee (KRDC) and the Abahlali baseMjondolo Movement (AbM), two community-based organizations working for the realization of the right to housing.

2026. As a consequence of the attacks, at least two people were reported dead and many others seriously injured. In addition, the houses of around 30 members of KRDC and AbM were burnt and destroyed, rendering them and their families homeless. Many other houses were reportedly looted. Furthermore, it is estimated that around 1000 people had to leave their homes and flee the area as a result of the intimidations and attacks. Displaced families are currently forced to take refuge in surrounding undergrowth, bridges and neighbours' homes.

2027. According to allegations, members of the Sydenham Police Station and public officials were present at the scene but did not intervene to stop the assault. It is further reported that the police detained a number of victims of the attacks but that none of the assailants have been arrested to this date.

2028. Information also indicates that the violence continued through Sunday and Monday with bands of men roaming the area bearing weapons and members of AbM and KRDC reportedly receiving death threats.

Observations

2029. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 12 October 2009 and 9 October 2007. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to

prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

Spain

Llamamiento urgente

2030. El día 3 de junio de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Grupo de Trabajo sobre la detención arbitraria y el Relator especial sobre los derechos humanos de los migrantes, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con la situación abajo.

2031. Según las informaciones recibidas, la Sra. **Laura Bugalho**, pedagoga, defensora de los derechos humanos; activista por los derechos de las personas migrantes y particularmente de las inmigrantes trabajadoras sexuales y de los transexuales; dirigente del Foro Gallego de Inmigración y fundadora de "Transgaliza" y de la revista "Andaina", fue detenida el 26 de mayo de 2009 en Santiago de Compostella por agentes policiales. Luego de su detención se realizó un registro policial en su despacho en la sede gallega del sindicato CIG, donde trabaja. La Sra. Bugalho fue internada en los calabozos de la Comisaría Central de Santiago.

2032. Según la fuente, la Sra. Bugalho es conocida por sus actividades en pro de facilitar el empadronamiento y registro de inmigrantes en situación irregular. Su detención habría sido ordenada por la Subdelegación del Gobierno en razón de acusaciones de que habría colaborado en la comisión de supuestas irregularidades administrativas en la tramitación de documentación para la legalización de algunos inmigrantes en situación irregular. Según la fuente, dichos hechos, de ser confirmados, habrían sido cometidos con absoluto desinterés y no serían, en todo caso, constitutivos de delito. La detención de la Sra. Bugalho tendría por objeto, según la fuente, sancionar sus actividades en favor de la legalización de las trabajadoras sexuales y de los transexuales inmigrantes y amedrentar a quienes realizan en Galicia un trabajo similar. En vista de lo aquí resumido se expresó temor por la integridad física y psicológica de la Sra. Bugalho.

Respuesta del Gobierno

2033. En una carta fechada el 1 de julio de 2009 el Gobierno respondió al llamamiento con relación a la Sra. Bugallo, y afirmó la efectividad de su detención, como consecuencia de su participación en la tramitación de solicitudes de autorización de residencia de cinco ciudadanos extranjeros.

2034. La carta mencionó la supuesta papelería falsa, compuesta por un billete de tren, utilizado en su día por la Sra. Bugallo y luego alterando para introducir el nombre de uno de estos cinco extranjeros, un certificado bancario falso, dos certificados de empadronamiento falsos, un certificado falso de la ONG Cáritas, un historial clínico con el nombre cambiado y una analítica hospitalaria falsificada.

2035. Se comunicó que la Sra. Bugallo fue acusada por ser la autora de las supuestas falsificaciones y por el supuesto fraude.

2036. Se señaló que no se realizaron exámenes médicos puesto que no fueron necesarios.

2037. El caso se sometió por el juzgado de Instrucción #2 de Santiago de Compostela (Diligencias Previas 2108/09) que acordó la libertad con cargos de la Sra. Bugallo, correspondiendo a la Autoridad Judicial la realización de las diligencias oportunas para determinar la veracidad de los delitos de falsedad documental y favorecimiento de la inmigración ilegal que se le imputaron.

Observaciones

2038. La Relatora Especial agradece al Gobierno de España su respuesta a su comunicación del 1 de julio de 2009.

Sri Lanka

Letter of allegations

2039. On 9 January 2009, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent a letter of allegations to the Government concerning concerning the killing of Mr **Lasantha Wickrematunga**, chief editor of the English language weekly newspaper the Sunday Leader, an investigative newspaper which often reports on cases of alleged corruption and abuse of authority in Sri Lanka, and an attack on the premises of the independent television station, Sirasa TV (formerly know as Pannipitiya MTV/MBC) in Colombo.

2040. According to information received, on 8 January 2009, Mr Wickrematunga was driving to work in Colombo. Two unidentified gunmen, who were travelling by motorcycle, smashed the window of Mr Wickrematunga's car with a steel bar before shooting him at close range in the head, chest and stomach. The attack occurred in rush-hour traffic about 100 metres from an air force checkpoint. Mr Wickrematunga was rushed to Colombo National Hospital where he died a few hours later from his injuries. A police investigation has been opened into the case.

2041. Prior to his death, Mr Wickrematunga had been the target of numerous intimidation attempts and libel suits for his outspoken criticism of your Excellency's Government. The most recent libel case had been brought against him by the Defence Secretary, Mr. Gotabaya Rajapaksa, over stories published in the Sunday Leader alleging corruption in defence procurement. Following the Court proceedings a ban was placed on the newspaper mentioning the Defence Secretary for several weeks. Previously, in November 2007, the printing press of the Sunday Leader media group (Leader Publications), located in a high security area near Colombo, was destroyed in an arson attack by a group of unidentified gunmen. No arrests were made in relation to the attack and reports claim that a full investigation was not carried out. It is further reported that in October 2008 the President of Sri Lanka referred to Mr Wickrematunga as a "terrorist journalist" during an interview with the non governmental organization Reporters Without Borders.

2042. Furthermore, in the early hours of the morning of 6 January 2009, approximately 20 unidentified individuals wielding assault rifles, pistols and armed bars raided the premises of Sirasa TV in Pannipitiya, Colombo. The assailants, who reportedly arrived at the premises in a white unmarked van, overpowered security personnel at the entrance before entering the main studio complex where they proceeded to assault staff who were working at the time. A few staff

members, who were held at gunpoint, were forced to guide their attackers to the main control room. The assailants then destroyed the room with explosives, causing considerable damage to broadcasting equipment. An unexploded grenade was later recovered from the premises.

Response from the Government

2043. In letters dated 11 February 2009 and 9 July 2009, the Government responded to the communication sent on 9 January 2009 as follows.

2044. On 8 January 2009, at about 10:05 hrs, Mr. Wickramatunga left in his car to go to his office in Attidiya in Templers Road, Mt. Lavinia. At 10:20 hrs. when he was passing Attidiya on his way to Templers Road opposite Attidiya Girls School, four motorcyclists who came after the car blocked the road and Mr. Wickramatunga's car came to a halt seeing the motorcyclists who were blocking the road. The four motorcyclists had been wearing helmets covering their faces, black jackets and all of them came on black coloured motorcycles. The cyclists surrounded the car and left on their bike after a few minutes.

2045. After the motorcycles had left, the onlookers had approached the car and found Mr. Wickramatunga lying on the seat with bleeding injuries on his head and the windscreen damaged. Both side-glasses of the car had also been damaged. One Dinesh Kumara, who was in the printing press opposite the place of the incident, rushed Mr. Wickramatunga to Kalubowila Hospital in a passing vehicle. The onlookers also informed the Police regarding the incident.

2046. Upon receipt of this information, Officer-in-Charge/Crimes, Mt. Lavinia, Inspector of Police (IP) Sugathapala, along with a team of officers visited the scene and conducted inquiries. Thereafter, on the instructions of the Inspector-General of the Police, Senior Superintendent of Police (SSP) for Mt. Lavinia directed inquiries along with the Assistant Superintendent of Police (ASP) for Mt. Lavinia, (I) Mr. C. Gunawardena in this connection.

2047. Mr. Wickramatunga succumbed to injuries in the hospital and a postmortem inquiry was conducted. The Judicial Medical Officer carrying out the inquiry reported that the death was due to shock and hemorrhage following gun shot injuries in the head.

2048. Mr. Harsha Sethunga, Magistrate for Mt. Lavinia, who held the inquest in connection with the death, returned a verdict of murder.

2049. The Government Analyst was summoned to examine the scene as well as the victim's car and his report is being awaited. No empty cartridges or used slugs have been traced from the scene or the dead body.

2050. Statements have been recorded from four eye-witnesses, but none of them are in a position to identify the suspects or to disclose the registration number of the motorcycles. One of them also had heard report of a gun from the scene of the incident.

2051. The deceased had died of gun shot injuries on his head. The assailants had committed this murder at a lonely stretch of Attidya Road when the victim was on his way to office. Further investigations continue.

2052. None of the four witnesses, who have come forward to make statements, have made references to any of the assailants wielding firearms. There is no specific mention of a steel bar. The witness speaks of Mr. Wickramatunga being attacked with an object covered with a newspaper which, in all probability, had been a hard object.

2053. The attack had taken place sometime after 10 am in the morning at a time the early morning vehicular traffic had eased. It is incorrect to state that there had been a check point manned by the air force personnel a hundred meters away from the place where Mr. Wickramatunga was attacked. The nearest check point had been no less than half a kilometer away. It must also be noted that the victim was rushed to the closest hospital that had all the facilities to attend to a victim who had suffered serious injuries of this nature, that is, the Colombo South Hospital. Every attempt had been made by a team of leading doctors that included two neurosurgeons, to save Mr. Wickramatunga's life. In the autopsy performed thereafter the Judicial Medical Officer had concluded that the cause of death was due to cranio cerebral injury due to the discharge of a firearm. It is incorrect to state that in addition to the gun shot injury on the head, the victim had been shot in the chest and stomach as his cadaver bore no such injuries. This is confirmed by the autopsy report.

2054. In addition, the assailants left neither the empty casing of the spent bullet nor the slug leaving very little evidence for the investigators to work with in relation to establishing the identity of the weapon used. The doctors who operated on Mr. Wickramatunga had cleaned the area and also removed certain parts of the skull bone around the entry wound. This has nevertheless caused some difficulty to the investigators in ascertaining the distance from which the purported shot was fired. No witness had heard a gunshot or shots being fired during the attack. The investigators had been further handicapped by the fact that no witness at the scene noted the registration plates of the motorcycles used by the assailants. The investigations are continuing with the singular aim of identifying the perpetrators, arresting and bringing them to justice without delay. The facts have been reported to Court and further investigations are being carried out under judicial supervision.

2055. Regarding the attack on the Sirasa TV station, the Government reported that the material facts contained in the communication were confirmed to a great extent by the police investigations. However, according to eye-witness account there is no mention of the use of pistols by the assailants. It is to be further noted that the number of assailants have been approximately 15 and not 20. Two of the employees who were working that night at the TV station complain of being assaulted whereas the others do not allege any assault. It is correct to state that an unexploded hand grenade was recovered from the premises.

2056. The investigators further report that 8 spent casings were found at the scene of the crime and in addition, police have also obtained the fingerprint of the employees of the TV station and are in the process of ascertaining the finger prints of the assailants, if any, by a process of elimination. A blood stain found on a floor tile had been retrieved by the investigators and sent for analysis with the aim of carrying out a DNA profiling in the course of further investigations. The other items so recovered too have been forwarded to the Government Analyst Department for analysis.

2057. Statements have been recorded from all employees. However, none of the employees who were present during the night of the attack are in a position to identify or provide any useful

description that would enable the investigators to establish the identity of the assailants. This is primarily due to the fact that all intruders had their faces covered to avoid identification and recognition.

2058. The police are also in the process of carrying out a mobile phone call analysis to ascertain whether any of the assailants used mobile phones from the location at the material time, which was well past midnight. Police have thus sought the assistance of the relevant mobile phone companies to ascertain whether any phone calls were transmitted via any of the telephone towers in the vicinity,

2059. The police had also in the course of their investigations followed a few leads provided by anonymous callers. These had not yielded any positive results. The police have reported the matter to the Magistrate Court. The investigations are continuing under judicial supervision with periodic progress reports being file in Court.

Urgent appeal

2060. On 27 January 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, have sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Upali Tennakoon**, chief editor of the Rivira weekly newspaper, and the ongoing attacks on media professionals in Sri Lanka.

2061. On 9 January 2008, the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders issued an urgent appeal letter in relation to the killing of Mr Lasantha Wickrematunga, chief editor of the English language weekly newspaper the Sunday Leader, and an attack on the premises of the independent television station, Sirasa TV in Colombo. A reply was received from the Government on 12 January 2009.

2062. According to information received, on 23 January 2009, Mr Upali Tennakoon was driving with his wife in Imbulgoda, on the outskirts of Colombo, when two unidentified individuals on a motorbike intercepted his car and ordered him to get out of the vehicle. When Mr Tennakoon failed to comply with their demands the assailants then smashed the car window and began to attack him and his wife with wooden clubs and a knife. The attackers then immediately fled on their motorbikes and Mr Tennakoon and his wife were taken to hospital, where they are in a stable condition. An investigation has reportedly been opened into the case.

2063. Concern was expressed that the aforementioned events may represent a direct attempt to prevent independent reporting in Sri Lanka, thus stifling freedom of expression in the country. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr Upali Tennakoon and his family, as well as media professionals in general in Sri Lanka, particularly in light of reports that following recent events, including the killing of Mr Wickrematunga and the attack on staff at Sirasa TV, at least five journalists have gone into hiding as they fear for their safety and the news website Lankadissent has reportedly ceased operations due to threats.

Response from the Government

2064. In a letter dated 14 May 2009, the Government responded to the communication sent on 27 January 2009 as follows. A complaint has been made by Kudugala Thennakoon Mudalige Upali Thennakoon, editor of Rivira Newspaper, at the Police Station Wellweriya regarding the above mentioned incident.

2065. On 23 Kanuary 2009 Upali Thennakoon and his wife left to go to the office and came to a narrow road and when entering into the main road an unknown four persons using clubs halted the vehicle and also Mr. Upali Tennakoon was assaulted. Vehicle had been damaged and Mr. Upali Tennakoon had suffered injuries. While trying to rescue Upali, his wife too has suffered injuries. Thereafter as the victims started to shout four unknown people had moved away in two motorbikes. Injured persons were sent to the National Hospital Colombo with the Police Security. The OIC of the police station of Wellweriya has started investigations. However, none of the suspects have been taken into custody up to date.

2066. Statements have been recorded after inquiring alleged victims and of another 50 people regarding the above incident. Upali Thennakoon and his wife have been directed to JMO. The car which was damaged and a club two and a half ft. long had been produced to the Government Analyst who had examined them. The car had been handed over to the owner by the order of the Magistrate. And finger marks had been taken at the place. Further investigation to the two motorbikes are being carried out and cases have been filed at the Magistrate's Court of Gampaha bearing No. B 294/09. Security and service of the officers of State Intelligence Services have been provided to the residence of Mr. Upali Thennakoon by the OIC of the Willweriya Police Station. The OIC of the Kadavath Police Station has been directed to provide for the security of Mr. Upali Thennakoon.

Urgent appeal

2067. On 11 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr **Sinnavan Stephen Sunthararaj**. Mr Sunthararaj is a project manager for the Centre for Human Rights and Development (CHRD) in Kollupitiya. He had formerly worked as a coordinator for the Jaffna District Child Protection Committee and with the Non-Governmental Organization (NGO) World Vision.

2068. According to the information received, on 7 May 2009, Mr Sinnavan Stephen Sunthararaj was reportedly abducted by men in uniform in Colombo, hours after he had been released from three months in police custody. The car carrying Mr Sunthararaj and his family from the CHRD office to the home of a colleague was stopped near the Turret road junction, close to the Buddhist Ladies College in Colombo, by two persons travelling on a motorbike and a white van with 4-5 persons in uniform. One man allegedly pointed a gun at the driver's side, while another man in uniform opened the door of the car, dragged Mr Sunthararaj out of the car and pushed him into a white van waiting nearby. Several people witnessed the incident, including family members of Mr Sunthararaj. All men involved in the abduction allegedly wore Army uniforms and were armed.

2069. Mr Sinnavan Stephen Sunthararaj had been arrested on 12 February 2009, and detained at Kollupitiya police station for three months. He had been released on 7 May 2009, by a decision of the Magistrate Court and was accompanied by his lawyer to the CHRD office. While his lawyer went back to the Kollupitiya police station to collect Mr Sunthararaj's ID card and passport which had been withheld by the police, Mr Sunthararaj and his family were taken to a colleague's house by car. They were on their way to the house when the incident described above took place.

2070. Concern was expressed that the abduction and enforced disappearance of Mr Sinnavan Stephen Sunthararaj may be connected to his legitimate activities in the defence of human rights, especially his work on child abuse cases.

Response from the Government

2071. In a letter dated 6 October 2009, the Government responded to the communication sent on 11 May 2009 as follows. Mr. Sinnavan Stephen Sunthararaj has been working as a project manager at the Human Development Centre in Colombo since 2007. On 11 February 2009 Mr. Sinnavan Stephen Sunthararaj was arrested by Kollupitiya Police and held in detention on a detention order obtained for investigation. Thereafter on 7 May 2009, he was produced before the Magistrate Court Fort, under Case No. B 330 and released. The wife of the victim has made a complaint to the Cinnamon Grand Police Station on 7 May 2009 that her husband, whilst returning from the Human Rights Development Centre, with her and an office mate named Malani, in a double cab, was abducted by some unidentified persons at gunpoint near the Buddhist Ladies College at Dharmapala Mawatha. Police investigations by the Cinnamon Garden Police have been of no avail, so far, to locate the whereabouts of the victim, nor to identify those responsible for the abduction. Facts have been reported to the Magistrate Court Colombo under Case No. B 5535/01. This case was called on 27 November 2009. Further inquiries are being continued by the Cinnamon Gardens Police under judicial review.

Urgent appeal

2072. On 26 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Dr. **Thangamutha Sathiyamoorthy**, the regional director of health services in Kilinochchi, Dr. **Thurairaja Varatharajah**, the regional director of health services in Mullaitivu, and Dr. **V. Shanmugarajah**, medical superintendent at Mullivaaykkaal field hospital.

2073. According to the information received, Dr. Sathiyamoorthy, Dr. Varatharajah and Dr. Shanmugarajah are Government employed and had been treating the sick and wounded in the conflict zone in North-eastern Sri Lanka until they left the "No Fire Zone" with approximately 5,000 other civilians on 15 May 2009. The Sri Lankan Army (SLA) detained the three doctors on 16 May 2009, under the broad arrest and detention powers of security forces pursuant to the

Prevention of Terrorism Act. The physicians were last seen on the morning of 15 May 2009 at a holding area at Omanthai check point. An official of the Ministry of Health stated on 18 May Government forces handed over the physicians to the police.

2074. Dr. Shanmugarajah and Dr. Sathiyamoorthy are apparently currently held at a detention centre of the Terrorist Investigation Division (T.I.D) in Colombo. However, their relatives are not aware of their exact whereabouts and neither has had access to a lawyer. Dr. Varatharajah was seriously injured and is reported to have been airlifted by the Sri Lankan Air Forces (SLAF) from the Omanthai check point to an unknown destination.

2075. While working in the conflict zone, the doctors provided detailed eyewitness reports to the media and the international community from hospitals and makeshift medical centres. Their reports detailed the suffering of ordinary civilians, many of whom died from war-related injuries. Their reports also highlighted continuous shelling of areas with large concentrations of non-combatants.

2076. Concerns were expressed that the three doctors may be held in reprisal for providing information about the situation of civilians in the conflict zone. In view of their reported incommunicado detention at unknown places of detention, which could put them at risk of enforced disappearance, and in view of the reported serious injuries of Dr. Varatharajah, grave concerns were expressed as regards their physical and mental integrity.

Response from the Government

2077. In letters dated 28 May 2009, 15 July 2009 and 3 August 2009, the Government responded to the communication sent on 26 May 2009, which are summarized as follows. Dr. Thangamuththu Sathiyamoorthy, Dr. Veerakethipillai Shanmugarajah and Dr. Thurairajah Varatharajah surrendered to the Army when they have arrived at Omanthai check point on 15 May 2009. Dr. Thurairajah Varatharajah who was injured at the time of surrender was admitted to the General Hospital Colombo on the same day. Later he was discharged (6 June 2009).

2078. All the doctors were detained under section 19 (1) of the Emergency Regulation on charges of their alleged links with the proscribed LTTE organization, disseminating false information to the international media and supplying medicine including medical equipment to the LTTE from Government hospitals. All the doctors are presently in the protective custody of the Criminal Investigation Department (CID) headquarter Colombo, pending completion of investigation.

2079. Dr. Thurairajah Varatharajah had been visited by ICRC representatives on 28 May 2009 and on 6 June 2009. The spouse and sister of Dr. Thurairajah Varatharajah visited him on 30 May 2009, 13 June 2009, 20 June 2009, 27 June 2009 and 4 July 2009. Dr. Thurairajah Varatharajah was taken to ward No. 32 of the General Hospital Colombo on 24 June 2009 for a medical check-up and brought back to the CID on 26 June 2009.

2080. Dr. Thangamuththu Sathiyamoorthy had been visited by ICRC representatives on 21 May 2009 and on 6 June 2009. The father, mother and brother of Dr. Sathiyamoorthy visited him on 23 May 2009, 30 May 2009, 6 June 2009, 30 June 2009 and 4 July 2009. His spouse and children visited him on 20 June 2009.

2081. Dr. Veerakethipillai Shanmugarajah had been visited by ICRC representatives on 21 May 2009 and 6 June 2009. Family members visited him on 4 July 2009 at the CID.

2082. All three doctors were given healthcare facilities. At a media briefing held on 8 July 2009 at the Media Center for National Security all three doctors have stated that they were forced by the LTTE to speak to foreign media and provided exaggerated information on civilian casualties. They have also said that they were not under duress to attend the media briefing arranged by the MCNS.

Urgent appeal

2083. On 24 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding Dr. **Paikiasothy Saravanamuttu**. Dr. Saravanamuttu is the Executive Director of the Centre for Policy Alternatives (CPA) in Colombo.

2084. According to the information received, on the morning of 20 August 2009, Dr. Saravanamuttu received an anonymous death threat letter posted to his private address. The letter, written in English and posted on CPA's website, states that Dr. Saravanamuttu will be killed if Sri Lanka is denied the European Union GSP Plus (Generalised System of Preferences) in October 2009. The author of the letter alleges that Dr. Saravanamuttu had transmitted to Ms. Benita Ferrero-Waldner, the EU's Commissioner for External Relations, information which could affect the renewal of GPS Plus to Sri Lanka.

2085. The letter reads as follows: "this serves to warn you that come October and Sri Lanka is denied GSP plus you WILL be killed, we swear on all that we hold sacred you WILL be killed, for we now know that you have been the principal person who has been feeding the European woman Ferraro with information to deny this country of this and put us out of our livelihoods".

2086. Dr. Saravanamuttu and the CPA have reported they will be lodging complaints with the relevant authorities to investigate and take all necessary measures to remedy this matter.

2087. Concern was expressed that the death threat against Dr. Saravanamuttu may be linked to his legitimate work in defence of human rights. In view of the content of the letter, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Dr. Saravanamuttu and other members of CPA.

Response from the Government

2088. In a letter dated 25 August 2009, the Government responded to the communication sent on 24 August 2009 as follows. The Secretary of the Ministry of Disaster Management and Human Rights, Professor Rajiva Wijesinha, was personally informed of the death threats at a reception by the victim on 24 August 2009. The Ministry was contacted by the issue on 21 August 2009 by a junior member of the British High Commission, who was told that the Ministry was awaiting a formal communication. Such a formal communication has not been received, but the Secretary instructed the DIG in charge to furnish a full report. The Ministry is not aware of the reasons for the delay in lodging a formal complaint by the alleged victim. The

Secretary contended that due to the fact that the matter has been well publicized, an inquiry may be more difficult. The Secretary had nonetheless the DIG to treat this case as a matter of urgency.

Urgent appeal

2089. On 27 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Charles Raveendran Navaratnam**, aged 45, employed by the United Nations High Commissioner for Refugees and Mr. **Kanthasamy Sounthararajan**, aged 31, employed by the United Nations Office for Project Services.

2090. According to the information received, on 11 June 2009, Mr. Charles Raveendran Navaratnam was questioned at his home by a person addressed as the "OIC" and several other persons in civilian clothes. He was informed that he had to be taken away for an inquiry, and was taken to a dark blue Pajero Jeep (Registration No. 61-7068), where he was immediately handcuffed. He was then blindfolded and asked to indicate where the "goods" were. He denied any knowledge about this, following which he was beaten and stricken with an iron rod on his head. He was threatened with being killed if he did not reveal "the truth". He was then taken to Vepankulam where he was beaten in the stomach, neck and face including the mouth, ears and jaw, as well as on his legs with a wooden baton. He was taken to a house where other persons were being held. He spent the night handcuffed and with his legs chained. On 12 June 2009, he was again interrogated about the "goods" and asked whether he knew certain individuals. He denied any knowledge and was beaten once again. He was also taken to the Menik Farm and Technical College Internally Displaced Persons Camp, where he was ordered to identify LTTE suspects, which he failed to do. He spent the night at the Vavuniya Police Station, where he was forced to sleep with his legs chained.

2091. On 13 June 2009, at about 8:30 a.m., he was taken away in the same jeep and stopped at the Petrol Station close to Vavuniya Kachcheri. There, the persons in the jeep got out and forcibly took Mr. Kanthasamy Sounthararaja, indicating that he was being taken for questioning and would be released after an inquiry. He was questioned about some suspected persons and was beaten when he denied any information. Both men were then taken to Temple Road where international non-governmental organizations and United Nations Agencies have their offices. They were both directed to tell whether staff in these organizations had any connections with terrorists. They denied any knowledge and were threatened with death. In the afternoon, they were taken in the direction of Vavuniya Mannar Road and stopped at a cemetery in Bharathipuram. Mr. Sounthararaja was taken out, beaten and threatened to be shot at with a pistol. However, when by-standers arrived on the nearby road he was forced back into the jeep. Later that day, both men were taken to Colombo and were held in a building behind Borella Police Station. There they were subjected to prolonged interrogations by several police officers and beatings and were later transferred back to Borella Police Station.

2092. On 25 June 2009, they were examined by officers of the International Committee of the Red Cross. Later, they were permitted visits by relatives, staff of their employing agency and their lawyers. The next day, they were forced to sign a statement in Sinhala language which they

did not understand. They are still being held at the Borella Police Station, and it is believed that they were arrested for “actively engaging in LTTE activities”. A fundamental rights application was filed in the Supreme Court for both men. The Supreme Court gave them leave to proceed and instructed the Judicial Medical Officer (JMO) to examine the detainees and submit a report to the court. They were examined by the JMO on 26 June. On 23 July, the police took them back to the JMO and requested him to write a new report based on documentation provided by the police. However, the JMO refused.

2093. As a result of the beatings, both men suffer from back pain, partial loss of hearing and severe headaches.

2094. In view of their earlier incommunicado detention and reports about torture and ill-treatment, grave concerns were expressed with respect to the physical and psychological integrity of Mr. Charles Raveendran Navaratnam and Mr. Kanthasamy Sounthararajan.

Letter of allegations

2095. On 9 October 2009, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, sent a letter of allegations to the Government concerning **Mr. J.S. Tissainayagam**, editor in chief of the *North Eastern Monthly* magazine. Information regarding Mr. Tissainayagam was previously sent to your Excellency’s Government on 14 March 2008 following his arrest and detention by the Terrorist Investigation Division (TID) along with five other journalists. The joint urgent appeal was sent by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights while countering terrorism. A response from your Excellency’s Government was received on 16 July 2009, indicating that the courts found Mr. Tissainayagam’s confession to the police to be voluntary and that his detention at the TID was not illegal. The Working Group on Arbitrary Detention also adopted an opinion on the case of Mr. Tissainayagam on 12 September 2008, which declared his detention to be arbitrary (opinion no.30/2008).

2096. According to new information received, on 25 August 2009, Mr. Tissainayagam was charged with three counts under the Prevention and Terrorism Act (PTA) and the Emergency Regulations of 2006 in relation to his criticism of the Sri Lankan Army’s treatment of civilians in two articles published in the *North Eastern Monthly* magazine in June 2006.

2097. On 31 August 2009, Mr. Tissainayagam was found guilty by Colombo High Court judge Ms. Deepali Wijesundera and sentenced to 20 years of “rigorous imprisonment” under the PTA. Mr. Tissainayagam was found guilty on two counts of intending to “cause communal disharmony” (PTA, section 2), with mandatory minimum sentence of five years each, and one count of receipt of monies “in the furtherance of any act of terrorism” (Emergency Regulations, regulation 6), with mandatory minimum sentence of 10 years.

2098. Judge Wijesundara is allegedly the sister of the officer who signed the indictment against Mr. Tissainayagam. One of the main pieces of evidence used against Mr. Tissainayagam was a handwritten confession, which had been submitted to court by the prosecution. The defence counsel challenged the veracity of Tissainayagam's confession on the basis of three accounts: first, Mr. Tissainayagam was threatened and mentally tortured for the police to obtain that statement; second, the confession was not given to an Assistant Superintendent of Police as required by law, and third, the statement reportedly mirrored word for word a statement written on 7 March 2009 by the officer who had been present at the time of Mr Tissainayagam's detention and who has allegedly been involved in the torture of and threats against Mr. Tissainayagam. Judge Wijesundara denied Mr. Tissainayagam's right to appeal against the admissibility of this forced confession into evidence.

2099. Concern was expressed that the sentencing of Mr. Tissainayagam might be directly related to his work in defense of human rights and is an attempt to silence peaceful and legitimate criticisms of the government, thus stifling the right to freedom of opinion and expression in Sri Lanka. Concern was also expressed regarding the broad scope of the PTA and the Emergency Regulations, which do not appear to fall under the ambit of permissible restrictions to the right to freedom of opinion and expression under international human rights law. Further concern was expressed regarding fair trial standards in this case.

Urgent appeal

2100. On 15 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding threats against Ms. **Dilesha Abeysundera**, journalist for the Sinhalese-language weekly *Irudina*, Deputy Secretary of the Free Media Movement, and Secretary of the National Forum for Journalists in Sri Lanka.

2101. According to information received, on 28 September 2009, Ms. Abeysundera organised and attended a meeting calling for the abolition of what she has publicly stated as the "draconian provisions" in the Press Council Act of 1973. On the same day at around 11:45 p.m., several men who were unidentified and were travelling in white vans attempted to forcibly enter Ms. Abeysundera's compound in the Borella district of Colombo. It has been reported that the men repeatedly called out her name while hitting her gate. After she informed them that they had the wrong house, they remained in the area and subsequently left due to poor weather.

2102. White vans have allegedly been used in many cases of abductions and enforced disappearances in Sri Lanka since 2006, when State agents and paramilitary groups that are allied to the Government allegedly increased attacks against those critical of the Government.

2103. Concern was expressed that Ms. Abeysundera has been threatened because of her work in support of a free media in Sri Lanka and her work as a journalist with *Irudina*, which is allegedly known for its critical coverage of the Government. Further concern was expressed regarding Ms. Abeysundera's physical and psychological integrity, particularly given the number of abductions, physical attacks, death threats, killings and acts of intimidation against journalists, and the ensuing lack of prosecutions of alleged perpetrators. Moreover, concern was expressed regarding restrictions on independent reporting in Sri Lanka, including the Press Council Act of 1973, which allows journalists to be prosecuted for contempt and sentenced to extended periods in

prison, and prohibits the publication of materials related to Government documents, the armed services, national security and economic policy.

Urgent appeal

2104. On 6 November 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Ms. **Frederica Jansz**, and Ms. **Munza Mushataq** and **staff members of the *Sunday Leader* weekly newspaper**, an investigative newspaper which often reports on cases of alleged corruption and abuse of authority in Sri Lanka. Ms. Jansz and Ms. Mushataq are respectively Editor-in-chief and News Editor of the *Sunday Leader*.

2105. The Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and Special Rapporteur on the situation of human rights defenders sent on 9 January 2009, a letter of allegation on the killing of Mr. Lasantha Wickrematunga, founder and former Editor-in-Chief of the *Sunday Leader*. We acknowledge receipt of the responses of your Excellency's Government dated 11 February 2009 and 9 July 2009.

2106. According to the information received, on 22 October 2009, Ms. Jansz and Ms. Mushataq reportedly received death threat letters. The letters, handwritten in red ink, stated the following: "if you write anymore, we will kill you, slice you into pieces". Mr. Lasantha Wickrematunga was killed in January 2009 after having received a similar red ink handwritten death threat letter.

2107. These new threats occurred following the publication on 18 October 2009, of an article by the *Sunday Leader* in relation to a video allegedly showing Sri Lankan soldiers executing Tamil prisoners and denounced as a fake by your Excellency's Government.

2108. Ms. Jansz and Ms. Mushataq reported the threats to the Inspector General of Police and to the police in Colombo.

2109. It is further reported that staff members of the *Sunday Leader* have been threatened on many occasions and the premises of the newspaper burnt down and bombed several times.

2110. Grave concern was expressed that these new threats may be directly related to the legitimate work of Ms. Jansz and Ms. Mushataq and the staff members of the *Sunday Leader* in defense of human rights. Given the content of the letters and the killing of Mr. Wickrematunga, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Ms. Jansz and Ms. Mushataq and all staff of the *Sunday Leader*.

Observations

2111. The Special Rapporteur thanks the Government of Sri Lanka for its replies but regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to her communications dated 27 August 2009, 9 and 15 October 2009 and 6 November 2009. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate.

2112. The Special Rapporteur urges the Government to transmit to her all relevant information regarding any investigation or prosecution in relation to the cases of Mr. Charles Raveendran Navaratnam, Mr. Kanthasamy Sounthararajan, Ms. Dileesha Abeysundera Ms. Frederica Jansz, Ms. Munza Mushataq and staff members of the Sunday Leader newspaper.

2113. The Special Rapporteur wishes to remind the Government of the provisions of the Declaration on human rights defenders, specifically article 6 paragraph (b) and (c), which provide that everyone has the right (...) freely to publish, impart or disseminate to others views, information and knowledge on all human rights and fundamental freedoms as well as article 12 paragraphs 2 and 3 of the Declaration which provide that the State shall take all necessary measures to ensure the protection by the competent authorities of everyone, (...) against any violence, threats, retaliation, de facto or de jure adverse discrimination, pressure or any other arbitrary action as a consequence of his or her legitimate exercise of the rights referred to in the Declaration”.

Sudan

Urgent appeal

2114. On 24 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context, the Independent Expert on the issue of human rights obligations related to access to safe drinking water and sanitation, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the right to education, the Special Rapporteur on the right to food, the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal regarding **the revocation of licenses of 16 non-governmental organisations working in the region of Darfur, in Northern Sudan and in the Transitional Areas**. Such a decision will have devastating consequences on the human rights of approximately 4.7 million people affected by the conflict, particularly in the sectors of food, health, water, sanitation, adequate housing and education. Of this population approximately 2.7 million are internally displaced persons living in camps across the country.

2115. According to the information received, on 5 March 2009, following the issuance of an arrest warrant against President Omar al-Bashir by the International Criminal Court, it was announced that the operations relating to humanitarian assistance and human rights work of these organisations were suspended. These organisations include 13 international non-governmental organisations, namely Action contre la Faim, Solidarités, Save the Children UK and Save the Children US, Médecins sans Frontières Holland and Médecins sans Frontières France, Care International, Oxfam GB, Mercy Corps, International Rescue Committee (IRC), Norwegian Refugee Council, Cooperative Housing Foundation and PADCO. In addition, the activities of three national organisations were also terminated, namely the Sudan Social Development Organization (SUDO), the Amel Centre for Treatment and Rehabilitation of Victims of Violence, and the Khartoum Centre for Human Rights. These 16 organisations employed nearly 6,500 national and international personnel, this constituting close to half of the workforce in Darfur. Eviction orders have reportedly been appealed (according to Sudanese law) by relief and humanitarian NGOs, while the closing down of local NGOs cannot be appealed according to the Humanitarian Act of 2006. Incidents of threats against NGO personnel were reported as well as

systematic confiscation and seizure of property, including passports, computers, cars and confidential items, reportedly on the basis of an agreement signed by NGO personnel with the Humanitarian Aid Commission (HAC) stipulating that they have to hand their assets over to the State if they leave.

2116. The impact will not only be limited to Darfur, but also the Three Transitional Areas and Eastern Sudan. According to estimates, 1.5 million beneficiaries no longer have access to health and nutrition services. Host and IDP populations are particularly affected. Water supply, sanitation and hygiene services provided by these NGOs to 1.16 million people have been interrupted (Blue Nile – 102,000; Eastern States – 50,000; and Darfur – 1,007,000). Some 1.1 million people have stopped receiving general food distribution and the treatment of some 4,000 children for severe and moderate malnutrition over the next three months could be interrupted. In the Non-Food Item (NFI) and Emergency Shelter (ES) sector, 670,000 individuals are to be affected. Distributions of Non-Food Relief Items (which include cooking equipment and other basic household goods) and emergency shelter have ceased in 19 camps and locations in Darfur.

2117. The longer term humanitarian consequences, such as depletion and shortages of food stocks and other assets and the upcoming rainy season, will reportedly have a serious impact on the ability of the communities concerned to have access to sufficient and adequate food.

2118. On 8 March 2009, the decision to terminate the activities of the abovementioned organisations had started to show its effects. In some IDP camps in the Zalingei area, for example, the fuel for operation of the water pumps had begun to run low without an alternative option in place for its re-supply. Garbage had also started piling up inside these camps. Absence of water and a waste disposal system will have serious consequences on people's health and nutrition.

2119. Finally, disturbing reports of censorship, temporary newspaper suspensions, threats and arbitrary arrest and detention to prevent human rights defenders, journalists and members of opposition parties from freely expressing their opinions, were reported. Privately-owned print media reportedly continue to be subjected to daily censorship by officials of the National Intelligence and Security Service (NISS) who may order the removal of any article from the following day's paper. In response to the censorship there have been a number of protests by journalists.

Urgent appeal

2120. On 17 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the incommunicado detention of Mr. **Mohamed Al Mahgoub**, Director of the North Darfur branch of the Amel Centre for Medical Treatment and Rehabilitation of Victims of Torture.

2121. According to the information received, on 11 April 2009, officers of the National Intelligence and State Security Services (NISS) arrested Mr. Al Mahgoub at his house in Al

Fashir. He has since been detained incommunicado in the NISS premises in Al Fashir. Mohamed Al Mahjoub has so far not been allowed any personal visits or been given access to a lawyer. Mr. Al Mahgoub has not been charged yet of any offence.

2122. Prior to his arrest, on 5 March 2009, Mr. Al Mahgoub had been ordered by the NISS not to leave Al Fashir, on the basis of the National Security Forces Act 1999.

2123. The Amal Centre's offices were closed down by the NISS in Nyala, South Darfur and in Al Fashir, North Darfur. The closure of Amal coincided with that of two other Sudanese non-governmental organisations, the Sudan Social Development Organisation (SUDO) and the Khartoum Centre for Human Rights and Environmental Development (KCHRED), and the expulsion of 13 international humanitarian organisations that were operating in Sudan.

2124. Concern was expressed that the incommunicado detention of Mr. Mohamed Al Mahgoub might be solely related to his legitimate activities in defence of human rights, particularly the rights of victims of torture. Further concern was expressed for his physical and mental integrity.

Letter of allegations

2125. On 14 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent a letter of allegations regarding the judicial prosecution of Ms. **Amal Habani**. Ms. Habani is a women's rights defender and journalist with the newspaper *Ajrass Al Horreya* (Freedom Bells).

2126. According to information received, Ms. Habani is facing judicial prosecution following the publication of an article on 12 July 2009 in *Ajrass Al Horreya* in which she criticized restrictions on women's rights in Sudan. In the article, Ms. Habani expressed her support for fellow journalist Ms. Lubna Ahmed al-Hussein who was recently arrested for wearing trousers in public and faces a possible sentence of 40 lashes. The Public Order Police subsequently filed a complaint against Ms. Habani for defamation, in accordance with Article 159 of the Sudanese Criminal Code. Ms. Habani could be fined ten million Sudanese pounds, if found guilty.

2127. Concern was expressed that the judicial prosecution of Ms. Habani may be related to her peaceful and legitimate activities in defense of women's rights.

Response from the Government

2128. In a letter dated 24 September 2009, the Government responded to the above communication. At the time of finalizing the present report, a translation of the reply was not available.

Urgent appeal

2129. On 14 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other

cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal regarding the situation of Ms. **Butheina Omar al Sadiq**, Ms. **Randa Yousif** and Ms. **Nafisa al-Nur Hajar**.

2130. According to the information received, on 8 December 2009, while posting flyers at the Al Kalakla Court complex in Khartoum, Ms. Omar Al Sadiq, Ms. Yousif and Ms. Al-Nur Hajar were arrested by the police following an order by Judge Bashir Rahama. The leaflets called on lawyers to renew their membership to the Bar Association to enable them to vote at the next Bar Association elections in January 2010. After having been interrogated by the police, the three lawyers were released. Later the same day, they were re-arrested by agents of the National Intelligence Security Service of Sudan (NISS), and since then have been held in incommunicado detention.

2131. Concern was expressed that the arrest and detention of Ms. Omar Al Sadiq, Ms. Yousif and Ms. Al-Nur Hajar might be directly related to their work in defense of human rights, and in particular for posting information regarding the upcoming Bar Association elections. In view of their incommunicado detention, further concern was expressed for their physical and psychological integrity.

Observations

2132. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 14 December 2009, 17 April 2009, 24 March 2009, 28 November 2008, 22 May 2008, 21 January 2008, 29 November 2007, 24 September 2007, 19 April 2007, 20 November 2006, 8 September 2006, 25 August 2006, 15 August 2006, 8 August 2006, 26 July 2006, 11 July 2006, 19 May 2006, 20 March 2006, 27 January 2006, 16 November 2005, 6 September 2005, 1 June 2005, 24 February 2005, 6 October 2004, 18 June 2004, 12 May 2004 and 5 April 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

2133. She urges the Government to make every effort to ensure that human rights defenders can operate in a safe and conducive environment, especially in the Darfur regions.

Swaziland

Urgent appeal

2134. On 12 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding Mr. **Thulani Maseko**, a lawyer for the detained President of the Peoples Democratic Movement (PUDEMO), Mario Masuku.

2135. According to the information received, Mr. Thulani Maseko was arrested on 2 June 2009, in Manzini, by members of the security forces and charged under the Sedition and Subversive

Activities Act of 1938. Mr. Maseko was arrested for alleged utterances he made during a Workers' Day event held on 1 May 2009, at Manzini Salesian Sports Ground.

2136. Mr. Maseko was charged with contravening Sections 5 (1) and 5 (2) of the 1938 Sedition and Subversive Activities Act, as amended. He appeared for remand at Manzini Magistrate Court and conducted his own defence against the charges.

2137. According to the information received, Mr. Maseko was arrested and is being detained for having exercised his fundamental right to express himself. His detention would be contrary to the Constitution of Swaziland, which guarantees freedom of expression.

Observations

2138. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communication of 12 June 2009. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

Syrian Arab Republic

Urgent appeal

2139. On 3 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Muhanad al-Hasani**, a human rights lawyer and the director of the Syrian Human Rights Organization (SHRO). r. Al-Hasani was the subject of a letter of allegation, sent by the then Special Representative on the situation of human rights defenders, on 9 November 2007. According to information received:

2140. On 28 July 2009, Mr. Al-Hasani was called in by the Public Intelligence Directorate (PID). When he went there, he was arrested at approximately 7 p.m. He continues to be detained incommunicado. Over the previous few days he had been repeatedly summoned to appear at the PID.

2141. It is believed that his arrest is related to his work in monitoring the hearing of cases related to the 2008 riot at Sidnaya prison, which recently commenced at the State Security Court (SSC). On 19 July 2009, following the end of one such hearing, Mr. Al-Hasani was stopped by a court clerk who proceeded to take his notebook and tear out any pages related to the proceedings. Mr. Al-Hasani reported the incident to the head of the SSC who subsequently reprimanded the court clerk. The court clerk stated that he was acting on orders from Habib Najma, the chief prosecutor of the court. Despite the intervention of the head judge of the SSC and a representative from the Ministry of Justice, the confiscated notes were not returned to Mr. Al-Hasani.

2142. Mr. Al-Hasani has also been the subject of a travel ban for the last five years and has been repeatedly threatened with judicial prosecution and imprisonment for running an unregistered organization. SHRO's application for official registration was denied.

2143. Concern is expressed that the arrest and detention of Mr. Al-Hasani is related to his reportedly peaceful and legitimate activities in defense of human rights. With a view to his incommunicado detention, we are also concerned for the physical and mental integrity of Mr. Al-Hasani.

Urgent appeal

2144. On 21 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding **Haytham al-Maleh**, aged 78, former head of the Human Rights Association in Syria (HRAS). Mr. al-Maleh was the subject of an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 23 February 2004. According to the allegations received:

2145. On 13 October 2009, Haytham al-Maleh was asked by the Political Security Department to report to the Political Security's branch in Damascus, but he did not go. On 14 October 2009, he was arrested at his office. Since then he has been detained at an unknown location.

2146. It is assumed that Haytham al-Maleh's detention follows a phone interview about human rights and democracy in the Syrian Arab Republic that he gave to Baradda TV in September 2009. Furthermore, Haytham al-Maleh was defending Muhannad al-Hassani, a human rights lawyer who has allegedly been held in detention since 28 July 2009 (see the communication sent to your Excellency's Government on 3 August 2009 by the Working Group on Arbitrary Detention; the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression; the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment).

2147. Haytham al-Maleh suffers from diabetes and an overactive thyroid gland and is therefore in need of appropriate medical treatment, including medicine. Haytham al-Maleh was previously imprisoned from 1980 until 1986.

2148. With a view to Mr. Haytham al-Maleh's incommunicado detention, concern is expressed for his physical and mental integrity.

Urgent appeal

2149. On 10 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning Mr. **Muhannad Al-Hassani**, lawyer, President of the Syrian Human

Rights Organization (SHRO) and Commissioner of the International Commission of Jurists. The situation of Mr. Al-Hassani has previously been addressed by an urgent appeal of 3 August 2009 by the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, to which no reply has been received so far from your Excellency's Government. According to the new information received:

2150. On 10 November 2009, the Disciplinary Committee of the Damascus Section of the Syrian Bar Association decided to permanently bar Mr. Al-Hassani from practicing law. Among the grounds upon which the disbarment was ordered was that Muhannad Al-Hassani is "the President of an unauthorized organization (the Syrian Organization for Human Rights)", the accusation of "publishing false and exaggerated information that weakens the state and its reputation abroad", and of "attending and documenting the proceedings of the Supreme State Security Court without being the lawyer of those involved in these proceedings," as well as "violating the law governing this profession as well as the [Bar Association's] internal rules, and harming the dignity, honour and traditions of this profession".

2151. Mr. Al-Hassani has been held in detention in Damascus since 28 July and faces criminal charges under Article 286 of the Syrian Penal Code. These charges arise allegedly from his observation and reporting of an open trial before the State Security Court held on 19 July 2009, and carry a prison sentence of up to 15 years. According to the information received, under the State Security Court Law proceedings of the Court are presumptively public.

2152. It is further reported that during the disciplinary proceedings, which took place on 20 October and 10 November 2009, the Disciplinary Committee gave no credible evidence that Al-Hassani had published any false or exaggerated information of any kind.

2153. Concern is expressed that the disbarment and criminal charges against Mr. Al-Hasani are related to his reportedly peaceful and legitimate activities in defense of human rights, including as a lawyer.

Responses from the Government to communications sent in previous years

2154. On 3 April 2009, the Government responded to an urgent appeal sent by the then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders, the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the question of torture on 25 February 2008.

2155. The response stated that Ms. **Aisha Afandi** and Ms. **Kawthar Taifour** were arrested for stirring up unrest in the town of Ayn al-Arab in the Aleppo governorate. They were detained in Aleppo Central Prison, in women's ward 4, where women accused of the same class of offences are held. Contrary to the allegation transmitted to the Office of the High Commissioner, the women were not held in incommunicado detention and were neither of them subjected to ill-treatment; the law safeguards their rights and deals severely with persons who violate the rights of women, even if they are in prison and on trial for various offences.

2156. The two women appeared before an Aleppo court on 20 August 2008 following an inquiry that was conducted in accordance with the due process norms laid down in the Constitution and Syrian law. The case and investigation files were deposited with the military prosecutor's office, which is the legal authority with jurisdiction for the offences with which the women were charged, namely, stirring up sectarian strife and unrest. The two women were brought to the military prosecutor's office on 21 August 2008 and were charged with the aforementioned offences. The case was filed with the chief judge of the lower military court in Aleppo before whom the two women appeared for examination on 22 August 2008. At the end of the hearing, the judge decided to discharge the women and the decision was carried out that very day. The judge continues to review the rest of the case against the two women. If the proceedings had not been conducted fairly and transparently and the two women had received no assistance, the judge would not have released them at the first hearing. Thus, there is no truth to any of the allegations transmitted to the Office of the High Commissioner, including those concerning arbitrary detention and denial of freedom of expression and the exercise of rights.

2157. The Syrian authorities, furthermore, verified the legality of the arrest procedures and found no evidence that the rights and freedoms of the two women had been infringed or that the women had been placed in arbitrary detention or subjected to mental or physical torture or any other serious violation. The two women are Syrian nationals, who were given a legal hearing consistent with the international standards and norms laid down in the International Covenant on Civil and Political Rights and the Universal Declaration of Human Rights. Neither the families nor the legal representatives of the two women filed any complaints with the Syrian authorities before or after the letter from the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights arrived.

2158. As for the health of the two women, we should point out that the laws on prisons in the Syrian Arab Republic stipulate that health and medical care must be provided for all persons in detention. All prisoners receive free medical attention as soon as they enter prison. When Ms. Afandi arrived at the prison, the doctor of the prisoners' welfare association diagnosed her as suffering from an inflamed right ear, and treated her regularly throughout her time in detention. This was treatment that she had not received beforehand. Ms. Tayfur was diagnosed as suffering from diabetes, rheumatoid arthritis pain and chest pains. She also had a condition known as "Aleppo boil" (leishmaniasis of the skin) and received free treatment for these conditions throughout the time that she spent in prison. Contrary to the information given to the Office of the High Commissioner, she did not complain of suffering from psychological trauma or epilepsy.

2159. We also refer to the information at the beginning of the letter from the Office of the High Commissioner stating that Ms. Afandi and Ms. Tayfur are members of the Kurdish minority. There is no such designation in the Syrian Arab Republic; these two women are Syrian nationals and there is no reference in their identity cards or other papers, or those of any Syrian citizen, to membership of a minority or a majority. Everyone is equal before the law and no reference is ever made to a person's race, religion or confessional group.

2160. On 8 April 2009, the Government responded to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on

the independence of judges and lawyers on 21 October 2008 regarding the travel ban imposed against Mr. **Akhtam Naisse**.

2161. The reply stated that a travel ban has been imposed on Mr. Na`isah in connection with his prosecution for crimes against national security and for using his activities purportedly in defence of human rights to conceal his actions to instigate sentiment against the constitutional authorities, undermine nationalist feeling and to conceal the fact that he receives funding from abroad. The Syrian Arab Republic emphasizes that the travel ban imposed on Mr. Na`isah is not in any way related to his human rights activities.

2162. It should be pointed out that human rights defenders are not subject to harassment; on the contrary, the Syrian Government encourages work in this field and gives broad support at all levels to those who are actively engaged in the defence of human rights in the Syrian Arab Republic. The Government also emphasizes that freedom of opinion and expression are enshrined in the Syrian Constitution; the Government strives to ensure the right of any citizen to express his opinion freely, in accordance with the principles of international law and with international instruments and international norms.

Observations

2163. The Special Rapporteur regrets that at the time of the finalization of the report, the Government had not transmitted any replies to her communications of 3 August, 21 October and 10 December 2009 and to eight communications sent in 2008. She considers response to her communications as an important part of the cooperation of Governments with her mandate, and urges the Government to respond to the concerns raised by her.

Thailand

Urgent appeal

2164. On 19 February 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the searches conducted to the office of the **Working Group on Justice for Peace**, a NGO dealing with cases of enforced disappearances.

2165. According to the information received, on 8 February 2009, the office of the Working Group on Justice for Peace (WGJP) in Pattani was searched by a group of twenty police and army officers who inspected computer data and took photographs of various materials. Allegedly, the search was conducted under Martial Law legislation upon information that southern militants were seen in the area. At the time of the search, two volunteers at WGJP were asked to show their identity cards and were interrogated about the activities of the NGO. It is alleged that the search was provoked by the fact that many human rights activists went to the south of the country to meet local residents and gain first-hand information about the operations of security officers. This incident constitutes a threat to human rights defenders working in the southern provinces, in particular on the issue of enforced disappearances.

Response from the Government

2166. In a letter dated 9 March 2009, the Government informed that the searches of the offices of the WGJP were conducted during the Lim Kor Niew Festival on 6-10 February 2009, an important annual event in Pattani Province. In order to maintain security and safety during such period, the Internal Security Operations Command (ISOC – Fourth Army Region), instructed the Pattani Special Unit to increase vigilance and intelligence in the province.

2167. Prior to the searches, the authorities concerned had received information from a reliable source that a suspect in connection with the 2007 bombing attacks in Pattani Province was preparing to perpetrate violence during this period. Arrest warrants had been issued for this suspect under the Emergency Decree B.E. 2548 (2005) and the Criminal Procedure Code. Information was also received that the suspect was hiding in a row of six rental accommodation in Muang District, Pattani Province, where local people reside and the office of the WGJP also happens to be situated.

2168. Acting upon this information, on 8 February 2009, the police and military officers from Pattani Special Unit were deployed in accordance with the Martial Law Act B.E. 2457 (1914) to conduct searches of the said compound, including the office of the WGJP. The suspect was not found during these searches.

2169. In this connection, the Royal Thai Government wishes to point out that the searches were fully conducted in accordance with the law, and in good faith, to prevent any possible acts of violence, which may lead to loss of lives or damage to properties. The searches were conducted on all six adjoining rental units, and should not, in any way, be seen as singling out or being aimed at intimidating the office of the WGJP because of its human rights-related activities.

2170. The Royal Thai Government supports and encourages the work of individuals and groups within the society to promote and protect human rights and fundamental freedoms, with due respect for the rights and freedoms of others, morality, public order and the general welfare of the society. Allegations concerning misconduct by the Thai authorities towards such individuals and groups will be fully investigated.

2171. With regard to the situation in the Southern Border Provinces of Thailand, the Royal Thai Government places great importance on building understanding and good relations between the authorities and the local population, including local leaders and human rights and peace workers. In February 2009, ISOC participated in a seminar on the situation in the South of Thailand, in which several prominent academics and human rights defenders also attended. During this seminar, it was agreed by all sides that all stakeholders should cooperate and work closely together to address the situation in the Southern part of Thailand.

Urgent appeal

2172. On 31 March 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the situation of the **staff members of the Pattani office of the Working**

Group on Justice for Peace (WGJP), a non-governmental organization (NGO) dealing with cases of enforced disappearances.

2173. According to the new information received, on 29 March 2009, a group of four armed soldiers, reportedly under the command of First Lt Benja Manochai, deputy chief of Special Taskforce 23, visited the Pattani office of WGJP for two hours and asked the following questions to the staff members:

1. When was the office opened?
2. Who is working in this office, including high and low level staff?
3. What kind of activities and programs does this office do?
4. What data do you have that is useful for us?
5. What information does the office gather in the field?

The soldiers reportedly stated that they were tasked by the head of Special Taskforce 23, Lt Col Praweet Suthi-prapha, to gather information about the activities of NGOs in Pattani. In particular, the soldiers wanted to know with which organizations WGJP works at the national and international levels. Staff members responded by requesting the soldiers to send their questions in writing, and handed the organization's brochure.

2174. On 30 March, the same group of soldiers reportedly returned to the office and allegedly stated that they had forgotten to take down the names of staff members the day before. The coordinator of the office, Mr Adenan Sulaelo, gave his name to the soldiers. The soldiers also reportedly brought a box of medicine, including pain killers, Ethyl Alcohol, anti-bacterial solution, and gauze, which can be interpreted as a death threat.

2175. It is further reported that WGJP intends to hold an open meeting on 7 April 2009 in Pattani to provide information on the work and roles of human rights organizations working in the three-southmos provinces in Thailand. Invitations to attend this meeting have reportedly been also addressed to security personnel in the provinces.

2176. Concern was expressed that the reported new visit of soldiers to the premises of WGJP and the interrogation of its staff members may be linked to the peaceful activities of WGJP for the promotion and protection of human rights, in particular its work on enforced disappearances. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of WGJP's staff members, and more generally, for human rights defenders operating in the Pattani, Narathiwat and Yala provinces.

Urgent appeal

2177. On 31 July 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding ongoing criminal investigations and charges being brought against individuals on the basis of the

lèse majesté provisions of the Thai Criminal Code, namely Mr **Jitsanu Promsorn**, Ms **Chronic Premchaiporn**, Ms **Boonyuen Prasertying**, and Ms **Daranee Charnchoengsilpakul**.

2178. A number of cases concerning lèse majesté have been the subject of communications sent on behalf of several mandate holders, most recently that relating to Mr. Suwicha Takor on 6 April 2009. On 15 September 2008, an urgent appeal letter was sent regarding the detention of Australian author Mr Harry Nicolaidis. A detailed response was received on 17 October 2008, but clarification is sought on the basis of new information received.

2179. According to new information received, in recent months, an increasing number of individuals have been subjected to criminal investigations and detained on charges of lèse majesté in accordance with Article 112 of the Thai Criminal Code. The aforementioned article stipulates that anyone who is found to have defamed, insulted or threatened a member of the monarchy shall be punishable with a sentence of between three and 15 years of imprisonment. Individuals have the right to file a complaint with the police against anyone who they deem to have defamed the monarch and members of the royal family. Police investigations often take years to process. There are about 32 lèse majesté cases pending with the Police Investigations Bureau, including the following:

2180. On 23 June 2009, Mr Jitsanu Promsorn, a leader of the movement “United Front for Democracy against Dictatorship”, was arrested by police and is to be charged with violating Article 112 of the Criminal Code for allegedly making lèse majesté remarks in a speech he made at Sanam Luang square in Bangkok.

2181. In April 2009, Ms Chronic Premchaiporn, owner of a news website (Prachatai.com) was arrested and charged with contravention of Article 112 of the Criminal Code. The charges relate to a comment posted by one user on her website which allegedly berated Queen Sirikit. Ms Premchaiporn faces multiple counts that could, potentially, lead to an extended prison sentence.

2182. On 20 January 2009, Dr. Giles Ji Ungpakorn, an associate Professor of political science at Chulalongkorn University, was charged with lèse majesté following a complaint received by police that his book entitled “A Coup for the Rich”, insulted the monarchy. The academic left for the United Kingdom on 8 February 2009 citing fears that he would not have a fair trial in Thailand.

2183. On 6 November 2008, Ms Boonyuen Prasertying, leader of the Progressive Citizen Group, was sentenced to 12 years of imprisonment for defaming the Heir Apparent, with the penalty reduced to six years due to her guilty plea. Ms Prasertying was involved in demonstrations at Sanam Luang to protest against the military change of Government in 2006, and turned herself into the police on 15 August 2008 after being informed that she had been charged with lèse majesté.

2184. In July 2008, Ms Daranee Charnchoengsilpakul, a campaigner for former Prime Minister Thaksin Shinawatra, was arrested after delivering a speech at a rally in Bangkok which criticised the manner by which the change of Government was brought about in 2006 and the monarchy. The trial began at the end of June 2009, with the judge ordering the case to be heard behind closed doors on national-security grounds. Ms Daranee remains in detention pending trial on

charges of lèse majesté, despite being acquitted of other charges arising from the same events. The trial date has been set for 5 August 2009.

2185. In July 2009, police initiated an investigation into the entire Board of the Foreign Correspondents' Club of Thailand (FCCT), including its Vice-President and British Broadcasting Cooperation (BBC) correspondent Mr Jonathan Head, on the grounds of lèse majesté. The FCCT board members include journalists employed by the BBC, Bloomberg, the Wall Street Journal and Inter Press Service. The Board is reportedly being investigated for insulting the monarchy by producing and selling a compilation of DVDs, one of which contains a speech made at the club in August 2007 by Mr Jakrapob Penkair, then Office Minister of former Prime Minister Thaksin Shinawatra. The speech had been criticised as anti-monarchy by an individual who lodged the complaint. In addition, Mr Head had already been facing lèse majesté charges for organizing the seminar which allowed Mr Jakrapob to make the speech. Mr Jakrapob also faced charges of lèse majesté related to the presentation.

2186. The Ministry of Information and Communications Technology (MICT) has blocked 32,500 website pages citing lèse majesté grounds. Justice Minister, His Excellency Pirapan Salirathavibhaga, has called on concerned agencies to take urgent action against websites allegedly critical of the Thai monarchy. More than 10,000 websites are currently being monitored. It has also been reported that dozens of internet users who posted comments on web boards have been arrested and that some will face criminal charges. In 2007, the video sharing website "YouTube" was blocked for several months. In a recent development, the lèse majesté law has been enforced jointly with provisions of the 2007 Computer Crime Act.

2187. Concern was expressed that the aforementioned events may be a direct attempt to prevent independent reporting in Thailand, thus stifling freedom of expression in the country.

Response from the Government

2188. In a letter dated 19 November 2009, the Government informed that Thailand takes allegations concerning the lèse-majesté law very seriously, and will do its utmost to clarify any misunderstanding about the law. The Government provided the following information with regard to lèse-majesté law in Thailand.

2189. The lèse-majesté law is part of Thailand's criminal code, which also contains general provisions on defamation and libel of private individuals. It provides that the King shall be held in a non-violable position and that the King shall be respected and no one shall accuse or file charges of any sort against him. This is in accordance with article 8 of the 2007 Thai Constitution.

2190. The rationale behind the law is to protect Thailand's national security because under the Thai Constitution, the monarchy is one of Thailand's principal institutions. As Thai history has shown, the bond between the Thai people and this principal institution is deeply rooted in the history of the Thai nationhood. Furthermore, the monarchy has been central to the Thai identity, even after Thailand changed from a system of absolute monarchy to a parliamentary democracy with a constitutional monarchy in 1932.

2191. The law also gives protection to the rights or reputation of the King, the Queen, the Heir-apparent, or the Regent in a similar way libel law –which is a criminal offence- does for commoners. However, because of their exalted position – the King and other members of the Royal Family are above politics and are held with high reverence by the people- Thai law does not provide for the monarchy to take legal action against and be in conflict with the people or allow them to comment or act in their own defence. The rationale is also similar to the law on contempt of court. These institutions should remain above conflict and not be drawn into one.

2192. The law concerning *lèse-majesté* has been enacted not by any demand from those it aims to protect. The King himself is not to be averse of criticisms, having publicly expressed, in a nationwide address, his discomfort with the *lèse-majesté* law and his disagreement with the notion that “the King can do no wrong”. However, the King is not in a position to amend the law, which has the support of the general public. Legislative power lies entirely with the Parliament, which exercises the will of the Thai people.

2193. Due to what the King has done for their well-being, most Thais are profoundly respectful and highly protective toward the King. Such is part of the cultural or social values that have shaped the Thai public’s views regarding the *lèse-majesté* law and the protection of the monarchy as a principal institution.

2194. There is a real concern that in recent years, and amidst political differences, the monarchy has, for various reasons, been drawn into the current domestic political situation. In certain instances, the views expressed against the monarchy have been such that they advocate hatred or hostile feelings towards this important national institution and could undermine national security. Such a situation has prompted relevant government agencies to increase their monitoring and enforcement of applicable laws wherever violations occur.

2195. However, the Royal Thai Government recognizes that there have been problems with the enforcement of the *lèse-majesté* law, which have led to its abuse. The conditions for its enforcement will therefore be clarified. The Prime Minister has stated that the Government must uphold the laws, but would not allow people to interpret the laws too liberally and abuse them. He has already discussed with the Royal Thai Police about the necessity of enforcing the law with caution so that the law would not be abused. He has instructed the Ministry of Justice to draw up standard operation procedures so that the public knows the boundaries of this law.

2196. Thailand is committed to upholding the rights of all persons to freedom of opinion and expression as stipulated in the ICCPR and the 2007 Thai Constitution. The *lèse-majesté* law is not aimed at curbing these rights, nor the legitimate exercise of academic freedom, including the debates concerning the monarchy as an institution, which have taken place in the past. However, when these comments and opinions amount to accusations, then the person concerned should also be held accountable for the views expressed. This applies whether the target of such accusations is an individual or the monarchy. The difference lies in the fact that the monarchy is constrained in defending itself against those accusations.

2197. The *lèse-majesté* law serves not only the purpose of upholding national security, but also provides such protection to the monarchy.

2198. As with other criminal offences, proceedings on lèse-majesté cases are conducted in accordance with due legal process. Under the Thai Criminal Procedure Code, a person who finds a suspected lèse-majesté act may, on his or her own, set in motion legal prosecution by lodging a formal complaint with the relevant authorities. Facts and evidence must then be gathered and investigated first by the police to establish the case before it can be submitted and screened by the public prosecutor in accordance with due process of law. Only thereafter may the public prosecutor bring the case before the court. Here it should be noted that complaints are dropped if the police finds no ground to proceed.

2199. According to the police statistics, in 2006, the police received 44 complaints related to Section 112 of the Criminal Code. Of these, the police recommended that 31 cases should not be prosecuted. In 2007, the police recommended prosecution in only 7 out of 36 cases. In 2008, out of a total of 56 cases, they recommended the public prosecutor to proceed with 20 and not to prosecute 8. Four cases were dropped and 24 remain under investigation.

2200. Throughout the legal process, the defendant has the right to contest the charges and the right to a fair trial, as well as assistance from a legal counsel, if the case is brought before the court.

2201. The court may decide to hold a trial on a lèse-majesté case in camera. Thai law provides that the judge may use discretion to hold closed trials in certain cases if they deemed to involve sensitive matters in the interest of public order, good morals or national security, which is consistent with practice in other countries as well as the relevant international law (art. 14 of the ICCPR).

2202. As for those found guilty, they have the right to appeal to higher courts, and once their cases become final, they may request royal pardons. It is not uncommon for royal pardons to be granted in such cases.

Observations

2203. The Special Rapporteur thanks the Government for its responses, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 31 March 2009, 26 February 2008, 15 February 2008, 16 March 2007, 19 December 2006, 30 November 2006, 21 September 2006, 28 March 2006, 28 December 2004, 28 June 2004 and 27 May 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

2204. The Special Rapporteur remains concerned about the situation of staff members of the Working Group on Justice for Peace, and more largely of defenders operating in the Pattani, Narathiwat and Yala provinces. She urges the Government to make every effort to ensure that they can operate in a safe and conducive environment.

Tunisia

Lettre d'allégations

2205. Le 12 janvier 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement sur la situation de situation de **Adnane Haji, Béchir Labidi, Adel el Jayari, Tayeb Ben Othmane, Tarek Hlimi, Hassen Ben Abdallah, Maher Fajraoui, Fayçal Ben Amor, Sami Ben Ahmed dit Amid, Haroun Halimi, Ghanem Chraïti, Moudhafer Labidi, Ridha Ezzedinne, Abdessalem Hlati, Abid Klayifi, Rachid Idaoui, Fahem Boukaddouss, Boubaker Ben Boubaker, Hafnaoui Ben Othman, Mahmoud Raddadi, Hedi Bouslah, Ridha Amaïdi, Issam Fejraoui, Thamer Maghzaoui, Mouhieddine Cherbib, Mouadh Ahmadi, Abdallah Fajraoui, Mohamed Baldi, Radhouane Bouzayane, Makram Majdi, Othman Ben Othman, Mahmoud Helali, Mohsen Amidi**, membres du mouvement de protestation sociale dans la région de Gafsa. M. Adnane Haji a fait l'objet d'un appel urgent envoyé par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, l'ancien Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture, l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme et l'ancienne Vice-présidente du Groupe de Travail sur la détention arbitraire le 10 avril 2008. Selon les informations reçues:

2206. Le 11 décembre 2008, la Chambre criminelle du Tribunal de première instance de Gafsa aurait retenu les charges de « participation à une entente criminelle en vue de commettre des attentats contre les personnes et les biens, rébellion armée commise par plus de dix personnes et troubles à l'ordre public » contre les 33 personnes précitées et les aurait condamnées à des peines allant de deux ans d'emprisonnement avec sursis à dix ans et un mois de prison ferme. Cinq autres personnes auraient été relaxées dans le cadre de ce procès.

2207. Il est allégué que ces 33 personnes n'auraient pas bénéficié d'un procès juste et équitable dans la mesure où les droits de la défense n'auraient pas été respectés. En effet, la défense n'aurait pu présenter sa plaidoirie et les prévenus n'auraient été interrogés. Par ailleurs, le verdict aurait ignoré les éléments de l'ordonnance de clôture du juge d'instruction faisant mention des stigmates physiques (traces de coups, hématomes) qu'il aurait constatés sur 10 des 38 prévenus.

2208. Les 33 personnes condamnées dans le cadre de cette affaire auraient interjeté appel et l'audience en appel se tiendrait devant la Cour d'appel de Gafsa le 13 janvier 2009.

2209. Des craintes sont exprimées quant au fait que la condamnation en première instance des 33 personnes précitées soit liée à leurs activités non-violentes de promotion et protection des droits de l'homme. Des craintes sont également exprimées que les dysfonctionnements précités lors du procès en première instance aient compromis le principe du droit à un procès équitable. Il est à craindre que des dysfonctionnements graves affectent également le bon déroulement du procès en appel.

Réponse du Gouvernement

2210. Le 31 mars 2009, le Gouvernement tunisien a répondu à la lettre d'allégations du 12 janvier 2009. Le Gouvernement précise que les prévenus visés dans la communication ont constitué une entente, sur fond de certains troubles enregistrés dans la région de Gafsa, afin d'appeler à la désobéissance publique, transformant ainsi le mouvement de contestation pacifique en une véritable rébellion comme l'indique notamment la diffusion de tracts d'incitation à la commission d'actes d'agression et des voies de fait contre les forces de l'ordre. Au cours de la manifestation, les agents ont été la cible de cocktails Molotov et de jets de pierre et les édifices publics et privés, les voitures et les vitrines de commerce ont subi des dégâts graves. Un rapport détaillé de ces dommages, appuyé par des expertises techniques et illustré par des photos, est inclus dans le dossier de l'instruction.

2211. Contrairement à ce qui est allégué, le tribunal de première instance de Gafsa a consigné les allégations de mauvais traitements présentés par les prévenus dans les procès-verbaux d'audience. Quant à l'examen des allégations de mauvais traitements, toute la procédure d'instruction a été soumise au contrôle de la Chambre d'accusation puis de la Cour de cassation et les autorités tunisiennes n'ont constaté aucun motif raisonnable laissant croire qu'un acte de mauvais traitement ait été commis. Le juge d'instruction a d'une part, constaté des écorchures et de légers hématomes sur certains des prévenus et d'autre part verser au dossier des expertises médicales faisant état de blessures et de traces de violence à l'encontre de 7 agents de l'ordre. Des heurts entre manifestants violents et forces de l'ordre ne pouvaient pas ne pas laisser des traces physiques dans les deux camps. La qualification de mauvais traitements ne pouvait être retenue dès lors que les écorchures et hématomes étaient dus aux affrontements que les prévenus ont eux-mêmes provoqués.

2212. La Cour de cassation a examiné et rejeté la requête tendant à l'annulation des poursuites au motif que les aveux des prévenus auraient été extorqués sous la contrainte. La Cour de cassation a notamment conclu qu'« aucun acte d'agression ne pouvait être imputé aux officiers en charge de l'enquête préliminaire ce qui est de nature à écarter toute contestation de légalité relative aux actes accomplis par eux ».

2213. Concernant le respect des droits de la défense des prévenus, les procédures d'instruction et de jugement se sont déroulées conformément à la législation en vigueur et dans le respect total des droits de la défense des prévenus. Le procès des prévenus s'est tenu publiquement en première instance devant le tribunal de première instance de Gafsa. L'allégation selon laquelle « la défense n'aurait pas pu présenter sa plaidoirie et les prévenus n'auraient pas été interrogés » est une allégation dénuée de tout fondement. Dès le début de l'audience, certains des avocats de la défense ont affiché leur hostilité au respect de la procédure telle que prévue par la loi s'opposant à la poursuite normale de l'examen du dossier et appelant leurs clients à refuser tout interrogatoire. Appelés par le tribunal à présenter leurs plaidoiries afin que leurs demandes formelles soient examinées en même temps que l'examen du dossier sur le fond, ces avocats s'y sont refusés. Le tribunal a dû alors renvoyer l'affaire en délibéré. Les prévenus condamnés ont interjeté appel du jugement. Au cours de l'audience, la Cour a procédé à l'interrogatoire des prévenus avant de donner la parole aux avocats qui ont présenté leurs moyens. La Cour a rendu son verdict le 4 février 2009, revoyant à la baisse les peines prononcées à l'encontre de prévenus, non en état de fuite.

2214. Les prévenus condamnés n'ont jamais été mis en cause pour des faits en rapport avec des activités touchant à la défense des droits de l'homme mais pour des faits érigés en infraction par la loi ayant trait au port d'armes, fabrication de cocktails Molotov, agression des agents de l'ordre et détérioration des biens publics et privés. Aucun des chefs de poursuite ne se rapporte à des activités en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme. La condamnation des prévenus n'est donc pas en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme. La législation tunisienne et notamment la loi du 24 janvier 1969 régit les réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements. Le régime institué par cette loi est très favorable à l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation puisqu'il ne les soumet à aucune autorisation préalable. C'est dans ce cadre légal que plusieurs des habitants de la région de Gafsa ont exercé leur liberté de manifester pacifiquement. Il est toutefois regrettable que certains individus, dont les prévenus susvisés, se soient confondus au sein des manifestants pour appeler à la désobéissance publique et porter atteinte aux personnes et aux biens. Dans ce cas, il y a violation de la loi pénale et non exercice de la liberté de réunion et de manifestation. A cet égard, il y a lieu de rappeler que la Constitution tunisienne et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques insistent sur le respect de la sécurité et l'ordre public lors de l'exercice du droit de réunion et de contestation. L'article 21 du Pacte précise que le droit de réunion garanti est le droit de réunion « pacifique ». Il est nécessaire de distinguer les activités de défense des droits de l'homme des activités délictueuses qui portent atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Etant justifiées par des faits délictueux commis, les condamnations prononcées à l'encontre des prévenus reconnus coupables ne violent donc aucun des instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

Lettre d'allégations

2215. Le 26 juin 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement concernant l'annulation du 5ème Congrès de la **Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH)** et l'invalidation des instances et décisions en émanant. Selon les informations reçues :

2216. Le 11 juin 2009, la Cour de cassation tunisienne aurait confirmé l'annulation du 5ème Congrès de la LTDH tenu en octobre 2000 prononcée par les juridictions de première instance et d'appel, ainsi que l'invalidation des instances et décisions qui en avaient émané. Le Comité directeur de la LTDH serait dans l'obligation de convoquer un nouveau congrès dans un délai d'un an.

2217. La procédure en annulation du 5ème Congrès de la LTDH faisait suite à une plainte déposée par quatre militants présentés comme proches du parti au pouvoir et qui escomptaient siéger au sein des instances dirigeantes de la LTDH. Comme ils n'avaient pas été élus, ils avaient alors contesté la légalité du congrès.

2218. Des craintes sont exprimées que la confirmation par la Cour de cassation de l'annulation du 5ème Congrès de la LTDH et l'invalidation des instances et décisions en émanant soient liées aux activités de défense des droits de l'homme de la LTDH. Des craintes sont également

exprimées quant au harcèlement judiciaire dont la LTDH et ses membres font l'objet depuis ces dernières années.

Réponse du Gouvernement

2219. Le 5 novembre 2009, le Gouvernement tunisien a répondu à la lettre d'allégations du 26 juin 2009. Le Gouvernement précise que l'arrêt rendu par la Cour de cassation tunisienne le 11 juin 2009 constitue l'épilogue d'une action judiciaire opposant des membres de la LTDH. L'objet du litige démontre qu'il ne s'agit nullement d'un harcèlement judiciaire de la LTDH mais plutôt de l'exercice par les membres de cette association de leur droit fondamental de recourir à la justice pour résoudre un différend né de leurs relations.

2220. Contrairement aux allégations avancées dans la présente communication, le litige n'est nullement en rapport avec un soi-disant échec de certains militants dits « proches du parti au pouvoir » aux élections. Il a plutôt trait à la constatation de plusieurs violations des statuts de la LTDH et de son règlement intérieur et notamment la composition irrégulière de l'Assemblée générale élective et du Comité directeur de l'association. Après examen de l'ensemble des griefs présentés par les demandeurs et des moyens de défense formulés par les défendeurs, le Tribunal de première instance de Tunis a décidé, par jugement du 12 février 2001, l'annulation des actes de l'Assemblée générale élective, des décisions y émanant et des structures qui en sont issues en ordonnant au Comité directeur qui présidait aux destinées de la LTDH, la tenue d'une nouvelle Assemblée générale dans le respect des statuts de la LTDH et de son règlement intérieur.

2221. La Cour d'appel de Tunis a partiellement infirmé le jugement de première instance en confiant l'organisation de la nouvelle Assemblée générale élective, non au Comité directeur sortant, mais plutôt au Comité directeur issu du cinquième Congrès lui fixant, pour ce faire, un délai d'un an. Un recours en cassation a été intenté par la présidente du cinquième Congrès électif et le Comité directeur qui en est issu contestant la décision d'annulation. Un second recours a été intenté par les militants de la LTDH, à l'origine de l'action en annulation, contestant la décision de confier l'organisation de la nouvelle Assemblée au Comité directeur issu de l'Assemblée annulée. La Cour de cassation a rejeté les deux recours par un arrêt rendu le 11 juin 2009.

2222. L'annulation de la cinquième Assemblée générale élective de la LTDH a donc été prononcée suite à un procès ayant opposé une partie de ses militants à la présidente de ladite assemblée ainsi qu'au représentant légal de la LTDH. Ainsi les autorités tunisiennes expriment-elles leur vif étonnement de la qualification « d'harcèlement judiciaire » de l'exercice par des militants de la société civile de leur droit fondamental d'accès à la justice.

2223. Concernant les bases légales de l'annulation de la cinquième Assemblée générale élective de la LTDH, cette décision est notamment fondée sur les éléments suivants :

- Constatant qu'il n'y a aucun texte spécial réservant la compétence pour connaître des actions en contestation de la validité des Assemblées générales des associations à une structure ou juridiction autres que ledit tribunal, la Cour a déduit, en application de l'article 40 du Code de procédure civile et commerciale que la compétence des tribunaux pour connaître de ce litige demeure entière rejetant ainsi le déclinatoire de compétence formulé par le représentant légal de la LTDH ainsi que le présidente du cinquième

Congrès qui avaient soutenu que les tribunaux sont incompétents pour connaître des litiges opposant l'association à ses membres ;

- Contrairement aux allégations des défendeurs, les statuts de la LTDH ainsi que son règlement intérieur n'ont posé aucune restriction au droit des membres de recourir à la justice. Les juges ont constaté, à cet égard, qu'il n'y a aucune disposition qui obligerait les membres de la LTDH à soumettre le litige à une Assemblée générale extraordinaire avant d'en référer aux tribunaux ;
- Les conditions d'ester en justice, à savoir la qualité et l'intérêt des demandeurs à agir, sont remplies, conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure civile et commerciale ;
- En réponse aux défendeurs qui ont estimé que les décisions et actes de l'Assemblée générale ne peuvent être attaqués devant la justice, les juges ont estimé que les actes des associations ne bénéficient pas d'une quelconque immunité et peuvent être soumises au contrôle de la justice afin d'assurer leur régularité et le respect des droits de la minorité des adhérents face à d'éventuels abus de la majorité ;
- La cour de cassation a noté que les défendeurs ont reconnu ne pas avoir procédé au renouvellement des Comités des sections de la LTDH et que les cartes d'adhérents n'ont pas été distribuées. Il en est résulté un non renouvellement de la base électorale ce qui entache l'Assemblée générale d'irrégularité. Cette solution a été fondée sur l'article 15 du règlement intérieur de la LTDH qui dispose notamment que l'Assemblée générale doit comprendre les membres du Comité directeur, les membres des Comités de sections et un représentant de chaque groupe de 50 adhérents élu par l'Assemblée générale des sections ;
- Le juges ont constaté le refus catégorique et obstiné de la présidente du Congrès ainsi que du représentant légal de la LTDH de présenter à la justice les actes de l'Assemblée contestée afin d'examiner la régularité de ses travaux. Cette attitude a justifié le recours des juges à l'article 421 du Code tunisien des obligations et des contrats. Il est donc clair que les défendeurs en refusant de présenter à la justice les documents relatifs au Congrès contesté, se sont retranchés derrière une attitude négative qui constitue une véritable obstruction à la justice.

Appel urgent

2224. Le 30 juin 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent concernant des actes de harcèlement répétés contre un nombre de défenseurs des droits de l'homme tunisiens, y compris Me **Radia Nasraoui**, présidente de l'Association de lutte contre la torture en Tunisie, Me **Raouf Ayadi**, ancien Secrétaire général du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT), M. **Hamma Hammami**, mari de Me Nasraoui, Me **Samir Dilou**, avocat membre de l'Association internationale de soutien aux prisonniers politiques, et Me **Abdelwahab Maatar**. Me Nasraoui, Me Ayadi, M. Hamma Hammami et Me Dilou ont fait l'objet de nombreuses

communications envoyées par les Procédures Spéciales depuis 2004. Selon les nouvelles informations reçues :

2225. Le 23 juin 2009, de retour de Genève, Me Nasraoui et Me Ayadi auraient été violemment agressés par un groupe de policiers en civil à l'aéroport de Tunis-Carthage. Ceux-ci auraient sommés Me Nasraoui, Me Ayadi, ainsi que Me Dilou également présent, de les suivre dans un bureau afin d'effectuer une fouille corporelle. En l'absence de justification légale fournie par les policiers, Me Ayadi aurait refusé de se soumettre à cette fouille et aurait été roué de coups par quatre policiers, devant les voyageurs présents. Ses vêtements auraient également été déchirés. Il aurait ensuite été transporté de force dans une pièce isolée où il aurait à nouveau été battu ainsi qu'insulté, puis soumis à la fouille corporelle. Les documents professionnels contenus dans les bagages des trois avocats auraient été inspectés. Les documents de Me Dilou auraient également été aspergés d'un produit chimique afin de les rendre illisibles.

2226. Au même moment, Me Nasroui, témoin de la scène, aurait appelé son mari, M. Hammami, qui l'attendait alors dans la zone d'arrivée. Un policier lui aurait tordu le bras afin d'interrompre la conversation téléphonique et l'aurait jetée à terre et trainée jusqu'à un bureau où elle aurait été fouillée. Son téléphone et son ordinateur portable auraient été jetés plus loin. Me Nasraoui souffrirait de contusions au bras droit.

2227. En quittant la zone de contrôle, Me Nasraoui et Me Ayadi auraient à nouveau insultés par les agents de la sécurité d'Etat de la force qui les escortaient. M. Hammami aurait été violenté alors qu'il protestait contre ce qui venait d'arriver. Un policier aurait porté un violent coup de pied à Me Ayadi, lui entaillant le genou.

2228. Le même jour, Me Mataar aurait subi un traitement similaire à l'aéroport de Sfax, à son retour de Paris. Il aurait également refusé de subir une fouille corporelle et aurait été détenu pendant deux heures. Un policier lui aurait donné un coup de poing au visage, brisant ses lunettes.

2229. Le 19 mai 2009, Me Nasraoui, de retour de Paris où elle avait été invitée à participer à une conférence organisée par des candidats aux récentes élections européennes, aurait subi une fouille de ses affaires (valise et sacoches) avant de se voir intimer l'ordre d'obtempérer pour une fouille corporelle. Me Nasraoui s'y serait opposée et aurait alors été insultée et escortée jusqu'en dehors de l'aéroport.

2230. De sérieuses craintes sont exprimées quant au fait que les mesures de fouilles corporelles répétées et l'usage excessif de la force contre Me Nasraoui, Me Ayadi, Me Mataar, Me Dilou et M. Hammami soient liés à leurs activités légitimes et non-violentes de défense des droits de l'homme. Des craintes similaires sont exprimées quant au fait que ces nouveaux actes s'inscrivent dans une campagne d'humiliation et d'intimidation à l'égard des personnes précitées.

2231. Par ailleurs, nous souhaitons attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur le fait que Me Nasraoui et Me Mokhtar Trifi, Président de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, se sont entretenus avec la Rapporteuse Spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme en Tunisie le 30 juin 2009 à Genève. Eu égard aux faits précités et du fait de leur retour imminent en Tunisie, nous souhaitons exprimer de vives craintes pour l'intégrité physique et morale de Me Nasraoui et Me Trifi.

Lettre d'allégations

2232. Le 15 juillet 2009, la Rapporteuse spéciale a envoyé une lettre d'allégations au Gouvernement concernant le refus d'octroyer un passeport à M. **Mhamed Mestiri**, étudiant en master d'économie à l'Université de Toulouse (France) et fils de Mme Sihem Bensedrine, journaliste, porte-parole et fondatrice du Conseil national pour les libertés en Tunisie, secrétaire générale de l'Observatoire pour la liberté de presse et lauréate du Prix de la Paix 2008 décerné par la Fondation danoise pour la paix. Selon les informations reçues :

2233. Le 15 juillet 2008, M. Mhamed Mestiri aurait effectué une demande de renouvellement de passeport auprès du consulat tunisien à Toulouse et une attestation portant la référence 109/2008 lui aurait été délivrée. Il aurait alors été informé qu'il y aurait un délai d'attente d'un mois. Un mois plus tard, M. Mhamed Mestiri se serait enquis de l'avancée de la procédure et il lui aurait été demandé de recontacter le consulat deux semaines plus tard, ce qu'il fit, en vain. Malgré plusieurs rappels, aucune réponse ne serait à ce jour parvenue à M. Mhamed Mestiri. Un an plus tard, M. Mhamed Mestiri n'aurait toujours pas reçu de passeport.

2234. L'absence de passeport tunisien serait problématique pour M. Mhamed Mestiri à plusieurs niveaux. Tout d'abord, M. Mhamed Mestiri ne pourrait disposer d'un titre de séjour définitif en France (NB : M. Mhamed Mestiri a pu obtenir une attestation provisoire de séjour pour régulariser sa situation en France). Par ailleurs, M. Mhamed Mestiri serait dans l'impossibilité d'effectuer un stage à l'étranger dans le cadre de ses études universitaires. Hors, ce stage serait obligatoire et essentiel dans l'obtention de son diplôme.

2235. Des craintes sont exprimées quant au fait que le refus d'octroyer un passeport à M. Mhamed Mestiri soit lié aux activités légitimes de défense des droits de l'homme de sa mère, Mme Sihem Bensedrine.

Lettre d'allégations

2236. Le 5 octobre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, a envoyé une lettre d'allégations concernant la situation des 38 membres du mouvement de protestation sociale dans la région de Gafsa, **Fayçal Ben Ahmed Ben Hassan Ben Amor, Hafnaoui Ben Tahar Ben Othmane, Ali Ben Soltane Ben Ibrahim Jedidi, Thameur Ben Amor Ben Younes Maghzaoui, Ridha Ben Salah Ben Arbi Ezzeddini, Issam Ben Amor Ben Tayeb Fajraoui, Mouadh Ben Nasser Ben Sassi Ahmadi, Abdessalem Ben Mohamed Ben Ali Helali, Mahmoud Ben Mohamed Imam Ben Mohamed Raddadi, Hedi Ben Amor Ben Ali Bouslahi, Abdallah Ben Soltane Ben Ahmed Fajraoui, Mohamed Ben Salah Ben Makki Al-Baldi, Tarek Ben Mohamed Salah Ben Boubakeur Hlimi, Bechir Ben Mohamed Ben Othmane Abidi, Adel Ben Ali Ben Salah Jayyar, Ismaïl Ben Abdelaziz Ben Farah Aljawhari, Lazhar Ben Ahmed Ben Ammar Ben Abdelmalek, Moudhaffar Ben Bechir Ben Mohamed Abidi, Haroun Ben Mohamed Salah Ben Boubakeur Hlimi, Taïeb Ben Abderrahmane Bellassoued Ben Othmane, Boubakeur Ben Mohamed Al-Arbi Ben Boubakeur, Radhouane Ben Mohamed Ben Ahmed Bouzayyane, Makram Ben Houcine Ben Ali Majdi, Adnane Hajji, Sami Ben Mohamed Ben Tahar Ben Ahmed alias Sami Amaydi, Othman Ben Abderrahman Bellassoued Ben**

Othman, Ghanem Ben Boujoumaâ Ben Naoui Chrayti, Mahmoud Ben Ali Ben Mohamed Helali, Boujoumaa Ben Naoui Ben Ali Chrayti, Abid Ben Ahmed Ben Messaoud Khlayfi, Habib Ben Abbas Khedhir, Rachid Ben Salah Ben Ali Abdaoui, Hassaan Ben Taïeb Ben Messaoud Ben Abdallah, Mohsen Ben Ahmed Ben Ali Aamaydi, Maher Ben Mohamed Ben Amara Fajraoui, Ridha Ben Lazhari Ben Mohamed Aamaydi, Fahem Ben Kefi Ben Amara Boukaddous et Mouhieddine Ben Amor Ben Mostapha Cherbib. Ce cas a fait l'objet d'un appel urgent envoyé par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, l'ancien Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture, l'ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme et l'ancienne Vice-présidente du Groupe de Travail sur la détention arbitraire le 10 avril 2008. Une lettre d'allégation a également été envoyée le 12 janvier 2009. Nous accusons réception des réponses du gouvernement de votre Excellence aux communications précitées datées du 5 février et du 31 mars 2009 respectivement. Selon les informations reçues :

2237. Le 22 août 2009, la Cour de cassation de Tunis aurait rejeté le pourvoi en cassation des 38 membres précités du mouvement du bassin minier de Gafsa. Cette décision confirme les peines prononcées en appel allant de deux à huit ans de prison ferme à l'encontre de ces personnes pour « participation à une entente criminelle en vue de commettre des attentats contre les personnes et les biens, rébellion armée commise par plus de dix personnes et troubles à l'ordre public ».

2238. Il est allégué que ces personnes n'auraient pas bénéficié d'un procès juste et équitable dans la mesure où les droits de la défense n'auraient pas été respectés. Il est allégué que le 3 février 2009, la Cour d'appel de Gafsa aurait rendu son jugement sans statuer sur les allégations de torture et les irrégularités du dossier soulevées par les avocats de la défense depuis le début du procès. Par ailleurs, le Procureur n'aurait pas fait de réquisitoire.

2239. Il est également allégué que 33 des ces 38 condamnés seraient détenus dans des centres de détention éloignés de leurs familles dont ils dépendent matériellement, les autres étant en fuite.

2240. Des craintes sont exprimées quant au fait que la condamnation des 38 personnes précitées soit liée à leurs activités non violentes de promotion et protection des droits de l'homme. Des craintes sont également exprimées que les dysfonctionnements cités lors du procès aient compromis le principe du droit à un procès équitable. Compte tenu des allégations d'actes de torture formulées, des craintes sont également exprimées quant à l'intégrité physique et mentale des prisonniers.

Réponse du Gouvernement

2241. Le 25 janvier 2010, le Gouvernement tunisien a répondu à la lettre d'allégations du 5 octobre 2010. Le Gouvernement précise que selon les éléments de l'instruction préparatoire diligentée par le procureur de la République de Gafsa, les prévenus visés dans la communication ont constitué une entente, sur fond de certains troubles enregistrés dans la région de Gafsa, sud de la Tunisie, afin d'appeler à la désobéissance publique, transformant ainsi le mouvement de contestation pacifique en une véritable rébellion comme l'indique notamment la diffusion de tracts d'incitation à la commission d'actes d'agression et des voies de fait contre les forces de l'ordre.

2242. Les prévenus avaient effectivement mis leur plan à exécution se mettant à la tête d'une manifestation de plusieurs dizaines de personnes au cours de laquelle les agents de l'ordre public étaient la cible de cocktails Molotov et de jets de pierre provoquant ainsi des lésions corporelles à plusieurs d'entre eux. Les édifices publics et privés, voitures et vitrines de commerce n'ont pas été épargnés subissant également des dégâts graves. Il s'en est suivi un état de panique parmi les populations de la région de Gafsa dont la sécurité était bel et bien menacée.

2243. Dans le cadre de l'instruction préparatoire, le juge d'instruction en charge du dossier, a procédé à plusieurs auditions et notamment celle de 7 agents de l'ordre ayant présenté chacun des expertises médicales faisant état de blessures et de traces de violence occasionnées par des jets de pierre et des coups de bâton.

2244. Par ailleurs, un rapport détaillé des dommages aux édifices publics et privés, appuyé par des expertises techniques et illustré par des photos des édifices saccagés, est inclus dans le dossier de l'instruction.

2245. L'allégation selon laquelle la Cour d'appel de Gafsa avait rendu son jugement « sans statuer sur les allégations de torture et les irrégularités du dossier soulevé par les avocats de la défense depuis le début du procès » est, en fait, une allégation dépourvue de tout fondement. En effet, la cour a consigné ces allégations dans les procès-verbaux d'audience.

2246. Quant à l'examen des allégations de mauvais traitements et d'irrégularité du dossier, toute la procédure d'instruction a été soumise au contrôle de la Chambre d'accusation puis de la Cour de cassation, saisie sur pourvoi formé par certains des prévenus contre l'arrêt de la chambre d'accusation.

2247. En réponse au grief tiré de la nullité des poursuites au motif que les aveux des prévenus aurait été extorqués sous la contrainte, la Cour de cassation a rejeté, par son arrêt du 15 novembre 2008, ledit grief motivant son arrêt par le fait que les allégations des prévenus « n'étaient reflétées dans aucune des pièces du dossier dès lors que les traces d'écorchures et de légers hématomes, constatées sur certains d'entre eux, évoquaient plutôt qu'elles étaient causées par l'affrontement des prévenus aux forces de l'ordre et ne sont nullement en rapport avec les officiers de police judiciaire chargés quant à eux de diligenter l'enquête » et à la Cour de cassation de conclure qu' « aucun acte d'agression ne pouvait être imputé aux officiers en charge de l'enquête préliminaire ce qui est de nature à écarter toute contestation de légalité relative aux actes par eux accomplis ».

2248. Ainsi, l'allégation de mauvais traitements a été examinée et tranchée par la Cour de cassation, juridiction dotée du pouvoir de contrôler la régularité des actes d'instruction, laquelle a rendu une décision de rejet, passée en force de chose jugée sur ce grief. En outre l'affrontement violent des prévenus aux forces de l'ordre est certainement de nature à causer des blessures aux deux parties. C'est dans ce cadre que le juge d'instruction a, d'une part, constaté des écorchures et de légers hématomes sur certains des prévenus et a versé, d'autre part, au dossier des expertises médicales dont 7 agents de l'ordre étaient concernés, expertises faisant état de blessures et de traces de violence occasionnées par des jets de pierre et des coups de bâton. La qualification « d'actes de mauvais traitements » ne pouvait être retenue pour les légers écorchures et hématomes des lors qu'ils étaient dus aux affrontements que les prévenus ont eux-

mêmes provoqués. Il est à préciser qu'aucun des prévenus ou des membres de leurs familles ou de leurs avocats n'a déposé de plainte indépendante pour mauvais traitements.

2249. En l'espèce, les autorités tunisiennes n'ont constaté aucun motif raisonnable laissant croire qu'un acte de mauvais traitement ait été commis. En l'espece, les autorités tunisiennes n'ont constaté aucun « motif raisonnable » laissant croire qu'un acte de mauvais traitement ait été commis. En effet, chacun des prévenus étaient en droit, durant sa garde à vue, de demander, conformément à l'article 13 bis du Code de procédure pénale, qu'il soit soumis à examen médical. Cette possibilité appartient également aux membres de leurs familles qui peuvent demander l'examen médical pour leurs proches même si ceux-ci ne l'ont pas fait. Un tel droit a pour objectif de permettre aux détenus de faire constater les traces, physique ou psychologique, de mauvais traitements subis lors de la garde à vue. Les procès-verbaux de la garde à vue font état de l'information donnée aux prévenus de leur droit de demander d'être soumis à un examen médical, ceux-ci avaient déclaré ne pas en avoir besoin. En outre, aucun des membres de leurs familles n'avait présenté de demande dans ce sens ce qui révèle le caractère infondé des allégations de mauvais traitements formulés par les prévenus.

2250. Concernant le respect des droits de la défense des prévenus, les procédures d'instruction et de jugement se sont déroulées conformément à la législation en vigueur et dans le respect total des droits de la défense des prévenus. En effet, Le Procureur de la République a été immédiatement avisé de l'enquête préliminaire et de la mesure de garde à vue décidée à l'encontre des prévenus pour une période de 3 jours conformément aux articles 11 et 13 bis du Code de procédure pénale. Une prolongation de 3 jours supplémentaires a été décidée par ordonnance écrite et motivée du Procureur de la République pour certains prévenus, dictée par les besoins de l'enquête. L'enquête préliminaire menée par la police judiciaire a donc été effectuée en toute légalité sous le contrôle de la justice.

2251. Dès clôture de l'enquête préliminaire, le procès verbal a été transmis au Ministère public qui a décidé de la libération des prévenus gardés à vue et ordonné un complément d'information. Une instruction préparatoire a été par la suite ordonnée par réquisitoire du Procureur de la République en date du 20 juin 2008 aux fins d'instruire sur les faits reprochés aux prévenus et procéder à tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité.

2252. Après accomplissement de tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité, le juge d'instruction a procédé à la clôture de l'information et a ordonné le renvoi des prévenus devant la Chambre d'accusation avec un exposé détaillé de la procédure et une liste complète des pièces saisies. L'ordonnance de renvoi devant la Chambre d'accusation a été notifié à chacun des prévenus qui ont décidé d'interjeter appel de l'ordonnance. La chambre d'accusation a rejeté le recours en appel et renvoyé les trois prévenus devant la juridiction compétente pour répondre notamment des chefs d'accusation suivants :

- affiliation à une bande et participation à une entente dans le but de préparer et de commettre un attentat contre les personnes et les propriétés (articles 131 et 132 du Code pénal) ;
- fourniture de lieux de réunion et de contribution pécuniaire aux membres d'une bande de malfaiteurs (article 133 du Code pénal) ;

- participation à une rébellion armée par plus de dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ;
- Collecte de fonds sans autorisation (décret du 21 décembre 1944)
- Dommage volontaire à la propriété d'autrui (article 304 du code pénal).

2253. Les prévenus se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. La Cour de cassation n'a décelé dans la procédure d'instruction aucune violation de la loi ou atteinte aux droits de la défense et a, par conséquent, décidé le rejet du pourvoi.

2254. Le procès des prévenus s'est tenu publiquement en première instance devant le tribunal de première instance de Gafsa. Lors de cette audience, le tribunal a recueilli la constitution des avocats des prévenus puis a donné suite à la demande de libération de huit d'entre eux et au renvoi de l'affaire, sur demande des avocats, à l'audience du 11 décembre 2008 pour leur permettre de préparer leurs moyens de défense et poursuivre l'examen de l'affaire. La poursuite de l'examen de l'affaire devait permettre, au tribunal, selon les termes de l'article 143 du Code de procédure pénale, après lecture de l'acte d'accusation, de procéder à l'interrogatoire des prévenus, de recueillir, le cas échéant, la constitution ainsi que les conclusions de la partie civile pour enfin permettre aux avocats de présenter leurs plaidoiries. Cependant, dès le début de l'audience, certains des avocats de la défense ont affiché leur hostilité au respect de la procédure telle que prévue par la loi s'opposant à la poursuite normale de l'examen du dossier et appelant leurs clients à refuser tout interrogatoire. Appelés par le tribunal à présenter leurs plaidoiries afin que leurs demandes formelles soient examinées en même temps que l'examen du dossier sur le fond, ces avocats s'y sont refusés. Le tribunal a dû alors renvoyer l'affaire en délibéré.

2255. Après délibéré, le tribunal a rendu son verdict décidant de la relaxe de certains des prévenus et condamnant les autres à des peines allant de deux ans d'emprisonnement avec sursis à 10 ans et un mois d'emprisonnement ferme du chef d'entente criminelle portant atteinte aux personnes et aux biens et rébellion armée par plus de dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, jets de pierres sur les propriétés d'autrui et bruit et tapage de nature à troubler la tranquillité des habitants.

2256. Les prévenus condamnés ont interjeté appel du jugement. Au cours de l'audience du 3 février 2009, la Cour a tout d'abord procédé à l'interrogatoire des prévenus. L'allégation selon laquelle le président de la séance aurait refusé de lire l'acte d'accusation est totalement infondée, l'accomplissement de cette formalité étant consigné dans le procès-verbal de l'audience. La Cour d'appel a ensuite donné la parole aux avocats qui ont présenté leurs moyens. La Cour a rendu son verdict le 4 février 2009, revoyant à la baisse les peines prononcées à l'encontre de prévenus, non en état de fuite.

2257. Concernant les bases légales de l'arrêt de la Cour de cassation du 21 août 2009, il y a lieu de préciser que le rejet du pourvoi de Béchir Labidi s'explique par l'omission par l'intéressé d'accomplir les formalités nécessaires à la recevabilité en la forme du pourvoi en cassation. L'intéressé a en effet enfreint à une formalité obligatoire exigée par l'article 263 du Code de procédure pénale selon lequel l'auteur du pourvoi doit, à peine de déchéance, présenter au greffe de la Cour de cassation un mémoire indiquant les moyens du pourvoi et précisant les griefs à

l'encontre de la décision attaquée. Les pourvois des autres prévenus ont été en revanche déclarés, en vertu du même arrêt, recevables en la forme mais ont été rejetés quant au fond. La Cour de cassation s'est prononcée à deux reprises et par des formations différentes sur les allégations de mauvais traitements écartant à chaque fois ces allégations pour inexistence d'une quelconque violation de la Convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2258. Les prévenus condamnés n'ont jamais été mis en cause pour des faits en rapport avec des activités touchant à la défense des droits de l'homme mais pour des faits érigés en infraction par la loi ayant trait au port d'armes, fabrication de cocktails Molotov, agression des agents de l'ordre et détérioration des biens publics et privés. Aucun des chefs de poursuite ne se rapporte à des activités en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme.

2259. La condamnation des prévenus n'est donc pas en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme. La législation tunisienne et notamment la loi du 24 janvier 1969 régit les réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements. Le régime institué par cette loi est très favorable à l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation puisqu'il ne les soumet à aucune autorisation préalable. C'est dans ce cadre légal que plusieurs des habitants de la région de Gafsa ont exercé leur liberté de manifester pacifiquement. Il est toutefois regrettable que certains individus, dont les prévenus susvisés, se soient confondus au sein des manifestants pour appeler à la désobéissance publique et porter atteinte aux personnes et aux biens. Dans ce cas, il y a violation de la loi pénale et non exercice de la liberté de réunion et de manifestation. A cet égard, il y a lieu de rappeler que la Constitution tunisienne et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques insistent sur le respect de la sécurité et l'ordre public lors de l'exercice du droit de réunion et de contestation. L'article 21 du Pacte précise que le droit de réunion garanti est le droit de réunion « pacifique ». Il est nécessaire de distinguer les activités de défense des droits de l'homme des activités délictueuses qui portent atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Etant justifiées par des faits délictueux commis, les condamnations prononcées à l'encontre des prévenus reconnus coupables ne violent donc aucun des instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

2260. Concernant les conditions de détention des prévenus, l'allégation selon laquelle les prévenus condamnés « seraient détenus dans des centres de détention éloignés de leurs familles dont ils dépendent matériellement » mérite éclaircissement. En effet, l'administration pénitentiaire veille à ce que les condamnés soient incarcérés dans les unités pénitentiaires les plus proches des lieux de résidence de leurs familles afin de leur faciliter l'exercice du droit de visite de leurs proches. Cependant, la prison de Gafsa, unité pénitentiaire la plus proche des lieux de résidence des familles des condamnés n'offrant pas, à la date d'incarcération des prévenus, de places libres pouvant les accueillir, ceux-ci ont donc été placés dans les unités pénitentiaires les plus proches offrant des disponibilités d'accueil. Le rapprochement des prévenus incarcérés des lieux de résidence de leurs familles se fait par ordre de priorité selon les disponibilités, les places étant prioritairement affectées aux détenus les plus anciens. L'impératif d'égalité s'oppose absolument à ce que les prévenus visés dans la communication soient préférés à d'autres en les plaçant prioritairement dans la prison de la ville de Gafsa.

2261. Les condamnés incarcérés en vertu des jugements rendus à leur encontre ont bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle et ont été remis en liberté le 4 novembre 2009. Cette libération, accordée pour des considérations humanitaires, trouve son fondement dans l'article 353 du Code de procédure pénale selon lequel la libération conditionnelle peut être accordée « à tout condamné ayant à subir une ou plusieurs peines privatives de liberté qui aura témoigné de son amendement par sa conduite en détention ».

Appel urgent

2262. Le 5 novembre 2009, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, a envoyé un appel urgent au Gouvernement sur la situation de MM. **Taoufik Ben Brik, Slim Boukhdir et Mouldi Zouabi**. M. Ben Brik est journaliste et membre fondateur du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT). M. Slim Boukhdir est le correspondant du journal panarabe Al Quds Al Arabi basé à Londres, du site Internet de la chaîne de télévision satellitaire Al-Arabiya, et membre fondateur de l'association de défense des libertés Liberté et équité. M. Zouabi est journaliste à Radio Kalima. M. Boukhdir a fait l'objet de communications envoyées par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial sur la torture le 6 juin 2008, et par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats le 10 décembre 2007. Nous accusons réception de la réponse du Gouvernement de votre Excellence datée du 1er février 2008. Selon les informations reçues :

2263. Le 28 octobre 2009, M. Boukhdir aurait été enlevé devant son domicile par un groupe d'hommes en tenue civile. M. Boukhdir aurait reconnu l'un des membres du groupe comme étant un policier. Les hommes lui auraient bandé les yeux avant de le forcer à les suivre vers une destination inconnue. M. Boukhdir aurait ensuite été violemment battu, dépouillé de son téléphone et de sa carte d'identité, puis déshabillé avant d'être libéré. M. Boukhdir souffrirait d'une fracture du nez et de problèmes oculaires. Il est allégué que ce passage à tabac ferait suite à une interview de M. Boukhdir par la British Broadcasting Corporation (BBC) au sujet des élections présidentielles et législatives du 25 octobre 2009.

2264. Le même jour, des inconnus auraient tenté de s'introduire chez M. Zouabi à plusieurs reprises. La police, alertée par M. Zouabi, se serait rendue sur les lieux. Il est également allégué que M. Zouabi serait suivi par la police depuis plusieurs jours.

2265. Le 29 octobre 2009, M. Ben Brik aurait été écroué au centre de détention préventive de Bouchoucha, suite à sa convocation au commissariat. Cette arrestation ferait suite à une plainte déposée par une femme affirmant s'être fait agressé par M. Ben Brik le 22 octobre 2009. Il est allégué que l'auteur de cette plainte aurait en fait interpellé M. Ben Brik en l'insultant avant de déchirer ses propres vêtements. M. Ben Brik, qui nierait tout acte de violence à l'encontre de cette femme, devrait comparaître le 19 novembre 2009 devant le Tribunal de première instance de Tunis pour « agression ». Le 2 novembre 2009, le directeur et le sous-directeur de la prison de Mornaguia, près de Tunis, auraient empêché ses avocats de le rencontrer en dépit d'un bulletin de visite signé par le substitut du Procureur. Il est allégué que cette arrestation serait liée à la

publication par M. Ben Brik d'articles sur les violations alléguées des droits de l'homme qui seraient multipliées dans le cadre de la campagne électorale.

2266. Des craintes sont exprimées quant au fait que cette arrestation et ces incidents soient liés aux activités non violentes de promotion et de protection des droits de l'homme de MM. Ben Brik, Boukhdir et Zouabi, et ce dans l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. Compte tenu des allégations d'actes de violences perpétrés à l'encontre de M. Boukhdir, des craintes sont également exprimées quant à son intégrité physique et psychologique.

Réponses du Gouvernement aux communications envoyées avant le 10 décembre 2008

2267. Le 4 février 2009, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent envoyé 10 avril 2008 par la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la torture et le Vice-présidente du Groupe de Travail sur la détention arbitraire concernant la situation de **MM. Adnane Haji, Foued Khenaiissi, Taeïb Ben Othmane et Boujomâa Chraïti.**

2268. Le Gouvernement souligne qu'aucune personne portant l'identité de Foued Khenaiissi ne fait l'objet de poursuites judiciaires. S'agissant des prévenus Adnane Haji, Taeïb Ben Othmane et Boujemaa Chraïti, il convient de préciser que selon les éléments de l'instruction préparatoire diligentée par le Procureur de la République de Gafsa, une entente s'est constituée entre lesdits prévenus afin d'appeler à la désobéissance publique transformant ainsi le mouvement de contestation pacifique en une véritable rébellion comme l'indique notamment la diffusion de tracts d'incitation à la commission d'actes d'agression et des voies de fait contre les forces de l'ordre. Les prévenus ont mis leur plan à exécution en se mettant à la tête d'une manifestation de plusieurs dizaines de personnes au cours de laquelle les agents de l'ordre public étaient la cible de cocktails Molotov et de jets de pierre provoquant ainsi des lésions corporelles à plusieurs d'entre eux. Les édifices publics et privés, voitures et vitrines de commerce n'ont pas été épargnés subissant également des dégâts graves. Il s'en est suivi un état de panique parmi les populations de la région de Gafsa dont la sécurité était bel et bien menacée.

2269. Contrairement à ce qui est allégué, les prévenus n'ont subi en aucune manière de mauvais traitements aussi bien lors de leur arrestation que pendant leur interrogatoire, par la police judiciaire, sur les faits qui leur sont reprochés. Le Procureur de la République a été immédiatement avisé de l'enquête préliminaire et de la mesure de garde à vue décidée à l'encontre des prévenus pour une période de 3 jours conformément aux articles 11 et 13 bis du Code de procédure pénale. Une prolongation de 3 jours supplémentaires a été décidée par ordonnance écrite et motivée du Procureur de la République pour certains prévenus, dictée par les besoins de l'enquête. L'enquête préliminaire menée par la police judiciaire a donc été effectuée en toute légalité sous le contrôle de la justice.

2270. Dès clôture de l'enquête préliminaire, le procès verbal a été transmis au Ministère public qui a décidé de la libération des prévenus gardés à vue et ordonné un complément d'information. Une instruction préparatoire a été par la suite ordonnée par réquisitoire du Procureur de la République en date du 20 juin 2008. Dans ce cadre, le juge d'instruction en charge du dossier a procédé notamment à :

- l'audition du représentant de la municipalité de Redeyef qui a déclaré que les manifestants ont gravement endommagé les biens communaux ;
- l'audition de 7 agents de l'ordre ayant présenté chacun des expertises médicales faisant état de blessures et de traces de violence occasionnées par des jets de pierre et des coups de bâtons.

2271. Le juge d'instruction a décidé, après interrogatoire des prévenus en présence de leurs avocats, en date du 23 juin 2008, de mettre en détention préventive Adnane Haji et Taeïb Ben Othmane, mesure reconnue par l'article 85 du Code de procédure pénale. Boujemaa Chraïti a été mis en liberté provisoire. Le juge d'instruction a ordonné le renvoi des prévenus devant la Chambre d'accusation avec un exposé détaillé de la procédure et une liste complète des pièces saisies. L'ordonnance de renvoi devant la Chambre d'accusation a été notifié à chacun des prévenus qui ont décidé d'interjeter appel de l'ordonnance. La chambre d'accusation a rejeté le recours en appel et renvoyé les trois prévenus devant la juridiction compétente pour répondre notamment des chefs d'accusation suivants :

- affiliation à une bande et participation à une entente dans le but de préparer et de commettre un attentat contre les personnes et les propriétés (articles 131 et 132 du Code pénal) ;
- fourniture de lieux de réunion et de contribution pécuniaire aux membres d'une bande de malfaiteurs (article 133 du Code pénal) ;
- participation à une rébellion armée par plus de dix personnes au cours de laquelle des voies de fait ont été exercées sur un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ;
- Collecte de fonds sans autorisation (décret du 21 décembre 1944)
- Dommage volontaire à la propriété d'autrui (article 304 du code pénal).

2272. Les prévenus se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation. La Cour de cassation n'a décelé dans la procédure d'instruction aucune violation de la loi ou atteinte aux droits de la défense et a, par conséquent, décidé le rejet du pourvoi.

2273. Les détenus Adnane Haji et Taeïb Ben Othmane jouissent, en prison, du droit de recevoir la visite de leurs avocats et des membres de leurs familles, conformément à la réglementation en vigueur et sans restriction aucune. A cet égard, il convient de rappeler que la loi du 14 mai 2001 relative à l'organisation des prisons consacre le droit de tout prévenu à recevoir la visite de l'avocat chargé de sa défense, sans la présence d'un agent de la prison ainsi que la visite des membres de sa famille.

2274. Le procès des prévenus s'est tenu publiquement en première instance devant le tribunal de première instance de Gafsa. Dès le début de l'audience, certains des avocats de la défense ont affiché leur hostilité au respect de la procédure telle que prévue par la loi s'opposant à la poursuite normale de l'examen du dossier et appelant leurs clients à refuser tout interrogatoire. Appelés par le tribunal à présenter leurs plaidoiries afin que leurs demandes formelles soient examinées en même temps que l'examen du dossier sur le fond, ces avocats s'y sont refusés. Le tribunal a dû alors renvoyer l'affaire en délibéré. Le tribunal a rendu son verdict décidant de la

relaxe de 5 des prévenus et condamnant les autres à des peines allant de deux ans d'emprisonnement avec sursis, à 10 ans et un mois d'emprisonnement ferme.

2275. Aucun des prévenus n'a jamais fait l'objet de torture ou de mauvais traitements ou n'a déposé plainte pour mauvais traitements. D'ailleurs Adnane Haji a déclaré au juge d'instruction n'avoir subi aucun mauvais traitement lors de son arrestation. Les procès-verbaux de la garde à vue font état de l'information donnée aux prévenus de leur droit de demander d'être soumis à un examen médical, ceux-ci avaient déclaré ne pas en avoir besoin. En outre, aucun des membres de leurs familles n'avait présenté de demande dans ce sens. Ce qui révèle le caractère infondé des allégations de mauvais traitements formulées par les prévenus. Cela dit, les prévenus ont été soumis à un examen médical lors de leur première admission, sur mandat de dépôt du Procureur de la République, au sein de l'unité pénitentiaire. Cet examen n'a fait que confirmer l'absence de toutes traces de violence, physique ou psychologique, en relation avec un soi-disant un mauvais traitement qu'ils auraient subi.

2276. Les prévenus condamnés n'ont jamais été mis en cause pour des faits en rapport avec des activités touchant à la défense des droits de l'homme mais pour des faits érigés en infraction par la loi ayant trait au port d'armes, fabrication de cocktails Molotov, agression des agents de l'ordre et détérioration des biens publics et privés. Aucun des chefs de poursuite ne se rapporte à des activités en rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme. L'arrestation des prévenus n'a donc aucun rapport avec une quelconque participation à des contestations pacifiques ou défense des droits de l'homme.

2277. La loi du 24 janvier 1969 régleme les réunions publiques, cortèges, défilés, manifestations et attroupements. C'est dans ce cadre légal que plusieurs des habitants de la région de Gafsa ont exercé leur liberté de manifester pacifiquement. Il est toutefois regrettable que certains individus, dont les prévenus susvisés, se soient confondus au sein des manifestants pour appeler à la désobéissance publique et porter atteinte aux personnes et aux biens. Dans ce cas, il y a violation de la loi pénale et non exercice de la liberté de réunion et de manifestation. A cet égard, il y a lieu de rappeler que la Constitution tunisienne et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques insistent sur le respect de la sécurité et l'ordre public lors de l'exercice du droit de réunion et de contestation. L'article 21 du Pacte précise que le droit de réunion garanti est le droit de réunion « pacifique ». Il est nécessaire de distinguer les activités de défense des droits de l'homme des activités délictueuses qui portent atteinte à la sécurité des personnes et des biens. Etant justifiées par des faits délictueux commis, les condamnations prononcées à l'encontre des prévenus reconnus coupables ne violent donc aucun des instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

2278. Le 22 juin 2009, le Gouvernement a répondu à une lettre d'allégations envoyée le 22 août 2008 par la Rapporteuse spéciale et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression concernant la situation de Mme Sihem Bensedrine. Le Gouvernement précise que Mme Bensedrine a déposé, en date du 2 septembre 2008, une plainte au parquet du tribunal de première instance de Tunis faisant état d'allégations relatives à une agression qu'elle aurait subie le 19 août 2008, alors qu'elle embarquait sur le vol Tunis-Vienne.

2279. Afin de faire toute la lumière sur cette affaire, le Procureur de la République a cité Mme Bensedrine à comparaître afin de recueillir ses déclarations et en dresser procès-verbal. A la suite de son audition par le Substitut du Procureur de la République le 9 octobre 2008, le Procureur de

la République a décidé la poursuite de l'enquête dans le but d'identifier les agents de l'ordre visés par la plaignante, recueillir leurs déclarations et procéder à tous les actes nécessaires à la manifestation de la vérité. Le substitut du Procureur de la République chargé de l'enquête a recueilli les déclarations de l'agent de police des frontières qui avait contrôlé le passeport de Mme Bensedrine à la date des faits allégués, d'un autre agent de police en exercice à la date des faits à la zone de départ de l'aéroport de Tunis-Carthage et de l'agent des douanes responsable du point de contrôle douanier à l'aéroport et visé par la plainte. Les trois agents ont affirmé que la plaignante avait accompli toutes les formalités de départ et avait passé le contrôle douanier pour gagner les salles d'embarquement sans qu'ils ne constatent le moindre incident. Mme Bensedrine était cependant retournée quelque temps après au point de contrôle douanier pour faire part de son intention d'annuler son voyage en raison de circonstances familiales imprévues. L'agent des douanes l'avait alors accompagnée au point de contrôle de police des frontières où elle avait pu accomplir les formalités d'annulation de son départ sans aucun incident.

2280. Au vu de ses éléments, le Procureur de la République a décidé du classement sans suite de la plainte de Mme Bensedrine dès lors que l'enquête judiciaire n'a abouti à aucun élément corroborant les allégations de la plaignante. Il convient de rappeler à cet égard que l'article 30 du Code de procédure pénale dispose que le « Procureur de la République apprécie la suite à donner aux plaintes et dénonciations qu'il reçoit ou qui lui sont transmises ». La décision de classement sans suite trouve son fondement dans les principales justifications suivantes :

- Allégations contredites par les témoignages : le classement sans suite de la plainte de Mme Bensedrine s'imposait dès lors que ses allégations ont été démenties par l'agent des douanes responsable du contrôle douanier ainsi que par les témoins entendus dans l'enquête.
- Carences constatées dans l'attitude de la plaignante : Mme Bensedrine n'avait présenté aucun certificat médical susceptible d'établir qu'elle avait effectivement été victime d'une agression physique ou morale. En s'abstenant de se soumettre à examen médical, la plaignante a démontré le manque de sérieux de sa plainte.
- Contradictions dans les allégations de la plaignante : le caractère infondé de la plainte découle également de la façon avec laquelle Mme Bensedrine a présenté les faits. Elle a en effet prétendu, lors de son audition, qu'elle avait par deux fois refusé d'obtempérer à l'invitation des autorités. Un tel refus, si la version de la plaignante était vraie, aurait fait l'objet d'un procès-verbal et des poursuites pénales auraient été exercées contre elle pour refus d'obtempérer aux contrôles douaniers conformément à l'article 51 du Code des douanes qui incrimine toute opposition aux agents des douanes lors de l'exercice de leurs fonctions. La consultation des registres du Greffe du parquet de Tunis relève qu'aucune dénonciation de cet ordre n'avait été enregistrée, le 19 août 2008, à l'encontre de la plaignante. C'est donc un fait que Mme Bensedrine avait pu regagner normalement son domicile après l'annulation, à sa demande, de son visa de sortie.

2281. Ces considérations permettent de prouver que le report du voyage de l'intéressée, le 19 août 2008, n'était dû qu'à des considérations qui lui sont personnelles et n'avaient absolument rien à voir avec un quelconque refus de sa part de se soumettre au contrôle douanier.

2282. Il convient de signaler l'attitude agressive et querelleuse de Mme Bensedrine qui ne cesse d'inventer toutes sortes d'histoires pour faire croire qu'elle est harcelée par les autorités de son pays et de rappeler dans ce cadre, les allégations de l'intéressée objet de l'appel urgent du 6 janvier 2009, dans lequel elle se prétendait victime d'une campagne de déstabilisation alors qu'il ne s'agissait, en réalité, que d'une querelle entre l'intéressée et l'un de ses anciens collaborateurs. Cet exemple ajouté aux allégations objet de la présente communication démontrent clairement que Mme Bensedrine ne recule devant aucune manœuvre dans le but de porter atteinte à la réputation de son pays et n'hésite pas créer des histoires cousues de toutes pièces.

2283. Le 23 février 2009, le Gouvernement a répondu à une lettre d'allégations envoyée le 4 novembre 2008 par la Rapporteuse spéciale et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression concernant la situation de Mme **Naziha Rjiba**.

2284. Le Gouvernement précise que selon les informations recueillies, le journal « Mouwatinoun » a publié, dans son édition N°77 du 22 octobre 2008, un article intitulé « ils ont frappé Kalima » signé du pseudonyme « Om Zied ». Ledit article est émaillé de propos fallacieux et injurieux destinés à véhiculer de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public.

2285. Les propos susvisés tombent sous le coup de l'article 73 du Code de la presse qui dispose que « le Ministre de l'Intérieur pourra, après avis du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'information et sans préjudice des sanctions pénales prévues par les textes en vigueur, ordonner la saisie de tout numéro d'un périodique dont la publication serait de nature à troubler l'ordre public ». L'application des dispositions de cet article a été rendu nécessaire au vu, notamment, des circonstances suivantes : l'imputation à l'Etat de la prétendue attaque, qui aurait visé le site de « Kalima » est une allégation dénuée de tout fondement. Une telle accusation est d'autant plus grave qu'elle ne s'appuie sur aucun élément de preuve. La diffusion par voie de presse de telles allégations mensongères est un acte totalement inadmissible de nature à troubler l'ordre public. La crédibilité qui doit commander à toute activité de presse s'oppose fondamentalement à la diffusion de telles nouvelles avant la vérification de leur véracité.

2286. Au vu de ces éléments, le Ministre de l'Intérieur a décidé, conformément à l'article 73 du Code de la presse, la saisie du numéro « Mouwatinoun ». Le ministère public a décidé, par ailleurs, de procéder à l'audition de l'auteur de l'article de presse susvisé ainsi que le directeur du journal ayant décidé sa publication. L'instruction a révélé que le pseudonyme « Om Zied » appartient à Mme Rjiba qui a été convoquée ainsi que le directeur du journal susvisé au parquet afin de recueillir leurs déclarations. Les poursuites pénales à l'encontre de Mme Rjiba trouvent leur base légale dans les articles 49, 50 et 54 du Code de la presse.

2287. En conséquence, la convocation par le parquet de Mme Rjiba n'est nullement en rapport avec l'exercice d'une quelconque liberté d'expression ou avec des activités touchant de près ou de loin à la défense des droits de l'Homme. Elle se justifie par des faits érigés en infraction par la loi ayant trait à la diffusion de fausses nouvelles susceptibles de troubler l'ordre public outre les propos diffamatoires et injurieux dont elle fait usage. Il convient à cet égard de souligner que la liberté d'expression est, en droit tunisien, un principe fondamental consacré par l'article 8 de la Constitution tunisienne et son exercice par voie de presse est organisé par le Code la presse.

2288. Il y a lieu de souligner la nécessité de distinguer entre activités de défense des droits de l'homme et activités délictueuses portant atteinte à la crédibilité des institutions de l'Etat et visant à troubler l'ordre public. La défense des droits de l'homme ne peut constituer un alibi pour commettre des faits pénalement répréhensibles et ceux qui se rendent coupables de tels faits ne peuvent qu'être traduits en justice en application du principe de l'égalité de tous devant la loi.

2289. La liberté de presse protégée et garantie par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est la liberté de la presse responsable qui veille à la crédibilité des informations qu'elle véhicule et se défend d'être un instrument d'injures, de propagation de mensonges et de fausses informations. C'est ce qui explique les garde-fous posés par l'alinéa 2-b de l'article 19 du Pacte qui a pour but d'éviter que la liberté de la presse ne soit un alibi pour troubler l'ordre public. S'inspirant directement de cette disposition du Pacte, les articles 49, 50 et 54 du Code de la presse ont interdit la publication de fausses nouvelles susceptibles de troubler l'ordre public, la diffamation et l'injure. Le droit tunisien n'a fait, donc, que reproduire et appliquer une disposition du Pacte visant à préserver, auprès du public, la crédibilité de la presse.

Observations

2290. La Rapporteuse spéciale remercie le Gouvernement pour ses réponses, mais regrette, au moment de la finalisation du présent rapport, l'absence de réponse aux communications en date du 24 novembre 2006, 4 mai 2007, 2 novembre 2007, 14 janvier, 6 mars, 6 juin et 7 août 2008, du 30 juin 2009, du 15 juillet 2009 et du 5 novembre 2009. Elle exhorte le Gouvernement à répondre au plus vite aux craintes exprimées dans celles-ci, notamment en fournissant des informations précises sur les enquêtes menées afin de traduire en justice les auteurs des faits et les mesures de protection prises pour assurer l'intégrité physique et mentale des défenseurs. Elle considère les réponses à ses communications comme partie intégrante de la coopération des gouvernements avec son mandat.

2291. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée au sujet de la campagne d'intimidation à l'encontre des défenseurs précités et de leur intégrité physique et psychologique. La Rapporteuse spéciale demeure également préoccupée par les restrictions imposées aux libertés de réunion et d'association et rappelle au Gouvernement que l'article 5 dispose qu' « afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international : a) De se réunir et de se rassembler pacifiquement ; b) De former des organisations, associations ou groupes non-gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ; c) De communiquer avec des organisations nongouvernementales ou intergouvernementales ».

2292. La Rapporteuse spéciale espère que le Gouvernement répondra favorablement à sa demande de visite formulée en novembre 2008 –et renouvelée en janvier 2010– afin de renforcer le dialogue avec les autorités.

Turkey

Urgent appeal

2293. On 15 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of

judges and lawyers, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, sent an urgent appeal regarding Mr. **Hasan Anlar**, Deputy Secretary General of the Turkish Human Rights Association (Insan Haklari Dernegi - IHD) and member of the IHD Commission of Prisons, Ms. **Filiz Kalayci**, member of the IHD Executive Committee and of the IHD Commission of Prisons, Mr. **Halil Ibrahim Vargün**, former treasurer of the IHD, and Mr. **Murat Vargün**, all four human rights lawyers by profession.

2294. According to the information received, on 12 May 2009, the offices and homes of Mr. Hasan Anlar, Ms. Filiz Kalayci, Mr. Halil Ibrahim Vargün and Mr. Murat Vargün in Ankara were searched by officers of the Anti-Terror Unit of the police on the basis of a search warrant and a detention order against the four lawyers. They were arrested and placed in police custody at the detention centre of the Anti-Terror Forces Unit.

2295. The exact terms of the detention order are not known as their lawyers have not been permitted access to the police investigation files, which is in accordance with the Turkish Code of Criminal Procedure. However, it is known that charges against the four lawyers include the criminal offence of “aiding an illegal organization”. They are to be presented before the Prosecutor’s Office within four days.

2296. On 6 February 2009, the IHD published a report on human rights violations in prisons of Turkey. The report was shared with the Turkish authorities. In addition, the four lawyers had been working on cases of human rights violations that occurred in detention. As a consequence they frequently receive complaint letters from prison inmates.

2297. Concerns were expressed that the arrests and detention of Mr. Hasan Anlar, Ms. Filiz Kalayci, Mr. Halil Ibrahim Vargün and Mr. Murat Vargün have solely been carried out in connection with their activities in the defence of human rights, especially in the defence of prisoners’ rights.

Response from the Government

2298. In a letter dated 16 July 2009, the Government responded to the communication sent on 15 May 2009 as follows. During recent counter-terrorism operations the law enforcement officials found some evidences that led to a reasonable suspicion suggesting that Hasan Anlar, Filiz Kalavyci, Halil Ibrahim Vargün and Murat Vargün, members of the Turkish Human Rights Association might be involved in the activities of a terrorist organization. Therefore, the Directorate for Security in Ankara requested from the competent court an authorization for a search warrant in connection with an ongoing investigation No. 2007/181.

2299. After consideration of the information submitted to it that set forth grounds for a “probable cause” to obtain evidence of a criminal activity, the 11th Heavy Penal Court of Ankara authorized the law enforcement authorities (with its decision No. 2009/460 D. Is, dated 11. 05. 2009) to search the offices and residences of Hasan Anlar, Filiz Kalavyci, Halil Ibrahim Vargün and Murat Vargün.

2300. On 12 May 2009, the searches were conducted according to the terms and conditions of the warrant authorized by the court and in the presence of a lawyer instructed by the Chief Public Prosecutor and Ankara Bar Association.

2301. The relevant information, documents and data storage devices were seized as authorized under the warrant. Since some of these materials were claimed to be protected under attorney-client privilege, they were separately registered in witness of those who were present during the search. They were later put in the evidence bags, sealed and signed by the suspects and lawyer with a non-erasable pen. The materials seized during the search were sent to the Office of the Chief Public Prosecutor of Ankara to be submitted to the court for its consideration.

2302. The afore-mentioned persons were detained upon the decision of the Chief Public Prosecutor No. 2007/181. Halil Ibrahim Vargün, Murat Vargün and Hasan Anlar were detained for a total of two days and released on 15 May 2009 after they were heard by the court. Whereas, Filiz Kalayci was released on 15 May 2009, upon a hearing before the court. However, the court imposed a restriction of their freedom to travel abroad.

2303. On 27 May 2009 Filiz Kalayci was arrested following the decision of the 11th Heavy Penal Court of Ankara dated 25 May 2009 and No. 2009/491.

2304. All stages of the investigation have been carried out in accordance with the procedures prescribed by law and under the instructions of the Chief Public Prosecutor. The searches were carried out in the presence of lawyers. The information, documents and materials seized pursuant to the search warrant were submitted to the Court.

2305. The Directorate for Security of Ankara received no information suggesting that a complaint has been lodged by or on behalf of the afore-mentioned persons. No administrative or other judicial inquiry has been launched in connection with the above-mentioned incidents other than the ongoing investigation commenced by the Office of the Chief Public Prosecutor of Ankara against the four suspects.

2306. In the course of these proceedings the suspects were provided with the opportunity to defend themselves by 19 lawyers. According to the registries of the meetings held with their defence lawyers, the suspects had access to lawyers of their choice at every stage of the investigation.

2307. The 11th Heavy Penal Court of Ankara placed some restrictions on access to investigation files by the defence lawyers since the investigation is at a critical stage where disclosure of certain information is likely to endanger its purposes. Nevertheless, even under certain courts restrictions the defence lawyers are allowed access to main documents such as expert witness reports, minutes of the statements by the suspects, all documents concerning the judicial proceedings in which the suspects have been present under Article 153/3 of the Criminal Procedure Act.

2308. The investigation has been initiated solely on the basis of their suspected involvement in criminal activities of a terrorist organization. It should be underlined that these proceedings have no connection with neither the reports issued by the Human Rights Association nor any legitimate activities carried out in the defence of human rights.

Letter of allegations

2309. On 27 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, sent a letter of allegations to the Government concerning **Mr. Camal Bektas**, President of Yakay-der, an association which assists relatives of disappeared persons. His brother is allegedly a victim of enforced disappearances.

2310. According to information received, on 11 August 2009, Mr. Bektas was reportedly sentenced to one year of imprisonment for “defaming the army’s reputation” and “spreading propaganda against the State” after he denounced the existence of mass graves in Turkey and accused the army of blocking access to several mass graves during a conference organised by Yakay-der in July 2008. He was also charged with a fine of 5.5 Turkish Lira (three euros) and is now ineligible to run for electoral and administrative offices in Turkey. Reports claim that he cannot appeal the sentence. He is now reportedly abroad, but fears for his physical integrity upon his return to Turkey where he will be imprisoned.

2311. Moreover, a criminal investigation on Mr. Bektas was reportedly opened in June 2009 in relation to statements he made between February and June 2009, asking for the opening of a mass grave located in Van, a military area in Eastern Turkey. Should he be prosecuted, he allegedly risks being sentenced to a prison term of four to five years.

2312. Concern was expressed that Mr. Bektas has been sentenced to imprisonment for exercising his right to freedom of opinion and expression in connection with his peaceful and legitimate activities in defense of human rights.

Observations

2313. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed response provided to her communication of 15 May 2009, but regrets that at the time the present report was finalized, no response had been transmitted to her communication of 27 August 2009.

Uganda

Urgent appeal

2314. On 30 April 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal regarding the physical attacks against Mr. **David Kato** and Mr. **Julian “Pepe” Onziema**, both members of Sexual Minorities Uganda (SMUG) and the media campaign against human rights defenders who work with lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex (LGBTI) human rights organisations, including the Chairperson of SMUG, Mr. Frank Mugisha. SMUG is a coalition of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex (LGBTI) human rights organizations that advocates on behalf of Uganda’s LGBTI people and on HIV/AIDS issues in Uganda. The Special Rapporteur and the then Special Representative on the protection of human rights defenders previously sent communications concerning SMUG on 12 August 2008 and 30 November 2007 respectively.

2315. According to the information received, on 19 April 2009, the newspaper Sunday Pepper published an article, self-described as a 'killer dossier', listing the names of several human rights defenders and other LGBTI people. The article contained pictures, names, physical descriptions, details about their profession and residence, and negative stereotyping and accusations of “spreading the gay and lesbian vice in schools”. As it had announced, the Sunday Pepper published a follow up report on 26 April containing new names of LGBTI people as well as pictures of SMUG members including the Chairperson of SMUG, Mr. Frank Mugisha.

2316. On 23 April, the Family Life Network (FLN) presented a public petition to the Ugandan Parliament requesting new laws providing harsher punishment for homosexuality. The FLN has taken the lead in organising an anti-LGBT campaign and fomenting anti-LGBTI sentiments. This campaign, which TV, radio and printed media echoed, is fostering a climate of strong hostility and is encouraging attacks against LGBTI defenders.

2317. On 12 April, Mr. David Kato and Mr. Julian “Pepe” Onziema, whose names and pictures were published on several occasions in the media, were physically attacked in two separate incidents in Kampala.

2318. According to reports received, the Ugandan authorities are allegedly contributing to the climate of hostility against LGBTI defenders through repeated defamatory statements both to the media and Parliament. On 2 April, the Government owned newspaper New Vision reported comments made by Minister of Ethics and Integrity, James Nsaba Buturo, who stated that defenders working on sexual orientation and gender identity, being self-confessed LGBTI people, should be investigated and punished.

2319. LGBTI defenders have reportedly been the subject of an increased level of harassment and threats in recent weeks including death threats. It is feared that such a smear campaign will further incite hatred and violence against human rights defenders and members of the LGBTI community.

2320. Concern was expressed that the physical attacks on Mr. David Kato and Mr. Julian “Pepe” Onziema and the media harassment of Mr. Frank Mugisha and other members of the LGBTI community might be related to their peaceful activities in defence of LGBTI rights.

Urgent appeal

2321. On 13 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal regarding the death threats against Ms. **Eugenie Mihigo Vumiliya** and Mr. **Aaron Kamondo Bemba**. Ms. Eugenie Mihigo Vumiliya is the Executive Director of The Women for Dignity and Development Foundation (WODIDEF), whose mission is to better refugee women and girls lives through international human rights standards, advocating on their behalf. Mr. Aaron Kamondo Bemba is the Chairperson and Chief of Research for WODIDEF, and is originally from the Democratic Republic of the Congo. In Uganda, since October 2008, WODIDEF has undertaken activities and research on sexual and gender-based violence against refugee women. WODIDEF recently submitted a report to the African Commission for Human and Peoples Rights, which

called on the Government of Uganda to address the issues raised in the presentation of its third periodic report.

2322. According to the information received, on 10 April 2009, Mr. Kamondo Bemba was reportedly denied access to the confidential email of WODIDEF, despite only he and Ms. Mihigo Vumiliya having access. Later that day, he received a call from an unidentified man who asked about his whereabouts. When Mr. Kamondo Bemba spoke in French, the man hung up. He received two further calls and, fearing for his safety, did not answer, and decided to change his telephone number. When WODIDEF staff members called the number from which Mr. Kamondo Bemba received the anonymous calls, a male voice allegedly announced that that number belonged to the Security Unit located in Bukoto.

2323. On 14 April, Ms. Mihigo Vumiliya allegedly received an anonymous call threatening her for passing false information to the international community that criticizes the Government of Uganda and its criminal justice system. She was told she was under security watch, and that she would not escape.

2324. On 15 April, Ms. Mihigo Vumiliya reportedly sensed being followed while returning to her home from the premises of the Refugee Law Project where she works. She noticed three men that she had seen earlier that day outside the Refugee Law Project at Makerere University. She took evasive action but eventually returned to the office of the Refugee Law Project as the men continued to follow her. Fearing that she would be followed home once more, she spent the night in hiding in another home.

2325. On 20 April, members of WODIDEF allegedly discovered that their office had been broken into, and two computers had been stolen. These computers are said to have contained confidential information concerning the situation of refugee women in Uganda, information used in WODIDEF reports to the international community.

2326. On 3 May, Mr. Kamondo Bemba received an anonymous call on his new phone number. A male voice reportedly told him to return to his country and warned him that for his security he should stop carrying out human rights activities in Uganda. The male voice then issued a death threat.

2327. On 8 May, Mr. Kamondo Bemba received another anonymous phone call, reiterating the threats expressed earlier.

2328. Ms. Eugenie Mihigo Vumiliya and Mr. Aaron Kamondo Bemba are reported to be currently in hiding out of fear for their safety.

2329. Concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms. Eugenie Mihigo Vumiliya and Mr. Aaron Kamondo Bemba. Further concern was expressed that the acts of harassment and intimidation against the aforementioned persons might be related to their activities defending human rights, in particular their publication of information concerning the rights of refugees in Uganda.

Urgent appeal

2330. On 3 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal regarding the enforced disappearance of Mr. **Aaron Kamondo Bemba**. Mr. Aaron Kamondo Bemba is the Chairperson and Chief of Research for The Women for Dignity and Development Foundation (WODIDEF), and is originally from the Democratic Republic of the Congo. The mission of WODIDEF is to better refugee women and girls lives through international human rights standards, advocating on their behalf. According to the new information received:

2331. On 31 May 2009, at approximately 10:00 pm, three unidentified men wearing civilian clothing and carrying guns entered the house where Mr. Aaron Kamondo Bemba was staying with his two brothers. The men reportedly pointed their guns at Mr. Bemba's head and ordered him to leave his home, threatening to shoot him if he made any noise. The three men allegedly said nothing that would indicate their motive for abducting Mr. Bemba. The men then took Mr. Bemba to an unknown place and his whereabouts remain unknown. On 1 June 2009, Mr Bemba's abduction was reported to the local police who are reported to be currently investigating this case.

2332. Concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Aaron Kamondo Bemba. Further concern was expressed that the abduction of Mr. Bemba might be linked to the previous threats received by Mr. Bemba and that these acts of intimidation may be related to his activities defending human rights, in particular their publication of information concerning the rights of refugees in Uganda.

Observations

2333. The Special Rapporteur regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 3 June 2009, 13 May 2009, 30 April 2009, 22 September 2008, 12 August 2008, 30 November 2007 and 5 August 2005. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

2334. The Special Rapporteur remains concerned about the situation of human rights defenders advocating for the rights of women as well as lesbian, gay, bisexual and transgender people in Uganda, and urges the Government of Uganda to create a safe environment conducive to their legitimate work.

Ukraine

Urgent appeal

2335. On 11 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government regarding the attempted assassination of Mr. **Vitaly Salnikov and the ongoing intimidation and threats against him and his family**. Mr. Salnikov is the principal of the government subsidized school, Children's Sports School N7, in Kiev. He has been actively involved in the protection of children's rights, protesting against alleged attempts by local politicians and businessmen to sell or use the recreational area on the Truhkanov Island in the centre of Kiev, which is the only area left for children from low-income families to play.

2336. According to information received, on 23 July 2009, Mr. Salnikov was seriously injured when a bomb exploded as he opened the front door of his home in Kiev. He was subsequently rushed to hospital in a critical condition where he continues to undergo multiple operations.

2337. Following the assassination attempt, the police warned that they cannot guarantee the safety of the Salnikov family reportedly due to recent cuts in funding.

2338. The Salnikov family has been the subject of threats and intimidation for several years, to the point where Mr. Salnikov and his wife eventually decided to send their three children away for their protection. Although the threats were reported to the police, no action was taken by the authorities in relation to the matter. The local department of education has also repeatedly tried to discharge Mr. Salnikov from his position as principal of Children's Sports School N7.

2339. Concern was expressed that the attempted assassination of Mr. Salnikov and the ongoing intimidation and threats against him and his family are directly related to his peaceful and legitimate activities in defense of human rights, in particular his work to protect the recreational area for children from low income families, on Truhkanov Island.

Response from the Government

2340. In a letter dated 8 September 2009, the Government responded to the communication sent on 11 August 2009 as follows.

2341. On 23 July 2009, an unknown person placed an explosive device next to Apartment 71, 27 Donets Street, Kiev. The explosive device was activated at 9.10 a.m., as a result of which Mr. Salnikov received injuries in the form of "multiple shrapnel wounds to his extremities, a first-degree open fracture of the right heel bone and a first-degree open fracture of the left metatarsal".

2342. The same day, the investigation department of the Solomensk district branch of the Ministry of Internal Affairs of Ukraine in Kiev initiated criminal proceedings on the basis of evidence of an offence under article 15, paragraph 2 (Attempted offence), and article 115, paragraph 2 (5) (Premeditated killing in a manner calculated to cause multiple deaths), of the Criminal Code of Ukraine.

2343. The case was assigned to the investigation department of the Kiev branch of the Ministry of Internal Affairs. The investigation of the criminal case also includes investigations into threats against Mr. Salnikov made on 19 November 2008.

2344. The pretrial investigation continues and essential inquiries are under way to establish the identity of the perpetrators. The progress of the investigation is being supervised by the main investigation department of the Ministry of Internal Affairs.

2345. It should be noted that, in accordance with article 121 of the Code of Criminal Procedure (Inadmissibility of divulging details of a pretrial investigation), we are unable to provide more detailed information.

2346. On 23 July 2009, in the course of examination, Ms. S.I. Salnikova submitted a written request to the investigator that her husband, Mr. Salnikov, should be provided with security. This was granted by the investigator the same day. From 24 July 2009, security for Mr. Salnikov was provided by members of the special Grifon militia unit. Ms. Salnikova refused security measures for herself or her children.

2347. The legal regulation of freedom of belief and freedom of expression as aspects of the life of society is contained primarily in the Constitution of Ukraine, the Information Act, the Printed Mass Media (Press) Act, the Television and Radio Act, the National Television and Broadcasting Council of Ukraine Act, the State Support of Mass Media and Social Protection of Journalists Act, the Coverage of Activities of Central and Local Government Bodies by Mass Media in Ukraine (Procedures) Act and the Information Agencies Act.

2348. Article 34 of the Constitution of Ukraine provides that everyone is guaranteed the right to freedom of thought and speech and to the free expression of his or her views and beliefs. Everyone has the right freely to collect, store, use or disseminate information orally, in writing, or in any other way of his or her choice.

2349. The exercise of these rights may be restricted by law in the interests of national security, territorial integrity or public order, with a view to preventing disorder or crime, protecting public health, defending the reputation or rights of others, preventing the publication of information received confidentially and supporting the authority and impartiality of justice.

2350. Article 15, paragraph 3, states that censorship is prohibited. Under article 9 of the Information Act, all Ukrainian citizens, legal persons and State bodies have the right to information. This entails the possibility freely to receive, use, disseminate and store the information that they need in order to exercise their rights, freedoms and lawful interests and to perform their tasks and functions. The exercise by citizens, legal persons or the State of the right to information must not infringe the public, political, economic, social, spiritual, environmental or other rights, freedoms and lawful interests of other citizens or the rights or interests of legal persons. Every citizen is guaranteed free access to information regarding him or her personally, except in cases provided for by the laws of Ukraine.

2351. Article 10 of the Act establishes guarantees of the right to information, which is based on: the obligation of State bodies and local or regional government bodies to provide information on their activities and decisions; the creation within State bodies of special information services or

systems that are in a position to provide access to information according to the established procedure; free access by public relation bodies to statistical data, archives, libraries and museum holdings, the restriction on such access being dependent on the values involved and the special storage conditions required, which are determined by law; the development of a mechanism for the implementation of the right to information; the establishment of State supervision over the observance of legislation on information; and the establishment of responsibility for breaches of legislation on information.

2352. Under article 45 of the Act, the right to information is protected by law. The State guarantees all information stakeholders equal rights to and opportunities for access to information. No one may restrict a person's right to a choice of forms or sources of information, except in cases provided for by law. A legal person having the right to information may require the removal of any impediments to this right.

2353. Article 45–1 of the Act prohibits censorship whereby the media, journalists, editors, organizations responsible for a mass information outlet or its founder, proprietor, publisher or distributor are required to obtain prior clearance for the dissemination of information, except where required by the author of the information concerned or any other holder of copyright and/or related rights, or whereby a restriction or any other impediment is imposed, except in the form of a court injunction, on the reproduction or distribution of information by central or local government bodies or their officials.

2354. The Act prohibits any interference with the professional work of journalists in any way not provided for under Ukrainian law or by an agreement between the founder or proprietor and the staff of a media outlet. It also prohibits any attempt to control the content of information by the founder or proprietor of a media outlet or by central or local government bodies or their officials, in particular where the aim is to apply coercive measures to prevent or promote the dissemination of specific information, to suppress information of public importance, to prohibit the depiction of individuals or the dissemination of information about them or to prohibit criticism of central or local government bodies or their officials.

2355. The establishment of any State authority, institution or position of responsibility with the power to exercise control over the content of information disseminated by the media is prohibited.

2356. Article 2 of the Printed Mass Media (Press) Act states that freedom of speech and the free expression in print of one's opinions or beliefs are guaranteed under the Constitution of Ukraine and, according to the terms of the Act, connote the right of every citizen freely and independently to seek, receive, record, store, use or disseminate any information that is open under the access regime through the press. Any request for prior clearance of information or materials distributed by the press, or any ban on the distribution of information or materials by officials of State bodies, enterprises, institutions, organizations or civil associations shall be prohibited, except where the official in question is the author of the relevant information or the subject of the relevant interview.

2357. The State guarantees the economic independence of the press, provides economic support for press activities and takes action to prevent the abuse of a monopoly position on the market by the publishers and distributors of a printed product. Measures providing for economic support for

the activities of the press, and the State bodies responsible for such support, are determined by the Cabinet of Ministers.

2358. Article 2 of the Information Agencies Act provides that information agencies have freedom of activity guaranteed under the Constitution and Ukrainian legislation. The censorship of information disseminated by information agencies is prohibited.

2359. It should be further noted that, in accordance with Presidential Decree No. 39, of 20 January 2006, on the plan of action for meeting the commitments and obligations arising out of Ukraine's membership of the Council of Europe and Presidential Decree No. 377, of 23 April 2008, on the decision of the National Security and Defence Council of Ukraine, of 21 March 2008, concerning urgent measures to ensure the information security of Ukraine, the Ministry of Justice has prepared a bill on the reform of print media under State or community ownership. The purpose of the bill is to reform the print media set up by central or local government bodies. It will help to establish a legal basis for the independent activity of the press, paying due regard to the provisions of Resolution 1466 (2005) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, entitled "Honouring of obligations and commitments by Ukraine", of 5 October 2005. The bill aims to reduce the opportunities for manipulating public opinion and the personal opinions of Ukrainians through the press, to strengthen and improve legal guarantees of freedom of expression and to protect the press from control or monopolization by State bodies. The bill was submitted to the Cabinet of Ministers in a communication from the Ministry of Justice on 30 June 2009 and registered as No. 4302-1-4-09-21. The adoption of the bill will contribute to the establishment of an economically independent press and the creation of an independent environment for its activities. This will help to improve the quality of information provided to the people of Ukraine.

Observations

2360. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the detailed response provided for her communication of 11 August 2009.

Uzbekistan

Urgent appeal

2361. On 24 April 2009, the Special Rapporteur, together with the the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal to the Government regarding Ms **Elena Urlaeva**, a member of the Human Rights Alliance of Uzbekistan.

2362. Ms Urlaeva was the subject of an urgent appeal sent by the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 25 January 2007; an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 4 April 2006; and an urgent appeal sent by the then Special Representative of the Secretary General on the situation of human rights defenders, the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur

on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the question of torture on 6 September 2005.

2363. According to the information received, on 15 April 2009, at approximately 9:00 am, Ms Urlaeva was assaulted and threatened by two unknown young men dressed in black and wearing sunglasses outside her home in Tashkent, as she was leaving her home with her son. The two men kicked her and punched her in the head and chest, and cut her leather jacket with knives. Her five-year old son witnessed the attack. Ms Urlaeva was diagnosed with contusions on her head and chest, and high blood pressure. She filed a complaint with the police, but the investigation has not yet yielded any results.

2364. On 22 April 2009, at approximately 6:30 pm, Mukhammad Mashurov, the five-year old son of Ms Urlaeva was assaulted near their apartment building by an unknown young man, who hit him with a baton on the head. He was later diagnosed with a concussion. However doctors at the N14 children's hospital in Tashkent refused to note in his medical card that the concussion was a result of an attack. Ms Urlaeva reported the incident at the local police station, but the police refused to initiate an investigation, arguing that a child's testimony was not sufficient evidence. Ms Elena Urlaeva later received a phone call from an unknown man, threatening her with an "even worse attack".

2365. Concern was expressed that the attacks on, and threats against, Ms Elena Urlaeva and her son are solely connected to her legitimate activities in defence of human rights. Further concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms Elena Urlaeva and her family.

Response from the Government

2366. In a letter dated 5 June 2009, the Government responded to the communication sent on 28 April 2009 as follows. On 17 April 2009, Ms. Elena Mikhailovna Urlaeva lodged information with the Mirzo Ulugbek District Internal Affairs Authority that, at about 9 a.m. on 15 April 2009, she was attacked near her house by two unknown persons, one of whom had a knife. They harassed her and demanded that she should leave Uzbekistan. Ms. Urlaeva requested that appropriate measures should be taken with regard to these persons.

2367. Ms. Urlaeva's statement was registered by the duty office of the Mirzo Ulugbek District Internal Affairs Authority under No. 1741, register F-2. In an explanatory note, Ms. Urlaeva stated that Mr. A. Sandaliev and his wife Feruza had threatened her over the telephone. She also stated that these persons had earlier asked her to help with the release of their friend Aleksandr Yunusov, who had been tried on a criminal charge.

2368. On the basis of the information provided, Inspector Y. Rakhmanov of the Crime Protection Unit of the Mirzo Ulugbek District Internal Affairs Authority carried out a pre investigative inquiry, in which it was established that the address in question was that of Mr. Denis Shekirov, born 1979, who, according to the representative of the house tenants' committee, Ms. M.G. Gulyamova, had been in the Russian Federation at the time.

2369. A check of the Tashkent Municipal Registry showed that Ali and Feruza Sandaliev did not have a residence permit and that no information on them was held at all. It was also established that, from 2001 to the present, Ms. Urlaeva has been registered with Tashkent Neuropsychological Clinic No. 2 with a diagnosis of chronic paranoid schizophrenia and, by a decision of the Mirabad Interdistrict Civil Court of 24 August 2006, she had been declared incapable.

2370. On the basis of the above and in accordance with articles 83, paragraph 1, and 333 of the Code of Criminal Procedure, it was decided on 23 April 2009 that there would be no prosecution in this case. The Decision and the evidence in the investigation were considered under the review procedure by the Procurator's Office of the Mirzo Ulugbek District and on 16 May 2009, the Decision was rescinded as being premature. The case was returned to the District Internal Affairs Authority for further investigation.

2371. Ms. Urlaeva also went to the Mirzo Ulugbek Internal Affairs Authority on 22 April 2009, claiming that, at about 7 p.m. the same day, unknown persons had beaten her small son, Mukhammad Nakib-ogli Mashurov, born 2004, with a stick and requested that appropriate measures should be taken against the perpetrators.

2372. An officer of the Investigative Unit of the District Internal Affairs Authority, Mr. S.B. Tursunov, carried out a preliminary investigation into the matter, which established that, while walking past School No. 211 on 22 April 2009, Mukhammad Nakib-ogli Mashurov insulted three boys after which the persons in question threw a stick in his direction and the stick hit M.N. Mashurov on the head.

2373. The uncle of M.N. Mashurov, Mr. V.A. Mashurov, wrote a counter-statement on the matter on 24 April 2009, in which he stated that his nephew's physical injuries had been the result of a game. The family therefore made no complaint and did not wish a forensic medical examination to be carried out.

2374. On the basis of the above and in accordance with articles 83, paragraph 2, and 333 of the Code of Criminal Procedure, it was formally decided on 30 April 2009 not to institute criminal proceedings. This decision was considered under the review procedure and subsequently rescinded. On 18 May 2009, the evidence was turned over for further investigation to the Mirzo Ulugbek District Internal Affairs Authority. The person who originally lodged the information will be informed of the result of the additional investigation.

Letter of allegations

2375. On 4 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent a letter of allegations to the Government regarding the sentencing of Mr. **Dilmurod Saidov**. Mr. Saidov is a journalist and member of the Tashkent regional division of the human rights organisation Ezgulik. He has published articles denouncing cases of abuse of power and corruption.

2376. According to information received, on 30 July 2009, the Taylasky District Court in Samarkand sentenced Mr. Saidov to twelve and a half years in prison. Mr. Saidov was arrested on 22 February 2009 on charges of extortion and forgery under Articles 16 and 228 of the

Criminal Code. His trial began in June 2009. Neither his family nor his lawyers were permitted to enter the court room for sentencing.

2377. Throughout the entire proceedings Mr. Saidov maintained his innocence. Allegedly, no solid evidence was presented during the trial and Mr. Saidov was found guilty based on witness testimony alone. Furthermore, during the trial, some witnesses reportedly withdrew their testimony while others admitted that they had been pressurized by the special services.

2378. Concern was expressed that the sentencing of Mr. Saidov is directly related to his work in defence of human rights, in particular his efforts to combat corruption. The Special Rapporteurs were also concerned for the physical integrity of Mr. Saidov who reportedly suffers from tuberculosis and has thus far been detained in unhygienic conditions.

Response from the Government

2379. In a letter dated 18 September 2009, the Government responded to the communication sent on 4 August 2009. At the time the present report was finalized, a translation of the response of the Government was not yet available.

Urgent appeal

2380. On 13 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government regarding the arbitrary detention of Mr. **Farhodon Mukhtarov**. Mr. Mukhtarov is a member of the Human Rights Alliance of Uzbekistan.

2381. According to information received, on 18 July 2009, Mr. Mukhtarov reportedly went to the District Attorney's Office to file an official complaint in relation to illegal actions carried out by local police officers. Shortly after his arrival there, he was arrested and taken to Yunus-Abad police station. Mr. Mukhtarov continues to be detained although his place of detention is currently unknown, and it is not yet clear what charges are being brought against him.

2382. At the end of May 2009, Mr. Mukhtarov was also arrested in relation to a complaint allegedly filed against him by an Uzbek citizen for fraud. At the time, the authorities refused to let him view the complaint.

2383. Concern was expressed that the arbitrary detention of Mr. Mukhtarov might be directly related to his work in defense of human rights. In view of his incommunicado detention, further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Mukhtarov.

Response from the Government

2384. In a letter dated 25 September 2009, the Government responded to the communication sent on 13 August 2009 as follows. On 15 April 2009, criminal proceedings were initiated against Mr. F. Mukhtarov by the investigative department of the internal affairs office of the Yunus-Abad district of Tashkent province under article 168, paragraph 2 (a), of the Criminal Code of the Republic of Uzbekistan (large-scale fraud). The proceedings were initiated on the

basis of a complaint filed by Ms. Shoira Nigmatovna Sodikbekova and materials collected by the authorities responsible for preliminary inquiries.

2385. The preliminary investigation revealed that, in September 2006, Mr. Mukhtarov sought to acquire assets belonging to Ms. Sodikbekova by gaining her trust on the promise that he would use bribery to help to resolve in her favour a civil case being considered by the district court of the city of Tashkent. Through deception and abuse of trust he obtained 5 million sum from her, which he subsequently spent on personal items. Mr. Mukhtarov went on to commit further crimes with the aim of acquiring assets by fraudulent means. Having promised to sell a flat to Ms. Veronika Mikhailovna Bikbulatova, he obtained US\$ 9,000 from her on 16 January 2007. However, he had already promised the same flat to Ms. Masuda Gafurovna Karimova and taken 6,940 sum from her.

2386. The preliminary investigation further revealed that, on 15 February 2009, Mr. Mukhtarov had promised to sell his own flat to Mr. Anvar Kamalovich Eshonov, but after receiving US\$ 20,500 from him, Mr. Mukhtarov failed to fulfil his obligation to transfer ownership of the apartment. In May 2009, Mr. Mukhtarov became aware that criminal proceedings had been initiated against him and hid from the authorities responsible for the preliminary investigation. He was consequently declared a wanted person.

2387. On the basis of all the available evidence, Mr. Mukhtarov was prosecuted in absentia and charged under article 28–211, paragraph 2 (b) (complicity in large-scale bribery), and article 168, paragraph 2 (a) and (b) and paragraph 3 (a) (fraud with aggravating circumstances), of the Criminal Code. As no compensation had been paid for the material damage caused by Mr. Mukhtarov, the court ordered his detention as a preventive measure. Following search operations, Mr. Mukhtarov was arrested on 17 July 2009 and detained in institution UYa 64/IZ-1 in Tashkent.

2388. Since his arrest, Mr. Mukhtarov's constitutional rights have been fully respected, and he has been afforded State protection. Pursuant to article 217 of the Code of Criminal Procedure, his relatives were informed of his arrest in a timely manner. On 22 August 2009 the preliminary investigation was completed, and in accordance with the established procedure, the case was passed to the Yunus-Abad district criminal court in Tashkent. The Ministry of Internal Affairs has received no complaints or statements from Mr. Mukhtarov regarding unlawful methods of investigation or torture.

Responses received to communications sent earlier

2389. By a letter dated 10 November 2008, the Government responded to the communication sent on 23 September 2008, a translation of which had not yet been available at the time the previous communications report was submitted. The Government reported that, on 11 July 2008, the Office of the Procurator in the Republic of Karakalpakstan opened a criminal investigation into citizen **Akzam Olimovich Turgunov** and citizen **Khamza Nurullaevich Salaev** on the basis of indications of an offence under article 165, paragraph 2 (a) and (b), of the Criminal Code of the Republic of Uzbekistan.

2390. The investigation was prompted by a statement made on 10 July 2008 by citizen Oybek Sadullaevich Khuzhaboev, and by evidence gathered during an initial inquiry.

2391. [The gist of the statement was that] in late May 2008 Turgunov, who already had a criminal record, together with Khamza Salaev, the brother of his ex-wife, Ms. M. Salaeva, from whom he had been officially divorced in 2007, knew that Mr. Khuzhaboev had earned money working in the Republic of South Korea. They invited Mr. Khuzhaboev to the home of Mr. S. Eshzhanov where, threatening him with violence, they demanded that he acquire a house for Salaev's younger sister or give her 20 million sum. Should he not comply, they threatened to drown him, burn down his house and reduce his younger brothers to penury.

2392. Based on Mr. Khuzhaboev's statement, officers of the Karakalpakstan Ministry of the Interior and Office of the Procurator mounted a joint operation at about 8 p.m. on 11 July 2008. Salaev and Turgunov were detained at a tea shop in Mangit, Amudarya district, as they extorted from Khuzhaboev the sum of 500,000 som and the maintenance logbook to a Neksiya car.

2393. Turgunov and Salaev were arrested under article 221 of the Uzbek Code of Criminal Procedure on 12 July 2008; they were informed of their rights and obligations under article 48 of the Code.

2394. Since their detention, Turgunov's and Salaev's constitutional rights have been fully respected, they have been provided with a State defence and, in conformity with article 217 of the Uzbek Code of Criminal Procedure, their families were given timely notice of their arrest.

2395. On 13 July 2008 the case was referred for investigation from the Office of the Procurator-General to the Investigation Division of the Ministry of the Interior of Karakalpakstan.

2396. On 14 July 2008, Turgunov and Salaev were named as suspects in the case and charged, in the presence of counsel, under article 165, paragraph 3 (a) and (b), of the Uzbek Criminal Code. The Nukus criminal court ordered them to be remanded in custody as a preventive measure.

2397. On 28 October 2008, the Investigation Division of the Republic of Karakalpakstan Ministry of the Interior conducted an official inquiry into the scalds that Turgunov suffered.

2398. This established that at around noon on 14 July 2008, while Turgunov was being interrogated as an accused person at the Nukus remand centre, senior investigator A. Kutybaev gave the accused, at his own request, a cup of hot tea. To escape criminal liability by spreading rumours about being tortured by Ministry of the Interior staff, Turgunov deliberately poured the hot tea down his back, scalding himself. He was given first aid then and there.

2399. That Turgunov had deliberately done himself harm was fully corroborated at the official inquiry by the testimony of senior investigator A. Kutybaev, investigator S. Ismailov and other Nukus remand centre staff.

2400. Claims by defence counsel R. Tulyaganov that [Turgunov] was tortured -- scalded -- by investigator S. Ismailov are fictitious, since investigator Ismailov was not present at Turgunov's interrogation. Senior Investigator A. Kutybaev put no pressure of any kind upon [Turgunov] throughout the preliminary investigation. That Turgunov was guilty of extortion was thoroughly established by the evidence gathered in the preliminary investigation.

2401. The official inquiry also established that in giving hot tea to the accused Turgunov, senior investigator A. Kutymbaev breached departmental instructions on the guarding and escorting of suspects, accused persons and prisoners in custody by internal affairs bodies. In view of the fact that Kutymbaev has been relieved of his post, however, it was decided to limit disciplinary action to a stern warning. It was decided on 31 July 2008 to press the charges in the case, which was referred to the Amudarya district criminal court. The court found Turgunov and Salaev guilty on 23 October 2008 and sentenced them each to ten years' deprivation of liberty.

2402. By a letter dated 29 December 2008, the Government responded to the communication sent on 12 November 2008, a translation of which was not yet available at the time the previous communications report was submitted. The Government reported that the convicted criminal **Rasul Khudoynazarov** was born on 13 August 1956 in the town of Angren, in Tashkent province. He had previously been sentenced on 5 June 2001 by the Angren municipal court to six years' deprivation of liberty under articles 210 (2), 205 (1) and 209 (2). On 22 August 2001 he was released under a presidential amnesty decree.

2403. In the current case, on 12 January 2006 he was sentenced to nine years and six months' deprivation of liberty by the Angren municipal criminal court, under articles 227 (2), 168 (1), 165 (2), 59 and 61 of the Criminal Code. According to the judgement, in June 2005, Mr. Khudoynazarov, while working as a defence and emergency response instructor at the Uzbekumir Joint Stock Company and presiding over the Ezgulik human rights association in Angren, accused the son of Ms. M. Eshonkulova, Mr. M. Eshonkulov, of theft and filed a slanderous statement with the law enforcement authorities. He forced Mr. Eshonkulov to hand over his property, and in July 2005 was arrested in his office upon receiving US\$ 300. He is serving his sentence at the UY 64/21 penitentiary.

2404. He has been diagnosed by the prison medical unit as having chronic bronchitis, and has on several occasions been treated as an out-patient under this diagnosis. Since beginning his sentence, he has been subjected four times to disciplinary measures for violating prison regulations; he has been confined in the disciplinary section twice, each time for five days. He has been granted seven long and seven short visits. In August 2007 he was allowed a visit by a lawyer, Ms. V.A. Inoyatova. On checking, it has been established that Mr. Khudoynazarov has not attempted suicide during his sentence, and has not reported or complained to the prison governor about being subjected to torture or degrading treatment. On 31 August 2008 the administrative board refused Mr. Khudoynazarov's transfer to an open prison because of his breaches of prison regulations. Uzbek criminal law contains no articles punishing human rights activities. So-called "human rights defenders" who are in places of detention have committed specific crimes, violating the country's laws. How can criminals, offenders against law and order, be called "human rights defenders"? The enforcement of prison regulations under current national law is not an infringement of convicts' rights and legitimate interests.

Observations

2405. The Special Rapporteur wishes to thank the the Government for the responses transmitted to her communications of 24 April 2009, 4 August 2009 and 13 August 2009. At the same time, the Special Rapporteur wished to reiterate her serious concerns regarding the situation of human rights defenders in Uzbekistan. The conditions in which both human rights defenders are reportedly being detained are viewed as unacceptable and the Special Rapporteur calls on the

Uzbek Government to ensure that the conditions of detention and the treatment of those detained are in full compliance with international norms and standards.

2406. The Special Rapporteur regrets that her request to carry out a country mission to Uzbekistan has been outstanding for over nine years despite repeated follow-up and hopes that the Government will consider this request favourably in the near future.

Venezuela (Bolivarian Republic of)

Carta de alegaciones

2407. El día 30 de enero de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión enviaron un llamamiento urgente en relación al **Sr. Orel Zambrano**, director del Seminario político ABC, vicepresidente de la emisora privada Radio América 890AM, editorialista del diario regional Notitarde y también abogado y profesor en la Universidad de Carabobo.

2408. Según las informaciones recibidas, el 16 de enero de 2009, hacia las tres de la tarde, el Sr. Zambrano habría sido asesinado en Valencia, estado Carabobo. El Sr. Zambrano se habría bajado de su vehículo y se dirigía hacia una tienda de alquiler de películas cuando le habrían interceptado dos sujetos desconocidos en una moto. Uno de los sicarios le habría disparado al Sr. Zambrano quien falleció en el lugar a consecuencia de un tiro en la cabeza. Los asesinos se habrían dado inmediatamente a la fuga.

2409. El Sr. Zambrano habría denunciado tanto al narcotráfico como a la corrupción privada y pública y a finales de 2008 habría denunciado un caso de narcotráfico en lo cual está supuestamente implicada la poderosa familia Makled, de empresarios de la región de Valencia. Los tres hermanos de dicha familia, habrían sido detenidos el 14 de noviembre de 2008 supuestamente en posesión de cerca de 400 kilos de cocaína, luego del allanamiento de una propiedad familiar. Tienen abierto un procedimiento en curso en la Fiscalía nacional.

Carta de alegaciones

2410. El 18 de mayo de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos envió un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con las restricciones a la eficaz de organizaciones de derechos humanos en Venezuela que podrían resultar de la adopción e implementación del **Proyecto de Ley de Cooperación Internacional**, aprobado en primera discusión el 13 de junio de 2006 y que actualmente está en espera de la segunda discusión en el Poder Legislativo en la República Bolivariana de Venezuela.

2411. Según la información recibida, el Exposición de Motivos del Proyecto de Ley de Cooperación Internacional (en adelante el Proyecto), se indicó que la propuesta legislativa se destinó a una “Ley Marco,” que no intentó convertirse en una regulación clara, en que no se podría detectar límites claros a la intervención gubernamental. Asimismo, el Proyecto usó definiciones y expresiones cuyo significado no resultó suficientemente determinable y aún incluso casos que resultó oscuro. Por ejemplo, el artículo 3 empleó una definición imprecisa de

la “cooperación internacional” como un de diversas acciones, actividades y procedimientos que llevaron a cabo entidades que “realicen cooperación internacional” (sic). Asimismo, según el artículo 2, la Ley sería aplicable a una serie grande de personas, instituciones y actividades: “todas las actuaciones y actividades que se realicen en el marco de la cooperación internacional o que se relacionen con ésta y que impliquen, entre otros, la recepción, transferencia e intercambio de bienes, servicios, capitales y recursos públicos o privados, materiales, humanos, económicos, financieros, desde el exterior hacia la República Bolivariana de Venezuela y desde la República Bolivariana de Venezuela hacia el exterior.”

2412. El artículo 14 del Proyecto notó una futura regulación del "Fondo para la Cooperación y asistencia Internacional", el que, según el artículo 12 “tendrá como finalidad financiar, conforme a las prioridades de la política exterior y la conveniencia nacional, los programas, proyectos, acciones de cooperación técnica y científica, financiera no reembolsable, asistencia internacional y demás actividades (...).” Según el Proyecto el mencionado “Fondo” estaría adscrito a un “órgano desconcentrado para la cooperación internacional” que sería creado por el Presidente de la República y subordinado a un Ministerio, entre cuyas funciones – también ampliadas - estarían el “ejecutar y apoyar las políticas, planes, programas, proyectos y actividades de cooperación internacional que impulse el Estado, mediante la captación, prestación y administración de recursos que provengan o sean destinados a actividades de cooperación internacional.” En visto la falta de claridad con las definiciones mencionadas anteriormente, fue preciso clarificar si los recursos del Fondo solo serían aquellos destinados a las actividades de Cooperación entre el Estado venezolano con el exterior, o si también concentraría todos los recursos que tendrían como destino a las ONGs que actúa dentro de Venezuela.

2413. Según los artículos 15 a 18 del Proyecto el Reglamento determinaría las características específicas de un "Sistema Integrado de Registro" de ONGs nacionales y extranjeras, que resultaría parte del antes referido "Órgano desconcentrado para la cooperación internacional" derivado y controlado por el Poder Ejecutivo. La inscripción en dicho Registro sería de importancia crítica debido a, según el artículo 18 del Proyecto, "una condición indispensable para ser reconocidas por el Estado venezolano como entes susceptibles de realizar actividades de cooperación, así como para acceder a los incentivos fiscales (...)”. Se expresó temor que la ambigüedad de las reglas básicas para lograr la inscripción en el Registro, podría poner en peligro la seguridad de las organizaciones y defensores de derechos humanos.

2414. Finalmente, el artículo 22 implicó que las ONGs tendría que proveer la información y datos sobre su “constitución, administración y destino” a las autoridades competentes y a cualquier ciudadano que lo busque. Así mismo, el Reglamento tendría la autorización para establecer otras disposiciones en conexión con estas reglas nuevas.

2415. Se expresó temor que la incierta definición de Cooperación Internacional así como los alcances indefinidos aplicados al Proyecto de Ley de Cooperación Internacional podrían restringir la labor legítima de las organizaciones de derechos humanos en Venezuela. Por consiguiente, se instó al Gobierno de Venezuela a considerar la posibilidad de revisar dicho proyecto en el cumplimiento de las normas internacionales, normas y recomendaciones que se expusieron a continuación.

Respuesta del Gobierno

2416. Mediante carta fechada el 16 de diciembre de 2009, el Gobierno respondió a esta carta de alegaciones. La respuesta se comunicó información recibido de la Agencia del Estado para los Derechos Humanos de la República Bolivariana de Venezuela sobre el particular. Se afirmó que para la Nación venezolana, la cooperación internacional es el medio idóneo para los vínculos entre los países y su propósito es de contribuir a hacer efectiva esa cooperación mediante formulas prácticas para la solución de problemas que afecten el bienestar de los pueblos.

2417. Se comunicó que el actual ley de cooperación internacional entró en vigencia hace 51 años y que su contenido ha quedado desfasado respecto de las transformaciones jurídicas, políticas, económicas y sociales que se han producido tanto a nivel nacional como internacional en materia de cooperación internacional.

2418. La Asamblea Nacional representante del Poder Legislativo de Venezuela actualmente está discutiendo el Proyecto de Ley de Cooperación Internacional. Después de la primera discusión del proyecto en el año 2006, lo fue sometido a consulta pública, de acuerdo a lo establecido en el artículo 211 de la Constitución de la Asamblea Nacional. El proceso fue abierto y plural. El Gobierno abrió un debate franco, participativo y democrático consultando con todos los sectores de la sociedad.

2419. Se comunicó que la Comisión de Política Exterior de la Asamblea habría decidido revisar integralmente la ley vigente. Se afirmó que el objetivo de la Ley tiene por objeto establecer el régimen jurídico de la cooperación internacional del Estado venezolano en cuanto a la promoción y ejecución de acciones y programas de cooperación entre el Gobierno y los gobiernos de otros países, organismos internacionales, organizaciones no gubernamentales etc.

2420. Se afirmó asimismo que cualquier venezolano o venezolana, así como alguna ONG que tenga alguna observación que hacerle al Proyecto de Ley Cooperación Internacional puede realizarla ante la Comisión de Política Exterior de la Asamblea Nacional. Esta solicitud de información se refiere a un proyecto de ley que no debe confundirse con una ley definitiva.

2421. La carta aseguró que el Gobierno queda a la entera disposición de la Oficina de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, a los fines de dar ulteriores informaciones que pudieran surgir sobre el particular.

Llamamiento urgente

2422. El 16 de noviembre de 2009, la Relatora Especial sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, enviaron un llamamiento urgente señalando a la atención urgente del Gobierno la información recibida en relación con el Sr. **Lusbi Portillo**, coordinador de la organización no gubernamental Sociedad Homo et Natura y miembro de la Federación Ecologista del Zulia y del Frente Nacional por la Defensa del Agua y la Vida. El Sr. Portillo realiza actividades en solidaridad con los pueblos indígenas Barí, Yukpa y Wayuu en sus luchas por sus territorios.

2423. Según las informaciones recibidas, el Sr. Portillo habría sido informado que existe una orden de aprehensión en su contra. Supuestamente, el Sr. Portillo sería acusado de tener nexos con el narcotráfico. El Sr. Portillo supuestamente expresó temor por su seguridad física y por esta razón se habría encontrado escondido en un lugar secreto.

2424. Asimismo, unos días después de una manifestación frente al Ministerio del Ambiente el 5 de junio de 2009, en la cual habrían participado líderes Yukpa, Barí y Wayuu y varios ecologistas, se habría intensificado una campaña de difamación y criminalización en contra del Sr. Portillo. Dicha campaña se habría iniciado en 2005 tras la participación del Sr. Portillo en protestas en Machiques y Caracas contra la explotación de carbón en los territorios indígenas. Desde entonces, el Sr. Portillo habría sido acusado de manipular a los indígenas y de tener vínculos a organizaciones no gubernamentales extranjeras vinculadas con empresas mineras.

2425. Se expresó temor que la presunta orden de aprehensión contra el Sr. Portillo esté relacionada con las actividades que realiza en defensa de los derechos humanos, y en particular de los derechos territoriales de los pueblos indígenas del estado de Zulia. Además se expresó preocupación que la campaña de difamación busque desacreditar las actividades legítimas que realiza el Sr. Portillo.

Respuestas del Gobierno a comunicaciones enviadas antes del período de presentación de informes

2426. Mediante carta fechada el 18 de diciembre de 2009, el Gobierno respondió a esta carta de alegaciones. La respuesta se comunicó información recibido del Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores sobre el particular. El Ministerio procedió a iniciar una investigación con el objeto de lograr el esclarecimiento de los hechos y determinar las responsabilidades a que haya lugar.

2427. Se confirmó que fue comisionada la Fiscalía Cuadragésima del Ministerio Público con Competencia Plena a Nivel Nacional con sede en Maracaibo, quien se encuentra averiguando las circunstancias de modo, tiempo y lugar en que se produjeron los hechos, entre las cuales podemos destacar Acta de Entrevista tomada en fecha 28 de julio de 2008, al ciudadano Sabino Romero Izarra, cacique de la citada comunidad indígena, quien informó sobre la problemática que se ha venido suscitando en la Sierra de Perijá. La prenombrada Fiscalía solicitó de conformidad con la Ley de Protección de Víctimas, Testigos y demás sujetos procesales, Medida de Protección, a favor del ciudadano Sabino Romero Izarra y su núcleo familiar, siendo acordada por el Juzgado Primero de Primera Instancia en Funciones de Control del Circuito Judicial Penal de Villa del Rosario de Perijá, estado Zulia, designándose en un principio a funcionarios adscritos de la Guardia Nacional de Venezuela y posteriormente, a la Dirección de los Servicios de Inteligencia y Prevención (DISIP), la cual actualmente se encuentra dando cumplimiento a la misma.

2428. En relación con el incidente del 22 de agosto de 2008 en que resultando heridos varias ciudadanos, se confirmó que el Representante Fiscal comisionado se encuentra practicando una serie de actuaciones y diligencias conjuntamente con el Cuerpo de Investigaciones Científicas, Penales y Criminalísticas de la región Zuliana, entre las que se pueden mencionar: actas de entrevistas a las víctimas y testigos del hechos, así como recabar los resultados de los

Reconocimientos Médico Legales de los heridos; encontrándose dicha causa en Fase de Investigación.

2429. En relación con las aprehensiones de ciudadanos – María de los Ángeles Peña Fonseca, Mariluz Coromoto Guillén Rodríguez, Kelys Elaine Colina y Tomás Antonio Becerra Ramírez - la Fiscalía Vigésima del Ministerio Público de la Circunscripción Judicial del estado Zulia, el día 22 de agosto de 2009 realizó la presentación ante el Tribunal Undécimo de Primera Instancia en Funciones de Control del Circuito Judicial Penal de la citada entidad regional, por la presunta comisión de los delitos de Lesiones Intencionales, Resistencia a la autoridad y Daños a la Propiedad, acordando el mencionado Juzgado, Medida Cautelar Sustitutiva de Libertad, además de continuar el procedimiento por la vía ordinaria y declinar la competencia de la causa al antedicho Tribunal Primero de Primera Instancia. Posteriormente en fecha 19 de mayo de 2009, el Ministerio Público procedió a solicitar el Sobreseimiento de la Causa a favor de los cuatros ciudadanos antedichos, por los delitos antenombados, por el antedicho Tribunal Primero de Primera Instancia.

2430. En relación con las presuntas amenazas de muerte en contra de Mary Fernández, en fecha 6 de octubre de 2008, los Representantes del Ministerio Público Cuadragésimo a Nivel Nacional con Competencia Plena y Cuadragésima Quinta de la Circunscripción Judicial des estado Zulla, se trasladaron conjuntamente con funcionarios adscritos a la Dirección de DISIP, hacia la referida comunidad indígena con la finalidad de entrevistarse con la prenombrada ciudadana, así como Zenaida Romero Martínez, su hija, solicitando para esta última Medida de Protección ante el antedicho Juzgado Primero de Primera Instancia, siendo acordad dicha medida, cumpliéndose ésta por la DISIP, continuando de esta manera con la práctica de las diligencias tendentes al esclarecimiento de estos hechos, encontrándose la causa en fase de investigación.

2431. En relación con al fallecimiento del Sr. José Manuel Romero, padre de Sabino Romero Izarra, la Fiscalía Cuadragésima del Ministerio Público a Nivel Nacional con Competencia Plena, requirió de inmediato la práctica de la necropsia de ley al hoy occiso, con la finalidad de conocer la causa de su muerte; informando la Médico Forense designada Drs. Samada Guerra que el deceso del citado ciudadano se debió a una enterocolitis que le perforó los intestinos y le produjo una hemorragia interna, ocasionándole luego un paro cardíaco, no encontrándose ningún signo de violencia en el cuerpo del mismo. Se solicitaron otras pruebas complementarias para verificar acerca de la bacteria o microorganismo que había causado la enterocolitis en cuestión; hallándose la causa en fase de investigación.

2432. En lo atinente a las medidas de protección, acordadas a favor del Sr. Sabino Romero Izarra y su núcleo familiar, así como de Sra. Mary Fernández, las mismas se están cumpliendo estrictamente por los cuerpos de seguridad del Estado comisionados por el Tribunal Primero de Primera Instancia antedicho.

Observaciones

2433. La Relatora Especial agradece al Gobierno por su respuesta a la comunicación fechada el 18 de mayo de 2009. No obstante, la Relatora Especial lamenta que al finalizar este informe, no se había recibido respuestas a las comunicaciones del 30 de enero de 2009 y del 16 de noviembre de 2009. La Relatora Especial considera que al responder a las comunicaciones representa un

elemento fundamental para la cooperación de los Estados con el mandato, es por ello que insta al gobierno venezolano a que le proporcione una respuesta tratando los asuntos mencionados.

Viet Nam

Urgent appeal

2434. On 23 June 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning the situation of Mr. **Le Cong Dinh**, a human rights lawyer and former Vice-President of the Ho Chi Minh City Bar Association.

2435. According to the information received, Mr Le Cong Dinh was reportedly arrested on 13 June 2009 at his office in Ho Chi Minh City by agents of the Public Security Police.

2436. Following his arrest, the Investigation Agency of the Ministry of Public Security stated at a press conference that Mr Le Cong Dinh had “connived with overseas subversives to publish documents distorting the Government’s socio-economic policies”. Mr Le Cong Dinh was later charged with “conducting propaganda against the State”, under article 88 of the Penal Code. If convicted on this charge, he faces a possible sentence of up to 20 years of imprisonment.

2437. It was further reported that Mr Le Cong Dinh has recently spoken out against the extraction of bauxite in the Central Highlands, and has also called for political reform in Vietnam.

2438. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr Le Cong Dinh may be linked to his peaceful activities in defence of human rights including in the exercise of his right to freedom of opinion and expression. Further concern was expressed for his physical and psychological integrity while in detention.

Response from the Government

2439. In a letter dated 6 July 2009, the Government responded to the communication sent on 23 June 2009 as follows. On 13 June 2009, the Investigation Agency of Viet Nam arrested Mr. Le Cong Dinh, who resided in Ho Chi Minh City and worked for the Le Cong Dinh Law Firm, which is a one-member company limited, on accusation of having violated Article 88 of the Penal Code of Viet Nam. The arrest was done in strict compliance with the sequence and procedures stipulated in Article 62 and 63 of the Criminal Procedures Code of Viet Nam.

2440. Mr. Le Cong Dinh was trained in law in Viet Nam and was sent abroad for further study. Since he came back, he has been given favourable conditions to practice his profession. He was the Vice Chair of the Ho Chi Minh Bar Association and used to write articles for newspapers such as the Thanh Nien, Tuoi Tre, Sai gon Tiep Thi, Saigon Economic Times, Tia Sang magazines... and the BBC Vietnamese. He also gave many interviews for BBC, RFI and RFA... This fact alone demonstrated that Mr. Le Cong Dinh fully enjoyed the rights to freedom of expression and opinion, and the state of Viet Nam had no preconception or discrimination against him.

2441. The arrest of Mr. Le Cong Dinh was not due to the reasons mentioned in your letter that Mr. Le Cong Sinh was against the extraction of bauxite in the Central Highlands, called for “political reforms” or his “peaceful activities in defense of human rights” and “the exercise of his right to freedom of opinion and expression”. Le Cong Dinh contacted and colluded with a number of exile Vietnamese organizations and groups abroad, including those listed by the Vietnamese Government as terrorist groups, in an attempt to prepare for riots and cause social instability and public disorder with the ultimate goal of overthrowing the State of Viet Nam.

2442. Since 2005, Le Cong Dinh has communicated with Nguyen Sy Binh, head of the exile U.S. based organizations of “People’s Action Party” and “Viet Nam Democratic Party”, who maintained close ties with heads of other exile groups, such as Ha Dong Xuyen (Viet Tan Group), Pham Nam Dinh (Democratic Get-Together Group), Doan Viet Hoat (Viet Nam Vision Group) with a view to designing the action plans to involve and establish subversive organizations in Viet Nam in order to realize the plot of “attacking from the outside to cause disorder inside the country”. Le Cong Dinh was assigned to collaborate for the development of organizations in Viet Nam to establish an illegal entity called “Viet Nam Democratic Party” and “Viet Nam Labour Party” and communicate with anti-Vietnamese State abroad. Le Cong Dinh was chosen by the hostile forces and anti-state exile forces to be trained abroad for sabotage activities against the state, including the one organized by Viet Tan in Pattaya, Thailand in late February 2009. Le Cong Dinh has visited the U.S. and Thailand for many times to meet with Nguyen Sy Binh to discuss and set out action plans to prepare for the opportunity to overthrow the regime in Viet Nam, which Dinh and his accomplices believed to arrive by the end of 2009 and early 2010. Le Cong Dinh participated in compiling a book, which served as the action platform for the group, called “the Road for Viet Nam” and he drafted the “New Constitution” to prepare for the so-called new Government.

2443. It should be recalled that “Viet Tan”, with which Mr. Le Cong Dinh has collaborated, was founded in 1982 and led by Hoang Co Minh. The ultimate goal of this organization was to abolish the regime in Viet Nam. This organization conducted many infiltrations into Viet Nam by armed terrorist groups abroad, such as the Dong Tien II operation in December 1986 and July 1987. It is a terrorist group and has conducted terrorist actions against Viet Nam. At present, Viet Tan continues to operate under the cover of democracy and human rights while actually attempting to overthrow the Vietnamese State.

2444. It should be also recalled that the “United Front of Patriotic Forces for the Liberation of Viet Nam”, chaired by Le Quoc Tuy, conducted many acts to overthrow the State of Viet Nam. During 1981 to 1984 alone, this organization sent over 10 armed groups from abroad to infiltrate into the Vietnamese territory. Especially, during the 10th infiltration from the sea, many were captured or killed; the leaders, Tran Van Ba, Mai Van Hanh and 19 others were arrested when they landed on the coast of Ca Mau.

2445. Following his arrest, on 17 July 2009, Le Cong Dinh had admitted his acts of law violations, expressed his deep regret for his wrongdoings and asked the State for leniency.

2446. During the process of investigation before the trial, Le Cong Dinh is entitled to enjoy the rights of the suspected offender. His health is normal. The arrest of Le Cong Dinh conducted by Vietnamese investigation agency, the investigation as well as the introduction of instance, the trial have been and will be openly carried out on the basis of equity and objectivity in accordance

with the sequence and procedures stipulated in existing Vietnamese laws, particularly the Criminal Procedures Code. These law provisions are also in line with international standards on human rights, particularly Articles 19c, 20 and 21 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

Urgent appeal

2447. On 5 November 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention; and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, sent an urgent appeal to the Government regarding the situation of Mrs. **Tran Khai Thanh Thuy**. Mrs. Thanh Thuy is a novelist and journalist, and an honorary member of English PEN, an organization which works to promote literature and human rights.

2448. According to the information received, on 7 October 2009, Mrs. Thanh Thuy was reportedly denied access to the Hanoi courthouse to attend the trial of a teacher. She was finally allowed access after the intervention of foreign embassy representatives present in the courtroom.

2449. On 8 October 2009, while travelling to attend the trial of six activists, Mrs. Thanh Thuy was arrested by the police. She was reportedly released after a few hours of detention, but then placed under house arrest under the surveillance of two police officers. On the same day, two police officers in plain clothes reportedly forcibly entered her house and beat her on the head with bricks. Police officers stationed outside the house did not intervene. Mrs. Thanh Thuy was allowed to go to the hospital but upon leaving she was arrested together with her husband, Mr. Do Ba Tan and transferred to the police station in Dong Da district, Hanoi. It is reported that the district police chief claimed that they had assaulted a neighbor, and therefore Mrs. Thanh Thuy was reportedly charged with “intentionally causing injury”. Mr. Do Ba Tan was released on 12 October 2009, with no charge brought against him.

2450. On 19 October 2009, according to her family, Mrs. Thanh Thuy was transferred to the Hoa Lu prison in Hanoi.

2451. Furthermore, it is alleged that Mrs. Thanh Thuy and her family have received threatening phone calls, and her house has been attacked several times by people allegedly hired by the police.

2452. Serious concern was expressed that the placement of Mrs. Thanh Thuy under house arrest, her arrest and her detention together with Mr. Do Ba Tan, and the use of force against her, might be directly related to her work in defense of human rights. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mrs. Thanh Thuy while in detention.

Response from the Government

2453. In a letter dated 31 January 2010, the Government responded to the communication sent on 5 November 2009 as follows. On 8 October 2009, Mr. Do Ba Tan, spouse of Mrs. Tran Khai Thanh Thuy parked his motor in front of his house in Hanoi and therefore obstructed traffic. When Mr. Nguyen Manh Diep, living nearby, asked Mr. Do to move his motor out of public area, Mr. Do has refused, quarreled with and then used a helmet to beat on the head and face of Mr.

Nguyen. Instead of preventing her husband's act of violence, Mrs. Tran has attacked Mr. Nguyen on his head with bricks. Another man, named Nguyen Van Thinh, wanted to intervene but was beaten on arms by Mrs. Tran by bricks and a wooden stick.

2454. Due to the seriousness of the case and based on evidence found, the Dong Da district's police decided to institute a criminal case on "intentionally causing injury" and initiated criminal proceedings against Mrs. Tran according to article 104 of the Penal Code. Mrs. Tran and her husband have also been provisionally detained for investigation. On 12 October 2009, the police has decided to cancel deterrent measures against Mr. Do but still initiated criminal proceedings against him on 27 October 2009.

2455. The arrest and detention for investigation of and criminal proceedings initiation against Mrs. Tran Thanh Thuy and her husband, Mr. Do Ba Tan, are carried out in strict compliance with the sequence and procedures stipulates in existing Vietnamese laws, particularly the Criminal Procedures Code and also in line with international standards on human rights, particularly the Universal Declaration of Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights. During the period of detention for investigation, Mrs. Tran Khai Thanh Thuy is entitled to enjoy the rights of the suspected offender without discrimination or ill-treatment. All information which states that Mrs. Tran Khai Thanh Thuy was placed under house arrest or beaten is totally not true.

Observations

2456. The Special Rapporteur wishes to thank the Government for the responses provided to her communications of 23 June 2009 and 5 November 2009. The Special Rapporteur wishes to express her serious concerns about the arrest and detention of, criminal proceedings against and sentencing of Mr. Le Cong Dinh linked to his peaceful activities in defence of human rights including in the exercise of his right to freedom of opinion and expression.

Yemen

Urgent appeal

2457. On 4 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, have sent an urgent appeal to the Government regarding reports of the judicial harassment of journalist Mr. **Anees Mansoor**. Anees Mansoor is a member of the Lahaj branch of the National Organisation for Defending Rights and Freedoms "HOOD", and a journalist for Al-Ayam newspaper where he has been covering issues such as arbitrary detention, corruption and lack of the rule of law and reporting on protests in the Lahaj Region in the north of Yemen.

2458. According to the information received, on 21 April 2009, Anees Mansoor received a summons by the Qubaita Prosecution Office under the charges of encouraging instability and organising illegal demonstrations. These charges hold a maximum sentence of four years in prison. He was recalled to the Prosecution Office on 28 April 2009. The case against him continues.

2459. The case against Anees Mansoor was officially filed by the Reunification Defenders Association. At the first and second hearings, certain witnesses who testified against Anees Mansoor, alleging that he took part in protests, were reportedly the same people who Anees Mansoor had written about in his articles about corruption. The prosecution allegedly failed to pay due attention to the testimonies of character witnesses who testified about Anees Mansoor's professionalism and his lack of involvement in any form of protest. These witnesses reportedly complained that they were interrogated as suspects and that they themselves were questioned concerning their involvement in the protests.

2460. Prior to being called to the Prosecution Office, Anees Mansoor was allegedly approached by an intelligence agent who requested he cease his publication of critical material and to instead provide the Intelligence Apparatus with information regarding protests in Lahaj. Anees Mansoor refused to comply with this request.

2461. On 13 January 2009, Anees Mansoor was arrested along with fellow human rights defender, Wajdy El-Shuaiby, in Alhashemy Square, Aden, while covering a rally organised by forums for reconciliation and tolerance, which was allegedly violently disrupted by security forces. He was later released on 15 January 2009.

2462. Concern was expressed that the judicial harassment of journalist Mr. Anees Mansoor may be related to his legitimate activities defending human rights, in particular freedom of expression.

Urgent appeal

2463. On 25 August 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and the Vice-Chairperson Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention sent an urgent appeal to the Government regarding **Mr. Salah Yahya el-Saqladi**. Mr. el-Saqladi is the director of the Aden branch of the Organization for Change and the Defense of Rights and Freedoms (OCDRF). He is also the political editor of Hewar Human Rights Forum online and has written several articles on reported human rights violations committed by the Yemeni authorities, in particular in Southern Yemen.

2464. According to information received, on 18 June 2009, at approximately 10.30 a.m., a group of armed men in civilian clothing took Mr. el-Saqladi from his home in Khour Maksar, Aden. The men, who forced their way into the house, physically assaulted Mr. el-Saqladi in the presence of his family, took his laptop and mobile phone and then allegedly transferred him to Al-Fatah Camp in Aden. Mr. el-Saqladi's family members and lawyers have been denied all visitation rights, and his whereabouts have not been confirmed, although it is believed that he was later transferred to the Political Security Apparatus (PSA) prison in Sana'a.

2465. Concern was expressed that the incommunicado detention of Mr. el-Saqladi may be related to his work in defense of human rights. Further concern was expressed for Mr. el-Saqladi's physical and psychological integrity.

Urgent appeal

2466. On 29 September 2009, the Special Rapporteur, together with the the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment sent an urgent appeal to the Government regarding **Mr. Mohammed al-Maqaleh**, editor of the Socialist Party's website, "Al Eshteraki".

2467. According to information received, on 17 September 2009 at around 11:00 p.m., Mr. al-Maqaleh was allegedly abducted by five masked men outside his home on Taiz Street in Sa'ada, north-western Yemen. He was about to enter his car when a white minibus with obscured license plates approached him and armed men allegedly forced him onto the minibus. He has not been seen since then, and his whereabouts are unknown. Reports claim that shortly before he was abducted, he had published a report on the "Al Eshteraki" website regarding military airstrikes near the city of Sa'ada, which reportedly caused civilian casualties.

2468. Mr. al-Maqaleh has previously been arrested and held in incommunicado detention several times before being released without any trials, allegedly for publishing articles on the Internet which were critical of the government. He has allegedly been subjected to torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment during his detention.

2469. Concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Mr. al-Maqaleh. Further concern is expressed that the alleged abduction of Mr. al-Maqaleh is an attempt to prevent independent reporting in Yemen thus stifling the right to freedom of opinion and expression in the country, particularly given the recent arrest of two journalists, Mr. Salah Yahya el-Saqladi and Mr. Anis Mansour. Concerns regarding the incommunicado detention of Mr. el-Saqladi were previously communicated to the government on 25 August 2009 by the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Information regarding Mr. Mansour was sent to the government on 4 May 2009 by the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, as well as on 23 July 2009. We regret that no reply has yet been received from the government.

Urgent appeal

2470. On 13 October 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the government regarding Ms. **Tawakkol Karman** and Ms. **Lubna Al-Gedsi**. Ms. Karman is the director of the non-governmental organization Women Journalists Without Chains (WJWC) and Ms. Al-Gedsi is the coordinator of the organization's Rights and Freedoms Unit. WJWC works to promote civil rights in Yemen and actively campaigns for freedom of speech and freedom of the press in the country.

2471. According to information received, on 6 October 2009, Ms. Karman and Ms. Al-Gedsi were participating in a peaceful sit-in in Freedom Square in Sana'a when the demonstration was reportedly violently repressed by security agents. Ms. Karman and Ms. Al-Gedsi were both allegedly physically assaulted and the camera that they were using was broken.

2472. It is reported that the purpose of the sit-in was to demand the release of the prominent journalist Mr. Mohammed al-Maqaleh and the re-opening of the newspaper Al-Ayyam. Concerns regarding the abduction of Mr. al-Maqaleh, as well as the arrest of two journalists, Mr. Salah Yahya el-Saqladi and Mr. Anis Mansour, were the subject of an urgent appeal sent to your Excellency's Government on 29 September 2009 by the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, and the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. We regret that no response has yet been received from your Excellency's Government.

2473. Concern was expressed that the excessive use of force against Ms. Karman and Ms. Al-Gedsi and other peaceful protesters may be linked to their non-violent activities in defense of human rights. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of the members of WJWC, as well as persons who exercise their right to freedom of opinion and expression in Yemen, particularly journalists.

Urgent appeal

2474. On 14 October 2009, the Special Rapporteur, sent an urgent appeal to the Government regarding Mr. **Ali Ahmed Al-Saqqaf**, member of the Yemeni Organization for the Defense of Democratic Rights and Freedom (YODRFD). YODRFD works to promote and protect the rights of detainees in Yemen, in particular those connected to the Sa'da conflict.

2475. According to information received, on 28 September 2009, Mr. Al-Saqqaf was reportedly abducted by armed men dressed in civilian clothing while he was entering a pharmacy on Ma'reb Street in Sana'a. He was reportedly taken away in a mini-bus. His whereabouts are unknown as of today.

2476. Concern was expressed that the abduction of Mr. Al-Saqqaf may be related to his human rights activities. Further concern was expressed for the physical and psychological integrity of Mr. Al-Saqqaf.

Urgent appeal

2477. On 2 December 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government regarding the threats against and intimidation of Ms **Amal Basha**, Chairperson of the "Sisters Arab Forum for Human Rights" (SAF). SAF is monitoring and documenting cases of torture in Yemen.

2478. According to the information received, in the evening of 22 November 2009, the offices of SAF were broken into by unknown individuals and the premises were searched. Although no

documents nor equipment appear to have been stolen, materials in the archives were compromised and some electronic equipment was damaged.

2479. On 20 and 21 November 2009, Ms Amal Basha received a number of anonymous intimidating phone calls. One of the callers alleged that he was calling from the “investigation department”.

2480. On 17 November 2009, the rear brakes of Ms Basha’s car were tampered with. Furthermore, Ms Basha was the subject of a simulated acid attack as she was leaving the Criminal Court, where she had been observing the trial of a political activist.

2481. The attacks and acts of intimidation may be a result of the intervention of Ms Amal Basha on 24 September 2009 at the Human Rights Council, during the adoption of the UPR report on Yemen. SAF also presented a shadow report to the 43rd session of the UN Committee Against Torture, held on 3-4 November 2009, which had been prepared in collaboration with 13 other Yemeni human rights organizations.

2482. Concern was expressed that the attacks on, and intimidation of, Ms Amal Basha and the breaking and entering into the offices of SAF may be in relation with the peaceful activities of Ms Amal Basha and SAF in promoting and protecting human rights, and in particular with monitoring and documenting cases of torture. Further serious concern was expressed regarding the physical and psychological integrity of Ms Amal Basha.

Observations

2483. The Special Rapporteur wishes to express her regret that the Government of Yemen has not responded to any of her communications sent during the reporting period. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken, prosecutions as well as protective measures taken. The Special Rapporteur remains deeply concerned at the persistent challenges faced by human rights defenders in Yemen.

Zimbabwe

Urgent appeal

2484. On 17 December 2008, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, the Special Rapporteur on the right to food and the Independent Expert on the issue of human rights obligations related to access to safe drinking water and sanitation, sent an urgent appeal concerning **alleged violations of the right to the highest attainable standard of health in Zimbabwe, due to the closing of public hospitals and medical schools despite the spread of a cholera epidemic throughout the country, the right to food and nutrition, as well as violations of the right to freedom of peaceful assembly.**

2485. It is alleged that the cholera epidemic is spreading throughout the state resulting in a daily increase in death tolls. The spread of cholera has been exacerbated by the breakdown of water and sanitation systems. The reports indicate that there is a lack of access to clean water and that

fresh water is no longer being pumped into urban areas. It is also alleged that sewage systems are blocked or have burst pipes, and uncollected garbage is overflowing into the streets. Furthermore, it is reported that essential medicines are unavailable to treat the acute epidemics. Anti-retroviral therapy for HIV/AIDS patients and TB treatment for chronically ill patients has also reportedly been severely disrupted.

2486. According to the information received, due to a lack of medicine, equipment, services, and health staff, public hospitals and clinics have been closed, resulting in the preventable deaths of individuals. It is alleged that the only maternity hospital in the capital was closed and patients with fractures, meningitis and other acute and dangerous conditions are being sent home. This reported decrease in access to basic health care has meant that, despite the spread of the cholera epidemic, many individuals cannot afford health care because of the high cost of private clinics.

2487. It is further alleged that there has been a violent police crack-down on peaceful demonstrations relating to the right to health and that medical schools have been closed. Reportedly, riot police forcefully dispersed hundreds of doctors, nurses and other health workers who peacefully gathered at Parirenyatwa Hospital in Harare, to protest working conditions.

2488. It is also alleged that more than five million people are in need of food aid and that 45% of the population is malnourished. Children have been particularly affected by increasing levels of malnourishment. Hungry people have also allegedly resorted to eating animals and vegetables that are unsuitable for human consumption and that are risky for their health. In addition, it is reported that drinking unsafe water renders already malnourished people more vulnerable to diseases.

Response from the Government

2489. In a letter dated 13 March 2009, the Government informed that the health staff of Parirenyatwa hospital sought on 18 November 2008, at about 8.30 a.m., to demonstrate or hold a public procession in contravention of section 25 of the Public Order and Security Act Chap 11:17, which prescribes the manner in which a public demonstration can be conducted by any body of individuals. The organizers of the demonstration wanted to hold a procession and present a petition to the Minister of Health on the poor conditions at hospitals and non-availability of medicines. These poor conditions and non-availability of medicines can be traced to the illegal economic sanctions that have been imposed on the country by the West. The demonstrators numbered about 500.

2490. The police engaged the demonstrators' leadership and advised them that they were breaching the law. The police advised the demonstrators to select two representatives who could take their petition of grievances to the Minister of Health. The demonstrators refused the proposal and started chanting and proceeded to cut the security fence to create an exit route where the police stopped them. They stayed at that point until 11.30 a.m. when they eventually dispersed of their own accord. No person was reported injured during or after the demonstration. The police did not arrest anyone.

Letter of allegations

2491. On 7 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal concerning the re-arrest and detention of Ms **Jestina Mukoko**, director of the non-governmental organization Zimbabwe Peace Project, Mr **Andrisson Manyere**, freelance journalist, and **16 other human rights and political activists**. The 18 co-accused were released on 2 March 2009, after allegedly being victims of enforced disappearance, torture and other ill-treatment between October and December 2008 while in detention.

2492. Ms Jestina Mukoko was the subject of an urgent appeal sent on 4 December 2008, by the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and Special Rapporteur on the situation of human rights defenders.

2493. According to new information, on 4 May 2009, Ms Jestina Mukoko, Mr Andrisson Manyere and 16 other human rights and political activists reportedly appeared in Harare High Court.

2494. On 5 May, following submissions by the Attorney General's office to have their bail revoked, Magistrate Chimhanda reportedly ruled to remand in custody the 18 co-accused, on charges of terrorism and bombings with a view to topple the previous Government.

2495. It is reported that Ms Mukoko and at least some others have been released on bail.

2496. Serious concern was expressed that the re-arrest and detention of Ms Jestina Mukoko, Mr Andrisson Manyere and 16 other human rights and political activists might be linked to their legitimate work in defence of human rights and in the exercise of their right to freedom of opinion and expression. Further concern was expressed that these new developments might form part of a pattern of intimidation and harassment against the 18 co-accused, and more generally against human rights defenders, journalists and political activists in Zimbabwe.

Urgent appeal

2497. On 15 May 2009, the Special Rapporteur, together with the Chairperson-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal regarding the arrest and detention of Mr **Alec Muchadehama**, a human rights lawyer. Mr Muchadehama has offered legal assistance to several members of the Movement for Democratic Change (MDC) and human rights defenders. Mr Muchadehama was the subject of communications sent by the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the then Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders on 11 May 2007 and 28 March 2007. Responses to these two communications have not yet been received.

2498. According to the information received, on 14 May 2009, Mr Alec Muchadehama was reportedly arrested at the Rotten Row Magistrates' Court in Harare by two police officers from Harare Police Station's Law and Order Section. The charges against Mr Muchadehama are unclear.

2499. Concern was expressed that the arrest and detention of Mr Muchadehama might be linked to his legitimate activities in defence of human rights, in particular the legal assistance he has provided to political activists belonging to the opposition. Further concern was expressed for his physical and psychological integrity while in detention.

Urgent appeal

2500. On 10 November 2009, the Special Rapporteur sent an urgent appeal concerning Ms. **Gertrude Hambira**, the Secretary General of the General Agricultural and Plantation Workers Union of Zimbabwe (GAPWUZ). GAPWUZ actively works to promote and protect the rights of farm workers in Zimbabwe.

2501. According to information received, on 3 November 2009, at approximately midnight, three unidentified armed men reportedly broke into the home of Ms. Hambira in Milton Park, Harare. Ms. Hambira was not at home when the incident occurred. Her husband confronted the intruders who reportedly threatened to shoot him if he called for help and demanded to know the whereabouts of his wife. A single warning shot was fired into the roof of the house. The intruders finally left when a security alarm was triggered. Mr. Hambira quickly alerted a neighbour and then called the police. Three mobile phones, some cash and several photographs of Ms. Hambira and her children were allegedly taken in the incident.

2502. Concern was expressed that the break-in at the home of Ms. Hambira might be directly related to her human rights work, in particular her activities in defense of the rights of farm workers. Serious concern was expressed for the physical and psychological integrity of Ms. Hambira.

Observations

2503. The Special Rapporteur thanks the Government for its response, but regrets that at the time of finalizing the present report, the Government had not transmitted a reply to her communications of 10 November 2009, 15 May 2009, 7 May 2009, 10 December 2008, 4 December 2008, 27 October 2008, 8 July 2008, 30 June 2008, 23 June 2008, 6 June 2008, 8 May 2008, 28 September 2007, 11 May 2007, 28 March 2007, 19 February 2007, 7 February 2007, 5 February 2007, 15 September 2006 (twice), 31 July 2006, 15 May 2006, 21 April 2006, 22 August 2005, 20 May 2005, 19 April 2005, 15 February 2005, 29 September 2004 and 13 January 2004. She considers response to her communications an important part of the cooperation of Governments with her mandate. She urges the Government to respond to the concerns raised by her, and provide detailed information regarding investigations undertaken to prosecute the perpetrators as well as protective measures taken to ensure the physical and mental integrity of defenders and their families.

2504. The Special Rapporteur remains concerned about continuous reports of illegitimate restrictions to the exercise of the rights to freedom of expression and peaceful assembly. She hopes that the Government will respond favourably to her follow-up request of 21 January 2010 to visit the country (NB: previous requests are dated 1 July 2002, 20 January 2004 and 5 November 2008).
